

NI PATRIE NI FRONTIERES

Traductions et débats

Elections ? Démocratie ? Europe ?

* Anarchistes et marxistes face au suffrage universel

France

– Sans-papiers (Tours) – Mouvement étudiant et lycéen (Tours) – ATTAC, AMD (Orléans) – Travailleurs est-européens en France : le cas polonais – Orly, Roissy et le racisme ordinaire – Débat sur l'Europe et le référendum

International

Pro-position : bulletin d'informations international sur les luttes ouvrières

Kolinko : Questionnaires sur les centres d'appel, les conditions de travail et les grèves

Grande-Bretagne : Sexisme et « différences culturelles »

Pays-Bas : Le SP et les « expulsions civilisées » – Les syndicats du bâtiment appellent à la délation des clandestins – Multiculturalisme et assimilation forcée

Pologne : Répression contre le mouvement social

*Ce numéro est dédié
à Karim Landais,
parti rejoindre les étoiles,
le vendredi 24 juin 2005, à 25 ans.*

Salut, Karim !

Cher Karim,

Le week-end dernier, tu as décidé de mettre fin à tes jours.

A peine une semaine avant, le samedi 18 juin 2005, nous avons participé tous les deux à une discussion fraternelle durant plusieurs heures avec des militants trotskystes français, polonais et britanniques de différentes tendances. Tu n'avais pas ouvert la bouche pendant la réunion, mais tu avais préparé un texte, minutieusement documenté comme d'habitude, et tu avais rédigé des commentaires détaillés sur les points à l'ordre du jour.

A la fin de la réunion, tu avais dîné avec plusieurs camarades et, comme l'écrit l'une d'elles qui te rencontrait pour la première fois, « Je me suis rendue compte très vite que c'était un homme beau, intelligent et surtout gentil. » Cette même amie a tout de suite perçu ton côté romantique, que tu n'essayais d'ailleurs pas de cacher.

Te voilà donc défini par quatre adjectifs qui te vont comme un gant : beau, intelligent, gentil et romantique.

J'ajouterai que, par rapport aux hommes que l'on rencontre habituellement dans les milieux d'extrême gauche ou libertaires, tu faisais preuve d'une grande modestie. Liée en partie à une certaine timidité de ta part, timidité qui n'était pas toujours comprise par ceux qui ne te connaissaient pas, et aussi à un souci de « rigueur » qui te faisait avouer, sans aucune honte, que tu ne connaissais rien sur tel ou tel sujet et ne pouvais donc pas te prononcer.

Comme tu me l'écrivais le 22 avril 2005, je t'envoie « quelques remarques de pure forme, parce que je me sens toujours aussi incompetent » à propos d'un projet de texte commun.

Tu possédais une qualité rare... que je t'envie, celle de savoir se taire quand on ne sait pas quoi dire ni penser dans un débat politique.

Depuis ton premier courriel le 23 juillet 2003, jusqu'à ton dernier le 24 juin 2005 où tu faisais encore plein de projets, un mot est revenu beaucoup plus que d'autres dans nos échanges par e-mail : l'honnêteté. Tu écrivais par exemple : « notre démarche érigera en principe l'honnêteté intellectuelle », « je rejette les réactions passionnelles et idéologiques et m'attache à peser le pour et le contre et à ne pas condamner *a priori* », « Trois mots d'ordre : rigueur, pertinence, objectivité », « Je suis avant tout attaché à la rigueur et à l'absence de sectarisme, à l'honnêteté intellectuelle et au refus de tout dogmatisme et de tout autoritarisme ».

Ces quelques phrases montrent bien que tu étais très exigeant vis-à-vis des autres et de toi-même (trop sans doute vis-à-vis de toi ? « En dernier recours, seuls les individus sont responsables de leur propre libération », m'as-tu écrit), tout en ayant, comme l'écrit un ami, « une sensibilité à fleur de peau et un regard critique sur le monde qui t'entourait », ce qui te rendait « très attachant », précisément-il justement.

En ces deux années, nous avons appris à nous connaître, à Lyon et à Paris. Tu t'étais impliqué de plus en plus dans la revue *Ni patrie ni frontières* en écrivant des introductions dans les numéros 6-7 sur les syndicats et 11-12 sur le terrorisme, et surtout cinq articles inédits sur le PT et la bureaucratie dans les organisations libertaires et d'extrême gauche qui était ton sujet de thèse, et

l'une des préoccupations fondamentales suite à des expériences malheureuses et décevantes dans différents groupes ou comités.

D'autre part, tu souhaitais publier un jour une brochure que tu remaniais sans cesse sur « L'anarcho-indépendantisme », résultat d'un long travail de recherche que tu n'osais pas encore présenter à la critique publique.

Tu venais de gagner un procès contre les exploiters de La Poste qui t'avaient licencié abusivement après trois contrats en CDD, mais tu n'avais pas obtenu ta réintégration. Ta situation économique était donc précaire, bien que tu fusses ce qu'on appelle aujourd'hui un « Bac + 5 ».

Une situation banale, peut-être pour certains, mais qui t'affectait particulièrement car ton salaire de pion dans une boîte privée (le comble de la punition pour un farouche défenseur de la laïcité comme toi !) te permettait juste de payer ton loyer.

Ces difficultés financières ajoutées à un grand abîme sentimental qui s'était ouvert sous tes pieds il y a quelques mois, à la suite d'une rupture, abîme que tu pensais irrémédiable, te minaient la santé et le moral, malgré tes efforts pour nouer de nouvelles relations humaines, dans le milieu militant ou pas, libertaire ou pas. Tu avais fait tienne la devise d'Emma Goldman sur l'une des qualités essentielles des révolutionnaires, puisque tu apprenais le tango pour lutter contre le blues, démarche difficile, tu le savais bien.

Tu as décidé de partir, je ne peux donc plus te dire certaines choses de vive voix, mais je peux au moins te remercier pour ta gentillesse, ta patience, ton esprit critique et ta solidarité. Et dire au moins à tes parents que ses amis ne l'oublieront pas.

Y.C.

27 juin 2005

Publié dans le numéro 19 du *Cri des travailleurs* cet hommage à Karim Landais est de grande qualité, même si nous ne partageons pas les positions politiques du CRI (ses textes et publications se trouvent notamment sur le site Internet : <http://groupecri.free.fr>). Que ces camarades soient ici remerciés pour leur portrait de Karim, à la fois incisif sur le plan politique et chaleureux dans le ton, une combinaison suffisamment rare pour être soulignée. (*Ni patrie ni frontières*)

KARIM LANDAIS NOUS A QUITTÉS

Karim Landais a mis fin à ses jours dans la nuit du 24 au 25 juin dernier. Karim n'était pas trotskyste, mais anarchiste libertaire. Il était aussi un jeune historien extrêmement prometteur, d'une grande intelligence et d'une rigueur intellectuelle exemplaire. Avec lui, le mouvement ouvrier a perdu un jeune intellectuel révolutionnaire, au sens le plus noble du terme. C'est pourquoi ses nombreux travaux de recherche déjà réalisés, pour beaucoup inédits, et les projets pionniers qu'il avait formés, doivent être signalés aux lecteurs du CRI des travailleurs (dont il était lui-même un lecteur critique) : ils sont en effet d'un grand intérêt pour la réflexion politique sur l'organisation du mouvement ouvrier, plus précisément sur la question centrale de la bureaucratie, des rapports de pouvoir et des processus de domination que l'on y rencontre de manière peut-être universelle.

L'itinéraire politique de Karim, son orientation profondément libertaire aussi bien que sa vocation de chercheur ou en tout cas le choix de son sujet d'étude, s'enracinent dans une sorte d'expérience fondatrice : celle de son passage par le Parti des travailleurs (PT), dans lequel il avait milité pendant deux ans, à partir de juin 1999. Il avait rencontré les militants de ce parti et de l'organisation de jeunesse qui lui est liée à la fin de sa première année d'histoire à l'université d'Aix-en-Provence, après avoir fait de brefs passages par différents groupes, et il y avait adhéré avec « enthousiasme ». Deux ans plus tard, rédigeant ce qu'il appelle « non sans un brin d'ironie », son *Cahier noir du CCI*, Karim inaugure ce geste politique qui le caractérisera tout au long de sa trop brève existence militante : avec une lucidité intransigeante et une démonstration implacable, il dresse un bilan critique et autocritique de son expérience politique au PT dirigé, quoique officieusement, par son courant CCI.

Dans ce texte, Karim fustige l'absence de démocratie, l'impossibilité de véritables discussions, les bureaucrates arrogants, la bêtise des petits chefs, la lâcheté de nombreux militants agissant comme des petits soldats au lieu de penser par eux-mêmes. S'adressant à Gluckstein et Lambert, son texte se conclut en exprimant, avec la spontanéité qui caractérisait Karim, sa « profonde déception » : « J'ai cru en le parti. J'ai véritablement espéré. Mais les trotskistes ont brisé mes espérances. Et c'est de ce crime que je les accuse : briser les élans de centaines de personnes perdues et cherchant ne serait-ce qu'un brin d'espoir. Je dis : c'est criminel. Et c'est dommage, parce que vous contribuez à entretenir la réputation que vous fait la presse bourgeoise. Et cette réputation, elle rejaillit sur le mouvement ouvrier tout entier. Vous salissez un espoir : vous avez sali MON espoir. Et la seule chose que je souhaite est que vous en preniez conscience. »

Karim exprimait là, incontestablement, le sentiment de très nombreux travailleurs et jeunes passés par le PT à un moment ou à un autre, et bien souvent écœurés à un tel point par cette organisation qu'ils en sortent définitivement brisés comme militants. Le désarroi de Karim ne fut heureusement qu'éphémère, mais cette expérience est le point de départ de sa caractérisation hélas définitive – qu'il s'efforça plus tard de justifier historiquement et théoriquement – du « trotskysme » et du « bolchevisme » en général comme un courant nécessairement bureaucratique. C'est donc le lambertisme, ce courant centriste sclérosé qui donne du « trotskysme » une image repoussante, ce véritable flanc-garde de la bureaucratie réformiste, qui a poussé Karim dans les rangs de l'anarchisme, et qui en a fait un adversaire politique du bolchevisme. Il écrivait ainsi, dans une lettre à son ex-camarade et ami D. : « Effectivement, je n'aurais pas de honte à me réclamer d'un certain "antitrotsky

sme". (...) C'est le PT qui finalement m'a fait anarchiste, lorsque j'ai compris l'interaction non seulement évidente mais nécessaire entre la théorie et la pratique. »

Cependant, la rupture proprement politique avec le lambertisme semble avoir été plus progressive que sa rupture organisationnelle. La focalisation de Karim sur la question des méthodes, qui exprime la nature extrêmement exigeante, mais aussi très idéaliste, de sa personnalité, ne lui permit sans doute pas d'analyser immédiatement le fond politique du lambertisme. Concluant son *Cahier noir du CCI*, Karim tenait à préciser que « (ses) divergences d'avec le courant trotskiste ne sont pas de l'ordre des "positions politiques". Je maintiens mon attachement aux principes affirmés de Front unique, de défense de l'indépendance des

organisations traditionnelles de la classe ouvrière que sont les syndicats, de la laïcité, etc. » Et, dans la lettre déjà citée à D., il écrivait quelques semaines plus tard : « Je n'ai pratiquement aucun désaccord proprement politique avec le PT... Mais peut-on dire que nous œuvrons pour la même chose ? Une organisation antidémocratique œuvre-t-elle pour la démocratie ? C'est impossible. »

Le caractère progressif de la rupture d'avec le fond politique du lambertisme se manifeste en un sens par l'adhésion de Karim à la Libre Pensée (association anticléricale et laïque, mais notoirement dirigée par les lambertistes et profondément liée aux réformistes, ayant renoncé au discours socialiste de la Libre Pensée historique et participant en revanche à l'UNESCO, cette institution impérialiste de l'ONU). Mais surtout, Karim rejoignit presque immédiatement après sa sortie du PT les rangs de l'UAS, l'Union anarcho-syndicaliste d'Alexandre Hébert ; or celui-ci, qui fut le pilier d'une tendance « de gauche » au sein de la bureaucratie de FO, est non seulement un vieil ami de Lambert, mais surtout un participant régulier au Bureau politique de l'OCI-PCI-CCI pendant des années, où il joua un rôle manifestement important dans la dérive opportuniste de cette organisation vers le rôle de flanc-garde de l'appareil syndical et vers l'idéologie démocrate et nationaliste petite-bourgeoise. Karim était certes critique à l'égard de l'UAS ; mais il est clair que ce choix d'un groupe, par ailleurs si particulier et si insignifiant dans la constellation de l'anarchisme, ne peut être dû au hasard : au-delà de sa réelle volonté de ne pas rester inorganisé, il s'explique sans doute surtout par le caractère encore inabouti de sa rupture politique d'avec certaines positions lambertistes ou héberto-lambertistes. Dans sa lettre de rupture avec l'UAS, qui date de l'automne 2004, il reconnaît d'ailleurs que « à l'origine, [il] cherchait en l'UAS un PT démocratique » .

Cependant, là encore, Karim poursuivit sa réflexion, qui aboutit de nouveau à une rupture. Sa justification principale en est la suivante : « En ce qui me concerne, il m'est difficile d'assumer encore l'étroitesse des relations que l'UAS entretient, certes avec plus ou moins de bonheur, avec le CCI du PT. L'adhésion à l'EIT [Entente Internationale des Travailleurs, regroupement parasyndical créé et dirigé par les lambertistes, NDR], notamment, me paraît véritablement problématique. »

Formellement, cette rupture ne fut pas si brutale que celle d'avec le PT : Karim exprimait le vœu de « pérenniser » les « liens affectifs » avec certains de ses camarades de l'UAS, et écrivait : « Je reste abonné à *L'Anarcho* et continue de considérer l'UAS comme un courant original du mouvement ouvrier et socialiste. » Il ajoutait même qu'il avait le projet d' « écrire l'histoire de l'Union des Anarcho-Syndicalistes » et se proposait pour être biographe d'Alexandre Hébert : « Je suis convaincu de l'utilité historique et politique de tels projets. » Et pourtant, sur le fond, cette lettre de rupture avec l'UAS marque en réalité une rupture politique totale d'avec la nébuleuse lambertiste prise au sens large du terme. Tout en exprimant une fois de plus ses convictions anti-trotskyistes et en tendant toujours plus à des positions gauchistes – s'interrogeant notamment sur la légitimité même du travail syndical –, Karim va cette fois plus loin qu'une simple focalisation sur les méthodes, en faisant le lien entre celles-ci et l'orientation politique du PT.

Même s'il croit pouvoir généraliser au « trotskysme », c'est bien le PT qui est tout particulièrement visé lorsque Karim écrit : « L'accaparement du pouvoir par un groupe ou une fraction de ses militants (...) facilitait son évolution vers des positions centristes, réformistes, bourgeoises, ou, au-delà de ces caractérisations, simplement étrangères à un projet révolutionnaire. » C'est ce que confirme la suite de cette lettre : « Le PT, plus encore que d'autres organisations politiques, est une organisation à la dérive, un parti opportuniste, qui s'adapte aux circonstances pour le seul bénéfice de sa survie. Il n'y a plus de projet, plus de doctrine : l'idéologie enrobe la seule justification qui est que le parti est une fin en soi et que son seul souci est d'obtenir toujours plus de pouvoir. » Puis Karim poursuit par une série de critiques qui concernent en fait aussi bien l'UAS que le PT : « À propos de l'Europe, notamment, je crois que la défense des acquis (qu'ils soient sociaux ou démocratiques, comme la laïcité) ne doit pas se confondre avec la défense de la République, même si c'est "en attendant mieux". Car si celle-ci est bien le cadre dans lequel ils ont été conquis, elle est aussi celui contre lequel la lutte a été menée. Le PT, même en considérant ses illusions étatistes, illustre bien la dérive possible : idéalisation de la Troisième République, collusion avec le nationalisme, éloge du cadre républicain. À trop lutter contre l'Europe, on en vient à oublier que l'ennemi principal est le capitalisme, que la République est elle aussi un adversaire, et qu'il reste à fixer les conditions et les bénéfices d'un éventuel repli national. Il convient également de proscrire la défense du jacobinisme et de la nation : le premier fut un mouvement meurtrier et non moins réactionnaire, tandis que la deuxième, foi d'anationaliste, représente la pire des revendications et des horizons. Ainsi, faire de cet enjeu un thème exclusif de lutte, et qui plus est de front unique, représente un risque de compromission avec des éléments douteux, donc un risque de dérive. (...) Je crois qu'il faut également prendre conscience que la doctrine sociale de l'Eglise n'est pas seule en cause dans le cours actuel des événements. L'association du capital et du travail est simplement, j'oserais dire, la forme la plus aboutie de la domination étatique et capitaliste. »

Mais Karim avait déjà fait le choix, « depuis trois ans » (comme il le dit lui-même dans cette lettre à l'UAS), de se consacrer avant tout au militantisme de nature théorique et historique. Ce fut le cas dans une certaine mesure dès le regroupement que Karim fonda et anima à Lyon, avec son ami Richard, ingénieur à la retraite, autour d'une revue, *Spartacus*, qui connut quatre numéros, de fin 2001 à juin 2003 ; cette revue publiait cependant également des articles plus immédiatement politiques, avec un éditorial et la reprise d'articles syndicaux ou politiques parus dans la presse, notamment d'extrême gauche.

Mais surtout, ce dont Karim rêvait particulièrement s'exprime dans le projet de l'association et de la revue *Tro-Mé*, que Karim définissait, au moment de refermer l'épisode *Spartacus*, dans les termes suivants, très représentatifs de ses exigences et de son idéalisme foncier : « Tro-Mé est une association d'individus curieux, amoureux de la connaissance, de son partage, et de la liberté de sa diffusion. Ces ennemis du dogmatisme et de la pensée unique, de tout mensonge et de toute calomnie, érigent en principe l'honnêteté intellectuelle. Tro-Mé est une association libertaire, qui marque, par son adhésion à ce mot, son souci du problème que constitue la reproduction de la domination, qu'elle soit politique, économique, culturelle, religieuse ou sociale. À l'intérieur de ce cadre, toutes les tendances politiques et tous les individus peuvent intervenir à égalité. Tous souhaitent, par l'usage de l'information et de la rhétorique, réduire la politique à son caractère originel d'expression d'intérêts divergents. Les adhérents au Tro-Mé s'engagent ainsi dans la création d'une revue de même nom ; ils témoignent de leur attachement à la rigueur et à l'absence d'a priori que nécessite la construction d'un discours. Ils aspirent à la production de sens, en direction d'une infinité de domaines, avec un attachement particulier aux problèmes politiques et sociaux. Ils souhaitent comprendre le monde qui les entoure et son histoire, ainsi que s'appuyer sur de solides analyses pour élaborer des réponses et des possibilités d'engagement face aux problèmes du capitalisme et des idéologies réactionnaires. »

Tro-Mé ne vit finalement jamais le jour, mais c'est dans cet esprit que Karim s'engagea dans une collaboration étroite avec des revues libertaires existantes, telles que *La Question sociale* et surtout *Ni patrie ni frontières*, revue d'une grande tenue théorique et historique, éditée par Yves Coleman, dont il devint dès lors l'un des principaux collaborateurs, sous le nom d'Anouchka. Ce militantisme avant tout théorique eut comme conséquence une tendance au théoricisme, qui éloignait Karim des questions politiques les plus concrètes de la lutte de classe ; mais il en avait parfaitement conscience, il le regrettait et il n'excluait pas du tout de se remettre à militer de manière organisée. D'ailleurs, il adhéra à l'association Solidarité Irak et continua de fréquenter assidûment les groupes anarchistes de Lyon, notamment la librairie La Gryffe. De plus, il était d'autant moins coupé de la réalité que, l'Université lui ayant refusé une allocation de recherche, il fut contraint d'accepter des petits boulots pour survivre tout en poursuivant ses recherches (il fut notamment contractuel à La Poste, puis surveillant dans un lycée privé), ce qui le confronta à l'exploitation et aux nécessités du combat pratique. C'est ainsi qu'il se battit avec courage contre La Poste qui, après trois CDD, l'avait licencié pour avoir demandé le respect du Code du travail, et qu'il traîna devant les prud'hommes, gagnant finalement le procès.

Mais son passage par le PT, qu'il appelait avec humour « le parti du mensonge déconcertant », n'a jamais cessé de hanter Karim. Elle a non seulement cristallisé son orientation libertaire, mais elle a également été le point de départ de son projet de recherches historiques. Dès son *Cahier noir du CCI*, il manifesta sa volonté, qu'il avait chevillée au corps, de ne pas tourner la page sans avoir essayé de comprendre, et par là même sans avoir essayé de faire comprendre à d'autres, ce qu'il avait compris.

Dans l'introduction, il écrit : « Sans doute me demandera-t-on la finalité de cette petite brochure... J'avoue que je n'en ai pas moi-même une idée très précise. Peut-être est-ce une mise en garde ? Ces pages ont également le but très personnel de laisser une trace de mon passage, car je ne veux pas que mon action s'évanouisse, qu'elle n'ait servi à rien, empêtrée comme elle l'a été, et pendant longtemps, par mon mutisme, un silence qui a trop souvent pris le pas sur la dénonciation, sur l'expression de la vérité, que j'aurais dû bien plus tôt faire éclater. Cela, sans doute, est dû à l'âge que j'avais lorsque j'ai adhéré au Parti, un âge où l'inexpérience fait croire que ceux qui parlent fort et qui ont vu beaucoup n'expriment rien de moins que la vérité. En ce sens, c'est certainement une vengeance contre moi-même, un somnifère qui me permettra de dormir tranquille, l'esprit au repos, avec la sensation d'avoir enfin accompli ce que je me devais de faire... »

À partir de là, la réflexion de Karim sur la question des méthodes dans le mouvement ouvrier et sur la question de l'organisation en tant que telle, le conduisit progressivement à la formation d'un projet largement pionnier : il s'engagea dans une étude scientifique rigoureuse des « relations de pouvoir » dans les organisations d'extrême gauche, et tout particulièrement dans l'OCI-PCI, qu'il prit comme sujet de son DEA. Il revint par la suite avec insistance sur cette organisation dans plusieurs textes de nature différente, dont le dernier date de quelques jours avant sa mort volontaire (voir ci-dessous la liste de ces textes publiés ou inédits). La direction du CCI-PT a d'ailleurs bien compris le danger que représentait pour elle ce jeune historien brillant, déterminé à faire toute la vérité sur cette organisation, loin des approximations et autres

scoops journalistiques : prétextant qu'il avait rédigé son *Cahier noir du CCI*, la direction lambertiste interdit purement et simplement à Karim le droit d'accéder au CERMTRI (Centre d'Études et de Recherches sur les Mouvements Trotskystes et Révolutionnaires internationaux), centre dirigé par les lambertistes et qui possède la plupart des archives de cette organisation. Elle confirma ainsi une fois de plus combien Karim, au-delà de certaines formules excessives, était fondé à la caractériser comme il le faisait.

Mais, au fur et à mesure qu'il avançait dans ses recherches, le projet de Karim prenait une ampleur colossale, bien au-delà de l'OCI-PCI-PT : poussé en avant par une véritable boulimie de lectures, une remarquable capacité d'assimilation et de synthèse et une grande fécondité dont témoignent le nombre et la richesse des textes qu'il a laissés, Karim décida de faire porter sa recherche sur la question du pouvoir et des rapports de domination dans les « organisations d'extrême gauche au XX^e siècle » en général, y compris le courant libertaire, dont il connaissait les multiples facettes et qu'il n'épargnait pas. « La finalité de notre démarche, écrivait-il, est bien un bilan du mouvement révolutionnaire et de sa clé, l'organisation. » Il s'agissait donc d'étudier les « cultures » et les « pratiques politiques » de l'extrême gauche, pour essayer de répondre aux questions suivantes : « Quels mécanismes sous-tendent le phénomène bureaucratique, est-il possible à une organisation de se structurer de manière non coercitive, quelle est la nature des liens entre théorie et praxis autour de la question du pouvoir et de la domination ? »

Or « l'hypothèse de travail » de Karim est que « l'anarchisme se montre toujours très empirique dans sa critique du phénomène bureaucratique, s'interdisant ainsi d'en comprendre parfaitement les ressorts, et que le trotskisme, par son attachement à la notion marxiste d'infrastructures déterminantes, s'interdit à son tour d'avoir une réflexion cohérente et pertinente, donc une réaction efficace, quant au même phénomène ». De plus, il envisageait l'étude des organisations d'extrême gauche comme étant « peut-être » un « échantillon représentatif de toute organisation humaine », formant alors le projet d'une « théorie générale des organisations »...

Dès lors, il s'agissait pour Karim de se livrer à une recherche réellement scientifique, qui dépasse les limites académiques de la discipline historique, au profit d'une approche interdisciplinaire : « Une telle recherche se place nécessairement sous le sceau de la pluralité des approches et de l'interdisciplinarité, constitutive de la socio-histoire, et notamment par des emprunts à la sociologie de l'organisation, à la psychologie sociale, mais aussi à l'ethnologie comme à l'anthropologie, susceptibles d'apporter des pistes de recherches. » De fait, comme le montrent la richesse et la diversité des références sur lesquelles il s'appuie dans ces textes, Karim se plongea dans des lectures multiples, se passionnant en particulier pour « l'anthropologie historique », qu'il définit comme tentative de dégager « la mise en relation entre la condition biologique de l'homme et la structuration de ses liens sociaux et économiques. En quelque sorte, l'anthropologie historique récupère les liens tissés entre les autres disciplines dans des études tentant de comprendre l'homme dans une "histoire totale". De cette façon, des théories visant à expliquer des évolutions historiques deviennent possibles. »

« Interdisciplinarité », « théorie générale », « histoire totale »... : on saisit le caractère titanesque du projet formé par Karim.

Tâche enthousiasmante, mais en vérité démesurée, impossible pour un seul homme, et dont il a peut-être craint de ne pouvoir venir à bout, car il ressentait fortement la « solitude du chercheur ». On peut penser en tout cas qu'il aurait été extrêmement loin dans l'exploration des pistes les plus fécondes, s'il n'avait été plongé par ailleurs dans la « détresse morale » où le conduisaient la précarité des petits boulots et d'innombrables difficultés dans ses rapports avec l'institution universitaire, et surtout s'il avait su sortir rapidement de l'immense détresse affective où l'avait plongé une récente rupture amoureuse.

Je me souviendrai de Karim Landais. Je me souviendrai de ses grandes capacités, de ses hautes exigences éthiques et de ses qualités humaines exceptionnelles, constatées par tous ceux qui l'ont connu, et qui se lisent dans tous ses textes. Il avait pris contact avec le Groupe CRI non pour des raisons immédiatement politiques, mais dans le cadre de son travail de DEA, qui l'avait conduit à connaître notre existence et nos origines. Je l'avais rencontré pour un entretien le 21 mars 2004. Une relation politique avait été nouée alors, malgré des désaccords sans doute irréductibles. À notre invitation, il avait participé à l'une de nos réunions en juin 2004. Il était devenu un lecteur du *CRI des travailleurs*, qu'il lisait comme tout le reste, avec exigence et sans concessions, nous faisant part à plusieurs reprises de son intérêt... et de ses critiques...

Mais laissons la parole à Karim, en constatant à quel point peuvent lui être appliqués les mots par lesquels, introduisant le dernier numéro de sa revue *Spartacus* (juin 2003), au moment de passer à autre chose, et tout en faisant une nouvelle fois le point sur son propre itinéraire, il rendait lui-même hommage à un vieux camarade libertaire, Richard, qui avait eu une grande influence sur lui : « *Spartacus* numéro 4, écrit Karim, est l'occasion de tirer le bilan de ma courte vie militante. Si, au terme de ces quelques années d'une

incessante agitation, il m'est enfin possible de dire que j'ai atteint ma maturité politique, ce n'est pas tant par ma proclamation enfin ouverte de mon attachement serein à la cause de l'anarchie, mais par mon affirmation désormais constante de la vanité des dogmes et notamment par ma fidélité revendiquée à ce qu'il me plaît de nommer l'honnêteté intellectuelle, que je me délecte à incarner en la figure de Sébastien Faure. Richard était de ces hommes qui, à l'aune d'une vie bien remplie, et me rappelant en cela l'ami Sébastien, ne craignait pas de remettre en cause ses convictions les plus profondes avec à l'esprit cette même honnêteté si particulière qui est l'essence des grands êtres. »

L. W.

Liste des textes de Karim Landais

Yves Coleman, son camarade et ami, a le projet, que nous soutenons résolument en hommage à Karim, de rassembler tous les textes qu'il a écrits. Il nous en a transmis une première liste (à l'exception de celle qui se trouve entre crochets, les précisions décrivant les textes sont de lui), que nous reproduisons et complétons ici, pour information, selon un classement thématique :

Textes sur le lambertisme

Cahier noir du CCI, août septembre 2001, brochure diffusée à ses ex-« camarades » du Parti des travailleurs, suivie d'une correspondance avec certains d'entre eux. Pseudonyme : Richard.

Un parti trotskiste. Eléments pour une socio-histoire des relations de pouvoir : introduction à une étude de l'OCI-PCI, Université de Bourgogne, mémoire de DEA en histoire, sous la direction de Serge Wolikow, 2004, 218 pages.

Deux lettres de Karim au CERMTRI, printemps 2004.

« *Individualité et militantisme au sein de l'OCI-PCI* », intervention dans le cadre de la Journée d'études du 10 novembre 2004, organisée par l'IHC-UMR CNRS 5605 de l'Université de Bourgogne à paraître en octobre 2005 dans les Cahiers d'histoire (revue d'histoire critique) n° 97.

Lettre de rupture avec l'UAS du 1er octobre 2004.

« *Sur l'histoire du trotskisme* », extrait de son travail universitaire, qu'il devait remanier pour *Ni patrie ni frontières*.

« *Le lambertisme à la croisée des chemins* », février 2005, inédit, écrit pour *Ni patrie ni frontières*.

« *Au parti du mensonge déconcertant* » - Pseudonyme : Anouchka - Témoignage sur son expérience personnelle au Parti des travailleurs, avril 2005.

« *Le Parti des travailleurs et l'Europe* », inédit, écrit pour *Ni patrie ni frontières* et la réunion internationale du 18 juin 2005.

Textes dans *Spartacus* n° 4, juin 2003

« Restructurations à l'ombre des bons sentiments », lettre ouverte à la revue *Contretemps*.

« Manipulations et pensée unique : propos sur la fonction du journalisme ».

« Dernier hommage à Richard ».

« Se syndiquer s'organiser ».

« Retour sur un printemps bien-pensant ».

« Dépasser *Spartacus* ».

Textes sur l'anarchisme

Anarchisme, identité et culture. Essai sur les dérives multiculturelles des révolutionnaires. Inédit

« Introduction » à des textes marxistes sur le terrorisme, *Ni patrie ni frontières* n° 11-12, février 2005, pseudonyme : Anouchka

« Introduction » à des textes anarchistes sur le terrorisme, *Ni patrie ni frontières* n° 11-12, février 2005, pseudonyme : Anouchka

« *Prendre parti. Propos sur l'organisation des révolutionnaires* » (avril 2005). Inédit et incomplet. Pseudonyme : Ievgueni Bakounine

« *Pour se réappropriier et penser l'anarchisme. Éléments d'une théorie de l'organisation* » [Une version de ce texte est disponible sous le titre « Les tendances oligarchiques et bureaucratiques dans les organisations d'extrême gauche » sur le site libertaire de Philippe Coutant]

Autres textes

« *Cléricalisme et fascisme à la lumière de l'Affaire Dreyfus* », La Raison, n° 485, novembre 2003.

« *L'offensive de l'Islam politique* », texte lisible sur les sites de Solidarité Irak et de Ni patrie ni frontières

« *À propos du terrorisme : Questions et définitions* » *Ni patrie ni frontières* n° 11-12, février 2005, pseudonyme : Anouchka

Sommaire

ANARCHISTES ET DEMOCRATIE PARLEMENTAIRE	13
Emile Pouget : Le muselage universel (1896).....	15
Sébastien Faure : Electeur, écoute (1919).....	19
Paraf-Javal : L'absurdité de la politique (1919).....	24
Bureau antiparlementaire : Pour ne pas voter	29
Sébastien Faure : La dictature de la démocratie (1920)	33
J. Chazoff : Démocratie (1934).....	42
Ariane Miéville : Sur la démocratie et les élections (2004).....	46
NEFAC : Autour de l'idée de contre-pouvoir (2005).....	48
MARXISTES ET DEMOCRATIE	51
JEAN JAURES : LES DEUX méthodes (1900).....	53
Jules Guesde : Réponse à Jean Jaurès (1900).....	61
Paul Lafargue : Le socialisme et le parlementarisme.....	67
Jules Guesde : Légalité et Révolution (1907).....	72
Anton Pannekoek : Il y a réformes et réformes (1908).....	74

SUR L'EUROPE ET LE REFERENDUM DU 19 MAI 2005

Avant le référendum

L'appel des 200 et sa critique.....	78
Claude Guillon : Au nom de quoi ? Anarchisme, abstention et Constitution européenne.....	81
Karim Landais : Le parti des travailleurs et l'Europe.....	84
Liaisons : Message à la conférence annuelle de l'Alliance for Workers Liberty.....	89
Martin Thomas : La campagne du non ne conduira pas à une Europe meilleure.....	91
Mouvement communiste : La ratification du Traité constitutionnel européen : une affaire qui ne concerne aucunement le prolétariat (mai 2005).....	93

Après le référendum

Martin Thomas : Notes sommaires sur l'Europe.....	104
Y.C. : La triste farce de la « victoire du non ».....	108
Débat . Lettres de Norbert, Xavier, Alexandre, Michel et <i>Temps critiques</i> (116-137)	
Mouvement communiste : Premières réflexions sur les résultats du 29 mai (juin 2005).....	138
Michel : Voilà, le non est majoritaire. Youpi ! 145 - Y.C. : Tsunami politique ou tempête dans un verre d'eau 146	
- Déclaration de la rencontre nationale des collectifs unitaires 150	
FRANCE	
Nicolas : Retour sur le mouvement lycéen à Tours 154 - Nicolas : Le mouvement des sans-papiers et demandeurs d'asile à Tours.....	157
Les révoltés du Bounty : ATTAC, AMD, pour soutenir une SARL, c'est la lutte des places	16
Y.C. : Orly, Roissy, le racisme ordinaire	169
Borbala : Les travailleurs immigrés de l'Europe de l'Est en France : l'exemple polonais	172
INTERNATIONAL : Pays-Bas, Grande-Bretagne, Pologne	
Eric Krebbers : Votez pour des expulsions civilisées, votez pour le SP !	178
Eric Krebbers : Du multiculturalisme à l'assimilation forcée aux Pays-Bas.....	
Harry Westerink : Syndicats et délation	
Janine Booth (Alliance for Workers Liberty) : Le sexisme excuse-t-il les différences culturelles ?.....	189
Trois propositions de questionnaires sur les conditions de travail et les luttes	197
<i>Pro Position news</i> : un nouveau bulletin (en anglais) sur les luttes ouvrières internationales.....	203
Fédération anarchiste (Pologne) : Répression contre le mouvement social	

Anarchistes et démocratie parlementaire

Le muselage universel n'a pas perdu une ride depuis 1896, même si aujourd'hui les femmes ont gagné le droit de voter et si les jeunes peuvent participer à la farce électorale dès 18 ans, et non plus seulement à 21 ans. Mais l'essentiel demeure : la « souveraineté populaire », telle que la conçoit la démocratie bourgeoise, est un leurre. Suffrage rime toujours avec muselage. Pouget souligne quelques tares fondamentales du mécanisme électoral : l'impossibilité de révoquer les élus, les espaces de temps très longs qui séparent deux élections, le fonctionnement des illusions électoralistes non seulement pour ceux qui votent pour un candidat gagnant mais aussi pour un perdant, etc.

Incidemment, on s'amusera à comparer la façon dont Pouget analyse le résultat des élections de 1893 avec les exégèses verbeuses et triomphalistes de l'extrême gauche et de certains libertaires sur la « victoire du non de gauche » en 2005. Y a pas à dire, plus on avance dans le temps, plus on régresse dans la « trouduculterie »...

Écrit après la Première Guerre mondiale *Électeur écoute* expose les raisons pour lesquelles les anarchistes sont opposés à la participation aux élections. Loin d'avoir écrit un texte intemporel, Sébastien Faure montre (déjà !) comment même une Chambre dite « de gauche » élue en 1914 a renié toutes ses promesses, soutenu les pires aventures militaires, tout fait pour étouffer les révolutions russe et hongroise, etc. Il explique aussi pourquoi, à son avis, un fort pourcentage d'abstentionnistes pourrait avoir un effet majeur sur la situation politique et la lutte révolutionnaire. C'est sans doute l'aspect le plus faible de son texte, du moins aujourd'hui, car on constate que, quatre-vingts ans plus tard, les démocraties parlementaires ne sont guère menacées par la désertion des urnes qui se développe à chaque élection (rappelons par exemple qu'aux États-Unis, depuis des années, 50 % des électeurs n'accomplissent pas leur « devoir » électoral). Ce n'est certes pas un argument décisif contre l'abstention, mais certainement contre toute illusion sur la portée décisive de cette forme de protestation.

L'absurdité de la politique reprend des arguments déjà développés dans les deux précédents, notamment celui de l'efficacité de la « grève électorale », mais en répondant à une série d'objections. Autant la critique de Paraf-Javal sonne souvent juste, autant on ne peut que constater l'absence de propositions concrètes pour inventer une autre société, « communiste libertaire », sans la règle de la majorité et sans « prendre le pouvoir ». Comment mettre en place une société où la conviction ne reposerait que sur l'usage de la « raison », comme le souhaite l'auteur – et comme le souhaitent sans doute beaucoup de révolutionnaires, du moins tous ceux qui ne sont pas des apprentis bureaucrates ? On retrouve là un des « trous noirs » de la pensée anarchiste qui refuse le

plus souvent d'envisager une « période de transition » du capitalisme au socialisme. Ce refus peut sembler justifié quand on voit ce qu'a donné la dictature dite du prolétariat en URSS des années 1917-1924, dictature encore défendue par les groupes trotskystes actuels, mais il suppose, a contrario, une révolution mondiale et concomitante... (Le dernier texte de cette partie tente d'apporter quelques réponses... insatisfaisantes à ces questions, cf. infra.)

Pour ne pas voter part d'une indignation très forte contre les sociaux-patriotes, toutes ces canailles de chefs sociaux-démocrates qui ont ardemment soutenu la Première Guerre mondiale, indignation aujourd'hui complètement oubliée par une bonne partie de l'extrême gauche en quête d'alliances électorales. A l'heure où la LCR fait la danse du ventre pour séduire les pitoyables pantins de la prétendue gauche socialiste suite à la farce de la victoire du non, il fait bon rappeler quels sont les ancêtres politiques des Weber, Mélenchon, Fabius, Montebourg et autres Chevènement, sinistres politiciens qui sont les seuls à pouvoir capitaliser le prétendu « non de gauche ». Pourtant ce ne sont pas les crimes politiques récents qui manquent au palmarès du PS : soutien à la guerre d'Irak en 1991, soutien aux interventions coloniales en Afrique, etc. Mais le PS sait toujours attirer un certain nombre de naïfs qui croient pouvoir le pousser à gauche et un quarteron d'ex-« révolutionnaires » qui grenouillent dans son appareil pour redorer le blason de ce « cadavre » politique qui n'en finit pas de mourir.

La dictature de la bourgeoisie (1920) de Sébastien Faure, démonte, dans un langage simple et vivant, les mythes de la Révolution française, leur évolution de 1789 à 1920, et comment ils ont été utilisés, pervertis par la bourgeoisie.

Publié en 1934 dans *L'Encyclopédie anarchiste*, ce texte de Chazoff (*Démocratie*) s'attache à analyser pourquoi les électeurs sont attachés à la démocratie bourgeoise, mais aussi pourquoi il est illusoire d'espérer qu'une Europe unie mette fin aux contradictions et aux abus du Capital. Un article tout à fait d'actualité, même si nous ne partageons pas le point de vue de l'auteur sur l'impossibilité de l'émergence d'un impérialisme européen.

Démocratie et élections est extrait d'un article plus long consacré à une discussion avec Philippe Corcuff, sociologue et militant de la LCR, sur son projet de « social-démocratie libertaire ». Ceux qui souhaiteraient lire ce texte en entier (ainsi que d'autres liés à ce débat) peuvent le consulter sur le site Direct de la CNT-AIT de Suisse ou sur celui de *Ni patrie ni frontières* (rubrique Documents utiles). Le bref passage ci-dessous précise clairement la position des anarchosyndicalistes face aux élections et à la démocratie bourgeoise, et fournit également des informations fort utiles sur l'exercice de la « démocratie » en Suisse.

Autour de l'idée de contre-pouvoir est paru dans la revue *Ruptures* de la NEFAC. L'idée d'une multitude de contre-pouvoirs n'est pas vraiment nouvelle (elle rappelle fortement ce que Gramsci, théoricien du Parti communiste italien, écrivait déjà dans les années 30 sur la nécessité pour la classe ouvrière de créer une contre-société pour préparer le socialisme, tout comme la bourgeoisie l'avait tenté sous le féodalisme dans certains pays) et elle peut servir de fondement à toutes sortes d'idéologies platement réformistes. Les auteurs critiquent les marxistes qui en seraient encore soit à l'idée d'un coup d'État soit voudraient conquérir l'État de l'intérieur (et en cela ils ont raison), mais ils ne nous inspirent guère confiance quand ils donnent comme exemples de contre-pouvoirs... les syndicats qui sont solidement intégrés à l'État, du moins dans les grandes démocraties bourgeoises, et l'autogestion tarte à la crème des capitalismes d'État yougoslave et algérien avant de définir l'une des mystifications du PS et de la CFDT dans les années 70. Ils ne nous expliquent ce qu'il en sera de la justice, des prisons ou de toute autre institution répressive, car à moins de croire au mythe du « bon sauvage » qui se cacherait en nous, il faut bien envisager des formes de répression et des règles de vie communes. Ils ne nous disent rien sur les conflits armés avec les États restés bourgeois, etc. Bref, on est dans le flou artistique complet. (**Ni patrie ni frontières**)

Émile Pouget ?

Le muselage universel

Almanach du Père Peinard, 1896

« Le 12 octobre 1860, naissance d'Emile **POUGET** dans l'Aveyron. Pamphlétaire redouté, anarcho-syndicaliste, antimilitariste et anticlérical.

Très jeune révolté et marqué par le procès des communards de Narbonne en 1871. Plus tard, à Paris (où il travaille comme employé), il devient anarchiste à la lecture de "Révolution sociale" et du "Révolté".

Le 9 mars 1883, il participe avec Louise Michel à la manifestation des "sans travail" où plusieurs boulangeries sont pillés. Arrêté avec elle, il est condamné le 21 juin à 8 ans de prison. Il en sort en 1886 lors d'une amnistie et se consacre à la propagande anarchiste, avec la création, le 24 février 1889, du journal "Le Père Peinard", qui obtient un rapide succès, par le style et le ton virulent utilisé. Pouget sera plusieurs fois poursuivi par la justice pour ses articles, et contraint d'arrêter la parution du journal au n° 253, suite à l'application des "lois scélérates" de 1894. Il s'exile alors en Angleterre. A son retour en France, il publie "La sociale", puis en 1896, reprend la publication du "Père Peinard".

Il s'engage dès lors dans le syndicalisme révolutionnaire et sera, de 1902 à 1908, secrétaire adjoint de la C.G.T. En 1906, il est l'un des signataires de la "Charte d'Amiens". En 1909, il se consacre à la publication de "La révolution". Il meurt le 21 juillet 1931. Il a laissé de nombreux livres et brochures comme "L'action directe" (1910), "Le sabotage", etc.»
(*Biographie extraite du site Ephémérides anarchistes.*)

Il paraît que nous sommes souverains. Autrefois, c'étaient les rois qui avaient cette veine, aujourd'hui c'est le peuple. Seulement, il y a un distinguo, qui n'est pas négligeable : les rois vivaient grassement de leur souveraineté, – tandis que nous crevons de la nôtre. Cette seule différence devrait nous suffire à nous fiche la puce à l'oreille et nous faire comprendre qu'on se fout de notre fiole.

Comment, c'est nous qui remplaçons les rois et s'il plaît à un sergot de nous passer à tabac, au garde-champêtre de nous coller un procès-verbal, à un patron de nous botter le cul, tout souverains que nous soyons, nous n'avons que le droit d'encaisser... et de dire merci !

Par exemple, si cette garce de souveraineté nous rapporte peau de balle et balai de crin, y en a d'autres à qui elle profite bougrement.

Au lieu de garder ce trésor sous globe, – kif-kif une relique crétine, avec autant d'amour que si c'était trois poils de la Vierge, ou une des chaussettes de Jésus-Christ, on use de sa souveraineté... Mais on en use de la plus sale façon : on la délègue !

Et, voyez le truc miraculeux : cette souveraineté qui ne valait pas un pet de lapin quand elle était dans nos pattes, devient une source de gros bénéfices pour ceux à qui nous la déléguons.

A vue de nez, il semble que ces oiseaux-là, – nos représentants, – devraient être nos larbins, nous obéir au doigt et à l'œil, n'en faire jamais qu'à notre guise, – va te faire lanlaire !

Ces bons délégués nous font la nique et, bien loin d'accepter d'être nos larbins (ce en quoi ils n'ont pas tort, car il est toujours malpropre d'obéir), ils se posent en maîtres et nous donnent des ordres, – ce qui est crapuleux !

Eux que nous avons tirés du milieu de nous ou d'à côté, sont désormais les vrais souverains ; tout doit plier sous leurs volontés : le populo n'est plus qu'un ramassis d'esclaves !

D'où vient ce changement à vue ? De ce que notre souveraineté n'est qu'une infecte roupie, une invention des jean-foutre de la haute pour continuer à nous tenir sous leur coupe.

Voici le truc : à force d'être plumé vif par les gouvernants de l'ancienne mode, rois et empereurs, le populo a fini par y trouver un cheveu et a commencé à ruer dans le brancard.

Quand les grosses légumes ont vu que ça prenait une vilaine tournure, ils ont biaisé et ont dit aux rouspéteurs : «Vous avez raison de ne plus vouloir endurer des gouvernants de droit divin ; rois et empereurs sont des tigres altérés de sang, nous allons les foutre en l'air et le peuple prendra leur place : c'est lui qui gouvernera.»

Cette couillonnade avait des petits airs honnêtes qui empaumèrent le populo : C'est lui qui allait être tout ! Quelle veine, bon sang ! C'est pour lors que ça ronflerait chouettement. Toutes les pourritures de l'ancien régime seraient foutues au rencard...

Tarata ! Quand on en vint à la pratique, ce fut le même tabac que l'ancien régime : les mêmes jean-foutre qui tenaient la queue de la poêle ont continué à gouverner sous le nom de république – l'étiquette seule a changé.

Bien mieux, autrefois le peuple avait le droit de groumer, – puisqu'il ne faisait qu'obéir. Tandis que, maintenant, il n'a même plus cette consolation : quand il veut protester, ses maîtres lui ferment le bec en lui disant : «Tais ta gueule, espèce de ronchonneur ! De quoi te plains-tu ? C'est toi qui as créé ce qui est. C'est dans ta puissante souveraineté que tu as voulu être esclave. Subis ton sort en patience : pose ta chique et fais le mort, – sinon on te fusille !»

Y a pas à tortiller : cette vaste blague de la souveraineté populaire est tombée rudement à pic pour nous faire perdre le nord. Sans elle on serait arrivé à comprendre que le gouvernement est une mécanique dont tous les rouages fonctionnent dans le but de serrer la vis au populo ; puis, avec deux liards de réflexion, on aurait conclu que le meilleur usage qu'on puisse faire de cette affreuse machine, c'est de la foutre au rencard.

On en serait venu à conclure que pour avoir ses coudées franches, pour vivre sans emmerdements, faut se passer de gouvernement.

Tandis que, grâce à l'embistrouillage de la souveraineté populaire, on a eu un dada tout opposé : on a cherché, – et des niguedouilles cherchent encore, – à modifier la mécanique gouvernementale de façon à la rendre profitable au populo.

Comme d'autres se sont attelés à la découverte du mouvement perpétuel ou de la quadrature du cercle, certains se sont mis à la recherche d'un bon gouvernement. Les malheureux ont du temps à perdre ! Il serait en effet plus facile de dégouter la boule carrée ou de faire sortir des crocodiles d'un œuf de canard que de mettre la main sur un gouvernement qui ne fasse pas de mistoufles au pauvre monde.

Ah, les jean-foutre de la haute ont été rudement marioles, en nous sacrant souverains !

On est fiers de la chose. – y a pourtant pas de quoi faire les farauds !

Quand on rumine un tantinet, ce que ce fourbi à la manque est rigouillard : y a pas pire trouducuterie.

Pour s'en convaincre, il s'agit de regarder de près le fonctionnement de cette sacrée mystification.

Et d'abord nous n'exerçons pas notre souveraineté à propos de bottes, quand l'envie nous vient. Ah, mais non ! Les dirigeants ont réglé ta chose, – tellement que nous n'usons du fourbi qu'une fois tous les quatre ans.

Cette précaution est indispensable, paraît-il, pour nous empêcher de détériorer notre trésor : la souveraineté est un bibelot fragile, et comme le populo a les pattes gourdes, s'il la manipulait trop souvent, il la foutrait en miettes.

En ne le laissant s'en servir qu'une fois tous les quatre ans, pour renouveler la délégation aux députés, les grosses légumes n'ont pas le moindre avaro à craindre : une fois la comédie électorale jouée, ils ont de la brioche sur la planche pendant quatre ans et ils peuvent s'enfiler des pots de vin et toucher des chèques à gogo.

Voici comment s'opère l'exercice de la souveraineté.

Supposez que je sois votard :

Le dimanche que la gouvernance a choisi, à l'heure qu'elle a fixée (sans, naturellement me demander mon avis) je m'amène au bureau de vote.

Je défile entre une rangée de puros qui s'emmerdent à vingt francs l'heure – et malgré ça palpent juste trois francs pour leur journée. Ils ont du papier plein les pattes et m'en fourrent jusque dans mes chaussettes... qui sont russes, foutre ! car en ma qualité de votard, l'alliance russe, y a que ça de vrai !

Jusqu'ici tout votard que je sois, je ne suis pas plus souverain qu'un mouton qu'on écorche.

Attendez, ça va venir...

Dans la tripotée de bulletins dont les distributeurs m'ont farci, j'en pige un, que je roule en papillote.

Pourquoi celui-là plutôt qu'un autre ?

Je n'en sais foutre rien ! Le coco dont le nom est dessus m'est inconnu ; je n'ai pas été aux réunions, ça me dégoûte ; je n'ai pas lu les affiches, elles sont trop cannulantes... quèque ça fait, j'ai confiance !

Mais, nom d'un foutre, ma souveraineté est toujours pucelle : j'en ai pas encore joui.

Quoique j'aie mon bulletin dans les pattes, tout prêt à être enfourné dans l'urne, je ne suis pas encore souverain ! Je ne suis qu'une belle pocheteée que la gouvernance tient sous sa coupe, que les patrons exploitent ferme et que les sergots font circuler à coups de renforcements quand il m'arrive d'être attroué.

Ne désespérons pas ! je serai souverain.

J'avance... Enfin, mon tour arrive ! Je montre ma carte, – car je suis en carte ; on ne peut pas être souverain sans être en carte.

Maintenant, j'ai des fourmis dans les doigts de pied : c'est sérieux, – évidemment le moment psychologique approche, – j'allonge la patte ; je tiens ma papillote entre les deux doigts, le pouce et le chahuteur.

Eh là, reluquez ma tronche ! Quelle scie qu'il n'y ait pas un photographe...

Une... deusse... Je vais être souverain !

Juste à la seconde précise où j'ouvrirai mon pouce et mon chahuteur... juste au moment où la papillote sera lâchée, j'userai de mes facultés de souverain.

Mais, à peine aurai-je lâché mon chiffon de papier que, bernique, y aura plus rien ! Ma souveraineté se sera évanouie.

Dès lors, me voilà redevenu ce que j'étais il y a deux secondes : une simple niguedouille, une grande pochetée, un votard cul-cul, un cracheur d'impôts.

Sur ce, la farce est jouée ! Tirons le rideau...

J'ai été réellement souverain une seconde ; je le serai le même laps de temps dans quatre ans d'ici.

Or, je ne commence à user de cette roupie souveraine qu'à l'âge raisonnable de 21 ans, – c'est un acte si sérieux qu'il y aurait bougrement de danger à me le laisser accomplir plutôt, – c'est les dirigeants qui le disent, et ils s'y connaissent !

Une supposition que je moisisse sur terre jusqu'à la centaine : le jour où j'avalerais mon tire-pied j'aurais donc quatre-vingts ans de souveraineté dans la peau, – à raison d'une seconde tous les quatre ans, ça nous fait le total faramineux de vingt secondes...

Pour être large, – en tenant compte des ballottages, des élections municipales, des trouducuterie électorales qui pourraient se produire, – mettons cinq minutes !

Ainsi, en cent ans d'âge, au grand maximum, en ne laissant passer aucune occase d'user de mes droits, sur mes quatre-vingts ans de souveraineté prétendue, j'aurai juste eu cinq minutes de souveraineté effective !

Hein, les bons bougres, voulez-vous m'indiquer une bourde plus gigantesque, une fumisterie plus carabinée, une couleuvre à avaler, plus grosse que le serpent boa de la souveraineté populaire ?

Mais foutre, c'est pas tout ! Y a pas que cette unique gnolerie dans le mic-mac électoral.

J'ai dit que, tout en me laissant bonne mesure ce sera rudement chique, si en cent ans d'existence, j'arrive à jouir de cinq minutes de souveraineté effective.

Encore faut-il pour que je ne sois pas trop volé, que ma souveraineté vienne à terme et ne soit pas une fausse couche. Or, ça me pend au nez !

Me voici, sortant de poser mon papier torcheculatif dans la tinette électorale. J'ai fait «acte de citoyen» ! Mais cet «acte» ne va-t-il pas tourner en eau de boudin ?

Mon papier va-t-il servir à quelque chose ? J'attends l'épluchage des torche-culs...

J'apprends le résultat...

Zut, pas de veine, je suis dans le dos ! L'apprenti bouffe-galette pour qui j'ai voté remporte une veste. Je suis donc blousé, dans les grands prix !

Ma souveraineté a foiré. J'aurais aussi bien fait d'aller soiffer un demi-stroc chez le bistrot. Ça m'eût fait d'avantage de profit.

Ce qui peut me consoler un brin, c'est que l'épicemar du coin, qui a eu le nez plus creux que bibi et qui a voté pour le bon candidat – c'est-à-dire pour celui qui a décroché la timballe, – est logé à si piètre enseigne que moi.

En effet, à l'Aquarium, son bouffe-galette s'aligne de telle sorte que, chaque fois qu'il vote, il est toujours dans la minorité.

Donc, mon épicemar est volé lui aussi ; sa souveraineté est comme la mienne, – elle ne vaut pas tripette !

Ainsi, c'est net : je vote pour un candidat blackboulé. C'est comme si je n'avais pas voté.

Mon voisin vote pour un candidat qui se range dans la minorité. C'est encore comme s'il n'avait pas voté !... Et si, au lieu d'être un votard grincheux, j'avais suivi le troupeau des moutons bêlants qui ont voté pour le bidard de la majorité ?

Eh bien, je n'en aurais pas eu un radis de plus en poche ! J'aurais tout simplement la triste satisfaction de me dire que j'ai donné un coup d'épaule à un chéquard.

Dans tous ces arias, que devient ma souveraineté ?

Elle ne devient rien, mille tonnerres ! Elle reste ce qu'elle a toujours été, de la roustamponne : un attrape-nigaud, un piège à prolos, – et rien de plus, nom d'une pipe !

Comme fiche de consolation, les grosses légumes veulent nous faire gober qu'un tel fourbi a pour résultat de mettre le gouvernement dans les pattes de la majorité. Ça, c'est encore une menterie faramineuse !

Ce n'est jamais la majorité qui gouverne. Ce serait elle que nous n'en serions pas plus heureux pour ça, attendu que tous les mic-macs gouvernementaux ne sont que des fumisteries d'escamotage : quoiqu'il en soit, je le répète : ce n'est jamais la majorité qui tient la queue de la poêle.

C'est toujours une majorité de crapules qui s'est accrochée à nos flancs – et qui s'y maintient grâce à la gnolerie du populo.

D'ailleurs pour bien se rendre compte que cette racaille n'a rien de commun avec la majorité, y a qu'à éplucher par le menu la distribution des bouffe-galette à l'Aquarium.

Supposons que la population de la France, qui est, à vue de nez, d'une quarantaine de millions, soit tassée sur une surface grande comme une page de mon almanach.

Or, il y a juste dix millions d'électeurs sur ces quarante millions d'habitants.

Pourquoi 10 millions et non pas 12 ou 18 ? Pourquoi ne commence-t-on à voter qu'à 21 ans ? Pourquoi les femmes ne sont-elles pas électeurs ? Pourquoi faut-il que les bons bougres aient des quittances de loyer pour être inscrits ? Pourquoi les soldats ne votent-ils pas ?

Ça, – ainsi que bien d'autres contradictions, – personne n'a jamais pu les expliquer, c'est la bouteille à l'encre ! Donc, y a dans toute la France que dix millions d'électeurs.

Supposons que ces couillons-là poussent en carré, kif-kif les asperges, et pour les classer prenons les chiffres de la foire électorale de 1893. Ils occuperont juste le quart de la page, soit le carré ci-dessous :

Reluquez ça, les camaros, et en un clin d'œil vous aurez constaté que c'est la minorité qui fait la pluie et le beau temps.

Le carré des abstentionnistes fait à lui seul le tiers des électeurs ; vient à côté le carré des votards dont les candidats n'ont pas décroché la timballe, – ils sont 2 458 000. Ces deux carrés réunis font plus de la moitié : ceux-là se passent de députés.

Viennent ensuite les carrés des élus : celui des socialistes est le plus maigre ; celui des réacs le suit, puis celui des radicaux. Faisant la loi à tous ceux-là, nous tombons ensuite dans le trou à fumier des opportunards et des ralliés : c'est eux les plus forts, et c'est eux qui gouvernent... et ils ne sont pas le quart des votards.

Et encore, foutre, faut-il pas crier trop haut qu'ils gouvernent ! Les 300 bouffe-galette qui représentent ces 2 300 000 votards ont en effet à balancer les 270 birbes des diverses oppositions. Seulement, y a de tels mic-macs à l'Aquarium que la plupart du temps, les députés se fichent de l'opinion de leurs électeurs autant qu'un poisson d'une pomme.

Ils votent suivant les ordres d'un ministre ou les ordres d'un distributeur de chèques. De sorte que ces 2 300 000 andouilles qui ont voté pour des bouffe-galette de la majorité, n'ont – même pas eux ! – la veine d'être représentés selon leur cœur.

En dernier ressort, c'est une douzaine de crapules qui gouvernent la France : des ministres comme Rouvier, Bailhaut ou Dupuy, des distributeurs dec chèques comme Arton ou des banquiers comme Rothschild.

Quant à espérer s'enquiller dans la mécanique gouvernementale, de manière à se rendre utile au populo, c'est un rêve de maboules et d'ambitieux.

C'est un sale truc que de se foutre tout rond dans un marécage pestilentiel pour se guérir des fièvres. C'est comme Gribouille qui se fichait à la Seine pour ne pas se mouiller. D'ailleurs, on a été assez salement échaudés par des bouffe-galette qui parlaient au nom du peuple pour être guéris de la maladie votarde.

De tous les types qui avaient du poil au ventre, alors qu'ils étaient au milieu du populo, combien y en a-t-il qui, une fois élus députés, sont restés propres ?

Tolain, Nadaud, Basly et un tas d'autres ont retourné leurs vestes. Quant à ceux qui ne se sont pas pourris complètement, ils ont pris du ventre et se sont bougrement ramollis.

Le plus chouette est de se tenir à l'écart, de faire le vide autour des tinettes électorales.

Puisqu'on nous serine que nous sommes souverains, – gardons notre souveraineté dans notre poche, ne soyons plus assez cruches pour la déléguer.

C'est pour le coup que les grosses légumes feraient une sale bobine !

Ne pouvant plus se réclamer du populo, tout leur pèterait dans les mains ; les rouages gouvernementaux n'étant plus graissés par l'impôt se rouilleraient, et en peu de temps la mécanique autoritaire se déclencherait et ne fonctionnerait plus.

Ce serait pour le populo le commencement d'une riche saison de bien-être !

Émile Pouget

(Texte extrait du site libertaire **Bibliolib**)

Sébastien FAURE

ÉLECTEUR, ÉCOUTE

Bureau Anti-Parlementaire 1919 - Groupe de propagande par la brochure

« Le 6 janvier 1858, naissance de Sébastien FAURE à Saint-Etienne. Figure importante de l'anarchisme français.

Il fut séminariste avant d'être libre-penseur, et socialiste du parti ouvrier avant de devenir anarchiste en 1888. Après l'exécution d'Auguste Vaillant en 1894, il devient le tuteur de sa fille Sidonie. Il est jugé six mois plus tard lors du Procès des trente : ils seront acquittés. En 1895, il fonde avec Louise Michel : "Le Libertaire". Lors de l'affaire Dreyfus, il soutient activement celui-ci. En 1904 il crée, près de Rambouillet, une école libertaire "La Ruche". Elle ne cessa de se développer (jusqu'à la guerre qui la contraindra à fermer en 1917). En 1916, Sébastien Faure lance le périodique "Ce qu'il faut dire", qui sera de nombreuses fois censuré. En 1918, il est emprisonné pour avoir organisé un meeting interdit.

Outre ses qualités de pédagogue et d'orateur, il est aussi l'auteur de nombreux livres. "La douleur universelle" (1895), "Mon communisme" (1921), "L'imposture religieuse" (1923), "Propos subversifs", etc.

Il est également l'initiateur de l'Encyclopédie Anarchiste.

Il meurt à Royan, le 14 juillet 1942. » (*Biographie extraite du site Ephémérides anarchistes.*)

Chaque fois que les pouvoirs de la Chambre des députés arrivent à expiration, c'est un cri unanime : « Enfin ! Elle va donc disparaître, cette Chambre infâme ! Le pays va donc être débarrassé de ce Parlement maudit ! »

Ce langage traduit expressément les sentiments successifs : déception, lassitude, écœurement qu'ont fait naître, dans l'esprit public, au cours de la législature qui prend fin, l'incapacité, la corruption, l'incohérence et la lâcheté des parlementaires.

Pourquoi faut-il que l'engouement irréflecti du populaire, son ignorance et son inobservation le poussent à espérer que la Chambre qui va naître vaudra mieux que celle qui va mourir ?

Il est inconcevable que, périodiquement trompée, constamment abusée, la confiance de l'électeur survive aux déceptions dont il souffre et dont il se lamente ; et, pour l'être raisonnable et pensant, c'est une stupeur que de constater que les législatures se succèdent, chacune laissant derrière elle le même désenchantement, la même réprobation et que, néanmoins l'électeur persiste à considérer comme un devoir de voter.

La période électorale s'ouvre, elle est ouverte. C'est la crise qui, périodiquement, convulsionne la multitude. Elle dure officiellement quelques semaines et, si l'on tient compte de l'effervescence qui précède et du bouillonnement qui suit cette crise, on peut dire qu'elle dure trois mois.

Trois mois durant lesquels, peuplé d'agités, le pays semble frappé de démence : candidats, comités et courtiers électoraux, tour à tour confiants dans le succès ou désespérant d'y atteindre, vont et viennent, avancent et reculent, crient et se taisent, affirment et nient, implorent et menacent, acquiescent et protestent, attaquent et se défendent.

C'est un spectacle fou : drame, comédie, vaudeville, bouffonnerie, farce, pantomime, tous les genres, du tragique au burlesque, s'y donnent rendez-vous et s'y rencontrent, associés, confondus.

Le malheur est que c'est aux frais du spectateur que la farce se joue et que, quels que soient les acteurs, c'est toujours lui qui paie, et qu'il paie de son travail, de sa liberté, de son sang.

Eh bien ! électeur, avant de passer au guichet pour solder ta place, écoute-moi.

Ou plutôt écoute ce que te disent les anarchistes ; écoute attentivement et réfléchis.

Voter, c'est accepter la servitude.

Les anarchistes n'ont jamais eu de représentants siégeant dans les assemblées parlementaires. Tu as parfois entendu traiter d'anarchistes MM. Clemenceau, Briand et d'autres parlementaires. Ils ne le sont pas ; ils ne l'ont jamais été.

Les anarchistes n'ont pas de candidat. Au surplus un candidat qui se présenterait comme anarchiste n'aurait pas une seule voix, puisque les anarchistes s'abstiennent de voter.

Ils refusent de se servir du bulletin de vote que la Constitution met entre leurs mains.

Ne suppose pas que ce soit pour ne pas faire comme les autres, pour se singulariser. Sache que les raisons pour lesquelles les anarchistes s'abstiennent sont multiples et graves.

Ces raisons, les voici brièvement exposées.

L'anarchiste est et veut rester un homme libre. Il est clair que, comme tous ses frères en humanité, il est astreint à subir la loi ; mais c'est à son corps défendant et quand il s'y soumet, ce n'est pas qu'il la respecte, ni qu'il estime équitable de s'incliner devant elle ; c'est parce qu'il lui est impossible de s'y soustraire.

Toutefois, il n'en accepte ni l'origine, ni le caractère, ni les fins. Tout au contraire il en proclame et se fait fort d'en démontrer l'iniquité.

A ses yeux, la loi n'est, à ce moment de l'histoire que nous vivons, que la reconnaissance et la consécration d'un régime social issu des usurpations et des spoliations passées et basé sur la domination d'une caste et l'exploitation d'une classe.

Ce régime ne peut vivre et continuer qu'en empruntant son apparente et temporaire légitimité au consentement populaire.

Il est dans l'obligation de s'appuyer sur l'adhésion bénévole de ceux qui en sont les victimes : dans l'ordre politique, les citoyens ; dans l'ordre économique, les travailleurs.

C'est pourquoi, tous les quatre ans, le peuple est appelé à désigner par ses suffrages les individus à qui il entend confier le mandat de se prononcer sur toutes les questions que soulève l'existence même de la nation.

Ces questions sont réglées par un ensemble de prescriptions et de défenses qui ont force de loi et la loi dispose, contre quiconque tente d'agir contre elle et, à plus forte raison, contre quiconque la viole, d'une telle puissance de répression que tout geste de révolte par lequel un homme proteste contre l'injustice de la loi et tente de s'y dérober est passible des plus dures pénalités.

Or le Parlement est l'assemblée des individus à qui le suffrage dit universel a délégué le pouvoir d'édicter la loi et le devoir d'en assurer l'application. Le député et le sénateur sont avant tout des législateurs.

Comprends-tu, maintenant, électeur, l'exactitude de cette affirmation formulée par Élisée Reclus : « Voter, c'est se donner un maître » ?

Eh oui ! Un maître ; puisque voter c'est désigner un député, c'est confier à un élu le mandat de formuler la règle, et lui attribuer le pouvoir, pis encore, lui imposer le devoir de la faire respecter par la force.

Un maître, puisque voter, c'est renoncer à sa propre liberté et l'abdiquer en faveur de l'élu.

Toi qui votes, ne m'objecte pas que tu conserves quand même le droit de t'insurger. Mets-toi bien dans la tête que s'il t'arrive d'entrer en révolte contre l'autorité, tu renies la signature que tu as donnée, tu violes l'engagement que tu as contracté, tu retires à ton représentant le mandat que tu lui as librement consenti.

Tu l'as envoyé au Parlement avec la mission précise d'y participer, d'y collaborer à la discussion, au vote, à la promulgation de la loi et de veiller à la scrupuleuse application de celle-ci.

C'est le Parlement qui a la charge de modifier ou d'abroger les lois ; par ton suffrage exprimé, tu as participé à la composition de ce Parlement ; par ton vote, tu lui as donné pleins pouvoirs ; le parti auquel tu appartiens a des représentants au sein de cette assemblée ; le programme que tu as affirmé par ton bulletin a des porte-parole à la Chambre. Il leur appartient – tu l'as voulu – d'amender, de corriger ou d'abroger les lois qui entravent ton indépendance politique et consacrent ta servitude économique.

Enrage, proteste, indigne-toi, tu en as le droit. Mais c'est tout ce qu'il t'est permis de faire. Ne perds pas de vue que, en votant, tu as renoncé, *ipso facto*, à ton droit à la révolte, que tu as abdié en faveur des représentants de ton parti, que, pour tout dire en un mot, *tu as cessé d'être libre*.

Celui qui a compris cette élémentaire vérité : l'anarchiste, ne vote pas, parce qu'il veut être un homme libre, parce qu'il refuse d'enchaîner sa conscience, de ligoter sa volonté, parce qu'il entend garder, à tout instant, et en toutes circonstances son droit à la révolte, à l'insurrection, à la révolution.

L'État, c'est l'ennemi !

Écoute encore. En régime représentatif, le Parlement, c'est l'État.

Théoriquement, il n'en est qu'une partie ; car en principe, il n'est nanti que du pouvoir législatif. Mais c'est le Parlement (Chambre et Sénat réunis) qui élit le président de la République, entre les mains de qui est centralisé le pouvoir exécutif ; et si, théoriquement, c'est la magistrature qui détient le pouvoir judiciaire, comme c'est le Parlement qui confectionne les lois et que le pouvoir judiciaire n'a que le mandat d'en appliquer les dispositions, on voit que, somme toute, directement ou indirectement, le Parlement est, en dernière analyse, omnipotent. C'est donc lui qui est l'État.

Or, l'État, disent les anarchistes, c'est la prise de possession du pouvoir par la classe dominante, au détriment de la classe dominée. C'est, actuellement, l'ensemble des institutions qui régissent la nation entre les mains des chargés d'affaires de la classe capitaliste et, plus spécialement de la haute finance, de la puissante industrie, du grand commerce et de la vaste propriété terrienne.

C'est la citadelle d'où partent les ordres qui courbent la multitude ; c'est la gigantesque forteresse où siège la force armée : troupe, gendarmerie, police, dont la fonction est de persécuter, d'arrêter, d'emprisonner et, en cas de révolte collective, de massacrer qui s'insurge.

C'est le monstre qui, insatiablement, se repaît du sang et des os de tous ceux qui, par leur travail, alimentent un budget qui s'enfle démesurément.

L'État, c'est l'ennemi contre lequel il faut lutter, lutter encore, lutter toujours, jusqu'à ce qu'il soit définitivement abattu.

En démocratie, l'État se flatte d'être l'émanation du *Peuple souverain*. Les partisans du système représentatif affirment que, en démocratie, c'est le peuple qui, par ses représentants, gouverne ; ils déclarent que, déléguant ses pouvoirs aux hommes de son choix, ce sont ses aspirations, ses besoins et ses intérêts, qu'il affirme par ses mandataires.

Ces messieurs mentent et ils le savent bien ; mais ils répètent inlassablement cette imposture, dans l'espoir – hélas ! trop fondé – qu'un mensonge quotidiennement répété finit par acquérir la force d'une indiscutable vérité.

Entre l'assertion mensongère de ces théoriciens du démocratism, assertion que dément la simple observation des réalités, et les affirmations des anarchistes, affirmations que justifient l'histoire et l'expérience, j'espère, électeur, qu'il n'est pas malaisé de fixer ton choix.

Ce n'est pas seulement de l'État dans les civilisations antiques, de l'État au moyen âge, de l'État incarnant le pouvoir personnel absolu, mais bien de l'État sans exception et, par conséquent de l'État démocratique comme des autres que M. Clemenceau, qui s'y connaît, a dit au Sénat, il y a quelques années : «Messieurs, nous connaissons l'État : nous savons ce qu'il est et ce qu'il vaut. L'histoire de l'État est toute de sang et de boue !»

Il ne s'agit pas de s'emparer de l'État, mais de l'anéantir.

Introduire des représentants de son parti dans les assemblées législatives, c'est y glisser une fraction de soi-même, c'est apporter à ces assemblées l'appui de son parti ; c'est leur infuser un sang nouveau ; c'est consolider le crédit de ses assemblées, c'est fortifier leur puissance ; c'est – puisque le Parlement et l'État ne font qu'un – servir la cause de l'État au lieu de le combattre ; c'est donc tourner le dos au but à atteindre ; c'est paralyser l'effort révolutionnaire ; c'est retarder la libération.

L'État est le gardien des fortunes acquises : il est le défenseur des privilèges usurpés ; il est le rempart qui se dresse entre la minorité gouvernante et la foule gouvernée ; il est la digue haute et large qui met une poignée de millionnaires à l'abri des assauts que lui livre le flot tumultueux des spoliés.

Dès lors, il est naturel, logique et fatal que les détenteurs des privilèges et de la fortune votent avec entrain et conviction, qu'ils poussent avec ardeur aux urnes, qu'ils proclament que voter c'est accomplir un devoir sacré.

Mais déconcertante et insensée serait l'attitude de ceux qui, se proclamant en faveur d'un bouleversement social qui implique la disparition de l'État, ferait usage du bulletin de vote dont la conséquence serait, qu'on le veuille ou non, de légitimer les origines de l'État, de confirmer ses pouvoirs, de fortifier sa puissance et, par ricochet, de se faire le complice de ses forfaits.

De qui est composée la Chambre ?

Électeur, aurais-tu la naïveté de croire que le Parlement rassemble l'élite de la nation ? Penses-tu que la Chambre réunit les gloires de la science et de l'art, les illustrations de la pensée, les compétences de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, les probités (?) de la finance ? Estimes-tu que le redoutable pouvoir de gouverner un peuple de quarante millions d'habitants est dévolu aux plus honnêtes et aux plus méritants ?

Si oui, détrompe-toi. Promène tes regards sur les travées de la Chambre et vois par quels gens elles sont occupées : avocats sans cause, médecins sans clientèle, commerçants douteux, industriels sans connaissances spéciales, journalistes sans talent, financiers sans scrupules, désœuvrés et riches sans occupations définies.

Tout ce monde intrigue, bavarde, marchande, agiote, fait des affaires, se démène, se bouscule et court à la recherche des plaisirs, de la richesse et des sinécures grassement rétribuées.

Cela t'étonne, électeur candide ? Une minute de réflexion dissipera ta surprise. Demande-toi comment il se fait que X, Y ou Z soient députés.

Leur siège est-il la récompense des mérites manifestes, des actions d'éclat, du bien accompli, des services rendus, qui les ont recommandés à l'estime et à la confiance publiques ?

Est-il le salaire équitable des connaissances spéciales qu'ils ont acquises, des hautes études dont ils ont parcouru le cycle brillant, de l'expérience que leur vaut une existence toute de labeur ?

A-t-on exigé d'eux, comme des professeurs, des pharmaciens, des ingénieurs, des examens, des diplômes, l'admission dans certaines écoles, le stage réglementaire ?

Regarde : celui-ci doit son mandat à l'argent ; celui-là à l'intrigue ; ce troisième à une candidature officielle ; ce quatrième à l'appui d'un journal dont il a engraisé le caisse ; cet autre au vin, au cidre, à la bière ou à l'alcool dont il a empli le gosier de ses mandants ; ce vieux aux coquetteries complaisantes de sa jeune femme ; ce jeune aux promesses éblouissantes qu'il a prodiguées de palmes, de bureaux de tabac, de places et de recommandations ; tous à des procédés plus ou moins louches qui n'ont aucun rapport avec le mérite ou le talent ; tous, de toute façon, au nombre de suffrages qu'ils ont obtenus.

Et le nombre n'a rien à voir avec le mérite, le courage, la probité, le caractère, l'intelligence, le savoir, les services rendus, les actions d'éclat. La majorité des suffrages ne consacre ni la valeur morale, ni la supériorité intellectuelle, ni la justice, ni la raison.

On serait autorisé à dire que c'est plutôt le contraire.

Soyons justes : quelques hommes supérieurs se sont, de temps à autre, fourvoyés dans ces mauvais lieux ; mais c'est le très petit nombre ; ils n'ont pas tardé à s'y trouver dépaysés et mal à l'aise et, à moins qu'ils n'aient insensiblement condescendu à jouer leur rôle dans le choc des coteries, à s'inspirer des passions des partis, à tenir leur place dans les intrigues de couloir, ils ont été rapidement mis en quarantaine et réduits à l'impuissance.

Parlementarisme est synonyme d'incompétence, d'irresponsabilité, d'impuissance, de corruption.

Au surplus, quel que soit l'homme, l'incompétence du parlementaire est une fatalité.

Étant donné, d'une part, la complexité des rouages sociaux et, d'autre part, le développement des connaissances humaines, il n'est personne qui soit à même de faire face aux exigences du mandat législatif.

A notre époque, on ne peut être compétent qu'à la condition de se spécialiser. Nul ne peut tout connaître : il n'y a pas de cerveau qui puisse tout embrasser.

Et pourtant, un député devrait être marin, guerrier, diplomate, juriste, hygiéniste, éducateur, commerçant, industriel, financier, agriculteur, administrateur, puisqu'il est appelé à formuler son sentiment et à se prononcer par un vote précis sur toutes les questions : marine, guerre, affaires étrangères, législation, santé publique, enseignement, commerce, industrie, finance, agriculture, administration, etc.

S'il connaît bien une ou deux de ces questions – et ce serait déjà beaucoup – il ignore certainement toutes les autres. Il en résulte que neuf fois sur dix, il vote à l'aveuglette, au doigt mouillé.

Parlement est donc synonyme d'incompétence.

Synonyme aussi d'irresponsabilité.

Ici, la démonstration n'est plus à faire. Dire que le Parlement est irresponsable, c'est une proposition devenue si évidente qu'elle a cessé d'être en discussion.

Synonyme encore d'impuissance ; car, obligé de se cantonner dans les limites étroites d'une Constitution politique et d'un régime économique déterminés, le Parlement est l'image exacte d'un lac entouré de montagnes qui peut, de temps à autre, être agité et même tempétueux, mais qui reste toujours enfermé dans le cadre que les hauteurs environnantes tracent autour de lui.

Les bouillantes colères, les explosions d'indignation, les enthousiasmes délirants, les serments solennels, les engagements sacrés ont tout juste, au Parlement, la valeur de ces agitations périodiques d'une vaste mare stagnante qui font remonter la vase à la surface et empuant(iss)ent l'air, mais qui ne tardent pas à laisser retomber la boue et la puanteur dont la minuscule tempête a révélé l'accumulation dans les profondeurs.

Synonyme, enfin, de corruption. Les brigandages avérés et, plus encore, les scandales à demi étouffés ont fixé l'opinion à tel point qu'il est banal de dire d'un Parlement qu'il est *pourri* !

Les meilleurs se putréfient en un tel milieu, à moins qu'ils n'en sortent à temps et le plus vilain tour qu'on puisse jouer à un ami, c'est de l'y envoyer.

Aussi, électeur, si tu as un bon camarade, garde-toi de l'inciter à être candidat ; s'il le devient, garde-toi de favoriser sa candidature et, si tu veux conserver aux idées qui sont les tiennes et qu'il prétend vouloir défendre à la Chambre, un caractère, une intelligence, un dévouement, refuse-lui ton suffrage.

Voter, c'est faire le jeu de la réaction

Électeur, encore un mot encore : ce sera le dernier.

On ne manquera pas de te dire que de ne pas voter, c'est faire le jeu de la réaction.

Rien n'est plus faux. Je pourrais te faire observer que si les deux millions de travailleurs qui adhèrent à la CGT, si le million d'électeurs dont s'enorgueillit le Parti socialiste, si le million d'autres citoyens qui, sans être affiliés au Parti socialiste ou à la CGT n'en sont pas moins les adversaires du régime capitaliste : en tout, quatre millions d'électeurs, refusaient hautement de prendre part au scrutin, cette abstention ouvertement annoncée et expliquée durant toute la période électorale et vaillamment pratiquée le jour du scrutin, porterait un coup mortel au prestige et à l'autorité du régime qu'il faut abattre. Je pourrais te dire que, en face de l'attitude de ces quatre millions d'abstentionnistes aussi conscients que résolus, le gouvernement perdrait tout son lustre et le plus clair de sa force.

Je pourrais te dire que, étroitement unis dans une réprobation aussi catégorique du système social actuel, ces quatre millions d'hommes pourraient organiser, dans le pays, grâce aux ramifications qu'ils possèdent partout, une formidable coalition contre laquelle rien ne saurait prévaloir. Je pourrais affirmer que cette coalition dans laquelle ne tarderaient pas à entrer tous ceux que toucherait une aussi puissante propagande et même une partie des forces dont le gouvernement dispose, serait de taille à oser, à entreprendre et à réaliser les plus vastes desseins et la transformation la plus profonde.

Que resterait-il, alors, du spectre de la réaction qu'on agite devant toi pour te pousser aux urnes?...

Mais voici qui te paraîtra sans doute plus décisif encore.

La Chambre qui s'en va comptait en nombre imposant des éléments de gauche. Plus de trois cents députés radicaux et radicaux socialistes, plus cent députés socialistes. Ils constituaient indubitablement une majorité écrasante.

Qu'a fait cette Chambre ? Qu'ont fait ces quatre cents députés ?

Ils ont acclamé la guerre, ils ont adhéré avec enthousiasme à l'abominable duperie qu'on a appelée «l'Union sacrée» ; ils ont voté tous les crédits de guerre ; ils ont apporté au gouvernement dit «de défense nationale» leur étroite et constante collaboration ; ils n'ont rien tenté pour abrégé le massacre ; ils n'ont pris aucune mesure efficace contre la vie chère, contre l'accaparement, contre la spéculation, contre l'enrichissement scandaleux des brasseurs d'affaires ; ils ont accepté passivement la suppression de nos maigres libertés ; ils ont applaudi à l'écrasement de la révolution hongroise ; ils ont approuvé l'envoi des soldats, des marins, des munitions et des milliards destinés à étouffer, par la famine et par les armes, la Russie révolutionnaire ; ils ont lâchement courbé la tête, tout accepté, tout subi ; ils ont passé l'éponge sur toutes les turpitudes et sur tous les crimes.

Ils sont allés jusqu'au bout de la servilité, de la honte et de la sauvagerie.

A peine ont-ils osé ouvrir la bouche et, quand ils ont parlé, ce ne fut jamais pour faire entendre les vérités qu'il fallait dire, les imprécations sanglantes et les malédictions vengeresses qui auraient opposé la douleur des deuils, la souffrance des ruines et l'horreur des batailles à la stérilité des sacrifices et à la hideur des impérialismes déchaînés.

Au terme de sa carrière, cette Chambre odieuse vient de ratifier un traité de paix qui laisse debout, plus insolents et plus guerriers que jamais tous les militarismes, qui favorise les plus atroces brigandages, qui stimule les plus détestables convoitises, qui avive les haines entre peuples et qui porte dans ses flancs la guerre de demain.

Voilà ce qu'a fait cette Chambre dont la naissance avait pourtant suscité les plus folles espérances et provoqué tous les optimismes.

ET MAINTENANT, ÉLECTEUR, VOTE ENCORE SI TU L'OSÉS.

Sébastien FAURE.

LECTEUR,

Si tu as compris cette brochure, si tu veux la propager, apprends qu'une série de quatre brochures se composent : 1° *Électeur, écoute*, par Sébastien FAURE ; 2° *La Grève des Électeurs*, par O. MIRBEAU ; 3° *Absurdité de la Politique* ; 4° *Électeur, ne vote pas !*

a été éditée par le Bureau Anti-Parlementaire au nombre de **200 000 exemplaires** pour être distribués gratuitement. Tu peux coopérer à notre œuvre en t'adressant au bureau A.P., 69 boulevard de Belleville.

(Texte extrait du site libertaire Bibliolib)

PARAF-JAVAL

L'ABSURDITÉ

DE LA POLITIQUE

Bureau anti-parlementaire 1919
La Brochure mensuelle, avril 1924

« Le 31 octobre 1858, naissance de Georges Mathias PARAF-JAVAL à Paris.

Militant et propagandiste anarchiste individualiste et scientiste.

Originaire d'Alsace et juif, il commence à militer dans le milieu libertaire au moment de l'affaire Dreyfus. En 1902, il crée avec Libertad, la "Ligue Antimilitariste", et donne ses premières conférences qui vont marquer le début du mouvement des "Causeries populaires". La même année, il fonde avec E.Armand, Henry Zisly et quelques autres, une colonie anarchiste à Vaux (qui eut 400 adhérents et dura de 1902 à 1907). Il collabore au "Libertaire", et au journal "L'anarchie" où il pourfend l'action syndicale et le coopératisme. Il est l'auteur de nombreuses brochures, telles que "Les faux droits de l'homme et les vrais" (1907); ainsi que des cours d'arithmétique physique, qui seront édités en espagnol pour l'"Escuela Moderna" de Francisco Ferrer.

Mais à partir de 1907, de graves dissensions éclatent avec Libertad et le groupe des "Causeries populaires". Paraf-Javal crée alors une nouvelle association "Le Groupe d'Etudes Scientifiques" qui publiera à partir de 1910 et jusqu'en 1919, un bulletin.

Pensant résoudre tous les problèmes philosophiques par la science, il se montera le plus souvent être un scientiste borné et intransigeant, de même qu'un antitabagiste et antialcoolique virulent.

Après la première guerre mondiale, il tient une librairie à Paris (celle de son fils aîné mort à la guerre) et poursuit ses conférences sous le patronage de la Franc-Maçonnerie où il avait adhééré vers 1910. En 1935, il créera même une Loge dissidente.

Il meurt à Montluçon, dép. de l'Allier, le 13 mars 1942 (1941?). (*Biographie extraite du site Ephémérides anarchistes.*)

I - Le suffrage universel n'est pas et ne peut être universel

Par «*suffrage universel*» on entend le suffrage *de tout le monde*. En réalité ce n'est le suffrage de *personne*.

En effet, il y a lieu, tout d'abord, d'observer que :

- Les femmes n'ont pas le droit de vote ;
 - Les hommes de moins de 21 ans n'ont pas le droit de vote ;
 - Les soldats n'ont pas le droit de vote ;
 - Ceux que la loi prive de leurs droits politiques n'ont pas le droit de vote. Ensuite :
 - Ceux qui, pour une raison ou pour une autre (maladie, travail, etc.) ne peuvent aller à l'urne le jour du scrutin ne votent pas ;
 - Ceux qui ne trouvent pas de candidat à leur goût ne votent pas, votent blanc ou expriment un suffrage inexact.
 - Les abstentionnistes volontaires ou indifférents ne votent pas.
- Restent les votants. Mais une grande partie des suffrages de ces derniers ne comptent pas, car :
- Ceux qui ont donné leurs voix à des candidats non élus, peuvent être considérés comme ayant voté zéro ;
 - De même ceux dont les représentants sont mis en minorité dans les assemblées peuvent être considérés comme ayant voté zéro.
- Restent en définitive, les électeurs dont les représentants votent les lois.

Ces électeurs, observerons-nous en passant, éprouveraient peut-être de la difficulté à adopter une opinion uniforme, si leur élu les consultait chaque fois qu'il doit voter en leur nom.

Mais il y a mieux. La majorité d'une assemblée ne peut se mettre d'accord sur un texte sans «conciliation». Pour se concilier, les uns et les autres doivent abandonner un peu de leurs idées. Nul ne peut prétendre faire accepter les siennes en totalité.

A quoi sert donc d'exprimer son suffrage, puisque de cette expression ne peuvent sortir :

– Ni le désir de l'électeur ;

– Ni la vérité qui est intransigeante et incompatible avec une cote mal taillée ?

A quoi donc aboutit réellement le suffrage dit «*universel*»?

A faire opprimer des minorités par des majorités, sans aucune garantie que ces majorités aient pour elles la raison, et même (nous le montrerons plus loin) avec la certitude que ces majorités ne peuvent avoir pour elles la raison.

En résumé, le suffrage dit «*universel*» n'est pas le suffrage de tout le monde. C'est un *truc* qui peut servir à certains hommes (intrigants) pour opprimer d'autres hommes. Ce n'est pas tout.

II - Le suffrage dit universel est un moyen puissant d'endormir l'activité humaine

En effet, à partir de vingt et un ans, tous les quatre ans (c'est-à-dire une fois en 1460 ou 1461 jours), l'électeur vote (c'est-à-dire essaie d'opprimer ceux qui pensent autrement que lui). L'autorité, elle, fonctionne tous les jours, à tous les instants.

Suffrage universel signifie donc : 1 jour de droit à l'intrigue, 1459 ou 1460 jours d'abdication.

On voit que le suffrage universel est un puissant moyen d'endormir l'activité humaine. Il n'a rien de commun avec la souveraineté populaire, avec le droit d'être à tout moment aussi souverain qu'autrui. Il n'a rien de commun avec *l'égalité*.

III - Le système politique est absurde

Dans un pays où existe le régime parlementaire, les hommes déterminent les actes ordonnés, permis et défendus, c'est-à-dire *la loi*, de la façon suivante :

1° Nomination de délégués (députés, sénateurs, conseillers, etc.) Cette nomination équivaut à l'abdication totale de l'activité individuelle entre les mains des politiciens ;

2° Assemblée des politiciens qui émettent des appréciations et établissent des textes en votant sur ces appréciations ;

3° Imposition par la force de ces votes.

Ce système est absurde.

S'il y a véritablement des actes que les hommes doivent ordonner, permettre et défendre, il serait intéressant de déterminer ces actes par la logique. S'il n'y en a pas, les politiciens ne sont pas plus qualifiés que les autres hommes pour les déterminer.

Comment établit-on la vérité ? Comment détermine-t-on la science ?

Nomme-t-on à cet effet des délégués ? – Non. Celui qui dégage la vérité n'a été délégué par personne. Souvent il n'a ni diplôme ni dignité. – Vote-t-on en matière scientifique ? – Non. Le vote ne prouve rien. Galilée était seul à dire que la terre tourne. Minorité, il avait pourtant raison contre la majorité. – Impose-t-on la science par la force ? – Non. On dit aux hommes : «La voici. Voilà les preuves. Vous vous imposerez à vous-mêmes ce que vous aurez reconnu juste.»

Au point de vue scientifique, la *raison* des hommes est parfaite. Personne ne s'insurge contre la science, pas même les ignorants, parce que ces derniers savent qu'elle est vérifiée par ceux qui en sont capables et qu'eux-mêmes, s'ils s'en rendaient capables, pourraient la vérifier.

Au point de vue légal, la *déraison* des hommes est parfaite. La loi déterminée d'une façon absurde, peut être inepte, vexatoire. Elle n'en est pas moins LA LOI, du moment qu'elle aura été votée et promulguée selon les règles absurdes admises.

Voilà le système politique. Étranger à la raison, il ne peut donner de résultats raisonnables. La politique, méthode illogique, ne peut servir à l'établissement de règles de conduite logiques.

C'est le fait de fous de vouloir, si ces règles existent, les déterminer et les imposer aux gens sensés autrement que par *une méthode rationnelle*.

IV - La loi est le droit du plus fort

Tout individu, arrêté à l'âge de raison, se trouve en présence d'une quantité innombrable de lois. S'il dit : «Ces lois faites sans moi, contre moi, me déplaisent », on lui répond : «Observe-les d'abord ; tu pourras ensuite, quand l'occasion s'en présentera, user de tes droits de citoyen pour changer l'ordre social.» S'il remarque : «Je suis pressé», on lui réplique : «Il ne faut pas être pressé. Ceux qui fabriquent les lois sont chargés par toi ou par tes adversaires d'agir en tes lieu et place. *Fais de la politique.*»

Or la politique aboutit à la confection de la loi et la loi n'est pas autre chose que l'acceptation par certains hommes (majorité) d'appréciations que contestent d'autres hommes (minorité).

Imposer des appréciations par la force, c'est tyranniser. La loi est l'oppression suprême, l'oppression légale, le droit du plus fort.

Les droits d'un homme ne peuvent dépendre de l'appréciation plus ou moins désintéressée d'autres hommes. Ces droits sont ou ne sont pas. S'ils sont, il convient de les déterminer par la logique et de les exercer au besoin, malgré la loi.

V - Tout électeur est conservateur

Puisque la politique aboutit à la confection de la loi, il est bon de montrer que la loi est vaine.

A la vérité il n'y a pas de loi, il ne peut y avoir de loi, la loi ne compte pas, ou plutôt, il n'y a qu'une seule loi, inscrite implicitement dans tous les codes : «*Ne te fais pas pincer.*»

En effet, la société ne punit pas ceux qui violent la loi, *elle punit ceux qui se font pincer* en violant la loi, ce qui n'est pas la même chose. Il n'est pas possible que celui qui viole la loi sans se faire pincer puisse être puni.

On est donc en droit de dire que la loi est une prime aux fourbes, qu'elle dit aux hommes : «Inutiles d'être loyaux, soyez malins. Tout aux retors, rien aux faibles, rien aux simples qui n'ont ni l'intelligence, ni la canaillerie nécessaires pour utiliser la loi à leur profit.»

Cela est si vrai qu'il y a des gens (avocats et magistrats) dont le métier officiel est d'essayer soit de tourner, soit de faire appliquer la loi, suivant les besoins de la cause.

En effet, toutes les fois que les hommes sont appelés à voter, cet appel peut être considéré comme la demande d'une signature pour la prolongation du prétendu contrat social. Le votant est un homme qui vient le jour où on le sonne comme un larbin, le jour où on le siffle comme un chien dressé à obéir, qui vient ce jour-là seulement, et pas les autres jours, cet homme qui vient quand l'autorité dit : «Le moment est arrivé de sanctionner une fois de plus et de faire marcher un système établi par d'autres et pour d'autres que toi.

Le moment est arrivé de choisir ceux qui feront partie de ce système avec ou sans intention de le modifier, de choisir ceux, qui, pour contribuer au fonctionnement de la machine à broyer le faible, seront payés en argent, en influences, en privilèges, en honneurs. Le moment est arrivé d'écarter une fois de plus l'idée de révolte contre l'organisation qui t'exploite et d'obéir à l'autorité. Le moment est arrivé de voter, c'est-à-dire de faire un acte dont la signification est : «**JE RECONNAIS LES LOIS.**»

Ne voit-on pas que la première signification de l'abstention électorale est celle-ci : «**JE NE RECONNAIS PAS LES LOIS.** *Je ne veux pas du régime que l'on m'impose et que l'on veut continuer à m'imposer.*»

Il suit de là que tout électeur (qu'il se dise à juste titre monarchiste, ou à tort socialiste-révolutionnaire), est un conservateur, puisque le résultat de son vote est de contribuer à faire fonctionner le système en vigueur.

VI - Tout abstentionniste conscient est un révolutionnaire

Nous avons montré que la politique est un moyen puissant pour les privilégiés d'endormir l'activité des non-privilégiés. On dit aux hommes : «Mettez votre cervelle dans votre poche, vous l'en sortirez une fois de loin en loin pour voter, c'est-à-dire pour consolider l'autorité. Pendant que vous abdiquerez, l'autorité fonctionnera sans arrêt.»

Et l'on s'étonne que la révolution ne se fasse pas ! Il y aurait lieu de s'étonner que la révolution se fit avec un pareil système, avec un système antirévolutionnaire, avec un système conservateur.

La révolution se fera quand les hommes cesseront d'abdiquer leur activité.

La révolution se fera quand les hommes cesseront de déléguer leurs pouvoirs, quand ils cesseront de se nommer des maîtres, quand ils cesseront de permettre à des gens pareils à eux de dire : «Vous m'avez donné le droit d'agir pour vous.»

L'autorité tombera le jour où les hommes cesseront de se l'imposer à eux-mêmes, le jour où ils cesseront de créer des catégories de privilégiés, de gouvernants, d'opresseurs.

La révolution commencera au moment précis où les hommes abandonneront la politique.

Toutes les révolutions ont été des moments où les hommes ont abandonné la politique, où ils se sont occupés eux-mêmes de leur sort.

Tout homme qui abandonne la politique commence la révolution, car il reprend son activité abdiquée jusque-là.

VII - Quelles seraient les conséquences de la grève électorale ?

Ces conséquences seraient les suivantes :

Déclaration de guerre au système établi et commencement des hostilités avec certitude de réussir à renverser ce régime.

En effet, refuser de voter dans les conditions indiquées plus haut, n'est pas un acte d'inertie, mais un acte de révolte. Les gouvernants comprendront que l'abstentionniste conscient n'est pas un indifférent, mais un révolté et que ce révolté ne peut pas ne pas agir.

En outre, l'abstention généralisée rendrait difficile l'exercice du gouvernement.

Quelle autorité aurait un individu élu par une petite portion des électeurs ? Quelle autorité auraient des assemblées d'individus délégués par des minorités ? Quelle autorité aurait le pouvoir exécutif élu par ces assemblées ?

Du moment que l'autorité, pour fonctionner, éprouve le besoin de se faire justifier par le vote, on peut conclure *qu'il y a une limite* de suffrages au-dessous de laquelle L'AUTORITÉ EST DISQUALIFIÉE.

Et, tandis que l'on disqualifierait l'autorité, la masse prendrait conscience de sa force.

Revenons à notre point de départ. S'il est vrai que la société actuelle dure parce que les non-privilegiés, les prolétaires se résignent, il importe que ceux-ci cessent de se résigner, il importe qu'ils se mettent en état de révolte, *il importe que chacun de ceux qui veulent renverser la société se mette en état de révolte pour son propre compte* et, comme les prolétaires sont de beaucoup les plus nombreux, la révolte généralisée rendrait le renversement CERTAIN.

Ce qui précède montre, je crois, l'importance de la grève électorale, prélude possible d'une révolution dont la forme moderne paraît être la grève générale.

La grève générale, ou, si l'on veut, la grève généralisée, apparaît comme une arme tellement puissante qu'à notre sens certaines grèves partielles prenant de l'extension (comme par exemple, la grève des contribuables et celle des locataires) suffiraient pour amener le bouleversement social.

Un mouvement de cette nature serait, non seulement étranger à la politique, mais encore dirigé contre la politique, c'est-à-dire contre le système dont résulte l'organisation autoritaire qui annule notre liberté.

Ajoutons que le bouleversement social ne peut être que le mouvement précédant l'établissement d'une société raisonnable. Il est facile de montrer que celle-ci pourra être établie, dès que suffisamment d'hommes auront compris qu'elle dépend uniquement du remplacement de la *concurrence* par la *camaraderie*.

VIII - Objection : Si les révolutionnaires ne votent pas, on abandonne le pouvoir aux non-révolutionnaires

Remarquons que cette objection ne peut être faite par un révolutionnaire conscient, tout individu au pouvoir, même temporairement, ne pouvant être un révolutionnaire.

En effet, le but d'un révolutionnaire conscient est – non la *conquête* – mais la *destruction* du pouvoir.

Peut-on espérer détruire le pouvoir en continuant à la faire fonctionner, en faisant acte de conservateur ? L'électeur, avons-nous dit, est conservateur parce qu'il fabrique un rouage de l'autorité, le rouage essentiel sans lequel point d'autorité.

L'élu, qui est ce rouage, est nécessairement conservateur, étant portion agissante de l'autorité, étant l'autorité. Même en supposant électeurs et élus désireux de détruire le pouvoir, le fait qu'il y ait des élus contribue – non à détruire le pouvoir – mais à le justifier.

En outre, vouloir imposer la liberté par l'autorité, paraît bizarre. La liberté et l'autorité, on l'a dit bien souvent, sont incompatibles à tel point que l'une augmente à mesure que l'autre diminue et réciproquement.

Jusqu'à présent toutes les sociétés ont été établies sur le principe d'autorité. Même ce qu'on dénomme à tort *socialisme* est une forme de ce principe. Déléguer ces pouvoirs à quelques-uns chargés de tout répartir au mieux de la collectivité (*collectivisme*) équivaut à l'abandon de ses droits. Les camarades répartiteurs seront des privilégiés, des gouvernants, des oppresseurs ; les autres seront des gouvernés, des exploités, des opprimés.

Nul ne pouvant admettre qu'on l'opprime, ne peut s'autoriser à opprimer autrui. L'individu logique arrive nécessairement à la conception du *communisme libertaire*, qu'on pourrait ainsi dénommer *camaraderie intégrale*.

Le vote, conduisant à l'autorité, il convient de lutter contre le vote et non d'y participer.

R É S U M É

– Le suffrage universel est à tort appelé *universel*. Il n'est pas et ne peut être universel. Il ne peut donner satisfaction à personne.

– Le suffrage dit «universel» est le moyen puissant d'endormir l'activité humaine. Le peuple, «prétendu souverain», est un esclave qu'on saoule avec des mots. L'électeur est un homme qui abdique et se donne des maîtres.

– Le système politique est absurde. Procédant contrairement à toutes les règles de la logique, il ne peut donner des résultats raisonnables.

– Ce système ne peut aboutir :

Qu'à l'oppression d'une certaine quantité d'hommes par d'autres hommes et non à la plus grande somme de liberté pour tous ;

Qu'à l'organisation de la fourberie.

– Tout électeur est un conservateur, puisque son vote fabrique l'autorité.

– Tout abstentionniste conscient est un révolutionnaire puisque si personne ne votait, il n'y aurait pas d'autorité.

– En votant, on ne peut espérer mettre des révolutionnaires au pouvoir, puisque le pouvoir ne peut être autre chose que conservateur. Il y a lieu, non de le conquérir, mais de détruire le pouvoir.

– Il importe donc, pour tous ceux qui reconnaissent la société mal faite et désirent la changer :

1° De se débarrasser des préjugés qui, comme le préjugé politique, font d'un homme, malgré lui, un conservateur ;

2° D'étudier avec ceux qui croiront les connaître, les principes d'une société raisonnable, afin de devenir des révolutionnaires conscients ;

3° De ne pas se contenter d'être théoriquement des révolutionnaires conscients, mais de mettre en toute occasion leurs actes d'accord avec leurs idées.

Paraf-Javal

(Texte extrait du site libertaire Bibliolib)

Bureau anti-parlementaire 1919

POUR NE PAS VOTER

La Brochure mensuelle, avril 1924 - Groupe de propagande par la brochure

Nous ne demandons rien.

Nous ne promettons rien.

N'est-ce pas une raison suffisante pour nous écouter ?

Cinq années de guerre ont-elles apporté un seul argument contre ceux, déjà anciens, dont nous nous servions, nous antiparlementaires, pour démolir le parlementarisme ? Aucun, au contraire. Tout n'avait pas été dit sur ce cadavre, qu'il nous faut tuer encore.

On n'avait pas été jusqu'à dire que des députés, socialistes, dits révolutionnaires, auraient vécu sur les charniers, auraient collaboré à une politique «d'Union sacrée» avec les suppôts du capitalisme exploiteur de la mort, en acceptant des portefeuilles ministériels les liant à des besoins bassement criminelles.

Jamais on n'aurait osé penser, dans notre critique, que l'on jugeait acerbé, que des députés socialistes auraient imposé à un pays à l'avant-garde de la pensée et de la civilisation, une censure et des lois scélérates, qui ont ravalé une nation comptant un 1789, au rôle de bourreau des révolutions, matant tout ce qui parle de sagesse, de bonté, de justice, de liberté et d'humanité.

Que pouvait-il subsister, lorsque les vertus échouent à la prison ou au poteau ?

Les révélations des Painlevé nous le disent *un peu*: incompétences, irresponsabilité, veulerie, hypocrisie, abdication, calcul, tripotage, corruption, abus et crimes, dont une bureaucratie maîtresse des destinées d'un peuple fit toute la morale. Nous, antiparlementaires, avions-nous prévu les Thomas, les Compère-Morel, dans la guerre ? Avions-nous prévu qu'un Longuet aurait été vomi par les révolutionnaires russes et qu'il aurait mérité l'épithète de traître de la part de Lénine ?

Électeur !

Si nous t'avions dit «député socialiste = David, Scheidemann, Noske, mitrailleurs et assassins», tu aurais crié à l'infamie, et cependant il faut t'attendre à voir pire en France, si tu donnes de l'autorité à ces hommes et leurs semblables, qui se sont faits les instruments serviles d'une *bourgeoisie homicide*, qui avait *internationalement intérêt à la guerre, ainsi que les événements le démontrent*. Ces hommes, certes, ont des partisans, eux, guerriers jusqu'au-boutistes, dont les permanences étaient de vraies officines d'embusquage.

On voyait, dans la plupart de ces permanences, une foule *de ces votards qui réclamaient le poteau pour les pacifistes de 1914-1915*, spéculant sur la volte-face de leurs élus, pour s'échapper de la tuerie qu'ils avaient divinisée et cependant... les places étaient comptées, limitées, un embusqué en chassait un autre et la comédie continuait, laissant tout le profit au député qui sait tout, et qui, aujourd'hui, compte sur l'idéal de tels... citoyens pour assurer le bonheur universel !

Coterie, intrigue, faveur, cupidité, chantage, combinaison, verbiage, timidité, surenchère, promesse, tromperie, fourberie, cynisme, trahison, voilà des mots qui caractérisent bien l'immoralité du bulletin de vote. Aussi, un député socialiste est bien perdu pour le Parti et pour lui, lorsqu'il pénètre au Palais-Bourbeux, pour n'y faire en somme que de la basse collaboration de classes.

Et c'est infiniment drôle de voir des syndicalistes minoritaires appartenant au PSU reprocher aux Jouhaux leur collaboration de classe !

Ceci dit, non pour défendre Jouhaux qui, lui, use de cet argument. «C'est vous, syndiqués, qui me demandiez d'aller dans les ministères.» Dans le parlement syndical, on est d'aussi mauvaise foi que dans tous les parlements, car, si Jouhaux n'avait pas, au début de la guerre, accepté de banqueter en scellant l'Union sacrée, *les syndiqués n'auraient pas été devant le fait accompli, de ne plus faire d'action sous peine de mort*.

Les manitous socialistes demandent *sans honte !* un million – non pour les révolutions – mais pour la foire électorale, en dehors des centaines de mille francs qu'ils obtiennent pour une statue et entretenir des journaux anti-communistes.

Nous, nous ne disposons pas de tant, hélas !, de quelques milliers de francs seulement.

N'ayant protégé aucun privilège, aucun monopole, n'ayant jamais accordé de concessions aux Houillères, Comité de Forges, Minières pour qui l'on a fait la guerre ; n'ayant jamais casé ni embusqué aucun ami

influent, ni parent dans les administrations et ministères socialistes, surtout, n'ayant rien fait pour mâter les révolutions nées du fait de la guerre, nous sommes pauvres. C'est pourquoi, ne pouvant disposer que de quelques sous, contre les 25 millions environ, que les parlementaires vont sacrifier pour s'assurer l'assiette au beurre (millions qu'il nous faudra suer) nous ne disposerons que de quelques brochures de huit pages, pour notre propagande libératrice.

C'est pourquoi aussi, nous en resterons là, de nos arguments contre le socialisme électoral, qui se déshonore encore un peu plus, *en gaspillant tant d'argent et de temps précieux qui, dépensés au secours de la révolution russe, pourrait la sauver peut-être.*

L'argent que nous consacrons à combattre cette immoralité, est bien placé ; mais c'est avec le regret de constater qu'il nous faut faire de tels sacrifices, pour des individus qui n'ont pas pesé lourd dans les mains des révolutionnaires russes, hongrois et de certains centres allemands. Aussi, en ce qui concerne la guerre, concluons : les députés socialistes sont pour leur part, et c'est déjà énorme, des fauteurs de la tuerie : 14 millions de morts leur demandent des comptes. *D'autres morts : les nôtres, ouvriers des révolutions et des mouvements pacifistes, sont à venger.*

Électeur ! ne te fais pas leur complice en votant pour eux.

Les députés socialistes sont fauteurs de la vie chère ; sont responsables de la faillite des lois ouvrières : accidents de travail, huit heures, etc., alors que les lois profitables aux riches sont intangibles et toujours impitoyables, inhumaines. *Les députés socialistes sont responsables des lois scélérates dont souffre tout spécialement le monde ouvrier* et responsables aussi des effroyables tortures que subissent 100 000 hommes qui souffrent dans les bagnes militaires, et, qu'un Longuet ne voudra pas amnistier, car la plupart, les plus énergiques, ceux qui ont déserté la tuerie, le Chemin des Dames ! n'ont pas le pardon, de ce grand pacifiste (?) (voir ses déclarations à la chambre des députés).

Voter pour de tels hommes – ils sont tous semblables et pires souvent – c'est abandonner toute idée de justes représailles, de justice ; c'est plus qu'abdiquer, c'est un crime de trahison contre ceux qui, là-bas, souffrent et meurent parce qu'ils aimaient et ne voulaient pas être des bourreaux.

Voilà donc pour la guerre et pour une brochure de huit pages ; il faudrait un livre pour tout dire.

En temps de paix, combien de députés socialistes votent contre les autres profiteurs de la mort : mastroquets, bouilleurs de crû et empoisonneurs de toutes catégories ?

43 députés seulement ont voté contre l'alcool et cependant les députés socialistes se comptent 100.

Un socialiste du Centre s'est élevé contre la suppression des casernes dans sa circonscription. Un autre a défendu les courses de taureaux. *Un élu socialiste du Puy-de-Dôme a demandé des mesures contre les marchandises allemandes, qui entrent chez nous à trop bas prix ! Tartuffes qui parlez de vie chère!*

Et qu'ont fait les élus socialistes contre la vague de cléricisme, l'audace et l'autorité toujours grandissantes des jésuites, eux qui accusent les antiparlementaires de faire le jeu de la réaction ?

On voit une fédération de l'Est désavouer une de ses sections, qui avait voté un ordre du jour antireligieux. Et c'est en somme une attitude pour tout le Parti de ne pas faire ouvertement, officiellement, d'anticléricisme, alors que c'est là tout le péril réactionnaire.

C'est vrai que prêtres et politiciens sont les dévoués serviteurs de *l'État et de la propriété, tout le mal dont souffrent les hommes à quelque classe qu'ils appartiennent.*

Le rôle que la propriété réserve, assigne, à ces derniers, ce n'est pas de faire des lois ouvrières, ni des discours dont elle se moque, c'est de canaliser les colères, les haines du peuple, qui, hier, fournissait par son travail, 5 milliards d'impôts et qui, aujourd'hui, doit en payer 10 rien qu'à ceux qui ont profité de la guerre ! Oui, électeur ! Il te faut produire pour dix milliards à ceux qui édifiaient une fortune à chaque vague de sang et de malheur, avant qu'un seul grain de blé te reste, sans compter 10 ou 15 autres milliards que parlementaires et fonctionnaires, leurs créatures, ont mission de dépenser pour l'organisation des forces qui te mâteront si tu ne marches pas, si tu ne craches pas ! *La bourgeoisie t'a donné le bulletin de vote, tes députés lui donnent des milliards, tes enfants, des mitrailleuses.*

Électeur ! réfléchis. On dit le peuple trop ignorant pour se conduire et cependant il est reconnu capable de se choisir ceux qui devront le diriger !

Et ces élus, hommes cupides, incompetents, souvent ignorants, prétendent tout solutionner : agriculture, industrie, commerce, marine, finances, instruction publique, beaux-arts, législation, travaux publics et s'occuper aussi de la guerre, ainsi que du reste, nous l'avons constaté, pour le plus grand malheur des peuples.

Électeur ! réfléchis que lorsque tu as nommé des députés, tu n'as rien fait.

Nommes-tu les sénateurs qui s'opposent aux votes de la Chambre ou qui enterrent les lois dans des cartons d'où elles ne reviennent jamais ? Nommes-tu les ministres qui posent la question de confiance, seraient-ils socialistes ? Nommes-tu le président de la République qui dissout les Parlements et peut se refuser à l'application des lois ? Nommes-tu le Conseil d'État dont tu connais le rôle néfaste ?

Nommes-tu les juges qui sont les pires illégaux?

Nommes-tu les préfets et les maires qui appliquent la loi suivant l'intérêt des candidats officiels et des riches en général ?

Nommes-tu les huissiers, les policiers, les mouchards, les gendarmes et tous les bureaucrates, parasites, créatures et paravents de tes députés, chargés d'appliquer les lois et qui les interprètent selon leur bon plaisir *ou le prix qu'on y met ? Alors?...*

A quoi te sert d'envoyer un bon propagandiste socialiste, ou un bon militant syndicaliste, un bon éducateur dans une telle galère ?

Ah ! si les chefs socialistes n'étaient que seulement socialistes et s'ils ne se servaient pas d'un bel idéal comme étiquette pour couvrir l'infâme camelote électorale et disposer de notre liberté, de notre vie en votant, nous n'aurions pas à leur causer cette souffrance de les faire démeriter à tes yeux !

Aussi, électeur, ne les écoute pas lorsqu'ils prétendent te faire épouser leur système, qui consiste à matérialiser un idéal socialiste surtout dans la personne d'un député.

Un idéal est au-dessus de tous les hommes qui, féroces arrivistes, ou simplement faillibles, avilissent cet idéal.

Ton idéal est en toi, *un homme ne peut représenter que lui-même* et les Soviets, les Conseils d'ouvriers syndiqués ont cela de supérieur : qu'ils répudient le parlementarisme et qu'ils ne placent pas à la base de leur système le citoyen, cette abstraction, *mais le producteur qui est tout, qui est la réalité.*

Les soviets sont élus pour trois mois, peuvent à tout moment être remplacés ; les mandataires sont des producteurs et restent responsables des dispositions qu'ils votent.

Les parlementaires français, eux, se désintéressent de l'application de leurs lois et c'est le fonctionnarisme bureaucratique qui reste le maître : il ne reste plus au député qu'à se décharger sur lui. *Comédie ! Situation intolérable ! Système périmé !*

En France, le système des Conseils d'ouvriers syndiqués, qui semble s'établir avec quelque succès, ne prévoit aucune forme parlementaire même soviétique. Au lieu que ce soit la commune qui soit la cellule sociale, c'est l'atelier, pour n'être au plus tôt que l'individu. Les conseils apprennent au peuple ouvrier, en plein capitalisme, sous la direction des techniciens affiliés à la CGT à prendre toutes ses responsabilités révolutionnaires. Ne traitant pas avec le patronat, les C.O.S. ont un rôle d'éducation révolutionnaire technique. Ils s'organisent dans leurs ateliers, magasins, exploitations agricoles, écoles communistes, etc., etc. ; pour assurer la vie au lendemain d'une transformation sociale opérée par le peuple ouvrier et ayant le communisme comme but ; ne laissant aux organes d'action communiste, le soin d'organiser la propagande communiste, et c'est tout ce qui est propre à leur action (1)

Pour nous, antiparlementaires, notre idéal c'est le *communisme intégral dont la Fédération anarchiste se réclame.*

Après cet exposé malheureusement succinct, des systèmes reconstructeurs, vois, électeur, nous n'avons pas pensé qu'à démolir et nous t'avons fait voir que nous avons conscience des destinées d'un peuple travailleur et de la vérité aussi.

Nous n'avons pas fait besogne pour les réactionnaires, eux qui s'affichent antiparlementaires quelquefois, mais... qui ne s'attaquent pas au Sénat ni à toutes les institutions coercitives que nécessite *le parasitisme dont ils vivent.*

Quant aux députés radicaux et autres catégories, lorsque nous avons dit plus haut ce que nous pensions des députés socialistes «bouffe galette» nous avons fait le procès de tous les parlementaires.

Du reste, *Blanqui*, dans «La Patrie en danger» de novembre 1870, nous fixe sur l'attitude de tous les parlementaires, de quelque étiquette qu'ils se réclament, dans ces paroles mémorables :

«Le XIX^e siècle a fait passer sous les yeux de l'Histoire une longue série de ces parlements, rendez-vous des cupidités, des bassesses, des servilités, qui grouillent aux pied de toutes les puissances.

» Lorsque l'un d'eux, par hasard, entre en lutte sérieuse contre le pouvoir, les événements issus de cet antagonisme ne tardent pas à dévoiler les petites cachées sous cette apparence de grandeur. Je ne vous parle pas de ces nobles âmes égarées au milieu de cette tourbe, elles ne peuvent qu'assister impuissantes à cet odieux spectacle.»

Électeur, après de telles vérités, on te dira «Vote bien, vote rouge ! Là est le secret de ton bonheur ! Tu n'as que les députés que tu mérites !»

Cela n'est pas vrai, car il n'y a pas, selon un *Blanqui* et selon notre raison, deux façons d'être député, il n'y en a qu'une seule, *toujours néfaste pour nous producteurs.*

Il n'y a pas deux façons d'être ministre, les Kérénsky, les Vanderwelde, les Thomas, les Guesde, les David, les Scheidemann, les Noske et autres travaillistes anglais nous l'ont prouvé pendant et après la guerre. Ils sont députés et ministres, partie intégrante du système capitaliste, et rien autre chose.

Électeur ! tu n'as que ce que tu arraches et pour cela, sois libre, ne vote pas. Voici entre cent exemples quelques faits récents qui te le prouveront.

Une grande fédération de la marine menaçant de se joindre au mouvement révolutionnaire des métallurgistes de juin 1919 enlève la loi de huit heures en quelques heures. Les mineurs font la même menace et font marcher les girouettes parlementaires, qui votent une loi, se déjugent, et remettent leur loi debout en quelques jours. C'est par l'action que tout s'obtient *avec des députés de n'importe quelle couleur et même sans députés*. Avec beaucoup de députés, même socialistes, la servitude existe toujours, même avec des syndicats à gros effectifs.

En ne votant pas c'est réserver son action, c'est disposer de sa liberté. *Voter ce n'est pas lutter, c'est abdiquer!* Voter, c'est aussi disposer de la vie d'autrui, la guerre en est une preuve. Les lois, en sont une autre, celui qui vote par bêtise, par cupidité, par intérêt, enchaîne les hommes libres.

Électeurs, ouvriers et paysans, sachez que les producteurs électeurs sont 42 contre 1 bourgeois. Si vous ne votiez pas, que feraient-ils ?

Rappelle-toi, vieil électeur, que c'est ton bulletin de vote qui a disposé de la vie de 14 millions de jeunes qui n'étaient nullement responsable du régime misérable qui a décrété la guerre *et que tu as composé de toute pièce*; ne commets plus un tel crime et *empêche qu'on le commette*.

Vous, femmes, qui nous lirez et nous comprendrez, vous, qui avez tant souffert dans vos affections dernières, de sœurs, d'amantes, de femmes de tués, de mutilés, d'aveugles de la guerre, empêchez que l'on vote !

Plus qu'un mot.

Les coquins qui se présentent à ton suffrage, électeur paysan, électeur ouvrier, *ont glissé entre vous des raisons menteuses de haine et de méfiance* qu'ils exploitent pour pêcher en eau trouble. Sachez que l'ouvrier sait que l'élévation de salaire *est un cercle vicieux, une arme dangereuse contre lui*, c'est pourquoi toutes les grèves prennent une attitude de revendication morale et tournent souvent en manifestations révolutionnaires.

Quant à toi, paysan, nous savons très bien, nous ouvriers, *que tu n'es pas la personnification de la vie chère*, mais que ce sont les accapareurs, mandataires, intermédiaires, gros propriétaires, châtelains fainéants, rentiers cupides, tous parasites devant lesquels les députés sont à plat ventre, lorsqu'ils ne sont pas eux-mêmes de vulgaires affameurs ou d'éternels tripoteurs. *Ouvriers et paysans, travailleurs intellectuels, vous êtes la vérité, la force, et rien ne doit vous séparer, pas même les individus qui exploitent ces haines entre vous, pour le profit du Capital-roi qui a droit de vie et de mort sur vous.*

NE VOTEZ PLUS.

SACHEZ QUE, SEULE, LA RÉVOLUTION VOUS AFFRANCHIRA !

LE BUREAU DE PROPAGANDE ANTIPARLEMENTAIRE

(1) Nous ne faisons pas de réclame, nous exposons par souci de vérité et cela d'après les déclarations de ces organismes : Soviét et C.O.S.

(Texte extrait du site libertaire Bibliolib)

Note de *Ni patrie ni frontières* sur les COS :

Louis Rimbault (1877-1949), anarchiste et partisan du végétalisme, souhaitait créer des C.O.S. (Conseil d'Ouvriers Syndiqués), « application du communisme économique en pleine société bourgeoise ». Il exposa son projet à plusieurs reprises, notamment en 1919, au moment de la grande grève des cheminots. Il s'agirait d'ateliers où l'on travaillerait gratuitement le samedi après-midi. « On ne peut envisager l'émancipation des producteurs qu'en modifiant les conditions économiques qui saturent et pourrissent les hommes les plus fiers, les esprits les plus libres; par exemple : réserver une part des cotisations syndicales à monter tous établissements dans lesquels ils pourraient aussi travailler à assurer leurs besoins les plus immédiats, tout en s'affranchissant d'un patronat qu'ils priveraient graduellement de sa propriété en lui retirant la main d'œuvre. [...] c'est là toute la théorie des « C.O.S. » » Cette nouvelle forme de socialisme (ici d'anarchisme) utopique n'eut guère de succès, on s'en doute, auprès des travailleurs d'autant plus que la CGT de l'époque s'y opposa farouchement, dénonçant Rimbault comme un « provocateur ».

Sébastien Faure

La Dictature de la Bourgeoisie

La Bourgeoisie, héritière de la Révolution française. - Sous le masque du Libéralisme, elle pratique tous les abus de la Dictature. - Les deux erreurs fondamentales qui ont annulé les conquêtes révolutionnaires de 1789. - « Liberté » « Égalité » « Fraternité ». Telle est la devise de la République bourgeoise et du Régime démocratique. - Contraste scandaleux entre les termes de cette trilogie et la réalité des faits. - Les Classes ont remplacé les Castes de l'ancien Régime. - La Classe bourgeoise constitue une vaste Association de Malfaiteurs qu'on peut appeler « LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU VOL, DU MENSONGE ET DE LA VIOLENCE ».

Camarades,

Mardi dernier, je vous ai dit que ce continent sur lequel nous vivons avait été par deux fois le théâtre d'une fausse rédemption : la première fois, il y a deux mille ans, par le Christianisme ; la seconde fois, il y a cent trente ans, par la Révolution française. J'ai consacré ma première conférence à l'étude de la fausse rédemption chrétienne. Je me propose de consacrer celle-ci à la faillite de la rédemption bourgeoise.

Je dis : rédemption *bourgeoise* parce que c'est la bourgeoisie qui a été historiquement la continuatrice de la Révolution française. C'est elle qui, depuis 1789, a dirigé les destinées de ce pays et gère ses affaires. C'est la classe bourgeoise qui s'est installée dans la fonction gouvernementale ; c'est elle qui, après avoir pris le triple pouvoir : exécutif, législatif et judiciaire, a peuplé le parlement de ses créatures, placé les siens à la tête des ministères, dans les administrations, au sommet de tous les services ayant un caractère public. Elle a envahi le commerce, l'industrie, l'agriculture, la finance.

Elle a fait la loi à son image. Elle l'a appliquée au mieux de ses intérêts. Avec une astuce incomparable, la classe bourgeoise a réussi à confondre ses intérêts de classe si étroitement avec ceux du pays qu'elle est parvenue à faire croire à la masse ignorante que sa sécurité, c'est la sécurité de la France, que sa prospérité, c'est la prospérité de la nation et que défendre les intérêts de la classe capitaliste, c'est défendre les intérêts du pays tout entier.

Depuis 1830, la bourgeoisie, sans interruption, a exercé un pouvoir absolu. Sous Louis-Philippe comme sous Napoléon III, sous la République de 1848 comme sous celle de 1871, c'est la classe bourgeoise qui a été maîtresse absolue. C'est elle qui a gouverné et dirigé les événements à son gré.

Dans ce but, elle s'est servie de tous les moyens, des pires surtout. Elle n'a reculé devant rien. Tout a été bon à la classe bourgeoise pour maintenir son pouvoir et étendre sa domination : ruse, violence, terreur.

Février 1848 et mai 1871 marquent les époques de violence où, dans les rues, sur les boulevards, sur les places publiques, les populations insurgées ont été odieusement massacrées. Fourmies, Narbonne, Draveil-Vigneux, Villeneuve-Saint-Georges, Raon-l'Étape nous rappellent les victoires déshonorantes que la bourgeoisie a remportées sur la classe ouvrière revendiquant ses droits.

Aujourd'hui enfin, nous assistons à une répression sans précédent. Les prisons sont pleines de militants syndicalistes, socialistes, libertaires, communistes, qui n'ont commis d'autre crime que celui de tenir la tête haute alors que la multitude rampe et courbe l'échine. C'est ce régime de pouvoir absolu, sans pudeur ni scrupules, que j'appelle la Dictature de la bourgeoisie.

Or, l'expérience a duré depuis plus d'un siècle. L'heure est venue pour nous d'examiner, à la lueur des faits, la valeur et les résultats de cette expérience, sans autre souci que celui de l'exactitude, sans autre passion que celle de la vérité.

Mais je veux tout d'abord écarter une objection que j'ai entendu fréquemment formuler. La voici.

Des adversaires nous disent : « Vous portez sur la Révolution française, sur la République, sur le régime démocratique, un jugement prématuré que pourraient infirmer les événements ; vous êtes bien pressés ; permettez aux institutions que la France démocratique et libérale s'est données de se développer pleinement ; permettez à l'arbre planté en 1789 de porter ses fruits. »

Et nos adversaires ajoutent : « Le progrès s'avance lentement ; les progrès trop brusques, trop rapides, sont presque toujours plus apparents que réels ; ce sont des progrès sans lendemain ; attendez ; le présent est triste et difficile, mais l'avenir de la France républicaine est plein de promesses ; patientez ! »

Telle est l'objection qui nous est faite, tendant à insinuer que nous portons avec trop de précipitation un jugement prématuré sur le régime social actuel. Notez en passant, camarades, que les mêmes personnes qui tiennent ce langage, qui nous invitent à attendre, qui craignent que nous ne nous laissions aller à un jugement précipité, sont celles qui condamnent sans appel la jeune République soviétique qui, elle, n'a encore que trois années d'existence, et qui, dès le premier jour, dans un pays immense, peuplé de 150 millions d'habitants, s'est trouvée aux prises avec les difficultés les plus extraordinaires et est obligée de se défendre, au prix de mille sacrifices et de privations indicibles, contre la coalition monstrueuse, faite de haines et de convoitises. Ils jugent sans appel, eux, ce régime qui ne vit que depuis trois ans et trouvent que nous nous laissons aller à un jugement trop hâtif lorsque nous jugeons, nous, un régime qui a cent trente années d'existence. Car, il y a cent trente ans, ne l'oubliez pas, que la Bastille a été prise et que chaque année on nous invite à en célébrer le glorieux anniversaire. Et il y a cinquante ans que, sans solution de continuité, le régime républicain et démocratique fonctionne dans ce pays. La preuve, c'est que, il y a quelques jours, on nous conviait à commémorer avec piété et enthousiasme le cinquantenaire de cette République.

Nous disons que l'expérience a été assez longue, qu'elle a suffisamment duré. Le crédit que notre raison et notre esprit pouvaient accorder à ce régime avant de le juger est largement expiré et nous avons le droit de nous prononcer nettement sur lui.

La Révolution française, il faut le reconnaître, a été un bouleversement profond. Elle a modifié les situations acquises. Elle a jeté dans le monde une foule d'idées. Elle a transformé dans une large mesure les bases de la société féodale.

Face aux résultats piteux – je me réserve de les qualifier plus sévèrement par la suite – dont nous avons sous le regard le décevant spectacle, nous sommes tout naturellement amenés à nous demander si la pensée de ceux qui, encyclopédistes, philosophes, juristes, hommes publics, furent les précurseurs de la Révolution française, si cette pensée fut réellement loyale et sincère. Nous sommes amenés à nous demander si leur action de liberté, d'égalité, de fraternité, action aujourd'hui déformée, méconnue, violentée par le régime de répression et de tyrannie qui pèse sur nous, si cette action fut une action virile et résolue ou si elle ne fut pas simplement une attitude théâtrale de duplicité et de cabotinage.

En raison de la ressemblance qui existe entre la République de 1920 et la royauté de 1789, nous éprouvons quelque inquiétude et nous nous demandons si ceux qui, en janvier 1793, ont décapité la monarchie en la personne de Louis XVI ont accompli ce geste uniquement pour remplacer par un Poincaré ou un Millerand (je ne parle pas du fantoche Deschanel), non pas au Louvre ou à Versailles, mais à l'Elysée, le monarque que la France vomissait avec indignation.

Ne nous hâtons pas de juger trop sévèrement l'attitude de ceux qui ont été les précurseurs de la Révolution française. L'action de ces hommes énergiques qui accomplirent cet immense mouvement qui va de 1789 à 1795, tenons-la pour loyale et sincère, pour virile et résolue. S'il y a quelque similitude entre la République d'aujourd'hui et la monarchie croulante de 1789, sachons que cette ressemblance est un défi porté, un outrage jeté aux hommes qui firent la Révolution.

Mais alors, comment expliquer, me dira-t-on, ce contraste singulier entre les faits que nous avons le regret de constater et la pensée, la volonté, l'action de ces hommes ?

C'est que ceux qui ont préparé et plus tard accompli la Révolution française sont tombés dans deux erreurs. Je parle des deux erreurs les plus importantes – ils en ont commis bien d'autres – de celles qu'on peut qualifier de fondamentales, de ces erreurs qui vicent, tôt ou tard mais fatalement, tout un régime.

La première, c'est d'avoir ignoré, méconnu ou sous-estimé l'importance capitale du problème économique. Ils n'ont pas, ces animateurs de la Révolution française, attribué au problème économique la place prépondérante qu'il occupe dans les relations humaines et dans la constitution des Sociétés.

Ont-ils cru à l'attrait irrésistible des idées ? Se sont-ils imaginé, ces idéologues, ces spéculatifs, ces métaphysiciens, qu'il suffirait d'affirmer la liberté, l'égalité et la fraternité pour que, *ipso facto*, c'est-à-dire tout de suite, immédiatement et nécessairement, les hommes à qui on tenait un tel langage devinssent libres, égaux et fraternels ? C'est possible.

Saturés d'esprit religieux – je ne dis pas catholique –, imbus de théories spéculatives, aimant la dissertation basée sur les idées plus que sur les faits, ces hommes ont-ils cru que l'idée détermine le fait et non que le fait détermine l'idée ? C'est encore possible.

Enfin, ont-ils naïvement pensé que résoudre le problème politique et moral c'était en même temps résoudre le problème économique ? Il se peut.

Nous ne pouvons sur ces différents points qu'enregistrer des suppositions.

Toujours est-il qu'ils négligèrent toutes les questions que soulèvent les relations du capital et du travail, la création et l'accaparement des richesses, le transport et la répartition des produits, en un mot le problème économique. Voilà leur première erreur.

Non moins grave est la seconde. Ils ont attribué à la Royauté, au Gouvernement par un seul, à la forme constitutionnelle qui porte l'étiquette de Monarchie, les fautes imputables en réalité à tous les régimes basés sur l'autorité, à tous les États, à tous les gouvernements quelles que soient leurs origines, leur forme, leurs modalités, leur dénomination. Ils n'ont pas compris que, l'État, qu'il soit démocratique ou aristocratique, républicain ou monarchique, c'est l'installation au pouvoir d'une poignée d'individus constitués en caste, selon les temps et selon les lieux, guerriers, nobles ou ploutocrates, qui, après s'être emparés du gouvernement, le font servir aux intérêts et privilèges de leur classe ou de leur caste et se passionnent à la prospérité de leurs propres affaires au détriment de la population asservie par eux.

Tel est l'État, qu'il soit monarchique ou républicain, qu'il s'inspire de la pensée théocratique, aristocratique ou bourgeoise. L'État c'est cela, c'est son rôle, c'est sa raison d'être, c'est sa fonction. Il ne peut pas agir autrement.

Rappelez-vous la thèse que j'ai soumise à votre appréciation et livrée à vos réflexions, mardi dernier, thèse qui consiste à interpréter l'histoire de la manière suivante. Tout mouvement partant du principe d'autorité, tout courant d'opinion, toute action historique basée sur le principe d'autorité retourne au principe d'autorité d'où ce mouvement est sorti après avoir traversé trois phases, : celle du ridicule ou du dédain, celle de l'examen ou de la persécution, celle du triomphe ou de l'escamotage.

Il était fatal que, ne prévoyant pas ce retour à la forme tyrannique, au principe d'autorité, la Révolution, affirmée au début comme un mouvement irrésistible de libération et d'indépendance, revînt à son point de départ, à la tyrannie et à la dictature.

Telles sont les deux erreurs qui ont engendré la faillite de la rédemption bourgeoise. Et ces deux erreurs se sont en quelque sorte conjuguées et ont engendré la situation présente.

Entrons dans le détail de cette faillite sur laquelle je me reprocherais d'insister, tant elle est évidente, si je n'avais la ferme intention de donner à ces conférences un caractère éducatif et d'en faire un enseignement. Entrons dans le détail et cette faillite de la rédemption bourgeoise va apparaître immédiatement certaine, manifeste, indiscutable.

Les grands mouvements historiques ont tous, camarades, une devise qui les résume et qui frappe en même temps le cœur et l'imagination des foules. « *Liberté, Égalité, Fraternité* », telle fut la devise de la Révolution française. Ces mots merveilleux ont été, depuis, tellement galvaudés, ils couvrent aujourd'hui tant de hontes, tant de vilénies, tant de crimes, tant de forfaits, tant de bassesses, que nous avons peine à nous imaginer la magique vertu de cette trilogie. Nous avons peine à croire jusqu'à quel point ces trois mots fulgurants se gravèrent dans la pensée en même temps que dans le cœur des hommes de cette époque, et exercèrent sur eux un prestige et une fascination incomparables. Cependant cela est vrai.

« *Liberté ?* » La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, cette chartre qui devait réunir, grouper toutes les consciences et tous les cerveaux de l'époque, débutait par cette affirmation magnifique : « Tous les hommes naissent libres ! »

« *Égalité ?* » Cette même Déclaration continuait par cette affirmation qui, étant donnée l'époque, était superbement révolutionnaire : « Tous les hommes naissent égaux ! »

« *Fraternité ?* » Et enfin, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen affirmait : « Tous les hommes sont frères ! »

O puissance du verbe ! Dois-je m'en réjouir ou m'en attrister ? O magie des mots ! C'est cette trilogie qui, s'élevant au-dessus des monarques, des nobles, des clergés de toutes les castes qui représentaient le passé, c'est cette trilogie qui fit trembler les rois, les seigneurs et les prêtres et jeta dans le cœur des hommes une exaltation sans précédent.

Qu'en avons-nous fait de ces trois mots incomparables ? Est-ce qu'ils trouvent leur application dans la démocratie de nos jours ? Nous allons le voir.

Analysons d'abord la Liberté.

Liberté, voilà un des plus beaux mots de la langue française. C'est au nom de la liberté que les hommes se sont levés, qu'ils ont de temps en temps tenté de briser leurs chaînes pour conquérir la liberté de l'estomac, la liberté de l'esprit, la liberté du cœur. Ce mot magique a soulevé les foules et les a portées, frémissantes, sur la route du progrès. C'est par centaines, c'est par milliers que des héros ont succombé pour la liberté, laissant dans le sillon de l'histoire la trace de leur sang, fécond et régénérateur. Oui : « Liberté » est certainement un des mots les plus beaux, les plus magnifiques de notre langue. Il exprime le bien suprême, sans lequel les autres ne sont rien. Soyez heureux matériellement, ne manquez de rien, mais soyez enfermés, isolés, captifs

et dans l'impossibilité de communiquer avec vos frères en humanité, manquez de ce bien précieux qu'est la liberté, et vous aurez beau avoir tout le reste, vous manquerez de tout.

De quelles libertés jouissons-nous ?

Ou, plus exactement, quelles sont les libertés que nous avons conquises ? Car vous pensez bien que ces libertés si infimes que nous possédons aujourd'hui, on ne nous les a pas données. Nous les avons arrachées à l'adversaire, conquises de haute lutte. Quelles sont ces libertés conquises ?

En principe, nous les possédons toutes. Mais en réalité, nous n'en exerçons aucune. Nous avons théoriquement le droit de penser, d'écrire, de parler, de circuler, d'aller et de venir, de nous réunir, de manger à notre guise, de nous loger et de nous vêtir à notre convenance... Oui, en droit, nous possédons toutes ces libertés ; mais en fait nous n'en possédons aucune.

Un exemple. Prenons, si vous voulez, la liberté de penser, elle semble incontestable. Mais nous ne possédons même pas cette liberté-là. J'entends un bourgeois protester et me dire : « Vous êtes fou en prétendant qu'on n'a pas la liberté de penser ; qui vous empêche de penser comme bon vous semble ? Personne n'apporte d'entrave à la liberté de penser de qui que ce soit. Vous êtes injuste, vous êtes un homme de parti pris. Vous commencez par déclarer que nous ne jouissons pas de cette liberté primordiale qui s'appelle la liberté de penser ? Allons donc ! ».

Je réponds : « Ne jouons pas sur les mots. Quand je parle de la liberté de penser, qu'implique cette liberté ?

Elle implique trois choses. Premièrement, la pensée, car pour que la pensée soit libre, encore faut-il qu'elle existe. Deuxièmement, la pensée libre. Troisièmement, l'expression libre de cette pensée libre. En dehors de ces trois éléments constitutifs de la liberté de penser, il n'y a pas de liberté de penser.

Examinons-les. La pensée, d'abord. Est-ce que tout le monde pense ? Est-ce que tout le monde a la possibilité de penser ? Mais l'action de penser nécessite une sorte de mécanisme avec lequel il faut se familiariser. Le fait de penser exige des connaissances qui permettent à la pensée de se former et de se développer. La pensée est une fleur délicate, un arbuste fragile, qu'il faut cultiver avec soin, qui ne se développe que lentement et peu à peu. L'enfant qui naît ne pense pas. Ce n'est que plus tard, par les enseignements, les observations, les sensations venues de l'extérieur que la pensée, petit à petit, se forme. Ah ! que j'en connais des hommes et des femmes qui ne pensent à rien, quoique parvenus à l'âge de raison ! S'il n'y en a pas ici parce que vous êtes studieux, vous en connaissez bien, vous aussi, qui traversent la vie sans voir, sans entendre, comme s'ils étaient par la nature frappés de cécité ; comme s'il leur était impossible d'ouvrir l'oreille aux bruits de l'extérieur, pauvres d'esprit ne comprenant rien, fermés à tout, parce que toute pensée est inexistante chez eux.

Il faut donc, pour qu'il y ait liberté de pensée, qu'il y ait d'abord pensée.

En second lieu, il faut qu'il y ait pensée libre. Mais une pensée n'est libre qu'à une condition : c'est qu'au lieu d'entendre un seul son de cloche, on entende tous les sons de cloche, on connaisse la pensée voisine, la pensée contradictoire, le pour et le contre, afin de comparer et de comprendre. Alors, et alors seulement la pensée se dégage avec indépendance et liberté.

Enfin la liberté de penser implique cette troisième condition : la faculté d'exprimer librement, par la parole ou par l'écrit, sa pensée libre. De quoi me sert de penser, si je ne puis pas exprimer ma pensée ? Cette pensée alors, au lieu d'être un bien, devient pour ainsi dire un mal, puisque, au lieu d'avoir la joie de l'exprimer, j'ai la douleur de l'étouffer en moi.

Croyez-vous maintenant que nous soyons libres de penser ? Avais-je raison lorsque, tout à l'heure, je disais que nous ne possédons même pas cette liberté ? En réalité, personne ne possède et n'exerce ce droit de penser librement, les uns parce qu'ils ne pensent pas, les autres parce qu'ils ne pensent pas librement, les troisièmes enfin parce que, s'ils pensent et pensent librement, ils ne peuvent pas exprimer librement leur pensée.

Il n'y a que ceux dont la pensée est esclave et se courbe docilement devant l'aristocratie du moment, religieuse ou civile, il n'y a que ceux-là qui ont le droit de penser et d'exprimer leur pensée. Mais les autres, ceux qui pensent librement, d'une façon indépendante, s'ils veulent dire ce qu'ils croient être la vérité, ceux-là sont persécutés et calomniés pour que la foule ne prête pas l'oreille aux vérités qu'ils proclament.

Autre exemple : la liberté du travail ? J'entends encore un bon bourgeois me dire : « Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Bien sûr qu'elle existe, cette liberté. Il y a même des lois qui l'assurent et la protègent, et quiconque veut l'entraver est considéré comme dangereux ou criminel, poursuivi et condamné. Vous voyez bien que la liberté du travail existe. »

Je réponds : « La liberté du travail présuppose la faculté de travailler ou de ne pas travailler. Si le travail est imposé, si je n'ai pas la liberté de travailler ou de ne rien faire, c'est que je suis obligé de travailler. L'obligation n'est pas la liberté, ça en est tout le contraire. La liberté de travailler, seuls les bourgeois la

possèdent. Ils ont la liberté de travailler ou de ne rien faire ou de faire travailler les autres. Et c'est en général le seul mode d'activité auquel ils ont recours. Ils préfèrent pour eux-mêmes la fainéantise. Le travailleur, lui, n'est pas libre de travailler, mais obligé de travailler puisqu'il est pris dans cette alternative : travailler ou mourir de faim. »

Je fais une supposition. Hélas, ce n'est qu'une hypothèse. Je suppose que des travailleurs se soient emparés d'un capitaliste puissant, riche. Je ne désigne personne. Chacun de vous pourra, dans sa pensée, supposer X, Y ou Z. Disons simplement qu'il s'agit d'un millionnaire, d'un capitaliste puissamment riche.

Bons garçons, pas méchants, les travailleurs qui se sont emparés de cet homme, ne lui veulent aucun mal, n'attendent pas à sa vie. Ils se bornent tout simplement à l'enfermer, à le garder de façon qu'il ne puisse pas s'évader. Ils en font en quelque sorte leur otage. Vingt-quatre, trente-six, quarante-huit heures s'écoulent. Le millionnaire captif commence à trouver le temps long. Il frappe, il appelle, on vient.

– Que désirez-vous ?

– J'ai faim, j'ai soif, je voudrais manger et boire.

– Très bien, vous allez boire, vous allez manger, que désirez-vous manger et boire ?

– Oh ! n'importe quoi ; je ne serai pas difficile, j'ai faim ; vous me donnerez si vous voulez des pommes de terre, des harengs. Si ça vous fait plaisir, un morceau de pain et du fromage et une demi-bouteille de vin, je m'en contenterai.

– Parfait, on va vous servir ; mais vous savez : c'est cent mille francs.

– Cent mille francs ! C'est une plaisanterie ! Ce n'est pas possible !

– Oh ! vous êtes libre, entièrement libre ; ce n'est pas nous qui avons faim et soif, c'est vous : vous êtes libre de payer ou de ne pas payer le prix que nous vous demandons ; mais si vous voulez boire et manger, c'est cent mille francs ; c'est à prendre ou à laisser. Personne ne vous force.

Tout d'abord exaspéré, notre homme rentre dans sa prison et ne veut rien savoir. Mais vingt-quatre, trente-six, quarante-huit heures s'écoulent encore. Tout le monde n'est pas comme l'héroïque maire de Cork, et notre homme, qui avait l'habitude de manger à sa faim copieusement finit par se dire : « C'est bien embêtant de payer cent mille francs ce qui vaut cent sous, mais après tout c'est encore plus embêtant de ne pas manger. » Et il finit, tout en protestant, par accepter les conditions qu'on lui impose.

Eh bien, travailleurs, estimez-vous que cet homme est libre ? Qu'ayant besoin de boire et de manger, il est entièrement libre de le faire ou de ne pas le faire ?

Maintenant retournez le problème. Et ceci, ce n'est pas une supposition, hélas, c'est une douloureuse réalité. Celui qui n'a pas d'argent va à travers le monde et dit :

– J'ai faim, j'ai soif, j'ai froid.

Et le patron capitaliste vient et lui dit :

– Vous avez faim mon ami, je vais vous donner à manger, mais vous savez, il vous faudra travailler, dix heures par jour pour douze francs de salaire.

Le travailleur répondra :

– C'est trop bon marché, comme tout à l'heure le capitaliste à qui on demandait cent mille francs disait : C'est trop cher. Dix heures de travail et douze francs de salaire, je ne pourrai pas vivre avec cela !

Et le patron de lui répondre :

– Oh ! vous êtes libre, entièrement libre, tout ce qu'il y a de plus libre ; grâce à la Révolution française, vous n'êtes plus, comme votre grand-père, l'esclave obligé de travailler parce qu'il appartenait à son maître... Vous êtes libre, tout ce qu'il y a de plus libre. Mais moi aussi, je suis libre de vous occuper ou non et si vous ne voulez pas travailler dix heures pour douze francs par jour, c'est à prendre ou à laisser.

Telle est, camarades, votre liberté. Je vais peut-être soulever quelque étonnement en disant : le travail ne sera libre que lorsqu'il sera obligatoire pour tous.

Alors il n'y aura plus de parasites.

Les parasites peuvent se dispenser de travailler parce que les autres, ceux qui ne sont pas des parasites, sont dans la nécessité de travailler et de produire pour ceux qui ne produisent pas. Le jour au contraire où il n'y aura plus de parasites, tout naturellement le travail deviendra obligatoire, tout au moins moralement obligatoire, et ce sera justice. Il n'y a dans la vie que deux gestes indispensables. On peut se passer de gouvernement, de police, de magistrature, de parlement, d'armée, mais on ne peut se passer de travailler ni de consommer. Produire et consommer sont les deux gestes indispensables de la vie. Les bourgeois ne connaissent que l'un d'eux : consommer ; ils ne connaissent pas l'autre : produire. On ne peut consommer que ce qui a été au préalable produit. Or, si pour vivre il faut consommer, ceux qui veulent vivre ont le devoir de produire. Ce n'est pas une obligation imposée par X, Y ou Z, mais par la vie même. « Si tu ne produis pas, tu ne mangeras pas ! » Le travail ne sera libéré que lorsque tout le monde sera obligé de mettre la main à la pâte.

Un dernier exemple. On s'imagine que nous avons tous la liberté de manger à notre faim et ce qui nous plaît. Oui, travailleur, tu as le droit de manger tous les jours un perdreau truffé arrosé de champagne. Je te mets au défi de trouver dans le code un article qui t'interdise de manger tous les jours ce perdreau truffé arrosé de champagne. Ton droit est absolu, mais il est platonique. As-tu le moyen de te procurer champagne et perdreau ? Non. Or le droit n'est rien sans la possibilité d'en user. Le riche, le capitaliste, le banquier peuvent, si cela leur fait plaisir, absorber les mets les plus délicats et les arroser des crus les plus exquis. Ils en ont non seulement le droit, mais la faculté, les moyens. Toi, au contraire, prolétaire, tu n'as que le droit platonique. Tu n'as donc pas même le droit de manger à ta guise.

Les exemples que je viens de citer sont des plus criants et je ne veux pas pousser plus loin cette démonstration. Je me borne simplement à dire que hommes, femmes, enfants, vieillards, tout le monde porte des chaînes et que les bagnes et les prisons ne sont que l'image de la captivité dans ce qu'elle a de plus douloureux. Attentats à la liberté commis sur l'enfant à l'école, sur le jeune homme à la caserne, sur l'adulte à l'usine, sur le vieillard dans les hospices, sur les malades dans les hôpitaux, attentats à la liberté partout et sur tous ! Nous sommes censés avoir toutes les libertés : en réalité nous n'en avons aucune.

Un notable bourgeois, qui joue au démocrate. me dit :

« Eh bien ! soit, en ce qui concerne la liberté je vous donne raison et reconnais avec vous que depuis 1789 nous n'avons guère progressé dans ce domaine ; mais rendez justice aux progrès accomplis dans le domaine de l'égalité. Il n'y a plus aujourd'hui ni castes, ni classes. Les inégalités ont disparu. Nous vivons au sein d'une démocratie véritable et, comme dit l'autre, la démocratie coule à pleins bords. Par le travail et l'économie, tout le monde peut devenir riche, de même que par le savoir et le talent tout le monde peut atteindre aux dignités et au pouvoir, même à la première magistrature de l'État qui peut être exercée par un paysan adroit, comme, dans le domaine économique, la fabrique la plus considérable peut être dirigée par un ouvrier intelligent. Vous voyez bien que l'égalité existe... »

Il y a longtemps que je connais cette chanson dont les couplets valent le refrain comme le refrain vaut les couplets. Mais il ne s'agit pas de chanter, il faut vivre. Or, tout ce qui existe : sol, sous-sol, instruments de travail, les maisons que nous habitons, les vêtements que nous portons, les bibliothèques dans lesquelles sont accumulées toutes les connaissances humaines, les musées dans lesquels sont entassés tous les trésors artistiques de l'humanité, en un mot tout cet entassement de richesses et cette accumulation de trésors qui caractérisent notre société contemporaine, tout cela ce n'est pas l'œuvre de quelques-uns, d'une minorité ni d'une majorité, c'est l'œuvre de tous. Il a fallu le travail opiniâtre, le labeur persévérant de toutes les générations qui nous ont précédés dans l'histoire pour arriver à un résultat aussi merveilleux dans le domaine de la science, de l'art, de l'industrie, de l'agriculture, etc. Ce n'est pas seulement aux patientes recherches de quelques savants ou de quelques inventeurs que nous devons l'automobile, l'aviation, les chemins de fer, la navigation, le machinisme et les autres progrès de la science, c'est aux recherches obstinées de tous les hommes qu'est dû tout cela. Par conséquent cela devrait constituer le patrimoine de tous, l'héritage commun. Il n'en est rien. Quelques hommes, groupés en classe possédante et dirigeante, se sont taillés la part du lion dans ce patrimoine. Ils ont tout pris, ne laissant aux autres, que ce qu'ils ne pouvaient pas utiliser eux-mêmes. Vous voyez bien qu'il n'y a pas d'égalité.

Vous prétendez que les castes ont disparu ? Mais les classes ont persisté. Il y a aujourd'hui comme autrefois ceux qui sont riches et ceux qui sont pauvres, ceux qui travaillent et ne possèdent rien, et ceux qui ne travaillent pas et possèdent tout.

Vous dites : « Tout de même ce n'est pas comme autrefois ; il y avait d'une part les nobles et d'autre part les roturiers ; aujourd'hui les riches, les millionnaires ne pourraient pas se permettre les violences que se permettaient les seigneurs d'autrefois envers les manants. »

Oui, c'est possible. Mais je n'en suis pas encore très sûr. Les millionnaires d'aujourd'hui y mettent peut-être plus de formes. Mais ce n'est pas qu'ils n'aient la tentation d'imiter les seigneurs d'autrefois ; seulement le prolétaire d'aujourd'hui ne tolérerait pas de telles façons !

« Et puis, ajoute le bourgeois, il n'y a plus aujourd'hui, entre les uns et les autres, les barrières infranchissables qui séparaient ceux-ci de ceux-là. »

Je ne vous le fais pas dire : barrières infranchissables ! Mais, s'il n'y avait plus de barrières, vous n'auriez pas besoin d'ajouter qu'elles ne sont plus infranchissables. Dire qu'il n'y a plus de barrières *infranchissables*, c'est reconnaître qu'il y a tout de même encore des barrières.

Aujourd'hui on appelle cela la *barricade*.

Vous dites que tel qui était pauvre a pu devenir riche ? Mais si la situation de X, Y ou Z s'est modifiée, il n'y a eu qu'un changement de personne ; celui qui était à droite est passé à gauche, celui qui était à gauche est passé à droite, mais en réalité la barricade reste quand même. Elle reste debout, comme le veau d'or.

Les titres nobiliaires ont été abolis ? Peut-être. Mais que faites-vous des titres de rente ? La féodalité de la finance existe toujours. Jadis la richesse appartenait à quelques familles nobles. Aujourd'hui, elle appartient à environ dix mille individus, industriels, commerçants, banquiers. On rencontre ces gens, dans toutes les grosses affaires, dans toutes les vastes entreprises, dans toutes les spéculations. Ils constituent la vaste association de malfaiteurs qui fait peser sur nous sa tyrannie ; ils s'entendent comme larrons en foire. Quand ils font semblant de se quereller, leurs querelles sont plus apparentes que réelles. Elles ne sont que de surface. Quand ils ont l'air de se faire la guerre, ils se réconcilient sur notre dos et leurs querelles s'apaisent, aussitôt que nous leur inspirons quelques craintes.

Plus de castes ?

Si vous voulez, mais il y a deux classes antagoniques, deux classes dont les intérêts sont irréductiblement opposés. Tout ce qui fortifie l'une affaiblit l'autre. Quand l'une s'enrichit, l'autre s'appauvrit. Quand l'une avance, l'autre recule. C'est mathématique et c'est fatal. Pourquoi ? Parce que la richesse et le pouvoir des uns sont faits de la pauvreté et de l'asservissement des autres.

Je veux insister sur ce point fort important parce que je veux le rattacher non seulement à la banqueroute de l'égalité, mais aussi à la faillite de la fraternité. Et laissez-moi, pour cela, recourir à un de ces moyens oratoires qui me sont familiers : une image.

Voici deux berceaux. Deux enfants viennent de naître ; ils sont venus au monde dans les mêmes conditions ; la nature n'a pas fait d'avance l'un riche et l'autre pauvre. Et cependant, l'un est dans un berceau de paille et de misère, l'autre est dans un berceau de dentelle et de soie. Ce dernier trouve cent mille francs de rente dans son berceau. Il a la bonne fortune d'appartenir à une famille millionnaire. Et l'autre, que trouve-t-il dans ce berceau ? Rien, me direz-vous ? Erreur.

Tout le monde trouve quelque chose dans son berceau : les uns des rentes, les autres des dettes. Si l'on trouve cent mille francs de rente dans son berceau, c'est parce que dix, vingt, trente, cinquante autres enfants trouvent cent mille francs de dettes dans le leur. Et cela se comprend. Posséder cent mille francs de rente, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire pouvoir dépenser chaque année, en objets de toute nature, jusqu'à concurrence de cent mille francs, sans être obligé de produire soi-même la valeur d'un centime. Or, il est évident que consommer ce qu'on ne produit pas soi-même, c'est consommer ce qui a été produit par les autres, et ce sont ces dix, vingt, trente, cinquante enfants pauvres qui auront à produire, leur vie durant, de quoi permettre à l'enfant riche de dépenser chaque année, sans rien faire, ses cent mille francs de rente.

Je crois qu'il est difficile d'expliquer d'une façon plus claire et plus simple cette vérité fondamentale, à savoir que la richesse des uns est faite de la pauvreté des autres comme l'oisiveté dorée des uns est entretenue par le travail excessif des autres.

Et vous voulez que dans un pareil monde il y ait égalité et fraternité ?

Fraternité ? Quelle cruelle ironie ! Les uns ont hérité de tout, les autres ont été dépossédés de tout. Les uns voient s'ouvrir devant eux une carrière magnifique et facile, et l'horizon des autres est déjà sombre quand ils sont petits. Aux uns tous les sourires, toutes les joies ; aux autres toutes les amertumes de la vie. Belle fraternité, vraiment ! Au lieu de partager les joies et les peines, les craintes et les espérances, les douleurs et les satisfactions, les défaites et les victoires, l'abondance et la disette, le contraste de la richesse et de la pauvreté rend la misère plus douloureuse encore !

Avez-vous remarqué le dimanche, les mal vêtus ? Ils semblent encore plus loqueteux que les jours de semaine. Ils paraissent encore plus déguenillés que les autres jours. Pourquoi ? Parce que les bien vêtus sont, ce jour-là, encore mieux habillés. De telle sorte que la misère se trouve en quelque sorte accrue par le contraste existant entre la détresse des uns et l'opulence des autres. A la campagne, les enfants marchent pieds nus. On n'y fait pas attention. Et en ville, quand vous voyez un pauvre enfant n'ayant pas de chaussures à ses pieds, en plein hiver, ne sentez-vous pas qu'il y a là quelque chose de plus poignant encore que si c'était à la campagne ?

Et l'affamé à la porte d'un restaurant ? Que l'on y mange bien ou mal, pour lui ça n'a pas d'importance, cela fût-il mauvais, c'est encore meilleur que rien ! Avez-vous vu la figure d'un affamé, plus contractée par la détresse, quand il se trouve en face d'un restaurant ? Pourquoi ? Parce qu'il y a contraste entre le besoin non satisfait du ventre creux et l'appétit largement satisfait des autres.

Mirabeau, un des plus grands orateurs de la Révolution française, le plus grand peut-on dire, disait : « Je ne connais que trois moyens de vivre, pour celui qui ne possède pas de fortune : mendier, voler ou travailler. »

La parole de Mirabeau est aujourd'hui aussi exacte que lorsque, il y a cent trente ans, ce grand orateur l'a prononcée. Je ne connais pas, pour l'homme qui n'a pas de fortune d'autre moyen de vivre que de mendier, voler ou travailler.

Mendier, lorsqu'on a des bras vigoureux et que l'on peut gagner sa vie en travaillant, c'est une humiliation contre laquelle notre dignité se cabre et s'insurge. Et puis, mendier, c'est défendu ! Les prisons regorgent de pauvres diables qui ont additionné, multiplié les condamnations pour vagabondage et mendicité, et qui passent dans les prisons la moitié de leur vie ! A peine sortis, ils tendent à nouveau la main. C'est un délit. On n'a même pas le droit de mendier et d'être sans le sou !

Voler ! Ma foi, c'est chose dangereuse, je ne parle pas des vautours déployant leurs larges ailes sur les hauts sommets de la finance, de la mercante, de l'industrie ou du commerce et qui, de ces hauteurs foncent impunément sur les passereaux qui s'aventurent dans leurs parages ! Non, je ne parle pas de ces grands rapaces. Je parle du petit oiseau qui grappille, du petit voleur qui prend un morceau de pain ici, une bricole là, qui vit comme il peut, qui se défend selon les circonstances. Celui-là commet un crime, ou un délit, il est châtié ! Et puis, le vol, ce n'est pas un moyen d'existence. Je me garderai bien de le conseiller à qui que ce soit, parce que ça ne nourrit même pas son homme ?

Reste donc le troisième moyen : travailler. Travailler ! Ah, si l'on pouvait toujours travailler ! S'il suffisait de vouloir travailler pour pouvoir le faire ! Je ne dis pas que le problème social serait résolu, mais ce serait toujours un point acquis et un point d'importance. Or, promenez-vous actuellement dans les rues de Paris, allez à la porte de la Bourse du travail, allez dans les permanences de syndicats, allez dans les bureaux de placement, dans toutes les officines où l'on s'occupe de trouver du travail et d'en donner à ceux qui en cherchent, et vous verrez l'interminable queue de chômeurs. Et la crise de chômage n'est encore qu'à ses débuts. Vous verrez dans deux ou trois mois.

Travailler n'est pas au pouvoir de tout le monde. Il faut avoir l'instrument de travail, le sol ou le sous-sol, l'usine, le chantier ou l'atelier. Aussi longtemps que le travailleur n'aura pas les instruments de travail, pour le paysan : le sol ; pour le mineur : la mine ; pour le métallurgiste : l'usine ; pour l'ouvrier du bâtiment : la construction, etc., le droit au travail sera encore problématique.

Et, maintenant, il ne me reste plus qu'à récapituler et à conclure.

J'ai tout d'abord établi que la bourgeoisie, depuis près d'un siècle, fait peser sur la Nation une Dictature de fer.

J'ai démontré que les trois grands principes proclamés par la Révolution française : Liberté, Égalité, Fraternité, ont été et sont odieusement violés.

J'ai prouvé l'existence d'une féodalité capitaliste plus oppressive peut-être que l'ancienne féodalité.

J'ai souligné le contraste scandaleux entre l'opulence des uns et la détresse des autres.

J'ai signalé la formation d'une immense association de malfaiteurs basée sur le vol, le mensonge et la violence.

C'est cet ensemble de constatations et de faits qui affirme la faillite de la Rédemption bourgeoise, après celle de la Rédemption chrétienne.

Pour conclure, je voudrais jeter un coup d'œil sur l'heure présente.

Les prêcheurs de guerre – ces amis de la fraternité ! – ont dit et disent encore : « La guerre a tout changé, les dissensions entre patrons et ouvriers, entre riches et pauvres se sont apaisées dans la fraternité des tranchées. Il s'est établi entre ces hommes confondus dans les mêmes dangers des relations affectueuses, une sorte d'union, de pacte désormais indissoluble. »

D'abord, ce langage n'est pas conforme à la vérité. Il n'y a pas eu entre patrons et ouvriers, entre riches et pauvres, ni à l'avant ni à l'arrière, ni sur le front ni à l'intérieur du pays, cette fraternité dont on nous parle. Ceux qui en sont revenus nous ont formellement déclaré qu'il y avait toujours eu, comme par le passé, ces barrières, ces cloisons étanches entre les officiers et les simples soldats ; sans compter que si, au début, presque tous les hommes valides furent touchés par la mobilisation, on sait que plus tard, quelques semaines après, les riches, les patrons ont tiré parti de leur situation pour se faire réformer ou se faire rejeter dans un service de l'arrière ou se faire embusquer dans un poste quelconque.

Les pauvres bougres, ceux de la campagne surtout, sont restés au danger. Par conséquent cette prétendue confraternité d'armes n'existe pas.

Je serais curieux de savoir quelle est la proportion des riches, des patrons, des privilégiés dans le chiffre de 1 700 000 morts et dans celui de 2 millions de mutilés et victimes de la guerre.

Et, la guerre finie, nous voyons les nouveaux riches former une catégorie de parvenus plus exigeants, plus insolents, plus agressifs que jamais. Cette bande de flibustiers, qui ont tiré parti de la guerre pour ramasser des millions dans le sang, est sans pudeur et sans retenue. Patrons, ils organisent systématiquement le chômage pour mieux exploiter la classe ouvrière, pour lutter contre les huit heures et les hauts salaires. Commerçants, ils organisent la vie chère. Ces forbans sont appuyés par le parlement, par la presse et par le gouvernement tombés dans la plus basse réaction. Aussi, ceux qui sont tentés de parler haut sont arrêtés, emprisonnés et condamnés au silence. La bourgeoisie se sent menacée par la Révolution et, en prévision des

assauts que les ouvriers pourraient diriger contre les usines, les centres industriels organisent des unions civiques et le gouvernement possède une armée de plus en plus considérable de soldats, de policiers et de gendarmes. Elle sent que nous marchons vers une Révolution et dresse contre elle, en éléments étroitement soudés, toutes les forces que groupe ce que j'appelle la *Confédération générale du Vol, du Mensonge et de la Violence*.

Il importe d'opposer à cette dictature de la bourgeoisie, à cette vaste association de malfaiteurs que forment nos adversaires ce que j'appellerai la Confédération générale de la Résistance.

Il est urgent d'appeler à nous tous ceux qui sont las et exaspérés d'être les éternels spoliés, d'être ceux qui produisent toujours et ne possèdent jamais, qui vivent dans les privations tout en créant toutes les richesses.

Faisons appel à tous les êtres de franchise, de loyauté, de droiture, de conscience haute et de volonté ferme, d'esprit clair et de cœur sensible, indignés de voir le mensonge couler à pleins bords et régner en souverain dans la presse et au parlement ; enfin, faisons appel à toutes les énergies, à toutes les volontés qui veulent résister au patronat arrogant et au gouvernement dictatorial que nous subissons.

Ils seraient légion, si on le voulait, ceux que galvaniserait une croisade dirigée dans ce sens contre le vol, le mensonge et la violence capitalistes, à condition que cette croisade soit passionnée et persévérante.

Eh bien, organisons-la et que rien ne nous empêche de la mener jusqu'au bout, jusqu'à ses ultimes conséquences.

Sans doute ceux qui forment la Confédération du Vol, du Mensonge et de la Violence ne manqueront pas de crier qu'il y a là comme un complot dirigé contre la sûreté intérieure de l'État, puisque l'État c'est eux, puisque le vol pratiqué par eux est, pour eux, l'honnêteté, puisque le mensonge est pour eux, la vérité, puisque la violence est, pour eux, la persuasion.

Il est évident qu'ils considéreront qu'il y a là matière à poursuites et qu'en voulant dresser contre eux la Confédération générale de la Résistance nous commettrons un véritable attentat contre la sûreté intérieure de l'État.

Cela, camarades, pour ma part, je l'accepte. Il y a trente-cinq ans que je conspire dans ces conditions et, ne fût-ce qu'une fois dans ma vie, je veux être *jusqu'au-boutiste* : j'entends rester conspirateur *jusqu'au bout*.

(Texte extrait du site libertaire **Bibliolib**)

J. CHAZOFF

DÉMOCRATIE

Extrait de *L'Encyclopédie anarchiste* (1934) et scanné par A.T.

N f., grec *demos*, peuple, et *kratos*, pouvoir. La démocratie est le « gouvernement du peuple ou plutôt un régime politique qui prétend favoriser les intérêts de la masse ». Si le socialisme est, ainsi que le prétend le Dr Gustave Le Bon, « La religion de l'avenir » on peut dire que la démocratie est la religion moderne et que toutes les puissances dites civilisées s'inspirent aujourd'hui de l'idée démocratique, sinon de son esprit. Même les gouvernements d'essence réactionnaire qui exercent sur les populations leur absolu pouvoir et entravent politiquement ou cherchent à entraver tout progrès, ne manquent jamais de se réclamer, dans la direction de la chose publique, des intérêts et de la souveraineté populaires. Cela s'explique, car si, dans le passé, il fut possible aux autocrates d'éloigner le populaire de tout ce qui intéresse la vie d'une nation, c'est qu'ils étaient considérés comme des demi-dieux, nantis d'un pouvoir supérieur, et que la croyance et l'ignorance des hommes favorisaient une telle conception de la vie sociale ; mais Dieu est mort et n'exerce plus sur le monde qu'un pouvoir spirituel. Malgré les empreintes profondes laissées par les religions, malgré leur emprise sur une partie de l'humanité, il n'est cependant plus un individu – à moins qu'il ne soit un fanatique – qui, en notre siècle de modernisme, se laisserait gouverner économiquement au nom d'un Dieu qui apparaît lointain et qui s'éloigne chaque jour davantage. Il faut quelque chose de positif, maintenant, à la collectivité humaine ; l'homme veut être libre et la démocratie, si elle ne lui donne pas la liberté, lui offre tout au moins l'illusoire et l'éphémère satisfaction de se croire libre politiquement, alors qu'il est enchaîné dans les lois économiques dont il forge lui-même les mailles.

Si nous jetons un regard en arrière et si nous faisons une comparaison entre les formes politiques passées et présentes, nous pouvons constater que la démocratie n'est que l'adaptation des classes possédantes aux nécessités intangibles de l'évolution sociale.

Il fut un temps où le fait de posséder la terre donnait au possédant le droit absolu et incontesté de gouverner et il ne serait jamais venu au serf l'idée de réclamer une parcelle d'autorité à son maître. L'autorité se transmettait de génération en génération avec les domaines, et le pouvoir était en conséquence exercé par une aristocratie héréditaire qui se réservait tous les privilèges économiques et politiques.

Les relations d'homme à homme, de pays à pays, de contrée à contrée ; les découvertes de territoires nouveaux et l'intensification du négoce international devaient, en donnant à l'argent une puissance inconnue, transformer cet état de choses et cependant que « les rois se ruinent dans les grandes entreprises et que les nobles s'épuisent dans les guerres privées, les roturiers s'enrichissent dans le commerce. L'influence de l'argent se fait sentir sur les affaires de l'Etat » (Tocqueville). Ces divers progrès ne pouvaient se manifester sans imprimer au peuple une orientation nouvelle et les gouvernements se trouvaient forcément influencés par les nouvelles lois économiques qui avaient leur répercussion sur tout l'ensemble de l'activité sociale. C'est la démocratie qui prenait naissance ; elle se développa graduellement ; elle détruisit la féodalité ; elle sortit victorieuse de sa lutte contre les régimes autocratiques et s'imposa enfin au monde par l'idée de liberté dont elle semblait inspirée.

Si la « république était belle sous l'Empire », la démocratie n'a rien à lui envier en ce qui concerne les désillusions qu'elle a fait naître. En vérité, ce ne fut pas sans crainte que la bourgeoisie, qui n'est en réalité qu'une nouvelle aristocratie, constatait les progrès de la démocratie ; mais, ne pouvant en arrêter l'évolution, elle allait l'adapter à ses besoins et s'en faire une arme contre ceux-là mêmes qui en étaient les plus chauds partisans et les plus fidèles défenseurs. Pour donner au peuple l'illusion de la liberté absolue, pour le convaincre de sa puissance en matière politique, on le laissa se gouverner lui-même ou plutôt on lui en laissa l'apparence et lorsqu'en 1848, après bien des hésitations, la bourgeoisie française accorda au peuple le suffrage universel, elle fut bien vite rassurée sur les dangers de la démocratie, car, en raison de son ignorance, le peuple envoya aussitôt à l'Assemblée constituante une majorité de réactionnaires.

La bourgeoisie comprit alors tous les avantages que présentait pour elle la démocratie et elle s'efforça d'en consolider les bases tout en en conservant la direction et « On comprend alors pourquoi les hautes classes ont définitivement abandonné toute idée de restauration monarchique ou césarienne, et pourquoi elles

soutiennent de toute leur influence et de leur argent, les journaux et les candidats démocrates de tout poil et de toute nuance ». (F. Delaisi, *La démocratie et les financiers*, p. 69.)

Il n'y a donc pas grand-chose de changé ; la démocratie actuelle ne se différencie que faiblement des anciens régimes et si le peuple est souverain, reconnaissons que c'est un souverain plein d'abnégation qui sacrifie tout son bien-être au profit d'une oligarchie occulte qui ne se présente que sous la forme d'un gouvernement qu'il a lui-même nommé.

Qu'a fait la démocratie ? Rien, nous dit Tocqueville ; elle a été abandonnée à ses instincts et il en est résulté *que la révolution démocratique s'est opérée dans le matériel de la société, sans qu'il se fit dans les lois, dans les habitudes et les mœurs, le changement nécessaire* pour rendre cette révolution utile. En quittant l'état social de nos aïeux, on jetait pêle-mêle derrière nous leurs institutions, leurs idées et leurs mœurs ; qu'avons-nous pris à la place ? Le prestige du pouvoir royal s'est évanoui, sans être remplacé par la majesté des lois. Pouvait-il en être autrement ? Anarchistes, nous ne le pensons pas et les démocrates sincères, les démocrates d'hier qui n'ont pas vécu l'expérience de la démocratie, ont commis une profonde erreur en s'imaginant qu'un gouvernement peut être d'émanation populaire alors qu'en réalité le capital est le maître absolu et que c'est lui qui dirige toute l'activité politique, économique et sociale du monde moderne.

Cela peut sembler un paradoxe, surtout lorsque l'on sait que le peuple a la faculté de nommer ses délégués dans les assemblées législatives et que, par conséquent, c'est lui qui exerce le pouvoir par l'intermédiaire des hommes qu'il désigne à certaines fonctions. Nous avons dit plus haut que cela n'était qu'une illusion et il suffit pour s'en convaincre de lire l'œuvre de vulgarisation dû à la plume de Francis Delaisi : *La démocratie et les financiers*. Dans ce petit ouvrage, écrit en 1911, Delaisi nous éclaire sur la façon dont se font les élections en régime démocratique ; il dévoile à nos yeux tous les dessous de l'action parlementaire et aucun doute ne peut subsister sur l'indépendance des Parlements et sur le rôle qu'ils jouent dans les organisations démocratiques. Les gouvernements sont étroitement liés avec les grosses entreprises financières et industrielles et les gouvernants ne sont que des hommes de paille, des pantins que manœuvrent les véritables maîtres qui se cachent derrière le paravent de la démocratie. Les exemples abondent de cette corruption parlementaire et gouvernementale et il n'est pas besoin de fouiller dans le passé pour trouver des preuves du mensonge démocratique. Le capital soutient la démocratie et cela se conçoit, car aucun régime ne lui semble aussi favorable et c'est la raison pour laquelle tous les pays du monde s'orientent de plus en plus vers la démocratie.

Le peuple est souverain ; c'est lui qui est le maître et qui contrôle l'activité économique et politique du pays ; c'est en son nom que se font les lois et c'est en son nom qu'elles sont appliquées ; c'est lui qui veille à ce que les intérêts de la collectivité ne soient pas sacrifiés aux intérêts de quelques particuliers ; en un mot, c'est lui qui gouverne. Voilà l'esprit de la démocratie. Mais étudions-la brièvement dans son activité, dans l'application de son programme. Quelques faits, par leur brutalité, suffiront, nous pensons, à initier les plus crédules.

Nous disons plus haut que les gouvernements démocratiques – comme tous les gouvernements du reste – agissent au nom du peuple, mais en vue d'intérêts particuliers ; qu'on en juge. Les réseaux de chemins de fer français accusent, pour l'année 1925, un déficit de 750 millions de francs et laissent entrevoir pour l'exercice de 1926 une perte de 900 millions de francs. Or, en vertu des lois édictées au nom du peuple français, ce déficit doit être couvert par le gouvernement qui sortira de ses caisses les sommes indispensables à l'équilibre du budget des compagnies ferroviaires. Quelle ne sera pas la stupeur du démocrate assez aveugle pour croire en la vertu du démocratism, en apprenant que les compagnies de chemins de fer ont, en fin d'année 1925, distribué à leur personnel certaines petites gratifications en guise d'étrennes ; en voici le tableau :

Directeur ou assimilé : 100 000 francs ; sous-directeur général : 60 000 ; ingénieur en chef : 50000 ; ingénieur en chef adjoint : 40 000 ; ingénieur : 30000 ; inspecteur principal : 20 000 ; inspecteur principal adjoint : 15 000 ; chef de gare : 800 ; sous-chef de gare : 600 ; commis facteur : 400 ; hommes d'équipe : 60.

Il n'est pas besoin de signaler la gratification dérisoire accordée au personnel inférieur et l'allocation princière touchée par l'état-major ; mais ce qui mérite d'être souligné, c'est que c'est le peuple qui est obligé, en vertu de son « pouvoir démocratique », de payer aux parasites sociaux des sommes fabuleuses et que si la somme d'impôts augmente chaque année, c'est que la démocratie est un foyer autour duquel viennent se grouper tous les profiteurs ignorés des classes laborieuses.

Le fait que nous signalons ci-dessus n'est pas un accident, un cas isolé, un crime pourrait-on dire, mais une chose normale, inhérente à la démocratie ; c'est la démocratie tout entière. Le monde moderne a été transformé en une vaste société anonyme à la tête de laquelle se trouve un conseil d'administration tout-puissant, et ce conseil est asservi aux grandes entreprises financières et industrielles qui détiennent en leur pouvoir toute richesse économique.

Que l'on prenne les banques, les grandes entreprises de transport, l'industrie métallurgique et minière, les grandes administrations d'intérêt public, tout ce qui touche enfin à la vie active d'une nation, et l'on s'aperçoit que tous les rouages de l'économie sociale ont été abandonnés à quelques barons, véritables monarques qui, sur des monceaux d'or, président aux destinées de l'humanité.

La démocratie a accompli ce tour de force : d'emprisonner le peuple dans la liberté. Elle lui a donné la liberté, mais elle lui a retiré les moyens de s'en servir. Elle lui permet d'accéder aux plus hautes fonctions, mais elle a élevé des barrières pour qu'il ne puisse pas y parvenir ; elle a déclaré que tous les individus étaient égaux, mais elle a maintenu les privilèges qui sont une source d'inégalité ; elle a affirmé que rien ne pouvait se faire sans son assentiment et sans sa volonté, mais elle a livré au marché de la concurrence le domaine politique des nations et, même dans les tragédies périodiques engendrées par les appétits particuliers, la démocratie ne peut rien contre les forces mauvaises qui la dirigent.

« Les nations se déchirent aujourd'hui comme alors, et peut-être avec plus de furie ; mais alors les peuples n'étaient pas consultés, tout dépendait de la volonté de princes que leur intérêt privé, guidait essentiellement, et qui avaient plus ou moins le sentiment des intérêts des nations. Aujourd'hui les peuples sont consultés ou paraissent l'être ; ils apportent à l'exécution des plans qu'on leur propose une adhésion plus formelle et mieux constatée ; ils semblent agir par eux-mêmes, et cependant, ils ne réussissent qu'à être des instruments ou des victimes. » (Léon Ferr, *Revue des Deux Mondes*, mars 1871.)

Et c'est en effet bien ainsi que cela se passe. On semble consulter le peuple, alors qu'en réalité on lui en impose et qu'on lui fait accepter, sous le fallacieux prétexte de sa souveraineté, les pires ignominies. Peut-on expliquer autrement les guerres qui ravagent l'humanité et plus particulièrement l'horrible boucherie de 1914 ?

Ce qui fait la puissance de la démocratie, c'est que le peuple n'arrive pas à comprendre que l'on puisse le bernier à ce point, et que, dans sa confiance naïve, il s'imagine que la puissance politique peut avoir raison des forces économiques qui subordonnent en réalité toute l'activité politique. Dans son ignorance, le peuple détache le politique de l'économique ; il ne voit pas l'étroite corrélation qui existe entre ces deux organes essentiels de la vie collective et se figure que la politique à laquelle il accorde toute sa confiance, est un facteur d'évolution et de libération sociale alors qu'elle n'est, prise telle qu'elle se présente à nous dans les sociétés démocratiques, qu'un facteur d'asservissement.

Dans son dernier ouvrage *Les contradictions du monde moderne*, Francis Delaisi, après une étude approfondie de la situation créée par la grande guerre, est obligé de reconnaître non seulement l'erreur de la démocratie mais aussi ses dangers. « La souveraineté nationale, qui est apparue pendant un siècle comme la suprême garantie de sécurité pour les personnes et les entreprises, est maintenant, pour les unes et pour les autres, le suprême danger » (*Les contradictions du monde moderne*, p. 533). Nous pensons cependant que Francis Delaisi se trompe lorsqu'il pense conjurer le péril en séparant le politique de l'économique et qu'il déclare que « la séparation du politique et de l'économique amènera la fin des guerres d'affaires ». Il se trompe encore lorsqu'il pense que la Constitution des Etats-Unis d'Europe mettra fin aux grands conflits qui ensanglantent l'humanité. Normann Angell, dans *La Grande Illusion* soutient également cette thèse et, pourtant, elle nous semble erronée. L'exemple de l'Amérique et de ses grandes républiques fédérées n'est pas suffisant pour ébranler les doutes qui nous animent, car s'il est possible de concilier les intérêts particuliers d'une fraction, il est impossible de concilier, dans un régime basé sur le Capital, les intérêts particuliers de toute l'humanité.

La constitution des Etats-Unis d'Europe et par extension des Etats-Unis d'Amérique est une nouvelle illusion dont on cherche à griser les peuples, illusion dangereuse et meurtrière, car les peuples souffriront de cette expérience. Elle est fondée sur une conception fautive puisque ce ne sont pas les divisions d'ordre politique qui déchaînent les grands conflits, mais les divisions d'ordre économique. Or l'unité économique ne peut être réalisée dans un monde dont le capitalisme est le moteur. Le capital n'est pas un facteur d'union, mais de désunion, et tant qu'il sera la source de toute l'activité humaine, la misère règnera en maîtresse sur le monde.

Séparer le politique de l'économique est inconcevable ; c'est peut-être une idée généreuse, mais elle ne peut se matérialiser, se réaliser dans l'ordre social actuel. La politique est le paravent derrière lequel se cachent les grands magnats de la finance et de l'industrie, c'est elle qui permet au capital d'évoluer librement à travers un monde d'ignorants et d'asservis, c'est elle qui sert de trait d'union entre la liberté factice du peuple et la liberté réelle des gouvernants ; c'est le cerveau de la démocratie.

La démocratie nationale a déjà conçu cette erreur que la souveraineté du peuple éloignera tous les fléaux inhérents à la féodalité ; la démocratie internationale qui repose sur la même erreur engendrera les mêmes fléaux.

Il n'y a de bonheur que dans la liberté et il n'y a de liberté que par la révolution. Il faut choisir. La guerre ou la Révolution. Il n'y a pas de milieu. Les mystiques de la démocratie devront s'incliner. La guerre nationale ou internationale ne peut être effacée par la réforme incomplète des institutions modernes ; elle continuera ses ravages et ses crimes, tant que la population mondiale sera divisée en deux classes : l'une opprimée, l'autre oppressive. La démocratie ne peut concilier les intérêts de ces deux classes. Le voudrait-elle, les moyens lui manquent, elle n'en aurait pas la possibilité.

Il faut choisir. Il est des hommes qui se refusent à prendre la position qu'il convient. Passifs dans leur lâcheté, ils ne veulent être ni pour la guerre, ni pour la révolution. Ce sont des neutres ballottés au gré des événements, qui ne savent pas où ils sont, qui ne savent pas où ils vont. Nourris au lait démocratique, ils espèrent encore en la puissance des dieux politiques pour amener au port le frêle bateau perdu dans l'océan. Ils ne veulent ni la guerre ni la révolution. Ces hommes me font l'effet d'un moribond qui, sur son lit de souffrance, se débat contre la camarde en criant qu'il ne veut pas mourir. Il mourra cependant. Il n'est aucune puissance qui puisse arrêter la mort ; il n'est aucune puissance qui puisse arrêter la guerre ou la Révolution.

La démocratie c'est la guerre ; la Révolution, c'est la paix. La Révolution écrasera la guerre ; la démocratie, héritière des régimes autocratiques, dernier repaire de la finance et de l'industrie, ultime sauvegarde du Capital et de l'autorité, doit disparaître ; ou alors l'humanité doit s'attendre à vivre des journées sombres et sanglantes avant de s'écrouler dans une tragédie qui n'a pas de précédent dans l'histoire des peuples.

– J. CHAZOFF.

ARCHINOFF : Démocratie

La démocratie est une des formes de la société capitaliste et bourgeoise. La base de la démocratie est le maintien des deux classes opposées de la société moderne : celle du travail et celle du capital, et *leur collaboration sur le fondement de la propriété capitaliste privée*. L'expression de cette collaboration est le Parlement et le gouvernement national représentatif.

Formellement, la démocratie proclame la liberté de la parole, de la presse, des associations, ainsi que l'égalité de tous devant la loi. En réalité, toutes ces libertés ont un caractère très relatif : elles sont tolérées tant qu'elles ne contredisent pas les intérêts de la classe dominante : la bourgeoisie.

La démocratie maintient intact le principe de la propriété capitaliste *privée*. Par là même, elle laisse à la bourgeoisie le droit de tenir entre ses mains toute la presse, l'enseignement, la science, l'art, ce qui, en fait, rend la bourgeoisie *maîtresse absolue du pays*.

Ayant le monopole dans la vie économique, la bourgeoisie peut établir son pouvoir illimité aussi dans le domaine politique. En effet, le Parlement et le gouvernement représentatif ne sont, dans les démocraties, que les organes exécutifs de la bourgeoisie.

Par conséquent, la démocratie n'est que l'un des aspects de la dictature bourgeoise, mêlée sous des formules trompeuses de libertés politiques et de garanties démocratiques fictives.

Extrait de *L'Encyclopédie anarchiste* (1934) et scanné par A.T.

Démocratie et élections (2004)

(...) J'ai écrit que " dans le système capitaliste, les dés " démocratiques " sont pipés et que l'acte électoral dans le secret de l'isoloir est le plus souvent un acte irrationnel... ". Devant cette affirmation, Philippe Corcuff me demande si je veux dire " qu'il faut aller plus loin que les acquis du libéralisme politique... " ou si je crois que " ces acquis n'existent pas, que c'est un leurre (...) et que les démocraties libérales et les régimes autoritaires, voire totalitaires, c'est bonnet blanc et blanc bonnet ".

La question ainsi posée est soit très stupide, soit très mal posée. Pour moi, la vraie question est de savoir si la démocratie et le capitalisme sont inséparables. Si l'on ne peut pas avoir l'un sans l'autre. Sans discuter ici de la pertinence du concept de " capitalisme d'État ", on doit noter que le capitalisme libéral peut fort bien se passer de démocratie (Chine actuelle, Chili de Pinochet...). Des exemples historiques montrent que des formes démocratiques (communautés villageoises par exemple) ont existé dans les sociétés pré-capitalistes. C'est pourquoi, je poserai l'hypothèse que la rencontre historique entre démocratie et capitalisme est fortuite et que le second a en partie phagocyté la première.

Je l'ai dit plus haut, le problème du socialisme, notamment à la suite de Marx, c'est qu'il a renoncé à penser son projet, son contenu. Il nous reste donc à penser les mécanismes possibles d'une autre démocratie : un vaste chantier...

Quant à " bonnet blanc et blanc bonnet ", c'est un piège à ultra-gauches. En ce qui concerne les anarchistes, ils n'ont pas été les derniers, dans l'histoire, à se battre pour défendre les libertés et les droits des gens. Si la « démocratie » ou plutôt la république pour ce qui concerne la France n'a pas toujours été en odeur de sainteté, c'est aussi parce qu'elle a sur ses mains beaucoup de sang ouvrier.

En Suisse – le pays le plus démocratique du monde – on dit souvent que la démocratie use ceux qui s'en servent et s'use quand on s'en sert. Dans ce pays, on vote très souvent sur des initiatives populaires (avec 100 000 signatures de citoyens, un nouvel article constitutionnel est proposé au vote) et des référendums (50 000 signatures permettent de demander un vote populaire sur une loi adoptée par le Parlement). Curieusement, tout cela n'est guère favorable au progrès social. Ces vingt-cinq dernières années, le peuple suisse a refusé en votation : la limitation du temps de travail à 40 heures hebdomadaires, la retraite à 60 ans (mais a par contre accepté que l'âge de la retraite des femmes passe de 62 à 64 ans), l'assurance maternité. Chaque fois que l'occasion lui en est donnée, il réduit le droit d'asile, etc. Dernier succès populaire en date : l'inscription dans la constitution fédérale du principe de l'internement à vie pour les délinquants dangereux !

En Suisse, les militants, y compris d'extrême gauche, consacrent une grande part de leur énergie à récolter des signatures et à faire des campagnes électorales au détriment de l'action directe. Un exemple : il y a quelques années une nouvelle loi réduisant les prestations de chômage a été voté au Parlement. Les comités de chômeurs ont récolté les 50 000 signatures nécessaires, ont fait campagne et ont gagné. Peu après, le Parlement a voté une nouvelle loi restrictive (le nombre maximum de jours chômés rétribués passant de 520 à 400 jours pour les moins de 55 ans), les comités de chômeurs se sont à nouveau mobilisés, mais cette fois-là, le gouvernement a mis le paquet et l'a emporté en votation. Après ça, allez organiser des manifestations de chômeurs... Ils ne bougent plus, car ils n'ont plus guère de légitimité face au refus populaire.

À l'aube du XX^e siècle, des anarchistes comme Émile Pouget dénonçaient, au sein de la CGT, la tyrannie souvent conservatrice, voire réactionnaire des majorités... Ils n'ont pas toujours été compris. Pourtant c'est qui se passe aujourd'hui en Suisse : le souci premier de l'électeur moyen, c'est son porte-monnaie (et sa sécurité). Les propositions favorables à des minorités (étrangers, handicapés, jeunes, pauvres...) ont peu de chances de passer. Par contre, s'il s'agit de payer moins d'impôts, la majorité n'est pas difficile à trouver !

La question des élections

Philippe Corcuff écrit : " Pourquoi mettre la frontière à priori, de manière définitive, du côté des institutions électorales et parlementaires ? Pourquoi seraient-elles plus corruptrices que la participation au travail salarié, à la consommation, aux cadres familiaux existants, à l'école, etc. ? ".

Je pense avoir montré, ci-dessus, combien le recours aux mécanismes démocratiques est susceptible de stériliser les mouvements sociaux. Je voudrais aussi rappeler que le refus de l'électoratisme constitue un principe fondateur du mouvement anarchiste, un élément déterminant de son identité, car c'est précisément sur ce point qu'ils se sont séparés de la social-démocratie.

Les anarchistes ont été exclus de la I^{re} internationale, en 1872, au congrès de La Haye, parce qu'ils avaient refusé un article des statuts indiquant que « la conquête du pouvoir politique devient le grand devoir du prolétariat » (1). L'un des exclus M. Bakounine expliquait ainsi les divergences entre les deux tendances socialistes : « l'un et l'autre parti veulent également la création d'un ordre social nouveau, fondé uniquement sur l'organisation du travail collectif, (...) des conditions économiques égales pour tous, et (...) l'appropriation collective des instruments de travail. Seulement les communistes [d'État] s'imaginent qu'ils pourront y arriver par le développement et par l'organisation de la puissance politique des classes ouvrières et principalement du prolétariat des villes, avec l'aide du radicalisme bourgeois, tandis que les socialistes révolutionnaires, ennemis de tout alliage et de toute alliance équivoque, pensent, au contraire, qu'ils ne peuvent atteindre ce but que par le développement et par l'organisation de la puissance non politique, mais sociale, et par conséquent anti-politique, des masses ouvrières tant des villes que des campagnes... » (2).

Plus tard, les anarchistes participèrent aux quatre premiers congrès de la II^e internationale où ils poursuivirent leur lutte contre l'électoratisme. Le congrès de Londres en 1896 sanctionna leur expulsion définitive, en exigeant que désormais seules soient admises les organisations reconnaissant « la nécessité de l'action législative et parlementaire » (3).

On considère souvent Proudhon comme le père de l'anarchisme. En ce qui me concerne, je lui préfère la figure d'Élisée Reclus également considéré comme « l'un des principaux penseurs du mouvement libertaire » (4) et qui fut le premier rassembleur des anarchistes français. Bien avant Roberto Michels, Élisée Reclus avait souligné combien les mécanismes démocratiques dépossèdent les électeurs au profit des élus. Reclus affirmait que le suffrage universel a « accru cette hideuse classe des politiciens, qui se font un métier de vivre de leur parole, courtisant d'abord les électeurs, puis quand ils sont en place (...) mendiant les places, les sinécures et les pensions ». Il notait que « jusqu'à maintenant notre métier d'électeur n'a consisté qu'à recruter des ennemis parmi ceux qui se disent nos amis » (5). À l'heure des condamnations pour prises illégales d'intérêts et autres abus de biens sociaux, ces quelques phrases du célèbre géographe sonnent encore juste. Aujourd'hui la « démocratie » fait tellement de déçus qu'elle se met en danger grâce à ses propres mécanismes.

Comme conclusion provisoire, je soumetts à votre réflexion cet extrait d'une interview du sociologue Norbert Élias – qui n'était pas anarchiste – évoquant son attitude en Allemagne en 1933 :

« Vous sentiez-vous attaché à la démocratie, au système parlementaire ?

– Je n'aurais pas utilisé le terme de démocratie, mais j'étais évidemment profondément opposé à une dictature.

– Il reste qu'il est difficile de comprendre que vous vous soyez tenu à ce point à l'écart des choses.

– Mais je ne me tenais pas à l'écart des choses ! Je faisais de mon mieux. Ne m'en veuillez pas si je vous demande à mon tour : qu'auriez-vous donc fait à ma place ?

– Nous aurions au moins voté.

– Et vous auriez alors eu l'illusion d'avoir fait quelque chose ?

– En tout cas, nous aurions fait ce qui constitue le minimum dans une démocratie.

– Certes, mais dans la situation de l'époque, il était évident que le fait d'aller voter n'était plus l'essentiel. Cela aurait tout au plus servi à se décharger sur le plan émotionnel, rien d'autre (6). »

Ariane Miéville, février 2004.

Notes

1. Résolutions du Congrès tenu à La Haye du 2 au 7 septembre 1872, in Jacques Freymond (dir.), *La première internationale*, Genève, Droz, 1962, Tome II, p. 373.

2. Cité in James Guillaume, *L'internationale - Documents et souvenirs, vol. 1 (1864-1872)*, Genève, Grounauer, 1980, troisième partie, p. 160-161.

3. *Congrès international socialiste des travailleurs et des chambres syndicales ouvrières, Londres, 26 juillet - 2 août 1896*, Genève, Minkoff Reprint, 1980, p. 6 et p. 459.

4. Selon Yves Lacoste, *Paysages politiques*, Paris, Librairie Générale, 1990, p. 14.

5. *Le Révolté*, du 21 janvier 1882, p. 2.

6. *Norbert Élias par lui-même*, Fayard, 1991, p. 61.

Autour de l'idée de contre-pouvoir

Le concept de « contre-pouvoir » a une place prépondérante dans la stratégie révolutionnaire anarchiste. En effet, cette notion permet d'envisager à la fois le développement d'une force capable de remettre en cause l'hégémonie bourgeoise et le passage à une société fondée sur des principes libertaires. Mais paradoxalement, le terme lui-même est peu employé et mal défini dans la littérature anarchiste francophone. Pourtant, une réflexion sur les contre-pouvoirs est loin d'être inutile, ne serait-ce que pour préciser davantage les contours des mouvements de résistance que nous cherchons à développer.

Première considération : l'épineuse question du pouvoir

Pas besoin d'avoir un doctorat en poche pour se rendre compte que le pouvoir est distribué de façon inégale dans notre société. Nous vivons dans un monde hiérarchisé, où les divisions de classe s'ajoutent à celles de sexe, de couleur, de langue, de religion, etc. Cette hiérarchisation permet à certains groupes d'exercer un pouvoir sur d'autres en toute légalité. La domination transcende les différentes facettes de la vie. On la retrouve aussi bien au niveau politique, économique, social ou culturel. C'est pourquoi on peut comparer le phénomène de la domination à un système d'oppressions multiples permettant la reproduction du capitalisme et, par extension, du pouvoir de la bourgeoisie.

La domination a des répercussions non négligeables sur celles et ceux qui la subissent, et pour cause : elle arrive justement à se maintenir en forgeant l'hégémonie idéologique de certaines valeurs au sein de notre société. Ces valeurs permettent justement de légitimer l'exercice inégal du pouvoir en fonction des hiérarchies préalablement établies. Prenons par exemple le préjugé tenace voulant que nous ayons besoin de dirigeants pour maintenir un semblant d'ordre et d'efficacité dans toute forme d'organisation sociale. Il n'y a aucun fondement naturel à cet état de fait, mais l'aboutissement de la domination exercée depuis des siècles par les classes dominantes qui se sont succédées au pouvoir. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de ce phénomène, y compris chez celles et ceux qui prennent la décision de combattre l'injustice d'une façon ou d'une autre. Bien des mouvements qui prétendent vouloir changer le cours normal des choses reproduisent les relations de pouvoir qui servent de fondement à la domination bourgeoise. Que leurs visées soient plus ou moins radicales ne change rien à la façon dont ils conçoivent la question du pouvoir.

Bien que générales, ces quelques remarques nous permettent tout de même de mieux comprendre l'une des principales lignes de démarcation entre les courants communistes libertaires et autoritaires : la question de la « prise du pouvoir ». Il suffit de jeter un coup d'œil du côté des diverses organisations qui se réclament encore du léninisme pour se rendre compte que leur vision de la révolution ressemble encore à un vulgaire coup d'État. Pire encore, de nombreuses organisations s'en tiennent à présenter une stratégie électoraliste visant à prendre les rênes de l'État en gagnant des élections organisées par les institutions bourgeoises. Dans les deux cas, l'idée maîtresse reste la même : le pouvoir peut être arraché des mains de la bourgeoisie « par en haut », c'est-à-dire en prenant le pouvoir politique. Les anarchistes (et les autres courants socialistes anti-autoritaires) pensent au contraire qu'une révolution « politique » permettra effectivement de changer la tête de l'État, mais elle n'abolira pas les relations de pouvoir inégalitaires qui transcendent la société, précisément parce que les moyens employés pour y parvenir sont à l'image des formes prises par la domination. Or, l'objectif révolutionnaire que les libertaires se donnent, c'est précisément l'abolition de ces rapports, sans temps d'arrêt. C'est ce qu'il faut comprendre lorsque les anarchistes insistent pour parler de révolution « sociale » : au lieu d'une révolution strictement « politique ». Nous souhaitons participer à la transformation de la société par « en bas », aux côtés des opprimés et des exploités.

En quelques mots, comment peut-on résumer la conception libertaire du pouvoir? Essentiellement, on y retrouve les concepts d'égalité, de liberté et de solidarité qui sont chers aux anarchistes. Le pouvoir, tel que l'entendent les anarchistes, doit être exercé le plus directement possible, de la façon la plus libre et démocratique qui soit. Pour y arriver, diverses modalités ont été développées, comme par exemple la

participation de toutes les personnes concernées par un problème donné à la prise de décision et la mise en oeuvre de solutions, le refus de déléguer sans mandats clairs, l'importance accordée à la révocabilité de tous les délégués, etc. Mais au-delà des questions politiques, les anarchistes estiment qu'il faut également considérer la démocratisation du pouvoir au niveau culturel et économique, notamment par la transmission et le partage des savoir-faire et la socialisation des moyens de production et d'échange. En d'autres termes, le pouvoir compris dans un sens libertaire ne s'exerce plus « malgré nous » ou « sur nous », mais devient la capacité collective de parvenir à une société plus libre, plus égale et plus juste.

Deuxième considération : une alternative à la prise du pouvoir

Une révolution libertaire ne sera pas l'œuvre d'un parti ou d'une organisation, mais bien celle de notre classe. Les changements nécessaires pour arriver à ce résultat ne pourront commencer après la révolution, comme le pensent les socialistes autoritaires. Ils doivent débiter dès maintenant en « développant des formes de lutte ne se condamnant pas à produire des modèles de société éliminant la dynamique libertaire ». L'émancipation est un processus qui doit s'alimenter à même nos pratiques quotidiennes, ici et maintenant. C'est parce qu'ils sont en mesure de développer une puissance de classe capable de changer la société de bas en haut que les contre-pouvoirs occupent une place centrale dans la stratégie révolutionnaire anarchiste. Pour les anarchistes, il ne s'agit pas tant de « prendre le pouvoir » que de l'exercer, collectivement, en tant que classe. La question de la stratégie révolutionnaire pose énormément de questions, à commencer par celle-ci: à défaut de vouloir prendre le pouvoir, comment envisager de faire la révolution?

Notre alternative à la « prise du pouvoir » consiste à multiplier les contre-pouvoirs sociaux et politiques. Des embryons de contre-pouvoirs existent déjà à l'heure actuelle, ce sont les mouvements sociaux: syndicats, groupes populaires, groupes de femmes, associations étudiantes, groupes écologistes, etc. Même si elles sont trop souvent dépourvues de toute perspectives subversives, ces organisations exercent déjà un rôle de contre-poids social. On le voit bien depuis deux ans: qui fait l'analyse des politiques libérales? Qui s'oppose concrètement aux mesures gouvernementales? Qui a fait reculer le gouvernement dans plusieurs dossiers « chauds »? Ce sont les mouvements sociaux. Les partis politiques, même « l'opposition officielle », ont eu un rôle tout à fait mineur dans ces revirements.

Au lieu de miser sur la construction d'une organisation politique qui pourra « représenter » les mouvements sociaux dans la sphère politique, nous favorisons plutôt la transformation des dits mouvements en contre-pouvoirs. Nous ne voyons pas pourquoi les mouvements sociaux auraient besoin de créer des partis pour « faire de la politique » puisqu'ils en font déjà. Il s'agit plutôt de construire des mouvements si forts qu'ils pourront imposer leurs revendications et contrer tout recul voulu par l'élite. Mais la combativité seule ne suffit pas : les contre-pouvoirs doivent aussi être en mesure de se poser en alternative crédible, capable de prendre le relais en cas de crise majeure et d'exercer directement le pouvoir. Voilà l'essentiel de notre stratégie révolutionnaire: construire des mouvements sociaux capables de mener la lutte de classe et, ultimement, d'abolir directement la société bourgeoise.

Une transformation libertaire de la société implique l'instauration de l'autogestion généralisée et de la démocratie directe à tous les niveaux. Or, l'autogestion ne peut pas se décréter d'en haut, par un parti. La destruction de l'économie marchande et son remplacement par une économie communiste n'est envisageable que si les gens sont déjà organisés sur les lieux de travail, s'ils ont déjà commencé à « construire la société de demain dans celle d'aujourd'hui » via leurs organisations de masse. La même chose vaut pour la destruction du pouvoir techno-bureaucratique (qui décide d'en haut l'aménagement du territoire et du développement économique dans les quartiers, les villes et les campagnes) et son remplacement par la démocratie directe. En fait, cela vaut pour toutes les sphères de la vie en société. Un parti s'organise toujours sur une base idéologique, un phénomène qui carbure à l'exclusion, ce qui le disqualifie d'emblée pour la coordination de la vie sociale à laquelle tous et toutes doivent pouvoir participer, d'où l'importance de la construction de contre-pouvoirs inclusifs dont le seul critère d'adhésion soit l'appartenance sociale.

Indépendamment de la transformation révolutionnaire de la société, nous sommes également convaincuEs que la stratégie des contre-pouvoirs est la plus efficace pour mener la lutte de classe. Le pouvoir de l'élite repose sur le capital et tout ce que le capital permet d'acheter. Nous sommes perdantEs d'avance si nous nous opposons à l'élite sur le terrain de la politique officielle où le capital est essentiel. Notre propre pouvoir repose plutôt sur la force du nombre et sur le fait que nous avons le pouvoir de bouleverser considérablement la société en cessant simplement de « jouer le jeu ». Notre pouvoir réel est dans les mouvements sociaux et leur potentiel de bouleversement. Mettre du temps et de l'énergie dans la construction d'un parti agissant en

dehors de ces mouvements est une perte de temps. Mieux vaudrait l'utiliser dans la radicalisation et le renforcement de notre source de pouvoir.

Pour un front social des luttes de classe

Le saut qualitatif entre les mouvements sociaux d'aujourd'hui, avec tous leurs défauts, et les contre-pouvoirs que nous envisageons peut apparaître énorme. Et il l'est! Plus souvent qu'autrement, les mouvements contemporains sont non seulement timides et réformistes, mais ils sont de surcroît corporatistes, ce qui mine sévèrement la solidarité. L'expérience de la lutte elle-même (avec un peu d'agitation, quand même!) peut venir à bout des réflexes de timidité et de réformisme mais pour ce qui est du corporatisme, seule la rencontre d'autres acteurs en lutte, l'expérience de la solidarité, peut l'entamer. Aujourd'hui, la solidarité qui se vit entre les mouvements passe par en haut, par les bureaucraties des mouvements et ne se traduit que très rarement par une rencontre effective entre les gens en lutte, à la base. Or, c'est précisément ce type de rapport qu'il nous faut multiplier pour casser le corporatisme et favoriser le sentiment de mouvement d'ensemble, en d'autres mots la conscience de classe

De sa plus simple expression dans les comités de mobilisation plus ou moins autonomes à la base des organisations de masses (dans les groupes populaires, les syndicats, les associations étudiantes, etc.) à des expériences plus complexes comme les centres communautaires syndicaux, les comités de mobilisation régionaux ou les coalitions à la base, diverses pratiques émergentes en Amérique du Nord favorisent le développement d'une nouvelle solidarité. Il s'agit d'encourager l'autonomie des mouvements, la participation directe des gens et les rencontres entre les luttes.

Marc-Aurel et Michel Nestor (Texte extrait du numéro 5 de **Ruptures**, la revue francophone de la NEFAC)

+Marxistes et démocratie

Les textes présentés dans cette deuxième partie nous font découvrir le contenu des premiers débats sur la participation aux élections, voire au gouvernement, des partis socialistes ou « révolutionnaires », il y a un siècle. Ils ne donnent qu'une première idée d'un débat sur lequel nous reviendrons dans d'autres numéros de cette revue.

A la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, la social-démocratie se sentait encore obligée de justifier ses choix, car les ouvriers pouvaient percevoir une contradiction flagrante entre sa pratique et le « but final » pour lequel elle prétendait combattre. Aujourd'hui les partis socialistes (et les partis dits communistes) n'ont plus besoin d'expliquer pourquoi ils briguent des sièges au Parlement ou des strapontins dans un ministère. C'est donc maintenant à l'extrême gauche (trotskyste) de reprendre les arguments des réformistes d'hier, comme le montre l'expérience du Parti des travailleurs au Brésil, où un ministre trotskyste est censé s'occuper de la réforme agraire. En Europe, la question ne se pose pas encore sérieusement, au niveau gouvernemental, mais déjà Olivier Besancenot a posé des jalons pour la LCR, puisqu'il a rappelé à plusieurs reprises que son organisation n'était pas opposée à participer à un « gouvernement vraiment anticapitaliste ». Il suffira demain d'enlever le « vraiment » et le « anti », et la LCR pourra nous jouer le même tour que ses camarades brésiliens.

L'intérêt des textes ci-dessous est qu'ils expliquent de manière chimiquement pure, sans fioritures inutiles, ce qui se cache le plus souvent derrière la participation aux élections et bien sûr à un gouvernement. On peut toujours rêver (ou imaginer) une autre façon de participer à une élection (l'Internationale communiste préconisait de se présenter aux municipales pour mettre les finances locales en faillite, dans une situation pré-révolutionnaire en appelant les ouvriers à former des soviets et des milices de quartier), mais force est de constater que jusqu'aujourd'hui les révolutionnaires qui se présentent aux élections n'ont guère fait d'étincelles...

Les deux méthodes

Ce célèbre débat entre Jaurès et Guesde s'est tenu peu de temps après le déclenchement de l'Affaire Dreyfus, durant laquelle certains anarchistes se montrèrent nettement plus courageux et clairvoyants que les pseudo-marxistes « orthodoxes » à la Jules Guesde.

Mais l'intérêt du discours de Jaurès est ailleurs : il montre comment les sociaux-démocrates savent enrober de belles phrases ronflantes leur capitulation devant la bourgeoisie, au nom de la défense de la démocratie ou de la République, menacée (à la fin du XIX^e siècle !) par le « retour du féodalisme » ou de l'Église au pouvoir, par le fascisme dans les années 1920-1940 et demain par de nouveaux périls réels ou imaginaires (rappelons-nous du vote Chirac en 2002, vote censé barrer la route au fasciste Le Pen, vote soutenu par une partie de l'extrême gauche et des anarchistes).

C'est ainsi que Jaurès, cohérent dans son réformisme viscéral, déclare : « nous soutenons un ministère contre les autres, plus mauvais, qui voudraient le remplacer ». Pour lui la classe ouvrière est la « tutrice des libertés bourgeoises » (comme si la bourgeoisie était trop immature pour juger de ce qui lui convient), elle doit « contrôler le mécanisme de la société bourgeoise » ! Il faut donc se fier au « bon sens révolutionnaire du peuple » (le « bon sens » est, comme on le sait, l'antichambre de toutes les platitudes) et les socialistes ne doivent pas hésiter à briguer le poste de maire, quitte à utiliser la police... pour la bonne cause !

Ce qu'il y a d'intéressant dans le plaidoyer de Jaurès, c'est qu'il prend à bras-le-corps toutes les objections qu'on pourrait lui opposer et y répond avec un cynisme inégalable tout en terminant son exposé par un vibrant « Je suis un révolutionnaire » ! Qu'on se le dise !

La social-démocratie (et en partie ses fractions dites « de gauche ») trouve toujours de bons arguments pour retarder indéfiniment l'affrontement avec l'État, conclure des alliances avec des partis bourgeois et participer à des gouvernements d'union nationale, de Front populaire, ou d'Union de la gauche. Et le fait que certains de ses dirigeants « de gauche » connaissent bien la rhétorique marxiste ne les rend que plus aptes à mystifier des travailleurs sincères et bien sûr tous les militants d'extrême gauche qui cherchent à s'attirer leurs bonnes grâces, qu'il s'agisse de l'inexistante « gauche socialiste » française ou des staliniens relookés de Rifondazione comunista en Italie

On notera que dans la longue polémique entre Guesde et Jaurès à propos de l'affaire Dreyfus, le mot « antisémitisme » n'est prononcé qu'une seule fois, quand Guesde rappelle le jugement de Liebknecht, dirigeant de la social-démocratie allemande, selon lequel Jaurès aurait « apporté de l'eau au moulin de l'antisémitisme ». Souvent entendu dans la bouche de militants d'extrême gauche aujourd'hui quand on leur demande s'ils s'inquiètent de l'antisémitisme actuel en France, cet argument circulait déjà il y a un siècle pour justifier une « neutralité » irresponsable dans l'Affaire Dreyfus. Rien ne se perd, rien ne se crée, la veulerie politique se transforme...

La réponse de Guesde à Jaurès se situe dans le domaine de la pure rhétorique et c'est à ce titre qu'elle est utile pour comprendre la situation actuelle. Guesde invoque le combat « classe contre classe » (expression que l'Internationale stalinienne videra elle aussi de son contenu entre 1927 et 1934 ce qui permettra, entre autres, la prise du pouvoir par le parti nazi en Allemagne), la « Révolution » et autres grands mots, mais en fait il ne propose rien de vraiment différent que son adversaire. Le radicalisme verbal guesdiste fait penser au radicalisme verbal (intermittent) de l'extrême gauche face au PC, au PS et au mouvement altermondialiste. Beaucoup de bruit pour rien...

Le socialisme et le parlementarisme, de Paul Lafargue, dirigeant censé tout comme Guesde, être plus à gauche que les socialistes partisans de la participation à un gouvernement bourgeois, nous présente en partie les mêmes arguments que ceux de l'extrême gauche pour justifier sa participation aux élections en 2005. Le Parlement constituerait une « tribune » qui permettrait d'éduquer les masses et de « battre » les représentants de la bourgeoisie au cours de « débats contradictoires ». Depuis 20 ans qu'Arlette Laguiller, Alain Krivine et maintenant Olivier Besancenot fréquentent les plateaux de télévision, pas une seule fois l'un de ces « révolutionnaires » n'a eu la possibilité d'exposer si brillamment ses idées qu'il ait réussi à ébranler significativement les travailleurs réactionnaires ou réformistes. Et pourtant ils continuent à s'exhiber sur les petites lucarnes, y compris aux côtés des plus sinistres pitres de la télévision, tel Besancenot chez Ardisson, entre un sportif sur la pente descendante et un grand patron sorti de taule, ou une actrice de films porno et une « chanteuse » de la Star Ac'.

Paul Lafargue dévoile l'ambiguïté de sa pensée quand il explique que la « crainte des électeurs » poussera les députés de droite à accepter des « réformes ouvrières » (vieille lune réformiste !) ou qu'il faut accorder des subventions aux patrons « qui traitent convenablement leurs ouvriers » (!). On voit donc que rien de fondamental ne le sépare de la « droite » socialiste » de l'époque, simplement l'idée qu'il faut « commencer légalement l'expropriation de la classe capitaliste », phrase creuse qui n'engageait et n'engage à rien.

Légalité et révolution polémique contre deux adversaires : les journaux bourgeois qui prétendent que les socialistes sont devenus parlementaristes, et les anarchistes qui prônent la grève générale. On sent toute la gêne de Jules Guesde face aux compliments que lui adresse la réaction et aux critiques des éléments les plus radicaux de l'époque. Et il est significatif que Guesde fasse un parallèle systématique entre les méthodes des révolutions ou des coups d'État bourgeois, bonapartistes ou monarchistes et celles de l'hypothétique révolution socialiste future. Il est clairement dans un registre défensif, qui n'a guère changé depuis un siècle : il ne voit qu'une différence purement formelle entre révolution bourgeoise et révolution sociale, et résume la question de l'exploitation capitaliste au simple antagonisme entre « salariés » et « possédants », à la simple abolition de la propriété privée des moyens de production.

Il y a réforme et réformes d'Anton Pannekoek est un texte plutôt décevant quand on connaît les textes ultérieurs de ce militant et théoricien des conseils ouvriers. « Après la révolution, le prolétariat agira dans son propre intérêt, en faisant agir pour lui-même la machine d'État », écrit-il. Mais les limites mêmes de cet article sont celles du mouvement ouvrier de l'époque, dont les représentants les plus radicaux, dans le camp marxiste, n'avaient pas une conception claire de la destruction de l'État.

Ni patrie ni frontières

Les deux méthodes

Jean Jaurès

26 novembre 1900

CITOYENS,

(...) C'est un grand honneur pour le Parti socialiste d'instituer des débats comme celui de ce soir et je crois pouvoir dire qu'il est le seul parti qui ait assez de foi dans la puissance de ses principes, pour instituer ainsi entre ses militants un débat politique. (...)

L'origine du dissentiment

D'où est né, quand et comment, le dissentiment entre Guesde et moi ? (...)

On a dit, on a répété qu'il a pris naissance à l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois et, en effet, cet événement a aggravé, a accusé les dissentiments de méthode qui existaient déjà et je m'expliquerai bientôt là-dessus, mais il ne l'a point créé. Le dissentiment existait déjà, il s'était déjà manifesté à propos de l'affaire Dreyfus.

Vous vous rappelez, en effet, que pendant que plusieurs de nos compagnons de lutte et moi, nous étions engagés dans cette bataille, résolu à la mener jusqu'au bout, il apparut, dès le mois de juillet 1898, un manifeste du Conseil national de nos camarades du Parti ouvrier français et ce manifeste avertissait les travailleurs, avertissait les prolétaires, de ne pas s'engager trop avant dans cette bataille et de réserver leurs forces pour la lutte de classes.

Plus tard, quand parut le manifeste retentissant au lendemain de l'entrée de Millerand dans le ministère, le manifeste déclarait qu'il était du devoir des socialistes, non pas seulement de parer à cet événement particulier, mais de corriger, de redresser des déviations qui, d'après le manifeste, remontaient à deux années au moins. C'était encore une condamnation nouvelle de la tactique que plusieurs d'entre nous avions suivie, à propos de l'affaire Dreyfus.

Et plus récemment, dans le discours qu'il prononçait à la mort de Liebknecht, dans la salle Vantier, Guesde, revenant sur cette question redoutable, déclarait, une fois de plus, que nous avons eu tort d'entrer dans une bataille mal engagée – que nous avons ainsi servi les intérêts du nationalisme – non, que c'était à la bourgeoisie à réparer les erreurs de la société bourgeoise et qu'enfin, par cette lutte, nous avons déserté le terrain de la lutte de classes. (...) J'ai résumé précisément les objections dirigées contre nous par les contradicteurs et j'ai dit tout de suite : puisque, à propos de ce conflit qui a ému toute l'humanité pensante et où nous avons cru devoir prendre parti, non seulement pour défendre la personne humaine outragée, mais dans l'intérêt même du prolétariat ; puisque, à propos de ce conflit, on a dit que nous avons abandonné le terrain du socialisme, le terrain de la lutte de classes, je dis que la première question que nous devons poser est celle-ci : Qu'est-ce donc que la lutte de classes ? Que signifie ce principe si souvent invoqué et si rarement défini ?

La lutte de classes

A mes yeux, citoyens, l'idée de la lutte de classes, le principe de la lutte de classes, est formé de trois éléments, de trois idées. D'abord, et à la racine même, il y a une constatation de fait, c'est que le système capitaliste, le système de la propriété privée des moyens de production, divise les hommes en deux catégories, divise les intérêts en deux vastes groupes, nécessairement et violemment opposés. Il y a, d'un côté, ceux qui détiennent les moyens de production et qui peuvent ainsi faire la loi aux autres, mais il y a de l'autre côté ceux qui, n'ayant, ne possédant que leur force de travail et ne pouvant l'utiliser que par les moyens de production détenus précisément par la classe capitaliste, sont à la discrétion de cette classe capitaliste.

Entre les deux classes, entre les deux groupes d'intérêts, c'est une lutte incessante du salarié, qui veut élever son salaire et du capitaliste qui veut le réduire ; du salarié qui veut affirmer sa liberté et du capitaliste qui veut le tenir dans la dépendance.

Voilà donc le premier élément de la lutte de classes. La condition de fait qui le fonde, qui le détermine, c'est le système de la propriété capitaliste, de la propriété privée.

Et remarquez-le bien : comme ici il s'agit des moyens de travailler et, par conséquent, des moyens de vivre, il s'agit de ce qu'il y a pour les hommes d'essentiel, de fondamental, il s'agit de la vie privée, de la vie de tous les jours. Et, par conséquent, un conflit qui a, pour principe, la division d'une société en possédants et en non-possédants n'est pas superficiel ; il va jusqu'aux racines mêmes de la vie.

Mais, citoyens, il ne suffit pas pour qu'il y ait lutte de classes qu'il y ait cet antagonisme entre les intérêts. Si les prolétaires, si les travailleurs ne concevaient pas la possibilité d'une société différente, si tout en constatant la dépendance où ils sont tenus, la précarité dont ils souffrent, ils n'entrevoient pas la possibilité d'une société nouvelle et plus juste ; s'ils croyaient, s'ils pouvaient croire à l'éternelle nécessité du système capitaliste, peu à peu cette nécessité s'imposant à eux, ils renonceraient à redresser un système d'injustices. Cette tâche ne leur apparaîtrait pas comme possible. (...) Donc, pour qu'il y ait vraiment lutte de classes, pour que tout le prolétariat organisé entre en bataille contre le capitalisme, il ne suffit pas qu'il y ait antagonisme des intérêts entre les capitalistes et les salariés, il faut que les salariés espèrent, en vertu des lois mêmes de l'évolution historique, l'avènement d'un ordre nouveau dans lequel la propriété cessant d'être monopoleuse, cessant d'être particulière et privée, deviendra sociale, afin que tous les producteurs associés participent à la fois à la direction du travail et au fruit du travail.

Il faut donc que les intérêts en présence, prennent conscience d'eux-mêmes, comme étant, si je puis dire, déjà deux sociétés opposées, en lutte, l'une, la société d'aujourd'hui, inscrite dans le titre de la propriété bourgeoise, l'autre, la société de demain, inscrite dans le cerveau des prolétaires.

C'est cette lutte des deux sociétés dans la société d'aujourd'hui qui est un élément nécessaire à la lutte de classes.

Et enfin, il faut une troisième condition pour qu'il y ait lutte de classes. Si le prolétariat pouvait attendre sa libération, s'il pouvait attendre la transformation de l'ordre capitaliste en ordre collectiviste ou communiste d'une autorité neutre, arbitrale, supérieure aux intérêts en conflit, il ne prendrait pas lui-même en main la défense de la cause.

C'est ce que prétendent, vous le savez, les socialistes chrétiens dont quelques-uns reconnaissent la dualité, l'antagonisme des intérêts, mais qui disent au peuple : « Ne vous soulevez pas, ne vous organisez pas, il y a une puissance bienfaisante et céleste, la puissance de l'Église, qui fera descendre parmi vous, sans que vous vous souleviez, la justice fraternelle. »

Eh bien ! si les travailleurs croyaient cela, ils s'abandonneraient à la conduite de cette puissance d'En-Haut et il n'y aurait pas de lutte de classes. Il n'y aurait pas de classe encore si les travailleurs pouvaient attendre leur libération de la classe capitaliste elle-même, de la classe privilégiée elle-même, cédant à une inspiration de justice.

Vous savez, citoyennes et citoyens, que tant qu'a duré la période de ce que Marx et Engels ont appelé le « socialisme utopique », les socialistes croyaient que la libération du prolétariat se ferait par en haut.

Robert Owen, le grand communiste anglais, faisait appel, pour réaliser la justice sociale, aux puissances de la Sainte-Alliance réunie au Congrès de Vienne. Fourier, notre grand Fourier, attendait tous les jours l'heure qu'il avait marquée, la venue du donateur généreux qui lui apporterait le capital nécessaire pour fonder la première communauté, et il espérait que le seul exemple de cette communauté radieuse se propageant de proche en proche, étendant pour ainsi dire les cercles d'organisation et d'harmonie, suffirait à émanciper et à réjouir les hommes.

Et, plus tard, à un autre point de vue, Louis Blanc s'imaginait que c'était la bourgeoisie, à condition qu'elle revînt à certaines inspirations de 1793, qui pourrait affranchir les prolétaires. A la fin de son *Histoire de Dix ans*, il invitait la classe bourgeoise à se constituer la tutrice du prolétariat.

Tant que le prolétariat a pu attendre ainsi des tuteurs, tuteurs célestes ou tuteurs bourgeois, tant qu'il a pu attendre son affranchissement d'autres puissances que de la sienne, d'autres forces que la sienne, il n'y a pas eu lutte de classes.

La lutte de classes a commencé le jour où, à l'expérience des journées de Juin [1848, NDLR], le prolétariat a appris que c'était seulement dans sa force à lui, dans son organisation, qu'il portait l'espérance du salut.

C'est ainsi que le principe de la lutte de classes, qui suppose d'abord la division de la société en deux grandes catégories contraires, les possédants et les non-possédants ; qui suppose ensuite que les prolétaires ont pris conscience de la société de demain et de l'expérience collectiviste, c'est ainsi que la lutte de classes s'est complétée par la conviction acquise par le prolétariat qu'il devait s'émanciper lui-même et pouvait seul s'émanciper.

La question de tactique

Voilà, citoyens, comment m'apparaît, comment je définis la lutte de classes et j'imagine qu'en ce point il ne pourra pas y avoir de contradiction grave entre nous. Mais je dis que, quand vous l'avez ainsi analysée, quand vous l'avez ainsi définie, il vous est impossible d'en faire usage pour déterminer d'avance, dans le détail, la tactique de chaque jour, la méthode de chaque jour.

Oui, le principe de la lutte de classes vous oblige à faire sentir aux prolétaires leur dépendance dans la société d'aujourd'hui.

Oui, il vous oblige à leur expliquer l'ordre nouveau de la propriété collectiviste. Oui, il vous oblige à vous organiser en syndicats ouvriers, en groupes politiques, en coopératives ouvrières, à multiplier les organismes de classe.

Mais il ne vous est pas possible, par la seule idée de la lutte de classes, de décider si le prolétariat doit prendre part à la lutte électorale et dans quelles conditions il doit y prendre part ; s'il peut ou s'il doit et dans quelles conditions il peut ou il doit s'intéresser aux luttes des différentes fractions bourgeoises. Il ne vous est pas possible de dire, en vertu du seul principe de la lutte de classes, s'il vous est permis de contracter ou si vous êtes tenus de répudier toutes les alliances électorales.

Ce principe si général vous indique une direction générale ; mais il ne vous est pas plus possible d'en déduire la tactique de chaque jour, la solution des problèmes de chaque jour, qu'il ne vous suffirait de connaître la direction générale des vents pour déterminer d'avance le mouvement de chaque arbre, le frisson de chaque feuille dans la forêt.

De même, vous aurez beau connaître tout le plan de campagne d'un général, il vous sera impossible, par connaissance générale de ce plan de campagne, de déterminer d'avance tous les mouvements particuliers d'offensive ou de défensive, d'escalade ou de retraite que devra accomplir chacune des unités tactiques qui composent l'armée.

Par conséquent, au nom de la lutte de classes, nous pouvons nous reconnaître entre nous pour les directions générales de la bataille à livrer ; mais, quand il s'agira de déterminer dans quelle mesure nous devons nous engager, dans l'affaire Dreyfus, ou dans quelle mesure les socialistes peuvent pénétrer dans les pouvoirs publics, il vous sera impossible de résoudre cette question en vous bornant à invoquer la formule générale de la lutte de classes.

Dans chaque cas particulier, il faudra que vous examiniez l'intérêt particulier du prolétariat. C'est donc une question de tactique et nous ne disons pas autre chose. De même, il n'est pas possible que vous prétendiez introduire le principe de la lutte de classes en disant, comme le font souvent nos contradicteurs, que le Parti socialiste doit toujours être un parti d'opposition. Je dis qu'une pareille formule est singulièrement équivoque et singulièrement dangereuse.

Oui, le Parti socialiste est un parti d'opposition continue, profonde, à tout le système capitaliste, c'est-à-dire que tous nos actes, toutes nos pensées, toute notre propagande, tous nos votes doivent être dirigés vers la suppression la plus rapide possible de l'iniquité capitaliste. Mais, de ce que le Parti socialiste est donc essentiellement, un parti d'opposition à tout le système social, il ne résulte pas que nous n'ayons à faire aucune différence entre les différents partis bourgeois et entre les différents gouvernements bourgeois qui se succèdent.

Ah oui ! la société d'aujourd'hui est divisée entre capitalistes et prolétaires ; mais, en même temps, elle est menacée par le retour offensif de toutes les forces du passé, par le retour offensif de la barbarie féodale, de la toute-puissance de l'Eglise, et c'est le devoir des socialistes, quand la liberté républicaine est en jeu, quand la liberté de conscience est menacée, quand les vieux préjugés qui ressuscitent les haines de races et les atroces querelles religieuses des siècles passés paraissent renaître, c'est le devoir du prolétariat socialiste de marcher avec celle des fractions bourgeoises qui ne veut pas revenir en arrière.

Je suis étonné, vraiment, d'avoir à rappeler ces vérités élémentaires qui devraient être le patrimoine et la règle, de tous les socialistes. C'est Marx lui-même qui a écrit cette parole admirable de netteté : « Nous socialistes révolutionnaires, nous sommes avec le prolétariat contre la bourgeoisie et avec la bourgeoisie contre les hobereaux et les prêtres. » (...)

Et de même qu'il est impossible au prolétariat socialiste, sans manquer à tous ses devoirs, à toutes ses traditions et à tous ses intérêts, de ne pas faire une différence entre les fractions bourgeoises les plus violemment rétrogrades et celles qui veulent au moins sauver quelques restes ou quelque commencement de liberté, il est impossible, particulièrement aux élus socialistes, de ne pas faire une différence entre les divers gouvernements bourgeois.

Je n'ai pas besoin d'insister là-dessus, et le bon sens révolutionnaire du peuple fait, lui, une différence entre le ministère Méline et le ministère Bourgeois ; il fait une différence entre le ministère d'aujourd'hui et les combinaisons nationalistes qui le guettent.(...)

L'Affaire Dreyfus

J'ajoute, citoyens, pour aller jusqu'au bout de ma pensée : il y a des heures où il est de l'intérêt du prolétariat d'empêcher une trop violente dégradation intellectuelle et morale de la bourgeoisie elle-même et voilà pourquoi, lorsque, à propos d'un crime militaire, il s'est élevé entre les diverses fractions bourgeoises la lutte que vous savez, et lorsqu'une petite minorité bourgeoise, contre l'ensemble de toutes les forces de mensonges déchaînées, a essayé de crier justice et de faire entendre la vérité, c'était le devoir du prolétariat de ne pas rester neutre, d'aller du côté où la vérité souffrait, où l'humanité criait.

Guesde a dit à la salle Vantier « que ceux qui admirent la société capitaliste s'occupent d'en redresser les erreurs ; que ceux qui admirent, disait-il, le soleil capitaliste, s'appliquent à en effacer les taches ».

Eh bien ! qu'il me permette de lui dire ; le jour où contre un homme un crime se commet ; le jour où il se commet par la main de la bourgeoisie, mais où le prolétariat, en intervenant, pourrait empêcher ce crime, ce n'est plus la bourgeoisie seule qui en est responsable, c'est le prolétariat lui-même ; c'est lui qui, en n'arrêtant pas la main du bourreau prêt à frapper, devient le complice du bourreau ; et alors ce n'est plus la tache qui voile, qui flétrit le soleil capitaliste déclinant, c'est la tache qui vient flétrir le soleil socialiste levant. Nous n'avons pas voulu de cette flétrissure de honte, sur l'aurore du prolétariat.

Ce qu'il y a de singulier, ce qu'il faut que tout le Parti socialiste en Europe et ici, sache bien, c'est qu'au début même de ce grand drame, ce sont les socialistes révolutionnaires qui m'encourageaient le plus, qui m'engageaient le plus à entrer dans la bataille.

Il faut que vous sachiez, camarades, comment devant le groupe socialiste de la dernière législature, la question s'est posée.

Quand elle vint pour la première fois, quand nous eûmes à nous demander quelle attitude nous prendrions, le groupe socialiste se trouva partagé à peu près en deux.

D'un côté, il y avait ceux que vous me permettrez bien d'appeler, ceux qu'on appelait alors les modérés du groupe. C'était Millerand, c'était Viviani, c'était Jourde, c'était Lavy, qui disaient : « Voilà une question dangereuse, et où nous ne devons pas intervenir. » De l'autre côté, il y avait ceux qu'on pouvait appeler alors la gauche révolutionnaire du groupe socialiste. Il y avait Guesde, Vaillant et moi qui disions : « Non, c'est une bataille qu'il faut livrer. »

Ah ! je me rappelle les accents admirables de Guesde lorsque parut la lettre de Zola. Nos camarades modérés du groupe socialiste disaient : « Mais Zola n'est point un socialiste ; Zola est, après tout, un bourgeois. Va-t-on mettre le Parti socialiste à la remorque d'un écrivain bourgeois ? »

Et Guesde, se levant comme il suffoquait d'entendre ce langage, alla ouvrir la fenêtre de la salle où le groupe délibérait, en disant : « La lettre de Zola, c'est le plus grand acte révolutionnaire du siècle ! » Et puis, lorsque, animé par ces paroles, en même temps que par ma propre conviction, lorsque j'allais témoigner au procès Zola ; lorsque, devant la réunion des colonels, des généraux dont on commençait alors à soupçonner les crimes, sans les avoir profondément explorés ; lorsque j'eus commencé à témoigner, à déposer, et que je revins à la Chambre, Guesde me dit ces paroles dont je me souviendrai tant que je vivrai : « Jaurès, je vous aime, parce que, chez vous, l'acte suit toujours la pensée. »

Et, comme les cannibales de l'Etat-Major continuaient à s'acharner sur le vaincu, Guesde me disait : « Que ferons-nous un jour, que feront un jour les socialistes d'une humanité ainsi abaissée et ainsi avilie ? Nous viendrons trop tard, disait-il avec une éloquente amertume ; les matériaux humains seront pourris, lorsque ce sera notre tour de bâtir notre maison. »

Eh bien ! pourquoi après ces paroles, pourquoi après ces déclarations, le Conseil national du Parti, quelques mois après, au mois de juillet, a-t-il essayé de faire sortir le prolétariat de cette bataille ?

(...) Eh bien ! laissez-moi me féliciter de n'avoir pas entendu la sonnerie de retraite qu'on faisait entendre à nos oreilles ; d'avoir mis la marque du prolétariat socialiste, la marque de la Révolution sur la découverte d'un des plus grands crimes que la caste militaire ait commis contre l'humanité. Ce n'était pas du temps perdu, car, pendant que s'étaient ses crimes, pendant que vous appreniez à connaître toutes ses hontes, tous ses mensonges, toutes ses machinations, le prestige du militarisme descendait tous les jours dans l'esprit des hommes et sachez-le, le militarisme n'est pas dangereux seulement parce qu'il est le gardien armé du capital, il est dangereux aussi parce qu'il séduit le peuple par une fausse image de grandeur, par je ne sais quel mensonge de dévouement et de sacrifices.

Lorsqu'on a vu que cette idole si glorieusement peinte et si superbe ; que cette idole qui exigeait pour le service de ses appétits monstrueux, des sacrifices de générations ; lorsqu'on a vu qu'elle était pourrie, qu'elle

ne contenait que déshonneur, trahison, intrigues, mensonges, alors le militarisme a reçu un coup mortel, et la Révolution sociale n'y a rien perdu.

Je dis qu'ainsi le prolétariat a doublement rempli son devoir envers lui-même. Et c'est parce que dans cette bataille le prolétariat a rempli son devoir envers lui-même, envers la civilisation et l'humanité ; c'est parce qu'il a poussé si haut son action de classe, qu'au lieu d'avoir, comme le disait Louis Blanc, la bourgeoisie pour tutrice, c'est lui qui est devenu dans cette crise le tuteur des libertés bourgeoises que la bourgeoisie était incapable de défendre ; c'est parce que le prolétariat a joué un rôle décisif dans ce grand drame social que la participation directe d'un socialiste à un ministère bourgeois a été rendue possible.

La question Millerand

De quelque manière que vous jugiez l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau ; de quelque manière que vous jugiez la tactique ainsi inaugurée et les résultats qu'elle a produits, tous vous êtes d'accord pour dire qu'en tout cas, l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois est un signe éclatant de la croissance, de la puissance du Parti socialiste.(...) Maintenant est-il juste, est-il sage, est-il conforme au principe, qu'un socialiste participe au gouvernement de la bourgeoisie ?

Citoyens, l'heure est venue, il me semble, de discuter cette question avec calme. Jusqu'ici nous ne l'avons discutée que dans les tempêtes (...).

Lorsqu'on soutient un ministère dans la société bourgeoise, même un ministère où il y a un socialiste, cela n'implique pas qu'on ait la naïveté d'attendre de ce ministère et d'aucun ministère bourgeois, l'entière justice et l'entière déférence aux intérêts du prolétariat. Nous savons très bien que la société capitaliste est la terre de l'iniquité et que nous ne sortirons de l'iniquité qu'en sortant du capitalisme.

Mais nous savons aussi qu'il y a des ennemis plus forcenés dans la société bourgeoise, des adversaires plus haineux et plus violents les uns que les autres ; et lorsque nous soutenons un ministère, ce n'est pas pour ce ministère, c'est contre les autres plus mauvais qui voudraient le remplacer pour vous faire du mal.

Alors c'est une injustice meurtrière de nous reprocher les, fautes, les erreurs ou les crimes de ceux que nous ne soutenons que pour empêcher des crimes plus grands. Laissez-moi vous dire, pour la Martinique, qu'à peine le massacre des Français fut-il connu en Europe et lorsque arrivèrent les premières lettres à nos amis et les premiers rapports au gouvernement, le groupe socialiste des Antilles, réuni à Paris, fit une démarche auprès du ministre.

Il lui demanda trois choses : il lui demanda le déplacement des magistrats qui avaient le plus brutalement condamné les grévistes ; il lui demanda la disgrâce, la peine disciplinaire la plus forte contre l'officier Kahn, contre l'officier meurtrier. Et il demanda enfin la mise en liberté immédiate de tous les prolétaires noirs condamnés pour faits de grève.

L'officier a été frappé, les juges ont été déplacés et, par câble, l'ordre a été donné de remettre en liberté tous les ouvriers grévistes condamnés.

En ce qui concerne les grèves de France, je ne dis qu'une chose : Le gouvernement a adopté une tactique, dont, malgré tout, dans l'avenir, s'ils savent l'imposer toujours, les prolétaires pourront bénéficier : c'est de ne pas dessaisir de la police les municipalités.

Vous savez bien que les patrons de Marseille, comme M. Thierry, ont fait grief au gouvernement de n'avoir pas enlevé la police au maire socialiste de Marseille, à notre ami le citoyen Flaissières.

A Chalon, c'est le crime de la municipalité interdisant le cortège qui a été la cause de la bagarre et l'occasion du meurtre.

Malgré tout, parce que nous savons que les prolétaires auront plus de garantie, si ce sont les municipalités élues par eux, vivant au milieu d'eux qui gardent la police, il faut persister à demander que la police soit laissée aux mains des municipalités. (...)

Tactique

(...) En 1869, au moment où venait d'être créé depuis deux ans déjà le suffrage universel en Allemagne, pour le Parlement de la confédération de l'Allemagne du Nord, Wilhelm Liebknecht a écrit une brochure pour chercher ce que les socialistes pouvaient et devaient faire au Parlement. Non seulement il ne voulait pas qu'on s'y occupât d'action réformatrice, mais il considérait que la tribune parlementaire était inutile, même pour les discours de pure propagande et il disait :

« Nos discours ne peuvent avoir aucune influence directe sur la législation ; nous ne convertissons pas le Parlement par des paroles, par nos discours nous ne pouvons jeter dans la masse des vérités qu'il ne soit possible de mieux divulguer d'une autre manière.

Quelle utilité pratique offrent alors les discours au Parlement ? Aucune ; et parler sans but constitue la satisfaction des imbéciles.

Pas un seul avantage.

Et voici de l'autre côté les désavantages : sacrifice des principes, abaissement de la lutte politique réduite à une escarmouche parlementaire ; faire croire au peuple que le Parlement bismarckien est appelé à résoudre la question sociale serait une imbécillité ou une trahison. »

Voilà comment, en 1869, apparaissait aux socialistes démocrates l'action même, l'action de propagande de nos élus dans le Parlement. J'imagine que vous avez reconnu là, appliquées à un objet différent, les condamnations que l'on porte contre nous à propos de l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois.

Quelques années après, pourtant, entraîné par l'irrésistible mouvement des choses, non seulement Liebknecht demeurait un combattant à l'assemblée de l'Empire, mais il entra au Landtag saxon, où on ne peut entrer qu'en prêtant le serment de fidélité à la Constitution royale et bourgeoise. (...) Il se trouva à ce moment, camarades, des purs, des intransigeants qui accusèrent Liebknecht, envers la démocratie socialiste, d'avoir prêté ce serment en vue d'occuper un siège au Landtag et Liebknecht, l'admirable révolutionnaire, répondait avec raison : « Mais alors ? nous serons éternellement les dupes des dirigeants s'il leur suffit de mettre sur notre route cet obstacle de papier d'une formule de serment. »

Et moi je vous demande, lorsqu'on fait un crime à un ministre socialiste d'avoir accepté ce que j'appellerai la formalité ministérielle de l'apparente solidarité de vote avec ses collègues du Cabinet, je vous demande si cette formalité est plus humiliante pour le Parti socialiste de France que ne l'était, pour les révolutionnaires socialistes d'Allemagne, le serment prêté devant Dieu d'être fidèles au roi ?

(...) J'ai dit qu'une question aussi difficile s'était posée devant les socialistes allemands à propos de la participation aux élections au Landtag de Prusse.

Là, il n'y a pas de suffrage universel, il y a trois classes d'électeurs : c'est un véritable cens et le système électoral est combiné de telle sorte que les socialistes tout seuls ne peuvent jamais faire entrer l'un des leurs dans l'assemblée électorale de Prusse. Ils ne le peuvent qu'en contractant des alliances ou, comme ils disent, des compromis avec les partis bourgeois.

En 1893, sur un rapport de Bebel, les démocrates socialistes allemands déclarèrent ce qui suit au Congrès de Cologne. « Considérant qu'il est contraire aux principes observés jusqu'ici par le Parti, de s'engager dans des compromis avec des partis ennemis, parce que ceux-ci conduiraient nécessairement à la démoralisation, aux querelles et aux divisions dans leurs propres rangs, le Congrès déclare : " C'est le devoir des membres du Parti en Prusse de s'abstenir entièrement de prendre part aux élections pour le Landtag, sous le régime actuel." »

Mais ils ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'en s'abstenant de prendre part aux élections, ils laissaient écraser la bourgeoisie libérale par les partis rétrogrades et que les droits du prolétariat, droits d'association, droits de coalition étaient menacés.

A Hambourg en 1898, à Stuttgart en 1899, ils commençaient à permettre aux socialistes de Prusse de prendre part aux élections du Landtag prussien.

Et enfin cela ne suffit pas et le même Bebel qui, en 1893, avait demandé au Parti d'interdire à tous ses membres la participation aux élections du Landtag de Prusse, le même Bebel, comprenant la faute qui avait été commise, l'erreur de tactique qui avait été faite, demanda, en 1900, au Congrès de Mayence un vote ferme.

Au Congrès de Mayence, sept ans après l'interdiction portée, le Parti socialiste allemand a donné l'ordre aux socialistes prussiens de prendre part aux élections du Landtag de Prusse.

Et pourtant, c'est au nom de la lutte de classes, c'est au nom de la tactique de parti qu'en 1893, on interdisait aux socialistes allemands de prendre part aux élections du Landtag.

Puis on a vu que la lutte de classes obligeait le prolétariat à défendre ses libertés élémentaires même, s'il le faut, en se coalisant avec la fraction libérale de la bourgeoisie et là où on avait dit « NON » on a dit « OUI » et on a donné un ordre. Les accuserez-vous d'avoir trahi ?

Et moi, je vous dis, sans pouvoir vous donner maintenant toutes mes raisons, que de même l'heure viendra où le parti socialiste unifié, organisé, donnera l'ordre à l'un des siens ou à plusieurs des siens, d'aller s'asseoir dans les gouvernements de la bourgeoisie pour contrôler le mécanisme de la société bourgeoise, pour résister le plus possible aux entraînements des réactions, pour collaborer le plus possible aux œuvres de réforme.

L'unité

(...) Ah ! on dit au Parti : « Restez isolés, restez à l'écart, ne vous mêlez pas à l'action gouvernementale ; tenez-vous aussi loin que possible de l'Etat bourgeois. »

Et moi je vous dis que toutes les grandes révolutions ont été faites dans le monde, parce que la société nouvelle, avant de s'épanouir, avait pénétré par toutes les fissures, par toutes ses plus petites racines, dans le sol de la société ancienne.

L'autre jour Kautsky, nous raillant un peu, nous disait : « Mais vous imaginez-vous conquérir le pouvoir gouvernemental de l'Etat en conquérant portefeuille par portefeuille ? C'est comme si, au temps de la Réforme, les protestants s'étaient imaginé qu'ils allaient conquérir le monde, en conquérant un cardinal après l'autre, dans le sacré Collège. »

J'en demande pardon à Kautsky : ce qui a fait la force des hérésies, des grandes révoltes de la conscience religieuse indépendante, au XII^e et au XIII^e siècles, ce qui fit ensuite la force de la Réforme, c'est précisément qu'elle a surgi en s'emparant d'une partie même du pouvoir de l'ancienne Eglise ; c'est qu'il y a eu, au XVI^e siècle, une période où les fidèles ne savaient plus au juste si leurs cardinaux, évêques ou moines étaient restés avec le pape ou étaient allés avec Luther.

L'Eglise l'a si bien senti, elle a si bien compris que le péril pour elle était dans cette pénétration, que l'ordre des Jésuites, qui s'est constitué pour la sauver, s'est donné pour mot d'ordre de pénétrer partout et d'être, lui, impénétrable à tous.

L'Eglise s'est sauvée pour des siècles en se fermant à l'action de la société nouvelle. Mais ce que l'Eglise a pu faire, la démocratie bourgeoise ne peut pas le faire ; elle ne pourra se fermer ; elle vous a laissé déjà pénétrer dans les municipalités.

On parle de responsabilités qu'assume un ministre socialiste dans un ministère bourgeois ; mais est-ce que vos élus municipaux n'assument pas des responsabilités ?

Est-ce qu'ils ne sont pas une partie de l'Etat bourgeois ? Mais le suffrage universel qui le nomme, il est réglé, il est limité par la loi bourgeoise.

Et si je voulais triompher du point de vue intransigeant où se placent quelques-uns de vos amis, comme je pourrais vous rappeler que vous acceptez ainsi le pouvoir municipal d'un suffrage universel, d'où la loi bourgeoise en excluant les assistés ou les ouvriers errants, a exclu les plus pauvres des prolétaires ; comme je pourrais vous dire que le maire socialiste, tout socialiste qu'il est, peut être suspendu par le pouvoir central, et pour un an n'être pas rééligible ; comme je pourrais vous dire qu'il accepte forcément, parce qu'il est maire, d'appliquer, d'administrer un grand nombre de lois bourgeoises, comme je pourrais vous dire que s'il se produit des conflits violents dans vos rues, il est obligé, lui aussi, sous peine de laisser dire que le socialisme, c'est le pillage et le meurtre, de faire appel à la force publique.

Et voyez, à Marseille, ces jours-ci, quelle responsabilité pesait sur le maire socialiste. En assistant au débarquement de Krüger, et en protégeant les étrangers anglais contre les violences possibles de la foule, il n'était plus le maire socialiste de Marseille, il était chargé de la sécurité, du renom de la France entière.

Ah ! ce serait trop commode d'être maire socialiste devant le monde, si on n'était pas obligé en même temps de compter avec toutes ces responsabilités ! Mais c'est parce que la tâche est lourde, c'est parce qu'on est tout ensemble une fraction du prolétariat conquérant et une fraction de l'Etat bourgeois.

C'est pour cela qu'il ne suffit pas d'un mécanisme pour faire aller la mairie socialiste, qu'il y faut des hommes de tête, des hommes de prudence, de pensée et, de réflexion, d'équilibre et de volonté, des hommes comme Flaissières, des hommes comme Delory. (*Bravos répétés. Cris : Vive Delory.*)

Oui, à mesure que grandit le pouvoir du Parti socialiste, grandit sa responsabilité.

Mais de cette responsabilité, nous n'avons pas peur, le Parti socialiste n'en a pas peur ; il a confiance dans la classe ouvrière, à une condition, c'est qu'elle soit organisée, c'est qu'elle soit unifiée ; c'est qu'en face de tous les autres partis anarchiques et discordants, elle ne forme qu'un parti, comme elle ne forme qu'une classe.

Eh ! oui, il y aura entre nous, longtemps peut-être, des dissentiments de méthode et de tactique. Mais il y en a en Belgique, en Allemagne ; cela ne les empêche pas d'être unis, de discuter loyalement, en camarades.

Et c'est ainsi que nous voulons discuter encore ; et nous voulons préparer au grand jour la grande unité socialiste, la grande fraternité socialiste, par la lumière, par la raison, par l'organisation ; et cela pour faire d'abord œuvre de réforme, et dans la réforme, œuvre commençante de révolution ; car je ne suis pas un modéré, je suis avec vous un révolutionnaire. (**Texte extrait du site Marxists Internet Archives**)

Les deux méthodes

Jules Guesde

26 novembre 1900

Citoyennes, citoyens, camarades,

Laissez-moi, tout d'abord, remercier Jaurès d'avoir aussi bien posé la question, la seule question pour la solution de laquelle vous êtes réunis ce soir. Jaurès a dit la vérité, au point de vue historique de nos divergences lorsque, allant au delà de la participation d'un socialiste à un gouvernement bourgeois, il est remonté jusqu'à ce qu'on a appelé l'affaire Dreyfus.

Oui, là est le principe, le commencement, la racine d'une divergence qui n'a fait depuis que s'aggraver et que s'étendre.

La lutte de classe

Jaurès a eu raison également, lorsqu'il a commencé par vous fournir l'élément indispensable de tout jugement, lorsqu'il vous a rappelé la société actuelle divisée en classes nécessairement antagonistes et en lutte ; il a eu raison de vous dire que c'était en vous plaçant sur ce terrain socialiste, que vous pouviez vous prononcer entre lui et nous. Seulement, à mon avis, il a été imprudent en invoquant ce qu'il appelle un principe, et ce que j'appelle, moi, un fait : la lutte de classe.

Oh ! il vous l'a très bien définie, il vous l'a montrée sévissant dans tous les ateliers, sur le terrain économique ; il vous l'a montrée comme moyen indispensable, le jour où elle est transportée et systématisée sur le terrain politique, pour en finir avec les classes, pour affranchir le travail et pour affranchir la société ; mais ensuite, il vous a dit : « Cette lutte de classe que nous venons de reconnaître positivement et de proclamer théoriquement ; cette lutte de classe, nous allons commencer par la laisser de côté comme ne pouvant pas déterminer notre conduite, notre politique, notre tactique de tous les jours. » De telle façon qu'il assimilait la lutte de classe au paradis des chrétiens et des catholiques, que l'on met si loin, si en dehors de tout, qu'il n'influe pas sur la vie quotidienne, ne dirigeant ni les volontés, ni les actes des chrétiens et des catholiques d'aujourd'hui, réduit qu'il est à un simple acte de foi dans le vide.

La lutte de classe, telle que l'a très bien définie Jaurès, si elle ne devait pas déterminer votre conduite de tous les jours, la politique de la classe ouvrière, la tactique nécessaire du prolétariat organisé en parti de classe, serait un mensonge et une duperie : elle est pour nous, elle doit être au contraire la règle de nos agissements de tous les jours, de toutes les minutes. (*Bravos vifs et répétés.*)

Nous ne reconnaissons pas la lutte de classe, nous, pour l'abandonner une fois reconnue, une fois proclamée ; c'est le terrain exclusif sur lequel nous nous plaçons, sur lequel le Parti ouvrier [1] s'est organisé, et sur lequel il nous faut nous maintenir pour envisager tous les événements et pour les classer.

Première déviation

On nous a dit : La lutte de classe existe ; mais elle ne défendait pas, elle commandait au contraire au prolétariat, le jour où une condamnation inique était venue atteindre un membre de la classe dirigeante, elle faisait un devoir, une loi aux travailleurs d'oublier les iniquités dont ils sont tous les jours victimes, d'oublier les monstruosité qui se perpétrent tous les jours contre leurs familles, contre leurs femmes et contre leurs enfants.

Ils devaient oublier tout cela ; c'étaient des injures anonymes, des iniquités anonymes, ne pesant que sur la classe ouvrière – qui ne compte pas. Mais le jour où un capitaine d'état-major, le jour où un dirigeant de la bourgeoisie se trouvait frappé par la propre justice de sa classe, ce jour-là, le prolétariat devait tout abandonner, il devait se précipiter comme réparateur de l'injustice commise.

Je dis que la lutte de classe ainsi entendue – je reprends mon mot de tout à l'heure – serait une véritable duperie. Ah ! Jaurès a fait appel à des souvenirs personnels, il vous a raconté ce qui s'était passé dans le groupe socialiste de la Chambre des députés à la fin de la législature de 1893-1898 ; à ce moment-là, c'était à l'origine de l'affaire elle était, on peut le dire, encore dans l'œuf, Jaurès vous a dit qu'il y avait les modérés – dont il n'était pas – et qu'il y avait l'extrême gauche, les avancés, dont il était, et qu'à ce moment Guesde lui-

même poussait à une intervention du groupe socialiste dans une affaire qui n'avait pas revêtu le caractère individuel ou personnel.

C'est alors, comme vous l'a dit Jaurès que j'ai protesté contre l'attitude des modérés : mais savez-vous quel était leur langage ? Jaurès aurait dû l'apporter à cette tribune. Les modérés ne voulaient pas qu'on se mêlât à l'affaire parce que, disaient-ils, nous sommes à la veille des élections générales et que l'on pourrait ainsi compromettre notre réélection. Et ils ajoutaient : « Ah ! si nous avions encore devant nous une ou deux années avant que le suffrage universel ait la parole, nous pourrions alors examiner la question en elle-même et décider si l'intérêt, si le devoir du Parti est d'intervenir. »

C'est contre cette lâcheté électorale, contre ces hommes qui ne pensaient qu'à leur siège de député que j'ai protesté, et que j'ai dit autre chose encore, car j'ai été plus loin : j'ai dit que si le suffrage universel, utilisé par le prolétariat, devait aboutir à une simple question de réélection, de fauteuils à conserver, j'ai dit qu'il vaudrait mieux rompre avec la méthode parlementaire et nous cantonner dans l'action exclusivement révolutionnaire. (...)

Notre attitude

Mais à ce moment-là, camarades, de quoi s'agissait-il ? S'agissait-il de diviser le prolétariat en dreyfusards et en anti-dreyfusards de poser devant la classe ouvrière ce rébus de l'innocence ou de la culpabilité d'un homme ? Car, dans ces termes c'était, et c'est resté un véritable rébus, les uns jurant sur la parole d'un tel, les autres sur la parole d'un autre, sans que jamais vous ayez pu pénétrer dans cet amas de contradictions et d'obscurités pour vous faire, par vous-mêmes, une opinion. Il ne s'agissait pas d'affirmer, de jurer que Dreyfus était innocent ; il ne s'agissait pas surtout d'imposer au prolétariat le salut d'un homme à opérer, lorsque le prolétariat a sa classe à sauver, a l'humanité entière à sauver !

C'était à propos du procès Zola, lorsque nous avons assisté à ce scandale d'un chef d'état-major général, de galonnés supérieurs, venant devant la justice de leur pays et jetant dans la balance leur épée ou leur démission en disant : « Nous ne resterons pas une minute de plus à notre poste, nous abandonnerons, nous livrerons la défense nationale, dont nous avons la charge, si les jurés se refusent au verdict que nous leurs réclamons. »

Dans ces circonstances, j'ai dit à Jaurès que, si une République, même bourgeoise, s'inclinait devant un pareil ultimatum du haut militarisme, c'en était fait de la République ; et j'ai ajouté : « Il nous faut monter à la tribune ; il nous faut demander l'arrestation immédiate, non pas pour leur rôle dans l'affaire Dreyfus, mais pour leur insurrection devant le jury de la Seine, du Boisdeffre et de ses suivants. » (...)

Voilà comment j'ai été dreyfusard, c'est-à-dire dans la limite de la lutte contre le militarisme débordé, allant jusqu'à menacer, sous le couvert d'un gouvernement complice, d'un véritable coup d'État. Et nous avons été ainsi jusqu'aux élections ; et aux élections – s'il y a ici des camarades de Roubaix, ils pourront en témoigner – sur les murs j'ai été dénoncé comme acquis, comme vendu à Dreyfus. Est-ce que je me suis défendu contre pareille accusation ? Est-ce que j'ai pensé un instant qu'il y avait là un certain nombre de voix à perdre et qui allaient assurer le succès de mon adversaire ? Non, camarades, pas plus alors que jamais je ne me suis préoccupé des conséquences personnelles que pouvaient avoir mes actes qui ont toujours été dirigés, déterminés, commandés par l'intérêt de la classe ouvrière que je représentais, – et que j'entendais représenter seule, car sur les murailles de Roubaix il y avait, personne ne peut l'oublier : “ Qu'aucun patron ne vote pour moi, qu'aucun capitaliste ne vote pour moi ; je ne veux ni ne puis représenter les deux classes en lutte je ne veux et ne puis être que l'homme de l'une contre l'autre. ”

Voilà le mandat que je vous demandais, que vous m'aviez donné, et que j'ai rempli.

Dreyfus et le Parti socialiste

Mais le lendemain des élections tout avait changé ; il ne s'agissait plus, cette fois, de brider le militarisme, il ne s'agissait plus de prendre au collet les généraux ou les colonels insurgés ; il s'agissait d'engager à fond le prolétariat dans une lutte de personne.

Il y a, disait-on, – et on l'a dit et écrit, non pas une fois, mais cent, non pas cent fois, mais mille, – il y a une victime particulière qui a droit à une campagne spéciale et à une délivrance isolée ; cette victime-là, c'est un des membres de la classe dirigeante, c'est un capitaine d'état-major – c'est l'homme qui, en pleine jeunesse, fort d'une richesse produit du vol opéré sur les ouvriers exploités par sa famille et libre de devenir un homme utile, libre de faire servir la science qu'il doit à ses millions au bénéfice de l'humanité, a choisi ce qu'il appelle la carrière militaire. Il s'est dit : « Le développement intellectuel que j'ai reçu, les connaissances multiples que j'ai incarnées, je vais les employer à l'égoïsme de mes semblables. » Elle était bien intéressante, cette victime-là.

Ah ! je comprends bien que vous, les ouvriers, vous, les paysans, que l'on arrache à l'atelier, que l'on arrache à la charrue, pour leur mettre un uniforme sur le dos, pour leur mettre un fusil entre les mains, sous prétexte de patrie à défendre, vous ayez le droit et le devoir de crier vers nous, vers le prolétariat organisé, lorsque vous êtes frappés par cette épouvantable justice militaire, parce que vous n'êtes pas à la caserne de par votre volonté – parce que vous n'avez jamais accepté ni les règlements, ni l'organisation, ni la prétendue justice militaire que vous subissez ; mais lui, il savait ce qu'il avait devant lui lorsqu'il a choisi le métier des armes ; c'est de propos délibéré qu'il s'est engagé dans cette voie, partisan des conseils de guerre tant qu'il a cru qu'ils ne frappaient que les prolétaires et que c'est lui, dirigeant, officier, qui mettrait contre eux en mouvement cette justice aveugle et à huis clos. Telle était la victime pour laquelle on avait osé la prétention de mobiliser tout l'effort prolétarien et socialiste...

(...) Je dis que nous ne pouvons reconnaître à la bourgeoisie, lorsqu'une injustice frappe un des siens, le droit de s'adresser au prolétariat, de lui demander de cesser d'être lui-même, de combattre son propre combat, pour se mettre à la remorque des dirigeants les plus compromettants et les plus compromis ; car il est impossible de ne pas se souvenir que le principal meneur de cette campagne contre une iniquité individuelle, avait déposé un projet de loi qui était la pire des iniquités contre une classe ; révolté par un jugement de conseil de guerre qui aurait frappé un innocent, il n'avait pas craint de frapper sans jugement tous les ouvriers et employés des chemins de fer, en voulant qu'avec le droit de grève on leur enlevât le moyen de défendre leur pain: c'était là l'homme de la vérité c'était là l'homme de la justice ! Et il aurait fallu que même les serfs des voies ferrées oubliassent le crime projeté contre leur classe pour faire cause commune avec M. Trarieux, avec M. Yves Guyot, avec la fine fleur des bourgeois exploités ou ayant théorisé l'exploitation des travailleurs ; il aurait fallu, et on aurait pu - tout en maintenant la lutte de classe - couvrir le prolétariat à cette queue de la bourgeoisie emprisonneuse qui avait derrière elle la bourgeoisie fusilleuse de 1871.

Ah ! non, camarades. A ce moment-là, le Parti ouvrier a crié : Halte là ! A ce moment il a rappelé les travailleurs à leur devoir de classe ; mais il ne leur prêchait pas le désintéressement ou l'abstention. La Déclaration portait en toutes lettres : Préparez-vous à retourner, contre la classe et la société capitaliste, les scandales d'un Panama militaire s'ajoutant aux scandales d'un Panama financier. Ce que nous voyions, en effet, dans l'affaire Dreyfus, c'était les hontes étalées qui atteignaient et ruinaient le régime lui-même. Il y avait là une arme nouvelle et puissante, dont on pouvait et dont on devait frapper toute la bourgeoisie, au lieu de mobiliser et d'immobiliser le prolétariat derrière une fraction bourgeoise contre l'autre...

Vous évoquiez tout à l'heure l'admirable révolutionnaire qu'était Liebknecht . Or, il a pris la parole dans cette affaire Dreyfus, et ça été, comme notre Parti ouvrier, pour désapprouver votre campagne :

« Je ne l'approuve pas, – vous écrivait-il – je ne peux pas l'approuver, parce que vous avez porté de l'eau au moulin du militarisme, du nationalisme et de l'antisémitisme. » C'est la vérité, camarades ; au bout de l'affaire Dreyfus, il n'y a pas eu de suppression des conseils de guerre, il n'y a pas eu la moindre modification à la justice militaire, il n'y a rien eu de ce qu'on vous promettait ; il y a eu un homme qui a été arraché à son rocher de l'île du Diable ; campagne personnelle, elle n'a eu qu'un résultat personnel. (*Mouvements divers.*)

L'embourgeoisement

Oh ! je me trompe, il y a eu quelque chose, et ce quelque chose, c'est Jaurès lui-même qui a eu le courage de le confesser. Il vous a dit : De l'affaire Dreyfus, de la campagne que j'ai menée avec un certain nombre de socialistes pour Dreyfus, il est sorti la collaboration d'un socialiste à un gouvernement bourgeois. Cela est vrai, citoyen Jaurès, et cela suffirait, en espèce de coopération socialiste dehors du reste, pour condamner tout ce dont vous vous vantez.

Oui, il a fallu cette première déformation, il a fallu l'abandon de son terrain de classe par une partie du prolétariat pour qu'à un moment donné on ait pu présenter comme une victoire la pénétration dans, un ministère d'un socialiste qui ne pouvait pas y faire la loi, d'un socialiste qui devait y être prisonnier, d'un socialiste qui n'était qu'un otage, d'un socialiste que M. Waldeck-Rousseau, très bon tacticien, a été prendre dans les rangs de l'opposition, pour s'en faire une couverture, un bouclier, de façon à désarmer l'opposition socialiste (*Bravos*), de façon à empêcher les travailleurs de tirer, non seulement sur Waldeck-Rousseau, mais de tirer sur Galliffet, parce qu'entre eux et Galliffet, il y avait la personne de Millerand.

Ah ! vous dites et vous concluez que vous aviez raison dans la campagne Dreyfus parce qu'elle a conduit Millerand dans le cabinet Waldeck Rousseau-Galliffet. Je dis, moi, que là est la condamnation définitive de cette campagne. Il a suffi qu'une première fois le Parti socialiste quittât, fragmentairement son terrain de classe ; il a suffi qu'un jour il nouât une première alliance avec une fraction de la bourgeoisie, pour que sur cette pente glissante il menace de rouler jusqu'au bout. Pour une œuvre de justice et de réparation

individuelle, il s'est mêlé à la classe ennemie, et le voilà maintenant entraîné à faire gouvernement commun avec cette classe.

Et la lutte de classe aboutissant ainsi à la collaboration des classes, cette nouvelle forme de coopération réunissant dans le même gouvernement un homme qui, s'il est socialiste, doit poursuivre le renversement de la société capitaliste, et d'autres hommes, en majorité, dont le seul but est la conservation de la même société, on nous la donne comme un triomphe du prolétariat, comme indiquant la force acquise par le socialisme. Dans une certaine mesure, oui, comme le disait Lafargue. C'est parce que le socialisme est devenu une force et un danger pour la bourgeoisie, à laquelle il fait peur, que celle-ci a songé à s'introduire dans le prolétariat organisé pour le diviser et l'annihiler ; mais ce n'est pas la conquête des pouvoirs publics par le socialisme, c'est la conquête d'un socialiste et de ses suivants par les pouvoirs publics de la bourgeoisie.

Et alors, nous avons vu, camarades, ce que j'espérais pour mon compte ne jamais voir, nous avons vu la classe ouvrière, qui a sa République à faire, comme elle a sa Révolution à faire, appelée à monter la garde autour de la République de ses maîtres, condamnée à défendre ce qu'on a appelé la civilisation capitaliste.

Je croyais, moi, que quand il y avait une civilisation supérieure sous l'horizon, que lorsque cette civilisation dépendait d'un prolétariat responsable de son affranchissement et de l'affranchissement général c'était sur cette civilisation supérieure qu'on devait avoir les yeux obstinément tournés ; je croyais qu'il fallait être prêt à piétiner le prétendu ordre d'aujourd'hui pour faire ainsi place à l'autre.

Il paraît que non ; il paraît que les grands bourgeois de 1789 auraient dû se préoccuper de défendre l'ancien régime, sous prétexte des réformes réalisées au cours du XVIII^e siècle ; je croyais, moi, qu'ils avaient marché contre ce régime, qu'ils avaient tout balayé, le mauvais et le bon, le bon avec le mauvais et je croyais que le prolétariat ne serait pas moins révolutionnaire, que, classe providentielle à son tour, appelé à réaliser, à créer une société nouvelle, émancipatrice, non plus de quelques-uns, mais de tous, il devait n'avoir d'autre mobile que son égoïsme de classe, parce que ses intérêts se confondent avec les intérêts généraux et définitifs de l'espèce humaine tout entière !

La nouvelle politique que l'on préconise au nom de la lutte de classe consisterait donc à organiser à part, sur son propre terrain, le prolétariat, et à l'apporter ensuite, comme une armée toute faite, à un quelconque des états-majors bourgeois. Alors que, abandonnée par les salariés, qui sortaient de ses rangs politiques au fur et à mesure de leur conscience de classe éveillée, la bourgeoisie se sentait perdue, on nous fait aujourd'hui un devoir pour demain, comme pour hier, de nous porter à son secours chaque fois que se produira une injustice, chaque fois qu'une tache viendra obscurcir son soleil. (...)

Collectivisme et révolution

Il n'y a rien de changé et il ne peut rien y avoir de changé dans la société actuelle tant que la propriété capitaliste n'aura pas été supprimée et n'aura pas fait place à la propriété sociale c'est-à-dire à votre propriété à vous.

Cette idée-là que, depuis vingt et quelques années, nous avons introduite dans les cerveaux ouvriers de France, doit rester l'unique directrice des cerveaux conquis et doit être étendue aux cerveaux d'à côté où la lumière socialiste ne s'est pas encore faite. C'est là notre tâche exclusive ; il s'agit de recruter, d'augmenter la colonne d'assaut qui aura, avec l'État emporté de haute lutte, à prendre la Bastille féodale ; et malheur à nous si nous nous laissons arrêter le long de la route, attendant comme une aumône les prétendues réformes que l'intérêt même de la bourgeoisie est quelquefois de jeter à l'appétit de la foule, et qui ne sont et ne peuvent être que des trompe-la-faim. Nous sommes et ne pouvons être qu'un parti de révolution, parce que notre émancipation et l'émancipation de l'humanité ne peuvent s'opérer que révolutionnairement.

Nous détourner de cette lutte, camarades, c'est trahir, c'est désert, c'est faire le jeu des bourgeois d'aujourd'hui qui savent bien, comme le disait Millerand à Lens, que le salariat n'est pas éternel, qui savent bien, comme l'a répété, comme un écho, Deschanel à Bordeaux, que le prolétariat est un phénomène provisoire... mais qui renvoient la disparition de cette dernière forme de l'esclavage à je ne sais quelle date plus éloignée que le paradis même des religions, qui au moins doit suivre immédiatement votre mort. (...)

Pas de confusion

Mais Jaurès a été plus loin ; il a essayé d'assimiler l'action électorale du socialisme emmanchant le suffrage universel comme un moyen de combat, à l'action ministérielle par la bourgeoisie gouvernementale. Il a été encore au-delà, il a prétendu qu'en installant avec vos propres forces Carette à l'hôtel de ville de Roubaix et Delory à l'hôtel de ville de Lille, vous aviez autorisé Millerand à accepter un morceau de pouvoir de la classe contre laquelle vous êtes obligés de lutter jusqu'à la victoire finale. Il vous a cité, d'autre part, certaines paroles de Liebknecht, qui aurait condamné en 1869 l'entrée des socialistes dans les parlements

bourgeois, alors que la même année il se laissait porter avec Bebel dans le Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord ; il vous a rappelé que Liebknecht a pénétré également dans le Landtag de Saxe (...).

Quel rapport est-il possible d'établir entre les deux situations ? Pour entrer dans le Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord, il fallait y être porté par les camarades ouvriers organisés ; il fallait y entrer par la brèche ouverte de la démocratie socialiste ; on était le fondé de pouvoir de sa classe. Il fallait pour le Landtag de Saxe, prêter un serment dérisoire, comme celui que Gambetta devait prêter à l'Empire, n'empêchait pas que ce fût en ennemi qu'on s'introduisait dans l'Assemblée élective, comme un boulet envoyé par le canon populaire... Et vous osez soutenir que les conditions seraient les mêmes de Millerand acceptant un portefeuille de Waldeck-Rousseau ? C'est le prolétariat, paraît-il, qui l'année dernière, a donné un tel coup d'épaule électoral que la brèche a été faite par laquelle Millerand a passé ? Une pareille thèse n'est pas soutenable. Il est arrivé au gouvernement appelé par la bourgeoisie gouvernementale. (*Applaudissements et bravos.*) Il y est arrivé dans l'intérêt de la bourgeoisie gouvernementale qui, autrement n'aurait pas fait appel à son concours. On pouvait constituer un ministère, même de plus de défense républicaine que celui dont nous jouissons depuis dix-huit mois, sans qu'un socialiste en fît partie. Vous avez parlé du cabinet Bourgeois ; il n'y avait pas de socialiste dans ce cabinet et il a fait, on peut l'affirmer, une œuvre plus républicaine que le cabinet d'aujourd'hui. Une preuve, entre autres, c'est que la loi sur les successions, votée alors, n'a pas trouvé grâce devant le gouvernement de défense républicaine de l'heure présente, qui compte un socialiste, et qui a lâché une partie de la réforme d'alors.

Camarades, le jour où le Parti socialiste, le jour où le prolétariat organisé comprendrait et pratiquerait la lutte de classe sous la forme du partage du pouvoir politique avec la classe capitaliste, ce jour-là il n'y aurait plus de socialisme ; ce jour-là il n'y aurait plus de prolétariat capable d'affranchissement ; ce jour-là, les travailleurs seraient redevenus ce qu'ils étaient, il y a vingt-deux ans, lorsqu'ils répondaient, soit à l'appel de la bourgeoisie opportuniste contre la bourgeoisie monarchiste soit à l'appel de la bourgeoisie radicale contre la bourgeoisie opportuniste ; ils ne seraient plus qu'une classe, qu'un parti à la suite, domestiqué sans raison d'être et surtout sans avenir.

En combattant

Je me souviens d'un parti républicain dont j'ai été, le vieux parti républicain, qui se refusait au genre de compromission que l'on voudrait imposer aujourd'hui à notre Parti socialiste. L'Empire ayant fait appel, réellement appel à un des Cinq, à Émile Ollivier, quoiqu'il s'agît alors de transformer, ce qui était possible, l'Empire dictatorial en Empire libéral, quoiqu'il y eût au bout de cette collaboration d'un républicain au gouvernement de Bonaparte la liberté de réunion et de presse et le droit de coalition ouvrière, malgré tout, à l'unanimité, la bourgeoisie républicaine, plus intransigeante, possédant sur ses élus une maîtrise plus complète, n'hésita pas à exécuter comme traître M. Émile Ollivier.

N'aurions-nous donc ni l'énergie, ni la conscience des républicains bourgeois de la fin de l'Empire ? Ce n'est d'ailleurs là que la partie incidente de mon rappel du passé. Ce que je voulais mettre en lumière, c'est que le parti républicain sous l'Empire, comme le Parti socialiste aujourd'hui disait : « Il faut faire la République, mais il faut marcher en combattant. »

Cela n'a pas duré longtemps. Un homme est venu, c'était Gambetta, et je me rappelle en 1876, à Belleville, il prononçait les paroles suivantes : « Je ne connais que deux manières d'arriver à mon but, en négociant ou en combattant ; je ne suis pas pour la bataille. »

C'était là l'arrêt de mort du vieux parti républicain ; l'opportunisme était né, et l'opportunisme républicain, c'était la stérilité républicaine, c'était l'avortement républicain, incapable en trente années d'aboutir même aux réformes politiques qui sont un fait accompli par-delà nos frontières, aux États-Unis d'Amérique ou dans la République helvétique ; c'était je le répète, la mort du parti républicain bourgeois ! Eh bien, aujourd'hui, nous nous trouvons, nous, parti de classe, nous, parti socialiste, avec des responsabilités plus grandes, avec des nécessités qui s'imposent plus impérieusement, devant les deux mêmes politiques : les uns préconisant la prise du pouvoir politique en combattant, les autres poursuivant cette prise du pouvoir partiellement, fragmentairement, homme par homme, portefeuille par portefeuille, en négociant.

Nous ne sommes pas pour le négoce : la lutte de classe interdit le commerce de classe ; nous ne voulons pas de ce commerce-là ; et si vous en vouliez, camarades de l'usine, camarades de l'atelier, prolétaires qui avez une mission à remplir, la plus haute mission qui se soit jamais imposée à une classe, le jour où vous accepteriez la méthode nouvelle, ce jour-là non seulement vous auriez fait un marché de dupes mais vous auriez soufflé sur la grande espérance de rénovation qui aujourd'hui met debout le monde du travail...

Classe contre classe

Aujourd'hui ce qui fait la force, l'irrésistibilité du mouvement socialiste, c'est la communion de tous les travailleurs organisés poursuivant, à travers les formes gouvernementales les plus divergentes, le même but par le même moyen : l'expropriation économique de la classe capitaliste par son expropriation politique.

Cette unité socialiste, jaillie des mêmes conditions économiques, serait brisée à tout jamais le jour où, au lieu de ne compter que sur vous-mêmes, vous subordonneriez votre action à un morceau de la classe ennemie, qui ne saurait se joindre à nous que pour nous arracher à notre véritable et nécessaire champ de bataille.

La Révolution qui vous incombe n'est possible que dans la mesure où vous resterez vous-mêmes, classe contre classe, ne connaissant pas et ne voulant pas connaître les divisions qui peuvent exister dans le monde capitaliste. C'est la concurrence économique qui est la loi de sa production et c'est la concurrence politique ou les divisions politiques qui, soigneusement entretenues, lui permettent de prolonger sa misérable existence.

Si la classe capitaliste ne formait qu'un seul parti politique, elle aurait été définitivement écrasée à la première défaite dans ses conflits avec la classe prolétarienne. Mais on s'est divisé en bourgeoisie monarchiste et en bourgeoisie républicaine, en bourgeoisie cléricale et en bourgeoisie libre penseuse, de façon à ce qu'une fraction vaincue pût toujours être remplacée au pouvoir par une autre fraction de la même classe également ennemie.

C'est le navire à cloisons étanches qui peut faire eau d'un côté et qui n'en continue pas moins à flotter insubmersible. Et ce navire-là, ce sont les galères du prolétariat sur lesquelles c'est vous qui ramez et qui peinez et qui peinez et qui ramerez toujours, tant que n'aura pas été coulé, sans distinction de pilote, le vaisseau qui porte la classe capitaliste et sa fortune, c'est-à-dire les profits réalisés sur votre misère et sur votre servitude

Notes

[1] Le *Parti ouvrier français*, qui se réclamait du marxisme, était le parti de Guesde et Lafargue jusqu'en 1902, date à laquelle il fusionnera avec les partisans d'Edouard Vaillant au sein du *Parti socialiste de France*. Le PSF sera lui-même une des composantes de l'unification socialiste de 1905 qui allait donner lieu à la création de la SFIO

(Texte extrait du site Marxists Internet Archives)

Paul Lafargue

Le socialisme et le parlementarisme

Paul Lafargue est né en 1842, à Santiago de Cuba. Il vient vivre en France avec sa famille et y étudie la médecine. Proche des idées de Proudhon au départ, il fait la connaissance de Marx et Engels au sein de la Première internationale. En 1868 il épouse Laura Marx, la deuxième fille de Marx et entame une longue carrière politique. Condamné à la prison à deux reprises, il milite au sein du Parti ouvrier de Guesde, puis de la SFIO. Lafargue combat le millerandisme (la participation à un gouvernement bourgeois). On connaît généralement Lafargue pour des détails biographiques n'ayant pas grand rapport avec ses capacités de réflexion : il était métis, fut le gendre de l'auteur du *Capital* et s'est suicidé à 70 ans avec sa femme. Avec un peu de chance, on sait qu'il a commis un pamphlet au titre très accrocheur *Le droit à la paresse* — et pour cela souvent réédité. Mais on sait moins qu'il était un athée militant et a laissé derrière lui quelques écrits théoriques intéressants. (Y.C.)

Le parlementarisme est la forme gouvernementale que revêt la dictature sociale de la classe capitaliste, et le libéralisme est le masque qui cache cette brutale domination. Tout est libre dans la société capitaliste, depuis les contrats de travail entre patrons et salariés, jusqu'à la formation des ministères qui gouvernent la nation ; et partout la liberté n'est qu'un trompe-l'œil. Les ministres sont aussi soumis à la volonté des capitalistes, représentés par la majorité parlementaire, que les salariés aux employeurs. La bourgeoisie ne tolère que les gouvernements qui servent ses intérêts ; elle a renversé successivement, en 1830 et en 1848, les monarchies constitutionnelles de Charles X et de Louis Philippe, et, en 1870, l'empire plébiscitaire de Napoléon III, qui avaient cessé de répondre à ce qu'elle attendait d'eux.

La bourgeoisie, sous la monarchie, l'Empire et la République, a monopolisé le pouvoir : jusqu'en 1848, elle en écartait cyniquement le prolétariat par le suffrage restreint ; même pendant sa grande Révolution, toutes les assemblées parlementaires étaient élues au suffrage restreint ; aussi, elles n'étaient composées que d'avocats, de médecins, d'industriels, de commerçants et de propriétaires fonciers qui ne légiféraient que dans l'intérêt exclusif de la classe possédante.

Le suffrage universel, accordé par surprise le lendemain de 1845, épouvanta Thiers et les politiciens.

Ils essayèrent de le mutiler. Louis Bonaparte pour courtiser le peuple que les républicains avaient massacré aux journées de Juin, prit sa défense. Les bourgeois, revenus de leurs craintes, s'aperçurent que le suffrage universel, loin de nuire à leur domination de classe, servait au contraire à le masquer, en lui enlevant le caractère brutal qu'elle avait avec le suffrage restreint. Les assemblées parlementaires, élues par le suffrage universel, continuèrent à être composées de députés dévoués à leurs intérêts comme du temps que le corps électoral ne comptait que 200 000 votants. Ce n'est que dans ces dernières années, après que les socialistes eurent enseigné aux prolétaires le maniement du suffrage universel, que des représentants de la classe ouvrière ont pu pénétrer dans les parlements, dont l'immense majorité est demeurée la servante de la classe capitaliste. C'est cette majorité qui choisit et soutient les ministres, qui vote les lois et les budgets, qui répartit les impôts, qui met au pillage le Trésor pour subventionner les entreprises bourgeoises, qui lance la France dans des expéditions coloniales, pour développer l'industrie et le commerce capitalistes, et qui emploie les forces répressives (armée, magistrature et police) pour courber la classe ouvrière sous le joug économique et politique du capital.

Même les réformes qui avantagent les salariés ne sont réalisées par la majorité parlementaire que lorsqu'elles ne nuisent pas à l'exploitation capitaliste, ou lorsqu'elles lui servent.

Par exemple, les lois limitant le travail des enfants n'ont été votées que sur les réclamations des Dollfus et des fabricants de l'Alsace, qui constataient que la féroce exploitation de l'enfance ne livrait aux industriels que des adultes ruinés de santé et incapables de travail. La sollicitude que les parlements de toutes les nations à civilisation industrielle témoignent pour l'éducation populaire n'a pour unique mobile que le besoin qu'ont les capitalistes d'ouvriers instruits pour diriger leurs ateliers, conduire leurs machines délicates et abaisser le

prix des salariés intellectuels. Les capitalistes, quoique unis en une classe par des intérêts communs, sont cependant divisés en sous-classes, en catégories (financiers, grands et petits propriétaires fonciers, grands et petits industriels, etc.) dont les intérêts sont opposés : les députés, d'après la catégorie capitaliste à laquelle ils sont inféodés, se groupent en partis parlementaires, et c'est sous la forme de luttes politiques que s'entrechoquent dans le Parlement les intérêts opposés des différentes catégories capitalistes. Mais, si un parti parlementaire au pouvoir sert plus spécialement les intérêts du groupe capitaliste qu'il représente, il ne néglige pas pour cela les intérêts qui sont communs à tous les capitalistes. Depuis la fondation de la Troisième République, les monarchistes, les modérés, les opportunistes et les radicaux se sont succédés au pouvoir, favorisant les intérêts de telle ou telle catégorie capitaliste ; mais tous, sans hésitation, ont mis les forces répressives de l'État au service du Capital contre le Travail ; tous ont lancé les policiers, les soldats et les magistrats contre les grévistes, sous le fallacieux prétexte de protéger la liberté du travail.

Dans tout gouvernement parlementaire, que le chef de l'Etat soit armé du droit de veto, comme le président des Etats-Unis, ou qu'il soit un personnage décoratif, roi ou président, comme en Belgique, en Angleterre et en France, c'est la classe capitaliste qui gouverne : les ministres sont des commis qui, sous le contrôle des députés et des sénateurs, sont uniquement occupés à servir ses intérêts.

Le Parti socialiste n'est pas et ne peut devenir un parti parlementaire, puisque le parlementarisme est la forme gouvernementale spécifique de la classe capitaliste. Mais, bien qu'il ait pour mission d'abolir le parlementarisme, il est cependant forcé de se servir des moyens qu'il lui offre pour s'organiser et battre en brèche la puissance politique du capital : c'est ainsi que, destiné à supprimer la guerre, il sera cependant obligé d'employer les canons et les fusils pour accomplir la révolution sociale.

Le Parti socialiste, quoi que n'étant pas un parti parlementaire, a donc été amené, par la force des circonstances, à avoir une action parlementaire qui s'exerce au-dehors du Parlement et dans le Parlement.

Il a dû prendre part aux élections, qui sont les périodes gestatrices des parlements, parce qu'elles sont des plus propices à la propagande. Le socialiste rencontre alors devant lui un auditoire et des contradicteurs nouveaux : il a parfois la chance d'engager la discussion avec des chefs bourgeois qui, en temps ordinaire, le fuient comme la peste, et de les battre devant des personnes à qui la presse bien pensante représente le socialiste comme un imbécile ou un criminel.

Les élections sont la lutte légale ; le Parti socialiste s'en sert pour commencer, même en pleine période capitaliste, l'expropriation politique de la classe bourgeoise. Elles lui fournissent une excellente occasion de mobiliser ses hommes et de leur faire donner la mesure de leur intelligence, énergie et dévouement.

Il n'existe pas en France un autre parti qui possède ces qualités au même degré : le nombre des propagandistes qui se produisent dans les périodes électorales, l'énergie qu'ils dépensent à soutenir le candidat socialiste et les sacrifices qu'ils s'imposent pour le faire triompher est incroyable. J'ai pris part à bien des luttes électorales dans des régions différentes, et toujours j'ai rencontré le même entrain.

Aussi, le parti socialiste est le seul parti qui ne craint pas les défaites, il les courtise même, car, vaincu ou victorieux, il sort de toute période électorale plus riche en hommes et mieux organisé.

L'action électorale du Parti socialiste, même lorsqu'elle aboutit à des défaites, exerce sur la politique parlementaire une influence qui croîtra à mesure qu'elle se généralisera ; car si la crainte de Dieu, au dire des calotins, est le commencement de la sagesse, la crainte des électeurs martèle dans la tête des députés quelques notions de socialisme et les forcera à réaliser les réformes ouvrières possibles dans le milieu capitaliste.

Le Parlement est un admirable champ de bataille pour le Parti socialiste ; jamais il ne sort battu d'aucun des engagements qu'il livre aux représentants de la classe ennemie. Toutes les réformes que ses élus présentent aux votes de la Chambre sont des victoires : si la proposition est adoptée, autant de pris sur l'ennemi, si elle est repoussée, elle dessille les yeux des travailleurs qui acceptent aveuglément la direction politique des bourgeois, elle leur apprend à donner le pas à leurs intérêts de classe sur les querelles politiques avec lesquelles les radicaux les amusent.

Le Parlement met à la disposition du député socialiste une tribune du haut de laquelle il peut parler au pays. Le magnifique discours de Guesde sur le collectivisme n'était pas nouveau pour les socialistes ; depuis des années il semait dans les villes et les campagnes les principes collectivistes ; mais le Parlement lui fournit l'occasion rare de les classer et de les condenser pour terrasser les doctrines du capitalisme ; sa parole qui, jusqu'alors, n'était entendue que par les centaines et les milliers d'auditeurs des réunions publiques, fit vibrer des millions de cerveaux dans toute la France.

Les députés socialistes peuvent se servir des luttes qui mettent aux prises les partis politiques du parlement ; ils peuvent en jetant le poids de leurs votes dans un plateau de la balance, renverser ou consolider un ministère.

Les élections de 1893 envoyèrent à la Chambre un nombre suffisant de socialistes pour constituer un groupe capable d'intervenir dans la mêlée parlementaire ; il eut la chance d'avoir deux leaders parlementaires, Jaurès et Millerand, de première force et comme orateurs et comme tacticiens.

Leur entrée en scène, comme leaders du groupe socialiste, fut marquée par d'éclatantes victoires ; au premier engagement ils firent sauter en l'air le ministère du gros Dupuy, que l'on croyait solidement calé ; puis ce fut le tour du ministère Casimir Périer, l'exploiteur d'Anzin, aux cinquante millions, il ne pesa pas lourd dans leurs robustes mains ; quand les républicains bourgeois, épouvantés des progrès du socialisme, crurent trouver dans le petit-fils du Périer qui, sous Louis-Philippe, massacra le parti républicain, le président à poigne qui déporterait les militants socialistes, ils acceptèrent la lutte et Casimir Périer vida la présidence déconsidéré et honni.

Les majoritaires essayèrent d'interdire la tribune aux députés socialistes, en étouffant leurs voix sous des cris d'animaux et des claquements de pupitre ; à la première tentative, le groupe socialiste leur signifia qu'il ne tolérerait pas cette mauvaïse plaisanterie ; les socialistes huèrent si bien un ministre qu'ils le forcèrent à déguerpir de la tribune. « *Chaque fois que vous empêcherez un socialiste de parler, nous rendrons la pareille au premier ministre qui prendra la parole* », déclara Rouanet. La leçon porta.

Les socialistes reprenaient en France la tactique qui avait si bien réussi en Angleterre aux députés irlandais, conduits par l'incomparable Parnell. On ne pouvait gouverner sans le consentement du groupe socialiste.

Le groupe socialiste, lors du ministère Bourgeois, donna la mesure de sa puissance et de son imprévoyance : sans exiger aucune garantie, il mit à sa disposition toute son influence dans la Chambre et dans le pays ; il fit voter au pas de course et sans discussion le budget qui, depuis, n'est bouclé qu'après plusieurs douzièmes provisoires, et il fabriqua à Bourgeois une popularité comme aucun ministre n'en avait connu depuis longtemps.

Le groupe socialiste a démontré, pendant la législature de 1893, qu'il n'avait pas besoin d'avoir un de ses membres dans le ministère pour diriger la politique du gouvernement. Les antisémites et les nationalistes, que mènent les jésuites, viennent de répéter l'expérience, sans qu'aucun d'eux ne fut ministre, ils ont fait marcher au doigt et à l'œil les ministères.

Il en est toujours ainsi dans le régime parlementaire ; quand l'opposition est habile et vigoureuse, le gouvernement ne peut se maintenir qu'en faisant des concessions.

Les camarades qui ont salué avec enthousiasme l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau n'ont pas compris que cette entrée, dont je suis le premier à déclarer qu'elle est la reconnaissance officielle de la force du socialisme, n'est en définitive qu'une concession platonique pour endormir l'ardeur combative du Parti socialiste, pour paralyser dans la Chambre et le pays ses attaques contre le ministère et pour lui faire endosser ses fautes et son impuissance réformatrice.

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour voir se produire cette action paralysante : quelques jours après la formation du ministère, la Chambre discutait les primes à accorder à l'industrie du schiste ; Vaillant propose qu'on n'alloue les subventions qu'aux patrons qui traitent convenablement leurs ouvriers. Millerand déclare qu'il faut d'abord voter l'argent pour les employeurs, et que plus tard on songera au sort des employés. Le devoir des socialistes était tracé : quelques députés socialistes indépendants, n'osant pas repousser la proposition Vaillant, s'abstinrent.

Le ministre socialiste sera forcé d'endosser les fautes commises par le cabinet auquel il appartiendra, car les mesures les plus importantes sont discutées en conseil des ministres et les résolutions qui y sont prises engagent la responsabilité de tous les ministres.

Tous les radicaux entrés dans les ministères de concentration républicaine étaient, par exemple, responsables du maintien d'un ambassadeur auprès du Pape et du budget des cultes, dont ils ne cessaient, depuis des années, de réclamer la suppression dans leurs programmes électoraux. On les accusait de trahison, tandis qu'ils ne faisaient qu'obéir aux nécessités de la fausse situation où ils s'étaient placés. Il en sera de même pour Millerand : *L'Aurore* du 9 août nous apprend que le ministère Waldeck-Rousseau continue, par l'entremise du libre-penseur Lanessan, les scandaleuses faveurs que les ministères précédents distribuaient au clergé qui vient de mettre la République en péril.

L'Aurore, qui avait applaudi à l'entrée de Millerand et de Haudin dans le ministère Waldeck-Rousseau, les dénonce dans son numéro du 14 septembre : « Leur mobile en même temps que leur excuse, pour entrer dans le ministère, étaient qu'ils y seraient les garants d'une politique sincèrement républicaine. Ils étaient, ajoutait-on, le contrepoids nécessaire du modérantisme excessif de quelques-uns et du sabre rouge du général Galliffet. » Ce ministère, qui renferme dans son sein deux socialistes, tolère que son représentant à Rennes, le général Chamoin, glisse dans le dossier secret une pièce fautive de du Paty de Clam, et il arrête au Havre les rédacteurs du *Progrès socialiste* et le secrétaire de la Bourse du Travail, après une manifestation pour la

justice et le droit. « *Que pensent de cela les citoyens Millerand et Baudin ? Il ne se peut qu'ils l'ignorent. Ils l'approuvent donc ? Quelle explication donner de leur acquiescement à de tels actes ? Est-ce faiblesse ? Est-ce connivence ?* »

Ceux-là mêmes qui accueilleront avec joie les réformes du ministre socialiste seront les premiers à lui reprocher de prendre, d'accord avec ses collègues, des mesures en complète contradiction avec le programme socialiste. Le ministre socialiste est un homme perdu pour le socialisme, quoi qu'il fasse.

Le mémorable Congrès de Marseille de 1879, qui décida pour la première fois en France l'organisation du prolétariat, en parti de classe, déclara qu'il devait prendre part aux luttes politiques.

L'année d'après, les socialistes présentèrent à Paris des candidats municipaux contre toutes les fractions du parti républicain ; ils furent battus, vu le petit nombre d'adhérents que comptait le socialisme dans la population parisienne. Aux élections législatives suivantes, les socialistes de Roubaix entrèrent dans la lutte électorale avec Guesde pour candidat ; il ne recueillit que quatre cents et quelques voix. A cette époque, on ne récoltait que des défaites honteuses ; on y allait bravement tout de même, parce qu'on considérait que la période électorale était excellente pour la propagande.

Si dès le lendemain de sa fondation au Congrès de Marseille, le Parti socialiste s'est jeté dans la lutte électorale pour commencer légalement l'expropriation politique de la classe capitaliste par les travailleurs organisés, il n'a jamais pensé qu'un de ses élus pouvait entrer dans un ministère. Une telle position ne pouvant être emportée par l'action des travailleurs, un socialiste ne peut l'occuper que par la tolérance de la majorité parlementaire, dévouée à la classe capitaliste. Depuis 1879 le Parti socialiste n'a pas changé d'opinion.

Millerand, en opposition à la décision prise par le groupe socialiste de la Chambre qui interdisait à un élu socialiste de briguer n'importe quelle place gouvernementale, entre dans le ministère Waldeck-Rousseau, et les indépendants veulent que cet acte individuel en contradiction avec toute la tactique du parti, devienne le point de départ d'une nouvelle méthode d'action ; ils demandent qu'on abandonne la tactique consacrée par les Congrès et la pratique, qui en moins de vingt ans, a fait de la poignée de socialistes de 1879 un parti puissant à qui les républicains bourgeois doivent faire appel pour sauver la République compromise par leurs avortements politiques et leur impuissance réformiste.

Les indépendants qui demandent que l'on change la tactique prétendent que l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois n'est que le couronnement de la tactique suivie par le parti pour pénétrer dans la Chambre et les autres corps élus. Il est logique qu'un radical bourgeois, accommodé à la sauce de Saint-Mandé, parle de la sorte ; mais un socialiste ne peut tenir un tel langage, car il ne saurait y avoir aucune assimilation entre l'expropriation légale de la classe capitaliste d'une position électorale et l'entente et la « pactisation » qu'implique la formation d'un ministère.

Une élection est une lutte pacifique et légale ; le socialiste, avec le soutien de ses coreligionnaires, conquiert contre les candidats bourgeois et le gouvernement sa place à la Chambre ou au Conseil municipal ; il y entre avec tout son programme pour continuer sur un autre terrain la lutte contre la classe capitaliste.

Un ministère se constitue après entente entre ses membres, qui se font des concessions mutuelles et s'engagent à se soutenir dans les limites d'un plan convenu : un socialiste ne peut entrer dans un ministère qu'en laissant à la porte son socialisme, n'y introduisant en contrebande que les réformes les plus inoffensives à l'ordre capitaliste ; et par contre il s'engage moralement, sinon positivement, à défendre les mesures les plus nécessaires au maintien de l'exploitation capitaliste.

Les indépendants qui, intentionnellement ou inconsciemment, confondent les choses les plus dissemblables, disent que comme dans les élections il y a souvent entente entre le candidat socialiste et les partis bourgeois, il y a intérêt que cette entente continue dans un ministère. Une entente électorale est un traité fait pour obtenir un résultat déterminé ; l'élection faite, la trêve est rompue et la lutte recommence.

Aux élections de 1893, il y eut, au second tour, entente entre mon comité socialiste de Lille et le comité radical de Tourcoing, qui soutenait M. Dron : ce dernier s'engageait à faire voter les radicaux de Lille pour le candidat socialiste, à condition que le Parti ouvrier de Tourcoing reportât ses voix sur le candidat radical. Le pacte fut conclu : les socialistes furent roulés ; ils firent élire M. Dron, et les radicaux de Lille s'abstinrent ou votèrent pour le candidat clérical. Le lendemain des élections, M. Dron continua à desservir les ouvriers et je repris ma propagande contre le capital que, d'ailleurs, je n'avais pas suspendue.

Où donc est la compromission, qui nécessairement existe dans la formation de tout cabinet ministériel ? Le socialiste élu avec l'appoint des voix bourgeoises ne s'est pas engagé à servir les intérêts capitalistes ; le socialiste ministre concourt pour sa part, petite ou grande, directe ou indirecte, à la bonne exécution des mesures que prend le Conseil des ministres, non pour développer le socialisme, mais pour avancer les affaires du Capital.

Le parti socialiste en autorisant son groupe à la Chambre à fournir des ministres lui inoculera la gangrène parlementaire. Les partis politiques du Palais-Bourbon sont divisés en une infinité de groupes et de sous-groupes, menés par un ou plusieurs chefs ministrables : dès qu'une crise ministérielle est ouverte, les groupes s'agitent et les couloirs du Palais-Bourbon bourdonnent d'intrigues et de marchandages. Chaque groupe, selon son importance réclame un ou plusieurs portefeuilles ; car dès que son meneur est casé, il récompense par mille faveurs les fidèles qui l'ont si bien servi.

Le groupe socialiste de la Chambre s'est tenu jusqu'ici en dehors de ces sales et obscures intrigues ; mais dès qu'il fournira des ministrables, il sera forcément entraîné à prendre part aux tripotages des marchandages parlementaires.

Je n'ai pas l'habitude de la faire à la vertu, comme les bonshommes de la Justice éternelle, car je sais que la corruption est un des plus puissants agents du progrès social ; mais un parti de lutte de classe doit mettre autant que possible ses chefs à l'abri de la corruption des adversaires.

Dès l'instant que le parti socialiste cesse d'être un parti d'opposition irréductible, il déserte le terrain de la lutte de classe pour devenir un parti parlementaire : son rôle révolutionnaire est fini.

(Texte extrait du site Marxists Internet Archives)

Légalité et Révolution

Jules Guesde

Le Socialisme, 24 novembre 1907

Parce qu'avec l'*Internationale* nous crions casse-cou aux travailleurs de France qu'on voudrait détourner de l'action politique sous prétexte de grève générale et autres opérations du Saint-Esprit . . . anarchiste, certaine presse bourgeoise en conclut que nous prenons de plus en plus la physionomie d'un parti parlementaire.

Nous aurions – à l'entendre – renoncé aux procédés révolutionnaires.

Mais alors – pensez-vous – il doit y avoir fête chez la gent conservatrice ; le veau gras est déjà à la broche pour la rentrée de la brebis collectiviste au bercail de la légalité ?

Hâtez-vous de vous détromper. Nos braves plumitifs partent de ce qu'ils appellent notre ralliement ou notre conversion au parlementarisme pour nous dénoncer de plus belle et nous écraser sous le feu redoublé de leurs anathèmes.

Quel est donc ce mystère ? Et comment appliquer un langage aussi manifestement contradictoire ?

Tout simplement par ceci – qui n'a rien de mystérieux – que nos adversaires ne croient pas un traître mot de ce qu'ils racontent à leurs lecteurs. Ils savent que, loin de tourner le dos à la Révolution, nous maintenons et nous poussons dans la voie de la Révolution l'armée du travail, lorsqu'au lieu de la laisser s'engager dans le cul-de-sac d'une grève systématisée, nous lui montrons le pouvoir politique, l'Etat à conquérir.

Cette conquête est, en effet, une condition *sine qua non* de la révolution sociale, autrement dit la transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale.

Ce n'est qu'après et par l'expropriation politique de la classe capitaliste que pourra être opérée son expropriation économique, ainsi qu'il est écrit au programme commun des socialistes du monde entier.

Pour restituer à la nation productrice ses moyens de production, il faut un prolétariat devenu le gouvernement et faisant la loi.

Reste à savoir comment, de classe gouvernée qu'elle est actuellement, la France travailleuse deviendra, pourra devenir classe gouvernante.

Le bulletin de vote qui nous a déjà installés dans quantité d'hôtels de ville et qui a jeté au Palais-Bourbon l'importante minorité que l'on sait, est un premier moyen. Sera-t-il le seul ?

Pas plus que nous le croyions hier, nous ne le croyons aujourd'hui. Mais depuis quand, parce qu'elle ne serait pas tout, l'action légale devrait-elle n'être rien ?

Loin de s'exclure, l'action électorale et l'action révolutionnaire se complètent, et se sont toujours complétées dans notre pays où – pour tous les partis – l'insurrection victorieuse n'a été que la suite, le couronnement du scrutin.

L'antagonisme que l'on voudrait établir – inutile de rechercher le pourquoi – entre le suffrage qui commence et le coup de force qui termine, n'a jamais existé que dans la plus creuse des verbalités. L'histoire, toute notre histoire, est là pour démontrer que les *sorties de légalité* ont été toujours et nécessairement précédées de l'usage, de l'emploi de cette légalité aussi longtemps qu'elle servait d'arme défensive – et offensive – à l'idée nouvelle, aux intérêts nouveaux en voie de recrutement, et que la situation révolutionnaire ne s'était pas produite.

C'est légalement, électoralement, que l'orléanisme a préparé son avènement au pouvoir. Ce qui ne l'a pas empêché d'aboutir à coups de fusil, par une bataille de trois jours, les *glorieuses*, qu'immortalise la *colonne dite de Juillet*.

C'est légalement, électoralement, que le bonapartisme s'est installé à l'Elysée. Ce qui ne l'a pas empêché d'employer la force – et quelle force! le fusil tuant Baudin, le canon éventrant le boulevard Montmartre – pour aménager, en Empire troisième et dernier, aux Tuileries.

La République n'a pas fait exception à cette règle. C'est légalement, électoralement, elle aussi, que, par deux fois, sous la monarchie de Juillet et sous l'Empire, elle a constitué son armée, conquis partiellement le pays. Ce qui ne l'a pas empêchée, pour devenir le gouvernement que préside en 1907 M. Faillières, d'avoir dû passer par un accouchement violent, par le *forceps* de la rue.

Eh bien ! le socialisme d'aujourd'hui est *légaliste*, *électoraliste*, au même titre que tous les partis politiques qui l'ont devancé et qui sont à l'heure présente, coalisés contre lui dans ce qui peut leur rester de

virilité. Nous n'avons pas la prétention d'innover, nous contentant des agents de lutte et de victoire qui ont servi aux autres et dont nous nous servons à notre tour.

Si quelque chose est particulièrement idiot, c'est le départ que l'on s'est avisé de faire entre les *moyens*, divisées en légaux et en illégaux, en pacifiques et en violents, pour admettre les uns et pour repousser les autres.

Il n'y a, il n'y aura jamais qu'une seule catégorie de moyens, déterminés par les circonstances : ceux qui conduisent au but poursuivi. Et ces moyens sont toujours révolutionnaires, lorsqu'il s'agit d'une révolution à accomplir.

Révolutionnaire est le bulletin de vote, si légal soit-il, lorsque, sur le terrain des candidatures de classe, il organise la France du travail contre la France du capital.

Révolutionnaire est l'action parlementaire, si pacifique soit-elle, lorsqu'elle bat, du haut de la tribune de la Chambre, le rappel des mécontents de l'atelier, du champ et du comptoir, et lorsqu'elle accule la société capitaliste au refus ou à l'impuissance de leur donner satisfaction.

Anti-révolutionnaire, réactionnaire au premier chef serait, en revanche, l'émeute, malgré son caractère d'illégalité et de violence, parce qu'en fournissant au capital moribond la saignée populaire dont il a besoin pour se survivre, elle reculerait l'heure de la délivrance.

Non moins anti-révolutionnaire – et pour la même raison – toute tentative de grève générale condamnée, à travers les divisions ouvrières et paysannes, au plus désastreux des avortements.

Le devoir du Parti socialiste est d'écarter comme un traquenard, comme une manœuvre de l'ennemi ou au profit de l'ennemi, tout ce qui, malgré son caractère rutilant et pétardier, égarerait et épuiserait inutilement nos forces de première ligne, et de servir du Parlement comme de la presse, comme des réunions, pour parfaire l'éducation et l'organisation prolétarienne et mener à terme la révolution qu'élabore cette fin de régime.

(Texte extrait du site Marxists Internet Archives)

Il y a réformes et réformes

Anton Pannekoek

Deux sortes de Réformes

Le Socialisme, 7 novembre 1908

Dans tous les débats en ces dernières années la question du rapport entre la révolution et la réforme joue un rôle prépondérant. On l'a vu aux Congrès de Nuremberg et de Toulouse.

On cherche à opposer la réforme à la révolution. On accuse les camarades intransigeants, toujours préoccupés de la Révolution, c'est-à-dire de la transformation totale, de négliger la réforme. Et on leur oppose cette conception qui prétend que la Réforme systématiquement et méthodiquement réalisée dans la société actuelle mène au socialisme sans qu'une rupture violente soit nécessaire.

Le mépris de la réforme est plutôt anarchiste que socialiste. Il est aussi peu justifié que la conception réformiste. La révolution ne peut, en effet, s'opposer à la réforme parce qu'elle se compose, en dernier lieu, des réformes, mais des réformes socialistes.

Pourquoi cherchons-nous à conquérir le pouvoir si ce n'est pour accomplir des réformes sociales décisives dans le sens socialiste ? Il se peut que quelques cerveaux anarchistes ou bourgeois conçoivent l'idée de la destruction de la vieille société et l'introduction d'un nouveau mode de production à l'aide d'un décret. Mais, nous socialistes, nous savons qu'un nouveau mode de production ne s'improvise pas comme par enchantement : il ne peut que procéder de l'ancien par une série de réformes. Mais ces réformes à nous seront tout à fait d'un autre genre que celles des bourgeois les plus radicaux. L'énoncé de ces réformes ferait frémir les réformistes bourgeois qui dissertent à perte de vue dans les Congrès sur la réforme sociale, se plaignant de leurs difficultés. Par contre, les cœurs prolétariens en sauteraient de joie. C'est seulement lorsque nous aurons conquis le pouvoir, que nous pourrons faire une œuvre entière. Une fois maître de ce pouvoir et n'ayant plus à tenir compte des intérêts capitalistes, le prolétariat aura à détruire du tout au tout, jusqu'à la racine, les misères de notre régime. Alors on avancera rapidement, tandis que maintenant chaque pas doit être péniblement conquis et défendu et souvent les positions conquises sont reperdues. Ce sera l'ère de la vraie réforme en comparaison de laquelle les plus grandes réformes de la bourgeoisie ne sont que du mauvais travail.

Après avoir conquis le pouvoir, le prolétariat ne peut avoir qu'un seul et unique but : la suppression de sa misère par la suppression des causes qui l'engendrent. Il supprimera l'exploitation des masses populaires en socialisant les monopoles et les trusts. Il mettra fin à l'exploitation de l'enfance, et consacra de larges ressources à l'éducation physique et intellectuelle des enfants du peuple. Il supprimera le chômage en fournissant un travail productif à tous les chômeurs. Il trouvera les ressources pour son œuvre réformatrice dans les richesses colossales accumulées. Il assurera et développera la liberté enfin conquise par la réalisation complète de la démocratie et de l'autonomie.

La révolution sociale n'est pas autre chose que cette réforme sociale. En réalisant ce programme, le prolétariat révolutionne le mode de production. Car le capitalisme ne pourrait subsister sans la misère prolétarienne. Une fois le pouvoir politique conquis par le prolétariat et le chômage supprimé, il sera facile pour les organisations syndicales de faire hausser considérablement les salaires et améliorer graduellement les conditions de travail – jusqu'à la disparition du profit. L'exploitation deviendra si difficile que les capitalistes sont obligés d'y renoncer. Les ouvriers prendront leur place et organiseront la production en se passant des parasites. L'œuvre positive de la révolution commencera. La réforme sociale prolétarienne mène directement à la réalisation complète du socialisme.

Par quoi se distingue la révolution de ce que l'on appelle aujourd'hui la réforme sociale ? Par sa profondeur. La révolution, c'est une série de réformes profondes, décisives. D'où vient ce caractère décisif ? Il vient de la classe qui les accomplit. Aujourd'hui, c'est la bourgeoisie ou même la noblesse qui détient le pouvoir. Tout ce que ces classes font, elles le font naturellement dans leur propre intérêt. C'est dans leur intérêt propre qu'elles accordent aux ouvriers quelques améliorations. Aussitôt qu'elles s'aperçoivent que les réformes n'arrivent pas à mater la classe ouvrière, elles commencent à confectionner de nouvelles lois d'un caractère oppressif. En Allemagne, ce sont des lois contre la liberté de réunion, contre les coopératives, les

caisses de maladie, etc. Après la révolution, le prolétariat agira dans son propre intérêt, en faisant agir pour lui-même la machine d'Etat. La différence de la Révolution et de la réforme sociale actuelle réside, par conséquent, dans celle de la classe détenant le pouvoir politique.

Ceux qui croient que nous arriverons à réaliser graduellement le socialisme par la réforme sociale dans le régime actuel méconnaissent l'antagonisme des classes qui détermine celui des réformes. La réforme sociale actuelle, ayant comme but de conserver le système capitaliste, se trouve opposée à la réforme prolétarienne de demain qui aura le but contraire, la suppression de ce système.

Le lien organique existant aujourd'hui entre la réforme et la révolution est tout autre. En luttant pour la réforme, la classe ouvrière se développe, se fortifie. Elle finit par conquérir le pouvoir politique. C'est là l'unité de la réforme et de la révolution. C'est seulement dans ce sens spécial que l'on peut dire que, dès maintenant, nous travaillons chaque jour à la révolution.

(Texte extrait du site Marxists Internet Archives)

* Quelques éléments de réflexion avant le référendum

Cette première partie commence par reproduire l'Appel des 200 qui sera à l'origine des Comités du non et en fait la critique.

Claude Guillon démonte l'argumentation abstentionniste des anarchistes et explique les raisons pour lesquelles il penche plutôt pour le non... tout en n'ayant pas de carte d'électeur.

Karim Landais décortique la position chauvine du Parti des travailleurs face à l'Europe.

Le groupe *Liaisons* et Martin Thomas débattent de leurs positions respectives face au référendum.

Et Mouvement communiste défend une position résolument abstentionniste.

L'appel des 200 est à l'origine de la création des Comités du non. Si appeler à voter non aurait éventuellement pu se justifier avec de solides raisons (les consignes électorales ne devraient pas relever des questions de principe pour les révolutionnaires), l'argumentaire présenté dans cet appel n'a servi en rien à définir des objectifs politiques clairs, en rupture avec le capitalisme. Au contraire, il a permis de créer un front dans les urnes entre le populisme d'extrême droite de la petite-bourgeoisie, la rage des prolétaires, les explications de la LCR et les calculs politiques d'Emmanuelli, Fabius and Co, le chauvinisme de la droite et de la gauche souverainistes, etc. Résultat somme toute prévisible et voulu par les auteurs de cet appel délibérément flou soutenu par le PCF. Nos commentaires sont en italiques gras et entre crochets. (*Ni patrie ni frontières*)

Appel des 200et commentaires critiques

Dire "non" au traité constitutionnel pour construire l'Europe

Face à la mondialisation libérale et aux firmes transnationales, nous avons besoin d'Europe. Mais celle qui se fait aujourd'hui n'est pas l'Europe dont nous avons besoin.

[Dès la première phrase les signataires nous servent ce qui sera un leitmotiv de la campagne : la dénonciation du « libéralisme ». Or nous serions tentés de dire : le libéralisme n'existe pas, ou en tout cas, il n'est que le cache-sexe du capitalisme. La question n'est pas de savoir si on est seulement contre le « libéralisme », ce qui est assez évident lorsqu'on se prétend « de gauche », mais si on est contre le capitalisme. NPNF]

L'Europe qu'on nous demande d'avaliser est totalement organisée autour d'un principe unique : le marché, la généralisation de la concurrence.

[Il est faux de dire que le TCE et le projet européen qu'il avalise seraient les seuls à être organisés autour du « marché et de la généralisation de la concurrence » : c'est le cas de toutes les économies de la planète. Et c'est le cas de tous les traités européens antérieurs. La dénonciation du TCE sert donc de rideau de fumée pour ne pas aborder les vraies questions. NPNF]

C'est cela qui autorise l'attaque contre les services publics, l'incitation à l'allongement de la durée du travail et sa flexibilisation, l'encouragement à la régression sociale dans chacun des pays de l'Union européenne.

[Cette critique mélange le vrai et le faux : les bagarres autour de la durée du travail, de la flexibilité sont aussi anciennes que l'existence des entreprises avec des patrons et des ouvriers. C'est une des données fondamentales de la lutte des classes.

Quant aux services publics, il est faux de dire que toute notion de rentabilité en soit exclue, ou d'attribuer la rentabilisation accrue de ces services à « l'Europe ». Les coupes sombres dans les services publics font suite à une énorme expansion de l'Etat-providence, comme en témoigne l'augmentation du budget de l'Etat en France et dans tous les pays européens. C'est la crise internationale du capitalisme depuis 1975, et non l'Europe, ou les technocrates de Bruxelles, qui a progressivement poussé les Etats à restreindre leurs budgets publics. NPNF]

Cette Europe-là est menée par le haut, par des négociations opaques entre les gouvernements et par des instances qui ne sont pas soumises au contrôle démocratique, telles la Commission ou la Banque centrale européenne.

[Par contre, il est exact d'affirmer que les négociations sont menées, pour l'essentiel, en coulisses. Mais attention : la Banque de France n'est pas plus démocratique que la Banque centrale européenne. Critiquer le fonctionnement de la seconde tout en faisant le silence sur le fonctionnement de la première, c'est encore une fois alimenter le mythe de la toute-puissance des eurocrates.

De toute façon ce type de critiques n'a de sens que si l'on propose, en positif, une organisation du pouvoir politique, une société, une organisation du travail, radicalement différentes. Or ce n'est pas ce que propose l'appel. Il peut donc parfaitement convenir à des gens qui voudraient un Parlement un peu plus démocratique et quelques référendums-sucettes. NPNF]

Les peuples ne se reconnaissent pas dans cette pseudo-Europe qui a le marché pour idole et la négociation secrète pour liturgie. Il est urgent de sortir de cet engrenage.

[Les « peuples » sont le fondement matériel et idéologique des Etats-nations. Il est difficile de se réclamer des peuples dans l'abstrait, toutes classes confondues, sans tomber dans le populisme ou le nationalisme. NPNF]

Le « traité constitutionnel » adopté par les chefs d'État et de gouvernement le 18 juin 2004 constitue l'ensemble juridique libéral le plus complet et contraignant de la planète. Il grave dans le marbre les dogmes et les politiques inscrites dans le traité de Rome aggravé dans un sens néolibéral par les traités ultérieurs. Il ouvre la voie à une politique militariste subordonnée à l'OTAN. Il refuse l'égalité des droits à ceux qui résident en Europe sans posséder la nationalité d'un État membre et les désigne au harcèlement administratif et policier. Il remet en cause le principe de laïcité auquel nous tenons. Enfin, il laisse les citoyens à l'écart des lieux de décision.

[Les critiques ici exprimées sont très vagues. Elles pourraient s'adresser à la plupart des constitutions européennes. Les mots de « libéral » et de « néo-libéral » ne sont qu'un écran de fumée. On remarquera que l'appel se garde bien de réclamer l'ouverture totale des frontières et la liberté totale de circuler pour tous les migrants. Les références à « l'égalité des droits » et au « harcèlement administratif et policier » lui donnent un caractère pseudo-radical qui ne se traduit par aucune proposition concrète.

La notion de laïcité telle qu'elle est évoquée ici n'a pas grand sens, puisqu'elle fait semblant de considérer que la laïcité est comprise et appliquée partout de la même façon en Europe, ce qui est faux. Pour ne prendre qu'un exemple, en Allemagne les cultes sont payés par les impôts des contribuables.

En ce qui concerne la soumission à l'OTAN, la critique n'a d'intérêt que si l'on se déclare en même temps contre une armée européenne. Sinon on ne fait que défendre les intérêts de l'impérialisme européen en construction.

Le mot « néolibéral » est de nouveau employé de la façon la plus vague. Toutes les constitutions reconnaissent le droit à la propriété privée, y compris un document qui n'est pas une constitution mais dont se gargarisent nos citoyenistes : la Déclaration des droits de l'homme.

Or qui dit « inscription dans le marbre » du droit à la propriété privée dit marché et concurrence. Ou alors il faut préciser quel type d'économie on voudrait instaurer : sans salaires, sans argent, sans hiérarchie, sans profits ? NPNF]

Il n'est d'ailleurs une constitution ni par son mode d'adoption, ni par son mode d'élaboration, ni par son contenu. S'il est ratifié, l'unanimité des 25 États membres sera ensuite requise pour le modifier. Cela, alors même qu'il fixe dans le détail des choix politiques, économiques et sociaux essentiels qui ne pourront donc plus être remis en cause. Ce vice antidémocratique affecte déjà les traités actuels ; il est incorporé avec eux.

Cette masse de stipulations précises et contraignantes va toujours dans le même sens : la domination du marché, la liberté d'action des capitaux et des firmes transnationales. Au fronton de cet édifice est inscrit un principe primordial, décrété intangible : « Le principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée. »

[Là encore, on répète comme un mantra des affirmations non démontrées : les phénomènes dénoncés ne sont pas liés à l'existence du TCE. La fameuse Constitution américaine dont de nombreux adversaires du non ont cité en exemple la brièveté et la lisibilité n'a pas empêché l'esclavage, ni l'extermination des Indiens, ni « la domination du marché, la liberté d'action des capitaux et des firmes transnationales ». En polarisant l'attention des gens sur le TCE, les signataires veulent en fait nous convaincre de discuter d'une autre bonne Constitution, dans le cadre du capitalisme, les plus conséquents sur ce terrain-là étant les Montebourg, Peillon et autres dirigeants du courant pour un Nouveau Parti socialiste. NPNF]

Cette Europe-là n'est pas la nôtre.

C'est pourquoi il est urgent de donner à l'Europe de nouvelles fondations qui l'émancipent du capitalisme financier, prédateur et belliciste, qui la réconcilient avec le progrès social, la démocratie, un développement soutenable, la coopération entre les peuples, qui portent la paix sur une planète déchirée par les guerres.

[Ces phrases généreuses se trouvent aussi dans le texte du projet de Constitution. Ce qui manque cruellement ici, c'est de préciser quelles sont ces mystérieuses « nouvelles fondations » qui ne

nécessiteraient pas de mettre à bas le capitalisme et permettraient de réaliser le beau programme évoqué. En effet, penser que le capitalisme pourrait n'être ni « financier » ni « belliciste », c'est ne rien comprendre à l'histoire du capitalisme, et c'est surtout répandre des illusions. NPNF]

Nous sommes des partisans résolus d'une Europe du droit pour toutes et tous à l'emploi, mobilisée contre le chômage, la précarité et la dégradation du cadre de vie. Une Europe qui renforce les garanties sociales, met en oeuvre un développement économique compatible avec les équilibres écologiques, défend la diversité culturelle, respecte la laïcité et veille à la stricte application de l'égalité entre les hommes et les femmes.

[Ces beaux principes sont aussi affirmés dans le TCE. Donc la divergence doit forcément résider ailleurs.... Ou alors, les divergences sont-elles secondaires ? NPNF]

Nous voulons une Europe démocratique, fondée sur la pleine citoyenneté de tous ses résidents. Nous proposons une Europe dont les peuples seront les acteurs d'un authentique processus constituant, qui leur permette de décider vraiment des choix politiques et de contrôler leur mise en oeuvre.

[Ces considérations ne sont que des phrases. Aucun moyen concret pour les « peuples » d'avoir le pouvoir n'est indiqué... à moins que le « processus constituant » soit une allusion à une Assemblée constituante, dont on ne voit pas en quoi elle aurait un pouvoir supérieur au Parlement européen, dans le cas du système actuel. NPNF]

Pour que cette Europe si nécessaire devienne possible, il faut partout donner la parole aux citoyens et refuser cette prétendue « constitution » européenne.

Nous entendons l'argument de celles et ceux qui combattent avec nous le néolibéralisme et craignent pourtant qu'un tel refus serve les forces réactionnaires. Mais laisser l'Europe actuelle continuer sur sa lancée favorise l'essor dangereux des populismes réactionnaires, des droites « souverainistes », de l'extrême droite xénophobe. Cette Europe-là représente une grande menace pour l'idée européenne elle-même.

[Les 6 millions d'électeurs de Le Pen et de Villiers ont mis leur bulletin non dans l'urne. Si les signataires avaient vraiment voulu « faire la différence » ils auraient dû éditer des bulletins non eux-mêmes et les mettre dans l'isoloir le 29 mai. NPNF]

C'est pourquoi nous appelons à opposer un « non » majoritaire au « traité constitutionnel ». Un « non » de gauche, en rupture avec le système libéral, qui puisse traduire dans les urnes ce que les mobilisations sociales et altermondialistes de ces dernières années ont exprimé avec le soutien de la majorité de la population, des salariés, de la jeunesse.

Sur ces bases, nous créons un collectif d'initiative et appelons à ce que des rassemblements similaires se constituent dans toutes les villes et dans tous les secteurs de la société.

Au NON de quoi ?

Anarchisme, abstention et constitution européenne
lundi 14 février 2005.

Le prochain référendum sur la constitution européenne est l'occasion de réexaminer un problème de stratégie politique qui est souvent envisagé par les anarchistes de manière uniquement dogmatique. On évoquera ici, outre la situation française, les positions récentes de Noam Chomsky et de Paul Mattick Jr aux États-Unis.

Un ami m'a signalé la position prise par N. Chomsky lors des dernières élections présidentielles aux USA – il a appelé à voter Kerry pour faire barrage à Bush – comme une preuve supplémentaire du réformisme du linguiste, considéré à tort comme anarchiste par beaucoup de militants français. Me sachant l'auteur d'un texte critique du prétendu anarchisme de Chomsky (cf. [L'effet Chomsky ou l'anarchisme d'État](#)), cet ami pensait de bonne foi m'apporter un peu plus de grain à moudre.

Je saisis en effet cette occasion de mettre noir sur blanc quelques agacements et questionnements déjà anciens, et je dois dire qu'ils n'iront pas nécessairement dans le sens qu'attendait mon informateur.

Mon premier questionnement concerne les « campagnes en faveur de l'abstention » menées par des militants anarchistes, en fait le ressassement discret (un communiqué, un collage d'affiches) de positions immémoriales, à peine remises au goût du jour par le changement des noms de politiciens, et qui rencontre l'indifférence absolue des populations. Non que l'abstention ne soit un comportement répandu, mais les abstentionnistes agissent sans se soucier des consignes anarchistes, davantage dégoûtés que révoltés par le système et pas plus portés à l'action révolutionnaire sous prétexte qu'ils ne prennent pas le chemin des urnes.

Pourquoi participer, même dans le registre abstentionniste, au vacarme électoral, et contribuer à donner de l'importance à un système dont on dit par ailleurs qu'il n'en a pas, et dont une bonne partie des gens se moque de toute façon ?

Au fait, pourquoi les anarchistes s'abstiennent-ils ?

On ne peut raisonnablement avancer que c'est parce qu'ils refusent crânement d'avoir quoi que ce soit à faire avec un système capitaliste honni : la plupart paient des impôts, possèdent une carte d'identité et tous financent l'État par les taxes perçues sur tous les produits : tabac, médicaments, ordinateurs, etc.

Disons plutôt qu'ils entendent dénoncer une caricature de souveraineté populaire, à laquelle ils opposent la fédération des conseils et la démocratie directe.

De ce point de vue, je considère que l'abstention est un comportement tout à fait cohérent, même s'il est probablement d'une efficacité nulle en terme de pédagogie ou d'agit-prop.

Écartons ici l'illusion ou le mensonge selon lequel, en portant au pouvoir des politiciens bien intentionnés on peut réaliser une société libertaire, en faisant l'économie d'une rupture révolutionnaire avec le système capitaliste en place. Cette illusion, relativement passée de mode, a néanmoins servi encore à la fin des années 70 du XX^e siècle à F. Mitterrand à reformer le PS comme machine de conquête du pouvoir, utilisant le thème de la rupture avec le capitalisme après victoire électorale de la gauche, et les petites mains trotskistes comme L. Jospin. Cette illusion peut très bien reflourir demain.

Dans son dernier supplément gratuit, *Oiseau-tempête* [1] publiait un texte de Paul Mattick Jr intéressant à plus d'un titre. Il dresse un argumentaire abstentionniste, qu'il oppose précisément aux positions de Chomsky.

Mattick raconte qu'il est souvent abordé dans la rue par des jeunes filles qui lui demandent « si je veux contribuer à la défaite de Bush (et non, comme on peut le comprendre, si je m'appête à voter Kerry). » Il ajoute fièrement qu'il répond toujours : « Je suis partisan du renversement violent du gouvernement américain et donc guère porté sur les élections » et que cette déclaration suscite l'effarement des ses interlocutrices.

On voit que pour Mattick, ce qui compte n'est pas l'objectif annoncé (défaire Bush), mais le moyen (voter Kerry). Lui-même annonce un objectif jugé plus radical : le renversement violent du gouvernement. Admettons sans pinailler et pour gagner du temps que cette formule très ambiguë signifie « contribuer à une révolution », laquelle ne vise pas du tout le gouvernement, mais le capital comme rapport social. On ne peut que regretter les petits moyens critiques des jeunes démarcheuses anti-Bush. Comment se fait-il qu'aucune n'ait songé à répliquer qu'il pourrait à la fois voter Kerry et préparer l'insurrection qu'il appelle de ses vœux ? On ne le sait pas. Qu'importe, à ce point du raisonnement, l'anarchiste sursaute... Il/elle a perçu une

« contradiction » entre le fait de se proclamer insurrectionnaliste et le fait de glisser un bulletin dans une urne. Pour être parfaitement honnête, il faudrait reconnaître que l'insurrectionnalisme de Mattick, qui tient tout entier dans une déclaration faite à une jeune fille croisée par hasard, est égal en innocuité avec l'électoratisme.

Si voter « ne change rien », alors se proclamer en faveur de l'insurrection non plus. Cela ne signifie pas que, tant qu'à faire ou plutôt tant qu'à ne rien faire, mieux vaudrait voter. Cela signifie que le partisan de l'insurrection (j'en suis) ne peut se prévaloir en face du votant d'une efficacité radicale plus grande d'une solution qu'il est incapable de faire advenir dans la réalité et non dans ses seules déclarations.

Revenons sur la notion de « contradiction ». Les contradictions sont malheureusement aux militants radicaux ce que les péchés sont aux catholiques : c'est honteux, cela peut entraîner un châtement terrible (même si l'on ignore où et quand), ça se combat par un sursaut de la volonté et quelques formules sacramentelles. Mais, me demanderas-tu, ami(e) anarchiste, quel autre comportement adopter face à une « contradiction » ? Un comportement matérialiste. Une contradiction n'est pas un piège tendu par une divinité maligne sur le chemin du militant ; une contradiction ou la perception subjective qu'on peut en avoir est une bonne occasion de se demander quel est le but que l'on poursuit, et donc quels sont les moyens les plus adaptés pour l'atteindre.

Dans le cas d'espèce, l'effacement obtenu eut-il été moins grand si Mattick avait répondu : « Je vais voter Kerry pour licencier Bush, mais la révolution restera à faire. » Probablement non.

D'ailleurs, Mattick doit trouver l'évidence radicale un peu courte puisqu'il entreprend de comparer les effets possibles de l'élection de Bush ou Kerry, sans voir, amis radicaux, que c'est déjà là une contradiction pour un insurrectionnaliste. En effet, amis radicaux, qui peut dire à l'avance ce que sera le résultat d'un raisonnement ?

L'ami Mattick est un tenant d'un économisme marxien rigoureux mais non bovin : les politiciens ne sont que des fétus de paille ballottés par les tendances de fond du capitalisme, *mais* il est néanmoins légitime de se soucier du droit à l'avortement et de la préservation des forêts.

Or voici qui suffirait à mettre à bas sa pose radicale : du point de vue du droit à l'avortement, notamment dans les pays du tiers-monde, c'est-à-dire hors des USA mais via les programmes que les USA financent, il peut apparaître rationnel de voter Kerry.

Ici, deuxième étranglement de l'anarchiste : Voter ! ? ! Attention ami anarchiste ! Je n'ai pas écrit qu'il fallait voter Kerry, mais que, du point de vue particulier choisi, il était rationnel de le faire, quitte à vouer le président Kerry au même triste sort réservé à Bush dans nos pensées intimes, ce dont il ne souffre d'ailleurs aucunement.

Restons aux USA pour étudier un troisième cas de figure : le vote Nader. Embrassons-nous amis radicaux et anarchistes ! Nous voilà certainement d'accord. Nous avons affaire ici à la plus naïve soumission qui soit à l'illusion démocratique, que l'on résumera par la formule : « Je-vote-pour-celui-qui-est-le-plus-proche-de-mes-opinions ».

Voter Nader ou Besancenot, voilà la vraie connerie (d'un Onfray, par exemple) piégée dans les élections !

Au contraire, si l'on s'abstient (excusez-moi !) de toute bienséance idéologique, il peut être intéressant (très moyennement à vrai dire, mais c'est le sujet de ces réflexions) de réfléchir à ce qui serait une position rationnelle, d'un point de vue révolutionnaire, lors d'une élection présidentielle française, et non plus étasunienne.

Ainsi, ce que je reprocherai aux gens (camarades compris) qui ont voté pour Chirac contre Le Pen, ce n'est nullement d'avoir mis dans l'urne un bulletin portant le nom d'un politicien français de droite [2], gestionnaire fourbu d'un capitalisme qui appelle de ses vœux des libéraux plus vifs comme Strauss-Kahn, Jospin ou Sarkozy. Non, je leur reproche de s'être laissé prendre au piège démocrate et médiatique d'un « danger fasciste » qui existe bel et bien au niveau des municipalités et de certaines régions, mais était un pur fantasme dans le duel Chirac-Le Pen.

En revanche, dans un duel Jospin-Chirac par exemple, il me semble que le vote Chirac a un sens. Non celui d'une « politique du pire », moralement détestable *et surtout inefficace*. Mais, bien au contraire, le sens d'un « moins pire », assorti des superbes conneries de stratégie dont Chirac a le secret. On se souviendra que c'est à lui et au premier ministre qu'il avait choisi que l'on doit l'occasion du mouvement de grèves de l'hiver 1995, le retour de la perspective révolutionnaire dans les esprits et la résurrection du mouvement anarcho-syndicaliste.

Bien entendu, je caricature pour les besoins de mon propos, notamment en omettant de parler du mouvement d'émeutes anti-CIP de 1994. Cependant, je suis convaincu que la présence, pour peu d'années

encore, de politiciens « vieux style » du type Chirac joue le rôle d'un « retardateur » de la modernisation capitaliste, qu'un pouvoir socialiste expédierait plus rapidement, avec moins de résistances sociales.

Je rappelle que je propose ici une analyse matérialiste des situations et des comportements, et me moque éperdument des tabous idéologiques et des terreurs religieuses que certain(e)s éprouvent pour le salut de leur âme s'ils/elles enfreignent telle ou telle habitude « identitaire ».

NON, évidemment, à la constitution européenne !

L'inconvénient de la position d'abstention systématique [3] des anarchistes est d'éviter ou de masquer les débats. À l'époque du référendum sur Maastricht, une partie des militants anarchistes étaient embarrassés, croyant reconnaître dans la nouvelle Europe une amorce du monde sans frontières auquel ils aspirent. Le rappel au dogme abstentionniste permit de ne pas débattre de cette illusion d'optique.

Je suppose que la situation des esprits est aujourd'hui plus claire à propos de la constitution européenne. Encore n'est-ce qu'une supposition. Je vois mal comment des libertaires pourraient trouver quelque avantage à l'Europe libérale, qui modernise le capital et la répression policière à très grande vitesse. Ceux/celles qui le souhaitent peuvent (re)lire sur ce site les articles consacrés au mandat d'arrêt européen et aux dispositions prises prétendument pour lutter contre le terrorisme après le 11 septembre (lesquelles ont été adoptées dans une indifférence bien inquiétante). C'est cela, auquel vient s'ajouter le démantèlement du droit du travail par le jeu de flipper des délocalisations, que vient entériner la constitution proposée par Giscard d'Estaing.

Un NON fermement et massivement prononcé dans le pays du promoteur du texte aurait une valeur symbolique non négligeable. Il ne s'agit pas de se leurrer : le NON, surtout s'il n'est pas repris dans d'autres pays, ne suffira pas à faire capoter l'actuel projet européen de rationalisation capitaliste. Mais c'est un grain de sable dans l'engrenage, et mettre du sable dans les engrenages est une vieille pratique de sabotage. Les luttes sociales seules permettront de freiner les ardeurs libérales, et soyons surs qu'elles auront à combattre aussi bien les sociaux-démocrates approuvateurs à la Hollande ou Jospin que les réticents comme Fabius.

Bref, au lieu de perdre de l'énergie à défendre l'abstention, les anarchistes feraient mieux de mener campagne contre l'Europe. Je faisais allusion au peu de réactions contre le mandat d'arrêt européen et les mesures policières ; la campagne pour le référendum est une occasion de revenir sur ces questions. Quant à voter ou non, de toute manière, et comme d'habitude, les sympathisant(e)s et même les militant(e)s libertaires feront ce qu'ils voudront le jour venu. Ceux/celles qui mettront un bulletin NON dans l'urne ne me paraissent pas encourir le reproche de capituler devant le système ou d'incarner la démocratie spectaculaire.

Je considère fondée l'analyse selon laquelle seule une révolution, c'est-à-dire une rupture avec le système capitaliste reposant sur l'exploitation du travail et la domination masculine, permet d'envisager la création d'une société communiste et libertaire. C'est à mes yeux le projet qui rend tous les autres possibles, et ouvre le maximum de perspectives immédiates, dans les luttes, les relations humaines et les réalisations pratiques. Je ne vois pas que le dogme d'une pureté abstentionniste y contribue en quoi que ce soit.

P.S. : N'ayant jamais pris la peine de m'inscrire sur les listes électorales, je suis, dans la pratique, un abstentionniste de toujours. « Alors là, j'comprends plus rien ! » s'exclame l'abstentionniste vieux-croyant. C'est pourtant simple : je me passe de voter, je ne m'abstiens pas de penser.

[1] [Le texte est consultable sur le site de la revue.](#)

[2] La réserve mentale matérialisée par des gants de ménage ou une pince à linge sur le nez était dérisoire et ridicule. Et en allant au boulot, les gars, vous respirez à pleins poumons, peut-être ?

[3] ou quasi systématique : R. Creagh rappelle dans son commentaire des positions de Chomsky qu'il est arrivé à la CNT espagnole de s'abstenir...de prôner l'abstention, manière un peu hypocrite, mais efficace, de favoriser la victoire républicaine en 1936

Le Parti des travailleurs et l'Europe

Le texte qui suit tente de présenter, sans commentaires critiques superflus, les positions du PT vis-à-vis de l'Europe et de la question du référendum à partir d'un choix de citations extraites de sa presse. Si le PT est certainement la plus droitière (pour ne pas dire réactionnaire) des trois principales organisations trotskistes françaises, celle qui colle le plus ouvertement aux bureaucraties syndicales et politiques du mouvement ouvrier, et en particulier à celle de Force ouvrière, et celle qui a l'esprit le plus manœuvrier et sectaire, il faut cependant s'y intéresser car les arguments que le PT développe sont aussi avancés par d'autres groupes ou partis dits de gauche ou d'extrême gauche, voire libertaires. Ces arguments vont tous dans le sens du chauvinisme le plus éhonté, du catastrophisme le plus simpliste et du culte le plus débridé de l'Etat bourgeois.

Ils illustrent bien comment un verbiage pseudo-radical peut camoufler (bien mal) une politique de soutien au Capital. Et ils ont aussi un avantage : ils montrent que les trotskistes du PT ne conçoivent en fait la lutte des classes qu'à l'échelon strictement national, dans le cadre de l'Etat-providence français, des conquêtes sociales françaises et du mouvement ouvrier français. Ils veulent explicitement revenir en 1945, soixante ans en arrière, et se refusent à définir une stratégie pour le mouvement ouvrier européen et international face aux institutions supranationales qui se sont mises en place depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils refusent d'envisager la possibilité de l'apparition d'un impérialisme européen et les nouvelles tâches et les nouveaux combats qu'une telle situation impose.

Ils perpétuent parfaitement les analyses chauvines du PCF des années 50, 60 et 70 face aux différentes étapes de la « construction européenne ».

Et plus généralement ils prolongent la vieille tradition jacobino-universaliste de la bourgeoisie française, partagée par la plupart des courants du mouvement ouvrier, face aux autres bourgeoisies européennes et face à la bourgeoisie américaine, au nom d'une idée supérieure de la Démocratie, de la République. Ces mythes fondateurs de l'Etat français depuis la Troisième République ont été et sont au centre de la politique impérialiste, colonialiste et néocolonialiste de la France.

Y.C.

« Celui qui ne sait pas défendre de vieilles conquêtes n'en fera jamais de nouvelles. La formule de Trotsky s'applique à chacune des conquêtes arrachées par la classe ouvrière. Au-delà, elle vaut pour la question, plus générale, de la démocratie. La classe ouvrière défend intégralement et sans réserve la démocratie et toutes les conquêtes qui s'y rattachent. L'objectif de la lutte des classes est, rappelons-le, d'arracher la propriété privée des moyens de production des mains du petit groupe de spéculateurs, profiteurs, exploités et capitalistes qui la monopolisent [...]. La classe ouvrière ne peut réaliser cette tâche si elle renonce aux garanties et conquêtes arrachées par les étapes précédentes de la lutte de classe, au premier rang desquelles : la démocratie »¹.

1/ L'Europe, c'est la déréglementation

Les XIX^e et XX^e siècles ont vu la classe ouvrière conquérir un certain nombre de droits politiques et sociaux. Or, ceux-ci sont de plus en plus remis en cause : remise en cause des conventions collectives, diminution des services publics et privatisations, rentabilisation de la Sécurité sociale et de la santé, remises en cause de la laïcité et de l'égalité des citoyens. Pour le Parti des travailleurs (PT), la situation actuelle de la France s'inscrit dans la continuité depuis le « tournant de la rigueur » de 1983.

« Tout salarié, en France, bénéficie de droits collectifs. Inscrits dans le Code du Travail, les statuts, les conventions collectives, les accords de branche, et régis par le principe de faveur, ces droits résultent des rapports de force établis par la lutte collective des travailleurs [...] depuis un quart de siècle, tous ces droits

¹Daniel Gluckstein, *Itinéraires*, page 197.

son sapés et remis en cause par les gouvernements successifs appliquant les politiques du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, relayées par l'Union Européenne »².

Ce qui caractériserait, en effet, la politique de ces 20-25 dernières années, depuis 1983 en passant par le tournant de Maastricht en 1992, c'est le rôle déterminant du contexte européen. « En parfaite continuité, tous les gouvernements, depuis 1983, ont appliqué la même politique imposée par la Banque centrale européenne et la Commission européenne »³. En effet, écrit Roger Sandri en 1999 : « actuellement, 70% des textes et règlements nationaux procèdent des directives imposées par les institutions de l'Union européenne et, en premier lieu, de la Commission des communautés européennes. Ainsi, les Parlements nationaux sont désormais conduits à voter, près de trois fois sur quatre, des textes qu'ils n'ont ni proposés, ni élaborés, ni discutés »⁴. Et c'est ainsi qu'*Informations Ouvrières*, le journal du PT, peut conclure : « Vingt-deux ans d'alternance, c'est-à-dire d'application continue des politiques destructrices décidées à Bruxelles »⁵. On peut dès lors comprendre pourquoi, pour le Parti des travailleurs, politique nationale et politique européenne ne requièrent pas deux niveaux d'analyse et d'action.

A propos de l'« euroloi » Fillon, qui, selon le parti, sacrifierait des disciplines entières, réduirait massivement les heures d'enseignement, viderait de leur substance les diplômes nationaux, en particulier le Baccalauréat, et livrerait la jeunesse à l'exploitation patronale, le PT écrit « Qu'il « réforme » les retraites, le Code du travail ou l'école, le ministre Fillon obéit au même donneur d'ordre : l'Union européenne, ses directives et son projet de traité constitutionnel »⁷. Il peut dire encore : « Ils annoncent 8000 suppressions d'emplois à France Télécom, 3900 à la SNCF, dit encore le PT... Responsable : l'Union Européenne. Qui peut dire le contraire ? »⁸. Certes, il ne s'ensuivrait pas que les dirigeants nationaux n'auraient aucune responsabilité à assumer, car « aucune mesure de l'Union européenne n'aurait pu être élaborée sans la participation des dirigeants »⁹, mais il s'agirait de comprendre que l'Union Européenne représente la mise en place d'un nouvel ordre politique fondamentalement anti-démocratique, même si, il faut le signaler, l'Europe, pour les lambertistes, « a constitué et constitue un instrument de l'impérialisme nord-américain ». Pour eux, en effet, « on peut désigner l'OTAN, d'une part, l'euro, d'autre part, comme les deux instruments de l'ordre impérialiste mondial, dominé par le capital financier des Etats-Unis »¹⁰.

2/ L'Europe, c'est le néo-totalitarisme

Parallèlement, pour le Parti des travailleurs comme pour quelques organisations qui lui sont proches, et notamment la Libre Pensée, la construction européenne représente en effet la mise en place d'un ordre néo-totalitaire, inspiré de la doctrine sociale de l'Eglise, dont la caractéristique, qui le rapprocherait du fascisme, serait son essence corporatiste. « Ce néototalitarisme est l'antithèse de la démocratie politique et représentative, au sens où il exige la récupération et l'intégration des forces économiques et sociales composantes de la société civile dans les structures politiques, vers un organicisme total et global, effaçant toute séparation entre l'individu et le citoyen fondus en une seule et même personne dans le communautarisme d'un Etat total »¹¹. A l'instar de la Charte du Travail pétainiste, et suivant le principe de subsidiarité, inspirateur de l'Italie fasciste et du Portugal salazarien, l'intégration des organisations

2IO, Edito du n°669, semaine du 2 au 8 décembre 2004.

3Angelo Geddo, « Serrez-vous la ceinture », in *Informations Ouvrières*, n°675, semaine du 20 au 26 janvier 2005, page 10.

4

5Roger Sandri, « Face au néo-totalitarisme », Paris, Entente Internationale des travailleurs et des Peuples, 1999, page 41.

6IO, Edito du n°694, semaine du 2 au 8 juin 2005.

7 Hubert Raguin, « Comment sauver l'école publique du démantèlement programmé par l'« euroloi » du ministre Fillon ? », in *Informations Ouvrières*, n°675, semaine du 20 au 26 janvier 2005, page 8.

8IO, n°677, semaine du 3 au 9 février 2005, page de couverture.

9Rapport introductif de D. Gluckstein au 13ème congrès du PT (28, 29 et 30 janvier 2005), in IO, n°677, semaine du 3 au 9 février 2005, page 7.

10 « Rapport sur la situation mondiale et les tâches de la 4^{ème} Internationale », in *La Vérité*, numéro 630, mai 1999, page 43.

11 Roger Sandri, *op. Cit.*, page 142.

professionnelles via la Confédération Européenne des Syndicats (CES) représenterait un enjeu particulièrement important.

La question de la démocratie est à l'ordre du jour depuis longtemps : « à l'époque de l'impérialisme décomposé, toutes les formes de la démocratie sont remises en cause, notamment : la liberté d'expression, de réunion, d'information indépendante, la liberté absolue de conscience, par la stricte séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'existence même des syndicats ouvriers indépendants indissociable de la démocratie. (...) C'est pourquoi la 4^e Internationale, loin de repousser les revendications démocratiques, les inscrit dans l'action d'ensemble d'émancipation de la classe ouvrière (...) La démocratie est le cadre le plus favorable à l'organisation indépendante de la classe ouvrière »¹².

Indissociable de celle des acquis sociaux, et au centre de la réflexion européenne du PT, la démocratie, pour ce dernier, s'incarne dans le cadre républicain, lié à la grande Révolution de 1789. « Le suffrage universel ne contient pas à lui seul toute la démocratie. Pour répondre aux exigences qui sont celles de millions, et qui seront contenues dans le vote non, nous le savons, il va falloir se battre. Il va falloir se battre pour reconquérir tout ce qui a été perdu. Il va falloir se battre pour reconquérir les droits remis en cause. Nous voulons, nous, que ce 29 mai ouvre une étape nouvelle de la reconquête de la démocratie et des droits. Et la démocratie, outre le suffrage universel, c'est la liberté de s'organiser. C'est la liberté de s'organiser au plan syndical. Et c'est la liberté de s'organiser en parti politique »¹³.

Dès lors, en même temps que défendre l'indépendance syndicale et politique, il s'agirait de lutter contre la remise en cause de toutes les conquêtes de la révolution que sont la démocratie communale, dont le PT fait l'éloge et qui est incarnée dans l'existence des 36 000 communes françaises, remise en cause par l'intercommunalité forcée ; de défendre également l'existence des départements face à « l'Europe des régions », qui représenterait un retour aux *pagi* de l'Ancien Régime.

Pour le Parti des travailleurs, la construction européenne, c'est bien la révolution française à l'envers. « La République est en danger. La République une et indivisible, celle que nous a léguée la Révolution de 1789, celle qui a érigé l'égalité des citoyens en principe de gouvernement où que ses citoyens se trouvent sur le territoire national, celle qui s'incarne dans l'existence de la démocratie communale et dans l'existence de syndicats indépendants et de partis politiques, notre République est menacée »¹⁴. Or, il semble que pour le PT, cette révolution ait deux significations contradictoires : d'une part, selon la position marxiste traditionnelle, il s'agit d'une transition historique, positive et fondamentale, entre deux modes de production, d'une transition également porteuse de conquêtes politiques ; mais d'autre part il semblerait que la Révolution française soit également perçue comme un événement fondateur d'un régime politique, la *République*, qui acquiert de plus en plus dans l'idéologie du PT une valeur en soi. Ce dernier tente le difficile exercice de continuer à dénoncer la Cinquième république, celle du « coup d'Etat permanent », tout en défendant le caractère démocratique de ses institutions : Assemblée nationale, cantons, communes, etc.

3/ République, nation : des mots d'ordre plus qu'ambigus

En réalité, il semble de plus en plus que, pour le PT, la lutte des classes et les perspectives socialistes, pour peu qu'elles soient présentes, s'inscrivent dans le cadre d'un combat manichéen entre le bien et le mal, entre la République et l'Europe. Cela se traduit notamment par un certain nombre d'ambiguïtés autour des notions de république et de nation, dont on peut se demander si elles sont des revendications transitoires ou définitives.

A la manifestation du 22 janvier 2005, Daniel Gluckstein déclare : « Aujourd'hui, en manifestant pour la victoire du vote non à la « Constitution », nous voulons permettre qu'à nouveau triomphe la République »¹⁵. Il semblerait dès lors qu'il existe une confusion entre des acquis sociaux et le système politique dans lequel – mais aussi contre lequel – ils ont été conquis :

« Le triomphe de la République, c'est le retour à la laïcité de l'Ecole et de l'Etat [...], c'est l'abrogation de la réforme de l'Etat, l'abrogation de la régionalisation, [...] le retour au statut de la fonction publique d'Etat

¹² Manifeste du 4^{ème} congrès mondial de la 4^{ème} Internationale, 27 mars – 2 avril 1999, in *La Vérité*, numéro 24, mai 1999, page 25.

¹³ IO, Edito du n°693, semaine du 26 mai au 1er juin 2005.

¹⁴ Serment de la place de la République, Comité national pour le non, adopté à Paris le 22 janvier 2005.

¹⁵ Discours de Daniel Gluckstein à la manifestation du 22 janvier, in *Informations Ouvrières*, numéro 676, semaine du 27 janvier au 2 février 2005, page 5.

[...], c'est l'abrogation de l'intercommunalité forcée, c'est le retour aux libertés des 36 000 communes, c'est le retour à l'EDF-GDF de 1945, la re-nationalisation de l'électricité, du gaz, des chemins de fer ; le retour de la Poste au service public ; la réouverture des services fermés dans les hôpitaux, les maternités. Le triomphe de la République, cela veut dire le retour au Code du travail, aux conventions collectives, aux statuts. Cela veut dire le respect de l'indépendance des syndicats, qui, en toute indépendance, ont la liberté de négocier les augmentations de salaires, et pas d'être les exécutants des ordres du gouvernement et de l'Union Européenne. Le triomphe de la République, c'est l'interdiction des plans de licenciements et de délocalisations, l'arrêt de la mise en jachère des terres, [...] c'est l'abrogation de toutes les lois de déréglementation dictées par l'Europe, les lois de droite et de « gauche ». C'est le retrait du projet de loi Borloo, c'est l'abrogation de la loi Aubry ! »¹⁶

En effet, si cette République doit être une république sociale – et le PT ne se prive pas de comparaisons avec la Commune – il semble que l'insistance du parti sur la souveraineté nationale traduise un véritable repli national, et l'on peut se poser la question de la signification de la notion de « démocratie politique », sur laquelle le PT insiste beaucoup. Pour lui, par exemple, « La victoire du vote NON est porteuse du rétablissement de la démocratie politique »¹⁷. S'agit-il de la démocratie authentique, que les marxistes qualifient de prolétarienne, ou de la démocratie bourgeoise ? Dans ce dernier cas, est-ce vraiment une revendication tactique, donc transitoire ? N'y a-t-il pas également une orientation chauvine ?

Le PT, il est vrai, parle bien plus *des* peuples que *du* peuple ; à propos de la victoire du non au référendum, notamment, ce sont ceux-ci qui sont donnés comme vainqueurs : « Le 29 mai, il y a, dans notre pays, des vainqueurs et des vaincus. [...] Vainqueurs également, tous les peuples d'Europe, qui partagent avec le peuple français la même aspiration à la souveraineté, à la défense des droits, des garanties, des conquêtes démocratiques, et les mêmes inquiétudes sur la machine à détruire toutes les conquêtes de civilisation humaine que représentent l'Union européenne et sa « Constitution »¹⁸. Et qui plus est, la nation tend à se présenter comme le cadre exclusif d'exercice de la démocratie : « Lisons la Constitution du 3 septembre 1791, héritière de la Révolution française, s'écrit *Informations Ouvrières* : « La souveraineté est une, indivisible, inaliénable et imprescriptible, elle appartient à la nation, aucune section du peuple, ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. La nation, de qui seule émane tous les pouvoirs, ne peut les exercer que par délégation. »¹⁹. Enfin, le « front unique » défendu par le Parti des travailleurs s'étend, au-delà du PS et du PC, et depuis le Comité pour l'abrogation du Traité de Maastricht, aux militants du Mouvement des Citoyens (MDC), c'est-à-dire à un parti chauvin, ou encore, à des gens comme Georges Gastaud, du Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF), qui font référence « à la fois au patriotisme populaire et à l'internationalisme prolétarien »²⁰.

4/ Des enjeux particuliers du TCE

« Ne vous absteniez pas ! »²¹, tel est le mot d'ordre lancé en janvier par Daniel Gluckstein. Pour le PT, il est impossible de combattre indépendamment de la Constitution européenne : être contre les privatisations, pour les services publics, prôner une démarche « lutte des classes », cela implique nécessairement de lutter pour la victoire du « non ». « C'est clair : il n'y a pas de défense possible des services publics, des communes, des statuts et acquis sociaux de la démocratie et de la République si on ne dit pas : Non à la Constitution européenne ! »²². Ou encore : « Le combat pour le vote non et celui pour l'abolition des mesures anti-ouvrières constituent pour le Parti des travailleurs un tout indissociable »²³.

Mais en quoi consiste la stratégie du Parti des travailleurs ? Quelle est sa place et son poids ? Le PT défend en général une ligne de front unique, mais à la condition que celui-ci se réalise sous sa houlette, ce

16Discours de Daniel Gluckstein à la manifestation du 22 janvier, in *Informations Ouvrières*, numéro 676, semaine du 27 janvier au 2 février 2005, page 5.

17Intervention de D. Gluckstein au rassemblement du 21 mai 2005 au mur des Fédérés.

18Déclaration du Bureau National du PT, 29 mai 2005, 23 heures.

19IO, Edito du n°691, semaine du 12 au 18 mai 2005.

20« Un meeting attentif et résolu adopte le serment de la place de la république, in *Informations Ouvrières*, numéro 676, semaine du 27 janvier au 2 février 2005, page 4.

21IO, Edito du n°676, semaine du 27 janvier au 2 février 2005.

22Comité national pour le non à la constitution européenne, Appel à la manifestation du 22 janvier 2005.

2313ème congrès du PT, IO, n°677, semaine du 3 au 9 février 2005, page 9.

qui, vu son peu de poids électoral et sa marginalité médiatique, le condamne souvent à l'isolement. Pourtant, le 16 octobre 2004, à Ivry, le Parti des travailleurs a mis sur pieds un « Comité national pour la victoire du vote non », qui semble avoir obtenu certains succès. A son meeting du 16 avril 2005 sont en effet présents Maurice Dehousse, ex-vice-président du groupe socialiste au Parlement européen et ancien député de Belgique, ainsi que Marc Dolez, député socialiste du Nord.

« Un spectre hante l'Europe : celui de la victoire du vote non à la « Constitution » européenne en France »²⁴, affirme Daniel Gluckstein. Mais quels sont les enjeux de la victoire ? Le PT répond souvent à cette question de façon abstraite autant qu'affirmative. « Que le non l'emporte, et c'est un coup d'arrêt à cette politique. Que le non l'emporte, et c'est la porte ouverte enfin à un véritable changement de politique, fondée sur la satisfaction des revendications »²⁵ « Est-ce seulement un vote, un référendum ? Non, messieurs les « grands responsables », c'est une révolte sociale »²⁶. Pourtant, il semble qu'il garde certaines réserves : « La victoire du vote non a pour enjeu que des questions seront posées, qui, bien sûr, ne trouveront pas réponse le 29 mai. Mais posées avec force le 29 mai au soir, elles appelleront des réponses auxquelles personne ne pourra déroger »²⁷.

Karim Landais

(mai 2005)

24IO, Edito du n°668, semaine du 25 novembre au 1er décembre 2004.

25IO, Edito du n°686, semaine du 7 au 13 avril 2005.

26IO, Edito du n°694, semaine du 2 au 8 juin 2005.

27IO, Edito du n°693, semaine du 26 mai au 1er juin 2005.

Message de la « Lettre de Liaisons » à la conférence annuelle de l'Alliance for Workers Liberty

Chers camarades,

Depuis de nombreux mois maintenant, la gauche française est divisée en deux camps autour de la question du référendum qui se tiendra le 29 mai prochain pour approuver ou rejeter le projet de traité constitutionnel européen (TCE).

Ce qui unit les bourgeoisies d'Europe, c'est le besoin d'avoir un point d'appui commun contre leurs classes ouvrières respectives. Mais les choses s'arrêtent là ! Une fois établis le grand marché unique et la règle du jeu qui laisse toute liberté au renard dans le poulailler, les contradictions de la concurrence et de la rivalité qui sont à la base du fonctionnement du capitalisme vont être portées à un niveau plus élevé.

Si l'on a l'unité des bourgeoisies européennes contre les salariés, pour autant, on est encore loin de la fusion du capital, loin d'un Etat fédéral unifié, car chaque bourgeoisie soutient deux fronts : celui de la lutte de classe interne contre « sa » classe ouvrière, dans le cadre de chaque Etat national, et celui, externe, de la compétition exacerbée avec ses rivales pour la profit, pour lequel l'appareil d'Etat de chaque bourgeoisie, avec son armée, sa police, sa diplomatie, est mobilisé.

Parmi les grands Etats européens, chaque bourgeoisie rêve de croquer les autres mais certainement pas d'être absorbée par sa voisine et rivale ! Quant aux petits Etats, leurs bourgeoisies joueront leur place par le biais de combinaisons diplomatiques instables et changeantes avec les grandes, elles-mêmes liées entre elles en plusieurs alliances bancales, dans le cadre des rivalités qui mèneront à des crises dans tous les domaines.

Ce traité, qui n'est pas une constitution mais qui veut se faire passer pour telle, est le fruit de la diplomatie des coulisses, dans le dos des peuples. Cette constitution n'en est pas une : elle ne résulte pas d'un processus constituant démocratique mais de marchandages basés sur la règle du consensus, c'est-à-dire la loi du plus fort et le pouvoir de la minorité de blocage – la Convention présidée par Giscard n'a été élue par personne et durant ses travaux, elle n'a jamais voté sur aucun texte !!! Cette constitution ne se contente pas de fixer la règle du jeu, elle prétend donner le résultat du jeu à l'avance pour l'éternité.

C'est pourquoi nous disons : l'Union européenne n'est pas l'Europe unie ! Cette unité de l'Europe, voie de passage obligé dans la lutte pour le socialisme et la démocratie, ne nous est pas offerte par la bourgeoisie, même de façon incomplète ou déformée. L'Europe unie, les Etats Unis d'Europe, socialistes et démocratiques, ne peuvent surgir que de l'union libre des peuples, donc de la lutte unie des travailleurs du continent contre tous les patrons, contre tous les Etats y compris ce proto-Etat européen.

Et cette lutte ne peut connaître d'issue positive que par le démantèlement des actuelles institutions européennes qui sont faites pour étouffer les aspirations des peuples. A la différence de ce que l'on a pu connaître dans l'histoire du mouvement ouvrier européen, avec des expériences gouvernementales durant lesquelles des partis réformistes ont pu apporter quelques améliorations aux travailleurs, améliorations qui étaient le plus souvent le sous-produit des vagues révolutionnaires ou pré-révolutionnaires non menées à leur conclusion, l'actuelle construction institutionnelle européenne est d'emblée faite pour interdire toute avancée pour les travailleurs.

Les règles du jeu (celle de l'unanimité pour les domaines social, fiscal et environnemental opposée à celle de la majorité qualifiée pour le domaine économique) sont établies pour empêcher toute harmonisation sociale. Cette dernière est d'ailleurs explicitement interdite dans le texte ! Tout est fait pour empêcher l'expression démocratique des peuples et des travailleurs, tout est verrouillé pour empêcher le moindre aménagement démocratique ou social.

Notre analyse est que non seulement les acquis sociaux des travailleurs sont menacés mais aussi les acquis démocratiques, dont la laïcité. Les peuples ne pourront plus exprimer leur volonté dans les urnes ; les exécutifs et organismes « indépendants » (dont le plus célèbre est la Banque centrale européenne) n'auront plus de comptes à rendre devant les électeurs, la loi ne sera pas établie par les votes d'un parlement européen qui ne dispose que de très peu de pouvoir en matière d'initiative législative, mais par des juges non élus fabriquant le droit, le droit du contrat commercial contre le droit légal, égal pour tous, car au-dessus planera le carcan constitutionnel prévu pour cet effet.

Ainsi tout parti qui se présentera aux élections avec une volonté d'harmoniser par le haut les salaires et les conditions de travail, d'instaurer un salaire minimum européen, de réduire de façon concertée le temps en travail en Europe, de (re)nationaliser une activité, ou de construire un nouveau service public, de taxer les capitaux ou les flux financiers, de réduire les dépenses militaires, aura un programme déclaré anti-constitutionnel au regard du texte du TCE !

La différenciation au sein du mouvement ouvrier européen entre soutiens et opposants du TCE doit être encouragée et fécondée de façon révolutionnaire.

Ce que nous avons vu – et pour lequel nous avons apporté notre contribution au plan politique ou syndical – dans le PS, dans les syndicats (notamment la mise en minorité de la direction confédérale de la CGT par le « parlement » de la confédération exprimant la volonté de la base au CCN des 2 et 3 février 2005), dans les divers comités locaux agissant pour la victoire du NON (il y en a plus de 800 actuellement en France), c'est le reflet du mouvement de notre classe qui a combattu en mai-juin 2003 par la grève, qui s'est exprimé dans les urnes en donnant la majorité à la gauche aux régionales puis aux européennes en 2004, et qui cherche à battre Chirac et Raffarin et à les mettre dehors !

Cette montée du NON de gauche, s'affichant résolument pro-européen, social et démocratique, en lien avec les conflits sociaux des derniers mois, a marginalisé le NON de droite souverainiste qui dispose, lui, de la bienveillance logistique des médias afin de faire peur aux électeurs de gauche qui hésitent encore.

Alors que ces lignes sont rédigées, nous sommes dans l'attente du déroulement de la journée de grève du 16 mai contre la volonté du gouvernement de faire travailler gratuitement une journée les salariés. Le lien est immédiat entre cette journée de grève et le vote sanction que nous appelons le 29 mai contre le TCE et contre Chirac. La victoire revendicative et la victoire politique contre le gouvernement et le MEDEF sont liées : les directions syndicales ont tout fait pour que cette journée ne soit pas une grève générale unitaire appelée nationalement. Si, le 16 mai, la grève est un succès, ce sera grâce à l'affirmation du rejet de la politique de Chirac et Raffarin par la masse des travailleurs, par le travail des équipes syndicales combattives et militantes ! Un succès de la grève trouvera son prolongement dans le rejet de Chirac comme du TCE le 29 mai prochain.

Nous attirons votre attention sur le fait que l'issue du scrutin en France va avoir des répercussions sur les évolutions au sein des partis et des syndicats sociaux-démocrates : en Belgique, en Allemagne et en Suède où des ailes gauches vont chercher à s'appuyer sur une victoire du Non. En Espagne, où le vote au parlement a déjà eu lieu, des députés du PSOE qui ont voté OUI font machine arrière... sous l'influence de la campagne pour le NON de gauche en France.

Dans la CES, la victoire du NON va signifier une claque à cet état-major de bureaucrates, qui s'est permis de prendre position en faveur du TCE sans avoir consulté la base, plus souvent occupé à faire antichambre dans les institutions de l'UE qu'à relayer les aspirations des syndiqués de base.

Loin de craindre une vague de chauvinisme en France comme en Europe, nous pensons qu'au contraire, une victoire du Non en France va être un stimulant pour la lutte des classes en Europe, contre les politiques libérales et anti-sociales. A partir de cette victoire, on peut assister à un début de regroupement européen des travailleurs contre les bourgeoisies. Pour le dire par une boutade : on n'a jamais si peu chanté la Marseillaise dans le mouvement ouvrier français ! Parce que les pro-Oui ont fait de *l'Hymne à la joie* leur tube du printemps ! Parce que les pro-Non entonnent *l'Internationale*, le chant du rassemblement des travailleurs contre tous les exploiters !

Nous pensons qu'une attitude abstentionniste, lors du référendum en GB en mars 2006, n'aiderait pas à l'expression des travailleurs contre la bourgeoisie, contre son projet constitutionnel, laisserait le champ libre aux démagogues de droite (comme UKIP) ou de gauche (comme Galloway et ses porteurs d'eau de Respect ! et du SWP). Est-ce que UKIP et Galloway peuvent défendre les droits des travailleurs, les droits démocratiques, les droits des femmes, la laïcité, eux qui ne sont ni socialistes, ni féministes, ni laïques, ni démocrates ? Non, seuls les travailleurs peuvent et doivent se défendre par eux-mêmes ! Et la tâche des socialistes est de les aider dans ce sens. (...)

Le comité de rédaction de la Lettre de Liaisons, le 15 mai 2005.

Sur le web : http://site.voila.fr/bulletin_Liaisons/index.html

*** La campagne du non ne conduira pas à une Europe meilleure**

**Réponse de Martin Thomas (Alliance for Workers Liberty)
au groupe Liaisons**

Concernant le référendum sur le TCE, il faut à notre avis prendre un peu de recul et analyser les questions dans une perspective plus large et à plus long terme. Depuis les années 60, les camarades qui sont aujourd'hui au sein de l'Alliance for Workers Liberty ont dû participer à plusieurs discussions nationales très animées sur les grandes tendances de l'évolution de la politique européenne.

Nous avons d'abord eu le débat sur l'entrée de la Grande-Bretagne (en 1972-1973) dans ce qui s'appelait alors le Marché commun, puis le référendum sur le retrait de la Grande-Bretagne en 1975. Il y a eu ensuite l'agitation contre le Traité de Maastricht en 1992, traité qui exigea l'établissement d'une politique étrangère commune de l'Union européenne, donna des pouvoirs limités au Parlement européen, et définit les conditions nécessaires à la création de l'euro. (Des référendums furent organisés à Maastricht en France et au Danemark, et une importante campagne fut menée pour qu'un référendum soit organisé en Grande-Bretagne).

Le gouvernement britannique a promis la tenue d'un référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'euro [ce texte a été écrit avant le 29 mai 2005, *NDLR*], et maintenant, plusieurs référendums concernant le projet de constitution sont prévus en Europe.

A chaque fois, les gouvernements nous ont mis devant l'alternative suivante : soit vous acceptez l'intégration européenne (selon nos conditions), soit vous la rejetez. Il n'y a avait pour eux pas d'autres choix possibles.

Selon nous, la réponse correcte de la classe ouvrière est d'opposer la solidarité et la démocratie des travailleurs à l'échelle de toute l'Europe aux deux termes de cette alternative bourgeoise. Nous trouvons opportune l'intégration capitaliste de l'Europe et entendons même y trouver des points d'appui, mais pour cela nous voulons que la classe ouvrière affirme ses propres intérêts, d'une façon militante, indépendante, en recherchant le maximum d'avantages pour le prolétariat dans ce processus largement « progressif », mais nous n'acceptons pas passivement les structures bureaucratiques des dirigeants européens, ni des mesures comme la création, par le traité de Maastricht, d'une Banque centrale européenne qui échappe totalement au contrôle des électeurs, ni la politique de libre concurrence défendue par l'Union européenne.

A notre avis, la façon la plus efficace de faire connaître nos idées fondamentales est

1) de vigoureusement refuser que le « oui » et le « non » des débats bourgeois définissent tout le champ des possibilités,

2) de s'abstenir dans les référendums aux choix truqués.

En Grande-Bretagne, au cours des dernières années, notre position a rencontré une forte sympathie dans l'extrême gauche (une large majorité à la conférence de la Socialist Alliance en 2001, par exemple). Une campagne pour le « non » à l'occasion des référendums britanniques sur l'euro ou la Constitution européenne serait évidemment dominée par le Parti conservateur et la presse du milliardaire réactionnaire Murdoch, qui, vu les relations spéciales qu'entretient le capital britannique avec les Etats-Unis, veulent restreindre l'intégration européenne et les risques (pour eux) d'harmonisation sociale que cette intégration pourrait apporter. De nombreux militants comprennent le sens de notre position qui se différencie fortement du camp de Murdoch et des conservateurs tout en n'endossant pas le point de vue de la Banque centrale européenne.

Cela n'a pas toujours été le cas en Grande-Bretagne. En 1975, la campagne du « non » (qui s'opposait au fait que la Grande-Bretagne reste dans l'Union européenne) a été presque entièrement dirigée par la gauche travailliste, les syndicats, le Parti communiste et la gauche révolutionnaire. Beaucoup de ces gens disaient qu'ils étaient favorables à une Europe unie, oui, mais seulement une Europe socialiste, pas cette Europe capitaliste. Les partisans du « oui » se trouvaient dans la droite du Parti travailliste et chez les conservateurs. La droite conservatrice anti-européenne était marginale.

Mais le retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne nous aurait-il rapproché d'une Europe socialiste ? Non.

En 2005, la campagne du non en France a été menée par la gauche, principalement le Parti communiste et certains dirigeants dissidents du Parti socialiste.

Mais comparons le référendum sur le TCE avec celui sur la république en Australie en 1999. Les monarchistes ont fait profil bas et laissé la campagne du non être dirigée par des gens du Parti travailliste et des cercles plus à gauche que le Parti travailliste qui ont rejeté la proposition républicaine parce que ce modèle de république proposé leur paraissait trop défectueux. Si les monarchistes avaient bruyamment défendu leur position, ils auraient poussé de nombreux électeurs à voter « oui » (et ils étaient parfaitement conscients de ce risque) ; mais leur discrétion n'a pas empêché que la victoire du « non » soit en fait une victoire pour les monarchistes (la question de la république sera rediscutée dans un futur lointain et indéfini). Le résultat n'a pas été ce que la « gauche du non » prédisait : l'organisation rapide d'un nouveau référendum qui aurait avancé un meilleur modèle de république.

Le Front national français et les gaullistes de droite constituent à eux deux une force plus importante que le camp conservateur du non en Grande-Bretagne en 1975. Ils ont fait profil bas parce qu'ils savaient qu'une victoire du non servirait bien davantage leurs objectifs (ralentir l'intégration et l'élargissement de l'Europe) que ceux de la « gauche du non », qu'il s'agisse de ceux qui avaient des illusions sincères sur les effets de la victoire du non ou des démagogues cyniques comme certains dirigeants du PS.

De plus dans quelle mesure le « non de gauche » est-il vraiment de gauche ? Lutte ouvrière, par exemple, a justifié son vote en faveur du non, cette fois-ci, en affirmant que désormais les partisans du non se déclarent en principe pro-européens alors que, lors du référendum de Maastricht, leur campagne était plus nationaliste. Mais cela signifie seulement que le Parti communiste français est passé d'une position hostile à l'Europe à son acceptation, du moins dans le principe. Le PCF est-il plus à gauche aujourd'hui qu'en 1992 ? Les dirigeants du PS favorables au non comme Laurent Fabius sont-ils plus à gauche qu'auparavant ? Les partisans du non affirment que les grandes menaces contre la démocratie, les emplois et les acquis sociaux proviennent de l'Union européenne et non des patrons de chaque pays : cette idée qui ne sert qu'à faire diversion est-elle plus à gauche qu'auparavant ? Non.

En Australie, le groupe Workers Liberty a appelé à voter « oui ». Même une république étriquée vaut mieux qu'une monarchie et la campagne du non en faveur d'une « meilleure république » (avec un président directement élu) ne représentait pas un choix plus efficace. L'augmentation des pouvoirs du Parlement européen prévue par le TCE n'est pas suffisante, si on la compare aux centaines de pages de rhétorique néolibérale et bureaucratique, pour justifier de voter oui lors de ce référendum sur le TCE. De toute façon, il n'est pas exclu que le non français inquiète les eurocrates et les pousse à faire une concession quelconque.

Mais d'un autre côté il n'y a aucune chance que le non conduise à remettre en cause les traités de Nice et d'Amsterdam, l'Acte unique européen et le traité de Rome, pour les remplacer par des traités « sociaux européens ». Une victoire du non ne conduira pas la Banque centrale européenne à « rendre des comptes aux électeurs » !

Elle ne conduira pas à « démanteler les institutions européennes existantes », ni par une révolution socialiste européenne, ni, et heureusement, par une désintégration de l'Europe semi-unie et un retour à des nations protectionnistes aux frontières renforcées.

En somme, nous assisterons à une augmentation des marchandages inter étatiques pour que l'Europe fonctionne avec les traités existants ou bien pour trouver un nouveau schéma plus limité pour accélérer la prise de décisions dans une Union européenne à 25 aux structures peu maniables en raison du nombre de participants. Et il n'y aura sans doute aucun bouleversement spectaculaire.

Oui, l'Union européenne, c'est l'unité européenne « d'une façon incomplète et déformée ». Nous voulons que l'unité européenne se réalise « dans le cadre du combat pour le socialisme et la démocratie » mais, si nous ne sommes pas suffisamment forts pour l'obtenir de cette façon, et nous ne le sommes pas, alors l'histoire ne s'arrêtera pas. Le capitalisme progresse à sa façon, de manière destructrice, au profit de la classe dominante. La tâche des marxistes n'est pas de stopper le développement capitaliste mais de lutter contre le capitalisme à l'intérieur même de ce développement, et de promouvoir cette lutte, à travers ce développement, vers le socialisme.

Martin Thomas

(Alliance for Workers Liberty)

La ratification du Traité constitutionnel européen, une affaire qui ne concerne aucunement le prolétariat

UN FAUX DEBAT : LE MEPRIS CONTRE LA PEUR

Le débat lancé tout particulièrement en France sur la ratification du traité constitutionnel de l'Union européenne (UE) concentre une attention croissante des organes d'information officiels et des formations politiques qui adhèrent aux Etats respectifs. Dans l'Hexagone, à l'aide de l'échéance référendaire imminente pour son adoption, la polémique s'est faite plus bruyante jusqu'à faire taire toutes les autres voix s'élevant de la société civile sur d'autres sujets.

Plus particulièrement, les formations politiques de la gauche du capital, les sociaux-démocrates et les stalinien, sont parvenues à réduire au silence les revendications et les manifestations d'opposition à l'aggravation des lois Aubry sur la réduction/flexibilisation du temps de travail, les quelques luttes amorcées sur les salaires, comme à Citroën Aulnay ou à Radio France avec sa grève pour des augmentations uniformes, et les agitations lycéennes contre la nouvelle loi Fillon. Tous les thèmes portés par ces mobilisations ont été assujettis au thème principal du refus du traité constitutionnel de l'Union européenne, dépeinte comme étant peu ou prou à l'origine de tous les maux sociaux passés, présents et futurs.

La question qu'il faut donc se poser est de savoir si ce refus grandissant du traité recèle une volonté diffuse, qui ne s'exprimerait pour l'heure que sur le terrain électoral, de s'opposer aux patrons et au durcissement en cours de leurs politiques anti-ouvrières. Il faudra, en suite, déterminer si et dans quelle mesure ce traité fait partie intégrante de ces attaques des classes dominantes. Notre réponse, dans les deux cas, est négative. Voilà pour quoi.

L'ILLUSION ELECTORALISTE RAMENEE A SA PLUS SIMPLE EXPRESSION, L'AMBITION REVOLUTIONNAIRE EN MOINS

A l'instar des stalinien du Parti communiste français (PCF), les trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ont mobilisé leurs relais syndicaux et associatifs afin de dévier, puis sacrifier toute expression récente de dissension sociale sur l'autel du « *tour électoral* ». Cette ligne politique néfaste consiste à soumettre les luttes de classe aux rythmes de respiration de l'Etat, ponctué par les tournées électorales successives. Généralement, ces derniers temps, ces Messieurs se sont cantonnés à invoquer un « *troisième tour social* » après leurs défaites aux élections. Moyen pour préserver une certaine visibilité politique et improbable revanche après les corrections électorales, le « *troisième tour social* » (après les deux tours de scrutin) sert surtout à ne pas désespérer leurs colleurs d'affiches.

Dans un passé plus lointain, cette idéologie de la corrélation entre élections et luttes agissait directement en étouffoir de l'autonomie ouvrière, permettant de relier des combats de classe amples et radicaux à la démocratie bourgeoise via la valorisation de l'illusion électoraliste. La gauche aux affaires « *pour faire aboutir les revendications* » devient alors l'objectif que ces agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat tentent de faire adopter par les mouvements ouvriers. La variante du jour de cette idée hautement néfaste, celle du « *vote sanction* » contre le traité constitutionnel de l'Union européenne qui exprimerait la colère sociale par voie référendaire, apparaît comme le parent pauvre des précédentes. L'absence de luttes significatives et déployées entre ouvriers et patrons rend dérisoire et ridicule cette dernière expression mineure de l'illusion électoraliste. Malheureusement, nombre de militants ouvriers, en déshérence à cause d'une paix sociale difficile à briser, ont adhéré à cette énième campagne de la gauche et extrême-gauche du capital.

La perspective d'une victoire du Non lors du référendum les a convaincus, une nouvelle fois, que « *hors des élections, point de salut* ». La première considération sous-jacente veut que si les deux principaux partis de l'échiquier politique français, le Parti socialiste (PS) et l'Union pour un mouvement populaire (UMP), étaient désavoués par les électeurs, cela produirait une crise politique d'ampleur capable de desserrer l'état de l'alternance maîtrisée aux commandes de l'exécutif étatique. Des énergies nouvelles se dégageraient alors des équilibres établis, ouvrant la voie à une recomposition à gauche de la gauche entre les groupes, partis et

associations appartenant à cette aire. C'est la perspective de la constitution d'un nouveau parti réformiste « *des travailleurs* » qui est en jeu, relevant la place qui fut jadis des partis social-démocrate et stalinien.

Trois trajets majeurs sont proposés aux militants ouvriers par les différentes forces engagées sur ce terrain :

1) Le regroupement à la façon du *Partito della rifondazione comunista* (Italie) entre trotskistes, staliniens, syndicalistes et associatifs proposée par la LCR et certains secteurs du PCF lui-même avec le but principal de contrôler et conditionner la politique du PS une fois revenu aux affaires. C'est une tentative de rééditer de l'Union de la gauche de Georges Marchais et de François Mitterrand.

2) La multiplication des adhésions au Parti des Travailleurs (PT) déjà existant de nouvelles fractions et d'un nombre croissant d'élus issus du PS et du PCF. Cette formation trotskiste s'inscrit dans la perspective de l'expansion de la présence électorale dans les instances électives locales (communes avant tout), censées mieux représenter les citoyens que celles régionales ou nationales.

3) Le renforcement pur et simple, au moyen d'une présence systématique aux élections, de l'organisation trotskiste Lutte ouvrière (LO) afin d'atteindre une masse critique suffisante à déclarer la naissance d'un nouveau parti capable d'attirer environ 10 % des voix. Ce nouveau parti serait enfin en mesure d'entreprendre un rapport d'égal à égal avec le PCF, toujours jugé comme « *la principale organisation ouvrière* » en France. C'est une improbable réédition de la tactique du front unique.

Le point d'orgue de ces trois projets apparemment si différents est celui de l'adhésion partagée à l'illusion électoraliste. Le temps du parti ouvrier, dans les trois cas, est scandé par les tournées électorales. Plus, sa validation et la pertinence de son existence dépendraient principalement du nombre de suffrages remportés. Selon ce schéma, les élus de la « *vraie gauche* » dépenseraient ce capital électoral pour « *imposer* » l'adoption de lois favorables aux travailleurs (ex. : une loi « *interdisant les licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices* »). Cette vision des rapports entre la classe ouvrière et la démocratie bourgeoise n'a rien en commun avec la tradition communiste que ces organisations prétendent d'incarner. En revanche, elle se rattache sans l'avouer au courant du réformisme classique.

« *Les efforts de toutes les classes qui ont une vie politique puissante, indépendante, et ne peuvent espérer arriver plus rapidement à leur but en influant personnellement le souverain, tendent, dans un État moderne, d'abord à augmenter le pouvoir du Parlement, puis à augmenter leur pouvoir dans le Parlement. Le pouvoir du Parlement dépend de la force et du courage des classes qui sont derrière lui, et de la force et du courage des classes auxquelles il doit imposer ses volontés* », déclinaient Karl Kautsky, père spirituel du réformisme dans son *Programme socialiste* de 1892.

« *Quand le prolétariat, en tant que classe consciente, prend part aux luttes parlementaires, dans les élections et dans l'assemblée elle-même, le parlementarisme commence à changer de nature. Il cesse dès lors d'être un simple moyen de domination de la bourgeoisie* », poursuivait-il. « *Ainsi donc, non seulement la classe ouvrière n'a aucune raison de rester étrangère au parlementarisme, elle a, au contraire, tous les motifs de fortifier le Parlement au détriment de l'autorité publique, de fortifier sa représentation dans le Parlement* », concluait Karl Kautsky en parfaite adéquation avec ses présupposés.

Un raisonnement qui ne choquerait pas dans la bouche de ses descendants honteux trotskistes et staliniens. « *Les grands problèmes de la vie des peuples ne sont tranchés que par la force* », affirmait Lénine dans son « *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* ». « *Les classes réactionnaires elles-mêmes sont habituellement les premières à recourir à la violence, à la guerre civile, à 'mettre la baïonnette à l'ordre du jour' Et du moment qu'une telle situation s'est créée, que la baïonnette figure réellement en tête de l'ordre du jour politique, que l'insurrection s'est révélée nécessaire et urgente, les illusions constitutionnelles et les exercices scolaires sur le parlementarisme ne servent plus qu'à couvrir la trahison de la bourgeoisie envers la révolution, la façon dont la bourgeoisie 'se détourne' de la révolution. La classe véritablement révolutionnaire doit alors formuler justement le mot d'ordre de dictature* », écrivait-il en août 1905.

Pour résumer, insurrection contre illusions constitutionnelles et parlementarisme, dictature du prolétariat contre démocratie bourgeoise. Mais une telle situation pré révolutionnaire n'est pas à l'ordre du jour. « *Le parlementarisme, loin de la faire disparaître, dévoile l'essence des républiques bourgeoises les plus démocratiques, comme organes d'oppression de classe* », lance le dirigeant bolchevik en avril 1908 (*Marxisme et révisionnisme*). « *Aidant à éclairer et organiser des masses de la population infiniment plus grandes que celles qui, autrefois, participaient activement aux événements politiques, le parlementarisme prépare ainsi, non la suppression des crises et des révolutions politiques, mais une aggravation maximum de la guerre civile pendant ces révolutions* », précise Lénine.

Ce dernier résumé ainsi en une phrase la conception historique du marxisme de la démocratie bourgeoise. Elle permet de généraliser la lutte politique à l'ensemble des classes de la société capitaliste et, de ce fait, elle

rend plus proche, à l'échelle historique, la révolution qui l'enterrera. Dans ce sens, comme l'avait précédemment établi Friedrich Engels, la république démocratique est la forme d'organisation de la dictature du capital la plus propice à la lutte de classe. Mais pas de malentendus. Ce jugement ne représente pas un soutien indirect à la république démocratique. Loin de toute illusion parlementaire, Engels avait affirmé, dans l'Introduction à l'édition allemande de 1891 de *La Guerre civile en France* : « *L'État n'est rien d'autre qu'un appareil pour opprimer une classe par un autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie* ». Cette idée est fondée sur le constat suivant : « *la société avait créé, par simple division du travail à l'origine, ses organes propres pour veiller à ses intérêts communs. Mais, avec le temps, ces organismes, dont le sommet était le pouvoir de l'État, s'étaient transformés, en servant leurs propres intérêts particuliers, de serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci. On peut en voir des exemples, non seulement dans la monarchie héréditaire, mais également dans la république démocratique* ». Constat que nous faisons nôtre et qui dicte encore aujourd'hui notre comportement vis-à-vis de la démocratie capitaliste.

« *Dans cette société, les institutions formellement démocratiques ne sont, quant à leur contenu, que des instruments des intérêts de la classe dominante. On en a des preuves concrètes : dès que la démocratie a tendance à nier son caractère de classe et à se transformer en instrument de véritables intérêts du peuple, les formes démocratiques elles-mêmes sont sacrifiées par la bourgeoisie et par sa représentation d'État. Aussi l'idée de la conquête d'une majorité parlementaire apparaît-elle comme un faux calcul : en se préoccupant uniquement, à la manière du libéralisme bourgeois, de l'aspect formel de la démocratie, on néglige entièrement l'autre aspect, son contenu réel* », développait Rosa Luxemburg dans son *Réforme sociale ou révolution ?*

Les antilibéraux se trouvent en compagnie involontaire de leurs pires adversaires libéraux, adoptant le même point de départ de leurs politiques respectives : l'illusion parlementaire, l'occultation du contenu réel de la démocratie parlementaire. Cédons encore la parole à l'ancienne dirigeante des mouvements ouvriers allemand et polonais pour décrire la théorie révisionniste. Pour celle-ci, « *la lutte syndicale et la lutte parlementaire doivent être menées uniquement en vue d'objectifs immédiats pour l'amélioration de la situation matérielle des ouvriers et en vue de la réduction progressive de l'exploitation capitaliste et de l'extension du contrôle social* ». Une application récente de la théorie révisionniste ? La fameuse loi interdisant les licenciements....

A Anton Pannekoek de critiquer cette conception : « *Nos revendications immédiates seraient fort bien réalisables ; mais elles se heurtent à une résistance obstinée de la classe dominante. Tout, plutôt que de laisser réduire un tant soit peu sa puissance et ses profits ! Que l'oppression, la misère, l'injustice, dont le peuple souffre en sus de l'exploitation proprement dite, persistent à jamais ! Nous savons bien que, tant que subsistera le capitalisme, on n'y pourra apporter que peu de modifications* » (« *Espérances en l'avenir* », 1912).

Pour ces modifications minimales de l'exploitation et de la domination capitaliste, on sacrifie la perspective révolutionnaire. « *La critique marxiste des postulats de la démocratie bourgeoise se fonde sur la définition des caractères de la société actuelle divisée en classes ; elle démontre l'inconsistance théorique et le piège pratique d'un système qui voudrait concilier l'égalité politique avec la division de la société en classes sociales déterminées par la nature du mode de production* », synthétise Amadeo Bordiga dans son *Principe démocratique* de 1922. « *Une erreur de doctrine est toujours à la base d'une erreur de tactique politique* », martèle-t-il.

La tactique politique des électoralistes de gauche et d'extrême gauche se fonde sur une analyse erronée de la nature de classe de la démocratie bourgeoise, davantage interprétée comme un terrain de bataille que comme la forme d'organisation spécifique de la société capitaliste mûre et pleinement déployée. Une forme parfaitement compatible et conforme au mouvement concurrentiel du capital total et à la segmentation nationale du marché mondial. Démocratie et nation ont été fondues à jamais par la prise du pouvoir politique de la bourgeoisie. Dans ce cadre, le prolétariat ne joue que les comparses dociles de telle ou telle fraction des classes dominantes modernes.

L'expérience menée par ses partis sociaux-démocrates et staliniens d'antan de la démocratie parlementaire n'a apporté au prolétariat que compromissions et trahisons. Elle s'est historiquement soldée par la perte de son indépendance politique, l'affaiblissement de sa perspective révolutionnaire et par le passage de ses organisations dans le camp ennemi. C'est pourquoi nous refusons l'échange qui consisterait à obtenir des avancées partielles, systématiquement remises en cause en fonction des exigences changeantes de valorisation du capital, contre la participation, même conflictuelle, à la vie politique de l'organisation de la société bourgeoise.

UN TRAITE ULTRALIBERAL ?

Outre que pour des considérations de tactique politique propre à la France, le refus dit de gauche de ratifier le traité constitutionnel tient du fait que « *les politiques de l'Union, telles qu'elles sont précisément définies dans la partie III du texte, ne laissent aucune place à des alternatives au libéralisme, quand bien même elles seraient souhaitées par la majorité des citoyens des Etats d'Europe* » (« Les 21 exigences d'Attac pour le traité constitutionnel en cours de négociation dans le cadre de la conférence intergouvernementale »). « *L'ultralibéralisme, nous le subissons depuis plus de vingt ans. La Constitution ne propose pas de tourner le dos à ces choix : au contraire, elle les confirme et leur donne la valeur d'un principe constitutionnel* », confirme de son côté le PCF dans son « A partir de ce que nous disent les partisans du Oui, arguments pour débattre » de novembre 2004. L'accusation de libéralisme est donc la toile de fond de la critique des gauches et extrême gauches parlementaires.

Pourtant, dans le Préambule au traité, il est abondamment question de solidarité, liberté et égalité : « *Consciente de son patrimoine spirituel et moral, l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité ; elle repose sur le principe de la démocratie et le principe de l'État de droit. Elle place la personne au cœur de son action en instituant la citoyenneté de l'Union et en créant un espace de liberté, de sécurité et de justice.* » Exactement les mêmes principes inspirateurs de la Constitution française. « *Rien à voir avec le libéralisme ? C'est une plaisanterie ! Le but de l'Union est le 'marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée' (I-3.2)* », rétorque le PCF. Le parti stalinien français semble soudainement oublier que cet état de fait existe dans son Hexagone adoré et ne représente guère une nouveauté dans le cadre de l'Union européenne.

Ses alliés de toujours du PS lorsqu'il s'agit d'occuper les fauteuils ministériels, lui rappellent une vérité élémentaire : « *Le principe d'un 'marché unique où la concurrence est libre et non faussée' est de tous les traités européens depuis l'origine* » (« Le vrai / Le faux sur le Traité constitutionnel »). La réalité du paysage concurrentiel dans l'Union européenne est moins limpide que le traité le laisse entendre. Les différents Etats qui la constituent ont toujours défendu leurs propres classes dominantes nationales quand leurs intérêts étaient éclaboussés par les décisions de Bruxelles. En témoigne l'inexistence presque complète de groupes transnationaux au sein de l'Union ou encore la préservation des activités économiques jugées stratégiques par les Etats nationaux. Les marchés nationaux des actions, du crédit, de l'énergie, du transport ferroviaire, de l'armement, de l'aéronautique et de l'agroalimentaire (et la liste est loin d'être complète) n'ont jamais échappé aux bourgeoisies des Etats européens les plus forts.

A l'image de la France, ceux-ci ont au contraire utilisé l'arène commerciale communautaire libérée de barrières douanières pour consolider leur domination économique sur les marchés des Etats européens les plus faibles. Un exemple ? La Belgique, privée de tout groupe industriel majeur appartenant à des bourgeois autochtones. L'introduction de l'euro n'a fait que renforcer cette tendance à la prédominance économique et financière de l'Allemagne et de la France sur le marché communautaire. La monnaie unique a en effet ôté une arme importante aux pays européens qui jouaient systématiquement la carte de la « *dévaluation compétitive* » de leurs devises pour gagner des parts de marché à l'étranger. Les véritables victimes de l'euro ont donc été les classes dominantes italienne, grecque, espagnole et portugaise.

L'institution d'une Banque centrale européenne (BCE) en charge de la monnaie unique a fait de la politique monétaire de la Bundesbank et de la Banque de France, la nouvelle règle communautaire. Dans la société actuelle, le processus de centralisation du capital et d'unification des marchés est le produit exclusif de la concurrence entre capitaux individuels et des rapports de force entre les Etats. « *A mesure que l'accumulation et la production capitalistes s'épanouissent, la concurrence et le crédit, les agents les plus puissants de la centralisation, prennent leur essor* », écrivait Karl Marx dans le livre premier du *Capital*. « *De notre temps, la force d'attraction entre les capitaux individuels et la tendance à la centralisation l'emportent donc plus qu'à aucune période antérieure* », poursuivait-il. L'Union européenne comme marché unique est issue de la prédominance de l'axe franco-allemand, dont l'euro est l'expression la plus aboutie.

Cependant, entre les deux premiers rôles de l'Union européenne, l'Allemagne et la France, en dépit de l'alliance stratégique à l'origine de l'établissement d'un espace marchand commun, les relations ne sont pas moins conflictuelles. « *Dans une branche de production particulière, la centralisation n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où tous les capitaux qui s'y trouvent engagés ne formeraient plus qu'un seul capital individuel. Dans une société donnée elle n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où le capital national tout entier ne formerait plus qu'un seul capital entre les mains d'un seul capitaliste ou d'une seule compagnie de capitalistes* », expliquait Marx. Les dossiers litigieux entre ces deux partenaires sont nombreux et significatifs : des aides à l'agriculture (où chacun revendique une part plus importante des subventions de Bruxelles), à l'industrie (à titre d'exemple nous citerons la récente bataille pour la nomination du P-DG d'Airbus ou celle pour le regroupement entre Sanofi et Aventis) jusqu'à la concurrence pour

réduire la fiscalité des entreprises ou comprimer les indemnités de chômage. « *Nous assistons à une croissance des tensions alors même que l'intégration européenne touche toute une série de problématiques nationales sensibles* », confirme Paul Hofheinz, président du Conseil de Lisbonne, organisme bruxellois de recherche et de pression sur la compétitivité en Europe très proche de José Manuel Barroso, président très libéral de la Commission européenne (*International Herald Tribune*, 3 mai 2005).

Cette compétition est normale si l'on garde à l'esprit que l'Allemagne est le principal partenaire commercial de la France. L'Allemagne absorbe environ 15 % des exportations de marchandises hexagonales et représente plus de 17 % des importations françaises²⁸. Le marché européen unifié assure donc un cadre stable et organisé à la concurrence entre capitaux individuels et aux relations entre Etats en compétition. Peu importe si cette lutte est menée par des moyens aujourd'hui pacifiques et sur fond de concorde institutionnelle.

« *La centralisation ne fait que suppléer à l'œuvre de l'accumulation en mettant les industriels à même d'étendre l'échelle de leurs opérations. Que ce résultat soit dû à l'accumulation ou à la centralisation, que celle-ci se fasse par le procédé violent de l'annexion - certains capitaux devenant des centres d'attraction si puissants à l'égard d'autres capitaux, qu'ils en détruisent la cohésion individuelle et s'enrichissent de leurs éléments désagrégés - ou que la fusion d'une foule de capitaux soit déjà formée, soit en voie de formation, s'accomplisse par le procédé plus doux des sociétés par actions, etc., - l'effet économique n'en restera pas moins le même* », rappelait Karl Marx (*Capital*, 1^{er} livre).

LES SERVICES PUBLICS EN DANGER ?

Le deuxième cheval de bataille électorale des gauches françaises opposées au traité est celui de la régression sociale qu'il promettrait au travers de la liquidation du « *service public à la française* » « *En retrait sur le pourtant désastreux traité de Nice, la Constitution n'inscrit les services publics ni dans les 'valeurs' de l'Union, ni dans ses 'objectifs'.. Dilué dans la notion vague de 'service d'intérêt économique général', le service public relève de la pratique dérogatoire : il est 'soumis aux règles de la concurrence' (III-166-2) et toute aide décidée en sa faveur est considérée comme 'incompatible avec le marché intérieur' (III-167-1). La libéralisation est officiellement la norme légitime sur le continent européen : 'les États membres s'efforcent de procéder à la libéralisation des services au-delà de la mesure qui est obligatoire (...) si la situation économique générale (...) le permet' (III-148)* », résume le PCF. Faux ! « *L'Union reconnaît et respecte l'accès aux services d'intérêt économique général, tel qu'il est prévu par les législations et pratiques nationales conformément à la Constitution et afin de promouvoir la cohésion sociale et territoriale de l'Union* », décline le traité dans son article II-96. Les législations nationales font foi.

L'expression magique pour les PCF, Attac et autre LCR de « *service public* » trouve droit de cité dans le traité et n'est nullement en contradiction avec la définition honnie de « *service d'intérêt général* » Plus, dans son article III-238, le traité établit le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats membres de l'Union européenne en matière de financement de ces derniers : « *Sont compatibles avec la constitution les aides qui répondent aux besoins de la coordination des transports ou qui correspondent au remboursement de certaines servitudes inhérentes à la notion de service public* ». Autrement dit, les Etats ont les mains libres sur leurs « *services publics* ».

Mais que sont les « *services publics à la française* » ? Sont-ils si différents de ce qui se fait dans les autres principaux pays de l'Union ? En Allemagne, en Italie, au Royaume-Uni, l'essentiel des services de santé est au budget de l'Etat ou de ses articulations régionales. « *L'Union reconnaît et respecte le droit d'accès aux prestations de sécurité sociale et aux services sociaux assurant une protection dans des cas tels que la maternité, la maladie, les accidents du travail, la dépendance ou la vieillesse, ainsi qu'en cas de perte d'emploi, selon les règles établies par le droit de l'Union et les législations et pratiques nationales. ... Toute personne a le droit d'accéder à la prévention en matière de santé et de bénéficier de soins médicaux dans les conditions établies par les législations et pratiques nationales. Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de l'Union* », lit-on dans les articles II-94 et II-95.

Au chapitre des bonnes intentions, on peut difficilement mieux faire. Ce qui n'arrêtera cependant pas la fermeture d'hôpitaux publics, ni l'effacement de postes-lits par l'Assistance publique française. Le logement social et le traitement de la pauvreté criante ne sont pas plus négligés : « *Afin de lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté, l'Union reconnaît et respecte le droit à une aide sociale et à une aide au logement destinées à assurer une existence digne à tous ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, selon les*

²⁸ Soit respectivement 47,2 milliards d'euros et 56,2 milliards d'euros en 2002.

règles établies par le droit de l'Union et les législations et pratiques nationales » (article II-94). L'abbé Pierre n'aurait rien à ajouter à ces beaux principes généraux. Les Offices HLM des différents pays d'Europe ne seront pas assiégés par les affreux bureaucrates ultralibéraux de Bruxelles.... Les logements sociaux français seront toujours aussi chers, rares et attribués par les administrations locales sur la base de critères maffieux. Quant aux transports en commun, on l'a rappelé plus haut, les Etats membres ont les mains entièrement libres lorsqu'il s'agit de gérer leurs compagnies nationales de chemins de fer dans leur activité de transport de passagers. La SNCF peut poursuivre impunément sa politique tarifaire visant à rendre bénéficiaire chacune de ses liaisons.

Pas un mot n'est prononcé par le traité sur les services postaux. Exit les considérations sur la compétitivité insuffisante des services publics et sur leur libéralisation. Malgré cela, la Poste française va poursuivre de plus en plus la fermeture de bureaux non rentables, essayer des entreprises privées chargées de services particuliers (à l'image de Chronopost) et renforcer ses activités de banque classique. Le traité ne s'immisce pas davantage dans la gestion des services publics qui jouissent d'une popularité moindre aux yeux des bons citoyens, tels les services fiscaux, la police, la justice ou l'armée.

Sur ces sujets comme sur les autres, les Etats gardent une complète liberté d'action. Cela devrait plutôt rassurer les peux défenseurs de la France issus de la gauche et de l'extrême gauche. Pour justifier de leur refus du traité, ces patriotes agitent alors l'épouvantail des droits du travail bafoués. « *Pas de référence au 'droit au travail', auquel se réfère le Préambule de la Constitution française : ici n'est affirmé que le très ambigu 'droit de travailler' (II-75.1), assorti de la non moins rocambolesque 'liberté de chercher un emploi' (II-75.2). Le droit du travail, son statut, sa durée, les conditions de rémunération ? Rien* », déplore le PCF. Curieuse idée pour des staliniens que celle d'exiger que « *le statut, la durée et les conditions de rémunération* » soient inscrits dans le traité. Ce n'est pourtant pas le cas pour leur Constitution française tant adorée. Si tel était le cas, que deviendraient les syndicats et les négociations entre partenaires sociaux ?

Incapables d'argumenter avec un peu d'honnêteté intellectuelle, grisés par la perspective de relancer leur parti au travers du Non au traité, ils opèrent ici le même tour de passe-passe sémantique que dans le cas de la dénomination des services (publics plutôt que d'intérêt général) : « *devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi* » (Constitution française de 1958) plutôt que « *droit de travailler* ». Une nouvelle fois, la lettre du texte du traité dessert leur critique. « *L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. Elle promeut le progrès scientifique et technique. Elle combat l'exclusion sociale et les discriminations, et promeut la justice et la protection sociales, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant* » (article I-3). Voilà pour l'énoncé préliminaire. « *Toute personne a le droit de travailler et d'exercer une profession librement choisie ou acceptée. Tout citoyen de l'Union a la liberté de chercher un emploi, de travailler, de s'établir ou de fournir des services dans tout État membre* » (article II-75). Et encore : « *Toute discrimination, fondée sur la nationalité, entre les travailleurs des États membres, en ce qui concerne l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail est interdite* » (article III-134).

Voilà pour la libre circulation et de travail des ressortissants des pays membres. Les partisans de l'emploi français dans les services publics français voient leur revendication prise en compte : « *Le présent article n'est pas applicable aux emplois dans l'administration publique* » (article III-133). « *L'égalité entre les femmes et les hommes doit être assurée dans tous les domaines, y compris en matière d'emploi, de travail et de rémunération. Le principe de l'égalité n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures prévoyant des avantages spécifiques en faveur du sexe sous-représenté* » (article II-83). Voilà pour l'égalité des sexes. « *Tout travailleur a droit à une protection contre tout licenciement injustifié, conformément au droit de l'Union et aux législations et pratiques nationales* » (article II-90). Voici une belle ouverture aux tenants de l'interdiction légale des licenciements opérés par les entreprises qui font des profits.... A nos yeux, ces nobles propos n'ont aucune valeur car, dans le cadre du capitalisme, leur interprétation plus ou moins favorable aux prolétaires dépend de la capacité de combat de ces derniers. Mais cette considération ne saurait s'appliquer exclusivement au traité. Elle vaut au contraire pour tous les pays et toutes les constitutions.

VOUS AVEZ DIT FRITS BOLKENSTEIN ?

Si la lettre du traité contient, à l'instar de toutes les constitutions existantes, à boire et à manger, son caractère contradictoire est interprété, par les patriotes du Non, comme une porte ouverte au pire. Une preuve du caractère anti-ouvrier du traité constitutionnel de l'Union européenne serait fournie par la désormais fameuse directive Bolkenstein. Cette directive relative aux services proposée le 13 janvier 2004 voulait étendre aux entreprises de services le Principe du Pays d'Origine (PPO) qui vaut déjà pour la production de

biens : une entreprise peut vendre dans tous les pays de l'Union européenne si elle respecte les règles de son pays d'implantation. Les activités marchandes que la statistique officielle range dans les services représentent 54 % du PIB de l'Union européenne, contre 23 % pour l'industrie manufacturière et 21 % pour les services publics et 2 % pour l'agriculture.

La Directive relative aux services prévoyait (avec une mise en place entre 2007 et le 1^{er} janvier 2010) plusieurs dérogations :

- les contrats conclus par les consommateurs ;
- la protection des travailleurs ;
- les services d'intérêt général (généralement non fournis par des entreprises) ;
- les qualifications professionnelles, ce qui implique l'utilisation de la réglementation du pays d'accueil pour un certain nombre de professions : architectes, médecins, vétérinaires, dentistes, pharmaciens, experts-comptables, etc.... ;
- le détachement des travailleurs pendant plus de huit jours.

De plus, étaient exclus du champ de la directive certains secteurs de services :

- services non économiques (services d'intérêt général) : administration, éducation publique ;
- services financiers (régis par le Plan d'action pour les services financiers de 1999) ;
- services et réseaux de Télécom (régis par les directives Télécom de 2002) ;
- services de transports en commun.

Etaient en revanche inclus dans le champ de la Directive des services aux entreprises (conseil, gestion, publicité, recrutement, commerce, sécurité, immobilier), des services aux particuliers (conseil, santé ce qui est évidemment vivement critiqué, soins aux personnes âgées, loisirs ; tourisme, sport, audiovisuel, location de voitures, immobilier, distribution, professions juridiques réglementées, ce qui est aussi très critiqué dans certains pays, ainsi que l'eau, le gaz, l'électricité, la poste).

« *Le risque est que la Directive sur les services attire surtout des salariés non qualifiés dans les activités où ils sont nombreux (construction, restauration, loisirs), alors que le chômage des non-qualifiés est très élevé dans la zone euro* », résumait Patrick Artus, économiste chez CDC Ixis. En effet, cette directive, élaborée avec le consentement de l'ensemble des pays membres (y compris la France et l'Allemagne), aurait frappé des secteurs du prolétariat parmi les plus fragilisés des pays les plus forts de l'Union européenne.

C'est pourquoi il était parfaitement justifié de la combattre. Mais aussi de combattre les Etats qui l'ont écrite et validée dans le cadre de la Commission européenne.

Cette dernière n'a fourni que le cadre institutionnel pour qu'elle puisse voir le jour. Il aura suffi que les gouvernements allemand et français modifient leur position pour que le noyau dur de la directive Bolkenstein disparaisse (le Principe du Pays d'Origine). Le revirement des deux exécutifs les plus puissants de l'Union européenne s'explique par des exigences tactiques de politique intérieure. La montée des Non au traité en France n'a été comprise par le président de la République française, Jacques Chirac, bruyant pourfendeur de la dernière heure de la directive Bolkenstein, que comme un énième signal de son déclin politique. En revanche, cet épisode a montré clairement qu'aucune décision importante n'est possible au sein de l'Union européenne sans l'accord des principaux pays.

Une preuve supplémentaire de ce fait est apportée par deux autres directives communautaires, celles qui régissent les conditions de travail des transporteurs routiers salariés. Ces directives ont fait beaucoup moins de bruit et, malheureusement, n'ont pas reçu l'accueil critique qu'elles méritaient de la part des travailleurs du secteur, en France comme ailleurs dans l'Union européenne. Selon la Fédération des Transports et de l'Équipement de la CFDT, les directives européennes 2000-34 et 2002-15 se traduisent par :

- des repos compensateurs qui passeront de 32 jours en moyenne à 10 jours ;
- des heures supplémentaires décomptées sur trois, voire quatre mois ;
- la réduction de deux heures journalières du temps payé comme travail de nuit, qui passe de 21 h/6 h à 22 h/5 h ;
- des repos journaliers passant de 11 heures mini à 10 heures mini ;
- l'allongement du temps de travail, qui passe en moyenne de 48 heures à 52 heures (courte distance) et de 50 heures à 53 heures (longue distance) ;
- le passage de la durée annuelle du travail, pour les services de messagerie, de 1 607 heures à 2 288 heures.

Or, ces directives sont devenues applicables en vertu de l'adoption, le 7 avril dernier, par l'Assemblée nationale française du relatif décret ministériel de transposition publié le 1^{er} avril au *Journal officiel*. Autrement dit, les directives européennes n'ont de réalité qu'à la condition d'être entérinées par les Etats nationaux. Alors, à qui la faute de la « *régression sociale* » ?

Nos patriotes de gauche du Non au traité travaillent sans relâche à occulter les responsabilités de l'Etat français dont ils sont une composante conflictuelle. Mais cela ne trompera pas longtemps les prolétaires conscients, qui se rappelleront rapidement que, dans leurs combats quotidiens, leurs ennemis n'ont pas le visage lisse des fonctionnaires de Bruxelles mais celui, très familier, des patrons, rentiers, fonctionnaires d'Etat et politiciens bien gaulois.

UN TRAITE CONSTITUTIONNEL POUR QUOI FAIRE ?

Qu'apporte donc le traité ? Nous l'avons vu, son ambition n'est guère de substituer l'autorité de Bruxelles à celle des différentes capitales des Etats membres de l'Union européenne. Il se révèle être, au contraire, un pas important en arrière par rapport au mythe fédéral des pères fondateurs du marché unique. Il renforce le rôle des Etats européens et fixe des critères de fonctionnement qui confortent la prédominance des Etats les plus forts et réduisent les risques d'impasse dans les prises de décision.

S'il est ratifié, le nouveau traité va remplacer l'ensemble de ceux qui ont forgé l'Union européenne telle qu'elle existe aujourd'hui, depuis le traité de Rome (1957) au traité de Nice (2000), en passant par l'Acte unique (1986), Maastricht (1992) et Amsterdam (1997). C'est avant tout une affaire de rationalisation et de simplification des textes officiels de l'Union européenne. Mais « *l'enjeu principal vise à bâtir des règles de prise de décision efficaces au sein de l'Union européenne – ce qui n'est pas ou plus le cas, au moins depuis la dernière vague d'élargissement qui, en 2004, a fait passer le nombre de membres de 15 à 25* », écrit Bruno Cavalier, économiste au Crédit agricole.

La primauté du Conseil des ministres des Etats membres et du Parlement élu sur la base de listes nationales de candidats n'est pas remise en jeu car la fonction législative et budgétaire leur revient entièrement. La Commission de Bruxelles dispose, pour sa part, du pouvoir exécutif et conserve l'initiative de la plupart des actes législatifs. Les équilibres presque inchangés entre ces trois acteurs directs de l'Union européenne ne le seront pas davantage, sur le fond, par l'institution d'un président du Conseil européen et l'attribution d'une personnalité juridique distincte à l'Union afin qu'elle puisse signer des traités internationaux.

En revanche, il y a un changement sensible dans le processus décisionnel. Dans le sillage du traité de Nice, le traité constitutionnel établit comme principe général de vote au sein du Conseil celui à la majorité dite qualifiée. Son champ d'application sera étendu à une vingtaine de domaines, dont ceux des transports, plusieurs matières de sécurité et de justice, la politique commerciale commune (hormis en matière culturelle).

Demeurent régis par le mécanisme de l'unanimité les questions fiscales, la défense, les affaires étrangères et tout ce qui concerne la ratification ou la révision des traités. Mais la plus grande nouveauté est représentée par les déterminants définissant la majorité qualifiée. Aux termes du traité de Nice, la majorité qualifiée se définit comme une majorité simple des Etats (13/25), couplée d'une majorité qualifiée des voix à 72 %, en fonction des poids accordés aux différents pays, à laquelle s'ajoute la nécessité que 62 % de la population totale de l'Union soit concernée. « *L'issue d'un vote quelconque est très difficile à connaître a priori la minorité de blocage d'un vote est très élevée avec une telle procédure de décision* », estime Patrick Artus, qui se dit convaincu que « *la Constitution, qui n'entrera en vigueur qu'à partir de 2009, clarifie la règle* ».

D'après sa dernière version, l'adoption d'un texte requiert 55 % du total des Etats membres et 65 % du total de la population. Une minorité de blocage ne peut pas reposer sur moins de quatre Etats. Lorsqu'il s'agit d'un vote qui n'est pas proposé par la Commission (dont l'élection du président du Conseil européen), la majorité qualifiée passe à 72 % des Etats membres pour 65 % du total de la population. Par cette nouvelle façon d'organiser la prise de décision dans les matières compatibles avec le principe de la majorité qualifiée, on évite avant tout le blocage pur et simple de la machine décisionnelle de l'Union européenne.

« *Quand l'Union européenne comprenait 6 membres, il y avait, compte tenu des règles alors en vigueur, 14 manières de constituer une majorité qualifiée. Comme il y a 64 manières différentes (2 puissance 6) de combiner les votes 'pour' et 'contre' des membres du Conseil d'une Union européenne à 6, cela faisait une probabilité de prise de décision de 21,9 %. Le nombre de combinaisons de vote possibles s'élève de manière exponentielle avec l'accroissement des membres ; elles dépassent 134 millions dans une Union européenne à 27. Si les règles de minorité de blocage ne sont pas amendées, la proportion relative des coalitions majoritaires se réduit. Dans une Union européenne à 27, à système inchangé par rapport à une Union européenne à 6, la probabilité de passage [ou probabilité de prise de décision NDLR] aurait baissé à 2,5 %. Supposé rendre plus efficace le système, le traité de Nice est en fait parvenu – joli progrès ! – à réduire la probabilité de passage à 2,1 %. Avec son double critère Etats/population, le système de vote prévu par la 'Constitution' fait remonter la probabilité de prise de décision au voisinage de 12 %, un niveau qui était à*

peu près le sien lorsque l'Union européenne comptait trois fois moins de membres », développe Bruno Cavalier.

De même, « la répartition des pouvoirs s'est quelque peu rééquilibrée en faveur des grands pays », résume l'économiste de CDC Ixis. « Le maintien du traité de Nice impliquerait probablement qu'il y aurait dans l'Union européenne encore moins de possibilités de coordination et d'harmonisation, encore plus de concurrence fiscale (et sociale). On verrait donc sans doute s'amplifier le mouvement non coopératif à la baisse de la pression fiscale dans les pays d'Europe centrale, visant à accélérer les délocalisations, attirer les capitaux, les sièges sociaux.... Le maintien de Nice dégraderait donc certainement le bien-être des pays d'Europe occidentale, rapprocherait l'Union européenne d'une simple zone de libre échange », détaille-t-il.

Selon des calculs de l'Institut Schumann inspirés par la méthode – généralement acceptée – dite de Banzhaf, avec le traité de Nice, « l'indice de pouvoir » de la France et de l'Allemagne est de 7,8 chacun (même score que pour le Royaume-Uni et l'Italie). Le traité constitutionnel fait passer l'indice de la première à 9,2 et celui de la seconde à 11,7 (contre 8,7 pour le Royaume-Uni et 8,3 pour l'Italie). « Du Traité de Nice à la 'Constitution', il y a un accroissement de pouvoir des quatre plus grands pays (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie) et des tous petits pays [du fait de la nécessité de rassembler un minimum de 55 % des 25 Etats membres de l'Union européenne NDLR], au détriment des autres », conclut sur ce point Bruno Cavalier en parfaite harmonie avec Patrick Artus et les constitutionnalistes les plus prestigieux.

Mais qu'ont à faire les prolétaires européens de tout cela ? Rien. Absolument rien.

Le long raisonnement de cette lettre vise précisément à expliquer que la classe ouvrière n'est en rien concernée par les différentes façons d'organiser la dictature capitaliste en compétition, donc par le Oui ou par le Non au traité. En revanche, les prolétaires conscients ont le devoir de faire le ménage au sein de leur camp des idées nationalistes diffusées par les patriotes français de gauche et d'extrême gauche, partisans du refus référendaire du traité. La défense de l'Etat français comme horizon indépassable de leurs combats et ambitions politiciennes doit recevoir la riposte la plus tranchée, dans la droite ligne de l'engagement internationaliste de toujours.

Les bourgeoisies des pays européens sont incapables de dépasser les Etats-nations existants sans en passer par des cataclysmes guerriers et économiques. L'histoire l'a abondamment démontré. Nous le regrettons car l'abattement, même partiel, des frontières constitue une meilleure base d'action pour le prolétariat, seule classe véritablement internationale, aux intérêts politiques communs, que l'histoire ait produit. Et ce y compris dans le cadre des sociétés divisées en classes.

« En général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange », tonnait Karl Marx (Discours sur la question du libre-échange, prononcé à la séance publique du 7 Janvier 1848 de l'Association démocratique de Bruxelles). Mais nous savons que le protectionnisme, les échanges inégaux et la concurrence déloyale sont la règle du capitalisme. « Le système protectionniste n'est qu'un moyen d'établir chez un peuple la grande industrie, c'est-à-dire de le faire dépendre du marché de l'univers, et du moment qu'on dépend du marché de l'univers on dépend déjà plus ou moins du libre-échange. Outre cela, le système protecteur contribue à développer la libre concurrence dans l'intérieur d'un pays », poursuivait-il dans son « Discours sur la question du libre-échange ».

Nous savons également que seul le mouvement politique indépendant et international des ouvriers a la capacité de dépasser définitivement les nombreuses barrières que les capitaux individuels et leurs Etats respectifs dressent sans cesse pour mieux se protéger. C'est pourquoi nous ne sommes pas inquiets pour l'adhésion – au demeurant de plus en plus hypothétique – de la Turquie à l'Union européenne, ni pour la migration de prolétaires issus de nouveaux Etats membres vers les pays les plus forts de l'Union européenne. Bien au contraire.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Bruxelles-Paris, 1^{er} mai 2005.

Contact : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique

Débat sur l'Europe et les résultats du référendum

Martin Thomas explique les positions de l'Alliance for Workers Liberty sur l'Europe et l'importance de cette question en Grande-Bretagne.

« La triste farce de la victoire du non » tente un bilan critique des leçons tirées par l'extrême gauche française après les résultats du référendum. Nous publions ensuite les réactions de trois lecteurs ainsi que celles de la revue *Temps critiques* à propos de cet article.

Mouvement communiste nous livre ses premières réflexions et enfin nous reproduisons la Déclaration de la rencontre nationale des collectifs unitaires, suivie d'un court témoignage sur les circonstances de son adoption.

Notes sommaires sur l'Europe

Martin Thomas (Alliance for Workers Liberty)

A.

1. La construction de l'Union Européenne représente un effort des bourgeoisies européennes d'intégrer le capitalisme à l'échelle européenne, de créer un espace plus large et plus adapté à l'évolution des forces productives qui se heurtaient depuis des décennies aux limites des frontières nationales établies au XIX^e siècle.

[Annexe]: Ce sont la domination mondiale des Etats-Unis et le boom capitaliste d'après 1945 qui ont permis le début de cet effort. Pendant la période des crises capitalistes des années 70, l'intégration capitaliste européenne avait déjà fait suffisamment de progrès pour survivre aux crises et même avancer un peu. Durant la période de la mondialisation néo-libérale (dès 1980) et de l'après-URSS (dès 1991), elle a continué, avec des avancées considérables (marché unique, monnaie unique, expansion, etc.)

A long terme, la création d'une Europe capitaliste solidement unifiée posera le problème d'une lutte pour la suprématie globale entre cette Europe et les Etats-Unis. A court terme, la supériorité des Etats-Unis (sur le plan militaire et en termes de cohésion politique) est si grande que, malgré d'inévitables querelles commerciales, les principaux Etats de l'Union européenne restent bien intégrés dans les structures mondiales dominées par les Etats-Unis (G8, OMC, FMI, ONU, etc.) et les Etats-Unis continuent à favoriser l'intégration capitaliste européenne comme un élément stabilisant et avantageux pour le grand capital d'origine étatsunien.

Dans le cadre du capitalisme, selon les prévisions les plus probables, la tendance à l'intégration européenne ne pourrait être renversée que par une crise catastrophique qui pousserait le capital à se réfugier encore une fois dans des cadres nationaux dépassés, c'est-à-dire par une évolution réactionnaire.

2. Cette intégration européenne, les bourgeoisies européennes la font à leur propre façon, c'est-à-dire lentement, de façon bureaucratique, avec beaucoup de gâchis, et tout en se montrant aussi dures envers les pays pauvres que l'ont été (et le sont) les divers Etats européens pour leur propre compte.

[Annexe] La politique économique générale de l'Union européenne reflète le consensus des bourgeoisies européennes : depuis les années 80, elle est néo-libérale.

3. La demi-suppression des frontières en Europe est quand même un progrès, du point de vue de la classe ouvrière. Elle crée un cadre plus ample pour le développement des forces productives et pour l'unité au-delà des frontières de la classe ouvrière. Ce serait une erreur de nier ce progrès au nom de notre hostilité à la politique néo-libérale de l'Union européenne, parce que, de toute façon, les divers Etats mèneraient cette politique séparément s'ils ne la menaient pas ensemble.

4. Les travailleurs doivent répondre à cette intégration capitaliste en œuvrant à l'unité ouvrière à l'échelle européenne ; en luttant contre le capital à l'intérieur de son processus de développement (au lieu de la stratégie utopiste, et finalement réactionnaire, qui consiste à lutter pour empêcher le développement capitaliste ou le stopper) ; en poussant vers une Europe des travailleurs à travers cette évolution capitaliste ; en prenant appui sur ce qu'a créé le capitalisme pour le dépasser.

[Annexe] Notre position s'inspire de l'attitude marxiste classique face au processus général de la concentration et de la centralisation du capital. Nous n'approuvons pas la montée destructrice des monopoles, mais nous ne soutenons pas non plus la conservation des anciennes formes du capital. Nous proposons de pousser, à travers la socialisation objective du travail par le capital, vers la socialisation consciente par les travailleurs, "fondée sur les acquis de l'ère capitaliste".

5. Les militants ouvriers doivent donc à la fois s'opposer aux termes capitalistes de l'intégration européenne – c'est-à-dire, lutter toujours pour que les travailleurs gagnent le maximum dans le cadre de l'évolution capitaliste, sans prendre aucune responsabilité pour assurer le déroulement harmonieux de cette évolution – et s'opposer à la conservation des formes dépassées, plus étroitement nationales, du capitalisme.

B

Une politique indépendante de la classe ouvrière sur la question de l'intégration européenne s'oppose donc à la fois à deux camps capitalistes :

— à celui de l'intégration selon les conditions du profit capitaliste maximum, c'est-à-dire actuellement, aux conditions néo-libérales,

— et au camp qui veut ralentir ou minimiser l'intégration.

Nous devons trouver un moyen tactique d'exprimer cette position indépendante dans les référendums, etc., organisés par les bourgeoisies sur l'Europe. De notre point de vue, ces référendums sont toujours plus ou moins truqués, parce qu'ils nous offrent comme seule alternative d'approuver les mesures actuelles d'intégration capitaliste, aux conditions capitalistes, ou de faire reculer cette intégration (par exemple: de choisir entre accepter l'entrée de divers pays dans l'Union européenne ou retarder ou empêcher leur entrée ; choisir entre une monnaie unique aux conditions de Maastricht ou la conservation des monnaies nationales, etc.)

Refuser ce choix entre le "non" ou le "oui" – proposer soit l'abstention, soit un bulletin blanc, soit un boycott, ou simplement expliquer qu'on ne veut rallier ni le camp des "oui" ni celui des non "non" – c'est le moyen le plus clair d'exprimer nos idées fondamentales.

Mieux : cela nous permet d'exprimer de façon conséquente qu'il est vain d'espérer tirer parti de positions tactiques toujours fondées sur des détails secondaires de chaque référendum (par exemple, la position de LO

: abstention au référendum sur Maastricht mais vote non au référendum français sur la constitution européenne ; ce vote en faveur du non est justifié par l'évolution entre-temps du PCF qui serait passé à une attitude moins franchement nationaliste et sur l'affirmation que la majorité des partisans du "non" en France – mais pas ailleurs – serait plus ou moins de gauche et "pro-européenne" ; son abstention dans le même référendum aux Antilles à côté de son "non" en France).

C

1. Le projet de constitution européenne est une tentative bourgeoise:

- d'alléger un peu les processus de décision pour mieux réguler une union qui regroupe désormais 25 pays au lieu de 15, 12, 9 ou 6, et pour faciliter l'entrée de nouveaux pays ;
- d'accélérer un peu le processus d'intégration;
- de résumer, dans un seul texte, les traités existants de Nice, Amsterdam, Maastricht, Rome, etc. – traités pour la plupart façonnés dans le cadre du consensus bourgeois des deux décennies passées.

2. Le rejet du projet de constitution ne poussera pas l'évolution capitaliste européenne dans un sens moins dur, plus généreux, et n'accordera pas davantage de concessions aux travailleurs. Il la ralentira un peu ; il la rendra un peu plus lourde et plus circonspecte.

On peut résumer, de la façon suivante, les conséquences prévisibles des "non" français et néerlandais et de la décision maintenant probable des gouvernements de l'Union européenne d'abandonner le projet de constitution et de continuer sur la base des traités existants (plus, probablement, après des délais convenables, ces gouvernements prendront des mesures partielles de réorganisation tirées de la constitution mais introduites une par une) :

- Recul, dans un futur lointain, de l'entrée dans l'Union européenne de la Turquie et de la Croatie;
- Retardement de l'entrée de Roumanie et de Bulgarie;
- Prolongement des restrictions pesant sur les déplacements des travailleurs originaires de la Pologne et des autres pays récemment admis dans l'Union européenne ;
- Retardement des prochaines mesures de la "libéralisation" des services;
- Des chances meilleures pour la Grande-Bretagne de prolonger son droit à ne pas respecter la durée maximale de la semaine de travail fixée à 48 heures;
- Retardement de l'entrée dans la zone euro de la Grande-Bretagne, de la Suède, et du Danemark;
- Retardement de la possibilité (bien lointaine même avec la constitution) pour l'Union européenne de se poser comme un contrepoids puissant et cohérent aux Etats-Unis à l'échelle mondiale.

En France, la victoire du "non" est évidemment une dure défaite personnelle pour Chirac, et ruine ses chances de remporter une troisième élection présidentielle en 2007. Le « non » regonflera un peu le PCF et améliore ses possibilités de créer une nouvelle union de la gauche et de gagner des postes ministériels dans un éventuel gouvernement de gauche après 2007. Pourtant, il n'est pas évident que les chances de la droite (sous Sarkozy par exemple) soient vraiment diminuées en 2007.

Bref, les conséquences probables du non sont variées. Peu d'entre elles sont clairement avantageuses aux travailleurs. Quelques-unes son clairement désavantageuses.

Ou encore: les propriétaires de la victoire du non, ceux qui peuvent en décider les conséquences, ne sont pas ceux qui ont distribué des tracts de gauche ou d'extrême gauche pour le non, mais des partisans du non comme les conservateurs britanniques et Vaclav Klaus en Tchéquie.

3. Comme l'a justement dit la Fraction de Lutte Ouvrière (27 avril 2005): "Bien sûr, un slogan comme 'Non à l'Europe des patrons et Oui à l'Europe des travailleurs', qui justifie les prises de positions de la plupart des organisations d'extrême gauche, sonne bien, clair et même juste. Sauf qu'aucun bulletin de vote de ce type ne sera disponible le 29 mai pour permettre d'exprimer ce point de vue..."

Le choix réel dans ce référendum était entre la constitution et la poursuite plus lente et plus lourde de l'intégration néo-libérale européenne. Pour les révolutionnaires, il n'y avait pas de raisons suffisantes de proposer de voter oui ou de voter non.

D

1. Personne ne prétend que la victoire du non apportera des améliorations immédiates et sensibles, même petites, du type de celles qui peuvent être gagnées, par exemple, par une victoire du oui dans un référendum sur la légalisation du divorce ou de l'avortement, ou sur l'abolition d'une monarchie.

Presque toutes les argumentations pour le non s'appuient sur des calculs quant à la dynamique créée par la victoire du non et ses effets espérés ou jugés probables.

- Pour le PT, par exemple, la victoire du non doit amener à l'effondrement de l'Union européenne.
- Pour le PCF et les principaux "non" du PS, la victoire doit amener à une renégociation de la constitution et à une constitution meilleure.

- La LCR suggère, mais ne le dit pas clairement, que la victoire amènera à la convocation d'une Assemblée constituante européenne.

- Pour les camarades de Liaisons, et pour la LCR, la victoire doit amener à la démission de Chirac et de l'Assemblée nationale, la convocation d'une Assemblée constituante française, la chute de la V^e République, et donc (paraît-il, selon Liaisons) à une révolution socialiste française.

- Les plus circonspects, par exemple les camarades de Débat Militant, n'attendent qu'une remontée des luttes revendicatives.

Aucun de ces pronostics ne me paraît probable. Remarquons d'abord que tous les "non" d'extrême gauche tiennent pour illusoire la perspective de la renégociation d'une constitution meilleure. La majorité des "non" ne prévoient pas l'effondrement rapide de l'Union européenne, le retour aux anciennes barrières nationales, et ne veulent pas même ce résultat-là.

Les camarades de Liaisons, que personne ne soupçonnera d'indifférence à la question d'une Assemblée constituante européenne, jugent la perspective de la convocation d'une telle Assemblée peu accessible : "la différence des situations politiques entre Etats et l'absence de peuple européen la rendent bien plus inaccessible" qu'une Constituante en France (L142).

Remarquons aussi que si ces perspectives "européennes" des bonnes conséquences du non avaient une prise réelle sur la politique, ses partisans devraient immédiatement exiger que le Parlement européen s'oppose ouvertement aux manœuvres actuelles de la Commission européenne et du Conseil des ministres pour gérer l'après-référendum – revendiquer la démission de la Commission, etc. – ou soit soumis à des élections anticipées. Personne ne le propose.

Quant à la dynamique espérée en France, les camarades de Liaisons admettent que des élections présidentielles anticipées auraient des "fortes chances de produire... une élection par défaut d'un Sarkozy" (L145); que des élections législatives anticipées seraient aussi un terrain "difficile"; et que "demander un gouvernement du PS et du PCF n'est plus crédible pour les masses pour qui cela équivaut à un gouvernement de gauche dans le cadre de la V^e République : c'est là 'l'alternance' qui ramène la droite au pouvoir pour faire pire et qui a été rejetée le 21 avril 2002 et le 29 mai 2005" (L144).

Ils proposent, si j'ai bien compris, la création d'une Assemblée constituante "par en bas" – "la perspective d'imposer une assemblée constituante par la lutte sociale directe, avec des élus réellement mandatés et ayant un vrai pouvoir" (L144) ou "d'une Constituante, des candidats du Non de gauche issus de la base se fédérant pour former la majorité d'une assemblée souveraine" (L143).

Mais, pour que les révolutionnaires puissent faire marcher une telle opération – la création "par en bas" d'une nouvelle assemblée parlementaire ayant plus d'autorité populaire que le parlement bourgeois déjà élu – il faut préalablement qu'ils aient un appareil organisationnel solidement implanté dans chaque hameau, chaque quartier, pour organiser les bureaux de vote, préparer les listes des candidats, convoquer les gens aux urnes, et organiser un dépouillement du scrutin auquel la grande majorité fera confiance.

Les révolutionnaires n'ont pas une telle force. S'ils en avaient même une fraction importante, ils devraient saisir le moment pour préparer des actions directement révolutionnaires plutôt que de perdre leur temps à organiser des bureaux de vote.

En plus, je remarque que, si aucun des pronostics sur les conséquences salutaires du non pour la politique française n'était fondé, ses partisans devraient reprendre l'agitation pour un nouveau Parti des travailleurs, assez courante en France dans les années 90 mais mise en veilleuse depuis lors. Ils ne le font pas, à moins qu'on n'assimile à cette perspective les discours sur une éventuelle refondation du PS.

Personne ne propose, non plus, de faire campagne pour contraindre les conseils régionaux et les grandes villes dirigés par la gauche de refuser de collaborer avec le gouvernement central et d'essayer de l'empêcher de fonctionner. Mais, si l'on pense que la victoire du non doit ouvrir la voie à la chute du gouvernement actuel et à son remplacement par un nouveau pouvoir au moins plus sensible aux revendications des travailleurs, c'est cette politique que les révolutionnaires devraient proposer.

Il est plus difficile de contester le pronostic sur une montée des luttes revendicatives. Evidemment, ceux qui s'étaient le plus investis dans la bataille du non auront un moral meilleur après la victoire, et ce sont, on me dit, surtout des syndicalistes et des militants d'extrême gauche.

Mais les effets d'encouragement primeront-ils sur tous les autres effets (victoire aussi de la droite nationaliste, regonflement de la direction du PCF, etc.)? Impossible de faire ce calcul avec assurance.

De plus, le fait même que la majorité des syndicalistes et des militants de gauche soutiennent telle ou telle campagne – et seront évidemment encouragés, au moins à court terme, par la victoire de cette campagne – ne peut obliger tous les autres militants à se conformer à la majorité.

Toutes choses égales d'ailleurs, il est toujours bon pour les minorités révolutionnaires de saisir les occasions de se montrer solidaires de la masse des travailleurs un peu conscients, et de se montrer sensibles à

leurs préoccupations. Mais ici les choses ne sont pas égales. On ne pouvait partager le geste de la majorité des travailleurs de gauche – car il s’agissait d’un geste, pas d’une lutte réelle – sans miner ses propres capacités d’exprimer l’essentiel sur la réponse nécessaire des travailleurs à l’intégration capitaliste européenne.

E

En arrière-plan de beaucoup des argumentations de la gauche et de l’extrême gauche pour le non, on trouve l’idée que l’Union européenne serait un corps d’élite, une avant-garde du néo-libéralisme, avec une pugnacité dépassant celle de tout gouvernement national.

C’est faux. L’UNION EUROPÉENNE ne peut imposer des mesures néo-libérales que par un processus à deux étapes : d’abord la création d’un consensus parmi les divers gouvernements pour ces mesures; ensuite, grâce à la mise en application des mesures par les gouvernements. Pour des raisons structurelles, elle est d’habitude plus lente dans le néo-libéralisme que les gouvernements nationaux.

Cela paraît très évident aux militants en Grande-Bretagne, où la plupart des petites mesures sociales mises en œuvre au cours de ces vingt dernières années sont des mesures de l’Union européenne appliquées à contre-cœur par les gouvernements Thatcher, Major, et Blair. Mais c’est une vérité générale.

On peut même voir une tendance structurelle dans l’Union européenne à l’harmonisation par en haut, parce que la réduction de la valeur de la force du travail est assez difficile sans des mesures terroristes, même avec une classe ouvrière peu combative. L’écart économique entre l’Espagne et l’Irlande, par exemple, et l’Allemagne, a considérablement diminué au cours des dernières années, mais cela ne s’est pas fait par une réduction directe des salaires allemands.

En même temps on a le chômage de masse, etc., en Espagne et en Irlande. On ne doit pas “soutenir” l’Union européenne. Mais l’idée que l’Union européenne serait un archi-diable capitaliste est fautive ; pire, elle détourne la colère des travailleurs des vrais responsables (l’“ennemi principal est chez nous”) vers un vague bouc émissaire (“les bureaucrates de Bruxelles”).

F

Au fond je partage les conclusions de la Fraction de Lutte Ouvrière et de *Ni patrie ni frontières* sur la constitution européenne et le référendum.

Leurs textes peuvent laisser croire que, pour eux, la seule vraie lutte de classe se réduit aux grèves et aux manifestations de rue ; qu’aucune politique de front unique envers des organisations comme le PCF et le PS n’est jamais justifiée; ou que toute discussion sur des élections, une Assemblée Constituante, etc., est stupide.

Au moins en ce qui concerne la Fraction, je ne crois pas qu’ils tiennent vraiment à de telles idées. En tout cas, nous n’y tenons pas.

Une grève ou une manifestation représente une auto-mobilisation des travailleurs plus active qu’une élection. Et toute perspective de socialisme sans mobilisation très active de la classe ouvrière est un leurre.

Il ne s’ensuit pas pour autant que des grèves ou des manifestations sectorielles, locales, ou de protestation – et, le plus souvent, c’est de cela qu’il s’agit lorsqu’on parle des grèves et des manifestations – aient forcément une importance de classe plus forte qu’une mobilisation où des dizaines de milliers de militants de la classe ouvrière, à une échelle nationale ou supranationale, mènent une campagne politique et réussissent à mobiliser des millions d’autres travailleurs pour une activité plus modeste : le vote.

Mais quelle campagne politique? Quel vote? Quelles élections? Quel front unique? Telles sont les questions fondamentales auxquelles nous devons répondre. **Martin Thomas** (AWL)

La triste farce de la «victoire du non»

Du nationalisme des partis bourgeois de gauche et des manœuvres politiciennes de l'extrême gauche

Comme lors de chaque compétition électorale, chacun, vainqueur ou vaincu, se félicite des résultats du référendum du 29 mai 2005.

Certes, les partisans du oui font un peu la tête et affirment que «la France» a pris quelques années de retard dans ce qu'ils appellent «la construction de l'Europe». Mais ils se consolent en se disant qu'après tout ils ont encore le pouvoir (UMP) ou qu'ils vont bientôt le récupérer (PS). Quant aux partisans du non, ils se réjouissent avec raison de la gigantesque baffé que s'est pris Chirac et beaucoup avancent la nécessité de sa démission et de nouvelles élections anticipées, élections qui n'ouvriront inmanquablement la voie qu'à d'amères désillusions, quels qu'en soient les résultats.

Mais les partisans du oui comme ceux du non expliquent tous que la campagne a «réveillé l'intérêt pour la politique», «le débat dans la France d'en bas», qu'il y a eu des «réunions passionnantes», que «tout le monde étudiait la Constitution stylo à la main», etc. Comme à chaque élection, et c'est encore plus visible pour celle-ci, les participants à la farce électorale baignent en fait dans l'autosatisfaction franco-française et souvent chauvine, ou en tout cas paternaliste vis-à-vis des autres peuples européens. Et quoi de plus normal, puisque c'est justement l'une des fonctions du système électoral ? Faire communier tous les individus d'un Etat donné, quelle que soit leur classe sociale, dans l'illusion qu'ils sont tous égaux puisqu'ils ont tous le même bulletin de vote à leur disposition. Leur faire croire qu'en abandonnant leur pouvoir de décision entre des représentants incontrôlables et incontrôlés, sans que ceux-ci soient obligés de tenir leurs engagements ou de respecter leur programme, les acteurs agissent pour le bien général de la nation, exploités et exploités confondus.

Mais puisque cette élection concernait l'Europe, il faut aller plus loin dans l'analyse non pas des résultats du scrutin lui-même et des combines politiciennes franco-françaises – les spécialistes s'en chargeront pendant des mois – mais des positions défendues par les partisans du «non de gauche», de leur triomphalisme mystificateur et de leur incapacité à bâtir une analyse internationale et internationaliste.

Une cécité générale

Pour toute personne qui s'intéresse à la vie politique en France depuis quelques années, un certain nombre de choses restent immuables. Les politiciens bourgeois pensent que leur impérialisme est toujours aussi puissant qu'au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle ; quant aux révolutionnaires, on a l'impression qu'ils agissent comme si l'opinion de Marx sur la supériorité politique du mouvement ouvrier français était encore valable, un siècle et demi plus tard. Comme si on vivait encore dans la période ouverte par la Révolution de 1789 et close en France par la Commune de Paris, période où effectivement le prolétariat de France pouvait sembler à «l'avant-garde» des autres prolétariats par sa détermination à affronter l'Etat (comme en témoignent les années 1789-1792, 1830, 1848 et 1870).

Curieusement, ni les conservateurs ni les révolutionnaires ne veulent tirer les conséquences politiques du fait que la France est désormais une puissance impérialiste en déclin sur le plan militaire, et menacée sur le plan économique. Elle ne peut tenir son rang dans le chœur des puissances capitalistes qu'en concluant d'étroites alliances économiques et politiques transnationales, d'où le caractère vital pour la bourgeoisie française du projet européen et sa volonté une partie de sa « souveraineté nationale ».

Face à cette situation, les révolutionnaires ont été incapables, depuis plus de cinquante ans que se met en place l'Europe, d'instaurer des liens réguliers avec leurs camarades d'autres pays (européens ou pas), à la fois pour construire une réflexion et pour faciliter une action sur toutes les questions : retraites, salaires, migrations, répression policière, justice, systèmes de santé ou d'éducation, etc.

Et lorsque Lutte ouvrière et la LCR ont eu cinq députés pendant une législature au Parlement européen quel a été leur bilan ? En quoi ces cinq années de présence au sein des institutions européennes ont-elles

armé ces organisations pour préparer la bataille non seulement en France, mais dans toute l'Europe, contre le Traité constitutionnel et ses conséquences ?

A en juger par l'absence de collaboration entre les groupes révolutionnaires européens durant la campagne du non, on est tenté de répondre : à rien du tout.

Et on pourrait en dire autant à propos des anarchistes et des libertaires qui comptent des partisans dans à peu près tous les pays d'Europe et ont eux aussi été incapables de mener la moindre campagne internationale contre le Traité ou (s'ils voulaient s'abstenir) autour des questions qu'il soulève. Quelles sont alors les causes de cette absence de mise en pratique d'un internationalisme hautement revendiqué par les trotskistes comme par les anarchistes (1) ?

Cette cécité politique générale concernant le déclin de l'impérialisme français, cette incapacité à agir et réfléchir à l'échelle européenne, voire mondiale, tiennent à une raison fondamentale : les réactionnaires, les réformistes voire une partie de la gauche marxiste dite «révolutionnaire» partagent les mêmes lunettes nationales occultées par leurs références universalistes et républicaines.

Pour l'extrême gauche marxiste, ses références françaises (de Jaurès à Bourdieu, en passant par Nizan, Bettelheim, Politzer ou Poulantzas) sont toutes des références étatistes, d'inspiration social-démocrate ou stalinienne. Et quand leurs lectures dépassent l'horizon français, ce n'est pas dans les écrits des bolcheviks et des «belles années» de l'Internationale communiste (1919-1924) qu'ils puiseront un sens critique vis-à-vis de l'Etat puisque c'est justement ce courant qui a théorisé la domination du Parti sur l'Etat, les syndicats, les conseils ouvriers... et la classe ouvrière.

Quant aux anarchistes, leurs références intellectuelles, si elles ne sont pas étatistes, sont elles aussi pour une grande part franco-françaises : certains libertaires ressassent inlassablement un passé certes riche (Proudhon, les frères Reclus, Fernand Pelloutier, George Sorel, Sébastien Faure, Jean Grave, Emile Pouget, etc.) mais vis-à-vis duquel ils éprouvent surtout une nostalgie acritique ; pour de nombreux militants anarcho-syndicalistes on a souvent l'impression que le syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914 constitue une sorte d'horizon indépassable ; les anarchistes plus jeunes sont fréquemment attirés par les jongleries verbales et les exercices de style des situationnistes et des néo-situs que l'on a du mal à classer dans les armes indispensables au combat politique quotidien contre le Capital, ou alors, avides de savoir et de réponses nouvelles, ils dévorent, tout comme les jeunes trotskistes d'ailleurs, la prose de la gauche étatiste d'ATTAC à Bourdieu, sans toujours en déceler les pièges.

Jusqu'à plus ample informé, la réflexion politique quotidienne des libertaires de France ne semble guère puiser dans les analyses menées par les anarchistes d'autres pays, d'hier ou d'aujourd'hui. Très peu d'ouvrages écrits par des anarchistes américains, espagnols, argentins, allemands, italiens, etc., sont traduits en français et ceux qui le sont (Murray Bookchin et Noam Chomsky) ne brillent guère par leur radicalité..

Donc, qu'ils soient trotskistes ou anarchistes, les révolutionnaires français, pour des raisons différentes mais qui aboutissent à des conséquences assez semblables, ont bien du mal à prendre des distances avec leur histoire et leurs deux principales traditions nationales, jacobine d'un côté, syndicaliste révolutionnaire de l'autre.

Un fonds idéologique commun à la gauche et à la droite : le culte de l'Etat et de la nation

Il existe, que cela leur plaise ou pas, une rhétorique politique nationale, commune à la droite, à la gauche, voire même à l'extrême gauche dans certains cas. Cette rhétorique puise, dans des proportions diverses et de manière différente, dans des thèmes communs dont le rappel permanent de l'apport des philosophes des Lumières, l'universalité de la Déclaration des droits de l'homme, l'idéologie républicaine et laïque, la prétendue « démocratie communale », une vision idéalisée de la Résistance sous l'Occupation, le mythe de la neutralité des services publics et, plus récemment, l'idéologie qui a pris de l'ampleur avec le mouvement altermondialiste : le citoyennisme, la «démocratie participative», qui puisent dans la tradition politique nationale-étatiste française et se résument à une croyance aveugle en les mensonges et les illusions de la démocratie bourgeoise.

Bien sûr, tous les républicains, les laïques et même les citoyennistes ne sont pas des chauvins de la pire espèce, et leur universalisme jacobino-laïque comporte certains aspects très positifs. Mais, même lorsqu'ils invoquent de vagues valeurs internationalistes ou altermondialistes, ils sont incapables de rompre pratiquement avec l'idéologie qui a pris de si nombreuses formes durant l'histoire des luttes de classes en France. Cette idéologie est fondée sur le culte de l'Etat et de ses institutions, la croyance en son rôle protecteur, progressiste, quasi messianique, un rapport acritique au parlementarisme et aux formes de confiscation de la volonté populaire. Et au cours des dernières années, les campagnes menées contre l'AMI, ou plus récemment contre la directive Bolkenstein, ont été marquées par une inquiétante union nationale de

la droite à la gauche, autour du thème de la supériorité du « modèle français », « modèle social français », ou de « l'exception culturelle française », thèmes qui sont le reflet d'une longue tradition dont nous ne donnerons ici que quelques exemples.

Durant la révolution de 1789, l'Etat français prétendait lutter contre toutes les monarchies européennes et constituer donc un facteur de progrès pour les peuples, et ce mythe perdure encore, sans que les deux siècles écoulés aient permis à la gauche de s'en distancer ; sous Napoléon, l'Etat impérial prétendait consolider les conquêtes de la Révolution qui avaient été exportées en Espagne, en Italie, au Portugal, en Belgique, etc., à la force des baïonnettes ; au milieu du XIX^e siècle, le Second Empire de Napoléon III essaya de jouer la carte de l'union nationale et de nouer une alliance entre des classes antagonistes, ce que Marx appela justement le « bonapartisme », et Napoléon le Petit tenta d'enchaîner le mouvement ouvrier naissant à l'Empire.

En 1914, les partis et syndicats ouvriers capitulèrent honteusement, refusant de déclencher la grève générale contre la guerre mondiale, grève dont ils parlaient dans leurs motions de congrès depuis des années, et les socialistes votèrent les crédits de guerre.

Durant les années 1930, des courants socialistes belges (De Man) et français (notamment Marcel Déat, que l'on range plutôt dans les « néo-socialistes ») défendirent l'idée qu'il fallait une forte intervention de l'Etat dans l'économie pour juguler la crise internationale du capitalisme et détacher les classes moyennes du fascisme : membres de la SFIO, certains des « planistes » (comme on les appela parce qu'ils étaient, entre autres, de chauds partisans de la planification) offrirent ensuite leurs services au régime... du maréchal Pétain tandis que d'autres, plus tard, furent à l'origine... du Marché commun (André Philip).

Pendant la Résistance et le gouvernement d'union nationale présidé par De Gaulle entre 1945 et 1947, on eut droit à une autre version de l'unité nationale au nom de la « lutte contre le fascisme » et du « A chacun son Boche » (PCF), puis de la reconstruction indispensable du capitalisme français (« La grève est l'arme des trusts », Maurice Thorez).

Depuis 1945, d'ailleurs, la gauche et la droite communient dans l'évocation des « conquêtes sociales de la Résistance », oubliant quel fut le prix de ces « conquêtes » : faire marrer les ouvriers pour des salaires de misère, remplir les poches des patrons et de l'Etat pendant des décennies, soutenir toutes les aventures coloniales puis néocoloniales de l'impérialisme français.

Sous la Cinquième République, de 1958 à 1969, ce culte de l'Etat et de son prétendu rôle protecteur et « redistributeur des richesses » a pris de nouveau de l'ampleur notamment à travers les plans économiques de la Cinquième République et la figure charismatique du Général-Président dont la politique étrangère anti-américaine était soutenue par le Parti communiste français, le même parti qui menait campagne dans les années 70 sur le thème répugnant du « Produisons français » ; et durant les négociations sur le Programme commun dans les années 1970 et les deux premières années du gouvernement de la gauche unie 1981-1983 nous avons encore eu une version « de gauche » de cette idéologie national-étatiste : la nationalisation de quelques banques, compagnies d'assurances et quelques industries clés allait « changer la vie » de tous les opprimés et les exploités.

Une campagne du non où l'internationalisme a été totalement absent

En 2005 avec la prétendue campagne du « Non de gauche », soutenue par les guignols de la « gauche du PS » et la majorité du mouvement altermondialiste, sans oublier l'inévitable LCR (2), nous avons assisté à un nouvel essor de l'idéologie étatiste comme en témoignent leurs tracts et leur propagande.

La campagne pour le « Non de gauche » a vu ressurgir chez les électeurs et les sympathisants de gauche les formes les plus ambiguës de l'anti-américanisme au nom de la dénonciation de l'OTAN ou de l'OMC, ainsi que les sentiments xénophobes contre

— les tristement fameux « plombiers polonais » (3) (on vient d'ailleurs d'apprendre, après les élections bien sûr, qu'il n'y en aurait en fait que 150 ou 180 sur tout le territoire national),

— l'industrie textile chinoise (le lundi 30 mai 2005, lors d'une émission-bilan du référendum sur le TCE sur France 2, un responsable CGT eut le cynisme et le culot de dénoncer la « concurrence chinoise » sans mentionner une seule fois le sort des 19 millions d'ouvriers chinois du textile surexploités dans leur pays)

— ou l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne (qui ravive les préjugés xénophobes, racistes et antimusulmans).

Face à cette résurgence spontanée des préjugés nationalistes, la gauche dite extrême comme la gauche réformiste ont choisi de faire la sourde oreille et de minimiser le phénomène puisqu'ils voulaient surfer sur la vague du « non de gauche ».

De plus, il est particulièrement indécent de voir l'extrême gauche prétendre que le «non de gauche» aurait une dimension «internationaliste» alors qu'elle a été incapable, depuis l'annonce de la forte probabilité d'un référendum, d'organiser la moindre campagne, la moindre série de meetings, à l'échelle européenne regroupant les forces révolutionnaires des différents pays de l'Union européenne pour critiquer le contenu du Traité constitutionnel et en expliquer les enjeux réels pour tous les prolétaires européens, pas simplement pour les prolétaires français.

Aujourd'hui, il n'existe aucun moyen de comptabiliser et de différencier entre les votes non, de droite et de gauche : pourtant si l'extrême gauche l'avait voulu, elle aurait parfaitement pu imprimer ses propres bulletins non et les diffuser massivement dans le cadre d'une campagne internationaliste sur le terrain électoral. Mais évidemment cela aurait dérangé le ronron électoral et perturbé le dépouillement des votes...

Globalement considéré, ce vote non est d'autant moins internationaliste que 42 % des électeurs du non pensent qu'«il y a trop d'étrangers en France» contre 21 % des électeurs du oui. Et que les électeurs du Front national se sont plus mobilisés pour le non (90 %) que ceux d'extrême gauche.

Où sont passés les 6 millions de voix de Le Pen et de Villiers ?

Loin d'être une «victoire» de la classe ouvrière ou la «revanche des classes populaires sur Maastricht» (dixit Alternative libertaire) la pseudo «victoire du non» est le fruit d'une alliance contre nature dans les urnes entre les 6 millions d'électeurs Le Pen et de Villiers (dont les positions xénophobes et racistes ne sont plus à démontrer) avec les 9 millions d'électeurs PC et PS (et encore cette estimation est-elle optimiste puisqu'elle suppose que la droite traditionnelle n'a pas apporté la moindre contribution au camp du non, ce qui est manifestement inexact puisqu'il existe une droite souverainiste). Une telle «victoire» n'a rien à voir avec la défense des intérêts des exploités.

Il faut avoir un sacré culot et un certain mépris pour l'intelligence des travailleurs pour affirmer que le non aurait «marginalisé l'extrême droite». Ce sont les mêmes qui nous expliquaient qu'il fallait voter Chirac en 2002 parce que les 5 millions d'électeurs de Le Pen représentaient un danger «fasciste» et qui aujourd'hui nous expliquent que ces 5 millions d'électeurs dangereux se seraient évanouis en fumée – à moins qu'ils ne se terrent dans leurs caves ?

Une «grande victoire symbolique» ? Un «immense espoir» ?

D'ailleurs les anarcho-électorales d'Alternative libertaire dévoilent de façon bien naïve le manque d'ampleur de leur vision politique lorsqu'ils écrivent sans rire que la «victoire du Non» serait une «petite victoire sociale» et une «grande victoire symbolique».

Voilà à quoi en sont réduits des révolutionnaires aujourd'hui : à se réjouir de victoires électorales, qui plus est «symboliques», ou de l'«immense espoir» (LCR) soulevé par les résultats d'un référendum-plébiscite qui s'est retourné contre Chirac. D'ailleurs nos révolutionnaires ne parlent plus guère, dans leur propagande quotidienne, de détruire l'Etat bourgeois, de former des conseils ouvriers, de supprimer le salariat, la monnaie et la hiérarchie, de réorganiser la production et la vie sociale sur des bases radicalement différentes : ils préfèrent évoquer une «rupture avec le capitalisme» (LCR) tout comme Mitterrand avant 1981 ou menacer de «faire trembler le capitalisme» (Alternative libertaire).

Lors de l'émission Transeuropéennes, mardi 31 mai, Alain Krivine, dirigeant de la LCR, a tranquillement expliqué : «ce que les gens veulent, c'est une France solidaire qui permette le plein emploi et une juste redistribution des richesses». C'est peut-être ce que «les gens» veulent, mais si c'est tout ce que des révolutionnaires ont à proposer aux travailleurs quand ils ont l'occasion inespérée d'exposer leurs idées et leurs propositions à la télévision, franchement ils feraient mieux de se taire plutôt que de servir de porte-voix aux prolétaires les plus modérés...

Quant à la prétendue «autre Europe sociale, démocratique, écologiste et féministe», ce n'est qu'un rideau de fumée ; c'est mentir de prétendre qu'elle pourrait jaillir des urnes et, de surcroît, d'un soutien «critique» aux politicards de gauche.

C'est mentir de faire croire qu'elle pourrait venir d'une «Assemblée constituante (4)», élue à la proportionnelle, qui par ailleurs donnerait une représentation solide au Front national et à ses 5 millions d'électeurs, sans compter toutes les autres forces réactionnaires qui pourraient librement s'y exprimer, si l'on reste dans le cadre de la démocratie bourgeoise traditionnelle.

C'est mentir d'affirmer que cette «autre Europe» pourrait être facilitée par la tenue d'un «nouveau Forum social européen» qui permettrait à toutes sortes de politiciens de gauche discrédités de se refaire une virginité.

Les militants d'extrême gauche ont bien peu confiance en la force et la justesse de leurs idées pour croire qu'une pseudo-victoire électorale pourrait «gonfler le moral des classes populaires» (Alternative libertaire). C'est exactement le raisonnement que tenaient d'ailleurs la LCR ou l'OCI (ancêtre du PT actuel) en 1981 quand ils expliquaient que la venue de Mitterrand au pouvoir allait soulever l'espoir des «masses» et que celles-ci «déborderaient les appareils». On a vu le résultat : croissance exponentielle du chômage, casse de la sidérurgie, des mines, des chantiers navals, de l'automobile, dégradation générale de tous les prétendus «services publics», attaques systématiques contre les travailleurs immigrés, essor du Front national et de l'expression publique des idées et comportements racistes, etc.

Les ouvriers et les employés qui ont voté non sont peut-être momentanément contents d'avoir filé une baffe à Chirac et à certains représentants de la classe dominante. Mais ils n'ont pour le moment AUCUNE AUTRE PERSPECTIVE politique que de confier demain le pouvoir à une autre fraction de la classe dominante : la gauche qui a mené une politique anti-ouvrière chaque fois qu'elle est venue au gouvernement.

Les travailleurs n'ont pas suffisamment confiance en eux-mêmes pour prendre leurs affaires en main, s'emparer des usines et des bureaux, supprimer toute hiérarchie, se débarrasser de toutes les forces répressives de l'Etat, mettre en place leur propre pouvoir et donner une orientation radicalement différente à toute la production. Les partisans du «non de gauche» ne font que renforcer leurs illusions dans l'utilité et l'efficacité des élections, illusions dont on sait parfaitement qu'elles seront demain trahies.

Les manœuvres de la «gauche du non»

La façon dont la gauche nous explique aujourd'hui la prétendue «victoire du Non» témoigne une fois de plus du nationalisme incurable qui imprègne ses dirigeants. En effet, qu'ont déclaré les dirigeants de la pseudo-gauche du Parti socialiste dimanche 28 mai dès qu'ils ont appris les résultats des élections ? «Je suis fier d'être français» (Henri Emmanuelli), «Notre pays a une haute idée de la politique et refuse une économie de marché sans aucune règle» (Marie-Thérèse Lienemann), «La rupture avec le capitalisme est un songe creux» (Arnaud Montebourg).

Qu'a déclaré le trio Dolez-Filoché-Généreux qui a fait un tour de France et près de 90 meetings pour le «non de gauche». Ils se sont réjoui de l'«allégresse» du «peuple français» qui a manifesté dans les rues «comme en mai 1981». Mais nos trois mousquetaires oublient de mentionner tous les coups portés à la classe ouvrière par la gauche au pouvoir depuis ces mêmes manifestations de liesse. Fidèles à la tradition du nationalisme français le plus arrogant, nos trois «socialistes de gauche» osent écrire que «le non français a créé la possibilité d'une authentique refondation démocratique de l'Europe. Il dit au reste de l'Europe que les pro-européens ont le droit de dire non sans menacer la construction européenne», «La France doit donner l'impulsion nécessaire pour une nouvelle négociation», etc.

Non seulement nos trois branquignols se gargarisent de mots comme «la France» et la «construction européenne», non seulement ils font le même raisonnement que Chirac en croyant encore que «la France» serait la tête politique de l'Europe, mais en plus ils cachent sciemment que leur construction européenne, qu'elle soit menée par des sociaux-libéraux ou des sociaux-démocrates, est et sera inévitablement une tentative de construire une nouvelle puissance impérialiste aux contours inédits.

Certes, on ignore encore si cette future puissance impérialiste européenne verra vraiment le jour et de quelles institutions politiques définitives elle se dotera, mais l'Union européenne possède déjà sa monnaie unique et devra un jour posséder une armée unique, ultramoderne, prête à intervenir sur tous les continents, si elle veut jouer pleinement son rôle face à l'impérialisme américain et aux puissances capitalistes émergentes en Asie, l'Inde et la Chine.

La pseudo-gauche du PS a déjà concocté un beau programme : l'«unité de toutes les tendances socialistes», l'«unité de la gauche» et une «nouvelle constitution démocratique européenne». En d'autres termes, ils veulent avoir des strapontins dans le prochain gouvernement bourgeois de gauche et prendre part à la direction de l'impérialisme européen en lui donnant une façade démocratique.

Le PCF, quant à lui, continue à se vautrer dans le respect et le culte de l'Etat bourgeois puisqu'il demande à Chirac (à Chirac !) de «porter avec force la voix de notre peuple et de demander la renégociation du traité avec un véritable débat populaire en Europe».

ATTAC n'est pas non plus en mal de chauvinisme puisqu'elle propose de réaliser un tour d'Europe «pour expliquer le non français» comme si les Européens étaient trop cons et avaient attendu les altermondains pour comprendre ce qui était en jeu dans la construction de l'impérialisme européen.

Dans son éditorial du *Monde diplomatique* de juin 2005 Ignacio Ramonet nous sert tous les lieux communs du chauvinisme de gauche : « (...) la France rebelle a fait honneur à sa tradition de "nation politique par excellence". Elle a renoué avec sa "mission historique" (...). Depuis ses débuts, en 1958, (...)

la construction communautaire a exercé une contrainte croissante sur toutes les décisions nationales (...) ». Les altermondialistes avaient mille fois raison de critiquer le contenu réactionnaire du Traité constitutionnel européen, mais leurs dirigeants ne dénoncent ce qu'ils appellent le « néolibéralisme » (qui n'est qu'un cache-sexe pour le capitalisme) qu'au nom des intérêts bien compris de la nation française, c'est-à-dire de l'impérialisme français.

Une attitude révolutionnaire conséquente consisterait non pas à «expliquer le non français» aux autres Européens mais à construire ensemble, avec toutes les forces révolutionnaires du continent, une analyse et des actions qui puissent contrer la propagande et les mauvais coups des classes dirigeantes européennes. Mais on en est loin...et ce n'est de toute façon pas l'objectif d'ATTAC et des partis de gauche.

Les rabatteurs d'extrême gauche de Fabius, Bové et tutti quanti

Face aux manœuvres politiciennes grossières de la gauche qui aboutiront sans doute à remettre en selle un politicien «social-libéral» (en clair bourgeois) comme Fabius, l'extrême gauche n'a fondamentalement pas d'autre politique à proposer que d'appeler à la victoire de la gauche en 2007, tout en enrobant cet appel de ses habituelles coquetteries hypocrites (il faut un «gouvernement des travailleurs», un «gouvernement anticapitaliste», etc., toutes formules qui ne sont qu'un habillage trompeur des formules de l'Union de la gauche ou de la gauche plurielle).

Les militants du Parti des travailleurs ont certes leurs propres comités, mais soyons sûrs qu'ils appelleront à voter PC-PS. Lutte ouvrière ne s'est pas mouillée dans les comités du non, mais cette organisation a quand même appelé à voter non lors du référendum et appellera certainement à voter PC, voire PS, en 2007, comme elle le fait à presque toutes les élections.

Quant à la LCR, elle a participé aux comités du non aux côtés des opposants du PS et des Verts, et des militants du PCF. Déjà deux jours avant la «victoire» du non certains dirigeants de la LCR confiaient à *Libération* qu'ils entendaient faire perdurer les comités du non après les élections pour pousser la gauche au pouvoir. Et le mardi 31 mai, face aux accusations de division lancées par l'ex-ministre PS Moscovici, Alain Krivine n'a pu que se défendre en affirmant qu'il était «unitaire pour dix». Unitaire pour dix, d'accord, mais pour quoi faire en dehors de porter les politiciens de gauche au pouvoir ?

D'ailleurs, Clémentine Autain, apparentée PCF, n'affirmait-elle pas le lundi 30 mai, d'un air gourmand et matois, sur I-télé, qu'il ne fallait «pas tout de suite parler des présidentielles de 2007», sinon on allait couler les comités du non ? Bel aveu qui dévoile les arrière-pensées de tous ces prétendus adversaires du «social-libéralisme» auxquels la LCR veut s'allier pour, paraît-il, mieux les démasquer !

Les manœuvriers de la gauche et de l'extrême gauche vont faire monter lentement la mayonnaise avec l'appui des altermondialistes et peut-être même de certains libertaires pour finalement sortir de leur chapeau Fabius (ou Bové, pourquoi pas ?) aux présidentielles. Mais que gagneront les travailleurs à miser sur ces chevaux-là ? D'amères désillusions et de nouveaux coups dans la gueule s'ils ne se mobilisent pour leurs propres intérêts de classe sans écouter les sirènes électoralistes.

La lutte sera longue et difficile, mais elle ne passera ni par les urnes ni par les combinaisons politiciennes que nous font miroiter la gauche et l'extrême gauche.

Y.C., 1^{er} juin 2005

1. Cet article s'attache avant tout à démonter les analyses avancées par la «gauche du non» et l'extrême gauche – et accessoirement celles d'un groupe libertaire qui se complaît dans le tacticisme électoral depuis quelques années (Alternative libertaire), reflétant ainsi des illusions qui dépassent très largement les frontières de cette petite organisation et touchent tout le milieu altermondialo-gauche-citoyenniste.

Pour ce qui est des anarchistes traditionnellement abstentionnistes (Fédération anarchiste, CNT-Vignoles, CNT-AIT, OCL, etc.), leur radical anti-étatisme originel et leur antinationalisme affiché auraient dû, en principe, les préparer, plus que d'autres, à une pratique sérieuse de l'internationalisme, en tout cas au minimum au niveau européen. La lecture de leur presse et de leur propagande montre qu'à ce niveau-là ils sont apparemment incapables, et ce depuis des décennies, de construire un réseau international d'analyse et d'action. Connaissant peu ces milieux, il m'est impossible d'en distinguer clairement les raisons profondes, mais le constat est accablant depuis l'échec de la Première Internationale, il y a plus d'un siècle maintenant.

2. Un camarade de la LCR s'est dit choqué à la lecture de ce texte par l'amalgame injuste qui serait fait entre la gauche bourgeoise et son organisation. On comprend mal son indignation alors que, depuis des années, le slogan favori de la LCR est justement : «100 % à gauche !», qu'elle lutte pour une « vraie gauche » et que l'on a vu au cours de la «campagne pour un non de gauche» Olivier Besancenot parader aux côtés des Buffet, Melenchon et autres politiciens de gauche sans leur adresser de critiques fondamentales.

3.. A propos de ce qui est en train de se dérouler dans les nouveaux pays de l'Union européenne, ceux qui lisent l'anglais découvriront avec profit le numéro 2 de la revue *Prol-position* sur le site du même nom. Ils vérifieront qu'un petit groupe révolutionnaire peut parfaitement recueillir des informations utiles sur les luttes ouvrières en Pologne, en Roumanie, en Tchéquie, etc., et réfléchir à la portée des migrations des travailleurs d'Europe de l'Est et à leurs effets sur une puissance impérialiste comme l'Allemagne par exemple, en dépassant les généralités sur l'Europe «libérale» (c'est-à-dire impérialiste) et les polémiques dignes de spécialistes du droit constitutionnel qui ont entouré le texte du TCE.

4. Ceux qui invoquent la nécessité d'une nouvelle «Constituante», mythe vieux de déjà deux siècles, et qui jouent sur la fibre jacobine française très présente chez les «souverainistes de gauche», ne se rendent même pas compte que cette Assemblée a joué son rôle lors d'une révolution...bourgeoise et antimonarchique !

Mais finalement, quelque part, ce n'est pas très différent de ce que raconte Lutte ouvrière quand elle explique que les conseils ouvriers ressembleraient aux conseils municipaux actuels...

On retrouve dans ces deux argumentations la même incapacité de puiser dans les expériences révolutionnaires d'autres pays que la France, par frilosité, par un prétendu souci pédagogique et/ou par incapacité de produire des analyses politiques solides en commun avec des militants révolutionnaires d'autres pays.

A ce propos, il est d'ailleurs caractéristique que les militants français continuent de vivre dans la nostalgie du Mai 68 français, mouvement dont la radicalité et l'importance sont finalement assez réduites quand on les compare aux riches dix années du Mai rampant italien ou à la radicalité bien supérieure des occupations d'usines et des commissions de travailleurs au Portugal durant les années 1974-1975.

Mais l'intelligentsia «soixanhuitarde» qui a intégré la direction des médias et des élites politiques de gauche est tellement imbue d'elle-même et a tellement influencé la vision que l'extrême gauche française a de son histoire que les militants, quarante ans après, n'ont pas encore intégré dans leur raisonnement que ce qu'il est convenu d'appeler la «contestation des années 60» a en fait d'abord commencé aux Etats-Unis et que ses pointes les plus radicales sont apparues en Italie et au Portugal, ce qui relativise beaucoup la signification historique de Mai 68. Et si l'on ajoute à cela ce qui se passa notamment dans des pays comme la Tchécoslovaquie et le Mexique, on peut alors donner au Mai français des proportions plus exactes et surtout moins chauvines.

Quelques précisions à propos de « La triste farce de la “victoire du non” »

(1)

Un camarade de la LCR m'écrit : « *Tu es trop critique à l'égard de la LCR quant à l'internationalisme. Le meeting du 8 avril 2005 à la Mutualité était internationaliste (Bloc de Gauche, SSP, Rifundazione et message de Ken Loach), « Rouge » a fait plusieurs articles sur le débat sur la Constitution ailleurs (notamment sur les 200 000 manifestant-es devant le Parlement grec qui ratifiait la Constitution), un camarade va faire un meeting à Barcelone la semaine prochaine, tout comme nos camarades d'Espacio Alternativo étaient venus en France durant la campagne. »*

Dont acte.

Néanmoins, la METHODE de pensée et de travail de la LCR n'est pas internationaliste: une telle méthode supposerait d'avoir travaillé ensemble depuis des décennies avec les organisations sœurs de la Quatrième Internationale (au minimum) pour bâtir une analyse, des actions et des campagnes communes. Et loin de moi l'idée de créer une Internationale qui marche au pas sous la férule d'une section ou d'une direction omnisciente...

Il n'est guère productif d'inviter une fois ou deux fois par an quelques orateurs (dont les positions politiques, dans le cas du meeting du 8 avril, n'étaient pas du tout claires) dans un pays ou dans un autre, et de juxtaposer à la va-vite des analyses nationales reliées par une vague dénonciation de la « mondialisation néo-libérale ».

Il est quand même incroyable qu'une organisation qui affiche une tradition internationaliste ne s'en serve pas pour raisonner d'une autre façon. LO polémiquait avec la LCR dans les années 70 parce que celle-ci croyait en la factibilité de l'Europe et pas LO. Mandel avait écrit d'ailleurs écrit un livre il y a 30 ans environ qui s'appelait *La réponse socialiste au défi américain* où il avançait quelques hypothèses allant dans ce sens.

Or cette souplesse d'interprétation, plutôt positive, vis-à-vis d'une évolution possible de la réalité européenne n'a pas amené pas la LCR à penser son action dans un cadre européen avec d'autres révolutionnaires, ne serait-ce qu'en se limitant aux sections de la Quatrième Internationale. En clair à créer un parti vraiment européen, fût-il « trotskiste pur jus ».

Ce repli national entraîne d'autant plus la LCR (et ses organisations sœurs) à des calculs strictement politiques: appartenir à des blocs électoraux nationaux qui sont inévitablement amenés à cogérer la crise. Un exemple : Bertinotti du PRC, Parti de la Refondation communiste, veut revenir au pouvoir avec DS (les Démocrates de gauche, ex-majorité du PCI) en Italie. Donc demain les camarades proches de la LCR en Italie qui militent dans le PRC se trouveront dans la même situation qu'au Brésil, au sein du PT face à Lula et sa politique anti-ouvrière. Pourquoi ne pas anticiper les situations et les difficultés, plutôt de répéter exactement les mêmes erreurs pays par pays ? Ou alors c'est qu'on pense que la lutte pour le socialisme à l'échelle internationale est impossible. Dans ce cas il faut le dire, et faire son congrès de “refondation” idéologique, comme le SPD allemand à Bad-Godesberg, et ne plus se réclamer du « communisme révolutionnaire ». Au moins, les choses seront plus claires.

Avec toute l'offensive idéologique menée depuis deux jours dans les médias sur les prétendues “solutions” apportées au chômage en Angleterre, en Suède, au Danemark, on va avoir besoin d'un sacré paquet d'infos pour contrer cette propagande. Or nous serions EN AVANCE sur cette offensive si nous expliquions depuis des années à quel point les “solutions” dans les autres pays augmentent les « working poors » (les travailleurs qui ont un boulot mais vivent dans la pauvreté), au lieu de simplement défendre les “conquêtes de 36, 45 ou 68” comme le fait l'extrême gauche, y compris la LCR. Si au lieu d'opposer explicitement ou implicitement un modèle « anglo-saxon » (inexistant puisque la situation en Angleterre est très différente de celle des Etats-Unis) à un modèle français, nous raisonnions au-delà des frontières YC. (2 juin 2005.)

(2)

LETTRE DE XAVIER

« (...). Mais en effet, le texte manque de perspectives. D'autre part je suis en désaccord avec sa logique globale de sous-estimer l'impact de la victoire du Non, et de tous les débats politiques qui ont été générés pendant la campagne et encore maintenant.

Par exemple, Y.C. avance que le Non a été principalement chauvin, sous le prétexte que les forces politiciennes qui l'ont soutenu étaient chauvines ou avaient des illusions sur l'Etat (ce avec quoi je suis d'accord), alors que le rejet populaire de l'Europe proposée a eu avant tout pour origine le ras-le-bol vis-à-vis des politiques "libérales" (c'est-à-dire capitalistes, mais pas consciemment vues comme telles) dont nous sommes victimes. Ainsi, Y.C. surestime le vote explicitement nationaliste des partisans de l'extrême droite, ou des anti-Turquie, alors que dans les débats populaires (je ne parle pas ici des réunions organisées par les forces politiques de gauche et d'extrême gauche, mais des débats informels dans les lieux de travail) n'ont été que très minoritairement marqués (et encore moins dirigés) par ces tendances ultra-réactionnaires. Le sondage Ipsos (certes à prendre avec des pincettes) dont il a été fait publicité sur les réseaux confirme cela.

Ce sondage confirme aussi à quel point le Non a été un vote de classe. Dans les usines, la maîtrise et les cadres votaient majoritairement Oui et les ouvriers votaient Non. Le 30 mai, les premiers baissaient la tête et faisaient grise mine, alors que les ouvriers étaient joyeux de leur victoire (certes uniquement électorale). Ainsi Y.C. sous-estime aussi la défaite que le référendum constitue pour les élites dirigeantes, c'est-à-dire le "camp du Capital", comme dirait Marx, la "bourgeoisie". Or, qui dit défaite des capitalistes, ne dit-il pas victoire de la classe ouvrière, des travailleurs et chômeurs en général, et aussi d'une partie des classes moyennes qui s'affranchissent de plus en plus des illusions à l'égard du système socio-économique dans lequel nous vivons ?

Mais l'attitude de Y.C. est probablement due à sa nostalgie (légitime à mes yeux) des époques où le mouvement révolutionnaire était plus développé. Aujourd'hui on part de loin, et le progrès dans la conscience politique de la population est bien sûr limité. Cette nostalgie empêche ainsi Y.C. de qualifier de victoire ce qui est encore si loin du mouvement révolutionnaire auquel il aspire. Pourtant cet aveuglement risque de conduire à la paralysie. Si on ne voit pas le rapprochement actuel d'une partie de la population des idées révolutionnaires, on ne peut pas y participer, l'encourager...

(...) Quant aux perspectives, j'en ai déjà parlé, je pense qu'il faut non seulement débattre, discuter, mais aussi agir en s'investissant dans le militantisme au sein des organisations d'extrême gauche. Même si c'est chez la LCR ou LO, ou les anars (voire Attac, PC... qui sont de gauche mais pas d'extrême gauche), auxquels je porterai pour ma part des critiques similaires à celles de Y.C.. Cela serait déjà aller dans le sens d'une conscience politique plus grande, de façon concrète, et rompant clairement avec l'attentisme.

Bonne lutte à tous !

Xavier ».

REPONSE A XAVIER

Signification des victoires et défaites électorales

(...) L'analyse électorale est un art pratiqué depuis fort longtemps par toutes les forces politiques. En ce qui concerne l'extrême gauche marxiste, elle repose en général sur trois idées que je schématiserai ainsi:

- 1) la classe ouvrière a des partis de masse qui la trahissent,
- 2) la classe ouvrière peut exprimer sur le terrain électoral de façon déformée ses aspirations,
- 3) la classe ouvrière peut combattre voire vaincre la bourgeoisie sur le terrain électoral et parlementaire.

Le problème est que ces trois affirmations ne tiennent pas (ou plus) la route :

1) Il n'existe, à ma connaissance, aucun parti de masse de la classe ouvrière dans le monde qui représente ses intérêts, même de façon « déformée » (la seule exception que je ferais peut-être est celle du Parti des travailleurs brésilien, de nature trop récente pour être encore définitivement intégré à l'Etat ; l'avenir nous dira quelle sera son évolution, même si son évolution présente nous donne toutes les raisons d'être inquiet).

De fait, les partis dits « ouvriers » de masse, sociaux-démocrates ou staliniens sont des appareils d'encadrement de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie salariée totalement intégrés à l'Etat bourgeois.

Dans le cas français, le PCF et le PS sont des partis dont les appareils vivent des subventions et des postes que leur concède l'Etat bourgeois, quand ce n'est pas d'expédients financiers douteux liés aux mairies qu'ils gèrent.

Ces partis ne « trahissent » donc pas vraiment la classe ouvrière, puisqu'ils ne la représentent pas et qu'ils ne prétendent d'ailleurs plus, depuis longtemps, la représenter. Leur seul souci est de défendre la nation française, c'est-à-dire la bourgeoisie et son Etat.

Cela ne veut pas dire que l'on ne peut pas mener des actions unitaires sur des questions concrètes avec des militants ou des fractions de ces partis, mais cela signifie que ces actions ont des limites dictées par le rapport de forces défavorable entre ces militants et les révolutionnaires (...).

2) Nous ne sommes plus au XIX^e siècle, à une époque où l'on devait se battre quotidiennement pour le suffrage universel et des droits démocratiques élémentaires concernant la liberté d'expression et d'organisation de la classe ouvrière, du moins en Europe, en Amérique du Nord et au Japon. (...).

Dans le cadre précis de l'Europe, il n'existe aucun mouvement ouvrier vivant, qui organise les travailleurs contre leur propre bourgeoisie et contre toutes les bourgeoisies européennes. Et ce n'est pas la France avec ses 7 % de syndiqués, le PS avec ses 120 000 adhérents et le PC avec ses 40 000 qui peuvent prétendre représenter une fraction significative de travailleurs profondément « anticapitalistes » pour reprendre un mot dont le sens est aujourd'hui complètement dévalué.

On voit donc mal dans une telle situation comment les élections pourraient être un « baromètre » d'une lutte de classe qui n'existe pas à une échelle significative (du moins du côté ouvrier ; du côté patronal, le moins qu'on puisse dire est qu'ils luttent pour leurs intérêts de classe !) et d'un mouvement ouvrier anémique et intégré à l'Etat. Les syndicats français n'ont pas de caisse de grève, le nombre de leurs militants (non permanents ou ne pratiquant pas le cumul des mandats syndicaux) se réduit comme peau de chagrin et leur existence repose sur les subventions patronales et l'aide financière de l'Etat.

D'autre part, les ouvriers ne sont pas majoritaires sur le terrain électoral. Le seul terrain sur lequel il puisse y avoir un véritable « vote de classe » (et encore avec des nuances), du point de vue sociologique comme du point de vue politique, c'est celui de l'entreprise, et à condition de ne pas se trouver au siège social de la SCNF, Renault, Publicis ou IBM...

Ou alors c'est que l'on inclut dans cette « classe » (ouvrière) toutes les couches de la petite bourgeoisie salariée, de la paysannerie, des commerçants et des professions libérales. En effet, les ouvriers représentent 7 millions de personnes en France sur 44 millions d'électeurs. On voit donc mal comment le vote « non » pourrait exprimer un vote de classe ! Sans compter qu'il y a eu lors du référendum 15 millions d'abstentionnistes dont une bonne partie sont... des ouvriers !

Si la gauche ou l'extrême gauche présentaient un programme de classe aux élections on pourrait mesurer, de façon purement statistique, la sympathie pour ce programme dans « la population ». Si des questions concrètes et précises intéressant la classe ouvrière (les 35 heures, la retraite à 50 ans, le droit d'organiser des syndicats ou des comités extra syndicaux dans toute entreprise, l'ouverture des frontières, etc.) étaient proposées au vote, on pourrait savoir quel assentiment ces revendications recueillent dans la population en général, et donc dans la classe ouvrière en particulier.

Ce n'est jamais le cas lors d'élections législatives ou présidentielles. Les enjeux réels et officiellement débattus sont toujours des tripatouillages au niveau de la répartition de pouvoir au niveau local, régional ou national. Quant à l'extrême gauche française, elle se refuse à toute propagande pour le socialisme pendant les périodes électorales – et même en dehors d'ailleurs.

Enfin, dans ce référendum européen, la question était : Etes-vous pour ou contre le Traité constitutionnel ? En quoi ce type d'alternative fait-il la moindre place aux besoins et aux aspirations de la classe ouvrière ?

3) Sur le fond, c'est le troisième point qui est le plus important. L'extrême gauche française se présente aux élections municipales, législatives et présidentielles depuis près de trois décennies, et aux élections européennes depuis moins longtemps. Elle prétendait au départ que c'était pour mieux se faire connaître et surtout mieux faire connaître le programme révolutionnaire. Si le premier objectif a été atteint (on invite Besancenot et Laguiller dans beaucoup d'émissions « people » et dans quelques émissions politiques ; leurs meetings réunissent du monde en province et à Paris), le second a été complètement et sciemment abandonné.

Quel est le bilan de cette présence électorale et des quelques conseillers généraux ou députés européens élus ? Non seulement nul pour les travailleurs des régions touchées par les licenciements de masse et par la répression patronale, mais en plus catastrophique au niveau du contenu de plus en plus réformiste, voire populiste, des campagnes de ladite extrême gauche. Pour avoir une chance d'être élu dans le cadre de l'Etat bourgeois et en dehors d'une situation de grande tension entre les classes sociales, il faut donner des gages à la bourgeoisie. Et c'est ce que fait la gauche, et maintenant l'extrême gauche, depuis des décennies.

Les travailleurs qui votent pour la gauche aux élections ne croient pas au socialisme, ne pensent même pas que le socialisme arrivera par miracle grâce à l'Union de la gauche ou à la gauche plurielle. Durant les années qui ont suivi la « victoire » de 1981, les ouvriers n'ont pas profité de la présence de la gauche au pouvoir pour occuper les usines, remettre en cause la hiérarchie et le salariat, etc. Ils ne sont pas non plus descendus dans la rue quand ils se sont rendus compte que l'Union de la gauche n'avait même pas appliqué toutes les belles promesses contenues dans son très timide « programme commun ». Le seul cas dans l'histoire du mouvement ouvrier français où les ouvriers ont « débordé sur sa gauche » un gouvernement « socialiste » pendant quelques semaines, c'est celui de 1936, il y a presque soixante-dix ans. Mais peut-on faire de cette exception une règle ?

Les ouvriers (et toutes les autres couches sociales) qui votent pour la gauche veulent simplement un gouvernement moins pire que le précédent. Leurs espérances ne vont pas au-delà. En tant qu'électeurs ils partagent la logique du système, ils ne le remettent pas en cause dans les urnes. Comme l'indique un sondage BVA publié dans *Libération* du 6 juin 2005, à la question « Pensez-vous, s'il était au pouvoir, que le PS ferait mieux, moins bien, ni mieux ni moins bien que le gouvernement actuel en matière économique et sociale » 46 % des électeurs potentiels du PS répondent « NI MIEUX NI MOINS BIEN » ! On voit donc que ce ne sont pas les électeurs de gauche qui ont des illusions sur le PS mais bien l'extrême gauche électoraliste qui cherche à leur en donner ! Quant aux 44 % qui répondent « mieux », gageons que cette réponse ne signifie pas pour eux la fin du capitalisme !

En ce qui concerne les résultats du référendum, on peut certes affirmer que les travailleurs ont donné une gifle à une fraction de la classe dominante, mais à condition d'ajouter immédiatement qu'ils ont aussi laissé intacte une autre partie de cette classe dominante, la pseudo-gauche, les Emmanuelli, Fabius, Mélenchon, Montebourg et tutti quanti.

D'ailleurs tu perçois toi-même le problème d'une interprétation positive des résultats du référendum puisque tu écris : « le rejet populaire de l'Europe proposée a eu avant tout pour origine le ras-le-bol vis-à-vis des politiques "libérales" (c'est-à-dire capitalistes, mais pas consciemment vues comme telles) dont nous sommes victimes ».

Tu admets donc :

– qu'il ne s'agit pas d'un véritable vote de classe mais d'un « ras-le-bol » (notion vague s'il en est et qui peut mener à tous les populismes) et d'un « rejet populaire », le peuple étant une notion extensible et commune à la gauche comme à la droite ; de plus, arguer de la composition majoritairement ouvrière de l'électorat du non ne mène pas très loin. Traditionnellement, entre un tiers et la moitié des ouvriers votent

pour la droite ou l'extrême droite, et ce fait statistique ne remet pas en cause la nature bourgeoise de l'UMP ou du FN ;

– qu'il ne s'agit même pas d'un rejet « consciemment » anticapitaliste. (...).

Quant aux « classes moyennes » qui, selon toi, commenceraient à s' « affranchir de leurs illusions », comment cela se manifeste-t-il pour le moment ? Que je sache, les cadres continuent à appliquer les directives patronales, les juges continuent à appliquer une justice de classe, les professeurs continuent à ne pas remettre en cause leur fonction, etc.

Ou alors tu penses au courant ATTAC et à ses timides propositions de réforme du système capitaliste. En fait, ces classes moyennes-là se plaignent surtout que l'Etat et les entreprises ne reconnaissent pas leurs compétences en les payant mieux et en leur accordant un plus grand prestige social. Elles peuvent faire preuve de compassion vis-à-vis des « pauvres » (mais cela l'Eglise catholique ou l'Islam le font depuis des siècles), vouloir mettre en place un commerce plus « équitable » ou un « développement durable » (1), mais elles n'ont aucune envie, jusqu'à présent, de la moindre révolution sociale qui remettrait en cause leur place dans la hiérarchie des savoirs et des pouvoirs.

Enfin, pour revenir au vote non, du FN aux souverainistes de l'UMP, en quoi la victoire du « non », qu'ils appelaient de leurs vœux, serait-elle pour eux une défaite ? Mystère.

Les révolutionnaires n'ont pas le droit (mais ils le font tous les jours dans leur propagande) de nous faire prendre des vessies pour des lanternes : de faire passer des électeurs atomisés dans l'isolement pour des travailleurs conscients ; de faire passer des ouvriers qui ne s'opposent pas par la grève générale à tous les plans de restructuration depuis trente ans ni à toutes les attaques contre leurs droits sociaux pour des prolétaires anticapitalistes déterminés.

Il n'est pas question de reprocher aux travailleurs une prétendue passivité, mais il faut avoir une vision réaliste du rapport de forces, des défaites et des victoires réelles. On doit faire un lien entre les idées et les actes, et ce lien ne s'effectue pas sur le terrain électoral, mais sur le terrain de la grève, des occupations d'usines, des manifestations, de l'auto-organisation au niveau local, national et international sur toutes les questions politiques.

Quelques pistes sur la question de l'Europe

Si l'on avait voulu débattre sérieusement de l'Europe, il aurait fallu commencer par déblayer certaines questions et entamer quelques démarches.

1) Il aurait fallu se mettre d'accord sur la signification profonde de l'Europe et l'Union européenne. Les organisations d'extrême gauche hésitent grosso modo entre deux analyses, qui coexistent d'ailleurs parfois dans leurs textes :

— l'Europe serait une utopie capitaliste réactionnaire vouée à l'échec parce que le capitalisme serait incapable d'abattre les frontières nationales-étatiques.

Pendant les années 50 et 60 certains groupes trotskistes considéraient que le projet européen résultait surtout de la volonté de l'impérialisme américain intéressé de créer une zone de libre échange sur le continent européen pour mieux le dominer. L'évolution de l'Union européenne leur a donné tort mais ils n'ont pas voulu le reconnaître.

C'est pourquoi dans la dénonciation de l'Union européenne il y a toujours un arrière-goût de « complot atlantiste ».

Pourtant on peut difficilement soutenir que la création d'une monnaie unique européenne et de la Banque centrale européenne jugées impossibles par de nombreux groupes pendant des années, n'aient pas été un premier pas significatif vers la création d'un Etat fédéral et la création d'un impérialisme européen, donc une menace pour l'impérialisme américain.

Ces groupes considèrent en fait qu'il n'existe qu'un seul rapport de forces favorable possible : la lutte de chaque classe ouvrière nationale face à propre son Etat nation. C'est seulement dans ce cadre que chaque classe ouvrière peut obtenir des conquêtes sociales importantes et les garantir. Ils regrettent l'Etat providence des Trente glorieuses et veulent que l'histoire revienne en arrière.

— l'Europe unie (et capitaliste) serait une possibilité envisageable qu'il faudrait donc, dans un premier temps, réformer au maximum dans un sens « écologiste, féministe et anticapitaliste ». Les groupes qui penchent pour cette seconde hypothèse sont plus enclins à combattre les institutions transnationales (FMI)

C'est parce que ces analyses n'ont pas été poussées jusqu'au bout que l'extrême gauche a pu surfer sur la vague du non en tenant des propos contradictoires et en s'alliant avec les chauvins du PCF, de la gauche du PS et d'ATTAC.

2) Pour comprendre ce qu'est l'Europe il faut travailler avec des militants d'autres pays à analyser concrètement ce qui est en train de se passer dans les différents pays de l'Union européenne. Ce travail d'échange d'informations et d'analyses mènera à des actions de solidarité et à des luttes à l'échelle continentale, et à une propagande de meilleure qualité, plus imaginative que le ronron ambigu contre l'Europe libérale que nous sert jusqu'ici l'extrême gauche.

YC.

1. Dans un reportage diffusé sur RFI le dimanche 5 juin à propos des entreprises françaises qui investissent en Roumanie, il est intéressant de noter qu'un patron français expliquait qu'il investissait dans le « développement durable » de la Roumanie en payant ses ouvriers locaux 160 euros par mois ! On voit bien comment les concepts apparemment généreux d'ATTAC et des altermondialistes sont facilement récupérables

2.

Lettre de Julien sur la « victoire du non »

J'ai personnellement participé à un collectif pour le non de gauche. Je suis globalement d'accord avec ton analyse même si j'ai participé à ce collectif. Je n'étais pas forcément en accord avec toute la ligne de l'appel des 200, mais il me semblait important que le non l'emporte, car comme tu le dis c'est une bonne claque pour les dirigeants (pas plus hélas qu'une claque pour le moment).

Pour ma part je trouve la position de Claude Guillon assez juste

(http://claudeguillon.internetdown.org/article.php3?id_article=75), le non est juste un grain de sable dans l'engrenage.

Tant qu'il s'agissait de militer pour le non, ça ne me posait pas de problèmes, nous étions bien tous d'accord pour refuser le système qu'on nous propose.

Comme Claude Guillon, je considère que les anars (je ne parle pas d'Alternative libertaire) auraient mieux fait de militer pour le non et faire passer des idées un peu plus subversives que ce qu'à pu faire l'Appel des 200 sans forcément se compromettre. En tout cas ça mérite débat (j'ai vu que certains syndicats locaux CNT (Vignoles) appelaient à voter non).

C'est « l'après non » qui pose problème, le collectif (au niveau local, en ce qui me concerne, comme au niveau national) continue d'exister, on ne sait pas trop encore pour quel but, mais toujours est-il que ça ne va pas vraiment dans le sens où je le voudrais (cela dit, je m'en doutais bien avant). Je suis bien d'accord avec toi quand tu expliques qu'il est ridicule que le PCF demande à Chirac de porter nos revendications. J'ai encore entendu un dirigeant du PC parler de ça à la dernière réunion. Même chose pour ce qui est de l'Assemblée constituante, cela n'a aucun sens. On a l'impression d'être revenu sous l'Ancien Régime à la veille de la révolution. On parle de cahiers de doléances, de constituante... Cela dit on ne parle jamais de révolution.

La LCR devient clairement de plus en plus réformiste et ses analyses sont assez indigentes, même des militants de cette organisation commencent à se poser des questions (il était temps...). Quand Besancenot se contente de réclamer la dissolution de l'Assemblée nationale, y a de quoi rire.

Pour le moment, j'ai juste l'impression que ces collectifs vont servir de base pour une union de la « gauche de la gauche » ou au moins d'une boîte à idées. Rien de bien transcendant. En tout cas je crois que je vais cesser de participer à ce collectif assez rapidement, je n'ai pas forcément envie de passer pour le « gauchiste » de service.

J'avoue que je suis un peu dépité et j'ai un peu l'impression que le non n'aura pas servi à grand chose (ton article ne m'a pas vraiment remonté le moral en plus :-). Tout cela est décevant, cette campagne aurait pu être l'occasion de mener une vraie lutte internationaliste mais nous sommes restés dans un débat globalement franco-français, et le fait que d'autres pays votent non ne change pas vraiment la donne.

Un détail cela dit: concernant le « plombier polonais », c'est Bolkestein lui même qui a parlé de ça. Les médias ne se sont pas gênés ensuite pour attribuer ça aux partisans du non et tous les faire passer pour xénophobes.

Salutations, Julien, militant à SUD Etudiant

Réaction d'un « militant d'Alternative libertaire » parue dans *Courant alternatif* de novembre 2005.

« (...) Hélas, au lieu d'un commentaire argumenté, *Courant alternatif* a choisi de reproduire, en pages 26-27, sous la têtière "Point de vue", l'érucciation bouffonne d'un Yves Coleman...

Du Philippe Val ultra-gauche

Ce papier est tellement bête et méchant qu'on croirait presque le voir gesticuler, et jeter de droite et de gauche les énormités éculées dont les éditos de *L'Express* ou du *Point*, pour ne citer qu'eux, nous avaient déjà régalez pendant des mois.

Florilège : selon Coleman "la pseudo-victoire du non est le fruit d'une alliance contre-nature dans les urnes" entre les électeurs du FN et ceux de gauche (l'alliance dans les urnes : tarte à la crème du politologue fatigué) ; "La campagne [...] a vu ressurgir [...] les formes les plus ambiguës de l'anti-américanisme au nom de la dénonciation de l'Otan ou de l'OMC [...]" (dénoncer l'Otan et l'OMC, c'est de l'anti-américanisme : crétinisme libéral pur jus) ; et pour finir, l'affaire du "plombier polonais" serait selon lui

imputable aux opposants au TCE... qui n'y sont pour rien, puisque cette expression est due à Fritz Bolkenstein – partisan du TCE dans mon souvenir – et a ensuite été martelée par les médias oui-ouistes jusqu'à faire croire que cette absurdité était due aux opposants. Cette inversion des rôles, Coleman la fait sienne, mais, pris par son élan, il va jusqu'à nous informer qu'en réalité... il n'y a que 150 plombiers polonais en France (ouf, nous voilà rassurés !), donnant ainsi du crédit à cet argument inepte, cinq lignes après s'en être offusqué.

Vu la confusion de ses propos, visiblement, le seul but de ce papier était d'insulter l'extrême gauche – dont bien sûr Alternative libertaire. D'ailleurs que reproche-t-il précisément à AL ? De n'avoir pas appelé, dans le cadre de la campagne, à *“renverser l'État bourgeois et former des conseils ouvriers”*... Brillante idée. Passons. Et quoi d'autre ? D'avoir, en évoquant le 29 mai, parlé d'une *“petite victoire sociale, et une grande victoire symbolique”*. C'est pourtant ce que ça a été, à moins de démontrer le contraire. Pour comprendre ce qu'AL voulait dire par là, il fallait lire la suite, que Coleman ne cite pas : *“Mais tout dépendra alors de ce que nous saurons en tirer. Ce sera pitoyable, si cette victoire sert uniquement de tremplin pour battre la droite en 2007 et la remplacer par un gouvernement de gauche, dont on sait qu'il poursuivra pour l'essentiel la même politique. Au contraire, cette victoire du Non, [...] il faut espérer qu'elle regonfle le moral des classes populaires, qu'elle serve de tremplin pour un renouveau des luttes sociales [...]”* (allocution AL du 1^{er} mai).

La controverse oui, la polémique non. (...)

Pour conclure, je regrette que *Courant alternatif* ait cru opportun d'adresser des critiques à Alternative libertaire par le biais de l'article brouillon d'un auteur fluctuant (2). (...)

Guillaume Davranche

(militant d'Alternative libertaire)

(2) Personnellement je trouve ridicule son indignation, lorsque le PS se fait virer de manif (article *“Aujourd'hui, ils cognent le PS, demain à qui le tour ?”* dans *Ni Patrie Ni Frontière* n° 6-7)...

Bref commentaire sur les procédés d'un plumitif « libertaire »

Si *Ni patrie ni frontières* n'a pas à s'immiscer dans une discussion entre *Courant alternatif* (organe de l'Organisation communiste libertaire) et *Alternative libertaire* (ces deux groupes sont assez grands pour discuter sans notre aide), il est quand même intéressant de souligner les procédés utilisés contre « La triste farce de la victoire du non » dont des extraits avaient été aimablement publiés par l'organe de l'OCL en juillet dernier : insultes personnelles (« éructation bouffonne », « papier bête et méchant », « Philippe Val ultragauche », « crétinisme libéral », « argument inepte ») et surtout les multiples amalgames, contre-vérités et falsifications grossières concernant le contenu de l'article ou même la question des confrontations physiques avec le PS. A croire que l'auteur n'a même pas parcouru ces textes d'un derrière distrait.

En elles-mêmes, ces attaques d'un petit marquis libertaire n'ont aucun intérêt politique. Mais elles sont symptomatiques d'un mode de « discussion » très répandu, non pas tant entre les groupes ou les individus dits révolutionnaires (cela fait belle lurette qu'ils n'échangent plus aucun argument entre eux, tellement leur pensée est congelée, ossifiée), mais dans le nouveau moyen d'expression « démocratique » qu'est Internet, que ce soit sur les forums de discussion ou les sites « alternatifs » comme Indymedia.

Quand on lit la prose des intervenants, on croirait lire *L'Huma* dans ces beaux jours antigauchistes : maintenant que Dame Buffet et son parti ont « changé » de look, le style inimitable déployé par les calomniateurs et faussaires du PCF pendant des décennies contre l'extrême gauche est recyclé tous les jours sur Internet, sous les formes les plus caricaturales.

Etrange contamination mentale et idéologique que cette incapacité de discuter sérieusement politique à l'extrême gauche, et même dans un milieu plus vaste. Toute discussion se résume à une seule accusation : la personne qui vous critique durement ou qui est en désaccord avec vous défend forcément les mêmes arguments (quand ce n'est pas les mêmes intérêts) que la bourgeoisie française, le sionisme ou l'impérialisme américain. Au choix, ou les trois à la fois.

Pour en revenir à Guillaume Davranche, heureusement que l'auteur de cette diatribe venimeuse nous explique qu'il aime « la controverse mais pas la polémique »...

Cela dit, sa conclusion a au moins un mérite : elle montre que la fonction politique d'*Alternative libertaire* (si tant est qu'elle en ait une à sa petite échelle !) est bien complémentaire de celle de la LCR au sein de l'extrême gauche : faire « espérer » aux travailleurs qu'une bouffonnerie électorale « regonfle le moral des classes populaires, qu'elle serve de tremplin pour un renouveau des luttes sociales ». L'opportunisme de cette démarche et de cette phraséologie pseudoradicale est si explicite qu'il rend tout commentaire superflu.

Ni patrie ni frontières

TEMPS CRITIQUES

Quelques remarques sur « La farce de la victoire du non »

Si ta critique des groupes d'extrême gauche et libertaires n'est pas fautive, elle n'en laisse pas moins transparaître une certaine contre-dépendance :

- tout d'abord dans l'intérêt que tu y portes. Pourquoi s'intéresser à des groupes comme Alternative libertaire par exemple ou Lutte ouvrière ? Est-ce dû à ton parcours politique personnel ? Ou bien est-ce le fait d'une déception par rapport à ce qu'on pourrait attendre de ces groupes ? Cela nous laisse perplexe...

- ensuite dans ton utilisation d'un vocabulaire qui ne rompt pas avec celui de ces groupes. Cela révèle de grosses divergences entre nous quant à la perspective générale de l'analyse et aussi quant aux buts. En effet, la presque totalité du personnel politique post-gaulliste est issue des grands corps de l'État et ne peut absolument plus être classée, comme tu le fais, dans la catégorie des "politiciens bourgeois", mais bien dans celle des fonctionnaires du capital. La défaite de de Gaulle contre les menées giscardiennes au moment des premiers efforts de régionalisation est le signe d'un passage de témoin et il ne faut pas oublier le rôle du Général dans la liquidation de la plupart de l'ancien personnel politique pendant l'exercice de son pouvoir. Seul Mitterrand, le "petit Machiavel" est passé au travers, pour revenir au premier plan, non pas en tant que "politicien bourgeois", mais en tant que chef d'État²⁹. De la même façon, ta référence acritique à la notion d'impérialisme est d'autant plus mal venue que l'impérialisme français est mort en 1962 et qu'il ne peut resurgir; pas plus qu'un impérialisme européen que tu énonces et dénonces avant même qu'il n'existe! Ce retour est encore moins envisageable sous la forme d'un impérialisme de second rang. Mais pour reconnaître cela, il te faudrait abandonner l'idée de l'existence d'un impérialisme principal (sous-entendu américain). Bref, il te faudrait raisonner en dehors de toute problématique impérialiste, ce que tu ne sembles pas prêt à faire. Aujourd'hui où nous sommes entrés dans l'époque de "l'unité guerre-paix"³⁰ et de la fin de tout impérialisme, la référence nationale n'est plus patriotique, mais culturelle et patrimoniale³¹. A l'échelle géographique de l'Europe, la référence nationale est une référence régionale.

On retrouve cette similitude de vocabulaire avec les groupes que tu critiques, dans la facilité que tu as à leur accorder le qualificatif de "révolutionnaire". Est-ce que ton critère c'est de les croire sur parole, et dans ce cas on comprend que tu sois déçu quand ils cherchent à reformer la Gauche, ou est-ce que tu penses qu'ils font quand même partie de la grande famille diversifiée des révolutionnaires? Dans les deux cas, tu reproduis une position avant-gardiste critiquable et intenable. Aujourd'hui, toute critique d'une perspective partidulaire de la révolution, inclut ipso facto, la critique de la conception du révolutionnaire "professionnel", militant séparé de la classe ou des autres individus, comme on le voudra car ce n'est pas ici le problème. Or, on ne rencontre nulle part chez toi ce type de critique des néo-partis d'avant-garde.

Mais revenons en au fond. Les remarques sur la "fierté nationale" des révolutionnaires français, fierté qui s'appuierait sur les écrits de Marx quant à la force politique du mouvement ouvrier français, ne sont plus, d'après toi, valables. Ce n'est qu'une affirmation, qu'il te faudrait étayer sérieusement.

Le fait que la France ait été le pays des révolutions a fortement imprégné toutes les couches de la population et fonctionne comme référence. Certes, cela n'est une garantie contre rien comme a pu le montrer l'épisode vichyste, mais tu sais très bien que cela joue encore un rôle à travers l'universalisme réel et non pas mythique qu'expriment un certain nombre de principes qu'on ne retrouve pas affirmés avec autant de force et de constance dans d'autres pays

²⁹ En tant que chef d'État ... gaullien, c'est-à-dire le chef d'un État de type interclassiste (le vote ouvrier pour le gaullisme fût une réalité) qui s'était débarrassé de l'ancien personnel politique représentant les intérêts de la bourgeoisie patrimoniale liée à la première industrialisation.

³⁰ Cf. "L'unité guerre-paix dans le processus de totalisation du capital", *Temps critiques*, hors série, septembre 2003; texte également publié dans *Violences et globalisation*, L'Harmattan, 2004.

³¹ Par exemple les vigneron du Languedoc-Roussillon cherchent à défendre leurs vins et les vins français, mais ils chient sur Airbus et les trusts pharmaceutiques, cette gloriole de "l'industrie française".

d'Europe; principes que, toi, comme nous, nous défendons. On peut d'ailleurs faire ici une référence précise à cette sorte "d'égaliberté" prônée par Babeuf et qui produit encore une grande résonance dans les esprits comme au sein des conflits sociaux récents. Toute la polémique autour du "voile islamique" relève de la même spécificité à aborder les sujets en termes politiques plutôt qu'en termes sociaux et culturels. C'est patent quand on regarde la différence d'approche en Angleterre sur cette question.

Relever le caractère universaliste, à divers degrés, des révolutions qui se sont produites en France ne conduit pas forcément à en faire une essence nationale. Or c'est ce que tu subodores dans toute référence historique à un événement politique géographiquement situé!

Ton texte semble souvent une réaction plus affective que réfléchie dans laquelle tu mélanges des à peu près (cf. les amalgames entre l'idéologie républicaine et laïque d'un côté et le mouvement altermondialiste qui est si peu laïc que T.Ramadan est un de ses héros!) et une méconnaissance de l'extrême gauche française qui, pour la plus grande part, ne fait jamais référence à la Résistance. C'est le cas des anars en particulier, mais aussi des trotskystes les plus conséquents et ne parlons pas de la mouvance altermondialiste/tiers-mondiste, muette sur cette question. Les seuls à y avoir fait ouvertement référence sont les anciens maos dont une partie est aujourd'hui dans l'establishment politique et s'avère fervente partisane du ...oui!³²). Par contre, ce qui est bien commun à tous ces groupes, c'est une pratique souterraine au quotidien, de culpabilisation anti-française assez agressive. Cela explique en partie leurs positions plus que gênées sur le voile, leur soutien à l'appel des "Indigènes de la République", etc.

A partir du moment où tu t'engages dans cette voie, tu analyses tout en termes de chauvinisme —voire même de xénophobie. Ainsi, tu sembles aussi furieux que les journalistes du journal *Le Monde* au sujet du fameux "plombier polonais". Mais les ouvriers suédois qui ont réagi à la venue d'ouvriers "sauvages" des pays baltes sont-ils français? chauvins? xénophobes? ou défendent-ils simplement leur niveau minimum de salaire et en conséquence cela n'a rien à voir avec une question de nationalité? Il y a d'ailleurs fort à parier que n'importe quel travailleur immigré en France depuis une date plus ancienne aurait la même réaction que le travailleur "français".

Avec le symbole du plombier polonais (pur produit médiatique dont, comme tu le dis, la quantité est infinitésimale), on est loin des émeutes anti-italiennes d'Aigues-Mortes³³ au début du XX^e siècle.

Un mot sur l'internationalisme

L'internationalisme prolétarien, qui n'a malheureusement été que rarement effectif et productif à l'époque des classes ouvrières combattantes, des luttes de classes et du prolétariat-sujet, est aujourd'hui hors de propos. Tu en as quelque part conscience quand tu accuses l'extrême gauche du "Non" de ne pas avoir tenté un rapprochement avec les forces révolutionnaires des autres pays de l'Union européenne. Tu n'envisages donc cet internationalisme aujourd'hui, que comme un internationalisme de mini-organisations politiques, un internationalisme croupion mais européen. Ce faisant, tu ne touches pas ici le point essentiel. Ta critique du souverainisme devrait pourtant te porter à entrevoir l'ambiguïté de la notion d'internationalisme dans la mesure où elle cherche encore à s'appuyer sur l'existence d'un État-nation. Dans ce slogan, jadis, le programme prolétarien dévoilait à la fois son lien et son antagonisme avec la révolution bourgeoise et nationale. Il s'agissait pour lui, d'affirmer sa particularité de prolétariat situé dans un État-nation qu'il combattait. Mais l'internationalisme n'est plus une possibilité dans la société capitalisée parce que :

- le capital n'est plus structuré essentiellement à partir d'une base nationale, aussi bien à son pôle capital (économie en réseau, investissements directs à l'étranger, multinationalisation et délocalisations) qu'à son pôle travail (dans un pays d'immigration traditionnelle comme la France, la force de travail n'a plus rien de nationale au sens de nationalité, même si elle continue à percevoir les transformations de ses conditions à partir d'un ancrage national, du point de vue du droit du travail et des acquis sociaux); et qu'il ne peut plus affirmer une quelconque positivité ou identité au sein de la société capitalisée.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas un fil historique entre universalisme et internationalisme. En fait chacun des termes renvoie à l'autre, le précède historiquement et l'engendre. L'universalisme des Lumières anticipe la révolution à titre humain que la bourgeoisie se chargera de circonscrire à la conquête de la liberté individuelle et de la

³² Tes attaques systématiques contre le "Non" d'extrême gauche auraient mérité quelques précisions sur ta position quant au "Oui". Tu restes muet sur ce point, mais si le "Non" est impérialiste, pour toi, alors qu'est le "Oui"? Une autre alternative impérialiste? Un progressisme qui hâte le jour de la révolution mondiale parce qu'il participe de la destruction de la forme État-nation? On n'en saura rien...

³³ Cf. Cubero J.R. (1995), *Nationalistes et étrangers : le massacre d'Aigues-Mortes*. PUF. Voir aussi, Barnabà E. (1993), *Le sang des marais : Aigues-Mortes, 17 août 1893, une tragédie de l'immigration italienne*. Via Valeriono.

propriété privée, valeurs que l'internationalisme prolétarien traduira en termes de classe. En effet, si la bourgeoisie pouvait encore conserver le terme d'universalisme dans la mesure où elle faisait coïncider idéologiquement sa position de classe avec la position de tous les individus libres – d'où le fait que tu emploies le terme de "mythe universaliste" dans ton article – ce n'est plus possible pour le prolétariat qui doit affirmer sa position contre les autres classes, dénoncer tout universalisme comme bourgeois. Cette vision perce aussi dans ton article. Or aujourd'hui, quand il s'agit d'agir en terme de révolution à titre humain et non plus à titre simplement prolétarien comme à l'époque où la classe pouvait encore s'affirmer, c'est à nouveau l'universalisme qui doit servir de référence essentielle.

L'un des défis contemporains du capital à travers la dynamique de globalisation c'est d'imposer au sein de sa société, la "société capitalisée", un multiculturalisme qui soit l'exact pendant de la multiplicité des flux qui circulent au sein de ce qu'on continue à appeler encore "l'économie". Ce multiculturalisme demande la reconnaissance de tous les particularismes comme constitutifs d'un nouvel modèle universel procédant par combinatoires et qui prend le contre-pied de celui que tu dénonces tant et qui est issu des Lumières. Si ce modèle est puissant, c'est qu'il englobe les particularismes, les identités, les cultures, les langues, les valeurs, etc. Sa capacité opératoire réside dans cette puissance de combinaison, d'amalgame de particularités homogénéisées, abstraisées, de sorte qu'il ne s'agit en rien d'un dépassement (lequel déboucherait lui sur des singularités) mais d'une positivité absolue, totalisée, dont l'emblème est le réseau mondial informatique.

Il faut bien reconnaître que les États-Unis semblaient au plus proche de cette caractérisation avant que la "révolution néoconservatrice" ne vienne brouiller la question³⁴. Face à ce "modèle paradoxal"³⁵, la France exprime encore un peu dans son vieil universalisme³⁶ républicain, une tendance forte à la communauté humaine. C'est ce qui la pose de façon très ambiguë, on te l'accorde, en contre modèle.

Temps critiques

Juin 2005

³⁴ De la même façon qu'on peut s'étonner que la critique du capitalisme laisse de plus en plus de place à la critique du néo-libéralisme, on s'étonnera que l'anti-américanisme le plus courant vise davantage cette révolution conservatrice que la combinatoire multiculturaliste.

³⁵ Cf. Slavoj. Zizek, *Que veut l'Europe*. Climats, p.187 et ss.

³⁶ Universalisme pourtant quotidiennement contredit par la crise de l'État nation qui l'affecte.

Réponse à *Temps critiques* : malentendus et désaccords

Chers amis,

Je vous remercie de vos critiques et vous prie de m'excuser de vous répondre si tardivement. Il m'est impossible de traiter en détail tous les points que vous abordez, aussi n'en choisirai-je que quelques-uns.

« *Pourquoi s'intéresser à des groupes comme Alternative libertaire par exemple ou Lutte ouvrière ?* » écrivez-vous pour ensuite critiquer l'« *utilisation d'un vocabulaire qui ne rompt pas avec celui de ces groupes* » et une « *contre-dépendance* » par rapport à eux ; marquer votre désaccord avec l'étiquette de « *révolutionnaire* » que ce texte leur attribuerait avec une trop grande « *facilité* » ; dénoncer une « *méconnaissance de l'extrême gauche française qui, pour la plus grande part, ne fait jamais référence à la Résistance* » ; et me demander de me situer par rapport à « *la conception du révolutionnaire "professionnel", militant séparé de la classe ou des autres individus* ».

« Rompre »?

Tout individu a un passé politique, passé qu'il a plus ou moins bien digéré, y compris au niveau du vocabulaire, ou avec lequel il a (ou croit avoir) radicalement « rompu » – ce qui n'est pas mon cas, du moins si vous entendez par là « jeter le bébé avec l'eau du bain ».

Il me semble cependant un peu vain de reprocher à son interlocuteur de n'avoir pas le même passé que vous, ou de ne pas en avoir tiré les mêmes leçons. Derrière cette idée de la « rupture » définitive, je sens poindre l'illusion de détenir la Vérité, qui serait préservée, elle, de toute d'une « contre-dépendance », réelle ou supposée.

Si j'en crois vos écrits, vous avez un passé politique (et sans doute plusieurs, puisque vous êtes un collectif) dont on décèle les traces dans vos textes. Vous avez, comme la plupart des individus ayant pas mal bourlingué, conservé une partie des idées de votre jeunesse, et une part du vocabulaire des groupes ou des penseurs qui vous ont influencés, en y ajoutant une dose d'idées nouvelles, ou qui contrastent fortement avec les précédentes.

Cela vous permet, par exemple, de considérer que certaines analyses marxistes des classes, de l'État, du capitalisme, de l'impérialisme et du rôle historique du prolétariat étaient valables jusqu'à une certaine époque et que maintenant elles ne le seraient plus. Mais vous n'avez pas poussé le désir de « rompre » jusqu'à appliquer ce type de critique aux écrits de Marx et à son époque. Vous avez choisi de vous arrêter à mi-chemin dans votre « révision critique » du marxisme en préservant une partie de votre héritage antérieur. De votre passé, vous ne faites qu'en partie table rase, vous aussi.

Comprenons-nous bien. Le choix de certains concepts ou de certaines explications idéologiques n'est pas neutre, bien sûr, mais, vu les différences de terminologie entre militants venant de différents courants, ayant des expériences politiques variées, dans des pays divers, n'est-il pas plus important de cerner quels sont les véritables désaccords politiques que de s'empailler sur des termes qui nous sont chers, pour de bonnes ou de mauvaises raisons ?

Si l'on veut qu'un débat soit fructueux, il faut admettre l'existence de traditions opposées qui expriment les mêmes idées avec des mots différents. Sinon, le débat se résume à un rapport de forces : « Parle et écris comme moi, sinon tu n'es pas des nôtres », ou « Tu n'as pas fait le même bilan que moi, donc tu es dans l'erreur », tels sont les messages subliminaux que l'on perçoit dans beaucoup d'échanges. Pas étonnant que l'on aboutisse le plus souvent à des monologues d'autosatisfaction.

C'est la raison pour laquelle la revue *Ni patrie ni frontières* a publié des textes souvent jugés « hétéroclites » ou d'« intérêt inégal » par ses critiques (1). L'objectif était de montrer, ou au moins de faire sentir (mais apparemment le message n'est pas bien passé auprès de *Temps critiques* ou d'autres camarades), des proximités politiques qui allaient au-delà d'un vocabulaire commun ou d'une appartenance partisane identique, proximités qui sont généralement les seules dignes d'intérêt aux yeux des militants.

Si l'on prend par exemple le numéro de *Ni patrie ni frontières* sur le sionisme et l'antisionisme, il est évident qu'il n'y a, à priori, rien de commun entre les trotskystes de l'AWL, groupe dogmatique et « droitier » sur de nombreuses questions, et des anarchistes américains appartenant à un Comité de soutien à la Palestine. Mais, si l'on prend la peine de lire, sans lunettes sectaires, « De Trotsky au trotskysme des imbéciles », d'un côté, et, de l'autre, « Quelques suggestions pour renforcer le mouvement de solidarité avec la Palestine », on s'apercevra que les deux textes convergent sur un certain nombre de points. Ce sont justement ce type de convergences qui sont les plus fécondes, car elles pointent vers de nouvelles façons d'envisager la théorie et l'action « révolutionnaires ».

Il est exact que mon « vocabulaire », hérité d'un long passage dans des groupes trotskistes ou trotskisants dans les années 60 et 70, et sans doute aussi certaines idées défendues par les quelques personnes qui écrivent à titre individuel dans *Ni patrie ni frontières*, sont en partie inadéquates pour appréhender la réalité actuelle, voire qu'ils révèlent l'existence de « graves divergences politiques » avec votre revue.

Vous donnez de ces « graves divergences » deux exemples. Le premier relève du pinaillage : la différence que vous établissez entre « politiciens bourgeois » et « fonctionnaires du Capital » m'est bien connue depuis au moins trente ans – et c'est justement l'un des éléments qui m'ont à l'époque amené à « rompre » avec le trotskysme, courant pour lequel le capitalisme se réduit à la propriété privée des moyens de production. Vous employez ici un procédé polémique qui consiste à partir d'une différence de vocabulaire pour en induire une divergence fondamentale, afin de bien creuser le fossé avec votre interlocuteur, et de le sommer de se rallier à votre position.

Le second exemple de divergence est plus convaincant : selon vous, il n'existerait plus d'impérialisme, ni français ni américain ni d'aucun « État-nation » car ceux-ci seraient en train de disparaître.

Impérialisme ou fonctionnement en réseaux ?

Je n'ai pas étudié suffisamment le sujet pour adopter les yeux fermés vos thèses – vous m'en excuserez. Mais je crois que vous posez de bonnes questions, que vous avez souvent le souci de vous dégager de la langue de bois et des pseudo-analyses répétitives de l'extrême gauche ou des libertaires, même si je ne suis pas convaincu par vos réponses.

Pour le moment, je fonctionne donc avec de vieux concepts et de vieilles analyses. Cette démarche me semble plus honnête que d'adopter vos positions sans les avoir assimilées. Là aussi, on trouve une situation classique dans les discussions politiques : dans un premier temps, on considère que son interlocuteur est naïf, ignorant ou incohérent (voire les trois à la fois !), puisqu'il ne partage pas vos positions ; puis, dans un second temps, on perd patience en le sommant d'adopter votre analyse. Total : aucun dialogue fructueux et à long terme, ouvrant la porte à une évolution des deux interlocuteurs, n'est possible.

J'avoue avoir du mal à comprendre ce que vous appelez le « fonctionnement en réseau » du Capital moderne. L'intervention américaine en Irak ou la chape de plomb que fait peser l'armée française sur toute une série de pays africains, pour ne citer que deux exemples assez frappants, ne me semblent pas cadrer avec un « fonctionnement en réseau » où les structures fondamentales des États nationaux seraient en perte de vitesse et l'impérialisme (ou les impérialismes) en voie de disparition. Mais je ne désespère pas d'arriver à bien saisir votre perception de la réalité actuelle du capital et de l'État et peut-être vous donner un jour mon point de vue à ce sujet.

En tout cas, au niveau des conséquences politiques, et d'un point de vue militant, ce qui me semble le plus important, il n'y a aucun lien automatique entre le fait d'utiliser encore le concept d'impérialisme (qui selon vous n'est plus opératoire) et l'anti-américanisme ou l'antilibéralisme à tendances chauvines. Et si vous me faites ce procès, vous vous trompez de cible.

« Méconnaissance de l'extrême gauche » et Résistance

Vous dites que les « trotskystes les plus conséquents » (en fait uniquement Lutte ouvrière, donc ni le PT, ni la LCR ni les autres groupes trotskystes plus petits) seraient vaccinés contre le poison nationaliste de la Résistance. Pour LO, je n'en doute pas, quant aux autres, vous me permettrez d'en douter.

C'est bien mal connaître l'histoire du mouvement trotskyste français et international que de croire qu'il se serait livré à une solide critique de la Résistance, en tout cas sur les mêmes bases que celles des « internationalistes du troisième camp », pour reprendre le titre du trop bref opuscule de Pierre Lanneret sur le sujet.

Sans doute ignorez-vous que le PCI (qui rassembla après la Libération presque tous les trotskystes français à l'exception du minuscule groupe Barta, lointain ancêtre revendiqué par Lutte ouvrière) édita une

brochure après guerre pour expliquer que, s'il n'était pas le « parti des fusillés » comme le PCF, il avait lui aussi un passé de résistant ? Sans doute ignorez-vous que les errements chauvins de certains groupes furent passés sous silence et qu'aucun bilan n'en fut tiré pour faciliter l'unification de tous les courants de l'époque ? Sans doute ignorez-vous les débats très vifs au sein du mouvement trotskyste international pendant et au sortir de la Seconde Guerre mondiale, autour de la question nationale en Europe ? Sans doute avez-vous oublié la cour éhontée que fit la LCR à Charles Tillon, ministre de l'Air pendant les massacres de Sétif, lorsque ce stalinien mal repenté présida le Secours Rouge dans les années 70 ? Sans doute ignorez-vous que, encore il y a deux ans, lors d'une université d'été de la LCR, une affiche critique vis-à-vis de la Résistance rédigée par une de ses tendances, fut immédiatement arrachée ? Sans doute n'avez-vous pas pris connaissance du numéro de la revue *Dissidences*, publication animée par des historiens trotskystes ou trotskysants, sur les « trotskystes et la Seconde Guerre mondiale » ? Comme je leur écrivais :

« En ce qui concerne la position de la majorité des groupes trotskystes par rapport à la Résistance, il me semble que vos articles sont très complaisants et vos rares citations soigneusement choisies pour minimiser le problème. Depuis la Commune de Paris, on sait qu'il existe une tradition patriotique d'extrême gauche, cela n'a rien de vraiment nouveau, il suffit de lire Jules Vallès, par exemple. Je trouve dommage que vous n'évoquiez pas cette continuité, non pas pour la stigmatiser ou la condamner automatiquement (si vos rédacteurs partagent cette position, libre à eux), mais au moins pour montrer l'écart qui sépare les positions de principe du groupe Barta (ou de la gauche communiste italienne) de celles des autres groupes.

« Cet écart n'est pas simplement dû à des divergences secondaires, aux réflexes sectaires d'une dizaine de militants. Il traduit une profonde divergence politique que vous passez allégrement sous la table. Et cette divergence politique a des effets encore aujourd'hui, puisque les descendants supposés de Barta (LO) sont régulièrement accusés d'être des collabos déguisés, tout ça parce qu'ils se sont refusés (et se refusent) encore à voir la moindre potentialité révolutionnaire dans la Résistance.

« Et je n'ai aucune tendresse particulière pour les écrits de Barta qui voyait dans la progression militaire de l'Armée rouge une avancée pour la révolution socialiste mondiale (« La stratégie communiste a pour tâche de coordonner la lutte de l'Armée rouge avec le développement de la lutte de classes dans les pays capitalistes » – 30 juin 1941 – « L'avance soviétique rapproche l'heure de la révolution socialiste en Europe » – 20 janvier 1943 – « Les victoires de l'Armée rouge seront la victoire du socialisme si les ouvriers des pays capitalistes d'Europe accomplissent la révolution prolétarienne » – 28 février 1943). On peut difficilement imaginer une position plus dangereuse pour les ouvriers d'Europe de l'Est – et de l'Ouest – que celle de Barta. D'autre part, en ce qui concerne la France, il est évident que si l'organisation de Barta avait eu quelques centaines de militants, ils auraient été obligés de se poser la question de la lutte armée, des alliances tactiques éventuelles avec les FTP. Et cela n'est jamais évoqué dans les textes de l'UC puis de LO sur la question. »

Aucun d'entre vous n'a sans doute jamais milité longtemps dans une organisation trotskyste, ni ne suit les débats internes ou publics entre ces tendances. Vous en êtes pardonné, à chacun sa croix ! Pourtant vous devriez au moins savoir que ces groupes (LO, la LCR et le PT) qui sont aujourd'hui dominants dans l'extrême gauche en France ont été complètement modelés par des gens qui ont connu la période de la Résistance et formé leurs successeurs à leur image : pour ne prendre que quelques noms, intéressez-vous à l'histoire de Robert Barcia dit Hardy (LO), à celle de Pierre Bousset dit Lambert (PT) ou à celle de Pierre Frank, aujourd'hui décédé (LCR), et vous constaterez que la référence à la Résistance est essentielle pour comprendre à la fois le fonctionnement de ces groupes, aujourd'hui, et leur politique, notamment par rapport à la question nationale, à l'Europe, etc.

Que la référence à la Résistance ne soit pas explicite dans leurs publications ne signifie pas qu'elle ne fasse pas partie du patrimoine politique de ces groupes et de leurs plus jeunes militants. Il est d'ailleurs à noter que dans plusieurs débats sur le soutien à la prétendue « Résistance » irakienne actuelle, il a été fait allusion à des comparaisons avec la Résistance française, y compris dans la presse trotskyste anglosaxonne – mais sans doute ne vous intéresse-t-elle pas.

Vous dites que le mouvement altermondialiste ne serait pas marqué par la Résistance et que seuls quelques maos des années 60 et 70 auraient colporté le mythe de la Résistance (les « mao spontex » de la Gauche prolétarienne et les « mao-staliniens » étaient quand même largement majoritaires à l'époque dans l'extrême gauche, vous l'avez oublié, et ils ont efficacement poursuivi leur décervelage chauvino-stalinien pendant une bonne quinzaine d'années ; d'ailleurs on retrouve une minorité d'entre eux... à la CNT-Vignoles).

Lorsqu'on voit le nombre d'anciens maos et d'anciens staliniens qui militent à ATTAC et dans toutes les associations liées aux luttes dans le « tiers monde » et y occupent des postes de petits cadres, on se demande bien d'où a pu vous venir cette idée baroque.

La nature a horreur du vide et, s'il y a bien une référence politique qui fasse la quasi-unanimité à gauche et à l'extrême gauche, c'est bien celle de la Résistance.

Pour comprendre un courant ou une situation politique, il faut tenir compte de l'explicite et de l'implicite.

Si l'on prend le cas des États-Unis, on ne peut s'expliquer pourquoi la vente et la possession d'armes y sont aussi libres et pourquoi il existe des milices d'extrême droite très actives dans ce pays, si l'on ne connaît pas les conditions dans lesquelles s'est déroulée la Guerre d'indépendance et la mythologie qui en est née... il y a trois siècles.

Dans votre texte, vous soulignez avec raison la prégnance de l'universalisme du XVIII^e siècle, des révolutions des XVIII^e et XIX^e siècles et de la laïcité depuis le début du XX^e siècle. Mais curieusement vous semblez considérer que la Résistance, qui s'est déroulée à une période beaucoup plus récente de l'Histoire, et a marqué plusieurs générations, aurait moins marqué la société française.

Pourtant, elle continue à influencer la vision politique des militants français actuels, même si elle n'est pas mentionnée tous les jours dans leurs discours.

D'autant plus que, par sa proximité chronologique, c'est la seule lutte armée sur le territoire « national » qui puisse encore être parlante pour des jeunes dont le grand-père, la grand-mère ou un ami de leurs grands-parents « a fait » la Résistance. D'ailleurs les groupes terroristes d'extrême gauche, type Action directe, ne se sont jamais livré à la critique du nationalisme de la Résistance (ni du stalinisme, idéologie fondamentalement chauvine sous toutes les latitudes).

Enfin, au niveau du langage quotidien de la propagande d'extrême gauche, la nazification constante de tous les adversaires politiques (du « CRS-SS » de 1968 au « Sharon=Hitler » d'aujourd'hui) et la référence constante au « pétainisme » quand ce n'est pas à la « fascisation » dans les critiques adressées aux politiciens ou aux idéologues de droite montrent bien que l'on n'a toujours pas dépassé l'horizon politique de cette époque, avec toutes les implications nationalistes qu'elle suppose. Face aux « nouveaux Hitler », à la « fascisation rampante » et au « pétainisme », quel est le mouvement le plus solidement porteur de valeurs — dans le cadre bourgeois — sinon la Résistance ?

L'étiquette de « révolutionnaire »

Si un jour se produit une révolution socialiste (et il faut espérer qu'elle se déclenche dans plusieurs pays à la fois, sinon elle sera vouée à l'échec), on trouvera dans la bagarre à nos côtés toutes sortes d'hommes et de femmes qui ont été ou seront dans des groupes ou des partis qui se disent aujourd'hui, ou se diront demain, « révolutionnaires ».

Autant au XIX^e ou au XX^e siècle le terme de « révolutionnaire » avait encore un sens, autant aujourd'hui ce mot n'en a plus aucun : ni vous ni moi n'avez participé les armes à la main à la moindre révolution ni en France ni dans quelque pays du monde que ce soit. A moins que l'un de vous ait pris les armes aux côtés des castristes ou des sandinistes (révolutions bourgeoises) ou participé à la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956, ni vous ni moi ne méritons cette étiquette. Pas plus d'ailleurs qu'Arlette Laguiller, Alain Krivine ou n'importe quel militant d'un groupe trotskyste ou anarchiste actuel (la plupart des anarchistes qui ont participé à la Révolution espagnole sont morts, et en tout cas ce ne sont pas eux qui dirigent, pardon « animent », actuellement les organisations anarchistes ; de plus les anarchistes espagnols ont pour la plupart soutenu, les armes à la main, un régime... républicain bourgeois contre Franco).

Ce n'est donc pas dans le sens concret et précis de « révolutionnaire » que j'emploie ce mot. Il s'agit d'une référence au seul discours, à la lutte pour une société sans classes et sans État, but final en principe commun à tous les anarchistes et courants d'extrême gauche ou d'ultra gauche. Ce mot désigne aussi plus largement un objectif (la révolution), qui nous est commun et qui devrait nous permettre de débattre sans ménagement et éventuellement de mener des actions ensemble contre la bourgeoisie – pardon, le Capital.

Dans un bon documentaire (*Banlieue rouge* de Daniel Kupferstein) sur la cellule Pablo-Picasso du PCF, plusieurs militants qui ruent dans les brancards et occupent des postes au conseil municipal d'Ivry se disent « communistes » et « révolutionnaires ». J'ignore s'ils sont sincères, mais si j'avais l'occasion de les rencontrer, j'essaierais de discuter de leurs contradictions (dont certains d'entre eux sont d'ailleurs parfaitement conscients, si l'on en croit ce film). Mais on ne peut mettre un trait d'égalité entre le bilan historique du PCF depuis 1920 (son soutien sans faille et récurrent à certaines fractions de la bourgeoisie, ou du Capital, sa participation à la gestion de l'État bourgeois au niveau local comme national, son soutien au

« capitalisme d'État » dans les pays dits socialistes, etc.) avec le bilan de LO, de la LCR ou d'Alternative libertaire, même si l'on est en désaccord total avec ces organisations.

Ce n'est pas simplement par souci de ne pas être isolé, de trouver des interlocuteurs, c'est aussi tout simplement que leurs « trahisons » (ou plus exactement leurs responsabilités historiques) ne sont pas à la même échelle... jusqu'ici, en dehors du Brésil où un ministre appartenant à la même « Quatrième Internationale » que la LCR se trouve au gouvernement et gère la « réforme agraire » contre les paysans.

Sur le fond, la divergence entre nous se situe sans doute ailleurs, et c'est d'ailleurs une caractéristique de la mouvance « ultraradicale » dans laquelle vous vous situez : pour vous, les militants des organisations d'extrême gauche ou libertaires sont quantité négligeable, ce qui compte ce sont les prolétaires (ou plutôt, pour *Temps critiques*, les « individus ») révoltés en dehors de ces groupes. Pourtant, c'est un faux débat d'opposer les uns aux autres, comme s'il existait un fossé infranchissable entre les deux. Dans les périodes de montée des luttes, les « inorganisés » se regroupent soit dans des organisations politiques, soit dans des comités divers (tels les comités d'action en 1968), et le langage des groupes révolutionnaires se radicalise suffisamment pour attirer une proportion significative d'« inorganisés » demeurés jusque-là farouchement « apartidaires ». Ces groupes, ou des fractions de ces groupes, sont susceptibles d'évoluer de façon significative, y compris dans le bon sens. Et c'est notre responsabilité de nous adresser, entre autres, aux éléments les plus critiques de ces groupes, et ce sans la moindre illusion. Il ne s'agit pas d'« une déception par rapport à ce qu'on pourrait attendre de ces groupes », comme vous l'écrivez ; ni « de les croire sur parole », ni de se bercer d'illusions sur une hypothétique « grande famille diversifiée des révolutionnaires » mais tout simplement de pédagogie.

Des « révolutionnaires professionnels »

Vous me reprochez de ne pas critiquer la notion du « révolutionnaire professionnel séparé de la classe ou des autres individus ». Je n'approuve pas la conception théorique que vous dénoncez (conception qui a elle-même évolué après *Que faire*, Lénine, ayant comme à son habitude, « tordu le bâton » dans un sens pour le retordre dans l'autre, et ce à plusieurs reprises) et surtout la caricature qui a été mise en pratique par les divers partisans du « léninisme » après la victoire de la révolution russe (avant 1917, la fraction bolchevique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie n'avait pas grand-chose à voir avec le monstre bureaucratique qu'elle est devenue une fois parvenue au pouvoir). Sur ce point, nous serons peut-être d'accord.

Par contre, si vous me demandez de mépriser ceux qui partagent ces conceptions, de Lénine à Krivine, pour caricaturer, je ne vous suivrai pas sur ce terrain. J'emploie à dessein le mot de « mépris », car c'est ce que j'ai pu observer chez de nombreux « ultraradicaux » antiléninistes.

Tout d'abord, ils prennent trop au sérieux le portrait que les militants des groupes trotskystes ou léninistes dressent d'eux-mêmes, et la légende qu'ils tissent dans leurs écrits. Même s'ils se présentent comme des « révolutionnaires professionnels », ce sont aussi des êtres humains ayant une « vie privée », qui n'est pas entièrement contrôlée par leur organisation – heureusement pour eux, d'ailleurs, sinon ils ne tiendraient pas si longtemps au sein ou à la périphérie de ces groupes.

Certains n'ont aucune vie sociale en dehors de leur organisation politique, mais ce n'est pas le cas de la majorité d'entre eux, surtout quand il s'agit de prolétaires. Certains, je dirai même beaucoup, ont des œillères et sont dogmatiques... mais ce trait psychologique et politique n'est pas – hélas ! – une particularité « léniniste ». Certains font parfois passer les intérêts de leur organisation avant les intérêts des travailleurs en lutte, mais pour le moment cela se déroule à une échelle très limitée, et surtout les autres courants politiques qui les critiquent n'ont pas absolument pas fait leurs preuves.

Il existe d'ailleurs aussi de nombreux radicaux antiléninistes complètement coupés des réalités de « la classe », voire n'ayant aucun milieu social réel. Ils méprisent tellement le travail syndical, les revendications immédiates et le salariat qu'ils sont incapables de s'intéresser aux problèmes quotidiens de leurs collègues et ne se passionnent que pour les grands débats théoriques sur la différence entre la « soumission réelle » et la « soumission formelle » au Capital. Ils sont tellement convaincus de posséder la Vérité qu'ils attendent que « les prolétaires » aliénés en arrivent aux mêmes conclusions qu'eux. Pas étonnant que ces groupes restent toujours microscopiques et que leur influence demeure nulle.

D'autres ultraradicaux, plutôt libertaires ou conseillistes ceux-là, considèrent que diffuser un tract est déjà un acte « autoritaire », une violation de la liberté de penser des exploités. Créer une organisation politique, ce serait créer un embryon de bureaucratie. Le maximum qu'ils s'autorisent c'est à servir de porte-voix, de caisse de résonance, d'« agent de liaison » entre différentes entreprises, quand il y a des luttes. Ce sont, comme on le disait méchamment dans les années 60, des « commentateurs de la lutte des classes ».

La sincérité, le dévouement, la passion révolutionnaire des uns et des autres ne sont pas en cause. Mais quelle peut être l'efficacité de telles attitudes sur le long terme, en quoi prépare-t-elle l'avènement d'une révolution socialiste mondiale ou du communisme ?

Les quelques lignes ci-dessus dressent, bien sûr, une caricature de ces milieux ultradicaux, mais mon propos était de montrer que l'antiléningisme, en soi, n'offre aucune garantie.

Enfin, tout dépend de ce que l'on vise en critiquant l'idéologie du « révolutionnaire professionnel » : est-ce le fait que ses partisans sont des hommes et des femmes passionnés de politique et prêts à user leur santé et éventuellement à risquer leur peau pour la cause de la révolution ? ou est-ce le fait que parmi eux on trouve des individus au tempérament de bureaucrates voire des micro-bureaucraties ?

S'il existe un désaccord entre nous sur ces questions, ce serait plutôt que je pense qu'il faut que se créent des organisations politiques et donc, à terme, des Partis révolutionnaires. (D'ailleurs cela ne devrait pas être un scoop pour vous cf. « Un parti anticapitaliste » dans le n° 1 de *Ni patrie ni frontières*.) J'ignore comment éviter qu'ils se transforment en avant-gardes qui se substitueront aux exploités, mais je ne vois pas comment on pourrait se passer de partis dans la lutte pour le communisme.

Laïques et altermondialistes ?

Selon vous, j'amalgamerais « l'idéologie républicaine et laïque » avec « le mouvement altermondialiste qui est si peu laïc que Tariq Ramadan est un de ses héros ». Là encore, vous inventez des divergences là où il n'y en a pas. Je vous renvoie donc au numéro 10 de *Ni patrie ni frontières* sur la laïcité et la religion ; et, pour ce qui concerne Ramadan, à « 40 reasons why Tariq Ramadan is a reactionary bigot » (« 40 raisons pour lesquelles Tariq Ramadan est un bigot réactionnaire » en anglais sur le site mondialisme.org). Ce texte décortique plusieurs livres de l'idéologue musulman et a notamment servi à des camarades britanniques pour combattre l'influence des islamistes au sein de la NUS, le syndicat étudiant britannique. Par contre, là où il y a peut-être une divergence d'appréciation, c'est dans la possibilité d'un mélange entre citoyennisme, tiers mondisme, apologie de la démocratie participative et sécularisme à l'anglo-saxonne (ce que l'on appelle en France la « laïcité ouverte »). C'est justement là l'originalité potentielle de Ramadan et de ses potes français (cf. le livre *L'une voilée l'autre pas* et les nombreux textes que l'on trouve sur le site « Les mots sont importants », des Tevanian, Bouamama et consorts) et l'explication des passerelles entre différents courants du mouvement altermondialiste. Mais évidemment si vous croyez qu'il n'y a qu'un seul courant républicain et un seul courant laïque (le vôtre, le pur et dur, universaliste et potentiellement communiste), pas étonnant que des malentendus s'installent entre nous.

« Internationalisme » ou « universalisme » ?

Vous affirmez que je réduirais la question de l'internationalisme aux liens existant entre « *de mini-organisations politiques* ». Cela relève d'un faux procès, même si, je vous l'accorde, « La triste farce... » est un texte plutôt négatif, qui ne propose pas grand-chose.

Tout d'abord il est évident que, lorsqu'on s'adresse à des militants d'organisations d'extrême gauche ou libertaires, on leur parle des positions de leurs... groupes et de ce qu'ils ont les moyens de faire immédiatement, avec leurs moyens limités. Et « La triste farce... » était au départ un court billet d'humeur provocateur (qui s'est considérablement allongé au fil des jours pour répondre aux critiques) s'adressant à cette frange organisée qui essayait (et essaye encore) de nous faire prendre des défaites pour des victoires, des reculs pour des avancées, et qui surtout alimente des illusions dont l'ampleur est beaucoup plus vaste que le petit milieu d'extrême gauche ou libertaire.

Dans ce texte, je n'ai effectivement pas pu le préciser, mais je suis parfaitement conscient que l'internationalisme prolétarien n'a jusqu'ici guère eu de succès, comme je l'ai d'ailleurs écrit dans *Metamute* (magazine Internet britannique) en juillet dernier :

« L'internationalisme n'est pas un sentiment spontané. Il doit être nourri par une culture politique commune, des discussions, de nombreuses réunions, etc. Il doit mobiliser l'énergie de gens qui parlent plusieurs langues, de traducteurs et d'interprètes, etc. C'est un processus long et difficile que de communiquer dans plusieurs langues, lorsque les interlocuteurs viennent de cultures politiques différentes, et même s'ils appartiennent au même courant politique. (...)

« L'internationalisme doit correspondre à une nouvelle vision de l'Europe [et du monde, aurais-je dû ajouter], vision qui devrait rompre avec l'universalisme bourgeois français fondé sur la Déclaration des droits de l'homme, et aussi bien sûr rompre avec l'universalisme bourgeois américain, son ennemi principal à l'échelle mondiale. Tous deux ont de solides racines nationales, même si leurs partisans, dans toutes sortes

de pays, pensent qu'ils ont une vision internationaliste, parce qu'ils défendent la conception française ou américaine de la liberté et de la démocratie.

« L'un des objectifs du Traité constitutionnel, fortement influencé par les politiciens français, d'où son nom de "constitution Giscard" (2), était de faire adopter une nouvelle idéologie pour l'impérialisme européen qui tente maintenant d'apparaître sur la scène mondiale et de se donner des structures politiques cohérentes.

« Développer et créer un nouvel internationalisme signifierait que des forces nombreuses et variées acceptent d'agir et de penser en même temps, dans les mêmes termes, dans différentes langues. L'internationalisme n'est pas une collection, un rassemblement de nationalismes de gauche. Il doit être créé avec de nouveaux concepts et moyens intellectuels.

« La Première Internationale est peut-être plus proche de ce dont nous avons besoin aujourd'hui. A l'époque, le processus d'intégration nationale n'avait pas encore atteint le niveau qu'il atteignit durant l'apogée de la Seconde Internationale ; pour les militants de la fin du XIX^e siècle l'internationalisme se définissait avant tout par une profonde empathie pour les valeurs des Lumières, ainsi que la lutte contre toutes les dictatures et les Églises. La Deuxième Internationale a rassemblé des partis aux perspectives purement nationales, comme le montre leur position pratiquement unanime en faveur de la guerre en 1914. Et la Troisième Internationale a été subordonnée au centre russe et à ses intérêts purement étatiques. Nous devons inventer une nouvelle façon de pratiquer l'internationalisme. »

Vous préférez appeler cela « l'universalisme », ou plaider pour un va-et-vient dialectique entre internationalisme et universalisme. Pourquoi pas ? Vous soulevez avec raison les ambiguïtés du terme internationalisme – mais ces ambiguïtés étaient déjà présentes il y a un siècle et demi, du moins si l'on se situe dans la perspective marxiste la plus radicale. Le terme ne me pose aucun problème, mais je ne réduis point la question de l'internationalisme à des liens entre de « *mini-organisations politiques* », comme vous le prétendez. Si vous vous étiez reporté à *Prol-Position*, bulletin informatique d'information sur les luttes ouvrières, auquel fait référence « La triste farce... » et dont les éditoriaux ont été traduits et publiés sur le site mondialisme.org vous auriez pu lire de nombreux comptes rendus sur des luttes dans plusieurs pays d'Europe, articles bien éloignés de toute préoccupation groupusculaire...

« Culpabilisation antifranaise » ?

Cette expression sous votre plume est pour le moins curieuse. Je comprends que la « culpabilisation » vous dérange, à cause de sa dimension manipulatrice et moraliste. Sur ce point nous sommes d'accord. Mais en quoi l'expression d'un sentiment « antifranaise » vous irrite-t-elle ? Vous qui paraissez si pointilleux sur l'usage du vocabulaire, vous reprenez ici une expression fort prisée de nos adversaires politiques.

Dans votre réponse vous dénoncez une « *culpabilisation antifranaise assez agressive* » qui serait le fait des milieux altermondialistes, et vous citez en exemple « l'Appel des indigènes » (sur ce sujet voir « The rise of islam and its negative consequences for the French Left » (L'essor de l'islam et ses conséquences négatives pour la gauche et l'extrême gauche françaises), pour le moment en anglais sur le site mondialisme.org).

Je ne crois guère à une véritable « culpabilisation antifranaise » dans des milieux qui se gargarisent sans cesse de la République, du citoyennisme, y compris les fameux « indigènes », surtout quand ils expliquent en même temps que la France n'a pas été assez reconnaissante avec ses troupes coloniales... On nage en pleine confusion politique, chez ces gens-là, ou plutôt dans un marais d'opportunistes qui surfent sur des problèmes réels, mais dont il est vain d'attendre la moindre cohérence intellectuelle, et surtout la moindre radicalité.

De fait, si les « indigènes » ont un avenir, ce sera beaucoup plus dans une logique de lobbying pour minorités ethniques qui connaîtra sans doute le même parcours politique que le féminisme (3), ou que ses modèles anglo-saxons. Parti à gauche, voire à l'extrême gauche, ce mouvement finira dans des associations type les « Noirs Bac+5 » (qui existent déjà) dont la cause est certes respectable (ils protestent contre les discriminations scandaleuses dont ils sont victimes à l'embauche) mais dont l'objectif (ajouter une touche de couleur dans le camp des exploités) ne peut être le nôtre.

A ma connaissance, il existe en Europe un seul courant prétendument « antinational » important, les Anti-Deutsch en Allemagne (il y en a aussi un en Grèce mais plus faible), mais ce mouvement repose sur la dénonciation de la culpabilité collective du peuple allemand dans les crimes du nazisme. Parti de l'extrême gauche maoïste, il en est arrivé aujourd'hui à soutenir les entreprises militaires d'Israël (par crainte d'être accusé d'antisémitisme) et de l'impérialisme américain – pardon, de la puissance américaine.

Quant à lui, le mouvement altermondialiste est très loin d'une démarche « antinationale », donc « antifranaise », pour des raisons évidentes : de la Révolution de 1789 à Mai 1968, il a de quoi se gargariser

de la supériorité politique française, tout comme vous d'ailleurs, mais pour d'autres raisons, heureusement, en ce qui vous concerne.

Vous affirmez que je confonds un événement qui se produit dans un cadre national avec son caractère automatiquement chauvin, démarche qui serait effectivement stupide. Mon propos était uniquement de relativiser la prétendue exemplarité de la France : depuis la Commune de Paris (et encore ne s'agissait-il pas d'une insurrection vraiment ouvrière et avait-elle une dimension nationaliste), il y a plus de 130 ans, le prolétariat français contrairement à d'autres prolétariats européens n'a plus jamais essayé de détruire l'État bourgeois. Vous semblez considérer que dans les autres pays européens les exploités ne sauraient pas explorer les voies du politique mais seulement celles du syndicalisme, de l'« économisme trade-unioniste » (pour parler comme Lénine) ou du communautarisme. En admettant que cela soit le cas (et c'est inexact, au cours des cent dernières années, pour l'Italie, l'Allemagne, la Hongrie, le Portugal, l'Espagne et... la Russie — j'en oublie sans doute), en quoi cela induit-il une « force » politique quelconque ? Et pourquoi cette supériorité politique serait-elle en quelque sorte éternelle de 1789 à nos jours, sur le seul territoire « français » ?

De plus, autant la force politique d'un prolétariat donné pouvait intéresser un Marx qui privilégiait les révolutions armées et les barricades, autant on ne voit guère en quoi une telle caractéristique serait utile à vos yeux puisque pour vous il n'y a plus ni classes, ni États-nations, ni impérialismes, et que la perspective d'une insurrection armée centralisée vous semble encore plus lointaine qu'elle ne l'était dans les années 20.

Quant à la question du lien entre multiculturalisme (maintes fois critiqué dans *Ni patrie ni frontières* et dans les textes traduits par la revue, cf. par exemple « Les différences culturelles justifient-elles le sexisme ? » de Janine Booth,) et chauvinisme, je ne crois pas du tout que ces deux idéologies s'excluent l'une l'autre, comme en témoignent les exemples américain et britannique. Il existe un chauvinisme multiculturel, c'est d'ailleurs une des grandes réussites du système américain que de pousser ses nouveaux citoyens à payer le prix du sang sur les champs de bataille à chaque génération.

« Plombiers polonais » ou soutien aux luttes de classe dans les PECO ?

Vous me mettez dans le même panier que les journalistes du *Monde* à propos des « plombiers polonais », mais vous oubliez gaillardement de mentionner les analyses parues dans *Prol-Position* qui montrent à quel point les entreprises de l'Ouest européen (allemandes mais aussi françaises) pillent les pays d'Europe de l'Est. Si vous vous étiez intéressés à la démarche des camarades de *Prol-Position* cités dans « La triste farce... » vous auriez découvert que l'objectif était beaucoup plus large : tisser des liens entre les travailleurs de l'Est et de l'Ouest de l'Europe, ne pas laisser les luttes isolées notamment lorsqu'elles se déroulent dans les mêmes multinationales, démasquer la propagande nationaliste de chaque bourgeoisie nationale, etc.

Cela suppose donc de montrer notamment comment les entreprises françaises qui investissent à l'Est paient des salaires de misère, dégraissent à tour de bras, persécutent les organisations syndicales et font tout pour augmenter la productivité des travailleurs (voir à ce sujet « The "French touch" in the CEECs*: lay-offs, low wages, limited freedom and high productivity », « La "touche française" dans les nouveaux pays de l'Est : licenciements, bas salaires, violations des libertés syndicales et productivité effrénée » sur le site mondialisme.org. Cet article écrit en août donne de premiers éléments empiriques qui auraient parfaitement pu être utilisés au cours des discussions autour du TCE).

Chauvinisme ou défense du « niveau minimum de salaire » ?

« Les ouvriers suédois qui ont réagi à la venue d'ouvriers "sauvages" des pays baltes sont-ils français ? chauvins ? xénophobes ? ou défendent-ils simplement leur niveau minimum de salaire ? » écrivez-vous.

Les termes de vos questions sont pour le moins ambigus. Les antagonismes entre prolétaires ne sont pas seulement liés à l'origine ethnique ou nationale, et sont aussi vieux que le capitalisme. Il suffit de lire pour cela l'autobiographie de Martin Nadaud, maçon de la Creuse, qui montre à quel point les Creusois étaient victimes de discriminations dans le bâtiment au XIX^e siècle et de toutes sortes de légendes « racistes ». Idem pour les conflits potentiels entre jeunes et vieux, hommes et femmes, individus plus rapides ou plus lents, etc., sur le marché du travail. L'argument réaliste (ou maladroit ?) de la défense du « niveau minimum de salaire » peut justifier toutes les dérives. Je ne vois pas bien ce que ce truisme vient faire dans votre raisonnement « radical ».

Mais il y a plus grave. La Suède, tout comme le Danemark, est un pays redoutablement chauvin et xénophobe, et ce bien avant la récente indépendance des pays baltes, comme les ouvriers finlandais peu qualifiés qui travaillent en Suède le savent déjà depuis des dizaines d'années, tout comme les autres

immigrés « extra européens » arrivés plus récemment. Chasses à l'homme organisées par des groupes de skinheads et de néo-nazis contre les travailleurs immigrés le samedi soir, plaisanteries racistes, brimades policières sont le lot quotidien des ouvriers ou résidents étrangers « basanés » vivant en Suède. De plus la naturalisation dans ces pays est un processus extrêmement difficile, comme en témoignent les difficultés que rencontrent les Scandinaves eux-mêmes lorsqu'un Danois épouse une Suédoise ou vice versa. Votre exemple est donc particulièrement mal choisi.

« Il y a d'ailleurs fort à parier que n'importe quel travailleur immigré en France depuis une date plus ancienne, aurait la même réaction que le travailleur "français" », écrivez-vous. Effectivement. Mais je ne vois pas pourquoi il ne faudrait pas dénoncer le racisme ou la xénophobie des travailleurs immigrés contre d'autres nationalités ou ethnies. Le texte n'aborde pas ce problème parce que les étrangers ne votaient pas lors des dernières élections sur le TCE, et surtout parce qu'il n'existe aucune organisation immigrée influente qui mènerait une propagande contre les immigrés les plus récents et qui serait massivement reprise par les médias ou les grands partis politiques.

On ne peut confondre des préjugés largement répandus dans toutes les couches de la population (française ou étrangère) et une idéologie politique telle que le chauvinisme de gauche, « à la française », défendu de façon plus ou moins masquée par des organisations et des syndicats qui osent encore affirmer défendre les intérêts des travailleurs. Il y a un certain continuum entre les préjugés chauvins, racistes ou xénophobes des individus pris isolément et les partis politiques (ou les syndicats) qui s'en servent pour parvenir au pouvoir ou s'y maintenir. Mais il est évident que, dans les conversations individuelles comme dans la propagande, on ne s'adresse pas de la même façon :

- aux individus qui peuvent avoir des paroles maladroites, parfois en contradiction avec leurs actes dans les luttes ou dans la vie quotidienne (4),
- et aux militants et cadres politiques de gauche ou d'extrême gauche qui font flèche de tout bois dans leur propagande, et ignorent les principes de base qu'ils sont censés défendre.

Ne faites-vous pas la différence, par exemple entre un travailleur néerlandais qui se révolterait contre la concurrence des travailleurs illégaux sur le marché du travail et exprimerait des opinions racistes ou xénophobes dans une conversation au boulot ou au bistrot, et un syndicat néerlandais qui mettrait à la disposition du public un numéro vert pour dénoncer les illégaux – comme c'est le cas aux Pays-Bas ? Dans le premier cas, vous essayeriez de discuter avec ce travailleur, dans le second cas, vous dénoncieriez le syndicat comme un agent de la bourgeoisie (pardon, du Capital) sans faire preuve de la moindre « compréhension » !

Référendum : et le Oui ?

« Si le "Non" est impérialiste, pour toi, alors qu'est le "Oui"? Une autre alternative impérialiste? Un progressisme qui hâte le jour de la révolution mondiale, parce qu'il participe de la destruction de la forme État-nation ? » demandez-vous.

Je ne me suis pas intéressé au vote « oui » car ce vote, lui aussi composite (il n'y a pas 10 millions de bourgeois qui ont voté oui) était encore pire que le vote non, dans la mesure où il acceptait sans la moindre critique le cadre fixé par les fractions dominantes de la bourgeoisie, pardon du Capital. Les partisans les plus conséquents du oui étaient favorables à la création d'une « Europe puissance », c'est-à-dire d'un impérialisme européen doté d'un Etat européen fédéral et supranational et d'une armée européenne « efficace ». Quant aux partisans du non, ils se divisaient de façon artificielle en partisans traditionnels de l'Etat nation (donc, du pré carré de l'impérialisme français, de Villiers à Le Pen en passant par Chevènement) et en défenseurs d'une « autre Europe » dont le citoyennisme et l'altermondialisme ne se différenciaient des partisans du oui que par des phrases creuses contre l'épouvantail du méchant « néolibéralisme », paravent dont l'unique fonction est d'éviter la discussion sur la nécessaire destruction du capitalisme, du salariat et de l'Etat. Quant à épouser les explications absurdes données par Toni Negri, auxquelles vous faites allusion, il me semble que les positions de ce monsieur ne valaient pas la peine d'être mentionnées, car elles n'ont certainement influencé que lui-même et encore....

En espérant que ces quelques précisions permettront de lever certains malentendus entre nous et vous rendra moins « perplexes », je vous envoie mes plus fraternelles salutations.

Y. C.

1. Il est amusant à ce propos que vous citiez votre texte «L'unité guerre paix du capital » comme s'il m'était inconnu... alors qu'il a été reproduit dans *Ni patrie ni frontières* n° 4-5 en juin 2003 !

2. Comme l'ont précisé les « constitutionnalistes » Bastien François (co-auteur de *La Sixième République* avec Arnaud Montebourg) lors d'une interview à RFI et M. Bourgeois (au nom prédestiné !!! – et l'un des rédacteurs de la Constitution portugaise après le 25 avril) au cours des Journées parlementaires du PCF à Saint-Arnand-les-Eaux le 30/09/2005, l'objet d'une Constitution est de créer un consensus autour de valeurs, de réaffirmer l'unité nationale (quand il s'agit d'un pays) ou de créer une unité continentale (dans le cas du défunt TCE) pour lui donner de solides bases juridiques, morales et politiques. Dans les deux cas, une Constitution a pour but de créer du « lien social », comme disent les politiciens. A moins de considérer toutes ces discussions comme d'ordre purement théologique, on doit quand même se demander quelles sont les forces matérielles qui poussent depuis cinquante ans les États européens à créer une structure juridique et politique supranationale.

L'hypothèse d'un impérialisme européen en gestation me semble, pour le moment, la plus pertinente, comme l'illustrent les nombreuses études concrètes menées par le groupe italien Lotta comunista depuis plus de vingt ans sur les grands groupes industriels européens et dont une partie ont été éditées dans le mensuel français *L'Internationale*. Pour les questions géostratégiques dont ce groupe est (parfois exagérément) friand on se reportera à *L'Europe et la guerre*, et *L'Ordre instable du multipolarisme* de Guido La Barbera, et *Le Monde multipolaire* d'Arrigo Cervetto. Certes, à en lire sa presse publique, ce groupe semble faire une fixation sur la prose, les stratégies et les actions des classes dominantes, mais au moins ces camarades essaient-ils de comprendre les rapports entre les différentes puissances à l'échelle mondiale et l'évolution possible de l'Union européenne. A ma connaissance, un tel travail n'a été mené par aucune autre tendance révolutionnaire de façon aussi systématique. Bien sûr, cela ne signifie pas qu'ils aient raison (d'ailleurs qui a « raison » en cette période de recul et de tâtonnements ?), mais au moins leurs hypothèses les plus stimulantes reposent sur des données concrètes et précises, permettant débats et réfutations

3. Sur la chaîne parlementaire (LCP), une jeune journaliste pleine de fougue et d'ignorance, partie interviewer les féministes historiques françaises et accessoirement allemandes pour réaliser un documentaire à ce sujet, s'émerveillait qu'en Allemagne il existe des hôtels uniquement pour femmes, des sex-shops qui leur soient réservés, etc. A sa liste des conquêtes du « féminisme allemand » elle aurait aussi pu ajouter l'existence des call-boys, gigolos d'un soir et autres go-go dancers masculins.

4. Il ne faut cependant pas idéaliser la solidarité entre Français et immigrés. Toutes les activités déployées par le Réseau éducation sans frontières en solidarité avec les enfants de sans-papiers (cf. *Ni patrie ni frontières* n° 11-12 et surtout le site web d'Education sans frontières) montrent certes qu'il existe un potentiel « internationaliste ». Mais sans doute est-ce lié à deux facteurs : d'une part, il s'agit généralement d'enfants mineurs et la compassion est plus grande chez ceux qui les connaissent bien (grâce aux contacts devant l'école, dans les squares, les réunions de parents d'élèves, les fêtes d'anniversaires, les rencontres dans le quartier) que vis-à-vis d'adultes anonymes ; d'autre part, la féminisation prononcée du corps enseignant explique sans doute une plus grande empathie vis-à-vis de ces enfants, car les femmes-professeurs sont souvent mères elles-mêmes. Mais il existe aussi des contre-exemples. Un immeuble hébergeant de vieux travailleurs d'Afrique du Nord dans le nord de Paris a été vidé de ses occupants le mardi 3 octobre 2005 et, comme le soulignaient ces hommes de 60-70 ans, aucun habitant du quartier ne s'est manifesté, alors qu'ils habitent là depuis des dizaines d'années. Ces prolétaires ont dû passer des heures dans la rue avec leurs affaires, sous la pluie, dans le froid, avant d'être dirigés sur un gymnase où ils dorment sur des tatamis en attendant, en principe, d'être relogés.

Mouvement Communiste

Supplément à la Lettre numéro 18 – juin 2005

PREMIERES REFLEXIONS SUR LES RESULTATS DU 29 MAI

« The day after » : le prolétariat en France mélange sa colère dans le protectionnisme

Les temps sont rudes pour les révolutionnaires. Plus de deux électeurs sur trois sont tombés dans le piège de l'illusion électorale. Des scores massifs de participation ont été enregistrés dans plusieurs zones ouvrières. Les données fournies par un sondage à la sortie des urnes réalisé par l'institut TNS-Sofres, constituent un précieux outil de compréhension et fournit des éléments précieux à l'analyse du vote. Faute de mieux. Selon ce sondage, on apprend que 81 % des ouvriers, 79 % des chômeurs, 60% des employés, 64 % des salariés du secteur public et 61 % de ceux du secteur privé ont voté non. Ils ont rejoint dans le camp du refus du traité les quelque 55 % de la catégorie des commerçants, chefs d'entreprise et autres artisans. Nous ne crierons cependant pas avec la presse bourgeoise, de gauche comme de droite, qui croit déceler, dans les résultats du référendum du 29 mai sur le traité constitutionnel de l'Union européenne, « un séisme », « un choc », « un mai '68 dans les urnes », etc. Non, pour les révolutionnaires, pour les camarades de Mouvement communiste, ce qui est grave est le fait que la haine sourde et parfaitement justifiée qui couve dans les milieux ouvriers les plus durement soumis aux effets néfastes de l'accumulation capitaliste se soit soudée, certes seulement le temps d'une consultation électorale, avec la revendication protectionniste. Le protectionnisme du « petit village gaulois » vis-à-vis du « grand », de préférence venu d'ailleurs, de la conservation de l'ordre social existant face à « l'inconnu », de la « douce France », assiégée par le libéralisme mondialisé (ou la mondialisation libérale) et par les fameux plombiers polonais (150 en tout, dans l'Hexagone...).

La puissante classe ouvrière de l'un des pays capitalistes les plus développés de la planète, forte d'une histoire glorieuse de combats intransigeants et d'internationalisme, s'est mélangée dans les urnes – au sens propre et figuré – aux couches les plus arriérées du pays, vivant le plus souvent hors des grandes métropoles de l'Hexagone dans cet espace abstrait que l'on nomme joliment l'environnement rural et péri-rural. Ces secteurs marginaux de la société civile cherchent désespérément des moyens (dont celui électoral) pour résister à la prolétarianisation et à l'avancée de rapports de production purement capitalistes. Leur souffrance n'indiffère pas les ouvriers conscients, mais ces derniers savent qu'ils n'ont rien à gagner en associant leur sort à celui de ces éclats de classes arriérées, résidus de périodes heureusement révolues. Une classe moderne qui a tout à gagner, le prolétariat, ne saurait pas contaminer son projet politique haut – la transformation communiste des rapports humains au moyen de la démolition planifiée des sociétés divisées en classes – avec la nostalgie réactionnaire d'un monde étriqué moribond. Ce jugement global sur les résultats du référendum, serait-il trop cassant, excessivement péremptoire ou, pire, méprisant de l'expression de la grogne d'une grande partie de la classe ouvrière elle-même ? Nous ne le croyons pas.

Voici Les faits. La plupart des grandes villes ont choisi le oui, dont Paris (tous les arrondissements), Lyon, Toulouse, Nantes, Rennes, Bordeaux, Caen, Brest, Lorient, Besançon, Rouen et Strasbourg. Lille et Mulhouse terminent sur un match pratiquement nul. En revanche, la plupart des villes industrielles en perte de vitesse, dont Saint Etienne, Montluçon, Clermont-Ferrand, Limoges, Saint-Dizier, Montbéliard, Belfort, Amiens, Douai, Dunkerque, Cambrai, Le Havre, Beauvais, Marseille et Toulon, ont choisi, souvent massivement, le non, à l'instar des

départements les plus ruraux du pays. La Beauce des grands céréaliers abondamment fourragés par les subventions communautaires, la Champagne des producteurs du mousseux se retrouvent ici du même côté du Nord-Pas de Calais ouvrier. Cette mixité contre nature est encore plus troublante quand on prend en compte les motivations du vote.

Dans les deux cas du oui et du non l'emporte la vision nationaliste. Pour les électeurs qui ont voté non, la première raison (plébiscitée à 46 %) de leur choix relève de la crainte que « ce traité va aggraver le chômage en France ». Quelque 19 % et 18 % respectivement des votants non ont entendu stigmatiser prioritairement « la menace que l'Europe représente pour l'identité française » et « le rejet de la Turquie ». Environ 34 % a voté ainsi car le traité leur semblait « trop difficile à comprendre ». Seulement 34% ont évoqué le caractère présumé « libéral » du traité. Déception pour les tenants du « non de gauche » : à peine 35 % des sondés ayant voté non ont fait cela avant tout pour imposer la renégociation du traité³⁷. Quant aux oui, la musique ne varie guère. Quelque 52 % de ces votants ont choisi le traité parce qu'il permet de « renforcer l'Union européenne face aux autres grandes puissances (Etats-Unis, Chine, Inde, ...) ». C'est toujours la même, vieille rengaine de l'Europe comme bouclier de la France pour contrer ses pays concurrents. Démonstration : 42 % des électeurs du oui l'ont fait afin que « la France reste forte en Europe ». Suivez leur regard. Plus que jamais, ni oui ni non donc pour les révolutionnaires.

Que va-t-il suivre ? Rien ou presque du point de vue de la vie du capital. La preuve ? Les marchés sont restés de marbre face au « séisme » électoral français autoproclamé. Quant aux Etats de l'Union, ils ont jusqu'en novembre 2006 pour trouver des accords sur les points réellement importants du traité : la redistribution des pouvoirs entre le Conseil d'Europe, le Parlement de Strasbourg et la Commission de Bruxelles ainsi que les modalités de formation des majorités. Du côté du prolétariat, en revanche, tout reste à faire. La poursuite de la bataille anti-électorale et le renforcement de la critique du protectionnisme social sont plus que jamais à l'ordre du jour. Mais gare au désespoir. Les illusions que la victoire du non a générées dans le camp ouvrier seront balayées par la réalité de l'exploitation et par le durcissement prévisible de la dictature démocratique de l'Etat français. Le grand gagnant politique de l'échéance référendaire du 29 mai, Nicolas Sarkozy, a d'ores et déjà indiqué deux objectifs prioritaires : « préférence communautaire et immigration maîtrisée » (déclaration télévisée du Président de l'UMP le soir du 29 mai). Ça promet.

Le protectionnisme économique et social déborde inévitablement en vulgaire xénophobie

Un deuxième sondage à la sortie des urnes, réalisé par l'institut Louis Harris, jette un sinistre éclairage supplémentaire sur les raisons du vote non. Citation : « *La xénophobie a constitué un puissant ressort du vote ; 49 % des personnes interrogées ont estimé qu'il y avait 'trop d'étrangers en France' aujourd'hui, et 67 % de ces personnes ont voté non. Sur ce registre, les images de l'adhésion de la Turquie et du plombier polonais ont fonctionné à plein* ». Outre ce puissant facteur du non, Louis Harris en cite deux autres : 1) « *La dimension protestataire repose sur un état d'esprit très virulent. Interrogés sur leur état d'esprit, les Français se déclarent prioritairement 'révoltés' (34 %) ; et les personnes se déclarant 'révoltées' ont voté non à 78 %* ». 2) « *La dimension sociale repose sur des inquiétudes massives pour l'avenir. Invités à qualifier leur situation dans la vie de tous les jours, les Français estiment le plus souvent avoir 'une situation encore correcte, mais qui pourrait rapidement se dégrader' (42 %) ; et les personnes ayant cette perception d'elles-mêmes ont voté non à 66 %* ». Synthèse parfaitement raisonnable des spécialistes : Le référendum s'est traduit par « *une protestation sociale ET [souligné dans le texte NdIR] française* ». Le responsable de l'étude, François Miquet-Marty, directeur des études politiques de l'institut, a précisé ainsi ce jugement : « *La victoire du non au référendum ne se réduit pas à l'expression d'un malaise social. Le vote non se comprend comme un vote protestataire et social et national. Les électeurs qui ont voté non ont voulu refuser une Europe trop libérale (32 %), exprimer un ras-le-bol général (31 %), préserver l'indépendance de la France (27 %), exprimer*

³⁷ La somme de ces pourcentages dépasse les 100% car les personnes interrogées par TNS-Sofres ont souvent donné plusieurs réponses.

leur mécontentement face à la situation économique et sociale du pays (25 %), et marquer leur opposition à l'adhésion de la Turquie (22 %) ». Le protectionnisme économique et social s'est donc marié dans l'urne avec la manifestation d'un mécontentement général et, surtout, avec des craintes croissantes pour l'avenir des emplois et des salaires.

Un vote prolétarien au plan sociologique

La détermination idéologique nationaliste du non est au moins aussi prononcée que sa caractéristique sociologique prédominante de type prolétarien. Sur ce dernier point, pas de doutes. Un troisième travail, réalisé par Dominique Goux (économiste, professeur associée à l'Ecole Normale Supérieure) et Eric Maurin (économiste, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales), montre que le vote prolétarien du non a pris de l'ampleur en intégrant largement aux bataillons du non au traité de Maastricht de 1992 les petits cadres diplômés en voie de prolétarianisation accélérée en raison d'un rapprochement à étapes forcées de leurs conditions de travail (mécanisation et automatisation massives du travail intellectuel) et de rémunération à celles des prolétaires 'classiques', ouvriers et employés.

Mutations dans la structure de classe entre 1993 et 2004

(en pourcentage)	1993	2004
<i>Structure par diplôme</i>		
Sans diplôme ou CEP	44.2	35.9
BEPC ou équivalent	10.3	9.6
CAP, BEP	21.1	21.4
BAC ou équivalent	10.6	14.7
BAC + 2	7	8.7
Strictement supérieur à bac + 2 ans	6.9	9.7
<i>Ensemble</i>	100	100
<i>Catégorie socioprofessionnelle des actifs</i>		
Agriculteur	3.7	2.5
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	7	5.6
Cadre, profession intellectuelle supérieure	11.4	13.6
Profession intermédiaire	19.9	22.4
Employé	28.5	28.9
Ouvrier	27.4	25.4
Chômeur n'ayant jamais travaillé, contingent	2.1	1.6
<i>Ensemble</i>	100	100
<i>Taux de chômage</i>	11.1	9.9
dont cadre	4.9	4.8
dont profession intermédiaire	5.8	5.9
dont employé	13.9	10.2
dont ouvrier	14.4	12.3
<i>Taux de CDD et chômeurs parmi les actifs</i>	17.9	20.3

Tableau élaboré par Dominique Goux et Eric Maurin sur la base des enquêtes Emploi de 1993 et de 2004 (Insee).

Note des auteurs : Les résultats de 1993 concernent le mois de mars 1993, tandis que ceux de 2004 sont en moyenne sur l'année 2004. En 2004, il n'y a plus de militaires du contingent, la catégorie « chômeur n'ayant jamais travaillé, contingent » ne comporte de fait que des chômeurs n'ayant jamais travaillé.

« Maastricht avait révélé une coupure très nette entre les catégories les plus diplômées de la population et les catégories les plus démunies, prélude aux lectures binaires de la société qui fleurissent depuis dix ans, fracture sociale, France d'en haut France d'en bas, les deux France...

Seul un soutien très ferme des diplômés et des cols blancs avait sauvé le oui », indiquent les deux professeurs. « Or depuis treize ans, les catégories du oui à Maastricht, les plus instruites et les plus protégées du salariat, ont continué de progresser très fortement dans la population. Au moment de Maastricht, près de la moitié de la population adulte était sans diplôme, aujourd'hui la proportion n'est plus que d'un tiers environ. Issue de la dernière grande phase de démocratisation du système éducatif (85-95), les nouvelles générations d'électeurs sont bien mieux formées que les précédentes. En réponse à cet afflux massif de diplômés, les entreprises et les services publics ont – quoiqu'on en pense – poursuivi leurs transformations, la proportion de cadres et professions intermédiaires dans la population active augmentant de plus de 20 % entre 1993 et 2004. En revanche, l'importance des grandes catégories du non à Maastricht, ouvriers, artisans ou commerçants, continue de s'effriter (-10 %). Depuis treize ans, la transformation sociologique du pays se poursuit à un rythme très soutenu et cette évolution aurait dû mécaniquement jouer en faveur du oui », développent-ils. Il n'en a rien été.

« En 1992, le clivage était essentiellement entre les non-diplômés et les autres, en 2005 le clivage s'est déplacé et se situe davantage entre les très diplômés et les autres. Le basculement d'une partie des diplômés intermédiaires vers le non reflète sans doute la déception de ceux dont les efforts à l'école ne s'accompagnent pas d'une élévation dans la hiérarchie sociale ». La déception pour l'arrêt de l'ascenseur social et la dégradation de leur position sociale se traduit, pour l'heure, en une trouille noire d'être plongés dans le prolétariat 'classique'. La peur domine alors que la réalité de leur condition en fait déjà, en large partie, des prolétaires modernes 'sans col' (ni blanc, ni bleu). Fait nouveau, l'idée réactionnaire de préserver son statut de cadre a débordé dans le secteur public. « Fragilisées par la montée de l'instabilité professionnelle, les classes moyennes du privé restent porteuses d'un non parmi les plus fermes, mais elles sont désormais rejointes dans le rejet par les classes moyennes du public. Cette communion inédite dans le rejet est sans doute la clef de la défaite du oui et peut-être le principal enseignement du scrutin de 2005 : les différentes fractions de classes moyennes, à leur tour, chacune pour des raisons différentes, cessent de jouer le jeu. Ce décrochage des classes moyennes a pour conséquence un fossé grandissant entre elles et les classes supérieures du pays ». Enfin, quant au chômage, l'interprétation qui voudrait que cette problématique ait joué les premiers rôles dans le non de 2005, doit être pour le moins nuancée : « En 1992 comme en 2005, le vote s'explique également très directement par le taux de chômage. Cela dit, le taux de chômage est aujourd'hui plutôt moins élevé qu'en 1992 (10 % contre 11.1 %) et ce facteur ne peut donc expliquer la chute massive du oui observée à l'échelon national entre les deux référendums ».

Maigre prix de consolation, l'abstention a marqué des points en milieu prolétarien

Ces jours d'ivresse post-électorale ont servi à cacher un aspect important, quoique généralement négligé des commentateurs bourgeois de tous bords, celui de la composition de classe de l'abstention. Sur ce point, les nouvelles ne sont pas mauvaises, car elle passe de 23 % en 1992 (référendum pour la ratification du traité de Maastricht) à 30 % en 2005. Mieux. Tous les secteurs du prolétariat ont considérablement accru leur taux d'abstention, faisant justice des laïus post-électorales des divers Mélenchon, Buffet et autres Besancenot qui font état à l'envi d'une ruée vers les bureaux de vote des habitants des quartiers populaires. Voici les chiffres collectés par Louis Harris :

Structure de l'abstention	de	1992	2005
		<i>Référendum sur le traité de Maastricht.</i>	<i>Référendum sur le traité constitutionnel européen</i>
en %		(Source TNS Sofres)	(Source Louis Harris)

<i>Total</i>	23	30
<i>Sexe</i>		
Homme	22	24
Femme	25	35
<i>Profession du chef de ménage</i>		
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	20	13
Cadre, profession intellectuelle	18	26
Profession intermédiaire	20	32
Employé	26	49
Ouvrier	28	33
<i>Préférence partisane</i>		
PC	19	27
PS	21	32
Verts	25	44
UDF	18	11
UMP (RPR en 1992)	18	19
FN-MNR (FN en 1992)	29	27
Sans préférence partisane	39	37

Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise ont voté massivement, avec un score digne d'une élection présidentielle. En revanche, les taux de participation se sont effondrés parmi les employés et les dites professions intermédiaires (les fameux 'cols blancs' qui, au plan sociologique, dérivent à grand pas vers le prolétariat). Les ouvriers ont fait mieux que la moyenne, mais l'abstention n'a pas véritablement percé. Sans doute en raison de la présence nourrie et active des propagandistes de l'électoratisme en leur sein. Il est également intéressant de constater que l'abstention a fortement progressé parmi les partisans de la gauche, n'en déplaise à ses dirigeants, avec des pics significatifs aussi bien parmi les électeurs du PC que des Verts et que du PS. A contrario, les sympathisants de la droite et de l'extrême droite ont fait acte d'électoratisme dans des proportions comparables à 1992. Ainsi, la montée de l'abstention est principalement à attribuer aux bataillons électoraux de la gauche. Enfin, un dernier mot sur les motivations de l'abstention. Ici, il n'y a pas de quoi parader.... Toujours d'après l'enquête de Louis Harris³⁸, quelque 39 % des abstentionnistes ont déclaré avoir eu « *un empêchement majeur* » le 29 mai. Le quart d'entre eux ont décidé de ne pas voter car « *quel que soit le résultat, les gouvernements n'en font qu'à leur tête* ». Environ 19% ne sent pas rendus dans les bureaux de vote parce que « *le texte du projet de Constitution était incompréhensible* ». Puis, en descendant, 15 % « *ne s'intéresse pas à la politique* » ; 10 % l'a fait par « *ras-le-bol* » ; 10 % « *n'a pas été en mesure de choisir* », etc. Une conclusion : il n'y a pas davantage à espérer de cette abstention que de ce vote. Et deux considérations générales :

³⁸ La somme de ces pourcentages dépasse les 100% car les personnes interrogées par Louis Harris ont souvent donné plusieurs réponses.

1) La peur n'engendre jamais les combats de classe. Ce vote (et cette abstention) est protestataire dans le sens qu'il exprime de façon éclatante des craintes extrêmement diffuses au sein du corps social. Comme nous l'avons vu plus haut, ces peurs débordent souvent dans l'irrationnel d'anciennes couches moyennes salariées repoussées peu à peu dans le prolétariat par la mécanisation de leur travail. Mais elles correspondent aussi à une détérioration bien tangible de plusieurs aspects de leur condition (l'alignement progressif programmé du régime de retraite des fonctionnaires à celui des travailleurs du privé a, à coup sûr, joué un rôle décisif) ainsi qu'à leur plus grande fragilisation sur le marché de l'emploi. Les secteurs les plus désespérés de la classe ouvrière, ceux qui ont subi de plein fouet les restructurations de la fin des années '70 / début des années '80, les chômeurs de longue durée, les prolétaires jetables en fin de carrière, etc. ont une nouvelle fois crié dans les urnes leur désarroi et leur isolement social et politique. Il est évident que les souffrances qui se sont exprimées si largement dans le vote du 29 mai ne doivent pas être assimilées les unes aux autres. Il y a en effet un véritable abîme entre le cadre déçu du fonctionnement plus qu'imparfait de l'ascenseur social, mécontent d'être de plus en plus attiré vers la condition prolétarienne et l'ancienne ouvrière du textile dans le Nord ou le travailleur licencié de Moulinex. La douleur de ceux-ci n'indiffère pas les révolutionnaires, même lorsqu'elle s'exprime de la sorte. En revanche, il est évident que de cette douleur et, surtout, de ce sentiment diffus de défaite qui leur a fait choisir d'insérer un bulletin dans l'urne plutôt que de s'en prendre aux institutions de l'Etat (comme l'avaient fait les sidérurgistes lorrains en 1979) il n'y a, pour l'instant, rien à en tirer. Le prolétariat est capable de lutter pour ses intérêts seulement quand ses blessures se transforment en un efficace accumulateur de puissance, uniquement lorsque ses chaînes se muent en une formidable arme. La lutte de classe est bien davantage l'expression de la force sociale et politique des travailleurs que de leur détresse. Mieux, la détresse des travailleurs n'est utile que lorsqu'ils la dépassent par le déploiement de leur confiance en soi, comme classe indépendante de la société dont la vocation est de détruire toutes les oppressions.

2) Le caractère « social » du vote, maintes fois souligné par les observateurs, est incontestable. Mais le vote n'en est pas une simple transcription fidèle. Quoiqu'en la déformant par sa nature même, le vote (tout vote, à des degrés différents) exprime, en revanche, une perception de la façon d'appréhender et de décrire la réalité sous-jacente des rapports sociaux. Peut-on assurément reconnaître que la simplicité du mécanisme référendaire, fondé sur une logique platement binaire (oui ; non à quelque chose ... ou à « tout »), plaide pour le minimum de déformation. Le détail des motivations de chaque camp est tellement vaste qu'il est souvent mal aisé d'y déceler une tendance. Mais là n'est pas la question. Même en faisant abstraction des déformations mentionnées (bien réelles au demeurant), en assumant que le vote du 29 mai a fait état le plus pertinemment possible d'une colère partagée par la grande majorité de la population, on ne peut pas faire l'impasse sur les idées que cette colère a produites. Plusieurs de ces idées ont certes crû dans le bouillon de culture de l'exploitation et de l'oppression, mais elles n'en sont pas moins inutiles, voire, le plus souvent, nuisibles à l'éclosion d'un mouvement indépendant de la classe ouvrière.

Un exemple : les délocalisations. La croyance commune, abondamment relayée par les politiciens bourgeois de tous bords, est que les délocalisations ont compté pour beaucoup dans la réduction de la surface de l'appareil manufacturier hexagonal. Le libéralisme (pire, l'ultralibéralisme) tant honni aurait ouvert les vannes du déplacement à l'étranger, vers des pays où les ouvriers sont mal payés et sans couverture sociale, de pans entiers des activités industrielles françaises. Ce diagnostic est purement et simplement faux. Des données en vrac :

a) « Environ 95 000 emplois industriels auraient été supprimés en France et délocalisés à l'étranger entre 1995 et 2001, soit en moyenne 13 500 chaque année. [Compte tenu d'incertitudes de comptabilisation], on peut retenir une fourchette large de 9 000 à 20 000 emplois délocalisés par an. A titre de comparaison, les suppressions d'emplois brutes annuelles dans l'industrie sont de l'ordre de 500 000. ... En rythme annuel, 0,35 % des emplois industriels auraient été délocalisés

chaque année entre 1995 et 2001, soit un peu plus d'un emploi sur 300 » (source : *Délocalisations et réductions d'effectifs dans l'industrie française ?* par Patrick Aubert et Patrick Sillard ; mai 2005)

b) En 2004, les investissements étrangers, plus de 50 milliards d'euros l'an passé (chiffre comparable à celui de la Chine) en France ont permis la création de 29 578 emplois dans l'Hexagone et d'en préserver 33 247 autres.

c) En Europe, en 2003, environ 21 % des emplois totaux créés en France dans le secteur industriel (dont 7 000 dans la construction automobile) sont issus d'investissements productifs d'origine étrangère. C'est le pourcentage le plus élevé en Europe. L'Hexagone accueille 16 % du total européen des investissements de cette nature, 2^e derrière le Royaume-Uni. (source : Ernest & Young).

d) Les effectifs français de seize grands groupes industriels du pays sont passés, grâce notamment à leur internationalisation, de 366 000 en 1995 à 432 000 en 2003. Si les gains de productivité effectivement réalisés (la productivité horaire dans l'industrie manufacturière française a progressé de 4,5 % en 2003, se traduisant par un recul moyen du coût horaire de la main d'œuvre de 1,9 %) n'avaient pas eu lieu, ils auraient été seulement 275 000 selon le Boston Consulting Group.

e) Les pays du Centre et de l'Est européen, censés « voler » des emplois aux Français, sont engagés dans un processus rapide de rattrapage des salaires par rapport à ceux pratiqués ici. Des preuves ? En Hongrie, les salaires ont augmenté d'un tiers durant la période 2001/2003. En République Tchèque, ils ont monté de 6 % en moyenne par an depuis 1997. (source : *Courrier des Pays de l'Est*)

Que dire pour terminer ? Les révolutionnaires ont encore beaucoup de boulot !

Bruxelles-Paris, 10 juin 2005.

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

Consulter le site Internet de *Mouvement Communiste* : www.mouvement-communiste.com

31 mai 2005

Voilà ! le Non est majoritaire, youpi !

Est-ce à dire que les travailleurs chômeurs ou actifs vont voir leur sort s'améliorer ? Est-ce à dire que tous ceux qui ont peur des patrons et n'osent pas penser leur défense en tant que travailleurs vont avoir les yeux ouverts maintenant et se montreront plus courageux ?

Est-ce à dire que tous ceux qui se cachent derrière des syndicats, des délégués, des avocats divers et variés comprendront que tous ces spécialistes ne travaillent que pour eux-mêmes et pour l'ordre bourgeois ?

Écoutez Seillière, Chirac, Hollande, que pensez-vous qu'ils projettent ? Laisser la maison France à d'autres ? pas du tout : ils s'accrochent avec la bénédiction des patrons.

Voyez les défenseurs du non qui ont une chance d'apparaître au guignol du pouvoir : essentiellement des socialistes et même un ancien Premier ministre qui ne s'est pas illustré par la défense des « acquis sociaux » ni la défense du service public ».

Le vote est passé, les dirigeants, patrons, politiciens, syndicalistes vont continuer à nous gérer, comme d'habitude. Leur traité constitutionnel, s'il est refusé par d'autres référendums, ils prendront les mesures par des décrets décidés entre chefs d'Etat.

Tous ces hommes politiques du Non comme du Oui, de gauche comme de droite ne proposent leur services que pour mieux servir le capital. Le manège un coup à droite, un coup à gauche continuera tant que nous, les travailleurs, ne mettrons pas les pieds dans le plat directement, pour défendre nos intérêts de classe.

Encore si les discussions référendaires avaient fait avancer la compréhension du monde, mais j'ai bien peur qu'on n'ait pas progressé : les arguments du Non étaient bien souvent frileux, du genre la France « démocratique » c'est mieux que l'Europe des technocrates ou bien la France a besoin d'Europe, etc.... Comme si il y avait un poil de différence de nature de classe entre Fabius, Emmanuelli, Sarkozy, Hollande et les autres.

Camarades de classe, cessez croire que vous pouvez manipuler les politiciens en votant pour tel ou tel, voilà 20 ans que chaque élection voit changer la majorité, ne voyiez-vous pas que de gauche ou de droite les politiques sont les mêmes et les extrêmes (fachos en Italie, gauchistes au Brésil, militaires altermondialistes au Vénézuéla) quand ils sont invités au festin du pouvoir c'est pour appliquer une politique satisfaisante pour le capitalisme et rien d'autre ?

On n'est pas obligés d'avoir la force de faire la Sociale, mais cessons de rechercher sans cesse des faux-fuyants et des combines : une lutte décidée vaut mille fois mieux que tous les bulletins de vote, même la petite lutte des lycéens a plus obtenu que n'obtiendra n'importe quel vote ; dans le passé les élections du Front populaire n'ont rien apporté, c'est la grève qui a arraché des augmentations de salaire, les congés payés ; en 1968, c'est la grève qui a arraché des augmentations de salaires dont 25% pour le salaire minimum, la quatrième semaine (en 1969) et dix ans d'énergie pour beaucoup de gens. Entre-temps on peut bavarder : les spécialistes négocient et les mesures anti-ouvrières sont prises, que les gouvernements soient de gauche où de droite..

Voilà ! Le Non est majoritaire et maintenant on va attendre d'élire Fabius (ou un autre) à la présidentielle, pour qu'il promette d'arrêter les délocalisations. Mais bêtement le capitalisme continuera à installer ses usines là où la recherche du profit le guidera, et tant que les prolétaires n'imagineront pas comment débarrasser la société du système capitaliste, les capitalistes et leurs politiciens continueront de nous promener de référendum en élections.

Michel

« Tsunami politique » ou tempête dans un verre d'eau ?

(Intervention à la Summer School de l'Alliance for Workers Liberty, Londres, juillet 2005. Les notes ont été ajoutées en novembre 2005. *Ni patrie ni frontières*)

Si on lit la presse d'extrême gauche de l'Hexagone, on a l'impression que la « victoire du non » en France et aux Pays-Bas représenterait une sorte de victoire pour les « peuples » français ou néerlandais. Dans le numéro de juillet 2005 de la *Socialist Review*, mensuel du Socialist Workers Party, Alex Callinicos nous raconte, sans rire : « Un vieux marxiste français m'a dit que c'était la première vraie victoire depuis plus de vingt ans. » Ce genre d'anecdote est tout à fait révélateur de ce que certains « marxistes français » appellent des « victoires ».

Les analyses des résultats électoraux donnent fréquemment lieu à des débats interminables et futiles. Qui peut dire quelles ont exactement été les véritables motivations individuelles des 44 millions d'électeurs français lorsqu'ils ont pris leur décision dans le secret de l'isoloir et placé leur bulletin dans l'urne ? Qui peut garantir que les 15 millions d'abstentionnistes, qui appartiennent majoritairement à la classe ouvrière, n'avaient aucune conscience politique ?

Ceux qui prétendent que la prétendue « victoire du non » aurait été une victoire de la classe ouvrière confondent leurs rêves avec la réalité. Et chacun sait qu'il est très difficile de dissiper les illusions de quelqu'un, lorsqu'elles sont profondément enracinées.

Les trotskystes ont passé des décennies (quand ils en avaient physiquement la possibilité) à discuter avec les militants staliniens et à leur expliquer que l'Union soviétique n'était pas un paradis socialiste. Et très peu d'ouvriers staliniens ont été convaincus par leurs arguments... tant que l'Union soviétique existait.

Il existe des milliers de militants actifs et sincères au Venezuela et qui soutiennent aveuglément le colonel Chavez, à cause des nombreuses réformes positives prises par son gouvernement. Ils n'abandonneront pour rien au monde leur foi dans leur colonel favori, car personne ne leur offre de perspective immédiate aussi enthousiasmante et que prendre leurs affaires en mains représenterait pour eux une rupture beaucoup plus difficile que de suivre un caudillo de gauche qui les abreuve de promesses, dont la réalisation ne dépend que des cours du pétrole.

Des millions de travailleurs pensent encore que Lula peut changer les choses au Brésil, même s'ils ont découvert que son gouvernement et le Parti des travailleurs étaient minés par la corruption.

Avec la victoire du non, nous nous trouvons face à un problème semblable, même si cela se déroule à une échelle plus petite et moins significative, malgré toutes les imprécations des « oui-ouistes » et les cocoricos de la « gauche du non ».

L'extrême gauche : de la révolution socialiste à la participation gouvernementale

Dans les années 60 et 70, l'extrême gauche française rêvait de la lutte armée en Amérique du Sud et en Asie, de possibles grèves générales insurrectionnelles et de révolutions socialistes en Europe. Aujourd'hui, ses rêves se sont réduits à une peau de chagrin : à des victoires électorales et à l'avènement de gouvernements de gauche, baptisés pour la circonstance « ouvriers », « des travailleurs » ou « anticapitalistes », au choix selon le groupuscule :

- les trotskystes brésiliens proches de la LCR participent au gouvernement Lula,
- les trotskystes italiens, qui ont adhéré au parti Rifondazione comunista (le PRC, ex-minorité du Parti communiste italien), risquent de se trouver dans la même situation puisque leur parti envisage de s'allier avec les Démocrates de gauche italiens (l'ex-majorité du PCI),
- et c'est peut-être ce qui se passera en France si, comme ne cesse de le répéter Olivier Besancenot, son organisation n'est pas hostile par principe à assumer un jour le pouvoir avec d'autres forces politiques (1).

Déjà à l'époque de la Troisième Internationale, dans les années 20, quand les Partis communistes avaient des dizaines ou des centaines de milliers de membres, selon les pays, cette tactique de participation au pouvoir était pour le moins douteuse, mais au moins elle s'appuyait sur une analyse (apparemment) cohérente de la période : le capitalisme était sur le point de s'effondrer ; il était incapable de sortir d'une

crise mondiale ; et la situation était jugée pré-révolutionnaire dans toute l'Europe, après la Première Guerre mondiale.

Aujourd'hui, quand les groupes trotskystes (dont les plus importants n'ont pas plus de 2000 ou 3000 militants) prétendent qu'ils luttent pour un « gouvernement des travailleurs », cette revendication politique est non seulement ridicule, mais elle ne constitue qu'une capitulation à peine déguisée devant les partis dits réformistes.

La LCR n'est pas capable de trouver les moyens de financer un petit hebdomadaire comme *Rouge* et pleure régulièrement parce que ses sympathisants n'achètent même pas son journal. Il y a quelques années, la LCR n'avait pu mener une campagne électorale commune avec LO et LO avait dû avancer les fonds. Comment ces camarades peuvent-ils en même temps se dire prêts à participer à un « gouvernement des travailleurs » ou à un « gouvernement anticapitaliste » en France dans un avenir proche alors qu'ils ne sont pas capables de faire vivre un petit hebdo ?

Un besoin désespéré d'oxygène politique

Quand des groupes comme la LCR parlent de la « victoire du non » en France, aucune vision politique ne soutient leur analyse, ils sont tout simplement engagés dans une quête désespérée d'oxygène politique. C'est pourquoi ils sautent sur n'importe quelle cause susceptible de renforcer un peu leur popularité ou sur l'occasion de nager dans le même courant que les forces politiques réformistes.

La LCR a besoin de maintenir l'existence d'un petit groupe : petit en comparaison des 130 000 membres du PCF ou des 120 000 adhérents du PS, dans une situation marquée par de nombreuses défaites de la classe ouvrière sur la question des retraites, de la Sécurité sociale, de l'ouverture des frontières et probablement demain sur le Code du travail.

Les comités du non

Dans un contexte aussi difficile, ce qui était problématique dans les mois qui ont précédé le référendum ce n'était pas, du moins à priori, la participation aux comités du non ou l'appel au vote non, même si une position abstentionniste était probablement plus claire. Les révolutionnaires doivent se faire entendre dans toutes les structures où se déroulent des discussions politiques et profiter de toutes les occasions pour faire connaître leurs idées et aider les travailleurs à s'auto-organiser.

Ce qui était avant tout discutable dans la campagne du non, c'était les forces politiques qui dominaient ces comités et leurs perspectives politiques. Ces comités étaient généralement contrôlés par le PCF et des fractions du PS et leurs alliés d'ATTAC. Les révolutionnaires avaient le droit d'y prendre la parole régulièrement et d'y assumer des responsabilités à une condition : qu'ils n'affrontent pas les cadres du PCF, du PS ou d'ATTAC.

Et cette situation de subordination, de soumission au réformisme (2) ne gênait pas les groupes ou les sectes révolutionnaires qui se trouvaient dans ces comités : ils ne souhaitaient pas affronter les projets politiques des réformistes, car ils avaient le même objectif qu'eux, du moins à court terme : la démission de Chirac, de nouvelles élections, un nouveau Parlement et un nouveau gouvernement prétendument de gauche.

Pour ceux qui parlent de « victoire du non », il n'y a en effet, pour le moment, qu'une seule perspective réaliste et palpable : les prochaines élections de 2007. Tous les grands discours sur un deuxième ou un troisième « tour social » ne sont que de la poudre aux yeux.

Les révolutionnaires peuvent tenter d'utiliser l'intérêt des travailleurs pour les élections afin d'expliquer leur politique, mais force est de constater que les élections sont régulièrement utilisées pour anesthésier les ouvriers les plus combattifs. Cette année, les différentes luttes organisées à contrecœur par les syndicats, les refus collectifs ou individuels de travailler le lundi de la Pentecôte, les journées d'action dans le secteur public (surtout La Poste et les travailleurs d'EDF-GDF qui sont opposés à la privatisation de leur entreprise), et même les luttes des lycéens ont été ralenties, canalisées, à cause de la perspective du référendum et de la possible victoire du non présentée par la gauche et une partie de l'extrême gauche comme une défaite possible pour Chirac et une façon de l'obliger à organiser des élections anticipées.

Ayant cette perspective politique très limitée, ou la cautionnant en silence et lâchement pour avoir le droit de militer au sein des comités du non, les groupes d'extrême gauche ou libertaires qui ont participé à ces comités n'étaient pas en position de souligner l'importance des luttes des travailleurs à la base dans un pays qui a connu de si nombreuses défaites ouvrières depuis 1995 (une grève d'un mois surtout dans les transports qui s'est terminée par une victoire temporaire) et 2003 (grève qui a concerné surtout les enseignants, même s'il y a eu quelques « interpro », et qui s'est terminée par une défaite).

Notre attitude face à l'Europe

La critique politique du Traité a été menée de manière détaillée et particulièrement efficace sur Internet et dans de nombreuses réunions des comités du non. Le problème n'était donc pas de savoir si les révolutionnaires auraient pu être favorables au traité (ou à n'importe quelle constitution bourgeoise, d'ailleurs), mais plutôt de savoir ce qu'ils devaient dire d'original sur l'Europe et le projet européen.

Pour simplifier, il existe deux positions opposées sur l'Europe, à gauche et à l'extrême gauche :

– la vieille dénonciation stalino-nationaliste du Marché commun puis de l'Union européenne comme un outil de l'impérialisme américain ; ceux qui défendaient cette position depuis des décennies ont été totalement incapables (3) de comprendre ce que signifiait, pour le Capital, la création de l'euro et de la Banque centrale européenne, la montée en puissance des institutions européennes. C'est apparemment une conception toujours partagée aujourd'hui par le SWP britannique puisque Alex Callinicos écrit dans le numéro de juillet 2005 de la *Socialist Review* : « La victoire du non représente une défaite significative pour l'impérialisme américain » (?!) parce que « les Etats-Unis ont soutenu depuis les années 1940 l'intégration européenne afin d'avoir un partenaire sûr et fiable dans la seconde zone la plus importante du capitalisme avancé ».

Mais en dehors de l'anti-américanisme superficiel, il existe aussi une autre dimension de la conception nationale-stalinienne française, vision partagée par certains groupes trotskystes comme le Parti des travailleurs, et les groupuscules qui en sont issus : pour eux l'unification de l'Europe ne peut se faire que sous la botte allemande, ou le talon de fer de l'impérialisme allemand. Cette analyse vient curieusement d'une vieille idée « marxiste » selon laquelle l'Allemagne joue un rôle stratégique en Europe successivement positif (de 1848 à 1933, avec bien sûr des avancées et des reculs, l'Allemagne était considérée comme l'épicentre, la clé de la révolution mondiale), négatif (de 1933 à 1945, sous Hitler), potentiellement positif (entre 1945 et 1989, la division de l'Allemagne ayant un caractère riche de potentialités explosives), puis négatif de nouveau, depuis la réunification entre la RFA et la RDA.

- Et ceux qui, sans aucune illusion sur l'impérialisme, n'écartent pas la possibilité de l'émergence d'une nouvelle fédération européenne, d'un impérialisme européen. Cela a été le cas notamment d'Ernest Mandel (dirigeant de la Quatrième Internationale) à partir des années 70 (4).

Durant la campagne du référendum, la vieille analyse stalino-nationaliste (5) n'a été défendue ouvertement par aucune force politique significative, à part peut-être l'extrême droite, le Front national était l'unique parti important favorable à un retour à la situation de 1945.

Le parti communiste a défendu une position qui pouvait se résumer grosso modo à « Nous sommes favorables à l'Europe, mais tout ce qui s'est passé de mauvais dans notre pays et ailleurs depuis 50 cinquante ans est la faute de... l'Europe. »

Et ce type de raisonnement correspond bien à ce que pensent la plupart des électeurs du non, qu'ils soient de gauche, ou de droite, radicaux ou réactionnaires. Une telle analyse oublie sciemment le rôle et les responsabilités de chaque bourgeoisie nationale, de chaque gouvernement national depuis un demi-siècle, et se contente d'accabler les « eurocrates », les « pouvoirs occultes » de Bruxelles ou de Strasbourg. La conséquence logique d'une telle position n'est pas de lutter sérieusement pour une « autre Europe », et encore moins pour une Europe socialiste, mais de revenir aux vieilles frontières et barrières nationales.

Les électeurs du non, s'ils étaient de gauche, ont voté non parce qu'ils avaient peur que « plus d'Europe » (ici l'adoption du TCE) signifie plus de chômage et de précarité, et parce qu'ils vivent dans la nostalgie de l'Etat-providence. Ils oublient que la plupart des prétendus aspects positifs de l'Etat-providence ont été imposés par les luttes des ouvriers et les violents combats des paysans en France et ailleurs, et non par de gentils gouvernements nationaux élus par le peuple de gauche.

Une conception baroque de la politique

Depuis la prétendue victoire du non, qu'ont fait les comités du non ? Pas grand-chose. Une petite manifestation à Paris, un ou deux meetings, et c'est tout. Le PCF veut renégocier la Constitution (avec Chirac comme président !) ; quant à la LCR, elle pousse à la démission du Grand Escroc, perspective irréaliste pour le moment. `

ATTAC prétend organiser une initiative européenne, mais il y a gros à parier qu'elle sera symbolique. Et de toute façon l'organisation altermondialiste préférera toujours discuter d'un nouveau projet de Constitution rempli de phrases ronflantes que de mobiliser des millions de travailleurs dans toute l'Europe.

Juste après le référendum, beaucoup de militants ont eu des illusions sur une « nouvelle dynamique » possible (tout comme après le 21 avril 2002 où la LCR nous promet monts et merveilles) mais, un mois plus tard, aucun phénomène radicalement nouveau n'est apparu. Comme un militant de la LCR nous l'a parfaitement expliqué : « *Au début nous ne croyions pas dans les comités du non. Ensuite nous les avons idéalisés pour nous convaincre d'y investir toutes nos forces, et maintenant nous espérons que la réalité correspondra à cette idéalisation.* »

Il est difficile de trouver une meilleure définition des illusions de l'extrême gauche sur la politique électorale et, plus généralement, de sa façon complètement baroque de considérer la réalité politique.

Y.C.

(1) Il est significatif que Marie-Georges Buffet ait récemment affirmé dans une interview à la télévision qu'elle essayait de convaincre ses « camarades » de la LCR de changer de position à ce sujet, afin qu'ils mettent eux aussi « les mains dans le cambouis ». Devant ce nouvel appel inattendu des sirènes du PCF combien de temps la LCR sera-t-elle capable de résister ? Et en a-t-elle vraiment envie après des décennies d'isolement total et de violent rejet par le PCF ?

(2) Voir à ce propos le livre d'un « oui-ouïste », Dominique Reynié, *Le vertige social-nationaliste*, paru aux Editions La Table ronde. Ce livre est intéressant non pour ses arguments indigents en faveur du oui, mais pour ses nombreuses citations de propos de la « gauche du non », tenus lors de meetings ou d'interviews durant la campagne du référendum. Ces propos à chaud, plus spontanés, plus authentiques que les textes écrits à la même période, montrent clairement les ambiguïtés social-chauvines et nationalistes des dirigeants « nonistes », ambiguïtés qui ont forcément influencé leurs électeurs ou, pire, qui reflétaient les sentiments réactionnaires de ceux-ci.

3. Dans une « compil » en deux volumes de ses textes sur l'Europe, Lutte ouvrière nous offre un échantillon honnête de sa cécité politique (qu'elle a partagée avec beaucoup d'autres gens à gauche et à l'extrême gauche), mais elle n'explique nulle part pourquoi elle a pu se tromper si longtemps. A moins qu'elle considère que l'Union européenne n'a aucun avenir et que l'on reviendra bientôt à des Etats-nations rivaux et protectionnistes... ?

4. Mais les sections portugaise, espagnole et grecque de la Quatrième Internationale ont mené campagne, à l'époque, contre l'entrée de leur propre pays dans le Marché commun, position dont, avec le recul, on mesure aisément toute l'absurdité pour des militants qui prétendent défendre les droits et les conditions de vie des travailleurs.

5. Dans un article intitulé « Entre deux logiques il faudra choisir », et reproduit sans le moindre commentaire critique par le bulletin d'extrême gauche *A contre courant syndical et politique*, dans le n° 169 de novembre 2005, le « Comité local biterrois contre la Constitution européenne » nous offre un florilège impressionnant de poncifs : après nous avoir doctement expliqué comme tous les chauvins sociaux-démocrates et staliniens depuis des décennies que nation ne rime pas « avec nationalisme et guerre », que « la grande bourgeoise, nationaliste en 14-18 est devenue euromondialiste » (de Chevènement à Le Pen, on connaît bien ce refrain-là), ce comité affirme vouloir « rétablir les frontières nationales protectrices et rejeter le libre-échange au profit du protectionnisme » et combattre pour « la maîtrise de nos frontières et de nos échanges internationaux ». Enfin, cerise sur le gâteau, nos Biterrois affirment, sans rire, pouvoir « limiter la taille des entreprises privées » et des multinationales dans le cadre du capitalisme, grâce à de bonnes alliances électorales. Ah, ces bonnes vieilles PME françaises où les conditions de travail sont si exquises pour les travailleurs !

Déclaration

de la rencontre nationale des collectifs unitaires

Après le 29 mai, on continue !

Le rejet par les citoyennes et les citoyens du projet de Constitution libérale constitue un événement politique majeur pour l'Europe entière. C'est une première victoire contre l'Europe libérale et anti-démocratique. C'est un vote populaire, antilibéral et européen, qui a mobilisé l'essentiel des forces vives du pays. C'est un vote de gauche, d'exigence sociale, démocratique, féministe, écologique, laïque, d'égalité, de paix et de solidarité. Le Non de gauche est majoritaire dans le Non. Le Non est majoritaire à gauche. Le Non de gauche pro-européen fait reculer la droite extrême. C'est un vote de rejet des politiques libérales et d'aspiration à une autre Europe. Ce vote ouvre de nouvelles perspectives. C'est un vote porteur d'espoir pour une Europe solidaire.

La victoire du Non de gauche est à mettre à l'actif de toutes les forces qui y ont contribué. Elle est le fruit de la dynamique unitaire initiée par l'Appel des 200 et qui s'est amplifiée et élargie à d'autres composantes progressistes, ainsi qu'à de nombreux secteurs du mouvement social, tout au long de la campagne. Elle est le produit d'une démarche politique et sociale, liant les exigences et les luttes sociales aux questions politiques européennes. Elle est le résultat d'une formidable mobilisation de terrain et de conviction menées par les centaines de collectifs unitaires qui se sont constitués, la Coordination féministe, les partis, associations et syndicats partie prenante. Le type de campagne que nous avons mené, sur le contenu du traité, en faisant appel à l'intelligence des citoyens, tournée vers les couches populaires et contre la droite a compté. Cette campagne a fait travailler ensemble des militants d'organisations politiques, syndicales, associatives, de sensibilités diverses ; elle a favorisé l'implication de dizaines de milliers de citoyennes et de citoyens.

En France, désavoués massivement une nouvelle fois, le président de la République et le nouveau gouvernement français n'en tirent aucune conséquence quant à leur légitimité. Au contraire, ils montrent leur refus d'entendre et de respecter la volonté populaire exprimée dans les urnes. Au rejet par la majorité du peuple français de cette Constitution libérale, ils ont répondu par un appel à la poursuite du processus de ratification. A l'exigence démocratique, ils répondent par le recours à la procédure des ordonnances au mépris des attentes de la société, des revendications des organisations syndicales, et même des procédures de débat parlementaire. A l'exigence sociale, ils répondent par une aggravation des politiques libérales, la poursuite de l'entreprise de démantèlement social en s'attaquant au Code du Travail et aux garanties collectives, l'accélération des privatisations, le durcissement répressif et sécuritaire.

En Europe, le Conseil européen a révélé au grand jour les contradictions et la crise qui taraudent la construction européenne depuis longtemps et qui ne débouche que sur une pseudo-Europe, qui tourne le dos aux besoins et aspirations des peuples. L'affrontement des « intérêts nationaux » et l'absence d'émergence d'un intérêt collectif européen montrent les impasses d'une construction qui tient les peuples à l'écart, les met en concurrence et conduit des politiques libérales de démantèlement social. Le refus partagé par les gouvernements des principaux pays de l'Union, de toute augmentation du budget communautaire, au moment où l'élargissement à dix nouveaux membres introduit une profonde fracture économique et sociale en son sein, interdit toute politique de solidarité – notamment en faveur des nouveaux membres – et de réduction des inégalités, conduit au dumping social et fiscal, empêche l'adhésion des peuples à un projet commun.

Il est urgent de sortir de cette impasse et d'ouvrir un autre chemin.

Les collectifs unitaires qui, avec toutes les forces qui ont mené campagne, ont été les artisans de la victoire du Non ont décidé de leur maintien et de leur élargissement. Leur action va se poursuivre contre les offensives libérales, qu'elles soient internationales, européennes ou nationales ; et pour être une force de proposition pour une Europe alternative..

Nous continuons pour résister et gagner face aux politiques libérales en Europe et en France

Nous devons agir pour obtenir des mesures immédiates traduisant un changement de cap : retrait de la directive Bolkestein, des directives de libéralisation (transports, portuaire, brevetabilité des logiciels, du vivant, etc.) et des textes visant à démanteler les services publics, adoption d'une directive limitant effectivement le temps de travail, politique économique européenne volontariste pour l'emploi et l'environnement, mesures de solidarité et de convergence sociale et fiscale, remise à plat de la politique agricole commune non soumise aux objectifs libéraux de l'OMC, remise en cause des négociations AGCS, révision du statut et des missions de la Banque Centrale Européenne, remise en cause du Pacte de stabilité

monétaire, appropriation et gestion sociale de l'eau, annulation réelle de la dette des pays pauvres, etc. Cela suppose une remise en cause des traités antérieurs et des politiques menées.

Nous devons agir contre la privatisation d'EDF et de GDF, la fermeture des bureaux de poste, l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire, la transposition des directives de libéralisation des services publics, la remise en cause des droits des chômeurs, les licenciements collectifs, le démantèlement du Code du Travail, et les mauvais coups à venir des « 100 jours » du nouveau gouvernement ; pour la création d'emplois par la réduction du temps de travail, pour la lutte contre la pauvreté par l'augmentation des salaires et des minimas sociaux.

Nous continuons pour débattre et construire des alternatives à ces politiques en Europe et en France

Nous réaffirmons notre engagement pour la construction d'une Europe démocratique et solidaire. Il est urgent de sortir de l'impasse d'une simple zone de libre échange où la concurrence généralisée détruit les solidarités et d'emprunter un autre chemin, celui de la démocratie, de la justice sociale, de la solidarité, de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits de la personne, des droits des migrants et demandeurs d'asile, de la citoyenneté de résidence, de l'action pour la paix et contre la militarisation, de nouveaux rapports solidaires avec les pays pauvres et pour un nouveau type de développement permettant d'éradiquer la pauvreté mondiale et respectueux des équilibres écologiques. Plus largement, nous devons contribuer à donner de nouveaux fondements politiques et sociaux et à élaborer une nouvelle charte fondamentale pour l'Europe.

Nous allons œuvrer, avec nos amis et partenaires, à l'organisation d'un vaste débat dans tous les pays pour que les grands enjeux de la politique européenne deviennent l'affaire des citoyens. Cette démarche devra rechercher les articulations et complémentarités avec le processus du Forum Social Européen et prendre en compte le calendrier des grandes échéances européennes, voire internationale. Le projet de Constitution européenne est juridiquement et politiquement mort. Il doit être retiré et une nouvelle discussion doit s'ouvrir au grand jour et sous l'autorité des peuples sur les politiques économiques et sociales et sur les institutions de l'Europe.

Les questions européennes sont aujourd'hui des questions nationales. Les orientations que mettent en œuvre les institutions européennes et les gouvernements puisent à la même inspiration libérale. Les résistances et les alternatives ont nécessairement une double dimension européenne et nationale. Il s'agit de construire, en lien avec les mobilisations concrètes, un processus de débat et d'élaboration d'« exigences pour une autre Europe » et pour des politiques de transformation sociale progressistes dans notre pays et en Europe.

Nous continuons avec le même esprit de rassemblement, d'ouverture, de convergence, de pluralisme et d'unité que pendant la campagne, avec la volonté de nous élargir, en respectant les rythmes et les diversités, en nous adressant à toutes celles et tous ceux qui veulent agir concrètement contre les directives de libéralisation européennes et leur traduction nationale, qui veulent bâtir une autre Europe et construire une alternative aux politiques néo-libérales.

Nous continuons avec la même démarche de fonctionnement qui a fait ses preuves : autonomie des collectifs, circulation en réseau de l'information et des propositions, coordination autour des initiatives et des campagnes, prise en compte des diversités, fonctionnement au consensus. Il ne faut pas entrer à marche forcée dans une structuration trop stricte, une délimitation politique trop précise, une projection prématurée sur de prochaines échéances électorales, sous peine d'être contre-productifs par rapport aux nécessités d'élargissement, de pluralisme et d'unité. Nous devons partir des contenus communs et des accords vérifiés pour construire ensemble. Les collectifs locaux, leur forme souple et non cartellisée, ont une grande importance pour cela.

Le collectif d'initiative national décide de continuer à exister pour contribuer à construire une alternative antilibérale en Europe et en France. Il doit garder une fonction souple de circulation de l'information et de proposition, mais n'a pas vocation à « centraliser » ou « diriger ». Un changement d'appellation nécessaire pour prendre en compte la nouvelle situation et son élargissement doit être débattu et sera rendu public à l'occasion d'une conférence de presse de rentrée en septembre.

La réunion nationale des collectifs unitaire du 25 juin à Nanterre propose à tous les collectifs de débattre et de s'emparer de ces réflexions et de la démarche proposée.

Elle appelle :

– à saisir les opportunités de l'actualité de l'été pour apparaître dans des formes originales adaptées à la période ;

– à organiser des « initiatives de rentrée » fortes dans toutes les localités pour relancer dès septembre la dynamique de mobilisation et répondre aux « 100 jours » de Villepin ; une affiche nationale sera préparée en ce sens ;

– à conduire à tous les niveaux des actions et des campagnes autour des objectifs élaborés en commun ; en prenant en compte les objectifs décidés lors de la rencontre européenne du 24 juin à Paris (pétition européenne, etc.) ;

– à initier de larges débats et confrontations, à organiser des réunions publiques et des forums de masse, au cours de l’automne, dans les localités, départements et régions, pour engager avec tous les citoyens et toutes les organisations qui le souhaitent, un travail de confrontation d’idées et de propositions afin d’élaborer des « exigences » démocratiques et sociales et des alternatives aux politiques néo-libérales en Europe et en France, dans la perspective d’Assises nationales, perspective que nous mettons en débat ;

– à préparer une initiative de mobilisation particulière à l’occasion du prochain sommet européen début décembre ;

– à actualiser les outils – en particulier internet – pour favoriser les espaces de débat et d’échange.

Une nouvelle rencontre nationale, sera proposée avant la fin de l’année pour faire le point de la dynamique engagée et les suites à donner.

La victoire nous donne une grande responsabilité ; nous allons relever le défi en amplifiant en France le processus de réappropriation de la politique par les citoyennes et les citoyens et en l’élargissant à l’Europe.

Nanterre, le 25 juin 2005

*****^

La réunion vue par les observateurs du groupe CRI

Nous ne partageons pas les analyses politiques du groupe CRI mais l’intérêt de leur témoignage, s’il est conforme à la réalité, est ailleurs : il décrit comment s’est vraiment déroulée la réunion qui a « adopté » l’appel reproduit dans les pages précédentes. Edifiant... (*Ni patrie ni frontières*)

« C’est ainsi que ATTAC a purement et simplement boycotté cette réunion : ses dirigeants voient sans doute dans les collectifs une structure concurrente de la leur. Du côté du PCF, même si de nombreux militants étaient présents au nom de leur collectif, ce n’était cependant pas une mobilisation générale, loin de là : la direction n’a manifestement soutenu cette réunion que du bout des lèvres ; le maintien de collectifs politiques de combat représenterait en effet un danger fort encombrant pour ses propres objectifs purement électoralistes de rapprochement avec le PS. Enfin, le courant PRS de Mélenchon (courant de gauche du PS) était également présent (nous avons vu qu’il souhaite associer les « altermondialistes » à la future nouvelle « union de la gauche »), mais il n’a pas beaucoup de militants. Bref, seule la LCR, parce que c’est son intérêt, avait décidé de s’investir pleinement dans cette rencontre nationale : ses militants y étaient très nombreux, à la fois en termes absolus et, du fait de la sous-représentation des autres forces, en termes relatifs. (...)

[...] le principe retenu (sans que le débat sur ce point fondamental ait été mis à l’ordre du jour) a été officiellement celui du « consensus », c’est-à-dire en fait le « principe » de l’accord... au sommet entre une poignée de responsables des appareils officieusement présents. En conséquence, la « Déclaration » frauduleusement présentée comme l’expression de la « rencontre nationale des collectifs », n’a en fait nullement été discutée et adoptée par les participants, il n’y a pas eu le moindre vote, ni sur l’ensemble, ni sur le détail. En effet, un petit groupe autoproclamé (désigné en fait par les chefs politiques) de « rapporteurs » s’est permis d’écrire un texte avant la réunion, sans l’envoyer aux collectifs pour qu’ils en débattent, prennent position et mandatent à partir de là leurs délégués. Puis, pendant la rencontre elle-même, ces petits chefs ont ajouté quelques « amendements » communiqués par écrit, hors séance, par les participants qui le souhaitaient à titre individuel. Quant aux amendements qui ne faisaient pas « consensus » entre les rédacteurs-bureaucrates, ils ont été purement et simplement rejetés sans la moindre justification, et sans même avoir été présentés à la salle ! Bref, les organisateurs de cette réunion, y compris donc la LCR, ont sciemment empêché les 700 délégués présents d’être eux-mêmes les auteurs de leur propre texte, foulant au pied non seulement le principe fondamental que « l’émancipation des travailleurs sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes », mais même les règles démocratiques élémentaires du mandat, de la discussion contradictoire et du vote. (...) (Extrait du n° 19 du *Cri des travailleurs*, septembre-octobre 2005.)

France :

Luttes et conflits

- **Mouvement lycéen (Tours)**
- **Sans-papiers et demandeurs d'asile (Tours)**
- **Quand ATTAC et les Amis du Monde diplomatique licencient**
- **Travailleurs est-européens en France : l'exemple polonais**
- **Sur la zone d'attente de Roissy et les mécanismes du racisme chez le personnel des aéroports**

Retour sur le mouvement lycéen 2005 à Tours

* **Rapide historique du premier mouvement lycéen du XXI^e siècle**

Une genèse difficile rapidement brisée :

Près de deux ans après le dernier grand mouvement de grève de l'Education nationale, les lycéens se mobilisent contre la loi d'orientation sur l'avenir de l'Ecole dite loi Fillon, appelée à remplacer la loi Jospin de 1989. Avec un peu de retard (comme nous en 2003 : cf. *Ni patrie ni frontières* n°6/7) sur le restant de la France, les lycéens tourangeaux se mobilisent et organisent des manifestations afin de faire connaître leurs revendications, globalement identiques au reste de la France. En effet, l'UNEF (tenue à Tours par des staliniens totalement absents du mouvement lycéen), mais plus encore l'UNL (en fait des étudiants du MJS qui cherchent à monter une UNL locale), oriente le mouvement lycéen sans pouvoir pour autant le contrôler. Le « plus grand lycée de France » Grandmont (Tours sud) est à l'origine des premières manifestations et est ainsi marqué par une certaine tentative d'auto-organisation. Mais première faiblesse, ressemblant en cela à beaucoup de mouvements, il s'agit d'un mouvement affinitaire à fonctionnement semi-pyramidal : les plus charismatiques terminent « automatiquement » délégués mais avec un mandat minimal et le fonctionnement courant se fait à la confiance, ce qui ne va pas tarder à poser quelques problèmes... Pour l'instant les manifestations (journées nationales d'action) rassemblent quelques centaines de lycéens dans une ambiance bon enfant et une fragile coordination inter-bahuts se met en place. Mais rapidement le mouvement est habilement maîtrisé par un travail policier bien mené : la Brigade d'Intervention sur la Voie Publique (BIVP : « rattachée » aux RG) met la pression pour que tout soit cadré. Manifestations encadrées par un service d'ordre tatillon sur un parcours précis (avec briefing policier avant et après), pressions diverses sur les lycéens les plus impliqués (avec invitation personnelle au commissariat de police). Ce travail nuisible a été un peu moins efficace concernant le mouvement des sans papiers et demandeurs d'asile (cf. l'article suivant) mais dénote probablement une certaine crispation politique ou du moins une réorientation opérationnelle de la police nationale : c'est la première fois en dix ans qu'ils ont été si visibles (voire si présents et si actifs). Cette fragile coordination tourangelle n'a guère les moyens de sortir de l'agglomération pour aller à la rencontre des gros lycées de campagne (Amboise, Loches, Chinon) pourtant mobilisés. Et l'absence de liaison avec la coordination nationale lycéenne (« un nouveau syndicat », « tenu – *sic* – par des anarchistes », comprendre influencée par la CNT Vignoles et Alternative libertaire, a-t-on entendu de la bouche des responsables locaux du MJS) a fortement pesé sur la mobilisation qui n'a eu de cesse de chercher une orientation politique propre mais sans jamais y arriver totalement. Les difficultés internes de ce mouvement lycéen s'expliquent par une structuration interne trop faible (une liste de diffusion puis un simple forum et quelques rares flyers A6 pour les infos par exemple) et trop tardive donc, mais aussi par la faiblesse du mouvement dans chaque lycée et la répression à peine voilée des équipes de direction... et de la fraction étudiante réactionnaire de la bourgeoisie : l'Union Nationale Inter-universitaire (UNI : pseudo syndicat étudiant mais en fait lieu d'expression politique de la droite « radicale »). Ainsi dans les lycées les tentatives d'AG échouent souvent par un certain désintérêt des lycéens à quelques mois du bac mais surtout par l'absence de moyens matériels : salles pour se réunir, soutien des salariés de l'Education nationale, etc. Et ce n'est pas le coup de main appréciable mais limité de Sud Solidaires 37 notamment par l'intermédiaire de Sud Etudiant (adhérent statutaire de Sud Education) qui va permettre quoique ce soit : les personnels de l'Education nationale présents aux manifestations ne dépassent jamais 10 personnes, les étudiants sont au maxi 15-20. D'ailleurs aucune organisation ne diffuse massivement l'information dans son secteur d'implantation ni ne prend d'initiatives : LO, par exemple, se contente de distribuer des autocollants lors d'une manif... et aucune organisation syndicale de l'Education nationale ne permet d'être bien informé sur ce mouvement, pire, personne n'en parle lors des Heures Mensuelles d'Infos syndicales (puisque aucune AG n'est organisée en dehors de ce créneau) de mon établissement, à part moi... Aucun lycéen ne sera jamais invité à y expliquer revendications et organisation du mouvement tourangeau...

Isolement initial, radicalisation et répression mettent fin au mouvement lycéen :

Une fois passée la spontanéité, la gestion du quotidien plombe sérieusement le mouvement, d'autant que, corollaire du spontanéisme, le découragement pointe le bout de son nez. Cela encourage une certaine radicalisation du mouvement lycéen qui regagne un peu d'autonomie au moment où il perd environ les deux

tiers de ses effectifs. En effet la plupart des lycéens sont soit lassés pour une minorité d'entre eux, soit n'ont plus envie de sécher les cours pour une majorité d'entre eux alors même que le bac se rapproche. Profitant d'une énième journée (10 mars : bien suivie) nationale de grève public-privé, ils bloquent la circulation place Jean-Jaurès durant environ 1 heure 30. Délogés manu militari par la Police nationale (en particulier les BAC très présentes cette année), les lycéens ne tardent pas à se radicaliser sous l'impulsion des occupations des lycées qui se développent partout en France (particulièrement en banlieue parisienne, à Clermont-Ferrand, Toulouse, etc.). Aucune occupation en Touraine mais des blocages plus ou moins réussis dans trois bahuts : Balzac, Descartes, Vaucanson + Paul-Louis Courier (touché par un mouvement autour d'un manque de moyens, déclenché par le transfert d'un CPE de ce lycée à Jacques de Vaucanson : déshabiller Paul pour habiller Jacques en quelque sorte). Paul-Louis Courier est ainsi resté en partie en dehors de la mobilisation, c'est un des dangers largement sous-estimés qui guettent la Fonction publique en cours de décentralisation.

Le(s) blocage(s) des lycées Vaucanson – Descartes - Balzac :

A Vaucanson (où j'étais en poste cette année) deux blocages ont eu lieu : un blocage avorté et un blocage réalisé après avoir averti la direction du lycée. Lancé par les rugbyens sortant de l'internat, le blocage a duré jusqu'à 15 h, au moment où le proviseur a réquisitionné 2 techniciens et appelé la Police nationale pour faire sauter la barricade principale pendant... une heure mensuelle d'info syndicale ... des Techniciens et Ouvriers de Service (TOS) : les premiers décentralisés de l'Education nationale !!! Plus tôt dans la journée, il y a fallu s'y reprendre à deux fois pour faire sortir 5 militants syndicaux SNES-FSU & SNLC-FO (dont certains étaient étonnés d'avoir leur(s) élève(s) parmi les organisateurs !) pour rencontrer les lycéens. Les autres enseignants ont continué à corriger leurs copies et à discuter entre eux de tout et n'importe quoi... Pendant qu'une petite majorité de lycéens écoutaient de la musique, avalaient des bières devant le bahut bloqué ! En effet, par manque d'expérience, la journée n'avait pas été structurée : pas d'AG vers 9 heures au plus fort de l'affluence (faut dire qu'en plein air, c'est pas évident), la rencontre avec les enseignants n'a jamais été discutée, il a suffi que je le propose pour que je m'en trouve chargé ! etc. Au moins l'attitude de la direction de l'établissement est apparue au grand jour au moment même où le SNPDEN-UNSA (unique syndicat des chefs d'établissement) appelait à l'aide le ministre et les recteurs face au mouvement lycéen !!! Mais de toute façon, un blocage un vendredi laissait peu de chance de pouvoir le poursuivre au-delà du week-end.

C'est à Descartes (établissement phare du département) que le blocage a été le plus politique et le plus tendu jusqu'à l'arrivée tout en force de la Police nationale qui a l'avantage d'avoir juste une unique rue en partant du commissariat pour arriver au lycée (soit environ 150 mètres !). Faut dire qu'un lycée à prépas avec une direction (CPE inclus) ultra réac' ne laissait rien présager de bon, d'autant que le mouvement n'a jamais été très suivi dans ce lycée (ni ailleurs d'ailleurs). A Balzac (l'autre lycée de la (petite) bourgeoisie locale, seul lycée du département à avoir connu des « affaires de hidjab »), le blocage est plus festif donc plus suivi : faut dire qu'avec la débauche d'éléments hétéroclites (matelas, fauteuils etc.) mais efficace, la construction du rapport de force a été tout de suite en faveur des lycéens qui avaient déjà tiré un bilan des semaines précédentes et avaient efficacement relayé leurs camarades de Grandmont. Ce blocage de Balzac a pu ainsi se continuer quelques jours...

Il n'y a pas eu d'interpellations de lycéens eu égard à son caractère bon enfant alors même qu'Angers virait à l'émeute urbaine. Pas plus qu'il n'y a eu de soutiens autres qu'individuels aux inculpés de Paris, Pau, Le Mans notamment, étant donné la fin rapide et brutale du mouvement, même si les lycéens faisaient partie de la manif lors du fameux lundi de Pentecôte. Reste à voir comment va se dérouler la rentrée... Par ailleurs l'UNI a essayé de créer des contre-feux assez inefficaces dans le 37 : pétition en faveur de la loi, création de « sections » UNI Lycée en réaction à la création de sections Sud lycée (pas de cas en Indre-et-Loire) et à l'agitation lycéenne qui a même touché certains lycées privés, journal où des lycéens ont pu être jetés en pâture à la direction de l'établissement et des autres lycéens (cas arrivé dans un lycée privé tourangeau) ou encore provocations lors des manifestations lycéennes (rapidement éjectés par les RG après un mouvement de foule vers les trois de l'UNI qui agitaient un drapeau tricolore tout en prenant des photos)...

Bilan : quelques brefs enseignements pour le futur :

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que la « jeunesse » n'est pas dépolitisée, sinon les organisations d'extrême gauche connaîtraient une baisse croissante d'effectifs et une augmentation de leur moyenne d'âge, il n'en est rien évidemment. Par ailleurs, quoique jamais majoritaire, le mouvement lycéen a toujours eu l'assentiment d'une très large fraction du monde éducatif et de « l'opinion publique ». En cela le mouvement

lycéen à Tours ressemble à tous les mouvements depuis novembre- décembre 1995 (censé être le premier mouvement par procuration). Faible car trop souvent mal organisé, il aura cependant fallu l'action conjointe des réformistes rêvant de carrières, de la police et des directions des établissements pour canaliser, puis casser, le mouvement qui aurait pu sinon durer plus longtemps en étant plus massif et mieux soutenu : il faut aussi rappeler que les lycées ne sont plus un lieu de propagande régulier depuis quelques années pour la plupart des organisations d' « extrême gauche »... Néanmoins une tentative d'auto-organisation et un mûrissement politique réel ont eu lieu grâce à ce mouvement... Et de toute façon, les lycéens ont rencontré les mêmes limites et commis globalement les mêmes erreurs que leurs aînés. Enfin la répression massive et de surcroît accrue (le CTC de Bègles par exemple) oblige à un effort de rigueur organisationnelle et de « convergence des luttes » à défaut d'interprofessionalisme et sans pour autant céder au substitutisme.

Nicolas (nico37@no-log.org)

Pour compléter voir l'article écrit par Tommy pour Sudversif 37 été 2005 : www.sud-etudiant.org

Le mouvement des sans papiers et demandeurs d'asile à Tours (2004 – 2005) : l'occupation de l'Université

Le collectif de soutien aux demandeurs d'asile et sans papiers (CSDASP) est né courant septembre 2004. Quelques manifestations ont été organisées à la préfecture et deux numéros du journal *Demandeurs d'asile* sont sortis. Composé d'individus et soutenus par quelques organisations, le collectif a pour but de mettre sur la place publique la situation des demandeurs d'asile et sans papiers. En effet, la situation est difficile, compte tenu de l'arrivée comme préfet de l'ex-directeur de cabinet de Sarkozy à l'Intérieur et du sous-dimensionnement des capacités d'accueil (quasiment aussi importante que le Loir-et-Cher, pourtant plus petit et moins peuplé !). La saturation des dispositifs d'accueil touche tout le monde : SDF, expulsés locatifs et demandeurs d'asile et sans papiers. Des centaines de places manquent pour accueillir les individus et familles dans tout le 37. Ni la préfecture ni les collectivités locales n'ont cru bon de réquisitionner comme le permet un certain nombre de lois plus ou moins récentes et surtout comme la situation l'exige. Du village Péron et ses mobile-homes aux chambres d'hôtels sordides sont transvasés les sans papiers et demandeurs d'asile comme des têtes de bétail malgré les tentatives d'humaniser la situation. En effet, tenter d'améliorer la situation veut dire automatiquement mettre la main à la poche, car inutile de dire que les « autorités » n'ont pas les crédits : faut pas créer un appel d'air, sait-on jamais. Malgré une mobilisation appréciable, la situation passée l'hiver est de plus en plus critique car la trêve hivernale avait gelé la situation. Une fois terminées, les expulsions reprennent et les crédits fondent comme neige au soleil mais pas les loyers du foyer Sonacotra de Joué-les-Tours qui flambent depuis toujours, hiver ou pas. C'est ainsi que faute de solutions et à l'invitation d'un collectif d'étudiants en fin de mobilisation sur la Loi d'Orientation et de Programmation sur la Recherche et l'Innovation (LOPRI). Le collectif édite, une fois l'Université occupée, sept numéros de *COQP* et un numéro de *CTOQP* (après l'expulsion) daté du 15/07 et tiré à 1000 exemplaires dont est tiré ce rapide historique non illustré.

I - L'historique de l'occupation :

Episode I, ou Sur la nature et les causes de l'occupation des Tanneurs :

Au 15 mars, date de la fin de la trêve hivernale, 9 familles de demandeurs d'asile hébergées en foyer ont été mises à la rue. Face à cette situation inacceptable et au refus de la préfecture d'appliquer la convention de Genève en fournissant un logement à ces familles, le Collectif de Soutien aux Demandeurs d'Asile et aux Sans Papiers (C.S.D.A.S.P.) et l'association Chrétiens Migrants se sont mobilisés. Le Collectif a organisé plusieurs manifestations afin d'alerter la population et de mettre les pouvoirs publics devant leurs responsabilités, tandis que l'association prenait sur elle de payer des nuits d'hôtel aux familles expulsées. Au 30 mars, Chrétiens Migrants se retrouvant à court d'argent et le Collectif toujours confronté à la surdité préfectorale, il a fallu trouver une autre solution. Celle-ci est venue d'un collectif d'étudiants en lutte contre les réformes universitaires, qui avait déjà occupé l'université de nuit une semaine auparavant, bien décidé à retenter l'expérience, et tout à fait disposé à faire converger sa lutte avec celle des demandeurs d'asile...

Episode II, ou Université, terre d'asile :

Les deux collectifs étaient en contact depuis quelques jours déjà. Le 30 au soir, après une énième manifestation de soutien, alors que les demandeurs d'asile se trouvaient devant la préfecture, les étudiants, Chrétiens Migrants et le CSDASP faisaient entrer en catimini sommiers et matelas dans l'université, et les entreposaient dans une salle dite polyvalente, qui allait bientôt mériter plus que jamais son nom.

Les demandeurs d'asile accompagnés par des militants ne tardèrent pas à nous rejoindre, des banderoles proclamant haut et fort l'université comme terre d'asile fleurirent sur le fronton du grand hall Thélème, et des appels de soutien à la population furent lancés à la radio.

La nuit d'occupation qui suivit ne fut pas de tout repos pour les militants présents, tout occupés qu'ils étaient à organiser les choses du mieux possible dans un contexte d'intervention policière possible à tout moment, mais elle se déroula malgré tout dans une ambiance festive. Ce n'est que le lendemain matin, après une nuit de sommeil trop courte, que nous eûmes la joie de voir débarquer dans notre hall toute l'équipe administrative de l'université, vaillamment menée par notre cher et fringant président, le grand humaniste et social-libéral Michel Lussault. Celui-ci nous autorisa un délai jusqu'à la rencontre prévue avec la préfecture le lendemain. La délégation envoyée à cette entrevue ne revint qu'avec la délirante proposition préfectorale de placer les enfants à l'Aide Sociale à l'Enfance et de laisser les parents à la rue. Les deux entrevues qui eurent lieu dans les deux mois qui suivirent n'aboutirent à aucune proposition plus acceptable de la part des pouvoirs publics. Les négociations avortées, le président, soutenu en cela par le Conseil d'Administration de la fac « chambre d'enregistrement de tous les mauvais coups contre les étudiants, les enseignants et le service public » (dixit Franck La Brasca, professeur d'italien à Tours), fit à nouveau peser sur nos têtes la menace d'une expulsion par les forces de l'ordre, mais ses ardeurs répressives furent quelque peu refroidies par l'érection de barricades devant chaque entrée de l'université, par la pétition des professeurs contre l'intervention policière et par le soutien manifeste d'un bon nombre d'étudiants. L'influence que peut avoir sur l'image d'un homme se présentant comme humaniste, affilié au Parti Socialiste et affichant des ambitions politiques importantes, un ordre d'expulsion de demandeurs d'asile (avec enfants en bas âge) d'une université par quelques bataillons de CRS a dû également faire réfléchir ce spécialiste de la communication, si bien qu'il préféra se donner un rôle de négociateur dans l'affaire opposant la préfecture au Collectif.

La menace d'intervention écartée pour un temps, l'occupation de la fac put réellement se mettre en place selon des principes d'autogestion, d'auto-organisation et de démocratie directe, garantis par le vote de chaque décision en Assemblée Générale souveraine, quotidienne et ouverte à tous. Durant les 84 jours que dura l'occupation, le Collectif mena nombre d'actions d'interpellations en direction des pouvoirs publics et des populations. Les dons et soutiens affluèrent de toute part, mais la préfecture n'assuma pas pour autant ses responsabilités, toute contente qu'elle était que le Collectif le fasse à sa place. Quatre familles obtinrent cependant des places en Centre d'Accueil Demandeurs d'Asile (CADA), certainement en partie grâce à notre action. Mais dans le même temps, quatre nouvelles familles furent expulsées de leur foyer et donc accueillies à la fac. La situation s'enlisa rapidement, le nombre de militants diminua au fil du temps, les poursuites judiciaires pour raisons aberrantes contre les membres du Collectif commencèrent, et les actions se raréfièrent. Quatre autres familles eurent malgré tout droit à des places CADA, mais dans d'autres départements, et donc pas du fait de la préfecture d'Indre-et-Loire, tandis que d'autres obtenaient des placements dans des foyers à droite à gauche. La situation se dégrada brusquement quand six nouvelles familles fraîchement arrivées en France (et particulièrement à Tours), sans solutions d'hébergement, furent accueillies à leur tour à la fac. Des membres du Collectif – lequel, bloqué dans ce lieu de moins en moins moyen de pression et de plus en plus centre d'accueil, était contraint à la gestion des familles au quotidien – tentèrent de réquisitionner un bâtiment vide de l'agglomération tourangelle, à savoir l'hôtel du Musée, place François-Sicard. Cette réquisition se solda par un échec quand la police expulsa, au bout de deux jours, les familles et les militants présents. Le retour de toutes les familles à la fac fut très mal accepté par l'administration universitaire. Jusque-là, le président Lussault, autoproclamé négociateur (mais n'ayant jamais joué le moindre rôle positif dans une quelconque négociation), s'était contenté de menacer occasionnellement de faire appel à la police, tout en formulant, afin de nous amadouer, quelques propositions de logement absolument inacceptables de par leur caractère précaire et ultra-temporaires. Mais plus pour longtemps...

Episode III, ou Quand le bleu marine investit l'université :

Dès l'expulsion de l'hôtel (jeudi 16/06) et le retour à l'université, le climat change de manière radicale. Le jour même, M. Blonsard, bras droit armé du président Lussault arrive dans le hall. Il amène une demandeuse d'asile enceinte dans son bureau, ferme la porte derrière lui. L'université lui paiera l'hôtel quelques nuits s'il le faut, mais les familles doivent quitter la fac au plus vite. Le personnel de la fac débarque à son tour pour fermer les portes. La réaction est immédiate : les portes sont gardées par les militants qui dressent aussitôt des barricades. L'équipe administrative redescend, les négociations s'engagent. Lussault accepte que nous restions jusqu'au lendemain, jour même où il signera l'autorisation d'expulsion. L'intervention des forces de l'ordre est attendue pour le samedi matin : 8 cars de gardes mobiles sont stationnés à Joué-lès-Tours, des affiches dans la zone « libre » de l'université annoncent la cessation de toute activité sur le site pour samedi... En face, on s'organise : les barricades sont renforcées, une diffusion massive de tracts est organisée en centre-ville, toutes les personnes en relation de près ou de loin avec le collectif sont contactées. Cette nuit-là, ce sont plus de 60 personnes qui, barricadées dans le hall Thélème, se préparent à l'arrivée des forces de l'ordre sur le coup de 6 heures du matin. L'intervention n'aura finalement pas lieu.

La préfecture, voulant éviter trop de casse, préfère attendre un moment plus propice où la mobilisation serait moindre. Ce moment se présentera finalement dans la nuit du mercredi 22/06 au jeudi 23/06, à 3 heures du matin. Les familles et les treize militants présents sur les lieux sont sortis manu militari par les forces de l'ordre et amenés au commissariat pour un contrôle d'identité. L'intervention d'environ 75 CRS, totalement disproportionnée vis-à-vis des forces en présence, met fin à une occupation de 84 jours.

Episode IV, ou Quand la préfecture point ne réagit, c'est le bidonville qui partout fleurit

Le soir même, les sept familles délogées de l'université, de nouveau sans toit, se sont installées dans des conditions ultra-précaires (ni eau, ni électricité, ni sanitaires) sous un porche, entre deux immeubles de la place Anatole-France, où elles ont dressé un camp de fortune. Le CSDASP et Chrétiens Migrants, à nouveau obligés de faire face à l'irresponsabilité des pouvoirs publics, ont décidé, en accord avec les familles, de chercher des solutions individuelles, afin d'éviter que ne s'installe dans la durée une situation intenable pour des raisons évidentes d'hygiène et de sécurité. Nous avons donc levé le camp. Au jour d'aujourd'hui, si deux de ces familles ont obtenu des places CADA, les autres sont hébergées au mieux chez des militants, au pire sur un terrain vague de Tours nord sur lequel vivent déjà 9 autres familles dans des conditions sanitaires inquiétantes (une seule arrivée d'eau, un seul W.C.). La question de l'accueil des demandeurs d'asile en Indre-et-Loire est donc plus que jamais d'actualité, et il va de soi que la fin de l'occupation des Tanneurs ne met pas un terme à la lutte menée par le Collectif depuis sa création.

II - Bref bilan critique :

Cette occupation extrêmement longue (dont j'ai loupé les deux premières semaines) de 84 jours a duré beaucoup plus longtemps que prévu (les plus optimistes pariaient sur trois jours), dans des conditions de plus en plus difficiles bien décrites dans l'historique précédent.

Misère de la gestion, gestion de la misère : vie et mort de l'autogestion

Le principal défaut de la lutte est en effet l'ambiguïté de départ de cette lutte, compte tenu de l'élargissement des participants (très majoritairement étudiants) et surtout de leur inexpérience. Le danger principal réside dans les liens créés inévitablement alors que la lutte est nécessairement politique. Cette contradiction apparente croît avec le désinvestissement militant : les liens se créent ou se renforcent d'autant plus. Les parrainages (républicains ou non) sont l'aboutissement final de cette dérive que chacun peut constater au quotidien surtout si la lutte présente quelques signes de faiblesse. Sur le site Tanneurs de l'Université F. Rabelais (et son nouveau logo à plus de 10 000 euros) cela s'est traduit par un assistanat renforcé par l'inexpérience d'une part, par des conditions matérielles difficiles d'autre part. Logées au début dans la salle polyvalente, vouée à la destruction fin juin 2005, les familles sont (très) à l'étroit. Ce qui induit des tensions et une certaine apathie donc une absence d'investissement réel et d'initiatives, vite comblée par des étudiants volontaires qui passent un temps très important sur place (certains dormant sur place). Cette expérience humaine où toute la journée est occupée crée un microcosme avec ses rituels dont la traditionnelle AG à 18 heures (amphi C, SVP). L'occupation de la salle polyvalente intègre en effet quelques amphis faisant partie du « bloc Thélème » ce qui permet d'envisager quelques activités : soirées vidéos pour les enfants et adultes, débats et formation pour les militants, etc. Il ne fait d'ailleurs aucun doute que la barrière de la langue a accru les difficultés. Mais améliorer le quotidien et animer l'occupation (concerts, etc.) a fini par prendre plus de temps que de lutter afin que notamment les places en Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) se dégagent... Ce quotidien lourd à gérer (ne serait-ce que l'alimentaire) est le propre de toute occupation et de toute lutte prolongée (et l'autogestion – (auto)proclamée ou non – ne résiste guère aux impératifs de la société capitaliste). Mais quand la préfecture et la mairie de Tours en profitent pour se décharger totalement de la situation, cela peut occasionner des dégâts collatéraux non négligeables pour un mouvement. Cela conduit un certain nombre de militants (souvent à leur insu) à se transformer en travailleurs sociaux (allant même jusqu'à héberger des familles cet été) tant il y a à faire, surtout quand une directrice d'école affirme être dans l'incapacité de scolariser des enfants en l'âge de l'être (les places pour les primo-arrivants n'étant pas légion) etc.

Cette spécialisation des tâches contamine le mouvement dans son ensemble... Enfin la vie militante de la fac et même au-delà a été gelée au plus grand plaisir du président de l'université et potentiel futur maire Lussault.

Pornographie tribunitienne ?

Cette spécialisation est présente dès le départ du fait même que l'accès à l'information est pour le moins aléatoire et de plus en plus. Les AG sont le meilleur moyen au début pour s'informer, *COQP* qui sort régulièrement en A4 recto-verso permet de fixer l'information. Mais la présence quotidienne permet d'en savoir plus, beaucoup plus quand *COQP* sort de moins en moins régulièrement et que la transmission de l'info est défaillante. En effet, comme pour le mouvement lycéen, le fonctionnement est au moins partiellement affinitaire et semi pyramidal ce qui conduit peu de personnes à prendre beaucoup la parole tant il est vrai qu'il est difficile d'être tout le temps là, d'être au point juridiquement etc. D'où des AG particulièrement linéaires encourageant la passivité et une vie militante se développant en dehors des AG, souvent de façon affinitaire : il devient de plus en plus difficile de s'intégrer au mouvement et les AG sont de plus en plus ternes. Les postes « clés » tel que les médias sont monopolisés, mais il n'y a personne pour exercer la rotation des tâches. Le poids pris par ces individus plus ou moins mandatés suivant les AG est important, ce n'est donc pas l'effet le plus visible du mouvement sauf dans certaines AG. Résultat : des incompréhensions et des tensions doublées de tensions affectives parfois très importantes... Et ce n'est pas la brève occupation de l'(ex)hôtel du Musée qui a permis de (re)prendre des bonnes habitudes de fonctionnement.

Trop de naïveté tue la naïveté :

L'espoir suscité par cette lutte est à la mesure des souffrances endurées par les réfugiés. Cet espoir d'aboutir et une naïveté par trop marquée ont été vite démenties par les événements. Les coups de matraques et les gardes à vue ont eu au moins l'effet de déniaiser les plus réformistes. La désormais célèbre Ballade Tourangelle est la traduction de la désillusion issue de négociations boiteuses. S'il paraît inévitable de négocier, il est inutile de le faire avant d'établir un rapport de force important. En cela le parasitage par le président de l'Université a nui aux négociations. L'espoir à peine voilé de certains de pouvoir compter sur certaines composantes de l'ex-gauche plurielle n'a été que partiellement démenti, ce qui a eu pour effet de fortement retarder notamment la mise en place du rapport de force avec les collectivités locales. Combien de fois ai-je entendu : « Il aurait fallu le faire plus tôt » quand il y avait à peine les effectifs militants pour « le faire ». Le spontanéisme a parfois fait échouer des actions, plombé certaines ou encore mis « en danger » certains militants. De même la complaisance envers le quotidien régional (*La Nouvelle République*) n'a pas aidé à l'autonomie de la lutte alors que la couverture de FR3 Centre, France Bleue était satisfaisante... Et l'absence de bilan critique élaboré et collectif ne permet pas d'en tirer un modus operandi transmissible pour les luttes futures, défaut majeur de beaucoup de luttes.

Pour compléter lire l'article de Karim et Marc André pour Sudversif 37 été 2005 : www.sud-etudiant.org

Pour plus d'information : <http://perso.wanadoo.fr/csdasp> (les COQP et les articles de la NR sont en ligne)

Nicolas (nico37@no-log.org)

ATTAC, AMD: POUR SOUTENIR UNE SARL, C'EST LA LUTTE DES PLACES !

Derrière les discours *radicaux* des *anti-néo-libéraux* et altermondialistes citoyennistes, il y a des pratiques plus conciliantes. La lutte déclarée au libéralisme économique et à l'uniformisation culturelle prend alors une tournure anti-lutte de classes ; et devant l'objectif ultime de la Culture et de sa promotion militante, certains supportent finalement l'exploitation salariale et ses extravagances.

Pour illustrer cette posture, nous allons revenir sur ce qui s'est passé à Orléans autour d'un cinéma, où une partie du *mouvement social, culturel et associatif* orléanais, notamment ATTAC 45 et le groupe local des Amis du Monde Diplomatique (AMD), s'est arrangé de pratiques patronales bien concrètes.

Quand l'ancienne SARL gérante du cinéma Les Carmes d'Orléans a eu des difficultés financières (dès 2001 jusqu'à son départ d'Orléans en automne 2004), les seules réponses d'ATTAC 45 puis des AMD furent de demander des subventions publiques pour renflouer cette entreprise ; à aucun moment ces associations dites militantes n'ont pris la peine de rencontrer les salariés pour avoir leur point de vue. Et en août 2004, quand cette même entreprise privée dite culturelle a licencié un de ces salariés pour faute grave, à la suite d'une grève (engagée les 28-29 juillet 2004) considérée par l'ancien patron du cinéma comme "injustifiée" (sic)... puis "illicite et abusive", il n'y a eu aucune réaction de ces associations altermondaines. Celles-ci, ne souhaitant certainement pas revenir sur leur soutien public à l'ancien exploitant des lieux, poursuivirent leurs partenariats avec ce cinéma et avec la nouvelle direction.

MOBILISATION POUR UNE SARL CULTURELLE SUBVENTIONNÉE

Ouvert depuis novembre 1999, le cinéma Les Carmes revendiquait légitimement sa spécificité cinématographique et d'offres culturelles, et est devenu progressivement un lieu important de l'activité socio-culturelle orléanaise (globalement faiblarde). Beaucoup d'associations ont recours à ce cinéma pour des soirées-débats. Mais après un an et demi d'existence (courant 2001), la direction fait part au public de ses difficultés financières. Des spectateurs se mobilisent alors pour récolter de l'argent, auprès de spectateurs et surtout des collectivités publiques locales (celles-ci *donneront* près de 90 000 euros), afin d'aider à la pérennité de ce cinéma *privé*. De ces mobilisations de spectateurs naîtra en 2002 l'association Citizens Carmes, qui deviendra omniprésente dans la vie de ce cinéma.

De nombreuses associations soutiennent alors cet appel à subventions. C'est ainsi qu'Attac 45 s'enquérât promptement (il a été en effet évoqué en CA "la nécessité d'agir rapidement si l'on souhaite venir en aide à ce cinéma."¹) dans cette mobilisation. L'association faisait même bénéficier de son réseau de relations dans le but de récolter de l'argent public pour la société gérante du cinéma. Ainsi on pouvait lire ainsi dans *La lettre d'ATTAC* n° 10 du 12 septembre 2001 que "ATTAC 45 a décidé d'apporter son appui au comité de soutien du cinéma "Les Carmes", créé à l'initiative de spectateurs." Et que "le 13 juillet, une lettre a été envoyée à la municipalité de Saran (membre du réseau des villes ATTAC), afin d'encourager à répondre favorablement à la demande de subvention"².

Et les raisons invoquées pour le soutien à l'entreprise cinématographique se paraient des attributs typiques du clinquant combat anti-libéral défendant la diversité culturelle et son accessibilité à tous. Dans la même lettre on met en avant "une certaine éducation du goût et de la réflexion", et l'importance culturelle locale du cinéma inquiétée par le jeu cynique du capitalisme libéral : "Ce cinéma d'Art et d'Essai représente en effet un élément important dans la vie culturelle de l'agglomération orléanaise qui ne peut être laissée aux seules lois du marché" (retenons le "seules") ; la "programmation des Carmes favorise la diversité culturelle sur le plan cinématographique. Ce cinéma est un maillon de la chaîne de résistance à l'uniformisation de la culture. Une autre culture est possible."² Mais on va se rendre compte que cette "autre culture est possible", c'est-à-dire restant de l'ordre de l'éventualité, du *pas tout de suite* ou alors pas pour tout le monde ; à moins que la culture préconisée soit celle de l'entreprise, du moins pour les salariés de ce cinéma cependant au service de la Culture!³

MYSTIFICATION DE L'ENTREPRISE CULTURELLE

Mais jamais les salariés n'ont été pris en considération dans les étapes de cette mobilisation, pire se poser des questions sur les moyens utilisés pour cette mobilisation était considéré comme *jouer contre son lieu de travail* et au final, évidemment *jouer contre le cinéma, contre la culture*. On ne leur a jamais demandé comment ils vivaient les aléas de leur entreprise, ni ce qu'ils pouvaient penser de sa gestion, encore moins quelles étaient leurs conditions de travail ; tout se passait entre la direction et les associatifs. Une partie de ces salariés étaient tenus à l'écart aussi bien des informations sur le devenir du cinéma que sur son animation, ils acceptaient tant bien que mal des pratiques patronales paternalistes et individualisantes, et pourtant certains d'entre eux avaient à en redire sur la gestion de ce cinéma. On peut se demander alors ce qu'Attac45 et les AMD, qui prétendent intervenir sur le plan social et lutter contre le libéralisme économique, voulaient vraiment *aider* ; un lieu ? la programmation du cinéma (avec des films qui *dénoncent*!) ? la disponibilité de salles ? la *politique sociale* de l'ancienne direction de l'entreprise ?

La volonté de *résistance* culturelle affichée par ces émules locales du chevènementiste Bernard Cassen, mise en perspective avec leur indifférence sur la situation des salariés du même cinéma, relevait sûrement de la défense d'une *image bien jolie*. Un *Cinéma d'Art et d'Essai* ne devant pas être à leurs yeux une société commerciale comme les autres... il s'agissait donc de demander des subventions publiques pour la société Eden Carmes.

Mais quelle aurait été l'attitude de ces associatifs, s'il s'était agi de renflouer (par le biais du fric des collectivités locales) une entreprise quelconque en délicatesse financière, ou du genre de la Fnac (qui diffuse elle aussi en faisant payer toute une série de *produits contestataires*) ? Gageons qu'ils auraient au moins exigé un suivi de la gestion de l'entreprise subventionnée. Mais là rien de tout cela (céderaient-ils au libéralisme?) ; on oubliait qu'il s'agissait d'une SARL et que de ce fait sa vocation était ... lucrative. Il n'a donc jamais été question pour ces associations *d'alternatives* (hé oui!) concernant l'exploitation de ce cinéma, par des structures un peu plus dégagées de la rentabilité comme l'association ou un peu moins inégalitaires dans la prise de décision comme la coopérative.⁴

“ATTENTION DANGER TRAVAIL” OU DANGER PATRON (DE *GÓCHE*)

Passé encore cette faiblesse politique des citoyennistes heureux de pouvoir disposer d'un lieu de choix pour s'autocongratuler et faire son autopromotion à partir de films militants⁵, en l'absence de réaction des salariés de l'entreprise leur offrant ce service⁶. Mais voilà que trois méchants travailleurs de la SARL Eden Carmes (PME de 10 salariés) ont commencé à ruer dans les brancards. Et en juin 2004, dans un contexte où leurs conditions salariales n'allaient pas en s'améliorant (13^e mois versé en quatre fois, prime de panier jamais payée depuis l'ouverture du cinéma, heures travaillées déclarées en "prime de service", réduction permanente d'heures de présence des caissiers-agents d'accueil, distribution bénévole de programmes du cinéma en dehors des heures de travail, etc.), où la viabilité de leur entreprise exploitante était incertaine et... donc leur emploi potentiellement menacé, ils assistaient *en queue de train* aux rebondissements incessants concernant le sauvetage du cinéma employeur, au nom duquel on leur intimait pourtant de *faire des efforts* et ...d'exécuter.

C'est pourquoi début juillet 2004, alors que le cinéma, par la signature d'une promesse de vente, semblait être livré-au-méchant-discounter-allemand-LIDL-où-rappliqueraient-les-pauvres-qui-regardent-TF1, ces trois salariés se manifestent par la diffusion d'un texte Rappels aux spectateurs⁷, dans lequel ils exprimaient leur mécontentement sur la manière dont se déroulaient les événements : "Nous apprenons les rebondissements de ce que nous vivons au quotidien par les médias ou par des spectateurs." Ils dénonçaient aussi une certaine séparation des tâches : "D'un côté il y a ceux qui savent, qui négocient en secret et de l'autre il y a les employés, juste bons à appliquer les directives des premiers, devenus des bénévoles d'une association... dont ils ne sont pas membres."⁸ Ils ont revendiqué le droit qui leur était régulièrement usurpé⁹ de "pouvoir s'investir et répondre en leur nom".

Et, rappelant leur propre désillusion – "Si pour les spectateurs le cinéma Les Carmes est avant tout un lieu culturel, pour nous, il est devenu avant tout... une entreprise" – ces salariés lancent un signal de vigilance aux militants qui s'enthousiasment pour ce cinéma : "Le cinéma Les Carmes a aujourd'hui pris une autre dimension. Il a dépassé sa dénomination d'entreprise privée pour se hisser au rang de *symbole de résistance culturelle* qu'il faut sauver, à tout prix, pour montrer qu'un des bastions de l'*anti-néo-libéralisme* tient encore et contre tout. Mais au bout du compte, le spectateur orléanais ne défend qu'une image : il plaide pour des films *différents* (à petit budget, étrangers, en VO), et pense résister à l'uniformisation marchande de la culture. Le spectateur réagit ici en simple consommateur de films, il défend une idée généreuse et plaisante, pour certains gratifiante, (défendre David contre Goliath) sans s'interroger sur les conditions de sa réalisation."

LUTTE DE CLASSE CONTRE LUTTE DE PLACES

Et là comment pensez-vous que les associations militantes ont réagi ? Se sont-elles réveillées et ont-elles reconnu leur *négligence* ? Sont-elles allées rencontrer les salariés ? Les ont-elles soutenu ou du moins reconnu la légitimité de leur manifestation, de leur prise de parole ? ... Et bien non, rien de tout cela ! ... On a pu même ressentir de leur part une certaine gêne à ce que les salariés manifestent un point de vue dérangeant leur *confort* militant. Parce que ces salariés ont remis en cause finalement le sérieux de la démarche de ces associations que ces dernières n'ont nullement l'intention de changer¹⁰. Il n'y a plus pour ces associations à ce moment de "nécessité d'agir rapidement" ; un membre du bureau d'Attac 45 dira même textuellement à l'un de ces salariés – à défaut de réaction de son association ! – : "T'as qu'à être plus offensif avec ton patron"¹¹ ...

A partir de la mi-juillet 2004, deux salariés ont contesté un aménagement du travail des caissiers et projectionnistes ; mais la direction n'en tient nullement compte. Ces mêmes salariés se déclarent alors en grève le 28 juillet 2004¹² ; ils reprennent le travail le 30 juillet après avoir obtenu en partie satisfaction. Les salariés en grève avaient alors senti le besoin de s'expliquer et d'ouvrir le débat sur le bien-fondé de leur action collective revendicative : "Nous regrettons (...) qu'il y ait eu, pour sortir de ce conflit, un traitement individuel des problèmes soulevés (...). Notre mouvement de grève a aussi souligné au bout de plus de 4 ans de présence au cinéma, un manque de dialogue avec la direction. (...) Après les sacrifices accumulés et consentis par les salariés pour le bon fonctionnement de l'entreprise, l'organisation du travail proposé pour cet été" 5...) aura été l'élément déclencheur de ce mouvement". (...) "On nous a reproché de sous-estimer les difficultés financières du cinéma, que ce n'était pas le bon moment (...). On nous a aussi reproché de méconnaître voire d'ignorer la spécificité attendue de fonctionnement d'un cinéma d'art et d'essai. (...) faut-il tout accepter quand une entreprise a des difficultés? (...) dans quelle mesure, et avec quelle limite ? faut-il enfin ne pas critiquer une organisation du travail interne parce que le projet final (montrer des films différents) serait plus décisif?"¹³ »

Mais bien mal leur en a pris. En l'absence de tout soutien extérieur officiel, les pratiques de la direction ont répliqué à ces offenses.

A la fin de l'été 2004, en même temps que s'organise la vente du cinéma – non pas à un méchant-supermarché-de-pauvres mais à une autre société cinématographique devenue exploitante le 13 octobre 2004 (tandis que les murs du cinéma étaient rachetés par la Mairie d'Orléans) –, un écrémage de l'équipe ("la Belle Équipe" comme titrait jusqu'alors illusoirement le programme du cinéma Eden Carmes) s'est fait en catimini. Non, pas de licenciement économique pour préparer un effectif allégé à la future nouvelle direction. Mais comme par hasard, ce sont les trois mêmes indignes employés qui ne travaillent plus dès l'automne 2004 dans ce cinéma ; ils ont disparu de *l'équipe* dans des conditions différentes mais quelque peu originales pour au moins deux d'entre eux : un licenciement pour faute grave le 30 août 2004 motivé par la grève¹⁴, un congé sans solde ... *démissionné* (démission fixée au 31 août 2004) sur un CDI transformé en CDD (fin de contrat fixée au 15 septembre 2004), une vraie démission datée du 22 septembre 2004.

Ces occurrences sont apparemment insignifiantes, comme en témoigne la déclaration sans gêne de Citizens Carmes au cours de son CA du 25 septembre 2004 : "la Présidente a également reçu l'assurance que les salariés actuellement employés de la société Eden Carmes seraient maintenus dans leur emploi"¹⁵. Comme si rien n'était arrivé ! Et de s'empresse, ainsi que la gôche locale, de rendre hommage mielleusement au directeur s'en allant (certains ont même proposé de dédier une salle du cinéma à son nom !¹⁵). Mais pourquoi cette association de spectateurs (de... 61 membres en 2005!) s'offusquerait quand les associations dites militantes ne réagissent aucunement à cette répression patronale concrète?

SILENCE! PARTENARIAT MILITANT : ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX

Pourtant Attac45 était au courant, l'un de ses membres du bureau ayant eu l'honneur d'être avisé personnellement¹⁶ par le salarié incriminé depuis sa notification de licenciement fin août 2004. Attac 45 sait qu'un salarié est licencié pour avoir exercé son droit de grève ; que les pratiques patronales, notamment la *gestion du personnel*, sont peu reluisantes ; plus tard qu'un congé sans solde est maquillé en démission. Aucune réaction de la part d'ATTAC 45, histoire par exemple de revenir sur son soutien et son appel à subventions publiques (en 2001) à la société Eden Carmes, ou de se montrer un peu critique à l'égard de cette entreprise culturelle contestant notamment le droit de grève en 2004¹⁴, avec laquelle ATTAC 45 a organisé de nombreux débats.

Ce partenariat se poursuit tranquillement avec la nouvelle société exploitante. Il est vrai qu'il serait dommage de revenir sur une collaboration qui risquerait de nuire au militantisme cinématographique-mondain actuel ; mieux vaut faire comme si de rien était, comme si la lutte de certains salariés n'avait jamais existé. D'autant qu'il y a un nouvel

exploitant, que ces salariés récalcitrants ne sont plus là ; tout va donc pour le mieux, le monde culturel et militant peut exalter leurs grandes idées (sans qu'il y ait de "nécessité d'agir rapidement" pour cet autre monde "possible") sans être dérangés¹⁷. On promet un article dans *La lettre d'Attac* ... par résidu de cohérence militante? Par soupçon de culpabilité quand on leur rappelle leur contradiction? Ou par lâcheté d'avouer son indifférence à la condition salariale des entreprises qui leur sont utiles? En tous cas, ici non plus, pas de "nécessité d'agir rapidement" ; les mois passent, on demande quelques informations, on se montre tatillon, puis l'affaire s'oublie ... Attac45 prenait moins de précautions, et moins de temps à réagir quand il s'agissait d'écrire dans sa lettre qu'il fallait du fric public pour la SARL Eden Carmes. Quant aux AMD, leur soutien ayant été constant à l'ancien dirigeant de la société Eden Carmes, on ne s'étonnera pas de leur silence¹⁸.

Les seules réactions publiques furent celles d'un petit groupe de spectateurs solidaires et du syndicat CNT (45 et Spectacle Paris)¹⁹ dénonçant clairement la remise en cause du droit de grève, les conditions de travail et les pratiques patronales de ce genre d'entreprise, les illusions entretenues par le vernis culturel et l'indulgence des milieux militants. L'attitude d'indifférence et de non-positionnement des associations militantes locales n'est pas malheureusement une exception orléanaise. Cela rappelle notamment ce qui se passe autour des cinémas Utopia, de Toulouse particulièrement²⁰.

ICIOU LÀ : *MOTIVÉS!* QU'ILS DISAIENT ... AUTRE CAS À UTOPIA-TOULOUSE

En effet, dans cette célèbre – ça c'est moins dit – SARL (plutôt prospère) de cinémas Art et Essai aussi on profite d'une image culturelle et de gôche pour exploiter allègrement les salariés (et bénévoles de plus en plus). C'est ainsi que le compte rendu interne de la réunion d'équipe d'Utopia du 25 novembre 2004, révèle le licenciement en cours de deux salariés dont les motifs, tenez vous bien, sont pour l'un "un déficit d'heures de travail d'un délégué du personnel" et pour l'autre le manque "d'un minimum de conscience politique"²¹. Cette information diffusée et dénoncée par le syndicat CNT-AIT, est renchérie par d'anciens salariés d'Utopia réunis en Collectif évoquant le choc individuel de leur désillusion, et les conditions de travail difficilement supportables dans ces cinémas, contraignant au surinvestissement personnel et au *bénévolat*. Ces anciens salariés, avant de faire part de leurs témoignages personnels, établissent "un simple constat : 25 départs en juin 2002 et octobre 2004. Départs protéiformes qui, exception faite de trois licenciements" ... "ont été pour beaucoup à l'initiative des employés eux-mêmes. En plus des démissions, des congés de formation, certains n'ont pas hésité à interrompre un CDD avant terme ou à décliner une proposition de CDI, préférant ainsi l'incertitude du chômage à la *sécurité de l'emploi*"²².

Là aussi les associations militantes et de gôche restent impassibles face à cet affrontement de classe. Elles tendent d'ailleurs plutôt à étouffer l'affaire ; et une *militante* d'Attac (est-il besoin de préciser ce qui devient une évidence!), à la lecture d'un tract de la CNT-AIT sur cette *affaire* diffusé lors d'une projection-débat-qui-dénonce (autour du film "Haro sur le boulot"), de couvrir "de louanges Utopia qu'elle a présenté comme un espace de liberté"²³. La cinquantaine de militants, syndicalistes, citoyens venus à cette soirée ont, l'heure du débat venue, critiqué "vertement les conditions de travail ... en Argentine, et non pas à Utopia Toulouse". Un seul spectateur s'est alarmé publiquement sur ce qui était dénoncé par la CNT-AIT.

NEUTRALITÉ BIEN ORDONNÉE... DANS LE MARCHÉ DE LA MILITANCE POUR UNE MILITANCE LIBRE ET NON FAUSSÉE

Le syndicat anarcho-syndicaliste toulousain explique cette non réaction²³ : "Le cinéma Utopia est peu banal : c'est une salle *militante* qui défend haut et fort le cinéma indépendant contre les lois du marché. C'est aussi un lieu très engagé politiquement, qui soutient toutes les luttes progressistes. D'ailleurs, l'extrême majorité des organisations de gauche y a recours. Bref, c'est une véritable institution de la contestation toulousaine", "incontournable". "Si l'ensemble de ces militants altermondialistes et de ces pseudos syndicalistes *radicaux* continuent d'alter-fréquenter ces alter-patrons pourtant peu fréquentables, ce n'est pas sans raison. Utopia est en effet un véritable *média* pour ces organisations ; ils peuvent y laisser leur presse, y organiser des débats. Ce qui leur permet d'accéder à leur *clientèle* et de tenir à distance les concurrents. Que le prix en soit de s'associer à leur adversaire de classe et de fermer les yeux sur le sort de ses salariés compte si peu à leurs yeux. L'intérêt de leur organisation prime sur celui de la cause qu'elle est censée défendre." "Quant au salarié d'Utopia, il sait qu'il a une pluralité de patrons : les patrons-militants d'Utopia et les militants-patrons de la quasi totalité de la gauche toulousaine."

À Toulouse, à Orléans, comme ailleurs, c'est au même exercice que s'adonnent les organisations de *gôche* et alterpatronphiles, celui de l'art de la *neutralité bien ordonnée* : on demande l'intervention des *pouvoirs publics* pour aider une entreprise – avec la “nécessité d'agir rapidement” – tout en restant muet face aux pratiques patronales internes ... pour la culture et la résistance au libéralisme bien sûr. Reprenons le tract diffusé par des spectateurs orléanais solidaires des salariés du cinéma : “Nous regrettons aussi l'indifférence de certains membres d'associations *sociales et culturelles* ayant organisé des débats au cinéma Les Carmes, plus préoccupés de délivrer leur message, et soigner leur image que de s'interroger sur le fonctionnement interne de cette entreprise cinématographique que ces associatifs ont tacitement accepté²⁴.” Un peu comme les rédacteurs du *Monde Diplomatique* qui s'invitent chez Daniel Mermet sur France-Inter pour vendre leur argumentaire dit alternatif, sans se soucier des pratiques (ubuesques) de leur hôte Mermet avec ses collaborateurs : “Ce 4 octobre, le rendez-vous mensuel avec le Diplo avait un petit air d'inachevé. Car il manquait un point à l'ordre du jour : la précarité. Non pas celle des caissières d'Auchan ou des *working poors* de Georges Bush, mais celle qui sévit au sein même de l'émission”²⁵.

SAUVE QUI PEUT!

ATTAC-AMD PARTOUT! JUSTICE SOCIALE NULLE PART!

On peut alors rire franchement quand on lit les articles des membres d'Attac45 et de leurs collègues locaux des AMD. Ainsi un membre d'Attac de s'enflammer – ça ne mange pas de pain – cet été 2005 à la suite du référendum européen : “La victoire du Non aura un prolongement : celui de donner un nouvel élan à toutes les luttes sociales et citoyennes ainsi qu'aux alternatives déjà en marche²⁶.” Personnellement, on aurait plutôt aimé localement qu'elle ait eu un prologue par des soutiens ou des mises au point quand c'était concrètement nécessaire. Le meilleur est pour l'incontournable Christian Weber, désormais membre éminent des Amis du Monde Patronal local. *Désormais* parce que ce respectable associatif se trouvait être président d'Attac45 au moment de leur fameux soutien à la société Eden Carmes, et qui avait même accordé officiellement son soutien en 2001 au directeur de l'époque avant même que les membres de son association soient consultés!²⁷ Bel exemple de démocratie pour leur “autre monde possible”.

On peut lire la prose de ce monsieur sur son site personnel²⁸, qui sert aussi de *site du groupe* pour les AMD – histoire de ne pas mélanger les genres et de ne pas trop personnifier les choses. Dans un article intitulé « Depuis le 29 mai... »²⁹ (décidément ce référendum est une obsession, à moins qu'il n'y ait rien d'autre qui soit digne d'intérêt pour la gôche associative) tout devient plus lumineux : “Le 29 mai au soir les temps ont changé.” On découvre dans ce texte pourquoi les associations citoyennistes ne pouvaient réagir lors du conflit du cinéma local : “La mission d'éducation populaire d'Attac et d'autres associations (les Amis du Monde Diplomatique par exemple) doit impérativement se développer sur ce terrain aujourd'hui favorable.” Donc, d'une part, le terrain n'était pas favorable ; et de l'autre, l'éducation populaire se fout éperdument du droit des salariés, l'exploitation de l'homme par l'homme étant un bien nécessaire à l'humanité et à ses *éducateurs*.

Toujours dans ce texte, on tombe sur quelques belles surprises qui feraient penser que le militant multicarte opère un transfert sur les dirigeants politiques de l'État Français : “Les modifications du droit du travail qu'il” (“le nouveau gouvernement”) “entend imposer par ordonnances montrent clairement que le message n'a pas été entendu.” Et ailleurs : “L'alliance objective du PS et de l'UMP sur le texte constitutionnel (...) a été un révélateur puissant sur l'ambiguïté – voire la duplicité – du social réformisme.” Ce militant omniprésent entend-il ainsi faire oublier sa propre surdité (et celle de ses associations) aux conflits sociaux locaux ? Quant à parler de duplicité, il devrait d'abord régler le problème dans son propre “social réformisme” altermachin. Pour le coup mais sans vraiment d'illusion quant à la solvabilité de ce militantisme de gôche, il y a “nécessité d'agir rapidement”.

Les Révoltés du Bounty, Août 2005

NOTES

1. Attac 45 Compte-Rendu de Conseil d'Administration du 3 juillet 2001 ; visible sur le site <http://www.local.attac.org/attac45/Documents/ca/crca20010703.pdf>

2. Franck Élie d'Attac 45, La lettre d'ATTAC n° 10, 12 septembre 2001 ; visible sur le site http://www.local.attac.org/attac45/Documents/la_lettre/lettre10.pdf

3. Perle d'Attac45 : “Ce cinéma est un maillon de la chaîne de résistance à l'uniformisation de la culture. Une autre culture est possible.” Eh bien oui! Cette culture est possible maintenant! C'est la culture d'entreprise! Du moins à en juger la satisfaction des militants tobinistes aussi bien que leurs amis élus de gôche, envers ces structures de “résistance”. Ainsi aux motifs des licenciements par leurs entreprises résistantes préférées, qui leur semblent

apparemment révélateurs d'un cachet culturel original - grève "injustifiée" puis "illicite et abusive" à Orléans, "déficit d'heures de travail d'un délégué du personnel" et manque "d'un minimum de conscience politique" à Toulouse -, les militants réagissent ... À Toulouse une disciple de Tobin couvre "de louanges Utopia qu'elle a présenté comme un espace de liberté." ... À Orléans la gôche élue du conseil municipal dans "L'opposition, par la voix de Hélène MOUCHARD-ZAY" ... "a tenu à rendre hommage au travail effectué par (l'ancien directeur du cinéma les carmes) pendant cinq ans".

4. Attac ne promeut l'autogestion ... qu'à l'écran : Bien que la gestion bien concrète de leurs entreprises partenaires locales ne portent pas les militants à cogiter leurs alternatives, l'université d'été d'Attac proposera le 28 août 2005 à ces militants – lassés par les discours de Jacques Nikonoff? – une projection de *The Take* de Naomi Klein où des travailleurs argentins se réapproprient leur usine.

5. (Auto)promotion filmique d'Attac45 : Pour la soirée avec Pierre Carles autour de son film *Attention Danger Travail*, le 23 novembre 2003 au cinéma Les Carmes, un membre d'Attac 45 demandera à un salarié d'apposer le logo "ATTAC" sur l'affiche du film annonçant le débat... Histoire de bien rappeler aux spectateurs (salariés) et aux salariés (du cinéma), qui leur offrait cette soirée de haute résistance.

6. Aux AMD, la sincérité parle : Pour motiver le soutien à une campagne pour l'ouverture d'une 4e salle de cinéma aux Carmes, est invoqué dans leur réunion du 27 novembre 2003 le fait que les "trois salles ne permettent pas de répondre à toute la demande des associations". Démonstration est faite que le cinéma fait bien office de prestataire de service aux associations locales!

7. Rappels aux spectateurs, signé par 2 (puis 3) salarié-e-s du Cinéma Les Carmes, 1e juillet 2004 ; visible sur le site http://www.associations45.ras.eu.org/article.php3?id_article=247

8. Ces salariés renvoient ici notamment à leur mise à contribution bénévole dans le recueil de souscriptions et quelques mois plus tard dans le retour de ces dons aux souscripteurs, l'initiative venant de l'association Citizens Carmes dans l'intention au départ de créer une quatrième salle. Cette campagne fut soutenue par les AMD (cf. leur compte rendu de réunion du 27/11/03), par contre ATTAC 45 cette fois s'est abstenue d'apporter son soutien.

9. En effet, outre le fait qu'ils n'aient pas voix au chapitre dans les pourparlers autour de leur entreprise, leur souveraineté quant à leur expression a été régulièrement détournée, que ce soit par la direction au travers de son assistante qui dans un article du quotidien local se permet de parler au nom des salariés pour plaindre le directeur, ou bien par l'association Citizens Carmes qui estime que les salariés devraient passer par eux pour exprimer leurs doléances : "charge en principe des salariés membres du CA que de faire part de ces problèmes" (compte rendu de CA, 25 septembre 2004). http://citizenscarmes.orleanscity.com/deliberations/ca_0409.htm

10. Cf. annexe A "Il y a compromission et compromission".

11. Petites crasses entre "amis" : Un membre du bureau d'Attac 45, avant que des salariés du cinéma orléanais ne regimbent, est parfaitement au courant depuis plusieurs mois déjà – comme d'autres membres tobiniens informés par des salariés de problèmes concernant les conditions de travail et de communication avec la direction – des tensions entre une partie des salariés et le directeur du cinéma. Il se sent donc, en bon militant, en droit de se permettre de donner quelque leçon d'alternative à l'un des salariés de son cinéma préféré et lui sort un "T'as qu'à être plus offensif avec ton patron". Il est vrai que ce responsable d'Attac 45 avait sa manière à lui d'accompagner cette offensive... en négociant avec le patron des soirées débats ... offensive ou pas : entre militant compréhensif et directeur attentif, tout finit par s'arranger!

12. Cf ANNEXE B présentant des extraits du Tract Revendicatif de Grève des deux salariés, 28 juillet 2004 ; visible sur http://www.associations45.ras.eu.org/article.php3?id_article=261

13. Suite et fin de grève, 2 salariés du cinéma Les Carmes, 30 juillet 2004 ; visible sur http://www.associations45.ras.eu.org/article.php3?id_article=262

14. Une procédure a été engagée aux prud'hommes par le salarié licencié.

15. Citizen Carmes, compte rendu du conseil d'administration du 25 septembre 2004 ; visible sur http://citizenscarmes.orleanscity.com/deliberations/ca_0409.htm

16. On croise, des fois, vraiment n'importe qui dans les cafés de la rue de Bourgogne.

17. Les voix du partenariat sont inattaquables : Le 19 mai 2005, l'association "le Chiendent", à laquelle adhèrent ... les AMD et Attac45, inaugura un "partenariat mensuel" de soirée-débat avec la nouvelle entreprise gérant "le cinéma les Carmes". Le film projeté, *La carotte et le bâton*, avait pour "ambition de donner à comprendre ce tournant de société à partir des voix qui s'élèvent dans la lutte"(sic) ... Il y a des "voix" qui travaillaient pour leur ancien partenaire que nos zélés militants n'ont guère entendues.

18. Il faut dire qu'en tant que membre du nouveau lieu dit "associatif et autogéré" d'Orléans (Le Chiendent), les Amis du Monde Patronal avouent avoir comme objectif pour ce lieu (sans être suivi par les autres associations

adhérentes, ni même par Attac...ouf!) la création d'un emploi salarié, sous-payé ... ils réinventent l'autogestion par le salariat, et on souhaite bien du courage en cas de conflit (de velléité de grève par exemple) à ce nouveau salarié face à ces patrons militants!

19. Cf. tract sur http://cnt-spectacle.org/article.php3?id_article=13

20. Pour plus d'infos voir notamment sur le site : http://cnt-ait.info/rubrique.php3?id_rubrique=124

21. Information reprise notamment dans le tract Danger patrons de gôche, CNT-AIT Toulouse ; visible sur http://cnt-ait.info/article.php3?id_article=1067

22. Sauve qui peut Utopia! Collectif d'anciens salariés d'Utopia, mise en ligne sur la toile le 19 avril 2005 ; visible sur http://cnt-ait.info/article_print.php3?id_article=1083.

23. Quelle est la différence entre un patron de "gôche" et un patron, Pétula de la CNT-AIT, 9 avril 2005 ; visible sur http://cnt-ait.info/article_print.php3?id_article=1076.

24. Nous soutenons les grévistes dans les films ... et dans les cinémas, des Spectateurs, 2 octobre 2004 ; visible sur http://www.associations45.ras.eu.org/article.php3?id_article=319

25. Là bas si j'en sors d'Olivier Cyran, CQFD n°16, octobre 2004 ; visible sur http://www.cequifautdestruire.org/article.php3?id_article=413.

26. "L'espoir" Gilles Ferté d'Attac 45, La lettre d'Attac n°31/32 ; visible sur http://www.local.attac.org/attac45/Documents/la_lettre/lettre31.pdf

27. Un "autre monde possible" ou les déboires démocratiques selon Attac45 : "Une certaine confusion est intervenue du fait que le directeur du cinéma a affirmé dans une conférence de presse juste antérieure à la tenue du CA, avoir reçu le soutien d'ATTAC (45) en la personne de son président. Ne sachant comment interpréter cette affirmation, et en l'absence de Christian Weber pour rétablir la vérité, il a été procédé à un vote pour le soutien direct (pour=3 ; contre=2 ; abstention=4)".

28. <http://perso.wanadoo.fr/chweber/Depuis29mai.htm>

29. Article publié aussi dans Babord n°40, juin 2005: journal local, rempli de commentaires creux plus que d'informations ou d'analyses, une vingtaine de pages mal photocopiées pour 3 euros et visant essentiellement à recomposer la gauche aux élections municipales...

ANNEXE A

IL Y A COMPROMISSION ET COMPROMISSION...

On peut rétorquer à ceux qui dénoncent la passivité des associations et militants face à une situation de conflit social dans ce genre d'établissement socioculturel – qui ne sont pas foule –, que quoi que l'on fasse comme action, militante ou non, on se trouve toujours *corrompu* d'une manière ou d'une autre.

Effectivement on se trouve dans un état de société où on se compromet tout le temps. Ne serait-ce qu'en allant au supermarché, on cautionne l'exploitation des caissières (entre autres). Mais – même si c'en est un – *le problème dénoncé n'est pas celui-là !*

La comparaison à faire porte plus sur quelle réaction auraient les associations et militants, si (poursuivons notre exemple) des caissières de leur supermarché (*préféré?*) se mettaient en grève? S'il était diffusé l'information qu'une procédure de licenciement pour fait de grève avait été engagé?

Quelle aurait été la réaction de nos joyeux drilles militants si un conflit social avait eu lieu dans leur librairie préférée, celles où ils essayent de mettre en dépôt leur canard par exemple?

Ces associations participent à l'animation de ces lieux culturels, qui prennent ainsi surtout grâce à elles, une teinte sociale voire militante. Ces structures mélangent alors de fait (de façon plus ou moins poussée) militantisme et tiroir-caisse (si ce n'est bénéfice). Il est donc d'autant plus important ne serait-ce que d'un point de vue de cohérence au sein même de leur activité militante, que ces associations – impliquées par leurs partenariats – prétendant intervenir sur un plan économique et social, réagissent (inutile de préciser qu'en présence *du loup et de l'agneau*, la neutralité – libérale – consiste à se ranger du côté du plus fort).

Reste à savoir si ces associations sont prêtes à mettre en cause leur *mode de rentabilisation* militante.

ANNEXE B

TRACT REVENDICATIF DE GRÈVE DES DEUX SALARIÉS DU CINÉMA LES CARMES, 28 JUILLET 2004

“AUJOURD’HUI MERCREDI 28 JUILLET DEUX SALARIÉS DU CINÉMA LES CARMES SONT EN GRÈVE”

... “Pour la première séance de l’après midi il est prévu que le projectionniste, en plus de sa fonction d’opérateur, devra assurer seul la caisse et l’accueil du public, gérer les possibles venues de centres de loisirs” ... “vérifier les salles, remonter la caisse... Parallèlement des caissières n’étant présentes au cinéma que pour les deux séances du soir, devront plusieurs heures à l’entreprise... à la rentrée de septembre.”* ...

“Nous demandons donc pour ces trois semaines où le cinéma n’offrira que trois séances quotidiennes que :

- le projectionniste ne fasse pas la caisse pour la première séance de l’après midi
- la caissière prenne son poste pour toutes les séances.

Notre double revendication n’ayant pas obtenu satisfaction, nous nous déclarons en grève à partir de ce mercredi 28 juillet.

Deux salariés du cinéma les Carmes.”

**Notons que ces salariés n’étaient pas annualisés.*

Extraits du Tract Revendicatif de Grève des deux salariés du Cinéma Les Carmes, 28 juillet 2004 ; visible sur http://www.associations45.ras.eu.org/article.php3?id_article=261

A propos d'une critique du livre d'Anne de Loisy *Bienvenue en France, six mois d'enquête clandestine dans la zone d'attente de Roissy*, critique rédigée par Philippe Coutant pour son site et la revue de la CNT *Les temps maudits*, nous reproduisons ci-dessous une lettre sur les conditions de travail des employés dans les aéroports et les mécanismes des sentiments et attitudes racistes ou xénophobes sur ces lieux de travail. (Ni patrie ni frontières)

Le « fascisme policier », la propagande du FN et la « xénophobie d'Etat » jouent-ils vraiment un rôle déterminant ?

Cher Philippe,

Je me permets de t'envoyer cette lettre pour te faire part de mon expérience personnelle en tant qu'employé d'Air France à Orly et à Roissy de 1979 à 1983. Cette expérience, certes limitée, m'incite pourtant à apporter quelques nuances à ton compte rendu.

Orly Sud et Orly Ouest : traitement discriminatoire et mécanismes des préjugés

A Orly j'étais employé au service d'enregistrement des bagages, service où l'on donne les cartes d'embarquement aux passagers et enregistre leurs valises ; je n'avais donc pratiquement jamais affaire à la police, aux demandeurs d'asile ou aux personnes « étrangères » en transit. Néanmoins j'ai pu observer assez rapidement comment se construisaient ou se nourrissaient des préjugés xénophobes ou racistes chez mes collègues (en général plutôt « de gauche »), sans qu'il y ait besoin pour cela de la moindre propagande politique.

L'enregistrement est, chez les « cols blancs », le service le plus pénible de l'aéroport puisque tu dois dans un temps limité « traiter » le maximum de passagers avec tous les problèmes et toutes les questions qu'ils posent. Les passagers arrivent stressés pour de multiples raisons (peur d'un accident d'avion, arrivée tardive à l'aéroport, excédent de bagages, etc.) mais en plus leurs conditions d'accueil sont toujours précaires. Le summum ayant été atteint (du moins lors de mes quatre ans à Air France) par l'enregistrement des vols pour le Maghreb en juillet-août 1980 à l'extérieur, devant et sur les côtés de l'aérogare d'Orly Ouest. Résultat : les passagers restaient debout pendant des heures en plein soleil et profitaient en plus de la pollution sonore dégagée par les arrivées et les décollages des avions, ainsi que du ballet incessant des voitures et des autocars autour d'eux. Cerise sur le gâteau : ils devaient passer entre des barrières et des CRS qui contrôlaient les billets d'avion !! J'étais à l'époque délégué syndical CGT et j'avais dénoncé ce traitement lors des réunions avec la direction. Mais j'avais fort peu de chances d'être entendu, entre autres parce que « notre » subtil chef d'escale plaisantait sur les maladies vénériennes que pourraient attraper les agents d'Air France au contact de la clientèle maghrébine... !!

Mais il n'y avait nul besoin de son appui « moral » pour que les employés se comportent assez fréquemment de façon peu correcte voire carrément ignoble avec des passagers africains, antillais ou maghrébins qui constituaient l'essentiel de la clientèle de l'aéroport d'Orly.

Pourquoi ? Parce que le fait de travailler pendant des années au contact de différentes nationalités les avait amenés à se fabriquer une grille de lecture fondée sur des stéréotypes assez classiques sur les « Arabes », les « Noirs », les Martiniquais ou les Guadeloupéens. Rares étaient ceux qui s'interrogeaient sur leur rôle en tant qu'agents de l'enregistrement : faire cracher au bassinet des gens qui avaient déjà fait un sacrifice important en achetant leur billet, même à tarif « TRE » et qui étaient obligés d' « exporter » en bagages accompagnés toutes sortes de marchandises qui coûtaient une fortune dans leurs pays d'origine et que leur famille ne pouvait donc pas se payer – du moteur de voiture au frigidaire en passant par des robots mixers, quand ce n'était pas de l'huile, du café, du sucre, du riz ou des couches culottes.

Il est évident que la « compagnie » nous donnait une marge de négociation possible avec les « clients » mais notre rôle était bien de racketter des prolétaires maghrébins, antillais ou africains. Ceux-ci, pour obtenir une plus grande réduction sur leur excédent de bagage, étaient amenés le plus souvent à s'humilier devant nous, voire à nous proposer des bakchiches. Et ces comportements ne pouvaient eux-mêmes que renforcer notre condescendance ou notre mépris pour eux.

Ce sont ces rapports faussés, cette dynamique à l'œuvre dans une relation de force entre clients et passagers qui dominent, avec une intensité bien plus grande dans les rapports entre policiers (ou médiateurs comme c'était le cas de la journaliste embauchée clandestinement à Roissy) et « étrangers » en situation délicate ou irrégulière.

Roissy : tapis rouge pour les clients fortunés et mauvais traitements pour les prolétaires

Lors de mes deux années suivantes à Roissy j'ai pu constater encore une fois qu'Air France avait une politique des deux poids deux mesures selon l'origine sociale de ses clients. Jamais à Orly on ne nous avait informés que, selon les règles internationales du transport aérien, nous devions distribuer des bons repas ou des bons d'hébergement gratuits si les avions étaient très en retard. Les passagers maghrébins obtenaient qu'on respecte leurs droits à Orly uniquement quand ils étaient emmenés par trois ou quatre Français genre bien blancs et BCBG qui connaissaient leurs droits et s'improvisaient leurs porte-parole. Sinon les mères de famille maghrébines ou africaines n'avaient plus qu'à dormir avec leurs bébés sur les banquettes ou le sol de l'aéroport, sauf si certains agents d'Air France proposaient, de leur propre initiative, de les héberger à leur domicile personnel et de les ramener à l'aéroport le lendemain.

Mais à Roissy tout était différent : la clientèle était généralement plus aisée et Air France prévenait toute protestation avec des boissons, des bons donnant droit à des boissons, des repas ou des chambres d'hôtel gratuits avant même que les passagers en fassent la demande.

Par contre le comportement des policiers de la PAF (police aux frontières) et des douanes était marqué par la xénophobie permanente et l'arbitraire le plus complet :

- mieux valait pour un marin coréen ne pas se faire prendre avec sa paie des 12 ou 16 derniers mois en espèces: il fallait alors une bonne heure pour expliquer aux douaniers et aux flics qu'ils n'avaient pas arrêté un « gros trafiquant » (avec au maximum 5000 euros sur lui !) et que c'était une pratique courante chez les marins de transporter leur argent en petites coupures sur eux ;

- malheur à la Péruvienne en provenance de Panama et en transit pour l'Espagne qui tournait en rond d'un air inquiet autour du tapis à bagages : elle avait le droit à la fouille détaillée de ses bagages puis à la fouille rectale et vaginale, sans la moindre excuse et sans qu'on l'aide à refaire sa valise saccagée, une fois qu'elle était « innocente » ;

- haro sur le jeune Japonais aux allures de hippie transportant un ordinateur dans son sac à dos. Là aussi séance d'humiliation pendant une demi-heure et incompréhension totale des flics et des douaniers devant ce jeune Asiatique qui parlait parfaitement français et était donc forcément suspect : tutoiement, menaces, et aucune excuse une fois relâché.

Chaque jour apportait son lot d'anecdotes témoignant de la xénophobie, du racisme ou tout simplement de la bêtise des policiers ou des douaniers. Et les moments les plus calmes de la journée n'étaient souvent pas les plus agréables pour les passagers puisqu'il fallait que les hommes (et les femmes) en uniforme s'occupent et s'amuse à leurs dépens en inventant toutes sortes de jeux humiliants.

Les employés d'Air France avaient moins l'occasion de « taxer » le travailleur immigré à Roissy qu'à Orly, par contre on les appelait fréquemment dans les salles de correspondance pour d'autres villes de France ou d'Europe afin de servir d'interprètes auprès de la PAF (Police aux frontières).

Et il fallait déployer des trésors d'imagination pour convaincre les policiers de laisser repartir les passagers « atypiques » vers leur destination finale : on se doute qu'il ne s'agissait jamais d'Américains du Nord ou d'Européens de l'Ouest, mais toujours de prolétaires en transit, de personnes originaires d'Amérique latine, d'Asie ou du Proche et Moyen-Orient avec des visas de tourisme « douteux » ou des ressources insuffisantes, etc.

Et les passagers se trouvaient à la merci des humeurs des employés d'Air France à leur égard.

La grille de lecture xénophobe à Roissy était renforcée par un stage « commercial » où l'on expliquait aux employés d'Air France les prétendues particularités culturelles spécifiques des Américains du Nord, des Asiatiques, ou des Latino-Américains. Bien sûr tout cela était délicatement enrobé d'un langage pseudo-psychologique et d'une couche d'analyse transactionnelle mais la direction n'encourageait pas les employés à remettre en cause leur rapport à d'autres nationalités, d'autres religions et d'autres coutumes, ni bien sûr leur chauvinisme franchouillard.

Ce qui fait que là aussi les préjugés pouvaient naître et prospérer facilement. Les employés d'Air France avaient l'impression, à Orly comme à Roissy, de bien connaître la mentalité de nombreux pays, tout simplement parce que, au fil des années, ils avaient côtoyé des milliers voire des dizaines de milliers de ressortissants de tel ou tel pays. Pour peu qu'ils aient eux-mêmes voyagé dans telle ou telle contrée exotique

ils avaient en tête quelques stéréotypes de base (pas toujours défavorables d'ailleurs, parfois extrêmement positifs grâce à des rencontres amoureuses ou amicales) qui conditionnaient, de façon totalement arbitraire, leur comportement avec les passagers en cas de conflit.

Curieusement le fait de côtoyer des dizaines de nationalités, des gens de toutes conditions sociales n'ouvrait pas automatiquement leur horizon, ne les prédisposait pas à une plus grande curiosité vis-à-vis d'autres cultures, d'autres comportements humains, mais aboutissait au contraire chez la majorité des employés à adopter une grille de lecture simpliste. Ils ne se rendaient pas compte que leur fonction déclenchait presque automatiquement des comportements stéréotypés chez les "clients" qu'ils "trattaient". Ce renforcement mutuel des préjugés et des stéréotypes était à la base de beaucoup de petits conflits. Et la répétition de ces petits conflits créait ou nourrissait des formes de xénophobie ou de racisme

Pour revenir au livre *Bienvenue en France* il me semble que ta critique évacue un problème que l'auteure évoque pourtant à plusieurs reprises quand elle raconte qu'elle (et d'autres médiateurs ou infirmières) dormait mal la nuit voire tombait carrément malade à cause de son impuissance à lutter contre les injustices auxquelles elle assistait.

Cet aspect me semble bien plus fondamental que le « fascisme policier », la propagande du FN ou la « xénophobie d'Etat » que tu invoques.

Je crois que certains boulots sont forcément déshumanisants même si l'on n'a aucun préjugé xénophobe lorsque l'on est embauché. Et c'est valable pour les flics, les douaniers, les employés des aéroports et des compagnies aériennes, les médiateurs de la Croix-Rouge, etc. Nul besoin de propagande politique de droite ou d'extrême droite pour que les individus en contact quotidien avec des étrangers en souffrance se durcissent, se blindent, se forment une carapace. C'est un processus que tu peux constater tous les jours avec les médecins ou les infirmières dans les hôpitaux et qu'avait bien décrit Hervé Hamon dans son enquête sur le milieu médical. Vivre dans l'empathie permanente vis-à-vis de ceux qui souffrent est éprouvant. Si en plus tu dois lutter contre ta hiérarchie, tes collègues et les flics tous les jours, il faut avoir des convictions politiques solides pour tenir le choc.

C'est pourquoi il est plus facile de fermer les yeux devant les remarques racistes, les tabassages, de fermer les oreilles aux supplications et aux récits (imaginaires ou réels) de ceux qui te font face et de ne réserver ta compassion qu'à certains cas bien précis. Car le tableau est complexe : les mêmes personnes ressentent souvent un formidable sentiment de culpabilité (cf. ce que dit Christophe Dejours sur la souffrance psychologique des cadres et autres "dégraisseurs"). Et cette culpabilité peut se transformer soit en froideur voire en hostilité comme le décrit l'auteur, soit en gestes d'humanité sélectifs, intéressés ou pas : vis-à-vis d'une jolie fille, d'une vieille dame, d'une femme enceinte, d'un handicapé, ou de tel ou tel ressortissant d'une nationalité jugée plus « sympathique » qu'une autre.

Y.C.

Les travailleurs immigrés de l'Europe de l'Est en France : l'exemple polonais

L'arrivée des travailleurs de l'Est reste très limitée en France

Les flux d'immigration de l'Est vers la France sont récents et faibles par rapport aux autres courants migratoires : ils commencent seulement au début des années 2000, sauf pour les Polonais (en tant que saisonniers), dès 1990 et à partir de 1994 pour les Roumains (en tant que demandeurs d'asile). En 1999, les migrants d'Europe de l'Est ne représentent que 2,2% des 3,3 millions d'étrangers en France (la part des étrangers en France est stable : 6% de la population) contre 1,7% de 3,6 millions en 1990. Donc il y a une progression, mais modeste, surtout en comparaison avec la plupart des autres pays d'Europe de l'Ouest, ils sont relativement limités en France : l'Allemagne a connu une pointe d'immigration venant de l'Est au début des années 90 ; le Portugal a accueilli une forte immigration ukrainienne depuis la fin des années 90 (environ 400 000 migrants de l'Est actuellement dans le pays) ; l'Italie connaît depuis 5 ans un afflux massif de travailleurs venant de Roumanie, d'Ukraine et d'Albanie³⁹. En Espagne, la présence roumaine légale et illégale est estimée à 500 000 personnes.

Les Polonais sont les plus nombreux migrants de l'Est en France en 2000⁴⁰, mais contrairement à ceux venant de l'ex-URSS, leur nombre baisse (47 000 en 1990 contre 33 500 en 1999). Ils représentent 40% de ceux qui possèdent un titre de séjour, mais c'est assez peu en fait : environ 30 000 personnes. En 1999, seuls 2,7% des Polonais ayant immigré récemment se sont installés en France contre 327 000 en Allemagne.

Immigrants de l'Est (avec titre de séjour) en 2001 en France

Nationalités	
Russes	11 537
Ukrainiens	3118
<i>Europe centrale et orientale :</i>	48 281
dont Polonais	28 009 soit 41,1%
Roumains	10 530
Bulgares	4 098

Les travailleurs polonais en Europe : surtout en Allemagne et en Grande Bretagne

65.000 Polonais sont allés travailler dans un pays de l'Union européenne depuis son élargissement aux dix nouveaux membres, il y a un an. Mais si l'on comptabilise les « travaux saisonniers » dans l'UE, 450.000 ressortissants de la Pologne y ont été employés pendant la première année de son appartenance à l'Union. La plupart sont allés travailler en Allemagne (28%), en Grande-Bretagne (21%), en Italie (11%), en Irlande (7%) et aux Pays-Bas (7%). En 2005, selon les estimations du ministère polonais du Travail, un demi million de travailleurs saisonniers polonais partira travailler cette année à l'étranger, principalement en Grande Bretagne (en tant qu'ouvriers agricoles, dentistes, personnel médical et même plombiers !) et en Allemagne. Ce nombre est comparable à celui de l'an dernier où environ 300.000 Polonais ont trouvé un emploi saisonnier en Allemagne et 100.000 en Grande Bretagne. Craignant, à tort, un afflux massif de la main d'œuvre à bon marché, la plupart des quinze « anciens » membres de l'UE, à l'exception notable de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, ont instauré des périodes de transition d'au moins deux ans, avant d'ouvrir leur marché du travail aux nouveaux adhérents. Certains pays plus pragmatiques ont mis en place des quotas

³⁹ La régularisation des clandestins opérée en 2003 montre l'ampleur de l'immigration de l'Est : sur 635 000 personnes régularisées, 133 000 sont roumaines, 100 000 ukrainiennes et 47 000 albanaises.

⁴⁰ Après la guerre, les Polonais étaient 425 000 (25% des étrangers en France) contre 47 000 (1,3%) en 1990 et 33 500 en 1999.

de travailleurs saisonniers offerts aux nouveaux membres, notamment l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas.

Les migrants de l'Est en France : dans quels secteurs travaillent-ils ?

A la différence des autres courants migratoires, la plupart des travailleurs de l'Est sont instruits et qualifiés. **Les travailleurs de l'Europe centrale et orientale sont peu nombreux à venir avec un titre de séjour permanent (plus d'un an), notamment en raison d'un durcissement de la politique d'immigration française**⁴¹. Ce sont des Polonais, Roumains (ouvriers et employés qualifiés) et des Russes (cadres, ingénieurs).

Ils sont **plus nombreux à venir avec un statut temporaire** (titre de séjour et plus d'un an et autorisation provisoire de travail) : le nombre a décuplé de 1990 à 1999, ce sont des travailleurs, des demandeurs d'asile et des étudiants. Parmi ceux qui viennent travailler, on trouve surtout des Russes, des Polonais et des Roumains **dans l'industrie, la construction** (notamment les chantiers navals) **et les services sociaux collectifs** (hôpitaux par exemple). Depuis l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne le 1^{er} mai 2004, des centaines d'infirmières déçues par leurs conditions de travail ont claqué la porte des hôpitaux polonais pour aller travailler dans d'autres pays de l'Union européenne.

Travail saisonnier, travail au noir et « détachement » des travailleurs en provenance de l'Est : BTP et agriculture

En dehors des entrées officielles sur le territoire, le **nombre de travailleurs illégaux** a augmenté. A part des réseaux (Roumains, Ukrainiens) de vendeurs à la sauvette et de prostitution (37% des prostituées qui exercent en France viennent de l'Est de l'Europe), il s'agit surtout du **travail au noir** dans le **secteur du bâtiment, plus souvent chez des particuliers** que sur des gros chantiers. Ils peuvent être embauchés au noir par des petites sociétés parfois dirigées par des patrons qui viennent eux-mêmes de l'Est, arrivés il y a plusieurs années et offrant leurs services à des prix de 10 à 30% moins élevés que des artisans français.

Les plus nombreux sont les saisonniers, dont le nombre officiel a explosé. Parmi les travailleurs de l'Est, **ce sont essentiellement des Polonais** : ils sont les premiers à être arrivés en France dès 1990 et tous les ans, des milliers de Polonais viennent comme presque uniquement en tant que travailleurs saisonniers : en 1999, ils représentent 34% des saisonniers étrangers non communautaires et en 2001, 43%. Mais une partie d'entre eux ne sont **pas déclarés**. Ils travaillent dans le **secteur agricole** (récoltes de fruits et légumes, vendanges⁴²), **dans le bâtiment, dans la restauration.**

Une pratique illégale se répand très vite, qui touche beaucoup les travailleurs polonais (mais pas seulement) : il s'agit du **détachement de salariés**, mis à disposition à des entreprises françaises par des sociétés polonaises qui se disent « prestataires de services », mais qui sont en fait des « vendeurs de bras ». Cette pratique se développe dans le secteur du **bâtiment, de l'agriculture** (maraîchers, viticulteurs), ou encore dans des centrales nucléaires ou dans des usines pour des travaux ponctuels, mais de manière marginale.

Les travailleurs sont des **salariés déguisés, de faux travailleurs indépendants** : ils ne sont pas déclarés en France (mais en Pologne) et ne sont pas soumis aux charges sociales. Les montages juridiques sont complexes et, de fait, la fameuse directive Bolkestein est déjà en vigueur depuis quelques années. **Seules 20% à 25% des entreprises qui détachent des salariés sur le sol français respectent l'obligation de déclarer leurs salariés au ministère du Travail.** La plupart du temps, l'Inspection du travail se contente de contrôler les conditions de travail et non les conditions d'embauche.

Travaux agricoles : cueillettes et vendanges

Dans de nombreuses **régions maraîchères** (Bouches-du-Rhône, Bretagne, Alsace, Sud-Ouest), de plus en plus de travailleurs polonais (en plus des Marocains et des Tunisiens) sont mis à disposition des exploitants

⁴¹ Les expulsions d'étrangers irréguliers progressent : depuis le début de l'année 2003, 1 672 Roumains en situation irrégulière ont été reconduits dans leur pays d'origine, dont 134 par vols groupés spéciaux et 1 528 sur des vols commerciaux. En 2002, ils n'étaient que 1 157. A l'inverse, le nombre d'étudiants accueillis venant de l'Est progresse rapidement.

⁴² Sur 2228 travailleurs saisonniers entrés en France pour les vendanges en 2003, 2225 sont Polonais !

pour des salaires largement inférieurs à la législation française, souvent **5 à 7 euros de l'heure** contre 12 à 13 euros normalement. Ce sont des secteurs où la main d'œuvre représente 60 à 80% du coût de production.

Les patrons français prétendent être obligés de traiter les ouvriers agricoles ainsi en raison notamment de la forte concurrence des producteurs allemands : dès 1991, l'Allemagne a introduit le statut de « travailleur saisonnier » dans les secteurs agricole, forestier et hôtelier, très favorable aux patrons : salaire horaire parfois inférieur à 5 euros, contrat limité à 3 mois, aucune durée minimum ou maximum de travail par semaine et, si le contrat dure moins de deux mois, l'employeur bénéficie d'une exemption de cotisations sociales et d'un taux horaire réglementé à environ 5 euros. 90% des migrants embauchés par les agriculteurs allemands viennent des pays de l'Est.

En juillet 2005, 240 travailleurs saisonniers, originaires du Maroc et de Tunisie, se sont mis en grève dans deux exploitations de Saint-Martin-en-Crau (13), appartenant à la Sedac et Poscros, gros producteurs de pêches et d'abricots. Ils réclament le paiement de leurs heures supplémentaires pour 2004 et 2005, soit 1500 à 3000 euros par ouvrier. Ils travaillent 230 heures par mois, mais ne sont payés que pour 150 heures. Ils protestent également contre la dureté de leurs conditions de travail et de vie : tenues de travail et séateurs à leur charge, hébergements délabrés et sans eau. Théoriquement rémunérés au SMIC, en vertu du contrat OMI (Office de migrations internationales) qui permet à des employeurs de recruter pour des durées déterminées (8 mois maximum) des saisonniers étrangers, ils ne touchent qu'environ 800 euros à la fin du mois. **Ayant obtenu gain de cause** (relogement en foyer, transport payé par l'employeur, versement des arriérés de salaire en deux fois et garantie d'être réembauchés l'an prochain), ils ont repris le travail... mais le lendemain, c'est sur une exploitation voisine que 120 travailleurs, des **saisonniers** (Marocains, Tunisiens et Polonais), mais aussi des **permanents**, se sont à leur tour mis en grève, portant les mêmes revendications. Dans ce conflit, la division entre saisonniers selon leur nationalité est visible : **seuls 30 saisonniers polonais ne suivent pas le mouvement** car ils auraient reçu des pressions de la direction et des menaces de renvoi. Ne maîtrisant pas la langue française contrairement aux travailleurs marocains, ils font aussi partie d'une immigration très récente, donc moins armée pour se défendre. Etant de nouveaux arrivants, ils pensent sans doute que ne pas entrer dans le conflit leur laisse la possibilité d'être repris les prochaines années. Là encore, l'Etat et le syndicat des exploitants agricoles s'acharnent à montrer qu'il ne s'agit que de *quelques* exploitants irrespectueux du droit du travail, alors que ces pratiques existent depuis de longues années et se renforcent pour cause de concurrence.

La présence syndicale est faible dans ce secteur d'activité, y compris parmi les ouvriers agricoles permanents. Alors que la CFDT publie et distribue (sur les plages !) des guides sur les droits des saisonniers, la seule organisation visible est la CGT, par le biais de ses unions locales et départementales. Lors du conflit gagné par les grévistes sur les deux exploitations, la CGT occupe une place non négligeable puisque plusieurs délégués ont été reçus pour discuter avec le préfet accompagnés seulement d'un représentant des 240 grévistes.

Grève aux chantiers navals de St-Nazaire

Les ouvriers sont mis à disposition de sous-traitants (qui eux-mêmes travaillent pour des grands groupes) par des sociétés de main-d'œuvre polonaises. Le but est de réduire de 30 % le coût de fabrication des navires.

En juillet 2005, **une vingtaine d'électriciens polonais** d'une société polonaise, Kliper (une société polonaise de montage des chemins de câble électrique) travaillant sur la construction de deux paquebots de croisière, se sont mis en grève et attendent deux mois de salaires impayés. Ils ne sont plus payés depuis le mois de juin et leurs responsables ont disparu avec un des minibus de la société et des contrats de travail. La société polonaise travaille pour le compte d'un sous-traitant (Gestal) des Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire (Alstom Marine).

Aux chantiers navals nazairiens, ces embrouilles sont connues depuis les grèves des **Roumains, Grecs et Indiens (payés au SMIC) oeuvrant en 2003** sur le Queen Mary 2. L'employeur de l'époque, Avco Marine, a refusé de payer 92 travailleurs roumains. Ceux-ci se sont mis en grève d'abord seuls, puis rejoints quelques jours plus tard, à l'appel de la CGT, par des travailleurs français, indiens, polonais, travailleurs des chantiers ou des boîtes sous-traitantes. Ils ont obtenu 3200 euros de paiement immédiat. Jusqu'à aujourd'hui, ils n'ont touché que 50% de leur salaire. Des actions de justice ont été lancées mais le parquet de Saint-Nazaire a classé les dossiers sans suite.

Les salaires apparemment conformes aux normes françaises cachent les pratiques *low-cost* : les sociétés sous-traitantes faisant payer aux ouvriers leur lit, leurs repas et les navettes pour rallier tous les jours le chantier. Et surtout elles utilisent un artifice invisible sur les fiches de paie : un tarif à moitié Smic en cas de « période de disponibilité ». Cette notion vague permet de réduire de 50% le salaire quand l'employeur s'estime gêné par une autre entreprise intervenant sur le paquebot, contraignant les ouvriers polonais à

l'attente forcée dans les coursives inachevées du navire. Les conditions de travail sont mauvaises et ils triment plus de 50 heures par semaine, font quelques courses au hard discount du coin, mangent des conserves, à l'écart des cantines du site. Ils sont payés chez eux, en zlotys, selon le cours de change le plus favorable à l'employeur. Les accidents du travail sur ces chantiers sont fréquents, les ouvriers accidentés ne bénéficiant souvent d'aucune couverture (les accords entre la France et la Sécu polonaise ne seraient pas encore opérationnels).

Les ouvriers polonais actuellement en grève, arrivés pour la plupart depuis deux mois des chantiers navals de Gdansk et Szczecin, affirment de leur côté ne pas avoir touché leur salaire (1 200 euros par mois contre environ 500 pour le même travail en Pologne) depuis leur arrivée, juste une centaine d'euros pour s'acheter de quoi manger. S'étant vu répondre qu'ils ne seraient pas du tout payés pour l'instant les ouvriers ont décidé de commencer **une grève de la faim** sur le parvis de l'hôtel de ville de St Nazaire en affirmant qu'ils ne bougeraient pas tant que l'affaire ne serait pas réglée *en France...* étant donné que la société polonaise Kliper proposait d'envoyer deux bus pour les rapatrier en Pologne ! La méthode est utilisée à chaque conflit : un premier groupe d'ouvriers arrivé à Saint-Nazaire au printemps avait déjà été entièrement renouvelé en mai, suite à des problèmes de paiement de salaires. Cette première vague a finalement eu un règlement partiel et a été renvoyée en Pologne.

La CGT est sur le coup (procédure en référé pour non paiement des salaires) et tous les représentants du pouvoir (préfet, Direction départementale de l'Équipement, ministre de l'Emploi, Consul Polonais...) font semblant de s'émouvoir de cette histoire... en regrettant que le droit du travail ne soit pas encore assez précis sur la question pour pouvoir intervenir...

Conclusion :

Concernant les travailleurs de l'Est en France, on retient deux tendances : d'un côté, un flux assez limité contrairement à d'autres pays européens : donc l'envahissement du marché du travail par ses travailleurs n'est que de la propagande, qui a particulièrement fleuri lors du référendum pour la Constitution européenne, en parallèle de celle sur les délocalisations à l'Est ; de l'autre, ceux qui arrivent, des Polonais surtout, sont de plus en plus souvent employés soit au noir, soit sous couvert de contrats ou de magouilles juridiques complexes, officiellement légales, mais facilement détournables. Certains secteurs ont toujours employés au noir des ouvriers étrangers (bâtiment, agriculture) et ont toujours su profiter des migrants quittant leur pays faute de travail, de quelque pays qu'ils viennent. S'ajoute à cela depuis quelques années : des pénuries de main d'œuvre locale dans l'agriculture, une concurrence accrue entre pays européens qui rivalisent dans la dégradation des conditions d'exploitation, des ruraux ne trouvant plus de travail chez eux (Polonais).

Borbala

(août 2005)

INTERNATIONAL

Pays-Bas

Le SP et ses « expulsions civilisées »

Du multiculturalisme à l'assimilation

Syndicats, délation et chasse aux clandestins

Grande-Bretagne

Le sexisme excuse-t-il les différences culturelles ?

Prol Position news

Un nouveau bulletin (en anglais) sur les luttes ouvrières internationales

Trois propositions de questionnaires sur les conditions de travail et les luttes

Pologne

Répression contre le mouvement social

Durant et après la campagne du référendum européen, la LCR a cherché à démontrer son « internationalisme » en interviewant des partisans du non dans d'autres pays d'Europe – notamment le SP néerlandais après la « victoire du non » aux Pays-Bas. Mais, sans doute pressée de se trouver des alliés, la LCR a « oublié » d'informer les lecteurs de *Rouge* des crapuleuses positions du SP sur l'immigration. Un « oubli » bien regrettable, que nous réparons en traduisant ci-après un article de *De Fabel van de illegaal* sur le SP et sa brillante proposition de conduire des expulsions... « civilisées » !

D'ailleurs, il suffisait aux lecteurs de *Rouge* de lire l'interview du secrétaire général du SP publiée dans leur propre hebdo au mois de juin dernier (sous le titre « Du nee au non ») pour voir dans quelles eaux nauséabondes nagent ces représentants de la prétendue « gauche anticapitaliste européenne » que courtise tant la LCR. Selon *Rouge*, le SP serait « désormais aux Pays-Bas le plus important parti à gauche de la social-démocratie ». Oh ! les bourgeois néerlandais doivent trembler de peur devant ce parti si radical !

Or, que nous dit Hans van Heijningen, secrétaire général du SP dans son interview à ladite publication trotskyste ?

« Si on prend par exemple le problème de l'immigration des travailleurs, il est difficile de voir si on en parle d'un point de vue de droite ou dans une perspective socialiste. Pour les gens, cette différence n'est pas claire. »

Ce n'est pas pour « les gens » que la différence « n'est pas claire », c'est pour les social-chauvins du SP (et accessoirement pour la LCR qui leur ouvre ses colonnes afin qu'ils déversent leur propagande nationaliste). En effet les militants du SP défendent l'« indépendance de [leur] pays » (!) et veulent rester maîtres dans [leur] propre pays » (!) car ils sont hostiles à l'« ouverture des frontières » parce qu'elle « profite aux grands pays et aux multinationales » (!). Difficile de tomber plus bas dans la démagogie patriotarde... Et pas étonnant que les électeurs néerlandais ne voient pas, sur certains points, la différence avec les discours de la droite locale. (*Ni patrie ni frontières*)

Eric Krebbers

Votez pour des expulsions civilisées, votez pour le SP !

Aujourd'hui une petite dose de racisme semble admise à gauche. De plus en plus de militants votent pour le Socialistische Partij (SP, Parti socialiste) aux Pays-Bas, adhèrent à ce parti ou deviennent même candidats aux élections pour ce groupe. Les positions de cet ex-organisation maoïste sont effectivement plus progressistes, sur de nombreux points, que celles de la plupart des autres groupes, mais pas quand il s'agit des réfugiés ou des immigrés. Tout comme les partis de droite, le SP prône une politique de fermeté contre « certains groupes de jeunes immigrés » et ne proteste pas contre le véritable apartheid administratif instauré par la loi sur la fusion des données informatiques qui permet de priver les sans-papiers de tous les services gouvernementaux. « Les sans-papiers et les réfugiés déboutés du droit d'asile doivent quitter les Pays-Bas », déclare « Première rue à gauche », le programme d'action du SP pour les années 2003-2007.

La dernière campagne électorale a commencé le 8 janvier 2003 par un débat télévisé entre les chefs des partis politiques. Le dirigeant du SP, Jan Marijnissen, a essayé de battre Mat Herben (le leader d'extrême droite de la Liste Pym Fortuyn) en employant des arguments populistes hostiles à l'immigration. « Nous devons obliger encore plus les gens à s'intégrer », a déclaré Marijnissen, suggérant que les immigrants et les réfugiés ne désirent pas suffisamment s'adapter. Bien qu'il ait reconnu que les Pays-Bas ne sont pas encore surpeuplés, il a averti que cela arriverait un jour si des mesures drastiques n'étaient pas prises. « Nous ne pouvons pas accepter de réfugiés économiques aux Pays-Bas. Si nous les laissons entrer, les Pays-Bas seraient envahis en moins de temps qu'il ne faut pour le dire. » C'est pourquoi, selon lui, les expulsions sont nécessaires. « Je suis d'accord pour que l'on expulse les sans-papiers. Mais ne pourrions-nous pas le faire de façon un peu plus civilisée ? », a-t-il ajouté pour les électeurs de gauche. Des expulsions « civilisées », kezacó ?

L'appareil de contrôle de l'immigration

Certaines des mesures préconisées par le programme d'action du SP sont très positives. Le SP écrit que les sans-papiers ont droit à l'aide médicale et que les réfugiées et les immigrantes qui sont victimes de violences conjugales devraient obtenir un permis de résidence spécial pour raisons humanitaires. Le SP défend aussi l'attribution de cartes de séjour à tous les travailleurs sans-papiers qui ont payé des impôts avant la loi sur le regroupement des données informatiques votée en 1998, et à tous les réfugiés qui se trouvaient déjà depuis trois ans dans des camps de réfugiés néerlandais le 1^{er} avril 2001, quand la nouvelle loi sur les étrangers a été introduite. Mais même si ces mesures sont très importantes pour les personnes concernées, elles ne visent qu'à arrondir les angles d'une politique répressive contre l'immigration. Dans aucun point de son programme d'action, le SP ne critique les fondements des politiques migratoires. Le SP souhaite placer les réfugiés dans des centres d'accueil « régionaux » (1) et empêcher les immigrants d'entrer aux Pays-Bas ; ce parti est favorable à la sélection des immigrés ; il veut rejeter certains réfugiés, ainsi qu'exclure et expulser les sans papiers. Quand un parti politique soutient de telles mesures et est hostile à l'ouverture totale des frontières, il choisit aussi de soutenir toutes les institutions et les règlements dont les Etats ont besoin pour appliquer leur politique migratoire, par exemple les contrôles aux frontières et les centres de détention des expulsés. Les réfugiés et les immigrés essaient évidemment d'échapper à cet appareil de contrôle et sont donc toujours victimes de la répression, quand ils traversent illégalement les frontières, quand on les jette en prison et quand on les expulse. De tels résultats sont inévitables, même si le SP souhaite que cela se passe de manière « civilisée ».

Les antiracistes chercheront en vain, dans le programme d'action du SP, des propositions d'action contre le racisme. C'est comme si le racisme n'existait pas aux yeux du SP. Mais cela n'empêche pas ce parti de reprendre à son compte, dans ce texte, les préjugés racistes actuellement les plus populaires contre les immigrés.

Le plus important de ces préjugés étant que les immigrés ne font pas suffisamment d'efforts pour s'intégrer. Selon le SP, c'est « l'échec de l'intégration » qui affaiblirait la « solidarité entre les immigrés et les Néerlandais ». C'est pourquoi le SP critique le climat hostile aux immigrés créé par... les immigrés eux-mêmes ! En d'autres termes : les victimes du racisme seraient elles-mêmes responsables du racisme. C'est pourquoi toutes les mesures proposées par le SP ne visent que les immigrés. Ce parti veut exiger davantage des nouveaux arrivants, « comme par exemple de mieux maîtriser la langue et de participer à des stages ». Le SP veut forcer les immigrés à suivre des cours de langue et d'intégration dans leur pays d'origine afin « d'atteindre le niveau que le gouvernement néerlandais exige d'eux ».

Enfin, le programme du SP reprend à son compte un autre préjugé raciste très répandu : la criminalité serait pire lorsqu'elle serait le fait d'immigrés. Dans une période politique où la droite populiste donne le ton aux Pays-Bas, le SP ne s'intéresse plus à la criminalité elle-même, mais à l'origine ethnique de ceux qui contreviennent aux lois. Le parti participe ainsi au débat monté en épingle par les médias sur la « sécurité » et veut même imposer des mesures spéciales plus sévères contre les immigrés. « La lutte contre la criminalité et les problèmes spécifiques causés par certains jeunes immigrés doit devenir plus pratique et performante. Il pourrait être utile d'établir des profils types des délinquants » et de « disséquer le noyau dur des récidivistes ». Le fait de classer les délinquants selon leur nationalité ne sert qu'un seul objectif : le racisme. En posant les problèmes de cette façon, le SP contribue à détériorer encore davantage l'image des travailleurs immigrés.

« Travailleurs invités et Capital »

Durant les débats sur l'intégration, Marijnissen, secrétaire général du SP, s'est régulièrement vanté du fait que le SP « avait été le premier à souligner ces problèmes » dans « Travailleurs invités et Capital », un rapport publié au printemps 1983. A l'époque, Marijnissen lui-même avait participé à sa rédaction. Bien que ce texte soit totalement raciste, le SP ne prend pas ses distances par rapport à lui. Selon ce document, les immigrés contribuent à affaiblir les luttes des travailleurs. A cause de leur culture musulmane « arriérée » les travailleurs immigrés auraient une attitude servile envers leurs patrons. « Les Néerlandais ont beaucoup de mal à travailler et vivre ensemble avec leurs collègues étrangers à cause des différences de développement et de culture. » L'attitude négative de nombreux Néerlandais serait donc compréhensible, selon ce texte. De plus, d'après le rapport en question, on peut pas appeler ce genre d'attitude de la discrimination : « La 'discrimination' est probablement le seul mot néerlandais qu'apprennent presque tous les étrangers. Nous ignorons s'ils en connaissent ou pas le sens. De toute façon, ils l'ont entendu tant de fois dans la bouche de travailleurs sociaux, sans doute bien intentionnés, qu'ils ont commencé à l'utiliser eux-mêmes, à tort ou à raison, dans toutes les situations qu'ils rencontrent. »

Ce rapport abordait aussi les « problèmes » posés par le regroupement familial. Mais il ne mentionnait pas les maisons délabrées dans lesquelles les immigrées étaient obligées de vivre, ni le racisme et l'exploitation qu'elles subissaient. A l'époque, le SP ne s'intéressait qu'aux « problèmes » qu'« elles » posaient. Les preuves apportées se réduisaient à des commérages de voisins. Le rapport mentionnait à de nombreuses reprises des anecdotes concernant des abattages rituels, des machines à laver qui fuyaient et des toilettes cassées. « Ces femmes ne veulent pas vraiment apprendre notre langue », prétendait le SP. Et à cause de la « forte densité de population dans notre pays » le parti voulait obliger les immigrés à choisir : « Soit ils deviennent des citoyens hollandais au bout de quelques années – nous proposons deux ans – soit ils rentrent chez eux après une période de même durée. »

Marijnissen et ses amis pensaient offrir aux immigrés 75 000 guilders pour partir (soit 225 000 francs de 1983). Bien sûr, à l'époque, toutes les autres tendances de gauche avaient sérieusement critiqué le SP pour sa collaboration à ce rapport raciste (2).

Formulations et contenu

Certains des militants de gauche qui ont depuis lors rejoint le SP ne s'inquiètent pas de ce racisme, mais ce n'est pas le cas de tous. Par exemple, durant un débat électoral organisé le 18 janvier 2003 à EuroDusnie, Krista van Velzen, militante et députée du SP, a déclaré qu'elle n'appréciait pas les formulations du rapport de 1983 mais... qu'elle approuvait son contenu ! Hans vanHeijningen, candidat du SP, a récemment reconnu, dans le magazine militant *Ravage*, que les positions du SP en matière d'immigration lui posaient quelques problèmes. Il est personnellement favorable à l'ouverture des frontières, mais, selon lui, son parti a peur de se retrouver devant une « situation incontrôlable ». Que ferait Hans van Heijningen si le SP parvenait au pouvoir et trouvait chargé de la politique migratoire ? A cette question il a répondu : « Heureusement je ne fais pas partie des cercles du parti qui prennent des décisions sur de tels sujets (2) » !

1. Ces centres seraient situés à proximité des pays dont viennent les réfugiés, ou dans un Etat situé non loin des frontières de l'Europe (la Lybie, par exemple, est volontaire pour ce rôle de geôlier humanitaire) ; inutile de dire que les conditions de vie y seraient encore plus précaires que dans l'Union européenne. De plus, ces lieux serviraient de « centres de tri » pour sélectionner ceux qui seraient « admissibles » sur le sol européen (*NdI*).

2. En 1983 et en 1994 de nombreuses discussions ont eu lieu sur le racisme du SP. La bibliothèque de De Fabel possède une vaste documentation à ce sujet. On peut aussi lire l'article de Gerrit de Wit "'SP'ruitjeslucht" (littéralement "Le SP sent les choux de Bruxelles"; c'est-à-dire "Le SP pue le nationalisme") dans Fabel Archive sur Internet – en néerlandais.

3. "Armoedeprobleem verdient een offensieve benadering", ("Le problème de la pauvreté mérite une approche offensive"). Alex van Veen, *Ravage* 1, 10.1.2003.

Pays-Bas : Du multiculturalisme à l'intégration forcée

Le 4 novembre 2004, deux jours exactement après la mort du cinéaste Theo van Gogh, un député non inscrit, Geert Wilders, a annoncé qu'il allait fonder un nouveau parti conservateur. Selon certains sondages, il pourrait recueillir 20 % des voix lors des prochaines élections [municipales en 2006, *NdT*], ce qui ferait de cette formation le deuxième parti néerlandais.

Wilders mène croisade contre l'islam depuis des années. « Notre culture est menacée par la présence de plus d'un million de musulmans dans notre pays », a-t-il affirmé. Selon lui, la culture musulmane serait « arriérée ». Et il ajoute : « N'ayons pas peur d'affirmer que c'est aux musulmans de s'adapter à nous, pas l'inverse. En effet, nos valeurs et nos normes morales relèvent tout simplement d'un niveau de civilisation plus élevé, meilleur, plus juste et plus humain. Non à l'intégration, oui à l'assimilation ! » Cet individu a promis que, s'il faisait partie du gouvernement, il interdirait immédiatement le port du hidjab et renverrait « dans leurs grottes, que ce soit en Arabie saoudite, ou ailleurs » les imams « qui appellent presque ouvertement à la guerre sainte ». Wilders veut aussi priver les musulmans de leurs droits constitutionnels, comme celui de créer les écoles et les organisations religieuses de leur choix : en effet, selon la loi, l'islam est inconciliable avec la « culture néerlandaise » et l'« Etat de droit démocratique ». Pour arrêter l'« islamisation de la culture néerlandaise », il faut, d'après lui, stopper l'immigration ; de plus, tout immigrant qui n'est pas intégré doit quitter les Pays-Bas. « Adaptez-vous ou partez ! », proclame-t-il. Wilders justifie également le racisme : « Si des émeutes raciales devaient se produire, ce que je ne souhaite pas, elles n'auront pas forcément des conséquences négatives. »

Les opinions de Wilders sont particulièrement extrémistes, mais elles ne sont ni nouvelles ni uniques aux Pays-Bas. Au cours des cinq dernières années, de nombreux faiseurs d'opinion ont exprimé ce genre de conceptions racistes. Wilders a été exclu du parti conservateur-libéral, le VVD, le 2 septembre 2004 à cause de ses idées d'extrême droite. Mais, lorsque, trois mois plus tard, son ancien parti s'est rendu compte que ce monsieur devenait si rapidement populaire, le VVD lui a proposé de réintégrer ses rangs. Le meurtre de Theo van Gogh a rendu ses opinions acceptables pour l'opinion dominante. Mais Wilders n'a pas réintégré le VVD.

La popularité de Wilders est le résultat de douze années de campagnes contre l'immigration, campagnes menées par les faiseurs d'opinion, les spécialistes des sciences sociales et les politiciens conservateurs, libéraux, chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates. Ils ont systématiquement accusé les immigrés et les réfugiés d'être des « criminels » et de « profiter de la Sécurité sociale ». Des sentiments de supériorité raciale datant de la période coloniale ont refait aisément surface. Les Néerlandais ont commencé à percevoir les immigrés et les réfugiés avant tout comme un « problème ». Résultat, de nombreuses lois sévères contre l'immigration ont été votées sans susciter beaucoup de protestations :

- le numéro d'identification combinant les données de la Sécurité sociale et celles du fisc a été introduit en 1992 ;
- puis l'obligation de toujours porter ses papiers d'identité sur soi ;
- la loi sur le couplement des informations a ensuite été adoptée en 1998 : cette loi permet de rassembler toutes les données disponibles de l'administration pour exclure les sans-papiers des « bienfaits » de l'Etat-providence.
- En 2001, une nouvelle loi sur l'immigration a rendu presque impossible aux réfugiés d'obtenir l'asile politique aux Pays-Bas.

En 2002, par exemple, seuls 103 réfugiés ont obtenu une carte de séjour au titre de réfugiés politiques, soit 0,55 % de ceux qui en ont fait la demande (18 667 personnes). En même temps, on a multiplié les contrôles aux frontières, les descentes de police sur les lieux de travail, ainsi que la construction de prisons spéciales pour les sans-papiers. Cependant l'extrême droite s'est révélée jusqu'ici incapable de tirer les fruits de cette atmosphère raciste. En effet, les Néerlandais associent encore ce courant à l'occupation nazie du

pays pendant la Seconde Guerre mondiale, et les électeurs considèrent que les politiciens « respectables » des grands partis dominants mènent la même politique.

Multiculturalisme

Jusqu'en l'an 2000, l'idéologie multiculturaliste occupait encore une place centrale dans les positions politiques dominantes. Les politiciens, les journalistes, les professions libérales et les citoyens concernés pouvaient presque tous être considérés comme des multiculturalistes. Au centre de ce multiculturalisme, on trouvait la « reconnaissance de la diversité culturelle » des Pays-Bas. Les autres « cultures nationales » devaient bénéficier du maximum de respect. Les habitudes et les traditions différentes des immigrés devaient être considérées dans leur « contexte culturel » et donc ne pas être condamnées trop vite. Au nom de l'« unité dans la diversité », il fallait donner aux immigrés leur place dans la société afin de les aider à « sauver leur propre culture ».

Quand quelqu'un observe la société, sa vision politique détermine le plus souvent ce qu'il voit. La gauche révolutionnaire considère, bien sûr, qu'il faut avant tout combattre les relations de pouvoir capitalistes, patriarcales et racistes. Les multiculturalistes, de leur côté, voulaient surtout qu'il y ait le maximum de « cultures nationales » différentes les unes des autres, et si possible les sauver toutes. Penser en termes de « cultures » et de « peuples » qui leur sont indéfectiblement liés découle d'un choix politique nationaliste. Tout comme le nationalisme, le multiculturalisme empêche de prendre conscience des relations de pouvoir qui existe au sein de ces prétendus « peuples » et de combattre les pratiques oppressives qui règnent à l'intérieur de ces prétendues « cultures nationales ». En fait, les « peuples » et les « cultures nationales » ne sont rien d'autre que le produit de l'idéologie des couches dominantes qui veulent saper la lutte de la gauche contre l'oppression (cf. « La question nationale en l'an 2000 » <http://www.gebladerte.nl/30056v01.htm>) Les « cultures nationales » et la société multiculturelle n'existent que parce qu'elles dérivent de toute une série d'activités qui visent en permanence à sauver ces « cultures ».

On s'adressait spécialement aux immigrés et aux réfugiés en liant toujours ces discussions à leur « culture nationale ». Ils étaient supposés se considérer d'abord et avant tout comme les représentants d'une « culture nationale » donnée. Ils devaient tous transmettre cette « culture nationale » spécifique – et pas une autre – à leurs enfants, par exemple en les inscrivant à des cours dans « leur propre langue ». Tout comportement d'un immigré ou d'un réfugié était censé être dicté par « leur » culture. C'est ainsi que la « culture marocaine » était supposée déterminer la conduite d'enfants dont les parents ou même les grands-parents avaient quitté le Maroc depuis très longtemps. De plus, les immigrés et les réfugiés étaient censés aider spécialement les membres de « leur propre communauté culturelle ». Même les immigrés et les réfugiés qui considéraient la « culture » de « leur propre pays » comme trop restrictive, et qui s'enfuyaient aux Pays-Bas pour y échapper, étaient amalgamés de nouveau à « leur culture » par les multiculturalistes. Le gouvernement a toujours reconnu et financé les organisations d'immigrés et de réfugiés les plus conservatrices, car elles étaient censées mieux représenter les « cultures » des pays d'origine. Les organisations qui étaient fondées sur des idées plus progressistes n'étaient pas jugées suffisamment « authentiques » sur le plan « culturel ». De cette façon, le gouvernement renforçait les relations de pouvoir inégales au sein des communautés d'immigrés et de réfugiés et affaiblissait la position des ouvriers, des femmes et des minorités. Par exemple, le gouvernement rencontrait régulièrement des imams et des responsables de mosquée, comme si ces derniers représentaient tous les immigrés et réfugiés turcs et marocains.

C'est aussi parce qu'il pouvait compter sur le soutien enthousiaste des élites conservatrices des communautés immigrées, que le multiculturalisme est resté pendant longtemps une idéologie utile pour la classe dirigeante hollandaise. Le multiculturalisme a créé des communautés séparées, centrées autour de « cultures » différentes. Cela confortait le modèle qui dominait la société néerlandaise depuis le début du XX^e siècle et qui fut très efficace contre toute résistance radicale. La classe ouvrière était ainsi divisée et chaque sous-groupe (catholique, protestant, socialiste, etc.) dirigé par ses « élites ». Cela rendait la solidarité difficile et empêchait pratiquement d'organiser un contre-pouvoir à partir de la base.

Le multiculturalisme s'est avéré très utile aussi quand il s'est agi de défendre l'exploitation et l'exclusion des ouvriers immigrés. Les multiculturalistes soulignaient toujours à quel point les ouvriers immigrés et les réfugiés enrichissaient « notre » économie et « la vie culturelle » aux Pays-Bas. Ils évoquaient, la larme à l'œil, comment des travailleurs turcs, durs à la tâche, nettoyaient « nos » toilettes ; comment des artisans africains créaient de si beaux objets d'art pour « nous » ; et comment les Vietnamiens « nous » gâtaient avec leurs délicieux rouleaux de printemps. Le multiculturalisme aimait attribuer à chaque groupe ethnique certaines capacités « culturelles » spécifiques. En revanche, les multiculturalistes s'intéressaient beaucoup moins aux immigrés et aux réfugiés qui ne pouvaient pas se rendre utiles à « notre économie », ou n'en

avaient pas l'autorisation. Ces travailleurs ne devaient pas compter sur leur soutien quand ils étaient, par exemple, menacés d'expulsion. Et même si les multiculturalistes protestaient contre le racisme de l'extrême droite, ils ne protestaient jamais contre le racisme de l'Etat et la machine à expulser.

Le débat sur l'intégration

A la fin des années 90, l'essor du racisme et la domination politique de la droite ont conduit la classe dirigeante néerlandaise à abandonner le multiculturalisme. Elle a remplacé le nationalisme multiculturel que promouvait « chaque groupe dans sa propre culture » par un nationalisme conservateur qui défendait une politique d'assimilation forcée. Au printemps 2000, l'ancien communiste et faiseur d'opinion Paul Scheffer publia un article resté célèbre sur le « drame multiculturel ». Il affirmait dans ce texte que les immigrés et les réfugiés ne s'intégraient pas assez dans la société néerlandaise. La plupart des faiseurs d'opinion étaient d'accord avec lui et affirmèrent que les Néerlandais s'étaient montrés trop tolérants envers les étrangers qui avaient des idées et des coutumes « barbares » que nous « Néerlandais libéraux, n'approuvons pas ». Ils se présentèrent tous comme des défenseurs des Lumières, fervents partisans de l'égalité entre les hommes et les femmes, de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, des droits des individus, etc., idées supposées avoir été appliquées depuis longtemps dans l'« Occident libre » par des gens comme eux. En réalité, quand ils ont été mis en pratique, ces idéaux ont été défendus par la gauche et les féministes, et le plus souvent contre ces mêmes libéraux.

Mais les faiseurs d'opinion réussirent à mobiliser presque toute la société néerlandaise à leurs côtés. En défendant constamment l'idée que les foulards, que portaient certaines musulmanes, étaient par définition un signe d'oppression pour les femmes, ils parvinrent même à gagner à leur cause une grande partie du mouvement féministe. Le même phénomène se produisit avec le mouvement homosexuel, après qu'un imam eut déclaré que les gays étaient des « malades ». Sa réflexion suscita un gigantesque scandale. Il est à noter qu'une déclaration similaire prononcée par un chrétien protestant quelques mois plus tôt n'avait guère provoqué de réactions hostiles. De plus en plus, le fondamentalisme, l'homophobie, le patriarcat et aussi l'antisémitisme étaient considérés comme des phénomènes « étrangers à la culture néerlandaise » et qui auraient été importés par des étrangers. Il s'agit bien sûr d'une position totalement absurde, ce qui ne signifie pas non plus que ces problèmes n'affectent pas aussi les immigrés et les réfugiés. Simplement, ils ne sont pas le privilège d'aucune nationalité particulière.

Suite à ces différents débats, l'atmosphère politique devint de plus en plus tendue. Des dizaines de mosquées et de centres d'asile furent attaqués juste après le 11 septembre 2001. C'est aussi en été 2001 que Pim Fortuyn, leader d'opinion, décida d'entamer une carrière politique. Etant professeur d'université, il eut la possibilité d'émettre des opinions racistes pour lesquelles habituellement les néo-nazis étaient inculpés. Il considérait l'islam comme une « religion arriérée » et affirmait que les homosexuels comme lui ne se sentaient plus en sécurité à cause des Marocains qui faisaient la chasse aux gays. Il mit en garde contre « l'islamisation » de la « culture néerlandaise » et défendit l'idée d'une « guerre froide contre l'islam », parce que les musulmans étaient, selon lui, en train de « conquérir l'Europe occidentale ». Les étrangers présents aux Pays-Bas devaient apprendre à être Néerlandais ou quitter le pays, disait-il. Fortuyn traçait souvent un trait d'égalité entre étrangers et « criminels ». Il pensait que l'on devait pouvoir exprimer librement ce type de « vérités » sur les étrangers, sans être taxé pour autant de racisme. Chacune de ses remarques racistes accroissait sa popularité. Le 26 mai 2002, neuf jours seulement avant les élections, Fortuyn fut assassiné. Des dizaines de milliers de ses fans descendirent dans la rue pendant des jours pour honorer l'homme « qui n'avait pas peur de dire ce que nous pensons tous ».

Les leaders d'opinion et les politiciens peuvent aujourd'hui s'en prendre systématiquement aux immigrés, sans être critiqués pour cela, en choisissant des thèmes comme l'excision, les « crimes d'honneur », le port du hidjab et le fondamentalisme musulman. En accourant, elle aussi, au secours des femmes victimes de violences, la droite a réussi à se créer une image de marque plus humaniste. De nombreuses personnes progressistes et antiracistes, d'un autre côté, n'osent pas prendre position sur ces questions, par crainte d'attaquer eux aussi les immigrés, et de faire ainsi le jeu de la droite. La droite prend donc constamment l'initiative, pendant que la gauche, impuissante, observe comment le racisme devient ainsi une chose « normale ». En dénonçant sans arrêt et de façon unilatérale la violence des hommes immigrés, la droite utilise des stéréotypes coloniaux et racistes, séculaires mais toujours bien vivants, contre les « Noirs violeurs » et les « peuples primitifs » qui seraient plus émotionnels et violents. La gauche devrait dénoncer publiquement toutes les formes de violence domestique et sexuelle, y compris les « crimes d'honneur », mais en même temps refuser de participer à des discussions sur les prétendus « fondements culturels » de cette

violence. Ce ne sont ni les immigrés, ni leurs « cultures » qui sont responsables, mais le patriarcat et les hommes violents en général.

En septembre 2002, le « débat sur l'intégration » commença au Parlement et dans les médias. Pendant deux ans, presque chaque jour, les hommes politiques et les leaders d'opinion exprimèrent des réflexions et présentèrent des propositions racistes pour instaurer des mesures encore plus sévères contre les immigrés et les réfugiés, continuellement décrits comme des « barbares arriérés » et des « fanatiques religieux » qui avaient besoin d'être « civilisés » par les Néerlandais. L'atmosphère nationaliste fit presque disparaître les différences entre la droite et la gauche. Au printemps 2004, quarante des plus importants leaders d'opinion, de l'extrême gauche (dont le SP ex-maoïste et les Verts) à la droite conservatrice écrivirent une lettre ouverte au gouvernement dans laquelle ils lui demandaient de traduire rapidement le consensus national atteint sur ces questions en une loi. La plupart des partis voulaient que soient élaborés des « contrats d'intégration » obligatoires, aux termes desquels les immigrés déclareraient partager les « valeurs néerlandaises ». Suite à ces débats, tous les immigrés de la première et de la seconde génération doivent désormais suivre des « stages d'intégration » payants d'une valeur de 6 000 euros et réussir le test final, sous peine d'être privés de la Sécurité sociale, voire d'être expulsés. L'un des objectifs les plus importants de cette nouvelle politique est de rendre les immigrés plus rentables pour l'économie néerlandaise. Les frontières sont désormais complètement fermées aux immigrés peu qualifiés, et l'on prépare des mesures pour empêcher les nouveaux immigrés de bénéficier de la Sécurité sociale. On discute aussi de mesures qui obligerait les immigrés à ne pas être concentrés dans des villes ou des quartiers particuliers et à être dispersés aux quatre coins du pays, là où l'économie a besoin d'eux.

Van Gogh

Juste au moment où le débat sur l'intégration commençait un peu à se calmer, Theo Van Gogh fut assassiné. Dans ses articles et d'autres textes, il avait systématiquement traité les musulmans d'« enculeurs de chèvres », de « maquereaux du Prophète » ou de « cireurs de pompes d'Allah ». Selon lui, les musulmans étaient les « messagers des ténèbres les plus arriérées » et l'islam « une foi qui menace nos libertés ». En commun avec Ayaan Hirsi Ali, députée du parti conservateur libéral, il produisit un court métrage, *Soumission*, dans lequel les citations négatives du Coran contre les femmes étaient peintes sur des corps féminins. Ce n'est certainement pas son intérêt pour l'émancipation des femmes qui le poussa à faire ce film parce qu'il a souvent parlé avec un grand mépris des femmes et du féminisme. « Peut-être certaines femmes sont-elles fascinées par un homme qui les bat comme plâtre », déclara-t-il un jour. Theo Van Gogh écrivit aussi de nombreux articles antisémites. Il imagina dans une de ses nouvelles que l'écrivain juif Leon de Winter jouait au « jeu érotique de Treblinka » avec un « morceau de fil de fer barbelé » autour de sa « bite ». Il fantasma également sur des « étoiles jaunes en train de copuler dans les chambres à gaz », alimentant ainsi le mythe antisémite de la prétendue perversion sexuelle des Juifs qui dominerait complètement leur existence. Selon Theo Van Gogh, même dans les chambres à gaz, cette pulsion sexuelle ne les aurait pas abandonnés.

Après son assassinat, la plupart des députés exigèrent des mesures drastiques contre l'extrémisme. Mais, comme si cela allait de soi, ils ne visaient que le fondamentalisme musulman et pas l'extrême droite « néerlandaise » qui avait attaqué des dizaines de mosquées. Ni, bien sûr, des extrémistes de droite comme le député Wilders. Les leaders d'opinion répétaient sans cesse que l'extrémisme était le produit de la « culture musulmane », mais ils ne disaient pas un mot de la « culture néerlandaise » qui, selon le même raisonnement nationaliste, aurait dû logiquement être à l'origine des motivations des fascistes néerlandais qui mettaient des bombes dans les écoles et commirent plus de 100 attentats dans les semaines suivant le meurtre.

Cette agitation anti-musulmane menée par les leaders d'opinion et les politiciens remporta un grand succès, comme le montra un sondage de l'institut Motivaction organisé une semaine et demie après l'assassinat de Theo Van Gogh. Environ 80 % des personnes sondées souhaitaient une politique d'intégration plus sélective; 90 % voulaient accorder plus de droits à la police et aux services secrets ; 60 % acceptaient que l'on permette à la police de ne pas respecter les lois quand elle combattait le terrorisme ; et 40 % espéraient même que les musulmans se sentiraient moins chez eux aux Pays-Bas. Le gouvernement reconnut que la situation lui était favorable et commença immédiatement à appliquer de nouvelles mesures répressives, qui vinrent s'ajouter à celles déjà prises après le 11 septembre.

Tous les musulmans et les immigrés furent sommés par les leaders d'opinion, les politiciens et même certains sympathisants de gauche, de condamner immédiatement le meurtre de Theo Van Gogh. En exigeant une telle prise de position, on rendait suspects tous les musulmans et tous les immigrés. Leur demander spécialement à eux de condamner ce meurtre était une façon de suggérer qu'ils avaient du mal à condamner l'assassinat d'autrui. De cette façon, les musulmans étaient lentement déshumanisés. Certains musulmans refusèrent, par principe, de prendre position et répondirent avec raison « Qu'est-ce que ce type, cet assassin,

a de commun avec moi ? » Un étudiant d'origine marocaine déclara : « Est-ce que nous croyons que tous les Blancs sont des fascistes, simplement parce que des écoles musulmanes sont incendiées en ce moment ? ». De plus, le meurtrier de Theo Van Gogh n'était pas seulement un musulman, c'était aussi un homme, de droite et néerlandais, pour ne citer que quelques-unes de ses identités. C'est un choix politique nationaliste que de demander spécialement aux musulmans et aux immigrés de prendre leurs distances, et de ne pas le demander aux gens de droite, à tous les gens religieux et même à tous les hommes vivant aux Pays-Bas.

Aujourd'hui, de nombreux politiciens et leaders d'opinion analysent les conflits en termes de « cultures » et de religions. Selon eux, il existe une « guerre culturelle » mondiale entre « eux » et « nous ». Cette conception nationaliste a de graves conséquences. De plus en plus, les immigrés sont globalement considérés comme des musulmans par les médias et en ce sens on les transforme de force en musulmans. Dans cette période tendue sur le plan politique, le gouvernement ne dialogue plus avec les associations d'immigrés, mais uniquement avec le Contactorgaan Moslims Overheid (Organisme de contact gouvernemental avec les musulmans) qui a été fondé, est financé et dirigé par l'Etat. Le gouvernement prétend ainsi rester en contact avec « la communauté musulmane », comme si tous les immigrants étaient musulmans ou voulaient être représentés par des musulmans.

Les fondamentalistes musulmans, d'ailleurs, créent eux aussi des identités culturelles et religieuses fictives qu'ils imposent aux gens. Parfois littéralement. Dans sa « lettre ouverte à Hirsi Ali », le meurtrier de Théo Van Gogh, par exemple, prétend que Van Aartsen, député du parti conservateur-libéral, est Juif, ce que ce politicien n'est pas. Selon l'assassin de Van Gogh, la politique néerlandaise serait complètement dominée par les « Juifs ». Aux yeux de ce genre de fascistes religieux, tous les opposants sont des « Juifs » ou des « larbins des Juifs ». Et, tout comme de nombreux leaders d'opinion et politiciens, ces fondamentalistes promeuvent l'idée d'une « guerre culturelle » et sont fortement opposés aux luttes de la gauche et des féministes.

Les deux parties utilisent cette prétendue « guerre culturelle » pour attirer, mobiliser et contrôler la population. Les leaders d'opinion veulent que nous choisissons entre la démocratie et la terreur, c'est-à-dire entre le capitalisme et le féodalisme. Ici, dans les riches pays occidentaux, le choix pour le capitalisme, avec sa gamme relativement vaste de libertés civiles, est bien sûr facile. Mais la gauche révolutionnaire ne devrait pas laisser ses adversaires l'obliger à choisir entre deux solutions réactionnaires, car notre objectif doit rester un monde socialiste et féministe.

Malheureusement, la plupart des militants de la gauche extraparlamentaire et des petits groupes révolutionnaires de gauche ont eux aussi repris à leur compte le thème du conflit des cultures, au lieu de se centrer sur la lutte de classe, l'anti-racisme et la lutte contre le patriarcat. Ayant peur de critiquer l'islam dans son ensemble, ils refusent de prendre parti contre le fondamentalisme musulman, ou contre le nationalisme arabe de la Ligue arabe européenne. Pour certains de ces groupes (comme IS, proche du SWP britannique), les fondamentalistes et les nationalistes sont même considérés comme des alliés possibles à cause de leur capacité à mobiliser de nombreux immigrés. Mais le fondamentalisme musulman n'est rien qu'une forme de fascisme religieux ; quant au nationalisme arabe, il n'a qu'un objectif : écraser les organisations de gauche et féministes. Fermer les yeux sur le caractère ultraréactionnaire des courants fondamentalistes ou nationalistes a par exemple conduit à tolérer des slogans et des violences antisémites, patriarcaux (contre les prostituées) et anti-homosexuels lors de manifestations organisées par la gauche contre la guerre en Irak ou l'occupation israélienne. « Hamas, Hamas, tous les Juifs au gas », est devenu un slogan populaire (cf. « **Amsterdam, 13 avril 2002: la plus grande manifestation antisémite depuis 1945** », <http://www.gebladerte.nl/30041v01.htm>).

Aux Pays-Bas il est devenu désormais « politiquement correct » de s'opposer au multiculturalisme. Chaque jour, des politiciens et des faiseurs d'opinion dénoncent la « faillite totale de la société multiculturelle », comme ils disent. La critique actuelle de la droite contre le multiculturalisme cache, difficilement, des arguments racistes contre les immigrés, les réfugiés et l'islam. Même si la gauche révolutionnaire adresse de nombreuses critiques au multiculturalisme, il n'est pas très sage de les exprimer en ce moment. Mieux vaut combattre le racisme sans défendre le multiculturalisme.

Car la gauche révolutionnaire ne devrait ni penser en termes de « cultures » ; ni classer les êtres humains selon leur appartenance à des « cultures » ou des « peuples » ; ni plaider pour le « dialogue entre les cultures », quel que soit le contenu que l'on donne à cette expression ; ni lutter pour la « préservation des cultures » ; ni se prononcer en faveur d'une « culture cosmopolite ».

Au lieu de chercher dans les « cultures » et les « religions » la source de toutes sortes d'injustices, la gauche révolutionnaire devrait plutôt se concentrer son attention sur les relations de pouvoir inégales et les combattre.

Eric Krebbers

Harry Westerink

Les syndicats proposent un numéro de téléphone destiné à dénoncer et traquer les sans-papiers

En 2004, en Belgique, le Vlaams Blok, parti d'extrême droite, a créé une ligne téléphonique spéciale pour dénoncer les clandestins. Les Belges et les Néerlandais ont été horrifiés par cette idée. Mais cela n'a pas empêché les syndicats néerlandais de prendre la même initiative le 2 mai 2005 pour dénoncer les clandestins sur les chantiers du bâtiment. Les syndicats communiquent ensuite l'information aux services de l'Inspection du travail et contribuent ainsi à traquer des milliers de sans-papiers, notamment polonais.

Le lendemain du 1^{er} mai, journée censée célébrer la lutte internationale de la classe ouvrière contre le capitalisme, trois syndicats du bâtiment néerlandais – le FNV Bouw (social-démocrate), le CNV (chrétien) et le HZC – ont pour la première fois donné aux ouvriers la possibilité de dénoncer leurs collègues grâce à une ligne téléphonique réservée à la délation. « Les travailleurs du bâtiment souffrent de plus en plus de la concurrence déloyale d'ouvriers étrangers bon marché qui ne respectent pas les conventions collectives nationales. Nous espérons que cette ligne d'information augmentera la pression sur les employeurs qui embauchent des travailleurs illégaux, afin qu'ils sachent qu'ils peuvent être pris », ont déclaré les syndicats.

Mais, bien sûr, ce seront les travailleurs sans papiers qui seront « pris ». Au lieu de lutter pour des droits identiques en faveur de tous les travailleurs, les syndicats collaborent – apparemment au nom de l'idée que les « nationaux sont prioritaires » – avec le gouvernement qui organise des descentes contre les sans-papiers sur les lieux de travail. En agissant ainsi, les syndicats divisent les travailleurs et aident le gouvernement. Le porte-parole du CNV, Johan Slok, nie que son syndicat dresse les ouvriers les uns contre les autres. « Des Néerlandais ont déjà été licenciés et remplacés par des Polonais. Les ouvriers néerlandais regardent maintenant avec suspicion les Polonais. La nouvelle ligne téléphonique n'empirera pas la situation (1). »

La culture de l'espionnage

Le Comité syndical des victimes d'accidents du travail de la province de Friesland considère la question d'une toute autre façon et s'oppose à l'accroissement de l'« espionnage » social. « Depuis le début des années 1990, écrit-il, les dirigeants des sociétés d'assurance s'occupant de l'industrie et les services sociaux ont adapté leur politique traditionnelle concernant les dénonciations anonymes aux temps modernes, ou plutôt aux nouvelles tendances. Sans même discuter du principe, ils sont passés de la condamnation de la délation à l'encouragement de cette même pratique dans les administrations publiques et les conseils municipaux. Ce changement de normes semble être concomitant avec la diminution de la solidarité – ce ciment qui maintient l'unité de la société – et l'augmentation de l'importance de la défense des intérêts individuels, ces “pierres isolées”. Nul besoin de travailler dans le bâtiment pour savoir que ce type de comportement ne renforce nullement la cohésion et les liens sociaux. » Selon le Comité syndical de Friesland, « les gens acceptent formellement et publiquement d'espionner », si la délation est présentée comme un outil au service d'une politique officielle. On encourage les salariés à « s'espionner les uns les autres et à pratiquer la dénonciation. Progressivement il se crée une culture de l'espionnage, et cela pousse les citoyens à penser de plus en plus qu'il est normal de soupçonner leurs voisins (2) ».

Le vice-président du FNV, John Kerstens, veut canaliser « certains sentiments » à l'intérieur du syndicat dans « de bonnes directions ». « Depuis quelque temps déjà nous entendions des membres et des cadres [du syndicat] dire que “les étrangers arrivaient”. Nous n'écoutions pas toujours leurs réclamations et cela a amené nos adhérents à élever de plus en plus la voix. Nous ne pouvions bien sûr pas rester sourds aux sentiments de nos membres. » C'est pourquoi le syndicat a commencé « une enquête » sur le travail illégal, comparable, par ses méthodes, aux descentes menées par les services de l'Inspection du travail ou de la police. Les responsables du FNV ont désormais décidé de « régler » ce qui se passe sur les chantiers de construction « avec les travailleurs qui ont franchi la frontière ». « Cela ne signifie pas que nous allons mener la chasse aux étrangers, a déclaré Kerstens. Nous ne sommes pas officiellement compétents en la matière. Nous laissons cette tâche aux inspecteurs du travail avec lesquels nous coopérons (3). » Mais celui qui collabore à la « chasse » se salit lui aussi les mains.

En collaboration avec le gouvernement néerlandais, les syndicats veulent construire une véritable digue contre « la marée polonaise » (4) afin de protéger « nos propres travailleurs ». « C'est pourquoi nous avons besoin de davantage de policiers sur les chantiers », a affirmé Lex van Dijk, l'un des responsables de l'Inspection du travail. Les équipes d'intervention de l'Inspection du travail sur les chantiers et les policiers du SIOD ont intensifié leur chasse. « Tout effort des salariés et des employeurs pour diminuer l'importance du travail illégal est le bienvenu », déclare Van Dijk qui « utilisera avec reconnaissance » tout « indice ou renseignement fourni par le syndicat FNV de la construction » (5).

1. « Meldpunt illegale arbeid in bouw van start », site Web Nieuws.nl

2. « Open brief aan de gemeenteraden in Friesland », Fries WAO-beraad, site Web : Sociale Databank Nederland

3. « Grenzen op een kier », Mariska Siebring, magazine du syndicat FNV Bouw, mai 2004.

4. « Hollandse dijken tegen Poolse "vloedgolf" », Eric Krebbers, archives (en néerlandais) du site de De Fabel. On trouvera une analyse plus détaillée de la situation des travailleurs est-européens aux Pays-Bas dans: « Eastern European immigrants in the Netherlands », Harry Westerink, archives (en anglais) de De Fabel. Cet article sera bientôt disponible en français.

5. « Bouw krijgt meer blauw », Louis Jongeleen, magazine du syndicat FNV Bouw, décembre 2003.

Janine Booth (AWL)

Les « différences culturelles » peuvent-elles excuser le sexisme ?

Au cours du forum annuel de discussions (« Ideas for Freedom », « Des Idées pour la Liberté ») organisé par l'Alliance for Workers Liberty les 9 et 10 juillet derniers, l'un des débats a porté sur « La gauche* et le relativisme culturel ». Nous présentons ci-dessous un résumé de l'intervention de Janine Booth établi à partir de notes. Malgré le caractère un peu elliptique de ce texte sur certains points, il nous semble important de le faire connaître, étant donné l'essor du multiculturalisme en France, à gauche comme à droite, comme en témoignent notamment le mouvement autour de l'Appel des indigènes de la République ou les propositions de Sarkozy en matière de « discrimination positive ». (*Ni patrie ni frontières.*)

L'AWL est une organisation socialiste*. Nous faisons partie de « la gauche ». Cela signifie que nous soutenons inconditionnellement les droits, les libertés et l'égalité des femmes. De même, nous combattons fermement toute forme de racisme et d'homophobie.

Pour nous, ces idées et ces principes de base sont clairs et évidents : pas de socialisme sans libération des êtres humains, pas de libération sans socialisme. Nous combattons l'oppression et le fanatisme religieux d'où qu'ils viennent.

Pour d'autres individus ou groupes de « gauche », les choses ne sont pas aussi simples. En effet, ils usent de faux-fuyants quand l'oppression se manifeste au sein d'« autres cultures ».

Je prendrai quelques exemples :

— Une femme sikh a récemment écrit une pièce de théâtre (*Behzti*, Déshonneur) sur la question du viol et de « l'honneur » dans la communauté sikh. Un mouvement de protestation s'est organisé contre cette pièce, exigeant son interdiction pour « blasphème ». Le directeur du théâtre de Birmingham a cédé sous la pression et déprogrammé *Behzti*. Un conseiller municipal travailliste local a même condamné cette œuvre parce que, selon lui, elle ne respectait pas les convictions religieuses des sikhs.

— En 2001, Bob Pitt, un militant qui se prétend socialiste, a condamné dans *Weekly Worker*, l'hebdomadaire du Parti communiste britannique, la prétendue « arrogance raciste » de ceux qui refusaient de défendre les talibans parce que ce mouvement n'était pas progressiste !

— Le même Bob Pitt a créé un site de surveillance de l'islamophobie (Islamophobia Watch). Ce site particulièrement sinistre recense toutes les critiques adressées à l'islam ou aux dirigeants musulmans — y compris celles dénonçant des actes incontestablement sexistes, homophobes ou antisémites. Bob Pitt range pêle-mêle toutes ces critiques sous la rubrique « islamophobie » et ne fait aucun effort pour esquisser la moindre explication.

L'Alliance for Workers Liberty et Peter Tatchell (du groupe Outrage !) partagent le grand honneur d'être considérés comme « islamophobes » par ce site web.

— Ken Livingstone, maire travailliste de Londres, a invité officiellement Youssouf al-Qaradawi à Londres en juillet 2004. Le même al-Qaradawi soutient la « circoncision féminine », c'est-à-dire l'excision, qui est une mutilation du corps féminin ; il pense que les maris doivent frapper leurs femmes pour les « mettre en garde » contre toute « désobéissance » si d'autres moyens n'ont pas été efficaces ; et il considère que les maris doivent obliger leurs épouses à se voiler.

Outrage ! (créé en mai 1970 après l'assassinat d'un acteur homosexuel, ce groupe pratique l'action directe et rassemble des militants homosexuels, lesbiennes et bisexuels) a confectionné tout un dossier notamment sur ce sujet. Ceux qui se sont opposés à l'invitation de Qaradawi par le maire de Londres ont évidemment été dénoncés comme « islamophobes ».

— La coalition Respect (créée par le Socialist Workers Party, trotskyste, et d'autres forces comme la MAB, Muslim Association of Britain, proche des Frères musulmans) nous demande de voter pour des candidats hostiles à l'avortement et qui ont des conceptions sexistes sur le rôle social des femmes.

En même temps — et les deux phénomènes sont liés — le mouvement féministe a pratiquement disparu en Grande-Bretagne.

Et pourtant il nous fait cruellement défaut :

— de grandes différences de salaires subsistent entre hommes et femmes,

- la division du travail selon les genres continue,
- la violence domestique perdure,
- le droit à l'avortement est remis en cause,
- les tâches ménagères et l'éducation des enfants ne sont pas équitablement réparties entre les parents;
- les structures concernant la petite enfance (crèches, etc.) manquent tragiquement de moyens,
- les femmes enceintes et les mères sont victimes de discriminations dans le travail,
- les femmes sont surexploitées dans les ateliers clandestins,
- les femmes souffrent davantage des attaques gouvernementales et patronales contre les droits des travailleurs : bas salaires, licenciements, privatisations ou remises en cause des retraites, etc.

Face à cette situation, la gauche et le mouvement ouvrier devraient en principe tenter de reconstruire un mouvement des femmes — ce qu'ils ne font pas. Par contre, certains groupes de gauche nous ordonnent de nous taire quand nous nous opposons au sexisme pour de « mauvaises raisons ».

Quelle est l'origine de cette attitude ?

Pour comprendre la situation actuelle, il faut remonter à plus d'une vingtaine d'années en arrière, et souligner la convergence entre plusieurs phénomènes d'origine diverse, dont le rôle du SWP ne constitue qu'un des éléments.

1) Dans les années 70, le mouvement féministe, qui était puissant à l'époque, a politisé beaucoup de femmes et modifié les comportements de beaucoup d'hommes. Ce mouvement s'est divisé entre d'un côté les « féministes socialistes » et de l'autre les « féministes radicales ». Ce sont malheureusement les féministes radicales qui ont gagné ce combat politique et leurs positions sont devenues hégémoniques. A la suite de cela, les travailleuses se sont désintéressées du mouvement féministe et celui-ci s'est effondré. Une nouvelle idéologie politique est apparue, que l'on peut grosso modo résumer ainsi : seuls ceux (ou celles) qui ont directement l'expérience d'une forme particulière d'oppression ont le droit d'exprimer une opinion à ce sujet. Conséquence: il est devenu pratiquement impossible de critiquer les positions politiques de certaines catégories de la population, et de certains peuples.

2) Au début des années 80, des militants travaillistes de gauche élus dans des conseils municipaux se sont trouvés en opposition avec le gouvernement conservateur qui voulait diminuer leurs ressources financières.

- D'abord ils prétendirent qu'ils allaient défier les conservateurs, puis ils firent marche arrière.

- Ils essayèrent de maintenir une image de « gauche » en mettant en avant des revendications concernant l'égalité. Cette démarche aurait pu être positive si elle n'avait pas eu pour objectif de remplacer une politique de classe militante par des revendications plus limitées, et non à lui servir de complément.

- Ils mirent en place une bureaucratie, des spécialistes municipaux des questions de l'égalité, experts dont les avis ne pouvaient évidemment pas être remis en cause.

- Ils défendirent l'idée d'une « coalition arc-en-ciel », rassemblant séparément des communautés opprimées, plutôt qu'un mouvement ouvrier qui s'opposerait à l'oppression et unirait ceux qui la subissent.

3) Pendant ce temps, dans les milieux intellectuels et universitaires, le postmodernisme prit son essor. Cette idéologie combattait (et combat encore) l'idée qu'il puisse exister des droits ou des concepts universels, et soutenait que, les cultures étant essentiellement différentes, on ne pouvait leur appliquer les mêmes valeurs.

Parallèlement, le mouvement du « politiquement correct » dans les universités américaines affirmait que les structures du langage étaient plus importantes que celles de l'oppression. Ce mouvement nia, lui aussi, le droit d'analyser de façon critique les opinions émises par les membres de communautés opprimées.

4) L'essor de la religion. Dans les années 80, l'ère de Reagan et Thatcher, ces deux dirigeants politiques prétendirent agir au nom de Dieu et bénéficièrent de l'appui de la droite chrétienne. Les courants fondamentalistes grandirent dans les différentes religions, souvent dans des parties du monde où les individus se sentaient abandonnés par le capitalisme séculier.

Bien sûr, il existe des différences entre les religions, et, au sein de chacune d'elles, on trouve des courants plus libéraux ou conservateurs que d'autres, etc. Mais le fondamentalisme religieux a pris de l'importance, en même temps que des mouvements politiques qui voulaient imposer la religion sur la scène politique et dans les affaires publiques.

En 1989, des femmes ont donc créé le groupe Women Against Fundamentalism (WAF, Les Femmes contre le fondamentalisme) car elles voulaient dénoncer ce nouveau danger qui menaçait les droits des femmes.

Comme l'écrit WAF : « Lorsque nous parlons de fondamentalisme, nous ne visons pas les pratiques religieuses qui, pour nous, relèvent plutôt d'un choix individuel, mais nous visons des mouvements politiques modernes qui considèrent la religion comme un outil pour prendre le pouvoir, ou consolider leur domination et étendre le contrôle social (...) Le contrôle de l'esprit et du corps des femmes se trouve au centre de tous les projets fondamentalistes. »

L'une des premières campagnes menées par WAF — contre le droit d'une école publique non religieuse de changer de statut, d'être subventionnée par l'État (conformément à une loi votée par les conservateurs) et de devenir une école sikh — se termina par un succès parce qu'elle mobilisa des jeunes filles sikhs qui avaient parfaitement compris que l'adoption d'un nouveau statut religieux par leur école limiterait leurs libertés individuelles et leurs choix en matière d'éducation. Ces jeunes filles, tout comme WAF, furent bien sûr condamnées comme « racistes » par certains dirigeants de la communauté sikh.

5) Le multiculturalisme, pour la plupart des travailleurs, apparaît comme une idée plutôt positive puisqu'il vise à unir et mélanger des personnes dont les origines ethniques et culturelles sont différentes.

Mais comme WAF et d'autres groupes l'ont souligné, il existe une forme plus pernicieuse de multiculturalisme, qui fait pleinement partie de l'idéologie dominante :

- ce multiculturalisme-là valorise les différences, et non l'unité entre les opprimés,
- il présente les communautés comme totalement homogènes,
- il souligne l'importance des « traditions » et de la religion,
- il permet à des « dirigeants communautaires » non élus (généralement des individus conservateurs ou des partisans du patriarcat) de parler au nom de toute leur communauté,
- il renforce la position de ces mêmes partisans du patriarcat en leur donnant du pouvoir, de l'autorité, des ressources financières. Il accroît leur pouvoir contre ceux, au sein de chaque communauté, qui défendent des positions féministes, ou bien laïques, ou même contre ceux qui veulent seulement conserver leurs libertés individuelles, c'est-à-dire par exemple choisir leur tenue vestimentaire ou la personne avec laquelle ils souhaitent se marier.

En 1994, Taslima Nasreen, féministe du Bangladesh, a reçu des menaces de mort et une fatwa a été lancée contre elle parce qu'elle critiquait l'islam. L'AWL l'a invitée en Angleterre pour une tournée de conférences. Au cours d'une interview, elle a nous déclaré : « Les femmes continuent à être persécutées au nom de la tradition. Les féministes des pays occidentaux doivent apprendre à faire preuve d'esprit critique face aux traditions de l'Asie et de l'Afrique. J'ai entendu des femmes occidentales déclarer que nous devrions suivre nos traditions. Pour ma part, j'aime la nourriture et les vêtements de mon pays, et je veux donc les conserver. Mais pourquoi accepterais-je aussi les traditions d'oppression de mon pays ? Pourquoi devrais-je accepter une société qui oblige les femmes à porter le voile et permet aux hommes de les dominer ? »

6) A l'échelle internationale, s'est développée une idéologie politique qui considère que la ligne de fracture essentielle ne passe pas entre les classes, mais entre « l'impérialisme » et l'« anti-impérialisme ».

Si l'on adopte ce point de vue, toute personne qui lutte contre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne défend une cause juste et doit être soutenue, même lorsqu'il s'agit de mouvements ou de régimes comme les talibans qui violent les droits des femmes (ou ceux des travailleurs, ou les droits démocratiques, ou ceux des minorités nationales, ethniques ou religieuses).

7) Pour finir, la conception du SWP britannique à propos de la « construction du Parti » repose sur l'idée qu'il serait plus important d'attirer le maximum de personnes au sein de l'organisation que de faire de la politique. Cela conduit ce groupe à penser qu'il y aurait plus de recrues potentielles pour eux chez les partisans de l'islam politique que chez les féministes.

Je viens d'énumérer sept phénomènes différents : qu'ont-ils en commun ?

- L'abandon de la défense des droits des femmes,
- Le renoncement aux droits humains universels,
- mais aussi l'abandon de toute politique de classe.

Ce n'est pas un hasard si cette évolution a pris forme dans une période de défaites du mouvement ouvrier.

Pourquoi cette politique est-elle erronée ?

Ce n'est pas faire preuve de racisme que de s'opposer au sexisme à l'intérieur de telle ou telle communauté ou minorité ethnique. Bien au contraire : il est raciste de suggérer que les femmes et les jeunes filles d'une communauté déterminée devraient supporter le sexisme ou bien se débrouiller toutes seules.

Nous n'opposons pas le féminisme à l'antiracisme. Nous ne considérons pas non plus que l'oppression des femmes serait plus importante que celle des minorités ethniques, ou vice versa. Pour nous l'essentiel est de ne pas fermer les yeux devant l'oppression des femmes appartenant aux minorités ethniques.

Ceux qui prônent le « relativisme culturel » disent en quelque sorte aux femmes : « Ne vous opposez pas aux pratiques sexistes, sinon vous trahirez l'unité de votre communauté et/ou la lutte anti-impérialiste. » Curieusement, les Occidentaux de gauche qui avancent ce type de raisonnement ne l'accepteraient jamais pour eux-mêmes.

En effet, la culture britannique a des composantes fortement sexistes, est-ce que nous les acceptons parce qu'elles appartiennent à « notre » culture ? Non !

Prenons quelques exemples pour illustrer l'absurdité de cette démarche, si elle était appliquée à la Grande-Bretagne :

- les bas salaires : « C'est une pratique normale, une tradition britannique. »
- la violence domestique : « Elle fait partie de nos coutumes. »
- le travail domestique : « C'est à la femme de s'en charger, comme le dit la Bible. »
- « La pub de Nestlé pour sa nouvelle barre chocolatée “Yorkie, c'est pas pour les nanas”, c'est seulement un truc culturel », etc.

Si un groupe politique de gauche défendait ce genre de discours, aucune femme ne le suivrait. Pourquoi donc devrions-nous accepter ce type de raisonnement vis-à-vis de femmes d'autres cultures ?

– « *Nous ne défendons pas la « culture britannique, mais celle des groupes opprimés* », répondront nos détracteurs.

C'est ainsi que *Socialist Worker*, hebdomadaire du Socialist Workers Party, affirme : « Notre défense des musulmans ne laisse place à aucune équivoque. » Mais, dans ce cas, pourquoi leur défense des droits des femmes est-elle si équivoque ?

– « *Vous refusez donc de soutenir les communautés qui sont discriminées à cause de leur religion ou de leur appartenance ethnique ?* »

Non, nous les soutenons, bien sûr, mais en n'oubliant pas pour autant que ces communautés ne sont pas homogènes : elles connaissent des conflits et des contradictions internes, entre traditionalistes et progressistes, conservateurs et révolutionnaires, patrons et ouvriers, bigots et laïques, etc.

Dans le cadre de ces conflits, nous ne sommes pas neutres. Nous soutenons par exemple les femmes qui refusent de porter le hidjab lorsque des partisans du patriarcat veulent le leur imposer.

– « *Mais vous oubliez que le racisme est très répandu, et qu'il existe une propagande anti-musulmane. En fait, lorsque vous critiquez certaines pratiques culturelles (notamment celles des musulmans) vous faites le jeu des racistes.* »

Certes, il existe des préjugés anti-musulmans particulièrement puissants, et cela a abouti par exemple à des agressions physiques, suite aux attentats du 11 septembre ou à d'autres attentats. Mais ces agressions ne viennent pas de militants qui luttent contre le racisme et le sexisme. Elles sont perpétrées par des groupes, ou des individus, opposés aux droits des femmes, et qui défendent des idées réactionnaires sur les questions religieuses et ethniques.

Il faut prendre le problème exactement à l'envers : c'est parce que l'on ne s'oppose pas suffisamment à ce qui est inacceptable dans ces communautés que les actions des racistes et des fanatiques d'autres religions peuvent avoir lieu.

– « *Mais les comportements culturels de certaines communautés n'expriment-ils pas une réaction contre l'oppression impérialiste ?* »

Non, ce n'est absolument pas vrai. Le sexisme est une pratique et une idéologie très anciennes. Les coutumes oppressives que nous dénonçons sont bien antérieures à la « guerre contre la terreur », à l'impérialisme et même au capitalisme. Nous pouvons comprendre que certaines personnes se tournent vers d'anciennes coutumes (par exemple que des femmes musulmanes décident de porter le hidjab) pour

manifestent leur opposition à l'impérialisme et à l'oppression. Mais leur attitude est-elle politiquement juste pour autant ? Non.

Les êtres humains « réagissent à l'oppression » de toutes sortes de façons, certaines positives, d'autres négatives. Même si nous reconnaissons que certains comportements expriment une réaction contre telle ou telle oppression, cela ne doit pas nous empêcher d'exprimer fermement notre opinion à ce sujet.

La gauche a pris de mauvaises habitudes : elle sait généralement contre quoi elle lutte, mais beaucoup moins pour quoi elle se bat ; c'est pourquoi ses mots d'ordre sont souvent « Arrêtons ceci », « Supprimons cela ». Donc, si un mouvement prétend être contre l'impérialisme, le capitalisme, le racisme ou contre Blair, certains groupes de gauche affirment automatiquement que les positions de ce mouvement sont justes et qu'il est inutile de s'interroger sur les propositions positives qu'il avance.

Avec ce type d'attitude, la gauche en vient à oublier qu'elle est contre le sexisme !

Lorsque des ouvriers blancs votent pour le British National Party (parti d'extrême droite britannique) ils réagissent sans doute contre leur oppression : ils vivent dans des quartiers pauvres, où le chômage domine, où les services publics sont lamentables, etc. Nous pouvons comprendre leur réaction, mais cela ne nous empêche nullement de la condamner fermement.

La gauche qui défend le « relativisme culturel » se montre beaucoup moins compréhensive vis-à-vis de la classe ouvrière blanche que des communautés musulmanes, par exemple.

Enfin, il existe de nombreux points communs entre les positions idéologiques de cette gauche, et celles de Blair et des cercles dirigeants britanniques.

Les militants de gauche s'indigneront en entendant ce genre de critiques : ne défendent-ils pas des positions opposées au gouvernement en ce qui concerne la guerre, l'immigration, le droit d'asile, l'impérialisme, etc. ? Pourtant, si l'on prend le temps de réfléchir, la gauche et la droite ont de nombreux points communs, notamment leur attitude molle vis-à-vis de l'autoritarisme religieux. Mais les convergences ne s'arrêtent pas là, car la gauche accepte les projets multiculturalistes de la bourgeoisie et que, dans une certaine mesure, l'antiracisme de la gauche n'est qu'un multiculturalisme bourgeois repeint en rouge.

Que devons-nous faire ?

Tout d'abord appeler les choses par leur nom. Certaines pratiques ne sont pas « culturelles », elles sont purement et simplement sexistes. Comme l'explique Taslima Nasreen : « Dans certaines régions d'Afrique, la tradition veut que l'on excise les femmes. S'agit-il d'une tradition ? Il faut appeler cette coutume par son véritable nom : il s'agit d'une forme de torture ! »

Revenir à une politique de classe

Comme je l'ai expliqué auparavant, le « relativisme culturel » est apparu comme une solution alternative face à une politique fondée sur les luttes de la classe ouvrière. Nos combats contre les différentes formes d'oppression, les fanatismes religieux, les discriminations font partie intégrante de notre lutte pour l'auto-émancipation de la classe ouvrière, pour le socialisme.

Pour atteindre le socialisme, la classe ouvrière doit être unie, et il existe une puissante tendance vers l'unité et contre le fanatisme religieux.

Bien sûr, cela ne signifie pas que le fanatisme religieux ne sévit pas dans la classe ouvrière ni même au sein du mouvement ouvrier organisé, syndical ou politique. Bien sûr, il touche aussi ces milieux. Mais c'est l'intérêt de la classe ouvrière de se montrer solidaire, de vaincre et dépasser ces divisions.

Le communautarisme, lui, pousse dans la direction opposée, il sépare et divise les êtres humains. L'idée que chaque communauté ou chaque pays devrait bénéficier de droits ou de critères différents empêche de construire le mouvement ouvrier multi-ethnique, internationaliste et antisexiste dont nous avons besoin.

Comprendre ET condamner

Le dirigeant conservateur John Major a un jour déclaré, à propos de la criminalité, qu'il fallait « comprendre un peu moins et condamner un peu plus ». On se demande comment une intelligence plus limitée de la réalité pourrait avoir la moindre utilité ou efficacité politique ! La gauche multiculturaliste reprend en quelque sorte à son compte le mode de raisonnement de John Major car elle se sert de critères d'appréciation doubles :

– quand des ouvriers blancs votent pour le British National party, elle condamne mais ne comprend pas,

- quand des groupes religieux soutiennent des pratiques sexistes, elle comprend mais ne condamne pas.

Nous sommes opposés à la nouvelle loi contre l'« incitation à la haine religieuse ». Bien sûr, nous condamnons la haine et les discriminations contre tout individu et tout groupe à cause de ses convictions et de son identité. Mais, contrairement à ce que prétendent ses partisans, cette loi ne fera qu'encourager les groupes religieux à faire taire leurs critiques et leurs dissidents au sein de leurs communautés. Par exemple, si cette loi avait été adoptée, ceux qui ont protesté contre la pièce *Behzti*, dont j'ai parlé au début de mon intervention, auraient pu porter plainte – à condition que le directeur du théâtre ait au moins eu le courage de présenter cette œuvre au public, bien sûr.

Nous avons besoin d'un nouveau mouvement féministe et pour cela nous devons tirer les leçons des erreurs et des échecs passés. Il nous faut défendre le droit à l'avortement, qui sera bientôt mis en cause par le gouvernement, mais aussi combattre pour tous les droits des femmes travailleuses (notamment contre l'inégalité des salaires).

Et surtout nous devons rester fermes sur nos positions et n'accepter aucun compromis sur la question des droits des femmes.

Janine Booth

En anglais le mot *Left* désigne tantôt la gauche parlementaire, tantôt la gauche et l'extrême gauche. Nous avons délibérément gardé le terme très flou (et politiquement désastreux, du moins à nos yeux) de « gauche », d'autant plus qu'il correspond aux positions de l'AWL, groupe trotskyste. De même, nous avons traduit *socialists* par « socialistes », même si en français on utiliserait le plus souvent le mot « révolutionnaires » dans un contexte similaire (NPNF).

Les attentats à la bombe de Londres

L'AWL condamne les attentats à la bombe, commis ce jour (7 juillet) dans le métro et les bus à Londres. Les victimes ont été frappées au hasard dans la population de Londres, beaucoup d'entre elles se rendaient à leur travail. A l'heure où nous rédigeons cette déclaration, les rapports officiels font état de 37 morts et de plus de 700 blessés.

Le site Web Al-Saha a publié une déclaration dans laquelle, « Al-Qaida en Europe » proclame sa responsabilité. « Le temps est venu de la revanche contre les croisés de la nation sioniste de Grande-Bretagne...en réponse aux massacres commis par la Grande-Bretagne en Irak et en Afghanistan...Les héroïques Moudjahidine ont porté leur attaque bénie à Londres. La Grande Bretagne est désormais en feu, dans la crainte, la terreur et l'effroi... »

De tels islamistes politiques ont déjà terrorisé et massacré des socialistes, des syndicalistes, des féministes, des démocrates et d'autres gens depuis de nombreuses années dans des pays où ils sont plus forts. En tant que socialistes, nous soutenons les valeurs de la vie humaine contre ce courant réactionnaire.

Nous sommes contre l'impérialisme et contre le capitalisme – mais au nom d'une solution alternative humaine, socialiste et démocratique, pas au nom d'une rage réactionnaire contre le monde moderne.

Nous sommes solidaires des victimes de cette sorte de terrorisme partout dans le monde, et plus spécialement des mouvements ouvriers et socialistes qui sont en première ligne dans la lutte contre l'Islam politique, qui agissent dans les conditions les plus dures pour mobiliser les travailleurs, les chômeurs et les petits paysans pour la défense leurs droits et pour leur émancipation par eux-mêmes à la fois contre le capitalisme globalisé sous la conduite du FMI et contre ces idéologies inhumaines et réactionnaires qui surgissent en réaction contre le capitalisme globalisé.

Nous nous engageons à redoubler d'efforts dans notre solidarité avec des mouvements comme les nouveaux syndicats et le Parti Communiste-Ouvrier d'Irak, le Labour Party du Pakistan, le FNPBI et d'autres syndicats en Indonésie, et le Parti socialiste des travailleurs d'Algérie.

Nous appelons le mouvement ouvrier britannique à s'engager lui aussi dans la solidarité avec ces mouvements.

C'est la responsabilité du mouvement ouvrier international de traiter la question des réactionnaires de l'Islam politique, et il peut le faire uniquement par une politique indépendante, totalement hostile à tous les efforts de Blair et de ses semblables d'utiliser la réaction aux terroristes pour promouvoir leurs propres buts. L'effet immédiat de ces atrocités sera de laisser Blair et Bush à l'écart des questions sur la dette, la pauvreté et le changement climatique. Le mouvement ouvrier doit résister à cette diversion.

Nous dénonçons les tentatives de faire des travailleurs et des jeunes musulmans les boucs émissaires, comme on avait pu le voir en certains endroits après le 11 septembre 2001 à New York. Nous appelons le mouvement ouvrier à se mobiliser pour assurer la défense physique des communautés musulmanes et des mosquées partout où elles sont attaquées par les racistes nourris du ressentiment créé par les attentats.

Nous appelons le mouvement ouvrier à résister à toute tentative de Blair d'utiliser la réaction aux attentats pour promouvoir plus avant ses attaques contre les libertés civiles.

Cette attaque survient alors même que les patrons du métro londonien essayent de supprimer des emplois dans les équipes des stations. Les patrons du métro doivent abandonner, immédiatement, leur tentative et leur affirmation selon laquelle les syndicats en défendant les effectifs des équipes exagèrent les besoins en matière de protection et de sécurité dans le métro.

L'Islam politique est un courant politique ; la masse des gens de religion ou de culture musulmanes sont leurs premières victimes et leurs premiers opposants. Ce courant n'est « anti-impérialiste » que dans un sens réactionnaire. Sa haine de l'impérialisme américain n'est pas plus progressiste que la haine des fascistes contre les financiers et les capitalistes juifs.

Il a ses propres racines et sa propre logique ; il ne peut pas être rejeté seulement comme les « fruits amers » de la politique diabolique des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, pas plus que le nazisme ne pouvait être rejeté comme les « fruits amers » du découpage du monde par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France après la Première Guerre mondiale, ne requérant aucune condamnation ou opposition particulière.

Nous condamnons simultanément le terrorisme de l'islamisme politique et les impérialismes américain et britannique. Nous sommes solidaires avec le nouveau mouvement ouvrier et le mouvement des femmes en Irak, à la fois contre l'occupation américaine et britannique et contre la « résistance » islamiste et néo-baasiste qui inflige aux populations des villes d'Irak (et plus particulièrement, ces derniers mois, à la population chiite) les mêmes horreurs que celles infligées aujourd'hui à la population de Londres.

Alliance for Workers Liberty (Grande-Bretagne)

Les trois questionnaires ci-dessous ont été rédigés par des militants du groupe allemand Kolinko (en liaison avec le groupe Wildcat) et le premier, le plus détaillé, était destiné aux salariés des centres d'appel. Ce questionnaire sur les « call centers » a donné lieu à une longue enquête en Allemagne, en Italie et en Angleterre et à la publication d'un livre (*Hot lines*), publié en allemand et en anglais, sur les conditions de travail dans les centres d'appel.

Pour la traduction française des questionnaires nous n'avons conservé que les questions qui pouvant s'appliquer à n'importe quelle entreprise.

Ces questionnaires sont évidemment des outils et doivent être adaptés à chaque situation, raccourcis, allongés, modifiés, etc., suivant les besoins du travail politique envisagé. (*Ni patrie ni frontières*)

Trois propositions de questionnaires sur les conditions de travail et les luttes

Les questionnaires ci-dessous sont conçus pour échanger des expériences concernant la sphère d'exploitation et les luttes des prolétaires. Nous voulons enclencher une discussion chez les travailleurs en lutte et préciser notre vision des tendances à l'œuvre dans les confrontations de classe.

Ces questionnaires doivent être évidemment adaptés à chaque lutte, secteur et entreprise concernés. Nous ne pouvons pas poser les mêmes questions dans toutes les situations. Il vous faut donc les adapter à « votre » situation. Nous souhaitons que vous nous écriviez pour nous rapporter vos expériences de lutte, vos critiques et que vous nous envoyiez vos comptes rendus de luttes et interviews.

Les interviews de travailleurs constituent un des outils du travail révolutionnaire. Il ne s'agit pas pour nous de faire passer un examen oral à des salariés pour collecter des informations sur leurs entreprises et leurs luttes, mais de discuter, critiquer et développer les questions proposées avec les ouvriers et les employés eux-mêmes. Ces interviews doivent servir à stimuler la discussion avec les travailleurs pour détruire les mythes les plus courants concernant le processus de production et le fonctionnement de la société capitaliste. Ce type d'enquête sert le travail révolutionnaire s'il nourrit le débat sur le capitalisme, la lutte des classes et le communisme à l'intérieur des lieux d'exploitation et s'il ouvre la voie à l'auto-organisation des travailleurs (Kolinko, introduction au questionnaire sur les centres d'appel, novembre 1999).

I. Questionnaire destiné à recueillir des informations détaillées sur l'entreprise et permettant aussi d'acquérir une vue d'ensemble

1) L'entreprise

- Dans quelle entreprise travailles-tu ?
- A quel secteur appartient-elle ?
- Dépend-elle d'un trust ou d'une multinationale ?
- Que produit ton entreprise ou quels services vend-elle ?
- **Dans quel atelier ou service travailles-tu ?**
- Ton entreprise reçoit-elle des subventions de la région ou de l'Etat ?

2) La région

- Existe-t-il des entreprises du même secteur d'activité dans la région ? Si c'est le cas, sais-tu pourquoi ?
- Quelle est l'opinion des patrons et des hommes politiques à ce sujet ?

3) Les collègues de boulot

- Combien de salariés travaillent dans ton entreprise ? Quelle est la proportion d'hommes et de femmes, de Français et d'immigrés ?
- Quels sont les pays d'origine des migrants ?
- Combien y a-t-il d'intérimaires, de salariés à temps partiel et à plein temps ?
- La proportion entre ces différentes catégories de personnel évolue-t-elle et pourquoi ?
- Comment le travail est-il organisé au niveau du temps : horaires administratifs, travail en équipes, etc. ?
- Quel genre de salariés sont attirés par l'entreprise ?
- Quand c'est leur premier boulot, quelle est leur motivation principale ?
- Quelles relations y a-t-il entre les salariés plus anciens et plus jeunes ?

4) Le métier

- Depuis combien de temps travailles-tu dans cette entreprise ? Depuis combien de temps existe-t-elle ? Quelle est la pyramide des âges dans la boîte ?
- As-tu déjà travaillé dans une entreprise de la même branche ? Qu'en est-il de tes collègues ?
- Quels métiers as-tu exercés auparavant ? Quels métiers ont exercés tes collègues ?
- Comment as-tu été embauché ?
- Pourquoi as-tu choisi cette entreprise ?
- Souhaites-tu y travailler longtemps ? Qu'en est-il de tes collègues ?
- Quel boulot aimerais-tu faire si tu quittes la boîte et pourquoi ?

5) La qualification

- Quels sont les critères d'embauche utilisés par la direction ?
- Quelles étaient ta formation professionnelle et tes qualifications avant d'entrer dans l'entreprise ?
- Y a-t-il une formation maison pour qualifier les salariés et combien de temps dure-t-elle ?
- Qu'y apprend-on et qu'y as-tu appris ?
- Que penses-tu de cette formation maintenant que tu travailles dans l'entreprise ?
- Disposais-tu de la qualification requise pour ton boulot ou as-tu appris sur le tas ?
- Quelles sont les compétences requises pour exercer ton métier ?

6) Les méthodes de travail

- Quelles sont les opérations que tu effectues à ton poste ?
- Quel est ton supérieur hiérarchique direct ?
- Quels sont tes différents supérieurs ?
- Avec quelles machines, outils, ordinateurs, etc., travailles-tu ?
- A quoi servent-ils ?
- Maîtrises-tu bien leur fonctionnement ?
- Aimes-tu travailler avec ces outils, machines, ordinateurs, etc. ?
- Qu'apprécies-tu, de façon générale, dans ton travail ?
- Que détestes-tu dans ton boulot ?

7) Les formes de coopération et d'entraide dans le travail

- Travailles-tu en coopération avec d'autres salariés ?
- Comment se déroule cette coopération ?
- As-tu des contacts avec d'autres ateliers ou départements de l'entreprise ?
- Ces contacts sont-ils importants pour ton activité ?
- Comment trouves-tu les informations nécessaires pour ton travail ?
-

8) Les problèmes dans l'organisation du travail

- Quels sont les problèmes les plus fréquents dans l'organisation du travail ?

- Les installations et les machines sont-elles fréquemment en panne ?
- Quels sont les problèmes techniques et comment les affrontes-tu ?
-
- Quel rôle joue ta coopération avec tes collègues face à ce type de problèmes ?
- Quel rôle jouent les directeurs, les contremaîtres et les cadres dans ce cas ?
- Tes tâches sont-elles toujours les mêmes ou dois-tu remplir d'autres fonctions ?
- Quelles sont-elles et qu'en penses-tu ?
- Selon toi, qui organise le travail dans ton atelier, ton département, ton entreprise ?
- L'organisation du boulot est-elle cohérente, chaotique ou absurde ? Pourquoi ?
- Pourquoi existe-t-il des directeurs, des contremaîtres et des cadres ?

9) L'intensité du travail et les cadences

- Qu'est-ce qui détermine les cadences ?
- Quels sont les facteurs qui t'obligent à travailler plus vite ?
- As-tu le temps de discuter avec tes collègues pendant le boulot ?
- Comment rends-tu ton boulot moins pénible et comment t'aménages-tu des pauses non programmées par le patron ?
- Ton travail est-il stressant et pourquoi ?
- Comment te sens-tu à la fin de la journée ?

10) Le contrôle du travail

- Qui contrôle ton boulot ? comment ? pourquoi ?
- Quels sont les critères d'évaluation de ta productivité ?
- Que se passe-t-il quand tu commets des erreurs ou que tu n'obéis pas aux ordres ?
- Cela arrive-t-il souvent ?
- Réussis-tu à contourner les contrôles ?
- Arrive-t-il que tes collègues commettent délibérément une erreur pour obtenir une pause supplémentaire ou défier votre chef ?

11) Le salaire

- Combien gagnes-tu ?
- Tous tes collègues touchent-ils le même salaire ?
- Quelle en est la raison ?
- Existe-t-il une grille des salaires ? Comment sont-ils fixés ?
- Quels sont les moyens d'obtenir une augmentation dans l'entreprise ?
- Ton salaire dépend-il de ta productivité ?
- Reçois-tu une rémunération supplémentaire pour certains horaires (de nuit, le week-end, etc..) ?
- Comment la direction justifie-t-elle les différences entre les salaires ?
- Que pensent tes collègues des salaires dans l'entreprise ?

12) Les horaires de travail

- Que dit exactement ton contrat sur les horaires de travail ?
- Fais-tu des heures supplémentaires ? travailles-tu en équipe ?
- Quelle est la durée du trajet entre chez toi et l'entreprise ?
- Combien d'heures par jour l'entreprise fonctionne-t-elle ?
- Est-elle ouverte le samedi, le dimanche et les jours fériés ?
- Comment sont organisées les équipes (horaires, jour/nuit, etc.) ?
- Qui décide de la composition des équipes et des horaires ?
- As-tu été consulté à ce propos ?
- De combien de pauses prends-tu par jour et à quelles heures ?
- Les salariés prennent-ils leur pause ensemble ?
- Y a-t-il des pauses supplémentaires liées à une pénibilité particulière de ton travail ou de certaines tâches ?

- Combien de jours de vacances as-tu par an ?
- Es-tu satisfait de tes horaires, du système des équipes ?
- Qu'est-ce qui te déplaît le plus dans l'entreprise ?

13) Les syndicats

- Existe-t-il une convention collective et/ou des accords d'entreprise ?
- Concernent-ils la société où tu travailles, le groupe auquel elle appartient ou tout le secteur économique dont elle dépend ?
- Quelles sont exactement les clauses de cette convention ou/et de ces accords ?
- Qui a signé ces accords avec la direction ?
- Existe-t-il un comité d'entreprise ou un Comité hygiène et sécurité ?
- Que font-ils ?
-
- Quels sont les syndicats présents dans l'entreprise ?
- Que font-ils ?
- Que penses-tu et que pensent tes collègues des syndicats et du comité d'entreprise ?
- Qu'attends-tu des délégués du personnel, du CHS et du comité d'entreprise ?

14) Les services

- Quel est le nom de ton service ou de ton atelier ?
- Quels biens produit-il ou quels services vend-t-il ?
- Quelle est son utilité ?
- S'il s'agit d'un service, quel rôle jouent les relations avec la clientèle (amabilité, dévouement à l'entreprise, etc.) ?
- Considères-tu que ton travail est utile à la société ?
- Qu'en dit la direction ?
- Qu'en pensent tes collègues ?

15) Les conflits entre salariés et avec le patron

- Pendant que tu travailles, discutes-tu des problèmes qui se posent dans l'entreprise ? Peux-tu nous donner des détails ?
- Y a-t-il eu dans le passé et y a-t-il en ce moment des conflits entre les salariés ? A propos de quoi ?
- Y a-t-il eu et y a-t-il des conflits avec la direction ? Sur quoi ont-ils porté ? D'autres conflits couvent-ils ?
- Votre entreprise est-elle menacée de licenciements collectifs ou de fermeture ?
- Que penses-tu de ces menaces ?

16) Discussion

- Quelle différence existe-t-il entre le travail au sein de ton entreprise et celui d'autres secteurs d'activité (usine, hôpital, bureaux, etc.) ?
- A l'avenir l'activité de ton entreprise va-t-elle s'étendre ?
- Que penses-tu de la possibilité de t'organiser avec d'autres gens pour améliorer les conditions de travail ?
- Avec qui aimerais-tu t'organiser ?
- Comment agirais-tu pour faire avancer tes revendications ?
- Quelles sont tes principales revendications ?

17) Sur le questionnaire

- Que penses-tu de ce questionnaire ?
- Que proposes-tu pour l'améliorer ?

II. Questionnaire pour la discussion et l'agitation

- Quels sont les principaux problèmes dans l'entreprise (organisation du travail, taux d'absentéisme, accélération des cadences, etc.) ?
- Quelles ont été les actions les plus récentes des patrons (changements technologiques, licenciements, etc.) ?
- Quels moyens utilisent-ils pour faire passer leurs décisions (réduction des pauses, paternalisme, etc.) ?
- Comment réagissent les salariés (discussions, désintérêt, actions, etc.) ?
- Les conflits entre les salariés ont-ils changé de nature (discussions, affrontements, etc.) ?
- Qu'ont fait récemment les syndicats et les délégués (tracts, réunions, etc.) ?
- Qu'en pensent les travailleurs (intérêt, indifférence, curiosité, etc.) ?
- Que peuvent faire les salariés pour changer la situation ?
- Sur quoi portent les discussions politiques — quand il y en a (la crise, la guerre, les congés maladie, etc.) ?

III. Questionnaire en cas de grève ou de lutte

Nous avons écrit ce questionnaire pour faciliter le débat sur les luttes. L'objectif peut être :

- d'écrire des comptes rendus sur des luttes auxquelles nous participons,
- de demander à d'autres camarades de nous interviewer pour stimuler la discussion,
- d'avoir un outil pour poser des questions aux membres d'un piquet de grève, aux participants d'une manifestation, etc.,
- de nous aider à rédiger un article ou un compte rendu sur une lutte dont nous avons connaissance.

Il est évidemment difficile d'écrire un questionnaire qui corresponde à toutes les situations. Ce dernier questionnaire met l'accent sur les luttes sur les lieux de travail mais si vous souhaitez l'adapter à une lutte dans un lycée, une fac ou un quartier, vous pouvez le modifier à votre guise.

Sur la personne interviewée

- En quoi consiste exactement ton métier ?
- Es-tu délégué syndical, délégué du personnel, délégué au comité d'entreprise, etc. ? A quel syndicat appartiens-tu ?
- Y a-t-il eu des luttes auparavant dans ta boîte ? Quelles ont été les décisions du patron qui les ont déclenchées ?
- Y a-t-il eu des grèves dans d'autres entreprises du même groupe ou de la même branche ? Qu'est-ce qui les a déclenchées ?
- Quelles sont vos revendications ?
- Qui les a rédigées ou mises en avant ?

Sur les conditions de travail

- Où se déroule la grève (au niveau de l'entreprise, d'un département, d'un atelier, d'un service, etc.) ?
- Quelle est l'importance de cette entreprise pour l'économie locale, régionale, nationale ?
- Quels sont ses liens avec d'autres entreprises et d'autres branches (fournisseurs, sous-traitants, etc.) ?
- Quelle est la composition du personnel (origines régionales et nationales, proportion d'hommes et de femmes, etc.) ?
- Quels sont les différents types de contrat de travail (temps partiel, intérim, etc.) ?
- Quelle est l'influence de la nationalité, des types de contrat des salariés sur la lutte ?

L'organisation de la lutte

- Qui a déclenché la grève (les salariés, les syndicats, etc.) ?
- Le conflit s'étend-il (dans l'entreprise, dans la région, etc.) ?
- Quelle influence ont les ouvriers ou les employés de base sur le conflit (dans les débats, les AG) ?
- Qui fait les propositions ?

- Les propositions de la base sont-elles prises en compte, ignorées, déformées ?
- Quelles initiatives sont-elles prises pour obtenir le soutien d'autres gens que les grévistes (dans l'entreprise, dans le groupe auquel elle appartient) : réunions publiques, manifestations, etc. ?
- Quels sont les moyens de production utilisés pendant la grève (bulldozers, camions, ordinateurs, etc.) ?
- Quel est le lien entre les relations dans le travail et les relations entre grévistes (coopération, y compris avec d'autres ateliers, services ou départements, etc.) ?
- Quelles ont été les initiatives prises contre la grève (propagande patronale, embauche de jaunes, interventions policières, etc.) ?
- Quel a été le rôle politique des organisations extérieures à l'entreprise (syndicats, partis politiques, comités de soutien, etc.) ?
- Qu'ont-elles fait concrètement (collectes, tracts, réunions, prêts de locaux, etc.) ?
- Que pensent les travailleurs de ces organisations ?
- Quelles ont été les formes d'organisation pratiquées par les salariés (comités de grève, interpro, etc.) ?
- Quels problèmes ont-ils rencontrés en s'organisant ?

Effets de la lutte

- Quels sont les effets de la grève (interruption ou baisse de la production, perturbations dans le travail d'autres services, ateliers, départements, usines, etc.) ?
- Que pensent les travailleurs des conséquences du conflit sur les autres ouvriers, les clients, les patients, etc.) ?
- Quelle est l'opinion des médias (presse écrite, radio, télévision, etc.) ?

Le déroulement de la lutte

- Comment la lutte peut-elle se développer (actions, extension, etc.) ?
- Quel est le moral des travailleurs ?
- Y a-t-il eu des conflits parmi les salariés (opinions différentes, divisions fondées sur l'origine nationale ou le genre, etc.) ?
- Comment ont-ils été résolus ou affrontés (discussions, brouilles, etc.)
- Comment ont évolué les conflits personnels ou personnels entre les salariés pendant la grève ?
- Quelle est la réaction des patrons (licenciements, lock-out, pressions, etc.) ?
- Qu'en pensent les travailleurs ?
- Quelles ont été les tentatives de médiation et de négociation (comité de grève, syndicat, etc.) ?
- La fin du conflit est-elle proche ?
- Que va-t-il se passer ensuite (conditions du retour au travail, mesures de rétorsion des patrons ou des chefs, nouvelles luttes, etc.) ?

Bilan de la lutte

- Que pensent les travailleurs de l'expérience qu'ils sont en train de vivre (forces, faiblesses, etc.) ?
- Que pourrait-on améliorer ou faire différemment la prochaine fois ?
- Quels liens les salariés établissent-ils entre leur lutte et la situation sociale générale ?
- Quels liens établissent-ils avec les luttes d'autres branches ?
- Comment doit se faire le travail de popularisation de la lutte : dans quels endroits, vis-à-vis de quelles personnes, etc. ?

Sur l'interviewer

- Comment et où ont été réalisés l'interview, le compte rendu (lieu, sources d'information, etc.) ?
- Quelle est ton opinion sur les événements, les forces et les faiblesses de la lutte ?
- Quels bénéfices as-tu tirés de la réalisation de l'interview ou de l'écriture de ce compte rendu ?

Prol-position News :

un nouveau bulletin d'information sur les luttes ouvrières internationales

Le premier numéro du *Prol-position Newsletter* vient de paraître en anglais. Ce bulletin publie des articles provenant de différentes régions du monde pour promouvoir l'action et le débat. Traduits de diverses langues, les textes décrivent et analysent différentes sphères d'exploitation et les luttes des prolétaires à l'échelle internationale.

Pourquoi un tel projet ?

Aujourd'hui, de nombreuses luttes ont une dimension internationale. Les salariés impliqués doivent faire face à un contexte social et international profondément hostile où le Capital est à l'offensive. Les ouvriers — et les capitaux — se déplacent beaucoup rapidement que ne se généralisent leurs luttes :

- Les saisonniers agricoles immigrés sont remplacés par des migrants originaires de nouveaux pays.
- Les ouvriers subissent de fortes pressions et des menaces de délocalisation ou de fermeture de leurs entreprises dans les industries de base traditionnelles.
- Les salariés des nouvelles entreprises et ceux des zones de développement récentes sont menacés par la flexibilité de l'organisation du travail et par le chômage,
- Les chômeurs se voient eux-mêmes forcés d'accepter une flexibilité accrue et contribuent à la détérioration des conditions de travail.
- Les nouvelles techniques de transport et de communication contribuent à opposer les travailleurs les uns aux autres dans de nombreuses unités de production.

Si nous voulons comprendre ces tendances et soutenir les luttes qui se déroulent dans de telles circonstances, nous devons reconnaître et analyser leur dimension internationale et organiser un débat international autour de ces conditions.

Les syndicats et les autres formes de représentation des travailleurs constituent clairement un obstacle pour un développement ultérieur des luttes. En se concentrant exclusivement sur les intérêts de telle ou telle entreprise, profession ou nationalité, les syndicats ne peuvent qu'approfondir les divisions à l'intérieur de la classe ouvrière. Ils ont besoin de maintenir des formes de représentation et de délégation pour négocier et donc combattre, et si possible étouffer, les tendances à l'auto-organisation et à l'autonomie à l'intérieur des luttes. C'est pourquoi, par exemple, ils retiennent et manipulent l'information ou font circuler des comptes rendus qui ne font que glorifier les luttes (qu'elles se terminent par un échec ou une victoire).

Il existe des possibilités croissantes pour établir des liens entre les prétendus « mouvements sociaux », les nouvelles formes d'organisation qu'ils développent et l'action directe des luttes prolétariennes. Certaines de ces tendances peuvent être observées dans le mouvement dit « altermondialiste ». Nous voulons faire circuler des informations sur les expériences d'auto-organisation à l'intérieur de ces conflits, pour comprendre leurs conditions matérielles et reconnaître leurs possibilités et leurs difficultés.

Plusieurs projets, journaux, revues, etc., fonctionnent aujourd'hui au niveau régional ou national ; ils s'impliquent dans des luttes et font circuler des textes à leur sujet. Mais la plupart d'entre eux s'expriment dans la langue dominante de chaque pays. Jusqu'à maintenant, les échanges transnationaux sur ces expériences sont limités par la barrière linguistique ou se déroulent de façon individuelle entre ceux qui maîtrisent au moins une langue étrangère. Ces échanges sont rarement l'objet d'un travail de coordination ou n'ont que peu de conséquences pratiques.

Malgré les réunions internationales, Internet, etc., il est difficile d'obtenir des informations sur les luttes dans de nombreux pays. Bien sûr, nous ne résoudrons pas ces problèmes en traduisant simplement davantage d'articles dans une langue (l'anglais) parlée par de nombreuses personnes dans le monde, mais nous pensons que ce bulletin peut contribuer à diffuser des idées élaborées par les participants au cours de certaines luttes et faciliter les débats autour des questions qu'elles soulèvent.

Quel sera le contenu de ce bulletin ?

Nous traduirons en anglais et écrivons des articles sur les luttes dans différentes régions du monde. En ce qui concerne le bulletin lui-même, nous nous concentrerons sur les luttes ouvrières, sur l'analyse des conditions matérielles des travailleurs, des expériences de lutte et des difficultés rencontrées, plutôt que de nous contenter d'annoncer l'existence de ces conflits. Nous publierons des informations de base et d'autres matériaux de référence utiles dans la section archives de notre site Web (www.prol-position.net).

Nous voulons rassembler suffisamment de matériaux d'information pour publier ce bulletin tous les deux mois, en faisant paraître des suppléments entre deux numéros, si nécessaire. Nous tiendrons une réunion éditoriale avant chaque édition pour discuter des articles proposés, des problèmes politiques soulevés, de la situation de la classe ouvrière, etc.

Comment pouvez-vous participer ?

Vous pouvez nous envoyer des articles (en français ou en anglais), des interviews, des comptes rendus, etc. Nous avons écrit un questionnaire préalable sur les luttes qui peut (?) être utilisé comme une base de travail (voir sur notre site www.prol-position.net ou le questionnaire ci-dessous). Nous sommes également intéressés par des informations élémentaires qui permettent de mieux comprendre les conflits, que nous archiverons ou utiliserons pour introduire les articles.

Vous pouvez aussi nous aider à traduire en anglais, relire ou corriger les articles. L'anglais n'est pas la langue maternelle de la plupart d'entre nous (et nous ne parlons que quelques langues), il serait donc fort utile que vous nous aidiez dans ces tâches.

Vous pouvez envoyer l'adresse de notre site web et notre e-mail à d'autres personnes et vous pouvez imprimer et photocopier le bulletin et en donner des copies à des amis, des collègues de travail, des grévistes et d'autres travailleurs. Ou vous pouvez en déposer dans des librairies, les faire circuler à l'occasion de meetings, de colloques, de congrès, etc.

Enfin, vous pouvez participer à la discussion et aux échanges par email. Le bulletin sera notre principale activité pour le moment mais si un nombre significatif de gens sentent le besoin de discuter et de partager des informations par l'intermédiaire d'une liste de discussion, nous réfléchissons à la possibilité d'en créer une. En attendant vous pouvez nous écrire à ppnews@prol-position.net.

Sommaire de ce numéro

Les articles de ce premier numéro concernent des luttes en Europe occidentale durant la seconde moitié de 2004. Les textes sur la grève sauvage chez Opel-General Motors, à Bochum, en Allemagne, la politique de Saab-General Motors en Suède et le nouveau modèle salarial imposé à Volkswagen en Allemagne décrivent des attaques menées contre des forteresses ouvrières et des centres de l'accumulation du capital qui ont une longue histoire, attaques que, au moins en Allemagne, les ouvriers de l'industrie automobile ont été capables de contrer. En 2004, l'Allemagne a connu une avancée importante pour le Capital. Celui-ci a réussi à imposer des horaires de travail plus longs et des salaires plus bas dans des bastions industriels importants et de grandes entreprises comme Siemens, Daimler-Chrysler, la DeutscheBahn (les chemins de fer allemands) et Karstadt. La grève sauvage à Opel-General Motors (dans la ville de Bochum) a constitué une réponse inattendue de la part des ouvriers et a suscité la création d'un front uni des patrons, des hommes politiques et des responsables syndicaux qui ont réussi à l'écraser en employant la manière forte.

Tandis que les capitalistes utilisent le chômage de masse pour renforcer la pression sur la main-d'œuvre légale et illégale, nous n'avons pas encore assisté à une réaction collective de résistance parmi ceux qui sont temporairement au chômage. Les « manifs du lundi » en Allemagne contre la réforme Hartz IV ont surpris tout le monde et, au départ du moins, elles étaient organisées en grande partie de façon spontanée. Elles ont attiré l'attention à l'échelle internationale mais peu d'articles, parmi ceux qui ont circulé dans d'autres pays, ont saisi la force et la spontanéité initiale des manifestations, leur dynamique interne et leurs faiblesses fondamentales. Cet article résume les différentes étapes du mouvement dans différentes villes et décrit sa composition interne. Nous avons inclus un petit additif pour actualiser les données sur la situation présente, notamment en ce qui concerne la réduction des allocations chômage, les « boulots-à-un-euro », et les tentatives de combattre ce projet.

L'analyse du comité de soutien aux grèves des travailleurs immigrés travaillant dans les cuisines des restaurants Frog à Paris montre clairement l'interaction entre les différentes communautés immigrées, la grève elle-même, les syndicats et les soutiens extérieurs. Nous pensons qu'il est important de rouvrir le débat sur le soutien externe aux grèves, débat soulevé à un niveau plus développé durant les grèves des salariés

d'Arcade, McDonald's et Pizza Hut à Paris en 2002. Ces grèves se sont produites dans de petites unités de travail et ont souvent été dirigées par des salariés issus de l'immigration.

L'article intitulé « Voyage militant en France » décrit trois luttes qui se sont déroulées au printemps 2004 : un piquet de grève devant un McDonald's à Paris, la lutte contre la fermeture d'une usine Nestlé dans le Sud et une grève avec occupation dans un centre informatique de Schneider Electric, à Grenoble.

Les articles brefs consacrés aux manifestations des employés de DHL à Bruxelles et aux piquets de grève des bagagistes de l'aéroport de Gatwick décrivent deux conflits qui se sont déroulés dans le secteur aérien au cours des dernières années. Dans l'introduction, nous soulevons quelques questions sur l'importance politique croissante du secteur aérien dans la lutte des classes mondiale.

Le dernier article décrit la lutte des ouvriers de la construction en Grande-Bretagne qui travaillent sur des sites importants comme l'installation de voies pour le transport des marchandises dans le tunnel sous la Manche. Une entreprise, Laing O'Rourke, a essayé de changer le statut des travailleurs en transformant des ouvriers indépendants ou des artisans en salariés de Laing. Pour ces travailleurs ce changement de statut signifiait une baisse importante de leurs revenus, une aggravation des conditions de travail et des moyens de pression accrus pour les patrons de s'opposer à la résistance des travailleurs. Après avoir réuni les ouvriers, certains militants du mouvement « anticapitaliste » ont soutenu la lutte en occupant des grues sur l'un des sites de construction.

Bonne lecture !

Présentation du numéro 2 de Prol-position news

Ce deuxième numéro en anglais du bulletin électronique *Prol-position news*, accessible sur le site du même nom, est principalement centré sur la situation de classe dans les pays d'Europe de l'Est. Les déplacements des capitaux et des travailleurs, de l'est vers l'ouest et vice versa, constituent un élément décisif de la recomposition de classe en Europe. La mobilisation d'une vaste armée de réserve d'ouvriers originaires d'Europe de l'Est pour approvisionner en main-d'œuvre certains secteurs économiques à l'ouest et la menace de délocaliser la production de l'ouest vers l'est du continent contribuent à intensifier l'exploitation. La propagande capitaliste évoque, sur un ton inquiétant et sinistre, des « régions à bas salaire en Europe de l'Est » et « des ouvriers peu rémunérés »; la réalité est en fait beaucoup plus complexe. Des prolétaires d'Europe de l'Est sont souvent employés dans des secteurs du marché du travail de l'Ouest (comme l'agriculture et le nettoyage) où les ouvriers « locaux » ne travaillent pas. Début avril 2005, les employeurs agricoles allemands se sont bruyamment opposés aux plans du gouvernement qui voulait pousser plus de chômeurs allemands à travailler dans les champs, au lieu d'employer des saisonniers polonais. Ces exploitants se sont plaints que les chômeurs allemands « arrivaient en retard, partaient avant la fin de leur journée de travail, et se mettaient en congés maladie au bout de quarante-huit heures ». Parallèlement, de plus en plus d'ouvriers originaires d'Allemagne de l'Est émigrent aux Pays-Bas pour trouver du travail dans les serres servant aux cultures légumières.

Concernant les délocalisations d'unités de production, le pourcentage réel d'usines **transférées** à l'Est est minime, si on le compare aux nouveaux investissements réalisés à l'Ouest. En matière d'investissements directs, les compagnies occidentales achètent surtout à l'Est des infrastructures ou des entreprises qui étaient autrefois la propriété de l'Etat, comme les télécommunications. D'autres investissements sont entrepris pour approvisionner les marchés locaux, et donc ils ne diminueront pas les capacités de production à l'Ouest. Pour démasquer la propagande et le battage organisés autour de la « Ruée vers l'Est », il nous faudra analyser en détail les mouvements réels de capitaux et les confrontations de classe dans les pays d'Europe de l'Est.

Dans ce bulletin vous trouverez quelques textes qui pourraient servir de point de départ: L'article **Going East (La ruée vers l'Est)** présente les principales données statistiques disponibles sur la relation entre les investissements directs et les réorganisations décidées par les entreprises allemandes. Ce texte conclut que l'installation d'unités de production à l'Est entraîne rarement la fermeture de départements ou d'ateliers dans les mêmes sociétés à l'ouest. Désireux d'approvisionner les marchés locaux, les patrons souhaitent aussi créer une situation où une flexibilité maximum leur permettra de faire jouer certains sites de production contre d'autres.

Foreign Investments in the Czech Republic: Boom or Fall (Les investissements étrangers en République tchèque : **boom ou déclin**) analyse le processus de restructuration du capital et du marché du travail durant la dernière décennie, l'impact de cette restructuration sur la République tchèque — l'une des principales régions de l'ancien Bloc de l'Est à accueillir des investissements étrangers directs — ainsi que les menaces proférées par les capitalistes de se déplacer toujours plus à l'Est.

L'article **Migrant workers in the Czech Republic** (Les travailleurs immigrés en République tchèque) décrit la situation des ouvriers slovaques, polonais et ukrainiens dans ce pays. Ce texte montre comment le marché du travail européen s'étend bien au delà des frontières de l'Union européenne, créant des réactions en chaîne dans les migrations de travailleurs. Des ouvriers tchèques du bâtiment qui travaillent à l'ouest, par exemple, sont remplacés par des Ukrainiens qui acceptent une forme d'esclavagisme dans des villes tchèques : ces derniers doivent faire face à la fois aux directives migratoires de l'Etat tchèque et à la structure mafieuse des agences d'intérim ukrainiennes.

Skoda Auto: Inspiration from Mlada Boleslav? (Skoda Automobile : Un nouveau souffle venu de Mlada Boleslav ?) évoque une grève récente en République tchèque. Cet article suggère que, bien que cette grève ait été la plus importante lutte chez Skoda jusqu'ici, les ouvriers — contrôlés par les syndicats — n'ont pas vraiment usé de toutes leurs forces pour gagner. Mais la situation chez Skoda et dans d'autres entreprises pourrait changer: Certaines des nouvelles usines implantées par les compagnies occidentales en République tchèque ne trouvent pas assez d'ouvriers dans la région, et ces difficultés sapent les possibilités de chantage

au licenciement ». Ces nouvelles usines n'ont souvent pas de section syndicale, ce qui incite les auteurs à conclure qu'il existe "certaines possibilités pour l'émergence d'une lutte autonome qui écarterait toute structure syndicale. Nous verrons où le nouveau souffle venu de Skoda nous mènera...".

Behind the Border – Poland (Au-delà de la frontière - la Pologne) décrit l'histoire des luttes de classe en Pologne depuis les années 1970, le rôle des politiques financières et de la répression étatique, le contexte des luttes ouvrières, et l'effondrement du mode d'exploitation socialiste. Il traite également de la structure des secteurs agraires et industriels polonais aujourd'hui et de la question des migrations.

En complément à ce texte, le lecteur trouvera un article apportant des informations plus récentes sur les luttes en Pologne et à sa périphérie. (**Update on recent struggles in and around Poland**)

Promised Land and Class Struggle: Romania after the Transition (Terre promise et lutte de classe : la Roumanie après la transition) examine le développement du capital et des migrations en Roumanie. Ce texte est principalement centré sur l'industrie textile, et il précise le rôle important des entreprises italiennes dans le processus de restructuration. Il est suivi par un bref entretien avec un ouvrier de Solectron à Timisoara (**Interview with a worker from Solectron in Timisoara**). Solectron est une société américaine produisant des téléphones portables et divers autres équipements électroniques pour des compagnies comme Nokia, Ericsson et Alcatel. En complément le lecteur trouvera quelques informations sur une grève récente chez Michelin en Roumanie et Solectron en France (**News on a recent strike in Romania (Michelin) and Solectron in France**).

Après les textes sur la lutte de classe en Europe de l'Est, *Prol-position* reproduit la préface à la traduction de *Forces of Labor* de Beverly Silver (**Preface of Beverly Silver's book 'Forces of Labor'**), préface écrite par le groupe WildCat qui ont récemment publié ce livre en Allemagne. Beverly Silver a étudié les luttes ouvrières à l'échelle mondiale au cours des cent trente dernières années en utilisant une base de données qu'elle et ses collègues ont mise au point. "La force particulière de ce livre réside dans le fait qu'il nous raconte l'histoire du monde à partir des perspectives ouvertes par les luttes ouvrières (...). *Force of Labor* analyse le rapport entre les luttes de la classe « d'en bas » et les actions de la classe « d'en haut », les effets des premières sur les secondes. Ce livre étudie ainsi le développement du capital comme un système mondial. Les luttes des travailleurs poursuivent le capital autour du globe, passant d'un secteur industriel à un autre. A chaque cycle aboutissant à l'hégémonie d'une nouvelle puissance, la pression de la classe « d'en bas » a davantage d'impact sur la façon dont se façonne l'ordre du monde." Cette préface nous semble mériter de figurer dans ce bulletin parce que ce livre nous aide à comprendre le développement historique mondial des luttes, mais aussi le déroulement et l'issue de certaines luttes ouvrières que nous voulons étudier ou auxquelles nous voulons participer.

Ce numéro de *Prol-position* publie aussi d'autres rapports sur des luttes ouvrières.

Report on the strike at the ThyssenKrupp steelmill in Terni, Italy (Rapport sur la grève dans l'aciérie ThyssenKrupp à Terni en Italie) s'inspire de plusieurs entretiens avec des ouvriers. Une grève a éclaté au début de 2004 après que la multinationale allemande ThyssenKrupp eut menacé d'interrompre une partie de la production à Terni (Italie) et de la faire effectuer dans d'autres usines. ThyssenKrupp s'est ensuite rétracté puis a de nouveau annoncé la fermeture de ce département quelques mois plus tard. Les ouvriers ont fait grève une seconde fois mais sans succès.

Striking Day Laborers in the Spanish Olive Harvest (Grève chez les journaliers cueilleurs d'olives en Espagne) donne un aperçu général sur la structure de l'industrie agro-alimentaire espagnole et sa main-d'œuvre (immigrée). L'article décrit les trois fronts principaux sur lesquelles le capital attaque : les changements concernant les allocations chômage auxquelles ont droit les ouvriers saisonniers, la nouvelle loi sur l'immigration, et la mécanisation croissante. Cette triple attaque frontale a également influé sur la réalité dans un petit village près de Cordoue (Jaen), là où les journaliers ont lutté pendant un mois en hiver 2005. Nous y avons ajouté une discussion sur la grève des cueilleurs d'olives (**Chat on the Olive Harvest Strike**).

A new kind of Strikes in France (Un nouveau type de grèves en France) essaye de relier trois phénomènes plus ou moins concomitants : la restructuration de l'industrie (automobile), ses effets sur les salaires et les conditions de travail, et enfin les nouveaux types de grèves qui mettent en évidence une « nouvelle attitude offensive des travailleurs face aux conditions d'exploitation ». La grève chez Citroën à Aulnay (près de Paris), sert de principal exemple. **More on Citroën** (Quelques informations supplémentaires sur Citroën) nous a été envoyé par un camarade qui défend un point de vue légèrement différent sur cette grève.

Leaflet on the 35-hours law in France (Tract sur la loi sur les 35 heures en France) dénonce la loi « Aubry » adoptée à la fin des années 90 et qui fut présentée par la gauche européenne comme une solution miracle contre le chômage. On oppose fréquemment les réformes du gouvernement de droite actuel aux prétendues lois « pro-ouvrières » de la gauche. Ce tract décrit comment la loi Aubry a en fait permis

d'accélérer la flexibilisation du temps de travail et de réduire les salaires réels. Il montre aussi que le gouvernement de droite actuel ne fait que marcher sur les traces du précédent gouvernement de gauche.

Leaflet for Faty, ex-striker at Accor, France (Tract pour Faty, ex-gréviste à l'hôtel Accor, France), appelle à une solidarité internationale avec les grévistes de la chaîne d'hôtels française. Nous voulons soutenir cette initiative parce qu'elle essaye de dépasser les frontières « nationales » et linguistiques. Nous avons ajouté quelques commentaires critiques sur l'axe principal de la campagne.

Nous avons également résumé plusieurs rapports concernant diverses luttes étudiantes et lycéennes dans différents pays européens, **Reports from various students' protests in different parts of Europe**, (France, Italie, Allemagne, Slovaquie) au cours des derniers mois. Les agressions perpétrées contre les manifestations lycéennes à Paris, attaques violentes menées par des jeunes venant des banlieues limitrophes, soulèvent des questions politiques qui concernent non seulement la jeunesse scolarisée et les mouvements de jeunes, mais aussi toute la situation de classe dans les grandes zones urbaines qui subissent un taux de chômage permanent élevé et une économie parallèle. « Dernières informations sur la situation et les grèves dans l'industrie automobile » (**Update on the situation and strikes in the car industry**) en République tchèque, Slovaquie, Allemagne et Italie s'inspire de la lecture de plusieurs journaux (d'extrême gauche ou pas). La lutte chez Dräxlmaier à Brême (Allemagne) illustre bien le pouvoir que le post-fordisme a placé entre les mains des ouvriers. Dräxlmaier est l'un des principaux investisseurs allemand en Roumanie et dans d'autres pays de l'Est.

Les grèves sauvages qui ont éclaté chez Skoda en République tchèque, ou chez Citroën en France (voir ce bulletin) ainsi que les protestations spontanées à la Fiat Mirafiori en Italie contrastent avec le silence entourant la fermeture de l'usine automobile Rover en Grande-Bretagne.

(Texte traduit par Stéphane, de Marseille)

La revue est disponible en entier sur le Net (en anglais)

<http://www.prol-position.net/ppnews/ppnews2.pdf>

DROIT DE REPONSE

Bonjour,

Je découvre sur votre site que je fréquente régulièrement une "lettre" signée d'un certain Christian Béridel, postier, consacrée à *La revue Sciences humaines et les pratiques capitalistes de La Poste*. (juillet 2005) Cet article, virulent, met en cause le travail d'un certain nombre de chercheurs ... et le mien par la même occasion. La chose est d'autant plus difficile à lire, qu'elle se révèle profondément infondée, pour ne pas dire calomnieuse. Contrairement à ce qui est écrit par ce Christian Béridel, mes travaux s'efforcent précisément de "restituer la parole des salariés"... quitte à ce que cela déplaise à la direction... et cela déplaît effectivement. c'est d'ailleurs la raison pour laquelle mes travaux, publiés sous le titre de "le sens du travail. Chronique d'une modernisation ordinaire", ont bénéficié d'une publicité pour le moins discrète de la part de la Direction de La Poste.

J'aimerais penser que les propos de Christian Béridel ne sont que le fruit d'une "négligence" certes coupable (celle qui consiste par exemple à ne pas lire les auteurs que l'on accuse, et leur prêter des intentions pour le moins aberrantes au regard de leurs travaux). L'hypothèse de la négligence est nourrie par les multiples erreurs par ailleurs commises par ce monsieur dans cet article (informations délirantes, identités erronées, informations infondées). En tous les cas, de tels propos ne peuvent rester sans suite. Un droit de réponse me paraît être le minimum qui puisse être fait. A défaut, que ce monsieur vérifie ses informations et apporte lui-même des "correctifs" à sa prose diffamatoire.

Merci de votre réponse Cordialement

Fabienne Hanique, sociologue

BREVE REPONSE de *Ni patrie ni frontières*

Chère madame,

J'ai bien reçu votre réponse et l'ai transmise à Christian qui vous répondra à la fois sur le site et dans le prochain numéro de "Ni patrie ni frontières" dès qu'il paraîtra. Je tiens cependant à vous signaler que votre texte agressif et insultant ("prose diffamatoire" "calomnieuse", "informations délirantes", etc.) ne relève pas une seule erreur précise dans l'article.

Cela nous obligera à répondre sans doute pas sur le même ton méprisant mais en tout cas de façon très générale puisque vos propos accusatoires restent dans le vague le plus complet. Si, comme vous le prétendez, vous avez écrit des documents plus attentifs aux intérêts des postiers, nous nous ferons un plaisir de leur donner l'écho nécessaire.

Jusqu'à preuve du contraire, je ne peux voir dans votre colère que l'expression du refus d'un membre appartenant à la caste des chercheurs et chercheuses d'entendre la parole d'un travailleur qui "ose" exprimer une opinion différente de la sienne sur une réalité (les pratiques d'exploitation de la Poste) qu'il connaît mieux qu'elle (il a travaillé pendant 35 ans à la Poste, ce qui n'est pas votre cas ni celui des chercheurs rémunérés par l'entreprise) et contre laquelle il a lutté pendant des décennies.

Dans l'attente de lire de votre part une réponse solidement argumentée. Cordialement.

Yves Coleman

10 novembre 2005 : Nous attendons toujours une lettre sérieuse de Mme Fabienne Hanique...

(2005) Collectif NADA, sinon Rien (2002-2005) : tracts diffusés à La Poste et à France Telecom

Ni patrie ni frontières

Revue de

traductions et de

débats

«Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste.»

EMMA GOLDMAN

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays. Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

À l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer cette revue. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres «camarades», qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de «(con)vaincre» son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un «adversaire». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise : les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie ; ce seraient d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus ; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente ; les autres organisations seraient «activistes», «ouvriéristes», «syndicalistes», etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et — ne serait-ce qu'à ce niveau — les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit «capital» de références qui, avec les ans,

non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement. Plus grave encore : l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites «théoriques».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des «nouvelles». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des «victoires» minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe — à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

À notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix ? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. À condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée : le patriotisme d'organisation. Le célèbre : RIGHT OR WRONG, MY PARTY («Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières») a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Cette revue essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Elle présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde. Enfin, cette revue se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.

Sommaires du n° 1 au n° 11-12

N° 1 – Septembre 2003 – SUR L'URSS – Elections 2003 – Nouveau parti « anticapitaliste » - Lutte ouvrière et les médias

E. Goldman : *La vérité sur les bolcheviks* (1918) - *La révolution sociale est porteuse d'un changement radical de valeurs* (1923) - *Le communisme n'existe pas en URSS* (1935) - *Trotsky proteste beaucoup trop* (1938) - **L. Trotsky** : *Beaucoup de bruit à propos de Cronstadt* (1938) - *Réponse à des questions de morale et d'histoire* (1937) - **C Harman** : *Russie. Comment la révolution a été vaincue* (1967) - **M. Martin** : *Les bolcheviks contre la classe ouvrière* (1991) - **L. Goldner** : *Amedeo Bordiga et notre temps* (1991)

ACTUALITE : *Le mouvement des chômeurs en France - Limites de l'antisionisme (1) - Les médias « de gauche » et Lutte ouvrière - Comment LO se piège elle-même - A ceux qui désirent former un « nouveau parti anticapitaliste » - Voter les yeux fermés : une curieuse conception de la démocratie.*

N° 2 — Décembre 2002 — FAMILLE, MARIAGE ET MORALE SEXUELLE

C. Crass : Biographie de Voltairine de Cleyre. — Traditions américaines et défi anarchiste. — V. de Cleyre : De l'action directe (1912). «Le mariage est une mauvaise action» (1907). L. German : La famille aujourd'hui (1989) W. McElroy : La nouvelle mythologie du viol et son utilisation politique. A. Peregalli : Femme, famille, morale sexuelle. PCI (1945-1970).

ACTUALITE. C. Crass : Discussion avec des militants anti-guerre aux États-Unis. — M. Teixeira da Paula : Mouvement des sans-terre au Brésil (2000) - Nicolas (Cercle social) : Paradis fiscaux, néoréformisme et rôle de l'État (2000.). - Idéologie et fonctionnement d'ATTAC (2001). — G. Fargette : Principes du verbalisme radical (1989). — Y. C. : Limites de l'antisionisme (2)

N° 3 — Mars 2003 – Que faire contre les guerres ?

GUERRE, PATRIOTISME ET PACIFISME- E. Goldman : Le patriotisme, une menace contre la liberté (1911) (inédit) . P. Kropotkine : La guerre (1912). Extraits de *La science moderne et l'anarchie*. E. Goldman : L'alerte préventive conduit tout droit au massacre universel (1915) (inédit). E. Malatesta : Réponse au Manifeste des 16 (1916) L. Trotsky : Le pacifisme, supplétif de l'impérialisme (1917) L. Prouvost : Révolutionnaires et quakers devant la guerre (1924) L. Trotsky : La guerre et la Quatrième Internationale (1934) (extraits) B. De Light : Le problème de la guerre civile (1937) L. Trotsky : Après Munich une leçon toute fraîche. Sur le caractère de la guerre prochaine (1938) (extraits). Réponse à des questions concernant les Etats-Unis (1940) (extraits) —Manifeste de la Quatrième Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution socialiste mondiale (1940) (extraits)

DEUXIEME PARTIE : GUERRES DU GOLFE, IMPERIALISME ET PACIFISME

R. Evans : Irak, trajectoire d'un État – FIDH : extraits de deux rapports. «Irak : une répression intolérable, oubliée et impunie» (2001) (88) et «Irak : une épuration ethnique continue et silencieuse»(2002) F. Sacher : Contre la guerre (2003) Article paru dans A contre courant N° 3, février 2003 FA : Irak, pétrole et géopolitique (2002) No pasaran : Guerre à la guerre (2001)

Tracts contre la guerre : Mouvement communiste, Oiseau-Tempête, BIPR, CNT-FA-No pasaran, Scalp-Reflex

Débats : alliances et divergences au sein du «mouvement antiguerre»

A. Sofri : A Bagdad, le liberté (février 2003) Y.C.: Un bain de haine chauvine (février 2003) G. Fargette : Faiblesse des forces «antiguerre».(2001) — Misère de l'antiguerre en Europe (2002) (123) — Débats stratégiques aux États-Unis (2002) — Faut-il confondre «choc» et «conflit» ? (2003) C. Foster : Treize questions sur le terrorisme, l'intégrisme et l'anti-impérialisme (octobre 2001). Y. C. : A propos des discours automatiques contre la guerre et l'impérialisme. Certitudes et questions (février 2003) E. Halberkern : Les causes profondes de l' «affaire Lerner» (mars 2003) E. Krebbers et J. Tas : Amsterdam, avril 2002. La plus grande manifestation antisémite depuis 1945 ; Comment éviter quelques pièges antisémites. Chedid Khairy : Un titre et une illustration problématiques (février 2003) - Sacha Ismail : Qu'est-ce que la Muslim Association of Britain ? . Temps critiques : La guerre n'est plus le moteur de l'histoire (mars 2003).

Solidarity : Soutenons les peuples d'Irak (février 2003) C. Bradley : Les travailleurs irakiens peuvent-ils changer le régime ? — Comment Saddam est parvenu au pouvoir (février 2003) Answer : Liste partielle des interventions de l'armée américaine à l'intérieur comme à l'extérieur des États-Unis de 1890 à 1999

N°4 /5- Août 2003 ETATS, NATIONS ET GUERRE – GREVES DE MAI-JUIN

S. Parane : Hors-jeu international et jeu internationaliste. — J. Bernardo : Etat Restreint, Etat Élargi et corporatisme (1)— C. Bradley : — Hypothèses sur l'évolution de la situation en Irak. — C. Foster : Guerre contre l'Irak et conflit dollar-euro. — Temps critiques : L'unité guerre-paix dans le processus de totalisation du capital. — P. Bourrinet : La question nationale yougoslave. — L. Goldner : Multiculturalisme ou culture mondiale ?

Victor Serge : **La pensée anarchiste**

ITINERAIRES MILITANTS (1) Des JSU à Air France (première partie)

LIMITES DE L'ANTISIONISME (3) Misère de l'antisionisme. — A propos du livre de Finkelstein et de la crapuleuse expression de «Shoah Business» — Lettre ouverte à la CNT-Vignoles (29 mars 2003! Et réponse de ladite CNT — M/. Abramowicz : La guerre des mots, le retour des nazis ? — Y. C. : Que se cache-t-il derrière le slogan de la «destruction» d'Israël — FA : (Lyon) : Palestine : pour un fédéralisme internationaliste.

DEBATS : G. Fargette : Quelques précisions à propos de Huntington

GREVES DE MAI-JUIN-2003 Y. C. : Quelques remarques sur les grèves d'avril-mai-juin 2003. — Des questions «oubliées» pendant le mouvement. — Quelques pistes. — Sur la «pédagogie» de la droite — A propos de la grève générale et des syndicats : quelques citations révélatrices — Grève générale et «trahisons». Vrais débats, illusions et fausses polémiques — Textes de Convergences révolutionnaires, Pour Lire Pas Lu, Temps critique, Débat militant, Cercle de discussion de Paris, CNT-AIT, Collectif socialiste révolutionnaire, Lutte ouvrière.

Mouvement communiste : Réduction du temps de travail = augmentation de l'exploitation.

N° 6-7 Janvier 2004 LES SYNDICATS CONTRE LES LUTTES ? – ATHEISME ET RELIGION – ACTIONS ANTI-PS

CNT-AIT : Comment lutter — **Collectif La Sociale** : Retour sur le mouvement — **Mouvement communiste** : Sur les retraites et les grèves de mai-juin — Syndicats et politique — CNT-AIT : Les délégués du personnel — CNT-AIT : Les prudhommes — **G. Soriano** : Fnac, Virgin, Eurodiseny, Comité de solidarité — Jalons pour un premier bilan de la grève — **N. Thé** : McDo Éléments d'un bilan

MILITANT A AIR FRANCE (1973-1996) - Michel Tardieu : Interview (2)

QUESTIONS D'ACTUALITE – D. Crouch : Les bolcheviks et la Charia — **C. Béridel** : Etat des lieux à la Poste: **Y. C.** : Ramadanophobie ou athéisme ? **R. Hassan** : Islamophobie et alliances électorales en Grande-Bretagne - **Oiseau-Tempête** : Une altermondialisation égalitaire ? **Y. C.** : L0 se soucie-t-elle vraiment des droits des femmes ? - : Le foulard ou le string ? - : Athéisme et religions **C. Foster** : Soutenons les travailleurs d'Irak - **Faryal Velmi** : « Quand l'injustice acquiert force de loi, la révolte est un devoir. »

SUR LES ACTIONS ANTI-PS

Y. C. : Aujourd'hui ils cognent le PS, demain à qui le tour - Faut-il purger le mouvement altermondialiste de ses réformards ? - (**Vignoles**) : La CNT contrainte à une manifestation tendue au FSE – **C. Guillon** : Comment (se) manifester ?

N° 8-9 ANARCHISTES ET MARXISTES, FACE A LA QUESTION JUIVE, AU SIONISME ET A ISRAEL

ISRAËL ET LA PALESTINE AUJOURD'HUI

Y.C. : Onze points de démarcation sur la prétendue « question juive », le sionisme et l'État d'Israël - **Gush Shalom** : 80 thèses pour une paix israélo-palestinienne (2001) - **Mouvement communiste** : Deux États contre le prolétariat (2003) - Dernières nouvelles de Palestine (février 2003) - **Guy Izhak Austrian et Ella Goldman** : Quelques suggestions pour renforcer le mouvement de solidarité avec la Palestine - **Rudolf Bkouche** : Quelques commentaires

LES MARXISTES FACE A LA « QUESTION JUIVE » ET AU SIONISME

S. Michael-Matsas : Sur le marxisme et la question juive (1998) - **A. Clemesha** : Trotsky et la question juive - **S. Matgamma** : De Trotsky au trotskysme des imbéciles (2002) - **Alliance for Workers Liberty** : Comment unifier les prolétaires juifs et arabes - **G. Mammone** : Le conflit arabo-juif en Palestine (*Bilan*, 1936) - **Communistes révolutionnaires** : Lettre aux ouvriers juifs (1943) suivi d'un Commentaire - **Fraction française de la gauche communiste** : Buchenwald, Maidanek, démagogie macabre (1945) suivi d'un Commentaire - **E. Mandel** : Projet de thèses sur la question juive après la Seconde guerre impérialiste (1947) - *Il programma comunista* : Le retour de la question juive ? (1960) - **M. Machover et A. Orr** : Israël/Palestine : La classe ouvrière israélienne peut-elle aider les Palestiniens ? La nature de classe d'Israël (1969)

LES ANARCHISTES FACE A L'ANTISEMITISME ET AU SIONISME

F. Gomez : *L'anarchiste et le juif*, histoire d'une rencontre (2003) - **M. Graur** : Anarchisme et sionisme. Le débat sur le nationalisme juif (2003) - **N. Makhno** : Aux juifs de tous pays La makhnovstshina et l'antisémitisme - **S. Boulouque** : Les anarchistes, le sionisme et la naissance de l'État d'Israël (1999) - Anarchisme et judaïsme dans le mouvement libertaire. Réflexions sur quelques itinéraires (2003) - **R. de Jong** : Le débat anarchiste sur l'antisémitisme - **R. de Jong** : Quelques remarques générales sur l'anarchisme, «les Juifs», le sionisme et l'antisémitisme avec quelques informations concrètes sur les Pays-Bas - **R. Creagh** : L'Horreur ethnocratique. Trois questions sur le Moyen-Orient (2003)

ANTISEMITISME, JUDEOPHOBIE, NEGATIONNISME, ANTISIONISME : CONVERGENCES POSSIBLES ET DIFFERENCES FONDAMENTALES

Dario Renzi : Anti-étatisme versus antisémitisme (2003) - **Temps critiques** : Capitalisme et antisémitisme (1990) - **J. Valjak et M. Argery** : Dossier négationnisme - **Y.C.** : Une question à creuser ? (p. 229) - A propos de Finkelstein et de « Shoah Business » - Un professeur bien mal inspiré - Bourseiller : Le Baiser du serpent - **S. Grigat** : L'antisémitisme, l'antisionisme et la gauche (Traduction: Céline Jouin) (2002) - **Rudolf Bkouche** : Antisionisme, antisémitisme et judéophobie - Judéophobie et judéophilie - Deux courriels d'internautes **Uri Avnery** : Antisémitisme. Un manuel pratique (2004) - **Y.C.** : Limites de l'antisionisme - Billet d'humeur : Les comiques « antiracistes » surmédiatisés renforcent les préjugés qu'ils prétendent combattre. (p. 260-261).

N° 10 Religion et athéisme, citoyennisme et multiculturalisme

IRAK : Alliance for Workers Liberty **L'Irak et la politique internationale américaine (mai 2004)** - Houzan Mahmood : **Une liberté sans aucun contenu - Situation des femmes et tâches politiques actuelles - La situation politique en Irak un an après l'occupation**

Organisation pour la liberté des femmes en Irak : Pour une loi consacrant l'égalité des genres

RELIGION ET LAÏCITE - MULTICULTURALISME, COMMUNAUTARISME ET CITOYENNISME

Paul Lafargue : La croyance en Dieu (1909) - **Gustave Brocher** : Athéisme (1931) extrait de *l'Encyclopédie anarchiste* - **Emile Armand** : Mon athéisme - **M.V. (Socialisme ou barbarie)** : La laïcité de l'école publique (1959) - **Nico** : De la destruction de l'Ecole (2002) - **Daniel Mothé (Socialisme ou barbarie)** : Les ouvriers français et les Nord-Africains (extraits) (1957) - **Azam Kamguian (PCOI)** : Islamisme et multiculturalisme - L'Islam et la libération des femmes au Moyen-Orient - **Maryam Namazie (PCOI)** : L'« islamophobie » n'a rien à voir avec le racisme ! (2003) - **Y. C.** : Saïd Bouamama, un sociologue au service du hijab. De la construction d'un « paternalisme respectable » - **Réseau mondialiste révolutionnaire** : L'islam politique contre les femmes et la laïcité - **Y. C.** : : Le hijab, la gauche et l'extrême gauche - Quelques statistiques sur l'islam et les autres religions - Un siècle et demi d'immigration - L'« ascenseur social est en panne » - Enseignement public et enseignement privé - Les racines historiques de la laïcité - Vieille laïcité et nouveau citoyennisme musulman - Le PCF et la laïcité - Citoyennisme ? attraction fatale ! - « Les musulmans et la gauche ». Selma Yacoub : la reine du truisme - Théologie de la « libération »... ou théologie du vide ? - Les révolutionnaires, la laïcité et le multiculturalisme - A propos de deux réunions de Ni putes ni soumises à Lyon et Fontenay-sous-Bois

Christian Béridel : Ni putes ni soumises à Fontenay-sous-Bois - **Jacques Guigou** : L'affrontement des références et la barbarisation des rapports sociaux - **Isabelle Campanella et Jacques Wajnsztein** - Prendre position contre une prise de pouvoir - Réaction d'un lecteur sur le réseau d'Infozone - **Isabelle Campanella et Jacques Wajnsztein** : Quelques éléments de réponse

Deux témoignages sur le sabotage d'une réunion-débat à l'Institut du Monde arabe - **Olivier Payen** : Les miasmes de Bakou - **Y. C.** : RER D, Marie L. et fantasmes ethno-religieux

PAYS-BAS - ETATS-UNIS

Inge van de Velde : Féminisme et multiculturalisme -E. Krebbers : Spécialistes, décideurs et écologistes s'entendent pour limiter les droits des migrants - **Eric Krebbers** : Pour une réponse révolutionnaire au contrôle de l'immigration – **Jan Tas** : Comment les ONG aident le gouvernement à expulser les réfugiés - **Ellen de Waard et Harry Westerink** : « Centres d'expulsion » et « centres de départ », où est la différence ? **De Fabel van de illegaal** : Pour la liberté totale des migrations ! Contre l'OIM

Loren Goldner : A propos de la grève des supermarchés à Los Angeles. Notes sur une nouvelle défaite des travailleurs américains

FRANCE

Nicolas : Mai-Juin-2003 à Tours - **Mimouna Hadjam** : L'islamisme contre les femmes, partout dans le monde

N° 11-12. Terrorismes et violences politiques

Anouchka : Questions et définitions du terrorisme - Friedrich Engels, Karl Marx, V.I. Lénine...Léon Trotsky : La faillite du terrorisme individuel (1909) Léon Trotsky : Pourquoi les marxistes s'opposent au terrorisme individuel (1912) - **A. Berkman** : L'anarchisme est-il synonyme de violence ? (chapitre XIX de *L'ABC de l'anarchisme communiste*, 1929) - Six articles extraits de *l'Encyclopédie anarchiste* (1934) : **L. Barbedette** : **Terrorisme** **P. Besnard** : L'action directe - **M. Pierrot** : L'illégalisme (Le vol) **E. Armand** : L'illégalisme - **A. Lapeyre** : L'illégalisme **S. Mac Say** : L'illégalisme (son aspect, sa pratique et ses aboutissants) - **G. Yvetot** : Sabotage

Combat communiste (1977-1979) : Le vrai terrorisme c'est celui de l'Etat ! – L'extrême gauche et la Fraction Armée Rouge – A propos de l'enlèvement d'Aldo Moro — **Terrorisme et communisme** — Le terrorisme et les révolutionnaires – La logique d'une politique

Paolo Bertella Farnetti et Primo Moroni : **Collectif autonome de la Barona – Éléments pour une histoire impossible (1984)**

Y.C. : Comparer les effets incomparables des terrorismes « noir » et « rouge » occulte des questions importantes (2005)

AWL : Contre les terroristes ! Solidarité internationale de la classe ouvrière ! (2004)

Gerry Byrne : Madrid, 11 mars 2004 et « moralisme » : leur morale et la nôtre (2004)

Jacques Wajnsztein : Commentaire sur l'article de Gerry Byrne (2004) **Y.C.** : Attentats et « accidents de travail » : une théorie confuse et dangereuse (2004)

Lettre de **Nicole T.** (2004)... — Lettre de **Jacques Wajnsztein** . Annexe : Quelques remarques par rapport à notre discussion (2004).....102-105 — Lettre de **Michel** (2004)

Mansoor Hekmat : Mettre fin au terrorisme est notre tâche (2001 - **Avanti** et **Piers Mostyn** : A propos des tactiques de la Résistance irakienne – Guerres sales et solidarité critique (2005) **Toma Hamid** (PCOI) : Communisme ouvrier et lutte armée en Irak (2004) - **Sous-commandant Marcos** (2002) : Extraits de lettres à l'ETA et au peuple basque

Comité pour une défense politique de Paolo Persichetti : Contre l'amnésie collective et sélective, soutenons les réfugiés politiques italiens (2004) - **Temps critiques** : Passé, présent, devenir. Des luttes italiennes des années 1970 aux extraditions d'aujourd'hui : un état d'exception permanent. (2004)

De Fabel van de illegaal (2004-2005) : **Théo van Gogh, Un cinéaste mineur, sexiste, raciste, homophobe, antisémite et réactionnaire - La balle est venue de la droite - Combattre le racisme sans défendre le multiculturalisme - Cheikh Yassin : un « héros » et un « exemple » ? - IS (Pays-Bas) et le nouveau racisme culturel**

Nicolas Dessaux : **Mansoor Hekmat et le communisme-ouvrier (2004)** **Y.C.** : **Bref commentaire (2005)** - Nicolas Dessaux : **Mythes et réalités de la résistance irakienne (2004)** - Toma Hamid (PCOI) : **L'extrême gauche, groupe de pression de la « Résistance » irakienne ? (2004)**

Mouvement communiste : **Compétition capitaliste aiguë autour de la répartition de la rente (2005)**

Marie-Cécile Plà : Enfants scolarisés sans-papiers (2005) - Réseau ESF : Jeunes sans papiers scolarisés : l'urgence (2005) - Mouvement communiste : 35 heures, la droite enlève le fard aux lois Aubry (2005) - **Y.C.** : Lovers et filles des cités (2004) - **Oiseau-Tempête** : Ils attaquent la semaine des quatre jeudis (2005) - Christian Béridel : **La revue Sciences humaines et les pratiques capitalistes ! (2005)** - Thomas Lanvin : **La Poste, une entreprise génétiquement modifiée (2005)** Christian Béridel : **A propos de la « journée**

Publications reçues

Le prolétaire (organe bimestriel du Parti communiste international) et *Programme communiste* (revue théorique du même groupe). Programme communiste Correspondance : Éditions Programme, 3 rue Basse-Combalot 69 007 Lyon

Bulletin de la CNT 2e UR, lettre d'information de 8 pages. Contact pour la CNT 2^e UR : 39, rue de la Tour-d'Auvergne 75 009 Paris ou site Internet

L'Oiseau tempête, revue de 68 pages. Correspondance : Oiseau-tempête c/o 21, ter rue Voltaire 75011 France. Les anciens numéros sont disponibles sur le site web [internetdown.org/oiseautempête](http://internetdown.org/oiseautempete).

Dissidences, revue d'histoire des mouvements révolutionnaires. Correspondance et abonnements : J.-G. Lanuque Appartement 107, Entrée 3, 13, rue de Malzéville, 54 000 Nancy. E-mail: jeanguillaume.lanuque@wanadoo.fr

À contre-temps, Correspondance : Fernand Gomez, 55 rue des Prairies, 75 020 Paris.

Présence marxiste. Correspondance : René Nazon, 3, rue de l'Arc, 13 001 Marseille..

Le Combat syndicaliste, bimestriel de la CNT-AIT avec plusieurs éditions régionales.

Pour le Bureau confédéral de la CNT-AIT contact : Syndicat Interco Hérault – BP 51 142 – 34008 Montpellier cedex 1. Site Web : <http://www.cnt-ait-fr.org>

Contact pour la CNT-AIT de Toulouse et le supplément régional Midi-Pyrénées : *Le Combat Syndicaliste* 7,rue Saint-Rémésy 31 000 Toulouse. Site : <http://cnt-ait.info>.

A contre-courant syndical et politique : BP 2123 68060 Mulhouse cedex

Lettre de liaison du GARAS, Groupement d'action et de réflexion anarchosyndicaliste : c/à Sarthe Libertaire Maison des associations Salle N°223 4, rue D'Arcole 72 000 Le Mans

N'autre École, bimestriel de la CNT- Éducation. L'abonnement est de 15 € pour 6 n° et l'abonnement de soutien est de 20 €. Commande du premier numéro : 2,5 € Chèque à l'ordre de CNT (mention au dos : revue fédérale), à envoyer à : FTE-CNT 33, rue des Vignoles 75020 Paris

A trop courber l'échine, Bulletin acrate c/o STA BP 1021 76171 Rouen Cedex 1 France

Bilan et perspectives, BP 45, 13266 Marseille cedex 08 E-mail : france@ibrp.org

L'internationaliste, traduction en français du mensuel du groupe italien Lota comunista. Une lecture fort utile en particulier si l'on cherche des éléments sur les projets stratégiques de l'impérialisme européen., thème peu abordé dans la presse d'extrême gauche sauf sous par le petit bout (politicien) de la lorgnette : les consignes de vote aux référendums et les bagarres d'appareil au sein de la « gauche » à ce propos. Plusieurs livres ont aussi été édités aux Editions Science marxiste notamment **Guido La Barbera** : *La crise du capitalisme d'état* - **Guido La Barbera** : *L'Europe et la guerre* **Arrigo Cervetto** : *La difficile question des temps* - **Arrigo Cervetto** : *Le monde multipolaire* Editions Science marxiste - 242 boulevard Voltaire 75 011 Paris Fax 01 40 09 29 90

Brochures

EMMA GOLDMAN ET LA REVOLUTION RUSSE . — Quatre textes parus dans le n° 1 de *Ni patrie...* (48 p., 4 €).

DEBAT SUR LA REVOLUTION RUSSE : trois analyses divergentes par deux marxistes et un anarchiste. **Chris Harman** : «Comment la révolution russe a été vaincue» (1967) ; **Mike Martin** : «Les bolcheviks contre la classe ouvrière» (1980) ; **Loren Goldner** : «Amadeo Bordiga et notre temps» (1988) textes parus dans le n°1 de *Ni patrie...* (58 p., 4 €)

VOLTAIRINE DE CLEYRE, MILITANTE ET THEORICIENNE ANARCHISTE- FEMINISTE — RECUEIL N° 1. Courte biographie + deux textes, l'un sur l'action directe, l'autre sur le mariage . Textes parus dans le n° 2 de *Ni patrie..*(48 p., 4 €)

NATIONALISME, ANTISEMITISME, ET ALTERMONDIALISME. 14 Textes inédits en français du groupe libertaire hollandais *De Fabel van de illegaal* (70 p., 4 €)

FEMMES EN IRAK, EGALITE DES DROITS, LAÏCITE, DROITS DE L'ENFANT ET HIJAB, « ISLAMOPHOBIE », 45 p. 3 € (2° édition)

En anglais

NATIONALISM, ANTI-SEMITISM AND THE ANTI-GLOBALIZATION MOVEMENT, textes de *De Fabel van de illegaal.* (70 p., 4 €)

REFUGEEES, MIGRANTS AND « ILLEGAL » WORKERS IN THE NETHERLANDS (textes de *De Fabel van de illegaal*) 64 p., 4 €

FRANCE : SECULARISM, REPUBLICAN NATIONALISM, MULTICULTURALISM, IMMIGRATION AND ISLAM (textes de *Ni patrie ni frontières* à propos du débat sur le hijab), 20 p., 2 €

ABONNEMENT ET CONTACT

un numéro simple de *Ni patrie ni frontières* coûte 7,5 € ; un numéro double 10 €. Si vous souhaitez recevoir les 3 numéros suivants, vous pouvez envoyer un chèque de 23 € à l'ordre de Y. Coleman (pour les 6 numéros suivants 45 €) ou bien la même somme en timbres. Pour collaborer à notre revue, émettre des critiques ou des propositions : : yvescoleman@wanadoo.fr ou : Y. Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris — Téléphone : 01 45 87 82 11.

Site internet (partagé avec d'autres publications). Tous les numéros de *Ni patrie ni frontières* sont en ligne, souvent avant même la publication, et le site contient des rubriques et des textes qui ne sont pas encore (ou ne seront pas) publiés dans la revue.

<http://www.mondialisme.org>

Cliquez ensuite sur *Ni patrie ni frontières* et sur les différents numéros ou sous-rubriques.

N° ISSN : 16 37 – 31 03

Prix :10 euros